



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 4733

Projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

Date de dépôt : 06-12-2000

Date de l'avis du Conseil d'État : 09-10-2001

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
06-12-2000	Déposé	4733/00	<u>3</u>
10-09-2001	Prises de position des départements ministériels au sujet des observations formulées par la Cour des Comptes 1) Prise de position du Ministère d'Etat - Dépêche du Ministre d'Etat au Ministre d [...]	4733/01	<u>131</u>
09-10-2001	Avis du Conseil d'Etat (9.10.2001)	4733/02	<u>148</u>
11-10-2001	Prise de position du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative - Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (11.10.2000)	4733/01A	<u>153</u>
04-03-2002	Rapport de commission(s) : Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire Rapporteur(s) : Monsieur Alexander Krieps	4607/02, 4733/03	<u>156</u>
16-04-2002	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (16-04-2002) Evacué par dispense du second vote (16-04-2002)	4733/04	<u>165</u>
31-12-2002	Publié au Mémorial A n°57 en page 1241	4733	<u>168</u>

4733/00

N° 4733

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

* * *

*(Dépôt: le 6.12.2000)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (30.11.2000)	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi	3
– Annexes 1 à 5	5
– Annexe 6: Rapport de la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'Etat de l'exercice budgétaire 1998.....	54

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre du Trésor et du Budget présentera en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998.

Palais de Luxembourg, le 30 novembre 2000

Le Ministre du Trésor et du Budget,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1998 a fait l'objet de la loi du 22 décembre 1997.

L'exercice budgétaire 1998 a commencé le 1er janvier 1998 et a fini le 31 décembre 1998; il a été définitivement clôturé le 30 avril 1999. Les paiements ont été effectués jusqu'au 31 mai 1999 (article 41 de la loi du 27.7.1936 concernant la comptabilité de l'Etat) et les pièces acquittées ont été versées au service de la Trésorerie de l'Etat jusqu'au 30 juin 1999 (article 49 de l'arrêté grand-ducal du 21.2.1936 portant règlement sur la comptabilité de l'Etat).

La balance des comptes généraux de l'exercice 1998 s'établit comme suit:

A – Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I – Recettes effectives	190.643.126.550 F
II – Dépenses effectives	<u>188.613.119.564 F</u>
III – Excédent de recettes	2.030.006.986 F
IV – Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1997	13.328.284.543 F
V – Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1998	15.358.291.529 F

B – Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre	85.638.202.331 F
II – Dépenses pour ordre	85.536.311.687 F

C – Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux et fonds déposés

I – Recettes (y compris une somme de 60.498.713.723 F restée disponible à la clôture de l'exercice 1997)	113.447.647.971 F
II – Dépenses	<u>40.522.848.654 F</u>
III – Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1998	72.924.799.317 F

Sont annexés à ce projet de loi, en dehors de la brochure reproduisant les chiffres détaillés du compte général de l'exercice 1998:

1. un tableau synoptique comparant les chiffres globaux du projet de budget, du budget voté, du budget définitif et du compte général de 1998 (*annexe 1*);
2. un commentaire concernant les différences existant entre le budget voté, le budget définitif et le compte général de 1998 (*annexe 2*);
3. quatre tableaux comparant, pour les années 1995 à 1998, les dépenses ordinaires ainsi que les recettes fiscales et parafiscales au produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants (tableaux 1 et 2) et au revenu national brut (R.N.B.) à prix courants (tableaux 3 et 4) (*annexe 3*);
4. le relevé des dépassements de crédits non limitatifs effectués au budget de 1998 (*annexe 4*);
5. le relevé des transferts de crédit opérés au budget de 1998 (*annexe 5*);
6. le rapport de la Cour des Comptes du 20 novembre 2000 au sujet du compte général de l'exercice 1998 (*annexe 6*).

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article 1er.– Le compte général des recettes et des dépenses effectuées sur les fonds ordinaires et extraordinaires de l'Etat ainsi que sur les fonds pour ordre pendant l'exercice 1998 annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

A – Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I – Recettes effectives	190.643.126.550 F
II – Dépenses effectives	188.613.119.564 F
III – Excédent de recettes	2.030.006.986 F

B – Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre	85.638.202.331 F
II – Dépenses pour ordre	85.536.311.687 F

Article 2.– L'excédent de recettes, à la fin de l'exercice 1998, des fonds spéciaux et fonds déposés, suivant le compte annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

I – Fonds de tiers

Successions en déshérence non encore acquises à l'Etat	123.922 F
Consignations faites par des étrangers	17.527.044 F
Consignations judiciaires	813.988.202 F
Postes – fonds pour mandats	17.500.198.407 F
Totaux I	18.331.837.575 F

II – Fonds des communes

Fonds de dépenses communales	– 200.437.294 F
Fonds communal de péréquation conjoncturale	1.452.156.906 F
Fonds spécial pour la construction d'une conduite d'eau intercommunale dans les Ardennes	0 F
Totaux II	1.251.719.612 F

III – Fonds de l'Etat

Fonds spécial pour le service de la dette publique	13.148.600.707 F
Fonds spécial de la chasse	2.729.682 F
Fonds spécial de la pêche	12.922.160 F
Fonds de crise	876.000.000 F
Fonds pour la protection de l'environnement	4.283.859.292 F
Fonds spécial de repeuplement des chasses	14.555.433 F
Fonds d'investissements publics administratifs	4.388.504.064 F
Fonds d'investissements publics scolaires	7.259.604.077 F
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	3.435.357.160 F
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	560.459.149 F
Fonds d'équipement sportif national	112.585.000 F

Fonds des routes	4.339.670.808 F
Fonds du rail	3.566.987.010 F
Fonds pour les monuments historiques	350.925.077 F
Fonds pour la réforme communale	2.500.000 F
Fonds pour l'emploi	4.809.423.740 F
Fonds de la coopération au développement	1.218.831.690 F
Fonds spécial des eaux frontalières	47.823.557 F
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	1.448.520.000 F
Fonds pour la loi de garantie.....	<u>3.310.000.000 F</u>
Totaux III	53.341.242.130 F
soit un excédent de recettes de	72.924.799.317 F

*

ANNEXES

Annexe I

Exercice 1998

	Projet de budget	Budget voté	Budget définitif (= budget voté + lois modif. subséq.)	Compte général	Variations *)	
					en montants abs.	en %
Budget ordinaire						
Recettes	168.916.514.000	168.832.516.000	168.832.516.000	186.379.760.412	17.547.244.412	10,4
Dépenses	155.027.358.000	148.258.850.000	154.907.965.000	158.648.785.040	3.740.820.040	2,4
Excédents	13.889.156.000	20.573.666.000	13.924.551.000	27.730.975.372	13.806.424.372	—
Budget extraordinaire						
Recettes	1.250.040.000	1.478.040.000	1.478.040.000	4.263.366.138	2.785.326.138	188,4
Dépenses	15.389.455.000	14.989.746.000	15.505.405.000	29.964.334.524	14.458.929.524	93,3
Excédents	- 14.139.415.000	- 13.511.706.000	- 14.027.365.000	- 25.700.968.386	- 11.673.603.386	—
Budget total						
Recettes	170.166.554.000	170.310.556.000	170.310.556.000	190.643.126.550	20.332.570.550	11,9
Dépenses	170.416.813.000	163.248.596.000	170.413.370.000	188.613.119.564	18.199.749.564	10,7
Excédents	- 250.259.000	- 7.061.960.000	- 102.814.000	2.030.006.986	2.132.820.986	—

*) du compte général par rapport au budget définitif

Annexe 2

Le compte général de l'exercice 1998*(Extrait, mis à jour des pages 37* à 40* du Vol. 1 du projet de budget 2000)***1) Le compte provisoire de l'exercice 1998****I. La situation globale du compte général**

Le compte général de l'exercice 1998 se présente globalement comme suit par rapport au budget définitif pour le même exercice et au compte général de 1997:

	<i>Compte général 1997</i>	<i>Budget définitif 1998</i>	<i>Compte général 1998</i>	<i>Plus- ou moins-value*)</i>	<i>Variation (en % **)</i>
Budget ordinaire					
Recettes	182.103,3	168.832,5	186.379,7	17.547,2	2,3
Dépenses	155.461,9	154.907,9	158.648,8	3.740,9	2,0
Excédents	26.641,4	13.924,6	27.730,9	13.806,3	–
Budget extraordinaire					
Recettes	29,0	1.478,0	4.263,4	2.785,4	14.586,2
Dépenses	21.395,8	15.505,4	29.964,3	14.458,9	40,0
Excédents	– 21.366,8	– 14.027,4	– 25.700,9	– 11.673,5	–
Budget Total					
Recettes	182.132,4	170.310,5	190.643,1	20.332,6	4,7
Dépenses	176.857,7	170.413,3	188.613,1	18.199,8	6,6
Excédents	5.274,7	– 102,8	2.030,0	2.132,8	–

Note: Les montants sont indiqués en millions de francs.

*) du compte général par rapport au budget définitif.

***) du compte général par rapport au compte général de l'exercice précédent.

II. Les principales plus-values ou moins-values de recettes

Le tableau ci-après montre l'origine des principales plus-values et moins-values de recettes ordinaires qui ont été réalisées au cours de l'exercice 1998:

Article 64	Libellé	Budget voté	Recettes effectives	Plus- ou moins-value
RECETTES ORDINAIRES				
Administration des contributions				
0.37.000	Impôt sur le revenu des collectivités	33.000,0	36.993,2	+ 3.993,2
0.37.010	Impôt sur le revenu des pers. physiques fixé par voie d'assiette.....	11.200,0	10.752,7	- 447,3
0.37.011	Impôt retenu sur les traitements et salaires	35.600,0	36.986,4	+ 1.386,4
0.37.021	Impôt sur la fortune	4.700,0	5.164,6	+ 464,6
2.10.010	Recettes diverses non ventilées.	120,0	677,2	+ 557,2
3.26.010	Intérêts de fonds en dépôt	2.400,0	3.193,5	+ 793,5
3.28.005	Redevances à payer par la S.E.S	1.600,0	2.109,0	+ 509,0
3.39.000	Participation aux bénéfices de la BNB	200,0	3.426,5	+ 3.226,5
Administration des douanes				
5.36.010	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits d'accise	19.750,0	21.025,0	+ 1.275,0
Administration de l'enregistrement				
6.36.032	Taxe d'abonnement sur les titres de sociétés	8.200,0	11.025,6	+ 2.825,6
6.36.050	Droits d'enregistrement	3.700,0	4.863,3	+ 1.163,3
RECETTES EXTRAORDINAIRES				
0.96.000	Produits d'emprunts nouveaux	1.000,0	-	- 1.000,0
1.58.030	Recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires.....	-	3.963,6	+ 3.963,6
	Autres recettes ordinaires et extraordinaires	48.840,5	50.462,5	+ 1.622,0
	Total des recettes ordinaires	168.832,5	186.379,7	+ 17.547,2
	Total des recettes extraordinaires	1.478,0	4.263,4	+ 2.785,4
	Total des recettes	170.310,5	190.643,1	+ 20.332,6

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions de francs.

Il ressort du tableau précédent que les recettes comptabilisées au titre de l'exercice 1998 se chiffrent globalement à 190,6 milliards de francs, soit une progression de respectivement 4,7% par rapport à l'exercice précédent et de 11,9% ou de 20,3 milliards par rapport aux prévisions budgétaires.

Les plus-values enregistrées pendant l'exercice 1998 proviennent pour l'essentiel de l'impôt sur le revenu des collectivités (+ 3,9 milliards), de la taxe d'abonnement sur les titres de société (+ 2,8 milliards), de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (+ 1,4 milliard), de la part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'U.E.B.L. en matière de droits de douane et d'accise (+ 1,3 milliard), des droits d'enregistrement (+ 1,2 milliard).

A cela s'ajoutent les recettes exceptionnelles provenant de la participation du Grand-Duché aux opérations de vente d'or de la Banque Nationale de Belgique (+ 3,2 milliards) et des recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires (+ 3,9 milliards).

La croissance importante des recettes entre le budget voté de 1998 et le compte provisoire 1998 s'explique par deux faits marquants.

Il convient en premier lieu de relever que la croissance du PIB pour 1998 a sensiblement dépassé les prévisions faites par le STATEC et par la Commission de l'Union européenne au moment de la mise au point du budget de cet exercice. Alors que les prévisions pour le budget de 1998 tablaient sur une croissance du PIB (version SEC) de 6,1%, cette croissance devrait, d'après les estimations les plus récentes du STATEC atteindre, voire dépasser 7,5%. Cette évolution a évidemment influencé la croissance des recettes fiscales dont les évaluations se basaient sur un taux de croissance de l'économie de 6,1%. En

second lieu, il faut relever les recettes „extraordinaires“ précitées en relation avec la vente d'or par la B.N.B. et le retrait de signes monétaires.

En revanche, il y a lieu de noter une légère moins-value de 0,4 milliard en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette. De même une moins-value de 1 milliard est imputable au fait que, compte tenu notamment de la bonne situation financière de nos finances publiques, l'emprunt de 1 milliard inscrit au budget voté de 1998 n'a pas été émis.

III. *Les principales plus-values ou moins-values de dépenses*

Les dépenses totales de l'exercice 1998 présentent par rapport aux chiffres correspondants du budget voté du même exercice une plus-value globale de 18,9 milliards de francs si l'on tient compte des dotations supplémentaires au profit des fonds spéciaux de l'Etat.

Pour un montant total de 18.300 millions, ces dépassements sont toutefois attribuables à l'affectation des plus-values de recettes de l'exercice 1998, et cela conformément aux propositions gouvernementales approuvées par la Commission des finances et du budget de la Chambre des Députés et tendant à attribuer les dotations supplémentaires suivantes aux principaux fonds spéciaux.

Fonds d'investissements publics administratifs	+ 2.500,0 millions
Fonds d'investissements publics scolaires	+ 4.000,0 millions
Fonds des routes	+ 2.500,0 millions
Fonds pour la protection de l'environnement	+ 1.500,0 millions
Fonds du rail	+ 1.500,0 millions
Fonds de la coopération au développement	+ 1.000,0 millions
Fonds de la dette publique	+ 2.000,0 millions
Fonds pour la loi de garantie	+ 800,0 millions
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	+ 1.000,0 millions
Fonds des investissements hospitaliers	+ 1.500,0 millions
Total	+ 18.300,0 millions

Le tableau ci-après indique **les principales plus-values et moins-values de dépenses** qui ont été effectuées au titre de l'exercice 1998:

Article	Libellé/Intitulé	Budget voté	Dépenses effectives	Plus- ou moins-value
01.3.93.000	Fonds de la coopération et le développement	1.710,0	2.710,0	+ 1.000,0
...	Divers crédits de personnel	33.442,5	33.743,7	+ 301,2
03.0.11.310	Crédit commun (Arrêt Schaltz)	- 98,7	248,6	+ 347,3
06.0.91.005	Fonds de la dette – Amortissements	115,1	2.159,2	+ 2.044,1
09.0.93.000	Alimentation du fonds communal de dotat. financière	8.831,4	8.954,1	+ 122,7
13.5.42.000	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales: contribution de l'Etat	4.560,0	4.660,2	+ 130,2
16.4.93.000	Fonds pour l'emploi: impôts de solidarité	2.575,0	2.765,5	+ 190,5
17.5.42.000	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en espèces	1.500,0	1.392,0	- 108,8
17.5.42.004	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: surprime pour prest. en nature – pensionnés	9.439,0	9.299,0	- 140,0
18.8.42.000	Assurance pension: cotisations	19.800,0	20.314,0	+ 514,0
26.0.51.001	Participation aux frais de construction de logements locatifs: aides aux entreprises publiques	255,0	160,5	- 94,5
26.0.53.000	Logement: Primes de construction d'acquisition	600,0	414,1	- 185,9
35.0.71.050	Acquisition auprès des sect. autres que le sect. de l'adm. publ. d'imm. à incorporer dans le domaine de l'Etat	150,0	334,2	+ 184,2
43.0.52.000	Constr., modern. et équipem. de centres d'accueil, foyers de jour, etc.; subs. à des assoc. et à des partic.	375,4	66,1	- 309,3
44.0.93.000	Fonds des investissements hospitaliers	800,0	2.650,0	+ 1.850,0
45.0.93.000	Fonds pour la protection de l'environnement	1.350,0	2.850,0	+ 1.500,0
50.0.73.071	Loi-cadre économ.: aménag. de terrains, créat. d'ouvr. de génie civil, particip. aux dépenses	370,0	159,5	- 210,5
53.0.93.000	Fonds du rail	300,0	1.800,0	+ 1.500,0
53.0.93.001	Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	25,0	1.025,0	+ 1.000,0
55.1.93.000	Fonds des routes	500,0	3.000,0	+ 2.500,0
55.3.93.000	Fonds d'investissements publics administratifs	800,0	3.300,0	+ 2.500,0
55.3.93.001	Fonds d'investissements publics scolaires	725,0	4.725,0	+ 4.000,0
55.3.93.003	Fonds pour la loi de garantie	5,0	805,0	+ 800,0
...	Autres plus- ou moins-values nettes	82.313,6	72.077,4	- 10.236,2
	Total	170.413,3	188.613,1	+ 18.199,8

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions de francs.

Les chiffres de ce tableau synoptique documentent clairement que les dépenses supplémentaires de l'exercice 1998 sont pour l'essentiel attribuables aux alimentations additionnelles effectuées au profit des principaux fonds spéciaux de l'Etat. A noter toutefois que l'alimentation du fonds des investissements sanitaires et hospitaliers (article 44.0.93.000) comprend un montant de 350 millions qui ne proviennent pas d'un dépassement de crédit, mais de transferts à partir des autres articles de la section 44.0.

Ces dotations additionnelles ont permis, une nouvelle fois, de renforcer de manière substantielle, les moyens financiers de ces fonds et d'assurer ainsi le financement pluriannuel des importants programmes d'investissements de ces fonds.

Si l'on fait abstraction des dotations additionnelles, l'exercice se solde même par une moins-value de 100 millions, vu que les moins-values de dépenses sont supérieures au reste des dépassements de crédit.

A cela il y a lieu d'ajouter que l'excédent de 2.030 millions du compte général de l'exercice 1998 permet de renforcer d'autant la réserve budgétaire qui s'élève à 15.358,3 millions à la fin de l'exercice 1998.

A cet égard il importe de rappeler qu'une partie importante de la réserve budgétaire doit rester disponible comme fonds de roulement pour couvrir les besoins courants de la trésorerie de l'Etat qui résultent du déphasage intra-annuel entre le mouvement des recettes et des dépenses publiques. Quant à la partie disponible de la réserve budgétaire, il convient de relever qu'aux yeux du Gouvernement cette réserve constitue un atout important pour affronter les charges et incertitudes de l'avenir et qu'à ce titre elle ne saura, en aucun cas, être utilisée pour la couverture des dépenses de fonctionnement courantes de l'Etat.

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la réserve budgétaire et de la réserve des fonds spéciaux de l'Etat depuis le début des années 90:

<i>Exercice</i>	<i>Réserve budgétaire</i>	<i>Réserve des fonds spéciaux de l'Etat</i>	<i>Total</i>
1990	7.277,8	20.875,4	28.153,2
1991	6.075,9	14.462,3	20.538,2
1992	2.697,6	8.456,7	11.154,3
1993	2.677,8	11.449,8	14.127,6
1994	4.251,7	15.033,5	19.285,2
1995	5.201,9	18.819,7	24.021,6
1996	8.053,5	25.215,3	33.268,8
1997	13.328,2	41.046,3	54.374,5
1998	15.358,3	72.924,8	88.283,1

Note: Les montants sont indiqués en millions de francs.

*

Annexe 3

Quatre tableaux comparant, pour les années 1995 à 1998, les dépenses ordinaires ainsi que les recettes fiscales et parafiscales au produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants (tableaux 1 et 2) et au revenu national brut (R.N.B.) à prix courants (tableaux 3 et 4).

Tableau 1: Evolution comparée du produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants et des dépenses ordinaires de 1995 à 1998

Année	P.I.B. à prix courants	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires au P.I.B. en %
1995	538.448	n.d.	134.481,3	7,32	24,98
1996	563.513	4,66	143.375,9	6,61	25,44
1997	624.581	10,84	155.462,0	8,43	24,89
1998	665.735	6,59	158.648,8	2,05	23,83

Tableau 2: Importance des recettes fiscales de l'Etat et des cotisations à la sécurité sociale par rapport au P.I.B. – Années 1995 à 1998

Année	Recettes fiscales (1)	en % du P.I.B.	Cotis. à la séc. soc. (2)	en % du P.I.B.	Total recettes fisc. et parafisc. (1 + 2)	en % du P.I.B.
1995	135.528,8	25,17	58.990,8	10,96	194.519,6	36,13
1996	151.586,6	26,90	61.626,3	10,94	213.212,9	37,84
1997	161.763,2	25,90	64.859,7	10,38	226.622,9	36,28
1998	166.508,7	25,01	69.636,2	10,46	236.144,9	35,47

Remarques: P.I.B. et R.N.B. = selon le nouveau système de comptabilité nationale SEC95, où la notion du revenu national brut (R.N.B.) remplace celui du produit national brut (P.N.B.). A la différence des exercices précédents, les tableaux joints sont basés sur les chiffres à prix courants, et non sur les chiffres à prix du marché.

Notes: (1) Recettes fiscales = articles budgétaires des codes 36 et 37.

(2) Cotisations à la sécurité sociale = opérations des parastataux de la sécurité sociale (R.1 + R. 2).

Tableau 3: Evolution comparée du produit national brut (R.N.B.) à prix courants et des dépenses ordinaires de 1995 à 1998

Année	R.N.B. à prix courants	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires	Taux de croissance annuels en %	Dép. ord. par rapport au R.N.B. en %
1995	570.619	n.d.	134.481,3	7,32	23,57
1996	593.570	4,02	143.375,9	6,61	24,15
1997	638.546	7,58	155.462,0	8,43	24,35
1998	654.254	2,46	158.648,8	2,05	24,25

Tableau 4: Importance des recettes fiscales de l'Etat et des cotisations à la sécurité sociale par rapport au R.N.B. – Années 1995 à 1998

<i>Année</i>	<i>Recettes fiscales (1)</i>	<i>en % du R.N.B.</i>	<i>Cotis. à la séc. soc. (2)</i>	<i>en % du R.N.B.</i>	<i>Total recettes fisc. et parafisc. (1 + 2)</i>	<i>en % du R.N.B.</i>
1995	135.528,8	23,75	58.990,8	10,34	194.519,6	34,09
1996	151.586,6	25,54	61.626,3	10,38	213.212,9	35,92
1997	161.763,2	25,33	64.859,7	10,16	226.622,9	35,49
1998	166.508,7	25,45	69.636,2	10,64	236.144,9	36,09

Remarque: P.I.B. et R.N.B. = selon le nouveau système de comptabilité nationale SEC95, où la notion du revenu national brut (R.N.B.) remplace celle du produit national brut (P.N.B.). A la différence des exercices précédents, les tableaux joints sont basés sur les chiffres à prix courants, et non sur les chiffres à prix du marché.

Notes: (1) Recettes fiscales = articles budgétaires des codes 36 et 37.

(2) Cotisations à la sécurité sociale = opérations des parastataux de la sécurité sociale (R.1 + R. 2).

*

Annexe 4

COMPTES GENERAUX DE L'EXERCICE 1998

RELEVÉ DES CREDITS NON LIMITATIFS
AYANT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DE DEPASSEMENT

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES ORDINAIRES					
00 – Ministère d'Etat					
<i>Section 00.0</i>					
art. 11.000	3.681.000	563.000	4.244.000	562.496	4.243.496
Total section		563.000		562.496	
<i>Section 00.2</i>					
art. 11.000	9.053.000	1.423.000	10.476.000	1.422.930	10.475.930
art. 11.010	6.606.000	1.090.000	7.696.000	1.089.921	7.695.921
Total section		2.513.000		2.512.851	
<i>Section 00.3</i>					
art. 11.130	6.797.000	502.000	7.299.000	501.900	7.298.900
art. 12.011	20.000.000	500.000	25.000.000	4.631.475	24.631.475
art. 12.050	80.000.000	2.300.000	82.300.000	2.187.720	82.187.720
art. 12.120	15.000.000	49.974.000	64.974.000	49.965.699	64.965.699
art. 12.130	25.500.000	11.920.000	37.420.000	11.895.974	37.395.974
art. 12.131	90.000.000	34.960.000	124.960.000	34.959.571	124.959.571
art. 12.133	3.000.000	2.000.000	5.000.000	–	2.639.533
art. 12.310	500.000	502.000	1.002.000	501.798	1.001.798
art. 12.320	25.000.000	1.500.000	26.500.000	1.482.391	26.482.391
art. 12.330	9.000.000	235.000	9.235.000	234.546	9.234.546
art. 12.345	9.000.000	3.570.000	12.570.000	–	8.983.120
art. 12.350	350.000	6.000.000	6.350.000	5.971.948	6.321.948
art. 31.050	99.670.000	12.400.000	112.070.000	12.399.317	112.069.317*)
art. 34.040	2.000.000	576.000	2.576.000	576.000	2.576.000
Total section		131.439.000		125.308.339	
<i>Section 00.4</i>					
art. 11.010	11.073.000	17.000	11.090.000	16.003	11.089.003
art. 11.020	71.000	576.000	647.000	575.520	646.520
art. 12.120	5.200.000	653.000	5.853.000	652.827	5.852.827
Total section		1.246.000		1.244.350	
<i>Section 00.5</i>					
art. 11.020	10.000	3.336.000	3.346.000	3.335.425	3.345.425
art. 11.030	17.476.000	886.000	18.362.000	885.324	18.361.324
Total section		4.222.000		4.220.749	
<i>Section 00.6</i>					
art. 11.000	508.435.000	7.591.000	516.026.000	–	494.962.347
art. 12.001	311.633.000	1.808.000	313.441.000	1.802.741	313.435.741
Total section		9.399.000		1.802.741	
Total des dépassements du département 00		149.382.000		135.651.526	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
01 – Ministère des Affaires étrangères					
<i>Section 01.0</i>					
art. 11.320	14.000.000	14.018.804	28.018.804	13.999.946	27.999.946
art. 12.300	2.000.000	9.500.000	11.500.000	9.004.297	11.004.297
art. 12.310	300.000	100.000	400.000	100.000	400.000
art. 12.370	44.879.000	25.000.000	69.879.000	19.534.420	64.413.420
art. 12.391	20.000.000	75.000.000	95.000.000	66.220.141	86.220.141
art. 35.060	3.500.000	1.210.064	4.710.064	1.210.064	4.710.064
Total section		124.828.868		110.068.868	
<i>Section 01.1</i>					
art. 11.090	85.547.000	11.250.000	96.797.000	8.927.333	94.474.333
art. 11.140	3.600.000	1.300.000	4.900.000	1.255.275	4.855.275
art. 12.081	15.000.000	660.000	15.660.000	208.695	15.208.695
art. 12.100	43.000.000	300.000	46.000.000	–	42.387.138
Total section		16.210.000		10.391.303	
<i>Section 01.2</i>					
art. 35.030	86.612.000	42.913.174	129.525.174	42.913.174	129.525.174
art. 35.034	500.000	550.000	1.050.000	–	67.257
Total section		43.463.174		42.913.174	
<i>Section 01.3</i>					
art. 93.000	1.710.000.000	1.000.000.000	2.710.000.000	1.000.000.000	2.710.000.000
Total section		1.000.000.000		1.000.000.000	
<i>Section 01.4</i>					
art. 93.000	7.800.000	2.294.975	10.094.975	2.294.975	10.094.975
Total section		2.294.975		2.294.975	
Total des dépassements du département 01		1.186.797.017		1.165.668.320	
02 – Ministère de la Culture					
<i>Section 02.0</i>					
art. 11.020	113.000	116.882	229.882	116.882	229.882
art. 33.004	87.500.000	2.611.000	90.111.000	2.611.000	90.111.000
Total section		2.727.882		2.727.882	
<i>Section 02.1</i>					
art. 11.010	5.738.000	1.950.907	7.688.907	1.950.907	7.688.907
art. 11.030	201.000	1.040.941	1.241.941	1.040.941	1.241.941
Total section		2.991.848		2.991.848	
<i>Section 02.2</i>					
art. 11.020	3.792.000	6.213.852	10.005.852	6.213.852	10.005.852
art. 11.030	8.426.000	162.102	8.588.102	162.102	8.588.102
art. 11.040	10.000	692.454	702.454	692.454	702.454
art. 12.220	5.000.000	9.000.000	14.000.000	8.998.236	13.998.236
Total section		16.068.408		16.066.644	
<i>Section 02.3</i>					
art. 11.020	226.000	1.163.937	1.398.937	1.163.937	1.389.937
Total section		1.163.937		1.163.937	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 02.4</i>					
art. 11.000	28.125.000	2.416.610	30.541.610	2.416.610	30.541.610
art. 11.020	38.000	1.330.589	1.368.589	1.330.589	1.368.589
art. 11.030	1.912.000	1.887.831	3.799.831	1.887.831	3.799.831
Total section		5.635.030		5.635.030	
<i>Section 02.5</i>					
art. 11.010	7.703.000	63.284	7.766.284	63.284	7.766.284
art. 11.020	188.000	350.733	538.733	350.733	538.733
art. 33.000	5.000	1.342.000	1.347.000	1.337.000	1.342.000
Total section		1.756.017		1.751.017	
<i>Section 02.6</i>					
art. 11.020	938.000	2.721.171	3.659.171	2.721.171	3.659.171
art. 11.030	2.322.000	4.144.199	6.466.199	4.144.199	6.466.199
Total section		6.865.370		6.865.370	
Total des dépassements du département 02		37.208.492		37.201.728	
03 – Ministère de la Fonction publique					
<i>Section 03.0</i>					
art. 11.020	1.010.000	42.103.000	43.113.000	19.456.930	20.466.930
art. 11.040	10.000	1.046.000	1.056.000	1.045.214	1.055.214
art. 11.130	16.000.000	3.000.000	19.000.000	2.978.402	18.978.402
art. 11.150	10.000	1.002.117	1.012.117	1.001.120	1.011.120
art. 11.170	80.000	1.058.003	1.138.003	1.056.265	1.136.265
art. 11.300	85.300.000	17.900.000	103.200.000	16.937.006	102.237.006
art. 11.310	98.682.000	347.330.000	248.648.000	347.329.774	248.647.774
art. 12.110	300.000	913.000	1.213.000	912.342	1.212.342
art. 34.080	66.000.000	5.000.000	71.000.000	4.481.091	70.481.091
art. 35.060	3.412.000	250.738	3.662.738	249.863	3.661.863
art. 62.010	45.000.000	77.927.000	122.927.000	77.925.627	122.925.627
Total section		497.529.858		473.373.634	
<i>Section 03.1</i>					
art. 31.020	678.447.000	11.294.505	689.741.505	11.294.505	689.741.505
art. 34.011	86.794.000	604.704	87.398.704	604.704	87.398.704
Total section		11.899.209		11.899.209	
<i>Section 03.2</i>					
art. 11.020	10.000	60.000	70.000	59.160	69.160
art. 11.030	1.143.000	17.000	1.160.000	16.496	1.159.496
art. 11.040	10.000	122.000	132.000	121.729	131.729
Total section		199.000		197.385	
<i>Section 03.3</i>					
art. 11.010	1.218.000	1.023.000	2.241.000	1.022.692	2.240.692
art. 11.030	1.070.000	104.000	1.174.000	103.716	1.173.716
Total section		1.127.000		1.126.408	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 03.4</i>					
art. 11.020	10.000	576.620	586.620	576.620	586.620
Total section		576.620		576.620	
Total des dépassements du département 03		511.331.687		486.596.636	
04 – Ministère des Finances					
<i>Section 04.0</i>					
art. 11.090	1.050.000	131.000	1.181.000	130.458	1.180.458
art. 12.140	250.000	650.000	900.000	581.081	831.081
art. 12.300	400.000	420.000	820.000	420.000	820.000
Total section		1.201.000		1.131.539	
<i>Section 04.1</i>					
art. 11.020	10.000	6.385.000	6.395.000	6.384.822	6.394.822
art. 11.030	25.641.000	139.000	25.780.000	138.073	25.779.073
art. 11.040	10.000	770.000	780.000	769.218	779.218
art. 12.090	95.775.000	2.405.000	98.180.000	2.404.409	98.179.409
art. 12.110	500.000	30.533.000	31.033.000	3.504.315	4.004.315
art. 12.310	50.000	450.000	500.000	355.871	405.871
Total section		40.682.000		13.556.708	
<i>Section 04.2</i>					
art. 11.020	337.000	6.868.000	7.205.000	6.867.219	7.204.219
art. 11.040	10.000	585.000	595.000	584.840	594.840
art. 11.131	80.000	79.000	159.000	78.278	158.278
art. 11.132	5.300.000	144.000	5.444.000	143.114	5.443.114
art. 12.090	9.477.000	841.000	10.318.000	840.064	10.317.064
art. 12.310	4.000.000	2.282.000	6.282.000	2.281.324	6.281.324*)
art. 12.320	22.000.000	9.453.000	31.453.000	9.288.221	31.288.221
art. 12.360	850.000	837.000	1.687.000	836.764	1.686.764
art. 12.370	9.000.000	261.000	9.261.000	260.288	9.260.288
art. 23.000	2.500.000	525.000	3.025.000	524.156	3.024.156
art. 36.050	100.000.000	52.019.000	152.019.000	52.018.925	152.018.925
Total section		73.894.000		73.723.193	
<i>Section 04.3</i>					
art. 11.020	200.000	295.000	495.000	294.331	494.331
art. 11.040	10.000	307.000	317.000	306.064	316.064
art. 11.110	1.200.000	168.000	1.368.000	167.800	1.367.800
art. 12.050	11.000.000	152.000	11.152.000	151.833	11.151.833*)
art. 12.100	29.678.000	1.114.000	30.792.000	1.113.356	30.791.356
art. 12.320	15.000.000	4.086.000	19.086.000	4.084.839	19.084.839
art. 24.010	2.677.000	310.000	2.987.000	309.698	2.986.698
Total section		6.432.000		6.427.921	
<i>Section 04.4</i>					
art. 11.000	12.124.000	94.749	12.218.749	94.749	12.218.749
art. 11.010	2.016.000	17.173	2.033.173	17.173	2.033.173
Total section		111.922		111.922	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 04.5</i>					
art. 11.000	3.225.000	372.354	3.597.354	372.354	3.597.354
Total section		372.354		372.354	
Total des dépassements du département 04		122.693.276		95.323.637	
05 – Ministère des Finances: Budget					
<i>Section 05.0</i>					
art. 12.100	228.108.000	50.000.000	278.108.000	46.608.536	274.716.536
art. 12.120	250.000	132.000	382.000	131.603	381.603
Total section		50.132.000		46.740.139	
<i>Section 05.1</i>					
art. 11.020	94.000	1.090.000	1.184.000	1.089.103	1.183.103
art. 11.030	1.864.000	65.000	1.929.000	64.647	1.928.647
art. 11.131	100.000	119.000	219.000	118.782	218.782
art. 12.110	10.000	68.000	78.000	67.280	77.280
Total section		1.342.000		1.339.812	
<i>Section 05.2</i>					
art. 11.000	29.849.000	222.598	30.071.598	222.598	30.071.598
art. 11.010	6.936.000	107.464	7.043.464	107.464	7.043.464
Total section		330.062		330.062	
<i>Section 05.3</i>					
art. 11.020	5.015.000	78.060	5.093.060	78.060	5.093.060
Total section		78.060		78.060	
<i>Section 05.4</i>					
art. 12.100	2.640.000	388.000	3.028.000	387.636	3.027.636
Total section		388.000		387.636	
<i>Section 05.5</i>					
art. 11.020	10.000	1.692.372	1.702.372	1.692.372	1.702.372
art. 11.030	6.594.000	139.498	6.733.498	139.498	6.733.498
art. 11.040	10.000	135.377	145.377	135.377	145.377
art. 12.001	5.000.000	728.000	5.728.000	727.400	5.727.400
art. 12.330	1.800.000	182.000	1.982.000	–	1.185.735
Total section		2.877.247		2.694.647	
<i>Section 05.6</i>					
art. 11.020	10.000	180.897	190.897	180.897	190.897
art. 12.045	4.250.000	1.128.000	5.378.000	957.031	5.207.031
art. 12.100	10.513.000	437.000	10.950.000	436.028	10.949.028
art. 12.310	500.000	100.000	600.000	68.759	568.759
Total section		1.845.897		1.642.715	
Total des dépassements du département 05		56.993.266		53.213.071	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
06 – Ministère des Finances:					
 Dette publique					
<i>Section 06.0</i>					
art. 12.300	300.000	29.000	329.000	28.763	328.763
art. 21.005	1.490.814.000	480.334.000	1.971.148.000	480.333.260	1.971.147.260
art. 91.005	115.058.000	2.044.134.000	2.159.192.000	2.044.133.318	2.159.191.318
art. 93.000	2.000.000	9.024.000	11.024.000	9.023.748	11.023.748
art. 93.001	2.000.000	3.284.000	5.284.000	3.283.598	5.283.598
Total section		2.536.805.000		2.536.802.687	
Total des dépassements du département 06		2.536.805.000		2.536.802.687	
07 – Ministère de la Justice					
<i>Section 07.0</i>					
art. 35.060	3.218.000	152.988	3.370.988	152.988	3.370.988
Total section		152.988		152.988	
<i>Section 07.1</i>					
art. 11.010	54.599.000	3.889.720	58.488.720	3.889.720	58.488.720
art. 11.020	10.000	28.372.947	28.382.947	18.943.234	18.953.234
art. 11.030	20.699.000	326.692	21.025.692	326.692	21.025.692
art. 11.040	10.000	288.037	298.037	170.559	180.559
art. 11.132	6.400.000	1.030.000	7.430.000	452.355	6.852.355
art. 24.010	2.000.000	326.077	2.326.077	326.077	2.326.077
Total section		34.233.473		24.108.637	
<i>Section 07.2</i>					
art. 11.020	10.000	12.722.170	12.732.170	8.685.161	8.695.161
art. 11.030	5.912.000	1.318.740	7.230.740	1.318.740	7.230.740
art. 12.150	26.000.000	10.603.000	36.603.000	8.566.581	34.566.581
art. 12.210	24.312.000	2.498.000	26.810.000	2.497.008	26.809.008
art. 12.310	2.400.000	295.000	2.695.000	294.167	2.694.167
art. 12.320	11.100.000	2.999.000	14.099.000	2.989.709	14.089.709
art. 12.340	475.000	109.000	584.000	108.898	583.898
art. 34.090	20.000.000	1.970.063	21.970.063	1.970.063	21.970.063
Total section		32.514.973		26.430.327	
<i>Section 07.3</i>					
art. 11.000	54.798.000	618.096	55.416.096	618.096	55.416.096
art. 12.060	70.000	6.217	76.217	6.217	76.217
Total section		624.313		624.313	
Total des dépassements du département 07		67.525.747		51.316.265	
08 – Ministère de la Force publique					
<i>Section 08.0</i>					
art. 11.300	2.500.000	2.738.000	5.238.000	2.217.978	4.717.978
art. 12.304	23.529.000	1.640.000	25.169.000	1.639.738	25.168.738
art. 34.040	500.000	732.000	1.232.000	731.679	1.231.679
art. 37.010	12.000.000	1.114.000	13.114.000	1.113.491	13.113.491
Total section		6.224.000		5.702.886	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 08.1</i>					
art. 11.030	29.807.000	1.133.000	30.940.000	1.132.410	30.939.410
art. 11.070	320.431.000	18.015.000	338.446.000	17.284.592	337.715.592*)
art. 11.071	50.000.000	72.000.000	122.000.000	68.420.387	118.420.387
art. 11.080	1.000.000	2.000.000	3.000.000	1.952.566	2.952.566
art. 11.150	100.000	1.385.000	1.485.000	1.364.972	1.464.972
art. 12.090	3.501.000	61.000	3.562.000	60.984	3.561.984
Total section		94.594.000		90.215.911	
<i>Section 08.2</i>					
art. 11.010	23.252.000	4.049.000	27.301.000	4.048.815	27.300.815
art. 11.020	10.000	67.000	77.000	66.348	76.348
art. 11.040	10.000	874.000	884.000	873.922	883.922
art. 11.131	5.222.000	40.000	5.262.000	32.163	5.254.163
art. 11.150	1.500.000	6.725.000	8.225.000	6.718.910	8.218.910
art. 74.300	43.479.000	2.591.000	46.070.000	1.277.015	44.756.015
Total section		14.346.000		13.017.173	
<i>Section 08.3</i>					
art. 11.010	16.005.000	85.000	16.090.000	84.794	16.089.794
art. 11.030	4.167.000	35.000	4.202.000	34.966	4.201.966
art. 11.060	19.717.000	8.282.000	27.999.000	8.281.432	27.998.432
art. 11.090	1.472.000	1.233.000	2.705.000	1.231.761	2.703.761
art. 11.100	8.600.000	36.000	8.636.000	35.957	8.635.957*)
art. 11.140	15.000.000	866.000	15.866.000	865.450	15.865.450
art. 11.150	1.000.000	5.613.000	6.613.000	5.610.640	6.610.640*)
art. 12.100	5.431.000	144.000	5.575.000	143.840	5.574.840
art. 12.360	200.000	125.000	325.000	118.828	318.828*)
art. 74.300	41.582.000	2.591.000	44.173.000	878.903	42.460.903
Total section		19.010.000		17.286.571	
Total des dépassements du département 08		134.174.000		126.222.541	
09 – Ministère de l'Intérieur					
<i>Section 09.0</i>					
art. 11.060	242.650.000	9.472.981	252.122.981	9.472.981	252.122.981
art. 93.000	8.831.400.000	122.698.999	8.954.098.999	122.698.999	8.954.098.999
Total section		132.171.980		132.171.980	
<i>Section 09.1</i>					
art. 11.010	7.994.000	100.132	8.094.132	100.132	8.094.132
art. 11.030	1.341.000	147.967	1.488.967	147.967	1.488.967
Total section		248.099		248.099	
<i>Section 09.4</i>					
art. 43.000	115.000.000	12.003.000	127.003.000	12.003.000	127.003.000
Total section		12.003.000		12.003.000	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 09.5</i>					
art. 11.010	8.193.000	331.630	8.524.630	331.630	8.524.630
art. 11.020	10.000	721.255	731.255	721.255	731.255
art. 11.040	10.000	148.952	158.952	148.952	158.952
art. 12.010	2.600.000	400.000	3.000.000	309.625	2.909.625
art. 12.022	4.650.000	950.000	5.600.000	942.569	5.592.569
art. 12.320	9.800.000	2.050.000	11.850.000	2.049.922	11.849.922
Total section		4.601.837		4.503.953	
Total des dépassements du département 09		149.024.916		148.927.032	
10 – Ministère de l'Éducation physique et des Sports					
<i>Section 10.0</i>					
art. 11.000	10.254.000	212.000	10.466.000	211.830	10.465.830
art. 11.131	900.000	170.000	1.070.000	169.935	1.069.935
art. 12.001	10.400.000	560.000	10.960.000	557.133	10.957.133
art. 12.100	14.855.000	650.000	15.505.000	612.253	15.467.253
art. 35.060	174.000	85.000	259.000	79.773	253.773
Total section		1.677.000		1.630.924	
<i>Section 10.2</i>					
art. 11.020	94.000	1.012.000	1.106.000	1.011.526	1.105.526
art. 11.030	2.671.000	67.000	2.738.000	66.463	2.737.463
art. 11.040	10.000	1.566.000	1.576.000	1.565.108	1.575.108
art. 11.130	60.000	150.000	210.000	150.000	210.000
art. 12.000	250.000	67.000	317.000	66.200	316.200
art. 12.080	43.000.000	3.100.000	46.100.000	2.687.594	45.687.594
Total section		5.962.000		5.546.891	
<i>Section 10.3</i>					
art. 11.000	7.872.000	17.300	7.889.300	17.300	7.889.300
Total section		17.300		17.300	
Total des dépassements du département 10		7.656.300		7.195.115	
11/12 – Ministère de l'Éducation nationale					
<i>Section 11.0</i>					
art. 11.020	133.937.000	593.963.000	727.900.000	592.727.123	726.664.123
art. 11.137	18.267.000	287.000	18.554.000	253.077	18.520.077
art. 12.002	2.264.000	154.044	2.418.044	151.044	2.415.044
Total section		594.404.044		593.131.244	
<i>Section 11.1</i>					
art. 11.000	8.903.000	2.143.000	11.046.000	659.978	9.562.978
art. 11.030	1.887.000	26.000	1.913.000	25.513	1.912.513
Total section		2.169.000		685.491	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 11.2</i>					
art. 11.000	7.564.000	115.000	7.679.000	114.318	7.678.318
art. 11.010	1.159.000	1.377.000	2.536.000	1.376.811	2.535.811
Total section		1.492.000		1.491.129	
<i>Section 11.3</i>					
art. 11.010	14.181.000	1.844.000	16.025.000	1.843.552	16.024.552
art. 11.020	282.000	7.209.000	7.491.000	7.208.898	7.490.898
art. 11.030	10.000	748.000	758.000	747.958	757.958
Total section		9.801.000		9.800.408	
<i>Section 11.4</i>					
art. 12.090	31.850.000	5.478.000	37.328.000	5.477.627	37.327.627
Total section		5.478.000		5.477.627	
<i>Section 11.5</i>					
art. 11.000	29.282.000	532.000	29.814.000	531.700	29.813.700
art. 11.020	10.000	598.000	608.000	597.841	607.841
Total section		1.130.000		1.129.541	
<i>Section 11.6</i>					
art. 11.010	5.584.000	415.000	5.999.000	414.829	5.998.829
art. 11.020	10.000	2.035.000	2.045.000	2.034.141	2.044.141
art. 33.001	5.000.000	12.158.000	17.158.000	12.158.000	17.158.000
Total section		14.608.000		14.606.970	
<i>Section 11.7</i>					
art. 44.001	765.000.000	49.693.000	814.693.000	49.692.153	814.692.153
Total section		49.693.000		49.692.153	
<i>Section 11.8</i>					
art. 11.030	51.000.000	5.060.000	56.060.000	5.059.708	56.059.708
art. 11.040	10.000	1.936.000	1.946.000	1.935.741	1.945.741
Total section		6.996.000		6.995.449	
<i>Section 12.0</i>					
art. 11.020	10.000	80.220.000	80.230.000	80.219.634	80.229.634
art. 11.021	37.215.000	6.060.000	43.275.000	–	18.885.462
art. 11.040	10.000	1.898.000	1.908.000	1.897.541	1.907.541
art. 33.000	50.000	291.000	341.000	229.959	279.959
Total section		88.469.000		82.347.134	
<i>Section 12.1</i>					
art. 11.010	1.395.000	899.000	2.294.000	898.366	2.293.366
art. 11.020	10.000	56.750.000	56.760.000	56.749.582	56.759.582
art. 11.030	2.819.000	1.012.000	3.831.000	1.011.671	3.830.671
Total section		58.661.000		58.659.619	
<i>Section 12.2</i>					
art. 11.010	656.000	55.000	711.000	54.277	710.277
Total section		55.000		54.277	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 12.3</i>					
art. 11.000	4.345.307.000	170.750.000	4.516.057.000	160.291.122	4.505.598.122
art. 11.020	202.254.000	139.086.000	341.340.000	–	169.927.209
Total section		309.836.000		160.291.122	
<i>Section 12.4</i>					
art. 11.020	10.000	3.129.000	3.139.000	3.128.297	3.138.297
art. 11.040	10.000	1.824.000	1.834.000	1.823.115	1.833.115
Total section		4.953.000		4.951.412	
<i>Section 12.5</i>					
art. 11.020	10.000	16.490.000	16.500.000	16.489.714	16.499.714
art. 11.040	10.000	5.824.000	5.834.000	5.823.109	5.833.109
art. 12.301	20.000	330.000	350.000	308.888	328.888
Total section		22.644.000		22.621.711	
<i>Section 12.6</i>					
art. 11.020	26.058.000	2.153.000	28.211.000	2.152.799	28.210.799
art. 11.040	10.000	492.000	502.000	491.525	501.525
Total section		2.645.000		2.644.324	
<i>Section 12.8</i>					
art. 11.000	1.936.000	66.000	2.002.000	65.144	2.001.144
art. 11.040	10.000	740.000	750.000	739.154	749.154
Total section		806.000		804.298	
<i>Section 12.9</i>					
art. 11.020	10.000	14.000	24.000	13.053	23.053
art. 11.040	10.000	998.000	1.008.000	997.126	1.007.126
Total section		1.012.000		1.010.179	
Total des dépassements du département 11/12		1.174.852.044		1.016.394.088	
13 – Ministère de la Famille					
<i>Section 13.2</i>					
art. 34.012	100.000	247.000	347.000	246.900	346.900
art. 43.000	120.000.000	53.938.000	173.938.000	53.836.316	173.836.316
Total section		54.185.000		54.083.216	
<i>Section 13.3</i>					
art. 11.020	10.000	516.000	526.000	515.676	525.676
art. 11.040	10.000	661.000	671.000	660.586	670.586
art. 12.100	1.766.000	2.332.000	4.098.000	2.140.125	3.906.125
art. 33.012	80.000.000	85.000.000	165.000.000	84.991.705	164.991.705
Total section		88.509.000		88.308.092	
<i>Section 13.4</i>					
art. 11.020	70.000	1.710.000	1.780.000	1.707.268	1.777.268
art. 12.310	5.000.000	1.089.016	6.089.016	1.089.016	6.089.016
art. 34.010	1.985.000.000	43.000.000	2.028.000.000	37.568.968	2.022.568.968
art. 34.012	468.000.000	6.816.460	474.816.460	6.816.460	474.816.460
art. 34.013	34.900.000	154.910	35.054.910	154.910	35.054.910
Total section		52.770.386		47.336.622	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 13.5</i>					
art. 11.020	10.000	9.061.000	9.071.000	9.060.511	9.070.511
art. 11.050	28.779.000	2.673.000	31.452.000	2.672.101	31.451.101
art. 12.090	16.205.000	479.000	16.684.000	478.922	16.683.922
art. 12.310	22.897.000	410.000	23.307.000	409.230	23.306.230
art. 42.000	4.530.000.000	130.238.000	4.660.238.000	130.237.183	4.660.237.183
art. 42.001	310.000.000	6.890.000	316.890.000	6.889.303	316.889.303
art. 42.004	845.500.000	12.804.000	858.304.000	12.803.235	858.303.235
art. 42.005	1.988.000.000	18.057.000	2.006.057.000	18.056.587	2.006.056.587
art. 42.006	3.348.000.000	92.154.000	3.440.154.000	92.153.693	3.440.153.693
art. 42.007	2.650.000.000	163.000	2.650.163.000	162.436	2.650.162.436
Total section		272.929.000		272.923.201	
<i>Section 13.6</i>					
art. 11.020	300.000	8.771.000	9.071.000	8.770.574	9.070.574
art. 11.040	10.000	1.001.000	1.011.000	1.000.069	1.010.069
Total section		9.772.000		9.770.643	
<i>Section 13.7</i>					
art. 11.020	10.000	18.239.262	18.249.262	–	0
art. 11.040	10.000	9.437.670	9.447.670	–	0
art. 43.001	851.000	27.800	878.800	27.782	878.782
art. 43.020	2.500.000	188.500	2.688.500	188.498	2.688.498
Total section		27.893.232		216.280	
<i>Section 13.8</i>					
art. 11.010	15.719.000	677.483	16.396.483	–	7.761.647
art. 11.020	10.000	5.774.906	5.784.906	–	0
art. 11.030	16.272.000	1.019.576	17.291.576	–	8.123.173
art. 11.040	10.000	543.648	553.648	–	0
art. 12.150	2.500.000	144.000	2.644.000	143.339	2.643.339
Total section		8.159.613		143.339	
Total des dépassements du département 13		514.218.231		472.781.393	
14 – Ministère de la Santé					
<i>Section 14.0</i>					
art. 31.051	7.200.000	1.090.000	8.290.000	999.252	8.199.252*)
Total section		1.090.000		999.252	
<i>Section 14.1</i>					
art. 11.010	60.288.000	522.000	60.810.000	521.850	60.809.850
art. 11.020	150.000	5.506.000	5.656.000	5.505.242	5.655.242
Total section		6.028.000		6.027.092	
<i>Section 14.2</i>					
art. 11.020	10.000	24.410.000	24.420.000	24.409.531	24.419.531
art. 11.040	10.000	1.557.000	1.567.000	1.556.772	1.566.772
art. 12.303	400.000	2.325.000	2.725.000	1.563.551	1.963.551
art. 12.304	11.000.000	656.000	11.656.000	655.672	11.655.672
Total section		28.948.000		28.185.526	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 14.3</i>					
art. 34.010	405.000.000	12.450.000	417.450.000	12.294.953	417.294.953
art. 34.011	115.000.000	41.000.000	156.000.000	41.000.000	156.000.000
Total section		53.450.000		53.294.953	
<i>Section 14.4</i>					
art. 11.010	172.336.000	13.399.000	185.735.000	13.398.965	185.734.965
art. 11.020	10.000	22.033.000	22.043.000	22.032.402	22.042.402
art. 11.040	10.000	2.952.000	2.962.000	2.951.970	2.961.970
Total section		38.384.000		38.383.337	
<i>Section 14.5</i>					
art. 11.020	140.000	30.475.000	30.615.000	30.474.951	30.614.951
art. 11.030	100.607.000	373.000	100.980.000	372.320	100.979.320
art. 11.040	100.000	5.059.000	5.069.000	5.058.486	5.068.486
art. 33.005	118.263.000	3.455.000	121.718.000	3.455.000	121.718.000
Total section		39.362.000		39.360.757	
Total des dépassements du département 14		167.262.000		166.250.917	
15 – Ministère de l'Environnement					
<i>Section 15.1</i>					
art. 11.010	3.210.000	861.000	4.071.000	860.391	4.070.391
art. 11.020	94.000	1.998.000	2.092.000	1.997.557	2.091.557
art. 11.030	2.522.000	261.000	2.783.000	260.015	2.782.015
Total section		3.120.000		3.117.963	
<i>Section 15.2</i>					
art. 11.020	10.000	2.671.000	2.681.000	2.670.890	2.680.890
art. 11.040	10.000	137.000	147.000	136.341	143.341
Total section		2.808.000		2.807.231	
Total des dépassements du département 15		5.928.000		5.925.194	
16 – Ministère du Travail					
<i>Section 16.1</i>					
art. 11.000	119.623.000	2.432.583	122.055.583	2.432.583	122.055.583
art. 11.020	76.000	6.882.556	6.958.556	6.882.556	6.958.556
art. 11.030	4.175.000	37.305	4.212.305	37.305	4.212.305
art. 11.040	10.000	80.336	90.336	80.336	90.336
Total section		9.432.780		9.432.780	
<i>Section 16.2</i>					
art. 11.020	10.000	2.637.141	2.647.141	2.637.141	2.647.141
art. 11.030	3.473.000	243.744	3.716.744	243.744	3.716.744
art. 12.303	5.000	2.850.000	2.855.000	2.849.997	2.854.997
Total section		5.730.885		5.730.882	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 16.4</i>					
art. 93.000	2.575.000.000	190.461.465	2.765.461.465	190.461.465	2.765.461.465
Total section		190.461.465		190.461.465	
Total des dépassements du département 16		205.625.130		205.625.127	
17/18 – Ministère de la Sécurité sociale					
<i>Section 17.1</i>					
art. 11.000	26.013.000	1.702.320	27.715.320	–	24.201.872
art. 11.010	11.356.000	11.271.047	22.627.047	11.271.047	22.627.047
art. 11.020	10.000	3.317.156	3.327.156	2.943.050	2.953.050
art. 12.120	500.000	161.000	661.000	131.708	631.708
art. 12.131	500.000	647.000	1.147.000	646.182	1.146.182
Total section		17.098.523		14.991.987	
<i>Section 17.2</i>					
art. 11.010	4.561.000	2.136.065	6.697.065	2.136.065	6.697.065
art. 11.020	10.000	1.479.043	1.489.043	1.479.043	1.489.043
art. 12.150	2.700.000	101.121	2.801.121	101.121	2.801.121
Total section		3.716.229		3.716.229	
<i>Section 17.3</i>					
art. 12.000	680.000	12.700	692.700	12.184	692.184*)
art. 12.150	3.500.000	843.679	4.343.679	843.519	4.343.519
Total section		856.379		855.703	
<i>Section 17.4</i>					
art. 11.000	6.791.000	828.908	7.619.908	–	5.420.107
art. 12.150	210.000	200.000	410.000	133.555	343.555
Total section		1.028.908		133.555	
<i>Section 17.5</i>					
art. 42.001	596.000.000	21.360.230	617.360.230	21.360.230	617.360.230
art. 42.003	1.486.100.000	24.408.595	1.510.508.595	24.408.595	1.510.508.595
art. 42.005	382.000.000	17.323.447	399.323.447	17.323.447	399.323.447
art. 42.006	42.200.000	714.277	42.914.277	714.277	42.914.277
Total section		63.806.549		63.806.549	
<i>Section 17.6</i>					
art. 11.030	330.000	33.762	363.762	33.762	363.762
art. 12.100	3.968.000	105.000	4.073.000	104.639	4.072.639
Total section		138.762		138.401	
<i>Section 17.8</i>					
art. 12.120	100.000	12.550.000	12.650.000	8.858.700	8.958.700
Total section		12.550.000		8.858.700	
<i>Section 18.4</i>					
art. 42.004	369.100.000	1.391.961	370.491.961	1.389.032	370.489.032
Total section		1.391.961		1.389.032	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 18.5</i>					
art. 11.050	17.136.000	2.622.161	19.758.161	2.622.161	19.758.161*)
art. 42.000	310.000.000	11.767.673	321.767.673	11.767.673	321.767.673
Total section		14.389.834		14.389.834	
<i>Section 18.6</i>					
art. 11.050	4.439.000	722.246	5.161.246	722.246	5.161.246
Total section		722.246		722.246	
<i>Section 18.7</i>					
art. 11.050	2.127.000	536.790	2.663.790	536.790	2.663.790
art. 42.000	20.400.000	173.004	20.573.004	173.004	20.573.004
Total section		173.004		173.004	
<i>Section 18.8</i>					
art. 42.000	19.800.000.000	513.966.490	20.313.966.490	513.966.490	20.313.966.490
Total section		513.966.490		513.966.490	
Total des dépassements du département 17/18		629.838.885		623.141.730	
19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural					
<i>Section 19.0</i>					
art. 11.060	2.898.000	83.000	2.981.000	82.471	2.980.471
art. 35.060	3.785.000	210.000	3.995.000	209.993	3.994.993*)
Total section		293.000		292.464	
<i>Section 19.1</i>					
art. 12.300	5.000	15.078.000	15.083.000	14.577.397	14.582.397
art. 12.330	600.000	1.400.000	2.000.000	839.453	1.439.453
art. 42.001	74.093.000	3.330.000	77.423.000	3.329.507	77.422.507
Total section		19.808.000		18.746.357	
<i>Section 19.2</i>					
art. 11.020	192.000	3.983.000	4.175.000	3.982.387	4.174.387
art. 11.040	6.962.000	30.977.000	37.939.000	30.977.000	37.939.000
art. 12.330	4.890.000	1.501.000	6.391.000	1.500.372	6.390.372
art. 14.011	925.000	350.000	1.275.000	344.283	1.269.283
art. 14.012	100.000	2.660.000	2.760.000	1.662.591	1.762.591
art. 34.100	1.225.000	217.000	1.442.000	216.692	1.441.692
Total section		39.688.000		38.683.325	
<i>Section 19.4</i>					
art. 11.020	123.000	3.471.000	3.594.000	3.470.795	3.593.795
Total section		3.471.000		3.470.795	
<i>Section 19.5</i>					
art. 11.000	50.027.000	290.000	50.317.000	- 19.710.917	30.316.083
art. 53.031	150.000	130.000	280.000	112.060	262.060
Total section		420.000		- 19.598.857	
Total des dépassements du département 19		63.680.000		41.594.084	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
20 – Ministère de l’Economie					
<i>Section 20.0</i>					
art. 12.120	5.000	400.000	405.000	–	0
art. 31.050	6.500.000	21.476.076	27.976.076	21.476.076	27.976.076
Total section		21.876.076		21.476.076	
<i>Section 20.1</i>					
art. 11.020	10.000	5.960.000	5.970.000	5.959.930	5.969.930
art. 12.090	36.902.000	828.000	37.730.000	827.172	37.729.172
Total section		6.788.000		6.787.102	
Total des dépassements du département 20		28.664.076		28.263.178	
21 – Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme					
<i>Section 21.0</i>					
art. 31.030	105.000.000	30.000.000	135.000.000	29.997.893	134.997.893
art. 53.040	156.000.000	70.000.000	226.000.000	69.988.972	225.988.972
Total section		100.000.000		99.986.865	
<i>Section 21.1</i>					
art. 12.302	5.100.000	1.276.984	6.376.984	1.077.004	6.177.004
Total section		1.276.984		1.077.004	
Total des dépassements du département 21		101.276.984		101.063.869	
22 – Ministère des Communications					
<i>Section 22.0</i>					
art. 12.120	500.000	24.736.909	25.236.909	24.736.909	25.236.909
Total section		24.736.909		24.736.909	
<i>Section 22.1</i>					
art. 11.030	5.712.000	26.000	5.738.000	25.561	5.737.561
art. 12.071	13.500.000	200.000	13.700.000	72.270	13.572.270
Total section		226.000		97.831	
Total des dépassements du département 22		24.962.909		24.834.740	
23 – Ministère des Transports					
<i>Section 23.0</i>					
art. 12.120	12.000.000	3.500.000	15.500.000	2.494.033	14.494.033
Total section		3.500.000		2.494.033	
<i>Section 23.1</i>					
art. 12.310	54.340.000	6.647.504	60.987.504	6.647.504	60.987.504
Total section		6.647.504		6.647.504	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 23.2</i>					
art. 12.120	2.000.000	10.415.000	12.415.000	10.414.707	12.414.707
art. 12.300	30.000.000	1.847.000	31.847.000	1.846.854	31.846.854
art. 31.040	1.410.000.000	68.290.000	1.478.290.000	61.416.852	1.471.416.852
art. 34.090	94.000.000	2.206.000	96.206.000	2.205.503	96.205.503
art. 43.020	250.300.000	27.419.000	277.719.000	27.418.249	277.718.249
Total section		110.177.000		103.302.165	
<i>Section 23.3</i>					
art. 31.021	2.169.335.000	71.802.000	2.241.137.000	71.801.036	2.241.136.036
art. 31.022	675.070.000	30.427.000	705.497.000	30.426.050	705.496.050
Total section		102.229.000		102.227.086	
<i>Section 23.4</i>					
art. 11.020	70.000	744.000	814.000	743.674	813.674
art. 12.050	400.000	96.000	496.000	95.921	495.921
art. 14.010	2.480.000	700.000	3.180.000	697.574	3.177.574
art. 35.030	3.150.000	13.000	3.163.000	12.379	3.162.379
Total section		1.553.000		1.549.548	
<i>Section 23.5</i>					
art. 35.060	2.100.000	630.435	2.730.435	630.435	2.730.435
Total section		630.435		630.435	
<i>Section 23.6</i>					
art. 11.010	4.163.000	122.595	4.285.595	122.595	4.285.595
art. 11.040	10.000	443.855	453.855	443.855	453.855
art. 12.050	7.250.000	680.000	7.930.000	676.968	7.926.968*)
art. 12.330	6.200.000	3.100.000	9.300.000	3.099.572	9.299.572*)
art. 12.340	27.000.000	4.065.000	31.065.000	4.061.775	31.061.775
Total section		8.411.450		8.404.765	
<i>Section 23.7</i>					
art. 74.000	4.400.000	5.382.203	9.782.203	5.380.288	9.780.288
Total section		5.382.203		5.380.288	
Total des dépassements du département 23		238.530.592		230.635.824	
24 – Ministère de l’Energie					
<i>Section 24.0</i>					
art. 11.000	4.057.000	58.000	4.115.000	57.825	4.114.825
art. 35.030	200.000	4.000.000	4.200.000	–	159.504
art. 53.000	3.000.000	12.000.000	15.000.000	11.991.908	14.991.908
Total section		16.058.000		12.049.733	
<i>Section 24.1</i>					
art. 11.020	10.000	1.105.000	1.115.000	1.104.456	1.114.456
art. 35.060	5.330.000	155.000	5.485.000	129.646	5.459.646
Total section		1.260.000		1.234.102	
Total des dépassements du département 24		17.318.000		13.283.835	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
25 – Ministère des Travaux publics					
<i>Section 25.0</i>					
art. 12.110	3.000.000	650.000	3.650.000	648.237	3.648.237
art. 12.121	6.000.000	1.430.000	7.430.000	1.429.191	7.429.191*)
art. 34.040	3.000.000	1.500.000	4.500.000	1.436.207	4.436.207
Total section		3.580.000		3.513.635	
<i>Section 25.1</i>					
art. 11.020	600.000	4.618.285	5.218.285	4.618.285	5.218.285
art. 11.040	10.000	1.219.262	1.229.262	1.219.262	1.229.262
art. 11.150	11.000.000	1.068.000	12.068.000	1.067.584	12.067.584
art. 12.100	2.125.000	157.000	2.282.000	151.480	2.276.480
Total section		7.062.547		7.056.611	
<i>Section 25.2</i>					
art. 12.300	26.000.000	3.522.000	29.522.000	3.519.840	29.519.840
Total section		3.522.000		3.519.840	
<i>Section 25.3</i>					
art. 11.020	151.000	4.931.726	5.082.726	4.931.726	5.082.726
art. 11.040	10.000	1.420.604	1.430.604	1.420.604	1.430.604
Total section		6.352.330		6.352.330	
<i>Section 25.4</i>					
art. 12.082	163.900.000	4.707.000	168.607.000	3.884.589	167.784.589
art. 12.084	22.500.000	6.800.000	29.300.000	6.773.322	29.273.322
art. 12.089	10.000.000	30.000.000	40.000.000	29.988.527	39.988.527
art. 12.120	4.000.000	4.225.000	8.225.000	4.223.587	8.223.587
art. 12.300	6.000.000	6.800.000	12.800.000	6.799.927	12.799.927
art. 12.301	2.500.000	684.652	3.184.652	682.449	3.182.449
Total section		53.216.652		52.352.401	
Total des dépassements du département 25		73.733.529		72.794.817	
26 – Ministère du Logement					
<i>Section 26.0</i>					
art. 11.020	10.000	944.861	954.861	867.581	877.581
art. 53.002	105.000.000	20.000.000	125.000.000	19.999.450	124.999.450
art. 53.004	3.000.000	200.000	3.200.000	194.400	3.194.400
Total section		21.144.861		21.061.431	
Total des dépassements du département 26		21.144.861		21.061.431	
27 – Ministère de la Jeunesse					
<i>Section 27.1</i>					
art. 11.020	564.000	2.492.708	3.056.708	2.492.708	3.056.708
art. 11.030	8.189.000	610.617	8.799.617	610.617	8.799.617
art. 34.061	12.000.000	1.230.000	13.230.000	1.229.693	13.229.693
Total section		4.333.325		4.333.018	
Total des dépassements du département 27		4.333.325		4.333.018	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
29 – Ministère de la Promotion féminine					
<i>Section 29.0</i>					
art. 12.301	2.200.000	1.369.081	3.569.081	1.368.095	3.568.095*)
Total section		1.369.081		1.368.095	
Total des dépassements du département 29		1.369.081		1.368.095	
Total brut des dépassements du budget des dépenses ordinaires		8.232.329.348		7.873.469.898	
A déduire: Crédit commun (art. 03.0.11.310)		0		0	
Total net des dépassements du budget des dépenses ordinaires		8.232.329.348		7.873.469.898	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES EXTRAORDINAIRES					
32 – Ministère de la Culture					
<i>Section 32.0</i>					
art. 74.070	1.000.000	17.866.558	18.866.558	17.866.558	18.866.558
Total section		17.866.558		17.866.558	
Total des dépassements du département 32		17.866.558		17.866.558	
34 – Ministère des Finances					
<i>Section 34.0</i>					
art. 84.096	36.000.000	34.894.000	70.894.000	34.893.800	70.893.000
art. 84.098	9.000.000	223.000	9.223.000	222.018	9.222.018
art. 84.123	10.020.000	151.000	10.171.000	150.450	10.170.450
art. 91.013	2.700.000	54.000	2.754.000	53.409	2.753.409
art. 91.016	47.213.000	610.000	47.823.000	609.319	47.822.319
Total section		35.932.000		35.928.996	
Total des dépassements du département 34		35.932.000		35.928.996	
35 – Ministère des Finances: Budget					
<i>Section 35.0</i>					
art. 71.040	20.000.000	63.000.000	83.000.000	61.490.191	81.490.191
art. 71.050	150.000.000	193.500.000	343.500.000	184.240.544	334.240.544
Total section		256.500.000		245.730.735	
Total des dépassements du département 35		256.500.000		245.730.735	
44 – Ministère de la Santé					
<i>Section 44.0</i>					
art. 74.060	800.000.000	1.500.000.000	2.300.000.000	1.499.982.793	2.299.982.793*)
Total section		1.500.000.000		1.499.982.793	
Total des dépassements du département 44		1.500.000.000		1.499.982.793	
45 – Ministère de l'Environnement					
<i>Section 45.0</i>					
art. 93.000	1.350.000.000	1.500.000.000	2.850.000.000	1.500.000.000	2.850.000.000
Total section		1.500.000.000		1.500.000.000	
Total des départements du département 45		1.500.000.000		1.500.000.000	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
53 – Ministère des Transports					
<i>Section 53.0</i>					
art. 93.000	300.000.000	1.500.000.000	1.800.000.000	1.500.000.000	1.800.000.000
art. 93.001	25.000.000	1.000.000.000	1.025.000.000	1.000.000.000	1.025.000.000
Total section		2.500.000.000		2.500.000.000	
Total des dépassements du département 53		2.500.000.000		2.500.000.000	
54 – Ministère de l'Énergie					
<i>Section 54.0</i>					
art. 73.050	100.000.000	30.000.000	130.000.000	30.000.000	130.000.000
Total section		30.000.000		30.000.000	
Total des dépassements du département 54		30.000.000		30.000.000	
55 – Ministère des Travaux publics					
<i>Section 55.0</i>					
art. 71.050	1.000.000	1.596.000	2.596.000	696.378	1.696.378
Total section		1.596.000		696.378	
<i>Section 55.1</i>					
art. 93.000	500.000.000	2.500.000.000	3.000.000.000	2.500.000.000	3.000.000.000
Total section		2.500.000.000		2.500.000.000	
<i>Section 55.2</i>					
art. 72.013	100.000.000	64.500.000	164.500.000	63.891.788	163.891.788
Total section		64.500.000		63.891.788	
<i>Section 55.3</i>					
art. 93.000	800.000.000	2.500.000.000	3.300.000.000	2.500.000.000	3.300.000.000
art. 93.001	725.000.000	4.000.000.000	4.725.000.000	4.000.000.000	4.725.000.000
art. 93.003	5.000.000	800.000.000	805.000.000	800.000.000	805.000.000
Total section		7.300.000.000		7.300.000.000	
Total des dépassements du département 55		9.866.096.000		9.864.588.166	
Total brut des dépassements du budget des dépenses extraordinaires		15.706.394.558		15.694.097.248	
Total brut des dépassements du budget des dépenses ordinaires et extraordinaires		23.938.723.906		23.567.567.146	
A déduire: Crédit commun (art. 03.0.11.310)		0		0	
Total net des dépassements du budget des dépenses ordinaires et extraordinaires		23.938.723.906		23.567.567.146	

*) s'y ajoute(nt) encore un (ou plusieurs) transfert(s) d'excédents de crédit.

Annexe 5

COMPTES GENERAUX DE L'EXERCICE 1998
RELEVÉ DES CREDITS AYANT FAIT
L'OBJET D'AUTORISATIONS DE TRANSFERTS

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES ORDINAIRES					
00 – Ministère d'Etat					
<i>Section 00.2</i>					
art. 11.030	1.469.000	304	1.469.304	304	1.469.304
art. 12.040	1.280.000	21.000	1.301.000	20.948	1.300.948
Total section		21.304		21.252	
<i>Section 00.3</i>					
art. 12.020	389.000	20.000	409.000	19.474	408.474
art. 12.170	50.000	16.000	66.000	14.149	64.149
art. 12.300	11.960.000	22.000	11.982.000	21.956	11.981.956
art. 12.340	25.000.000	110.000	25.110.000	17.178	25.017.178
art. 31.050	99.670.000	7.856.000	107.526.000	7.856.000	107.526.000*)
art. 74.000	1.900.000	19.000	1.919.000	18.589	1.918.589
art. 74.040	200.000	750.000	950.000	718.701	918.701
Total section		8.793.000		8.666.047	
<i>Section 00.4</i>					
art. 12.040	700.000	20.000	720.000	15.728	715.728
art. 12.300	720.000	28.045	748.045	28.045	748.045
Total section		48.045		43.773	
<i>Section 00.5</i>					
art. 12.080	3.100.000	200.000	3.300.000	196.551	3.296.551
Total section		200.000		196.551	
<i>Section 00.6</i>					
art. 12.301	66.000	9.713	75.713	9.713	75.713
Total section		9.713		9.713	
Total des transferts du département 00		9.072.062		8.937.336	
01 – Ministère des Affaires étrangères					
<i>Section 01.0</i>					
art. 12.040	1.475.000	56.000	1.531.000	55.243	1.530.243
art. 12.080	673.000	20.000	693.000	19.443	692.443
art- 12.512	251.000	4.900	255.900	4.887	255.887
Total section		80.900		79.573	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 01.1</i>					
art. 12.080	3.540.000	40.000	3.580.000	18.186	3.558.186
art. 12.083	8.104.000	285.000	8.389.000	158.188	8.262.188
art. 12.110	1.000.000	50.000	1.050.000	21.805	1.021.805
art. 12.250	36.700.000	690.000	37.390.000	597.982	37.297.982
art. 12.300	14.300.000	15.000	14.315.000	–	14.097.014
art. 72.010	5.952.000	495.000	6.447.000	428.268	6.380.268
art. 74.250	11.900.000	500.000	12.400.000	162.367	12.062.367
Total section		2.075.000		1.386.796	
<i>Section 01.3</i>					
art. 33.011	14.000.000	5.969.056	19.969.056	5.221.551	19.221.551
Total section		5.969.056		5.221.551	
<i>Section 01.5</i>					
art. 11.130	79.000	3.248	82.248	3.248	82.248
art. 33.001	4.000.000	4.022	4.004.022	4.022	4.004.022
Total section		7.270		7.270	
Total des transferts du département 01		8.132.226		6.695.190	
02 – Ministère de la Culture					
<i>Section 02.0</i>					
art. 12.012	2.900.000	2.269.208	5.169.208	2.185.649	5.085.649
art. 12.020	550.000	618.000	1.168.000	617.646	1.167.646
art. 12.040	170.000	203.000	373.000	200.613	370.613
art. 12.042	1.100.000	11.006	1.111.006	11.006	1.111.006
art. 12.070	350.000	314.900	664.900	314.888	664.888
art. 12.080	600.000	216.360	816.630	212.645	812.645
art. 12.100	3.550.000	509.400	4.059.400	509.152	4.059.152
art. 12.120	7.700.000	30.000	7.730.000	–	7.573.731
art. 12.140	1.000.000	467.000	1.467.000	466.234	1.466.234
art. 12.141	880.000	53.197	933.197	53.197	933.197
art. 12.190	100.000	220.000	320.000	220.000	320.000
art. 12.200	2.230.000	221.722	2.451.722	221.722	2.451.722
art. 12.303	4.500.000	3.738.825	8.238.825	3.726.455	8.226.455
art. 12.305	500.000	189.000	689.000	188.909	688.909
art. 33.000	38.450.000	3.500.000	41.950.000	–	38.215.000
art. 33.013	3.250.000	400.000	3.650.000	400.000	3.650.000
art. 34.060	4.000.000	630.000	4.630.000	620.000	4.620.000
art. 74.040	500.000	214.500	714.500	193.723	693.723
Total section		13.806.388		10.141.839	
<i>Section 02.1</i>					
art. 12.010	525.000	17.000	542.000	16.155	541.155
art. 12.040	410.000	157.000	567.000	156.355	533.355
art. 12.050	140.000	116.000	256.000	115.244	255.244
art. 12.070	220.000	25.000	245.000	24.981	244.981
art. 12.140	500.000	105.000	605.000	104.522	604.522
art. 12.141	500.000	47.000	547.000	46.057	546.057
art. 43.000	23.000.000	3.347.000	26.347.000	3.339.402	26.339.402
art. 74.000	480.000	200.000	680.000	195.625	675.625
art. 74.040	200.000	136.000	336.000	135.772	335.772
Total section		4.150.000		4.134.113	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 02.3</i>					
art. 12.000	95.000	45.000	140.000	139.655.000	139.750.000
art. 12.050	1.150.000	122.000	1.272.000	121.005	1.271.005
art. 12.080	2.500.000	129.000	2.629.000	31.896	2.531.896
art. 12.140	600.000	155.000	755.000	154.005	754.005
art. 74.070	2.800.000	165.000	2.965.000	164.564	2.964.564
Total section		616.000		140.126.470	
<i>Section 02.4</i>					
art. 12.020	40.000	200	40.200	117	40.117
art. 12.080	2.540.000	80.000	2.620.000	76.505	2.616.505
art. 12.301	950.000	710.000	1.660.000	702.410	1.652.410
Total section		790.200		779.032	
<i>Section 02.5</i>					
art. 12.020	94.000	54.000	148.000	53.683	147.683
art. 12.040	170.000	26.000	196.000	25.621	195.621
art. 12.050	350.000	59.000	409.000	58.009	408.009
art. 12.080	900.000	14.000	914.000	13.851	913.851
art. 12.141	1.585.000	124.000	1.709.000	112.770	1.697.770
art. 12.170	130.000	1	130.001	1	130.001
art. 12.320	3.415.000	131.000	3.546.000	125.848	3.540.848
art. 12.352	240.000	60.000	300.000	60.000	300.000
art. 74.040	2.528.000	605.000	3.133.000	604.325	3.132.325
Total section		1.073.001		1.054.108	
<i>Section 02.7</i>					
art. 12.040	170.000	10.000	180.000	9.585	179.585
art. 12.050	130.000	55.000	185.000	52.986	182.986
art. 12.310	1.000.000	55.000	1.055.000	20.316	1.020.316
art. 35.060	15.000	10.000	25.000	5.626	20.626
Total section		130.000		88.513	
Total des transferts du département 02		20.565.589		156.324.075	
03 – Ministère de la Fonction publique					
<i>Section 03.0</i>					
art. 11.132	400.000	174.000	574.000	173.125	573.125
Total section		174.000		173.125	
<i>Section 03.1</i>					
art. 12.150	770.000	123.076	893.076	123.076	893.076
Total section		123.076		123.076	
<i>Section 03.2</i>					
art. 12.040	503.000	6.800	509.800	6.102	509.102
Total section		6.800		6.102	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 03.3</i>					
art. 11.131	2.716.000	250.000	2.966.000	39.500	2.755.500
art. 12.001	1.784.000	1.500.000	3.284.000	1.488.437	3.272.437
art. 12.010	500.000	340.000	840.000	293.480	793.480
art. 12.040	279.000	660.000	939.000	633.630	912.630
art. 12.050	99.000	200.000	299.000	168.286	267.286
art- 12.080	30.000	170.000	200.000	153.029	183.029
Total section		3.120.000		2.776.362	
<i>Section 03.4</i>					
art. 12.050	200.000	24.000	224.000	23.234	223.234
Total section		24.000		23.234	
Total des transferts du département 03		3.447.876		3.101.899	
04 – Ministère des Finances					
<i>Section 04.1</i>					
art. 11.100	217.000	3.000	220.000	2.564	219.564
art. 11.130	1.570.000	59.000	1.629.000	50.835	1.620.835
art. 12.100	30.864.000	169.000	31.033.000	168.310	31.032.610
art. 12.330	75.000	6.000	81.000	5.396	80.396
art. 74.010	240.000	63.000	303.000	62.163	302.163
art. 74.020	500.000	13.000	513.000	12.127	512.127
art. 74.080	900.000	4.000	904.000	3.844	903.844
Total section		317.000		305.539	
<i>Section 04.2</i>					
art. 11.110	100.000	12.000	112.000	11.300	111.300
art. 12.000	380.000	64.000	444.000	63.200	443.200
art. 12.010	790.000	95.000	885.000	94.872	884.872
art. 12.040	3.755.000	29.000	3.784.000	21.420	3.776.420
art. 12.050	11.370.000	257.000	11.627.000	256.539	11.626.539
art. 12.310	4.000.000	31.000	4.031.000	31.000	4.031.000*)
art. 12.330	600.000	61.000	661.000	60.730	660.730
art. 12.350	1.830.000	39.000	1.869.000	38.123	1.868.123
art. 43.010	220.000	16.000	236.000	15.760	235.760
art. 74.010	470.000	17.000	487.000	16.220	486.220
Total section		621.000		609.164	
<i>Section 04.3</i>					
art. 12.050	11.000.000	369.000	11.369.000	369.000	11.369.000*)
art. 12.330	5.000	6.000	11.000	5.364	10.364
art. 12.380	39.000	22.000	61.000	21.792	60.792
art. 74.000	5.000.000	238.000	5.238.000	237.165	5.237.165
Total section		635.000		633.321	
<i>Section 04.4</i>					
art. 12.010	500.000	200.000	700.000	197.927	697.927
art. 12.040	400.000	150.000	550.000	141.130	541.130
Total section		350.000		339.057	
Total des transferts du département 04		1.923.000		1.887.081	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
05 – Ministère des Finances:					
Budget					
<i>Section 05.0</i>					
art. 12.040	820.000	162.000	982.000	161.717	981.717
art. 12.080	385.000	1.200	386.200	1.116	386.116
art. 12.310	50.000	911.800	961.800	911.795	961.795
Total section		1.075.000		1.074.628	
<i>Section 05.1</i>					
art. 35.060	28.000	4.100	32.100	4.017	32.017
art. 74.010	450.000	293.000	743.000	288.650	738.650
Total section		297.100		292.667	
<i>Section 05.3</i>					
art. 12.040	275.000	10.500	285.500	10.129	285.129
Total section		10.500		10.129	
<i>Section 05.5</i>					
art. 11.100	317.000	1.000	318.000	1.000	318.000
art. 12.004	20.000.000	146.000	20.146.000	145.662	20.145.662
art. 12.050	2.900.000	285.000	3.185.000	279.456	3.179.456
art. 12.300	500.000	27.000	527.000	26.240	526.240
art. 12.340	700.000	162.000	862.000	161.253	861.253
art. 35.060	410.000	6.600	416.600	6.600	416.600
Total section		627.600		620.211	
<i>Section 05.6</i>					
art. 12.042	11.000.000	40.000	11.040.000	31.255	11.031.255
art. 12.170	4.500.000	276.000	4.776.000	202.523	4.702.523
art. 74.011	3.264.000	59.000	3.323.000	58.024	3.322.024
art. 74.060	240.000	250.000	490.000	249.285	489.285
Total section		625.000		541.087	
Total des transferts du département 05		2.635.200		2.538.722	
07 – Ministère de la Justice					
<i>Section 07.0</i>					
art. 12.012	7.500.000	212.468	7.712.468	154.684	7.654.684
Total section		212.468		154.684	
<i>Section 07.1</i>					
art. 11.130	1.623.000	113.125	1.736.125	- 95.094	1.527.906
art. 12.040	7.753.000	860.868	8.613.868	856.779	8.609.779
art. 12.080	8.700.000	566.492	9.266.492	566.492	9.266.492
art. 12.081	750.000	6.983.634	7.733.634	6.983.634	7.733.634
Total section		8.524.119		8.311.811	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 07.2</i>					
art. 12.042	100.000	23.632	123.632	23.632	123.632
art. 12.050	1.327.000	186.317	1.513.317	186.317	1.513.317
art. 12.080	5.000.000	604.384	5.604.384	550.695	5.550.695
art. 12.082	22.000.000	737.882	22.737.882	558.286	22.558.286
art. 12.300	350.000	388.752	738.752	388.752	738.752
Total section		1.940.967		1.707.682	
Total des transferts du département 07		10.677.554		10.174.177	
08 – Ministère de la Force publique					
<i>Section 08.0</i>					
art. 11.130	175.000	19.000	194.000	18.200	193.200
art. 12.012	13.600.000	680.000	14.280.000	644.537	14.244.537
art. 12.020	170.000	102.000	272.000	101.986	271.986
art. 12.300	500.000	85.000	585.000	84.584	584.584
art. 12.305	2.000.000	1.000	2.001.000	436	2.000.436
art. 35.060	275.000	1.000	276.000	890	275.890
Total section		888.000		850.633	
<i>Section 08.1</i>					
art. 11.070	320.431.000	240.000	320.671.000	240.000	320.671.000*)
art. 11.141	31.000.000	1.910.000	32.910.000	1.852.434	32.852.434
art. 12.000	1.701.000	159.000	1.860.000	158.600	1.859.600
art. 12.040	2.710.000	500.000	3.210.000	479.349	3.189.349
art. 12.050	3.450.000	185.000	3.635.000	118.890	3.568.890
art. 12.190	10.000.000	3.200.000	13.200.000	3.141.459	13.141.459
art. 12.300	35.000.000	1.265.000	36.265.000	1.264.639	36.264.639
art. 12.340	5.400.000	700.000	6.100.000	157.551	5.557.551
art. 74.020	80.000	6.000	86.000	5.963	85.963
Total section		8.165.000		7.418.885	
<i>Section 08.2</i>					
art. 12.010	2.700.000	548.000	3.248.000	546.691	3.246.691
art. 12.022	8.700.000	450.000	9.150.000	417.081	9.117.081
art. 12.040	11.060.000	320.000	11.380.000	298.363	11.358.363
art. 12.051	8.995.000	241.000	9.236.000	240.179	9.235.179
art. 12.190	6.500.000	62.000	6.562.000	59.913	6.559.913
art. 74.540	672.000	959.000	1.631.000	958.957	1.630.957
Total section		2.580.000		2.521.184	
<i>Section 08.3</i>					
art. 11.100	8.600.000	3.000	8.603.000	3.000	8.603.000*)
art. 11.150	1.000.000	141.000	1.141.000	141.000	1.141.000*)
art. 12.022	8.000.000	420.000	8.420.000	199.530	8.199.530
art. 12.040	7.450.000	570.000	8.020.000	438.218	7.888.218
art. 12.080	2.106.000	90.000	2.196.000	66.518	2.172.518
art. 12.360	200.000	12.000	212.000	12.000	212.000*)
art. 74.040	1.500.000	1.080.000	2.580.000	1.078.820	2.578.820
Total section		2.316.000		1.939.086	
Total des transferts du département 08		13.949.000		12.729.788	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
09 – Ministère de l'Intérieur					
<i>Section 09.0</i>					
art. 63.000	150.000.000	3.500.000	153.500.000	3.500.000	153.500.000
Total section		3.500.000		3.500.000	
<i>Section 09.1</i>					
art. 12.012	105.000	14.992	119.992	14.992	119.992
art. 12.040	320.000	34.200	354.200	34.026	354.026
art. 12.050	425.000	16.327	441.327	16.327	441.327
art. 12.052	257.000	8.977	265.977	8.977	265.977
art. 12.102	1.135.000	8.301	1.143.301	8.301	1.143.301
Total section		82.797		82.623	
<i>Section 09.2</i>					
art. 12.010	225.000	9.326	234.326	9.326	234.326
Total section		9.326		9.326	
<i>Section 09.5</i>					
art. 12.040	555.000	15.884	570.884	15.884	570.884
art. 12.310	3.550.000	57.321	3.607.321	57.321	3.607.321
Total section		73.205		73.205	
<i>Section 09.6</i>					
art. 12.010	65.000	23.586	88.586	389	65.389
art. 74.040	300.000	38.636	338.636	38.636	338.636
Total section		62.222		39.025	
Total des transferts du département 09		3.727.550		3.704.179	
10 – Ministère de l'Éducation physique					
<i>Section 10.0</i>					
art. 12.010	280.000	59.000	339.000	58.519	338.519
art. 12.330	5.300.000	151.500	5.451.500	151.214	5.451.214
art. 12.360	1.400.000	1.000	1.401.000	13	1.400.013
art. 74.041	550.000	3.000	553.000	2.434	552.434
Total section		214.500		212.180	
<i>Section 10.1</i>					
art. 12.080	7.600.000	31.000	7.631.000	30.558	7.630.558
Total section		31.000		30.558	
<i>Section 10.2</i>					
art. 12.050	233.000	51.000	284.000	50.677	283.677
art. 74.010	400.000	55.000	455.000	36.263	436.263
Total section		106.000		86.940	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 10.3</i>					
art. 12.000	1.800.000	440.000	2.240.000	432.388	2.232.388
art. 12.040	400.000	12.000	412.000	8.181	408.181
art. 12.190	350.000	280.000	630.000	219.135	569.135
art. 12.191	1.200.000	43.000	1.243.000	42.863	1.242.863
art. 34.060	325.000	180.000	505.000	170.258	495.258
Total section		955.000		872.825	
Total des transferts du département 10		1.306.500		1.202.503	
11/12 – Ministère de l'Éducation nationale					
<i>Section 11.0</i>					
art. 11.130	1.300.000	692.000	1.992.000	589.720	1.889.720
art. 11.137	18.267.000	100.000	18.367.000	100.000	18.367.000*)
art. 12.000	150.000	205.000	355.000	204.432	354.432
art. 12.001	1.030.000	50.000	1.080.000	49.096	1.079.096
art. 12.020	95.000	21.000	116.000	20.533	115.533
art. 12.070	4.410.000	435.000	4.845.000	431.148	4.841.148
art. 12.100	3.209.000	6.000	3.215.000	5.686	3.214.686
art. 12.301	7.000.000	270.000	7.270.000	216.343	7.216.343
art. 12.308	125.000	5.000	130.000	4.036	129.036
art. 74.040	40.000.000	1.100.000	41.100.000	1.092.603	41.092.603
art. 74.041	90.000.000	4.900.000	94.900.000	4.874.149	94.874.149
art. 74.060	11.340.000	875.000	12.215.000	868.718	12.208.718
Total section		8.659.000		8.456.464	
<i>Section 11.1</i>					
art. 12.040	110.000	2.000	112.000	1.137	111.137
art. 35.060	35.000	2.000	37.000	1.502	36.502
art. 74.040	1.140.000	421.000	1.561.000	420.612	1.560.612
Total section		425.000		423.251	
<i>Section 11.2</i>					
art. 11.130	4.352.000	240.000	4.592.000	225.486	4.577.486
art. 12.221	52.640.000	404.000	53.044.000	–	52.259.631
Total section		644.000		225.486	
<i>Section 11.3</i>					
art. 11.130	390.000	215.000	605.000	211.800	601.800
art. 12.040	1.662.000	181.000	1.843.000	178.767	1.840.767
art. 12.141	220.000	7.000	227.000	3.161	223.161
Total section		403.000		393.728	
<i>Section 11.5</i>					
art. 12.010	1.320.000	80.000	1.400.000	79.403	1.399.403
Total section		80.000		79.403	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 11.6</i>					
art. 12.120	300.000	280.000	580.000	280.000	580.000
art. 12.190	200.000	60.000	260.000	48.469	248.469
art. 33.011	80.000.000	18.500.000	98.500.000	18.500.000	98.500.000
art. 34.070	50.000	30.000	80.000	30.000	80.000
art. 35.020	155.000	120.000	275.000	119.347	274.347
art. 74.300	300.000	34.000	334.000	31.694	331.694
Total section		19.024.000		19.009.510	
<i>Section 11.8</i>					
art. 12.020	210.000	45.000	255.000	44.525	254.525
Total section		45.000		44.525	
<i>Section 12.0</i>					
art. 12.255	660.000	18.000	678.000	17.797	677.797
art. 12.256	2.580.000	61.000	2.641.000	60.850	2.640.850
art. 12.261	550.000	81.000	631.000	80.989	630.989
art. 12.264	750.000	3.000	753.000	2.033	752.033
art. 12.267	1.900.000	700.000	2.600.000	689.266	2.589.266
art. 12.271	535.000	1.000	536.000	137	535.137
art. 32.010	1.413.000	80.000	1.493.000	78.540	1.491.540
art. 34.010	1.700.000	45.000	1.745.000	36.880	1.736.880
Total section		989.000		966.492	
<i>Section 12.1</i>					
art. 11.133	9.000.000	500.000	9.500.000	35.554	9.035.554
Total section		500.000		35.554	
<i>Section 12.2</i>					
art. 11.130	937.000	31.000	968.000	29.194	966.194
Total section		31.000		29.194	
<i>Section 12.4</i>					
art. 12.252	4.260.000	25.000	4.285.000	–	4.252.662
art. 12.254	3.200.000	23.000	3.223.000	15.406	3.215.406
Total section		48.000		15.406	
<i>Section 12.5</i>					
art. 12.250	10.674.000	30.000	10.704.000	25.101	10.699.101
art. 12.253	8.840.000	55.000	8.895.000	41.401	8.881.401
art. 12.254	6.350.000	390.000	6.740.000	298.303	6.648.303
art. 12.255	4.532.000	20.000	4.552.000	–	4.469.469
art. 12.256	9.995.000	100.000	10.095.000	72.278	10.067.278
art. 12.257	3.105.000	289.000	3.394.000	288.588	3.393.588
art. 12.259	6.508.000	98.000	6.606.000	97.501	6.605.501
art. 12.261	3.864.000	30.000	3.894.000	6.415	3.870.415
art. 12.262	4.850.000	15.000	4.865.000	–	4.825.415
art. 12.303	75.000	3.000	78.000	–	61.538
Total section		1.030.000		829.587	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 12.6</i>					
art. 12.190	200.000	21.000	221.000	20.651	220.651
art. 12.250	6.692.000	253.000	6.945.000	252.457	6.944.457
Total section		253.000		252.457	
Total des transferts du département 11/12		32.131.000		30.761.057	
13 – Ministère de la Famille					
<i>Section 13.0</i>					
art. 74.000	800.000	110.000	910.000	109.627	909.627
art. 74.040	40.000	177.500	217.500	177.288	217.288
Total section		287.500		286.915	
<i>Section 13.1</i>					
art. 33.009	7.200.000	1.400.000	8.600.000	1.397.363	8.597.363
art. 33.014	2.700.000	1.020.000	3.720.000	960.000	3.660.000
Total section		2.420.000		2.357.363	
<i>Section 13.3</i>					
art. 11.100	30.000	8.000	38.000	7.501	37.501
Total section		8.000		7.501	
<i>Section 13.4</i>					
art. 12.000	11.000	1.000	12.000	1.000	12.000
art. 12.040	300.000	39.514	339.514	39.514	339.514
art. 12.050	1.570.000	20.541	1.590.541	20.541	1.590.541
art. 12.060	69.000	7.384	76.384	7.384	76.384
Total section		68.439		68.439	
<i>Section 13.5</i>					
art. 12.040	1.753.000	93.286	1.846.286	93.286	1.846.286
art. 12.140	47.000	14.824	61.824	14.824	61.824
Total section		108.110		108.110	
<i>Section 13.6</i>					
art. 11.131	1.954.000	85.000	2.039.000	84.887	2.038.887
art. 12.011	630.000	42.000	672.000	41.972	671.972
art. 74.040	350.000	90.000	440.000	79.354	429.354
art. 74.041	47.000	123.000	170.000	122.481	169.481
Total section		340.000		328.694	
<i>Section 13.7</i>					
art. 12.010	1.600.000	288.000	1.888.000	277.071	1.877.071
art. 12.030	1.000.000	931.000	1.931.000	930.722	1.930.722
art. 74.040	400.000	62.000	462.000	61.071	461.071
art. 74.080	2.323.000	41.000	2.364.000	40.095	2.363.095
Total section		1.322.000		1.308.959	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 13.8</i>					
art. 12.001	1.560.000	104.000	1.664.000	102.600	1.662.600
art. 12.250	2.922.000	60.000	2.982.000	53.701	2.975.701
Total section		164.000		156.301	
Total des transferts du département 13		4.718.049		4.622.282	
14 – Ministère de la Santé					
<i>Section 14.0</i>					
art. 12.000	319.000	92.000	411.000	91.900	410.990
art. 12.040	295.000	1.000	296.000	555	295.555
art. 12.121	1.500.000	253.000	1.753.000	252.800	1.752.800
art. 12.320	600.000	693.000	1.293.000	685.488	1.285.488
art. 31.051	7.200.000	206.000	7.406.000	206.000	7.406.000*)
art. 35.060	10.255.000	908.000	11.163.000	907.588	11.162.588
art. 74.050	45.000	416.000	461.000	415.582	460.582
Total section		2.569.000		2.559.913	
<i>Section 14.1</i>					
art. 11.130	100.000	28.000	128.000	28.000	128.000
art. 12.000	192.000	15.000	207.000	15.000	207.000
art. 12.001	100.000	1.000	101.000	648	100.648
art. 12.003	11.110.000	84.000	11.194.000	83.092	11.193.092
art. 12.011	450.000	81.000	531.000	80.288	530.288
art. 12.014	300.000	91.000	391.000	90.356	390.356
art. 12.040	60.000	18.000	78.000	16.745	76.745
art. 12.100	2.867.000	291.000	3.158.000	290.688	3.157.688
art. 12.120	260.000	67.000	327.000	66.324	326.324
art. 12.125	300.000	10.000	310.000	9.828	309.828
art. 12.151	2.700.000	4.000	2.704.000	3.760	2.703.760
art. 12.170	500.000	164.000	664.000	163.562	663.562
art. 12.251	1.350.000	17.000	1.367.000	16.484	1.366.484
art. 12.253	690.000	134.000	824.000	129.642	819.642
art. 12.254	760.000	39.000	799.000	38.210	798.210
art. 12.256	2.374.000	247.000	2.621.000	246.803	2.620.803
art. 12.302	6.630.000	571.000	7.201.000	466.296	7.096.296
art. 12.304	29.900.000	30.000	29.930.000	29.679	29.929.679
art. 34.010	7.500.000	293.000	7.793.000	292.787	7.792.787
art. 74.030	6.670.000	636.000	7.306.000	635.923	7.305.923
art. 74.033	200.000	19.000	219.000	18.678	218.678
art. 74.045	350.000	29.000	379.000	28.147	378.147
art. 74.049	100.000	11.000	111.000	10.677	110.677
art. 74.060	80.000	745.000	825.000	743.889	823.889
Total section		3.625.000		3.505.506	
<i>Section 14.2</i>					
art. 11.100	950.000	68.000	1.018.000	67.564	1.017.564
art. 12.040	4.680.000	12.000	4.692.000	11.124	4.691.124
art. 12.100	500.000	271.000	771.000	270.250	770.250
art. 12.160	70.000.000	12.000	70.012.000	8.456	70.008.456
Total section		363.000		357.394	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 14.3</i>					
art. 12.040	170.000	25.000	195.000	23.856	193.856
art. 12.050	125.000	125.000	250.000	123.552	248.552
art. 12.080	540.000	36.000	576.000	35.649	575.649
art. 12.100	4.414.000	9.000	4.423.000	8.212	4.422.212
art. 33.015	9.745.000	8.390.000	18.135.000	8.390.000	18.135.000
Total section		8.585.000		8.581.269	
<i>Section 14.4</i>					
art. 12.020	665.000	27.053	692.053	27.053	692.053
art. 12.040	1.000.000	46.663	1.046.663	9.938	1.009.938
art. 12.050	2.156.000	557.303	2.713.303	557.303	2.713.303
art. 12.060	552.000	25.005	577.005	25.005	577.005
art. 12.160	38.880.000	1.151.512	40.031.512	1.100.321	39.980.321
art. 12.190	350.000	565.967	915.967	565.967	915.967
art. 12.251	5.250.000	21.975	5.271.975	3.075	5.253.075
art. 74.030	600.000	17.505	617.505	17.505	617.505
art. 74.040	2.080.000	1.060.868	3.140.868	1.058.932	3.138.932
art. 74.050	300.000	81.884	381.884	81.884	381.884
Total section		3.555.735		3.446.983	
<i>Section 14.5</i>					
art. 12.251	15.983.000	285.000	16.268.000	233.675	16.216.675
art. 12.252	11.743.000	489.000	12.232.000	488.391	12.231.391
Total section		774.000		722.066	
Total des transferts du département 14		19.471.735		19.173.131	
15 – Ministère de l'Environnement					
<i>Section 15.0</i>					
art. 12.020	65.000	2.000	67.000	1.204	66.204
art. 12.311	1.200.000	389.000	1.589.000	388.988	1.588.988
art. 35.060	3.945.000	4.112.000	8.057.000	4.111.854	8.056.854
art. 74.050	1.000.000	397.000	1.397.000	396.291	1.396.291
Total section		4.900.000		4.898.337	
<i>Section 15.1</i>					
art. 12.040	1.600.000	250.000	1.850.000	242.056	1.842.056
art. 12.050	1.700.000	195.000	1.895.000	194.203	1.894.203
art. 12.060	50.000	60.000	110.000	59.797	109.797
art. 12.080	195.000	68.000	263.000	67.240	262.240
art. 12.120	6.500.000	833.000	7.333.000	5.667	6.505.667
art. 53.010	2.700.000	1.412.000	4.112.000	1.411.828	4.111.828
art. 74.010	450.000	33.000	483.000	33.000	483.000
art. 74.030	8.800.000	378.000	9.178.000	377.628	9.177.628
Total section		3.229.000		2.391.419	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 15.2</i>					
art. 12.010	1.500.000	73.000	1.573.000	72.827	1.572.827
art. 12.021	4.786.000	562.000	5.348.000	557.878	5.343.878
art. 12.060	120.000	35.000	155.000	29.350	149.350
art. 12.070	1.310.000	14.000	1.324.000	12.612	1.322.612
art. 74.001	7.260.000	14.000	7.274.000	13.750	7.273.750
art. 74.060	930.000	25.000	955.000	24.512	954.512
Total section		723.000		719.929	
Total des transferts du département 15		8.852.000		8.000.685	
16 – Ministère du Travail					
<i>Section 16.0</i>					
art. 12.012	2.700.000	850.000	3.550.000	810.133	3.510.133
art. 12.041	425.000	119.222	544.222	119.222	544.222
art. 12.120	95.000	235.000	330.000	235.000	330.000
Total section		1.204.222		1.164.355	
<i>Section 16.1</i>					
art- 12.000	26.000	2.300	28.300	2.300	28.300
art. 12.010	650.000	50.756	700.756	50.756	700.756
art. 12.040	2.990.000	816.133	3.806.133	816.133	3.806.133
art. 12.050	4.051.000	50.901	4.101.901	50.901	4.101.901
art. 12.060	50.000	60.485	110.485	60.485	110.485
art. 74.000	1.340.000	55.500	1.395.500	55.500	1.395.500
art. 74.050	360.000	40.920	400.920	40.920	400.920
art. 74.060	105.000	2.217	107.217	2.217	107.217
Total section		1.079.212		1.079.212	
<i>Section 16.2</i>					
art. 12.020	760.000	102.020	862.020	93.248	853.248
art. 12.040	1.550.000	235.240	1.785.240	228.855	1.778.855
art. 12.090	7.188.000	219.400	7.407.400	219.385	7.407.385
art. 12.121	300.000	352.600	652.600	352.500	652.500
art. 12.122	2.600.000	23.000	2.623.000	22.910	2.622.910
Total section		932.260		916.898	
<i>Section 16.3</i>					
art. 12.000	136.000	222.000	358.000	220.520	356.520
art. 12.050	108.000	14.000	122.000	13.718	121.718
Total section		236.000		234.238	
Total des transferts du département 16		3.451.694		3.394.703	
17/18 – Ministère de la Sécurité sociale					
<i>Section 17.0</i>					
art. 11.130	50.000	7.250	57.250	7.250	57.250
art. 12.012	1.300.000	98.849	1.398.849	98.849	1.398.849
Total section		106.099		106.099	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 17.1</i>					
art. 12.000	85.000	166.000	251.000	100.175	185.175
art. 12.010	25.000	2.600	27.600	–	24.812
art. 12.190	300.000	36.400	336.400	36.398	336.398
Total section		205.000		136.573	
<i>Section 17.2</i>					
art. 12.040	600.000	115.972	715.972	113.704	713.704
art. 12.050	219.000	4.561	223.561	4.561	223.561
art. 12.160	80.000	43.622	123.622	43.622	123.622
art. 12.190	100.000	13.088	113.088	13.088	113.088
art. 74.080	173.000	6.913	179.913	6.913	179.913
Total section		184.156		181.888	
<i>Section 17.3</i>					
art. 12.000	680.000	26.856	706.856	26.856	706.856*)
art. 12.010	35.000	8.280	43.280	8.280	43.280
art. 12.040	250.000	3.335	253.335	3.335	253.335
art. 12.050	777.000	48.180	825.180	48.178	825.178
Total section		86.651		86.649	
<i>Section 17.6</i>					
art. 12.040	243.000	26.000	269.000	25.205	268.205
art. 12.050	490.000	25.000	515.000	17.312	507.312
Total section		51.000		42.517	
<i>Section 17.7</i>					
art. 12.010	1.000	6.600	7.600	3.287	4.287
Total section		6.600		3.287	
<i>Section 17.8</i>					
art. 12.000	5.000	31.000	36.000	–	0
art. 74.010	500.000	500.000	1.000.000	268.267	768.267
Total section		531.000		268.267	
<i>Section 18.4</i>					
art. 11.100	143.000	250	143.250	250	143.250
art. 11.130	83.000	222	83.222	222	83.222
Total section		472		472	
<i>Section 18.5</i>					
art. 11.010	21.852.000	123.680	21.975.680	123.680	21.975.680
art. 11.050	17.136.000	140.796	17.276.796	140.796	17.276.796*)
art. 11.130	36.000	6.735	42.735	6.735	42.735
art. 12.010	40.000	2.545	42.545	2.545	42.545
art. 12.050	920.000	36.234	956.234	36.234	956.234
art. 12.130	75.000	2.373	77.373	2.373	77.373
art. 74.080	200.000	190	200.190	190	200.190
Total section		312.553		312.553	
<i>Section 18.6</i>					
art. 11.000	16.335.000	317.274	16.652.274	317.274	16.652.274
art. 12.140	15.000	456	15.456	456	15.456
Total section		317.730		317.730	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 18.7</i>					
art. 74.080	35.000	1.962	36.962	1.962	36.962
Total section		1.962		1.962	
<i>Section 18.8</i>					
art. 11.020	2.000	64.381	66.381	64.381	66.381
art. 11.050	14.076.000	31.690	14.107.690	31.690	14.107.690
art. 12.110	1.201.000	11.096	1.212.096	11.096	1.212.096
art. 12.140	14.000	1.722	15.722	1.722	15.722
art. 12.250	37.696.000	147.406	37.843.406	127.783	37.823.783
Total section		256.295		236.672	
Total des transferts du département 17/18		2.059.518		1.694.669	
19 – Ministère de l'Agriculture,					
<i>Section 19.0</i>					
art. 12.050	1.368.000	203.800	1.571.800	203.770	1.571.770
art. 12.020	124.000	18.600	142.600	18.589	142.589
art. 24.010	4.200.000	26.608	4.226.608	26.608	4.226.608
art. 35.060	3.785.000	10.500	3.795.500	10.500	3.795.500*)
Total section		259.508		259.467	
<i>Section 19.1</i>					
art. 34.104	2.300.000	903.000	3.203.000	902.451	3.202.451
Total section		903.000		902.451	
<i>Section 19.2</i>					
art. 12.040	2.550.000	494.000	3.044.000	493.876	3.043.876
art. 12.050	2.250.000	469.000	2.719.000	437.564	2.687.564
art. 12.100	3.672.000	6.000	3.678.000	5.840	3.677.840
art. 33.023	840.000	2.000	842.000	1.988	841.988
art. 33.025	550.000	55.800	605.800	55.721	605.721
art. 43.001	22.000.000	5.000.000	27.000.000	4.996.555	26.996.555
Total section		6.026.800		5.991.544	
<i>Section 19.4</i>					
art. 12.010	515.000	40.000	555.000	38.077	553.077
art. 74.010	450.000	5.000	455.000	3.073	453.073
Total section		45.000		41.150	
<i>Section 19.5</i>					
art. 12.020	55.000	6.000	61.000	5.592	60.592
art. 12.050	176.000	1.237	177.237	1.237	177.237
art. 12.052	36.000	1.779	37.779	1.779	37.779
Total section		9.016		8.608	
<i>Section 19.6</i>					
art. 12.010	220.000	32.300	252.300	32.296	252.296
art. 12.040	380.000	24.000	404.000	23.335	403.335
art. 12.050	266.000	96.000	362.000	95.574	361.574
art. 12.160	1.000.000	23.600	1.023.600	23.596	1.023.596
art. 74.040	62.000	396.041	458.041	395.789	457.789
Total section		571.941		570.590	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 19.7</i>					
art. 12.300	42.500.000	153.000	42.653.000	150.238	42.650.238
art. 34.020	100.000	37.000	137.000	36.780	136.780
Total section		190.000		187.018	
<i>Section 19.8</i>					
art. 12.140	200.000	6.753	206.753	6.753	206.753
art. 33.013	1.000.000	578.000	1.578.000	568.709	1.568.709
Total section		584.753		575.462	
Total des transferts du département 19		8.590.018		8.536.290	
20 – Ministère de l'Economie					
<i>Section 20.0</i>					
art. 12.020	229.000	3.763	232.763	3.763	232.763
art. 12.040	380.000	5.024	385.024	5.024	385.024
art. 33.010	1.000.000	1.700.000	2.700.000	1.603.011	2.603.011
Total section		1.708.787		1.611.798	
<i>Section 20.1</i>					
art. 12.050	4.135.000	670.000	4.805.000	665.035	4.800.035
art. 12.080	4.651.000	36.000	4.687.000	35.356	4.686.356
art. 74.060	600.000	42.000	642.000	41.508	641.508
art. 12.800	430.000	23.000	453.000	22.206	452.206
Total section		771.000		764.105	
Total des transferts du département 20		2.479.787		2.375.903	
21 – Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme					
<i>Section 21.0</i>					
art. 12.010	430.000	11.000	441.000	11.000	441.000
art. 12.012	625.000	280.000	905.000	273.092	898.092
Total section		291.000		284.092	
<i>Section 21.1</i>					
art. 12.012	520.000	303.000	823.000	302.401	822.401
art. 12.040	25.000	6.000	31.000	5.811	30.811
art. 12.140	1.645.000	11.347	1.656.347	10.841	1.655.841
art. 12.141	6.250.000	46.000	6.296.000	45.659	6.295.659
art. 33.012	15.500.000	2.207.494	17.707.494	1.759.851	17.259.851
art. 74.080	250.000	111.200	361.200	111.184	361.184
Total section		2.685.041		2.235.747	
Total des transferts du département 21		2.976.041		2.519.839	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
22 – Ministère des Communications					
<i>Section 22.1</i>					
art. 12.010	18.000	40.000	58.000	34.931	52.931
art. 12.020	130.000	105.000	235.000	98.184	228.184
art. 12.051	2.348.000	127.000	2.475.000	126.100	2.474.100
art. 12.301	6.787.000	172.000	6.959.000	171.752	6.958.752
Total section		444.000		430.967	
Total des transferts du département 22		444.000		430.967	
23 – Ministère des Transports					
<i>Section 23.1</i>					
art. 11.130	550.000	31.500	581.500	31.500	581.500
art. 12.010	800.000	31.169	831.169	31.169	831.169
art. 12.081	345.000	57.010	402.010	57.010	402.010
Total section		119.679		119.679	
<i>Section 23.2</i>					
art. 12.020	380.000	55.000	435.000	52.077	432.077
Total section		55.000		52.077	
<i>Section 23.5</i>					
art. 12.040	100.000	2.564	102.564	1.280	101.280
Total section		2.564		1.280	
<i>Section 23.6</i>					
art. 11.150	500.000	648.657	1.148.657	492.108	992.108
art. 12.011	650.000	61.714	711.714	61.714	711.714
art. 12.030	48.000	8.000	56.000	8.000	56.000
art. 12.050	7.250.000	16.000	7.266.000	16.000	7.266.000*)
art. 12.310	20.000.000	123.090	20.123.090	123.090	20.123.090
art. 12.330	6.200.000	122.240	6.322.240	122.240	6.322.240*)
art. 12.350	6.850.000	110.750	6.960.750	103.238	6.953.238
art. 14.030	8.700.000	1.903.328	10.603.328	1.903.328	10.603.328
Total section		2.993.779		2.829.718	
<i>Section 23.8</i>					
art. 11.130	90.000	3.000	93.000	2.860	92.860
art. 12.040	650.000	125.000	775.000	114.715	764.715
art. 12.050	60.000	25.000	85.000	20.353	80.353
Total section		153.000		137.928	
Total des transferts du département 23		3.324.022		3.140.682	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
24 – Ministère de l’Energie					
<i>Section 24.0</i>					
art. 12.012	1.000.000	66.417	1.066.417	63.493	1.063.493
art. 12.020	50.000	18.000	68.000	16.478	66.478
art. 12.080	750.000	12.808	762.808	12.808	762.808
art. 12.130	40.000	8.445	48.445	8.445	48.445
Total section		105.670		101.224	
Total des transferts du département 24		105.670		101.224	
25 – Ministère des Travaux publics					
<i>Section 25.0</i>					
art. 12.020	50.000	3.500	53.500	2.990	52.990
art. 12.040	225.000	19.500	244.500	13.410	238.410
art. 12.080	60.000	6.500	66.500	6.274	66.274
art. 12.121	6.000.000	400.000	6.400.000	400.000	6.400.000*)
art. 35.060	735.000	64.356	799.356	64.356	799.356
art. 74.050	550.000	445.000	995.000	444.246	994.246
Total section		938.856		931.276	
<i>Section 25.1</i>					
art. 12.010	6.100.000	621.000	6.721.000	581.215	6.681.215
art. 74.000	89.000.000	6.025.000	95.025.000	3.985.951	92.985.951
Total section		6.646.000		4.567.166	
<i>Section 25.3</i>					
art. 11.070	334.000	22.000	356.000	21.929	355.929
art. 12.040	1.700.000	125.000	1.825.000	123.105	1.823.105
art. 74.040	800.000	950.000	1.750.000	936.065	1.736.065
Total section		1.097.000		1.081.099	
<i>Section 25.4</i>					
art. 12.085	46.375.000	1.500.000	47.875.000	1.498.739	47.873.739
art. 12.086	35.210.000	2.800.000	38.010.000	2.668.966	37.878.966
Total section		4.300.000		4.167.705	
<i>Section 25.5</i>					
art. 72.029	25.500.000	1.000.000	26.500.000	975.443	26.475.443
art. 74.082	9.600.000	1.350.000	10.950.000	1.336.568	10.936.568
Total section		2.350.000		2.312.011	
Total des transferts du département 25		15.331.856		13.059.257	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
26 – Ministère du Logement					
<i>Section 26.0</i>					
art. 12.000	30.000	18.000	48.000	18.000	48.000
art. 12.012	150.000	41.503	191.503	41.503	191.503
art. 12.020	60.000	16.067	76.067	16.067	76.067
art. 12.120	8.000.000	2.477.883	10.477.883	2.477.883	10.477.883
art. 35.060	30.000	2.936	32.936	2.936	32.936
Total section		2.556.389		2.556.389	
Total des transferts du département 26		2.556.389		2.556.389	
27 – Ministère de la Jeunesse					
<i>Section 27.0</i>					
art. 12.010	30.000	11.000	41.000	10.607	40.607
art. 12.120	500.000	2.000	502.000	1.947	501.947
art. 12.140	250.000	42.000	292.000	41.601	291.601
Total section		55.000		54.155	
<i>Section 27.1</i>					
art. 12.000	2.811.000	2.168.000	4.979.000	2.167.190	4.978.190
art. 12.020	320.000	78.000	398.000	77.781	397.781
art. 12.040	675.000	191.000	866.000	186.082	861.082
art. 12.050	600.000	118.000	718.000	117.834	717.834
art. 12.190	3.250.000	10.000	3.260.000	9.843	3.259.843
art. 74.040	2.400.000	96.600	2.496.600	96.515	2.496.515
Total section		2.661.600		2.655.245	
Total des transferts du département 27		2.716.600		2.709.400	
28 – Ministère de l'Aménagement du Territoire					
<i>Section 28.0</i>					
art. 12.012	530.000	133.000	663.000	129.022	659.022
art. 12.020	80.000	2.000	82.000	1.715	81.715
art. 12.040	580.000	32.000	612.000	31.313	611.313
art. 12.080	60.000	3.000	63.000	2.688	62.688
art. 35.010	100.000	15.000	115.000	14.305	114.305
Total section		185.000		179.043	
Total des transferts du département 28		185.000		179.043	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
29 – Ministère de la Promotion féminine					
<i>Section 29.0</i>					
art. 11.130	120.000	11.000	131.000	11.000	131.000
art. 12.012	350.000	235.000	585.000	217.976	567.976
art. 12.040	340.000	25.000	365.000	24.742	364.742
art. 12.080	312.000	21.000	333.000	–	305.633
art. 12.100	1.784.000	93.000	1.877.000	92.783	1.876.783
art. 12.301	2.200.000	108.000	2.308.000	108.000	2.308.000*)
art. 33.001	30.103.000	895.000	30.998.000	894.498	30.997.498
Total section		1.388.000		1.348.999	
Total des transferts du département 2		1.388.000		1.348.999	
Total des transferts du budget des dépenses ordinaires		186.217.936		311.899.470	

*) s'y ajoute(nt) encore un (ou plusieurs) dépassement(s) de crédit.

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES EXTRAORDINAIRES					
39 – Ministère de l'Intérieur					
<i>Section 39.0</i>					
art. 63.000	200.000.000	6.080.000	206.080.000	6.080.000	206.080.000
Total section		6.080.000		6.080.000	
Total des transferts du département 39		6.080.000		6.080.000	
44 – Ministère de la Santé					
<i>Section 44.0</i>					
art. 93.000	800.000.000	350.017.207	1.150.017.207	350.017.207	1.150.017.207
Total section		350.017.207		350.017.207	
Total des transferts du département 44		350.017.207		350.017.207	
51 – Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme					
<i>Section 51.1</i>					
art. 32.000	2.000.000	205.000	2.205.000	189.092	2.189.092
art. 52.000	7.000.000	9.506.000	16.506.000	9.505.143	16.505.143
art. 52.002	1.500.000	860.000	2.360.000	860.000	2.360.000
art. 53.042	5.000.000	1.222.000	6.222.000	1.221.791	6.221.791
art. 63.000	92.970.000	13.945.000	106.915.000	13.907.880	106.877.880
Total section		25.738.000		25.683.906	
Total des transferts du département 51		25.738.000		25.683.906	
Total des transferts du budget des dépenses extraordinaires		381.835.207		381.781.113	
Total général des transferts		568.053.143		693.680.583	

Annexe 6

**RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES
SUR LES COMPTES GENERAUX DE L'ETAT DE
L'EXERCICE BUDGETAIRE 1998**

TABLE DES MATIERES

	<i>Page</i>
Remarque préliminaire.....	55
I. Les transferts	56
II. Les crédits non limitatifs	79
III. Les restants d'exercices antérieurs	98
IV. Les ordonnances provisoires.....	100
V. Les comptables extraordinaires	102
VI. Les marchés publics.....	105
VII. L'ordonnancement	115
VIII. Les frais de route et de séjour	120
IX. Les agents de l'Etat.....	123
X. Les services de l'Etat à gestion séparée.....	125

*

No 4350 du journal

Luxembourg, le 20 novembre 2000

A Monsieur le Ministre des Finances
3, rue de la Congrégation
L-2931 Luxembourg

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à la dépêche de Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget du 2 août 2000, présentée à la Cour des comptes le 11 août 2000, nous avons l'honneur de vous renvoyer sous ce pli les documents relatifs aux comptes généraux de l'Etat de l'exercice 1998, à savoir:

- 1) le compte général des recettes et des dépenses opérées sur les fonds ordinaires et extraordinaires de l'Etat;
- 2) le compte général des recettes et des dépenses opérées sur les fonds spéciaux déposés dans la Caisse de l'Etat;
- 3) les comptes d'exercice des comptables de l'Etat.

Conformément aux prescriptions de l'article 72 de l'arrêté grand-ducal du 21 décembre 1936 portant règlement sur la comptabilité de l'Etat, les comptes sous 3) ont été dûment arrêtés par la Cour des comptes.

En ce qui concerne les comptes sous 1) et sous 2), les écritures ont été trouvées conformes aux inscriptions dans les fichiers de comptabilité de notre Cour ainsi qu'aux arrêts rendus sur les comptes d'exercice des comptables de l'Etat.

Les recettes sont justifiées par les quittances de versement des receveurs, les dépenses par les quittances des parties prenantes. Toutes ces quittances sont déposées aux archives de la Cour des comptes.

Les comptes généraux de l'Etat de l'exercice 1998 s'établissent comme suit:

A.– Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I.	Recettes effectives du budget de l'exercice 1998	190.643.126.550.–
II.	Dépenses effectives du budget de l'exercice 1998	188.613.119.564.–
III.	Excédent de recettes du budget de l'exercice 1998	2.030.006.986.–
IV.	Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1997	13.328.284.543.–
V.	Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1998	15.358.291.529.–

*B.– Recettes et dépenses pour ordre **

I.	Recettes pour ordre	85.638.202.331.–
II.	Dépenses pour ordre	85.536.311.687.–
III.	Excédent de recettes	101.890.644.–

* La différence entre recettes et dépenses pour ordre a son origine dans un excédent de recettes de l'article 32 et un excédent de dépenses de l'article 20.

C.– Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux déposés dans la Caisse de l'Etat

I.	Recettes, y compris une somme de 60.498.713.723 LUF restée disponible à la clôture de l'exercice 1997	113.447.647.971.–
II.	Dépenses effectives	40.522.848.654.–
III.	Excédent de recettes	72.924.799.317.–

En exécution de l'article 7 de la loi du 19 février 1931 concernant l'organisation de la Chambre des comptes et de la Recette générale et de l'article 72 de l'arrêté grand-ducal du 21 décembre 1936 portant règlement sur la comptabilité de l'Etat, la Chambre des comptes présente ci-après un certain nombre d'observations d'ordre général lesquelles, au vu de l'article 59 de la loi du 27 juillet 1936 sur la comptabilité de l'Etat, sont à communiquer à la Chambre des députés, conjointement avec les comptes généraux de l'Etat, afin de permettre le contrôle parlementaire en matière financière et budgétaire.

*

REMARQUE PRELIMINAIRE

Les lois du 8 juin 1999 respectivement portant organisation de la Cour des comptes et sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat sont entrées en vigueur au 1er janvier 2000, mais elles ne sont applicables actuellement que sous réserve des dispositions transitoires y prévues.

Suite à ces lois ayant, entre autres, pour objectif le renforcement du contrôle des recettes et des dépenses de l'Etat, des réformes impliquant une refonte des mécanismes de contrôle des finances publiques sont en cours d'être mises en place.

Pendant la période transitoire nécessaire à la réalisation de ces réformes, la Cour des comptes continue à exercer les attributions dévolues à la Chambre des comptes par les articles 4 à 7 de la loi modifiée du 19 février 1931 concernant l'organisation de la Chambre des comptes et par la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat ainsi que par des lois particulières.

Le contrôle de la Cour des comptes porte sur la vérification de la légalité et de la régularité des recettes et des dépenses ainsi que sur l'examen matériel des pièces justificatives. Partant, la Cour des comptes effectue encore à l'heure actuelle le contrôle ex ante en matière de dépenses de l'Etat en procédant à un contrôle systématique de toutes les ordonnances de paiement avant paiement mais après engagement.

A l'avenir, il est prévu d'instituer un double contrôle constitué d'un contrôle ex ante et d'un contrôle ex post.

Le contrôle ex ante reviendra au contrôleur financier interne. Celui-ci aura pour mission de vérifier la régularité et la légalité des actes de l'ordonnateur placé sous son contrôle et d'exercer, au regard des autorisations budgétaires, un contrôle préalable tant de l'engagement et de l'ordonnancement des dépenses que de la constatation et du recouvrement des recettes non fiscales.

Le contrôle ex post sera opéré par la Cour des comptes chargée, d'une part, de vérifier la légalité et la régularité des comptes ainsi que celle des opérations de recettes et dépenses de l'Etat et, d'autre part, d'examiner la bonne gestion financière des deniers publics.

Selon les informations dont dispose la Cour des comptes, le contrôle interne à effectuer par le contrôleur financier devrait fonctionner à partir de l'exercice 2001 de sorte que la Cour des comptes pourrait se consacrer aux attributions de contrôle externe dès que l'exercice 2000 sera clôturé.

Il en résulte que la Cour des comptes présentera son premier rapport général sur le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'Etat de l'exercice précédent tel que prévu à l'article 5 de la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes au plus tôt pendant l'année 2002. Ce rapport portera sur l'exercice 2001.

Dans ce contexte, il importe que le nouveau délai, inscrit à l'article 11 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat et concernant le dépôt à la Chambre des députés du projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'Etat de l'exercice précédent, soit évidemment respecté à l'avenir. En effet, une présentation tardive dudit projet de loi enlèverait beaucoup de son intérêt pour la Chambre des députés quant à l'appréciation de la bonne exécution du budget conformément à l'autorisation du législateur.

En ce qui concerne les rapports de la Cour des comptes sur les comptes généraux des exercices budgétaires 1998, 1999 et 2000, ceux-ci se situent encore dans le cadre de l'exercice des missions de la Chambre des comptes.

Aussi la présentation du rapport sur les comptes généraux de l'exercice 1998 est-elle de facture classique.

I. LES TRANSFERTS

L'article 17 de la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1998 fixe les règles et limites à observer en cas de transferts d'excédents de crédit d'un article budgétaire à un autre.

Selon cette disposition, les membres du gouvernement sont tenus de soumettre à la Chambre des comptes copie des arrêtés de transfert, indiquant la raison justificative de chaque transfert. Il incombe à cette dernière d'adresser copie de ses arrêtés à la Chambre des députés et de présenter, ensemble avec ses observations sur les comptes généraux de l'exercice 1998, un rapport circonstancié concernant les transferts opérés sur les crédits votés pour cet exercice.

Le transfert d'excédents de crédit d'un article budgétaire à un autre constitue une dérogation à la règle de la spécialité budgétaire en vertu de laquelle les crédits budgétaires sont ouverts pour des espèces de dépenses plus ou moins précisément déterminées et ne peuvent être employés à des dépenses d'autres espèces. En effet, les crédits ouverts par la loi budgétaire doivent être affectés à une dépense déterminée, le crédit étant une autorisation de dépense pour un objet déterminé.

Le **Tableau 1** du présent rapport montre le développement de la pratique du système des transferts entre 1989 et 1998.

Tableau 1

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de transferts</i>	<i>Montant total en LUF</i>
1989	418	73.112.062
1990	451	71.213.670
1991	603	84.717.918
1992	668	109.857.398
1993	710	108.827.334
1994	740	146.767.711
1995	756	202.162.830
1996	824	257.233.460
1997	786	217.185.692
1998	764	565.022.665

Au cours de l'exercice budgétaire 1998, 764 transferts ont été effectués pour un total de 565.022.665 LUF.

Le montant des majorations de crédit par voie de transfert ne s'élève cependant qu'à 560.319.845 LUF, puisqu'un certain nombre de transferts se sont trouvés annulés.

Le montant des sommes effectivement liquidées à la suite des opérations de transfert s'élève à 544.063.397 LUF. Ceci constitue une progression de quelque 280% par rapport à l'exercice 1997.

Comme dans le passé, de nombreuses justifications de décisions de transfert manquaient de clarté. Elles étaient rédigées en des termes généraux qui ne permettaient pas une appréciation complète des causes et nécessités existantes en l'espèce, alors qu'il est exigé par la loi d'indiquer la raison justificative de chaque transfert. Dans de nombreux arrêtés il était simplement mentionné que tel crédit accusait un excédent, que tel autre crédit était insuffisant.

La Cour des comptes voudrait relever, à titre d'exemple, deux cas soulignant ce constat:

L'intégralité des transferts opérés au sein du ministère des Affaires étrangères pendant l'exercice 1998 et qui portaient sur 8,2 millions LUF étaient *motivés* comme suit:

„Considérant que le crédit inscrit à l'article X est insuffisant et doit être majoré de Z LUF (...);
Considérant que l'article Y accuse un excédent de crédit (...).“

Certains transferts (dépenses extraordinaires) opérés au sein du ministère du Tourisme et qui portaient sur 26 millions LUF étaient *motivés* comme suit:

„Considérant que le crédit de l'article X doit être majoré de Z francs (...);

Considérant qu'une fraction des disponibilités de l'article Y peut être affectée au crédit de l'article X (...).“

Pour illustrer la portée des opérations de transfert effectuées en 1998, la Cour des comptes énumère les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables qui ont été majorés par voie de transfert (**Tableau 2**). Ensuite, elle présente les articles du budget qui ont fait l'objet de transferts égaux ou supérieurs à 1 million LUF en les regroupant dans le **Tableau 3** „Les crédits surestimés“ et le **Tableau 4** „Les crédits sous-estimés“. Elle mentionne finalement dans le **Tableau 5** quelques crédits dont le montant a été transféré presque intégralement à d'autres articles.

Tableau 2: Les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Dépassement
	00 – MINISTÈRE D'ÉTAT				
	Section 00.3 – Gouvernement				
00.3.74.041	Acquisition d'équipements spéciaux	200.000	750.000	918.701	718.701
	01 – MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION				
	Section 01.1 – Relations internationales				
	<i>Missions diplomatiques</i>				
01.1.74.250	Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements (Sans distinction d'exercice)	11.900.000	500.000	12.062.367	162.367
	02 – MINISTÈRE DE LA CULTURE				
	Section 02.0 – Dépenses générales				
02.0.74.040	Organisation d'expositions par les différents services du département: acquisition d'équipements spéciaux	500.000	214.500	693.723	193.723
	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux				
02.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs	480.000	200.000	675.625	195.625
02.1.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	200.000	136.000	335.772	135.772
	Section 02.3 – Bibliothèque nationale				
02.3.74.070	Alimentation de la réserve précieuse (Sans distinction d'exercice)	2.800.000	165.000	2.964.564	164.564
	Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel				
02.5.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux (Sans distinction d'exercice)	2.528.000	605.000	3.132.325	604.325

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	04 – MINISTÈRE DES FINANCES				
	Section 04.3 – Douanes et accises				
04.3.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.....	5.000.000	238.000	5.237.165	237.165
	05 – MINISTÈRE DES FINANCES: BUDGET				
	Section 05.1 – Chambre des comptes				
05.1.74.010	Acquisition des machines de bureau.....	450.000	293.000	738.650	288.650
	Section 05.6 – Service central des imprimés				
05.6.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.....	240.000	250.000	489.285	249.285
	08 – MINISTÈRE DE LA FORCE PUBLIQUE				
	Section 08.2 – Gendarmerie				
08.2.74.540	Acquisition d'équipements spéciaux	672.000	959.000	1.630.957	958.957
	Section 08.3 – Police				
08.3.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	1.500.000	1.080.000	2.578.820	1.078.820
	11/12 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
	Section 11.0 – Dépenses générales				
11.0.74.040	Remplacement d'équipements spéciaux des établissements d'enseignement postprimaire (Sans distinction d'exercice).....	40.000.000	1.100.000	41.092.603	1.092.603
11.0.74.041	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de programmes pédagogiques ...	90.000.000	4.900.000	94.874.149	4.874.149
11.0.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	11.340.000	875.000	12.208.718	868.718
	Section 11.1 – Centre de technologie de l'éducation				
11.1.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	1.140.000	421.000	1.560.612	420.612
	13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ				
	Section 13.0 – Famille				
13.0.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.....	800.000	110.000	909.627	109.627

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
13.0.74.040	Centre de formation sociofamiliale: acquisitions pour les besoins de la bibliothèque et du centre de documentation.....	40.000	177.500	217.288	177.288
13.6.74.041	Section 13.6 – Centre du Rham Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition d'équipements spéciaux.....	47.000	123.000	169.481	122.481
14.0.74.050	14 – MINISTERE DE LA SANTE Section 14.0 – Ministère de la santé Acquisition d'équipements informatiques.....	45.000	416.000	460.582	415.582
14.1.74.030	Section 14.1 – Direction de la santé Division de la radioprotection: acquisition, d'appareils (Sans distinction d'exercice).....	6.670.000	636.000	7.305.923	635.923
14.1.74.060	Division de la Radioprotection: acquisition, modification et mise à jour de logiciels.....	80.000	745.000	823.889	743.889
14.4.74.040	Section 14.4. – Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat Acquisition d'équipements spéciaux	2.080.000	1.060.868	3.138.932	1.058.932
15.0.74.050	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT Section 15.0 – Dépenses générales Acquisition d'équipements informatiques.....	1.000.000	397.000	1.396.291	396.291
15.1.74.030	Section 15.1 – Administration de l'environnement Acquisition d'appareils de laboratoire	8.800.000	378.000	9.177.628	377.628
19.6.74.040	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL Section 19.6 – Viticulture Acquisition d'équipements spéciaux	62.000	396.041	457.789	395.789
21.1.74.080	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME Section 21.1 – Tourisme Acquisition de mobilier et d'équipements de bureaux pour les agences à l'étranger (Sans distinction d'exercice).....	250.000	111.200	361.184	111.184

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	25 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 25.0 – Travaux publics – Dépenses générales				
25.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.....	550.000	445.000	994.246	444.246
	Section 25.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales				
25.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice)	89.000.000	6.025.000	92.985.951	3.985.951
	Section 25.3 – Bâtiments publics – Dépenses générales				
25.3.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	800.000	950.000	1.736.065	936.065
	Section 25.5 – Bâtiments publics – Compétences communes				
25.5.74.082	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la Culture (Sans distinction d'exercice)	9.600.000	1.350.000	10.936.568	1.336.568

Tableau 3: Les crédits surestimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	00 – MINISTERE D'ETAT				
	Section 00.3 – Gouvernement				
00.3.31.052	Participation luxembourgeoise au programme MEDIA II.....	10.000.000	- 9.999.640	0	10.000.000
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION				
	Section 01.1 – Relations internationales – Missions diplomatiques				
01.1.12.010	Frais de route et de séjour.....	7.674.000	- 1.440.000	5.949.927	1.724.073
	Section 01.3 – Relations internationales – Coopération au développement et autres actions				
01.3.33.010	Subsides à des organisations non gouvernementales et autres mesures destinées à promouvoir la coopération au développement.....	10.000.000	- 5.969.056	4.030.944	5.969.056
	02 – MINISTERE DE LA CULTURE				
	Section 02.0 – Dépenses générales				
02.0.12.130	Frais de publication.....	5.000.000	- 2.714.854	1.898.061	3.101.939
02.0.12.304	Participation du Gouvernement aux frais résultant du séjour de l'European Union Youth Orchestra au Luxembourg.....	3.000.000	- 3.000.000	0	3.000.000
02.0.33.010	Subsides pour activités culturelles (littéraires, artistiques, scientifiques, musicales et autres).....	29.900.000	- 2.931.648	26.968.352	2.931.648
02.0.43.000	Animation socioculturelle: conventions avec des communes.....	13.000.000	- 1.224.500	11.418.724	1.581.276
	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux				
02.1.33.010	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif.....	3.630.000	- 3.347.400	282.600	3.347.400

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	03 – MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				
	Section 03.3 – Institut de formation administrative				
03.3.11.130	Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires	6.630.000	- 2.750.000	3.693.505	2.936.495
	07 – MINISTÈRE DE LA JUSTICE				
	Section 07.1 – Service judiciaires				
07.1.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	26.108.000	- 1.563.848	24.428.676	1.679.324
	Section 07.2 – Etablissements pénitentiaires				
07.2.12.070	Location et entretien des équipements informatiques.....	6.450.000	- 1.940.967	2.145.800	4.304.200
	08 – MINISTÈRE DE LA FORCE PUBLIQUE				
	Section 08.1 – Armée				
08.1.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien	22.114.000	- 3.010.000	18.933.655	3.180.345
08.1.12.351	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers (Sans distinction d'exercice).....	10.000.000	- 2.300.000	7.628.857	2.371.143
08.1.12.352	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger (Sans distinction d'exercice)	8.350.000	- 1.700.000	6.535.913	1.814.087
	Section 08.2 – Gendarmerie				
08.2.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	22.833.000	- 1.161.000	18.243.060	4.589.940
	Section 08.3 – Police				
08.3.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	18.319.000	- 1.163.000	17.118.435	1.200.565
08.3.12.350	Acquisition de munitions	3.500.000	- 1.413.000	1.903.095	1.596.905

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Suresimation
	09 – MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR				
	Section 09.0 – Finances communales				
09.0.63.020	Subsides aux syndicats intercommunaux	3.500.000	- 3.500.000	0	3.500.000
	11/12 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
	Section 11.0 – Dépenses générales				
11.0.11.131	Elaboration, rédaction, présentation et diffusion du courrier de l'éducation nationale ainsi que de cours, de documents et d'autres ouvrages à publier par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	1.500.000	- 1.250.000	146.520	1.353.480
11.0.12.120	Frais d'experts et d'études informatiques	10.720.000	- 4.900.000	3.988.320	6.731.680
11.0.41.002	Remboursement aux chambres professionnelles des rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises	14.074.000	- 1.942.000	12.131.781	1.942.219
	Section 11.6 – Recherche scientifique et recherche appliquée				
11.6.33.000	Contributions financières à diverses centres de recherche publics dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention (sans distinction d'exercice).....	140.000.000	- 18.900.000	121.070.000	18.930.000
	13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ				
	Section 13.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes				
13.1.33.004	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour conventionnés pour enfants et adolescents	477.621.000	- 1.400.000	456.908.436	20.712.564
13.1.33.012	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour non conventionnés	2.500.000	- 1.020.000	1.295.000	1.205.000
	14 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ				
	Section 14.0 – Direction de la santé				
14.0.33.015	Contribution aux frais de coordination de la formation continue du personnel de certaines professions de santé.....	3.070.000	- 1.545.000	400.000	2.670.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Surestimation</i>
14.1.12.311	Section 14.1 – Laboratoire national de santé Direction de la santé: programme de lutte contre les drogues et le S.I.D.A.: acquisition, stockage et destruction de seringues et autres dépenses.....	13.000.000	- 1.130.000	8.662.682	4.337.318
14.3.33.014	Section 14.3 – Service d'action médicosociothérapeutique Fonction des services d'intervention précoce: subsides	65.225.000	- 8.390.000	56.835.000	8.390.000
14.4.12.210	Section 14.4 – Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat Frais d'alimentation	40.000.000	- 1.765.921	38.146.699	1.853.301
14.4.12.250	Travail thérapeutique des malades; laboratoire; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice)	6.270.000	- 1.383.225	4.886.421	1.383.579
	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
15.0.12.120	Section 15.0 – Dépenses générales Frais d'études et d'experts en relation avec la gestion des déchets, l'épuration des eaux, la protection du sol et de l'atmosphère; études d'impact sur l'environnement; frais connexes (Sans distinction d'exercice).....	12.500.000	- 1.304.000	6.041.695	6.458.305
15.1.51.041	Section 15.1 – Administration de l'environnement Subsides dans l'intérêt de la promotion d'une meilleure protection de l'environnement	7.500.000	- 1.412.000	1.000.000	6.500.000
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
19.2.63.000	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes (participation de l'Etat) (Sans distinction d'exercice).....	35.000.000	- 5.000.000	29.643.928	5.356.072
	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
20.0.31.054	Section 20.0 – Economie Participation de l'Etat dans les actions de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes opérationnels dans le cadre de l'application du règle- ment (C.E.E.) No 2083/93/-FEDER du Conseil du 20 juillet 1993.....	3.600.000	- 1.700.000	1.005.924	2.594.076

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Suresimation</i>
	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME				
	Section 21.1 – Tourisme				
21.1.33.025	Subsides à l'office national du tourisme pour la réalisation et l'édition de prospectus régionaux.....	4.000.000	- 1.680.000	2.235.616	1.764.384
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS				
	Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg				
23.6.14.050	Participation de l'Etat aux frais de gestion et d'entretien des stations d'épuration du S.I.A.S.....	2.500.000	- 1.903.328	557.264	1.942.736
	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 25.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales				
25.1.1.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux (Sans distinction d'exercice).....	61.405.000	- 6.025.000	55.380.000	6.025.000
	Section 25.4 – Bâtiments publics – Compétences propres				
25.4.12.302	Installations techniques dangereuses et installations techniques de sécurité dans les bâtiments de l'Etat: réception et contrôle par des organismes agréés (Sans distinction d'exercice).....	6.300.000	- 4.300.000	1.998.117	4.301.883
	Section 25.5 – Bâtiments publics – Compétences communes				
25.5.72.019	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'éducation physique et des sports (Sans distinction d'exercice).....	17.000.000	- 1.000.000	15.953.039	1.046.961
25.5.74.088	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'intérieur (Sans distinction d'exercice).....	2.800.000	- 1.350.000	1.447.836	1.352.164
	26 – MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'URGANISME				
	Section 26.0 – Logement et urbanisme				
26.0.12.140	Participation à des expositions; organisation de concours et de conférences; confections de plans et de maquettes; actions de propagande; frais d'impression de cartes; dépenses diverses	3.000.000	- 1.644.089	1.353.431	1.646.569

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	27 – MINISTERE DE LA JEUNESSE				
	Section 27.1 – Service national de la jeunesse				
27.1.11.130	Indemnités pour services extraordinaires.....	3.000.000	- 2.244.000	755.922	2.244.078
	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.0 – Finances communales				
39.0.63.020	Subside extraordinaire au syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	3.000.000	- 3.000.000	0	3.000.000
39.0.63.022	Subside extraordinaire au syndicat intercommunal pour la distribution d'eau dans la région de l'Est (SIDERE).....	12.300.000	- 1.080.000	11.220.000	1.080.000
39.0.63.023	Subside extraordinaire au Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES).....	2.000.000	- 2.000.000	0	2.000.000
	44 – MINISTERE DE LA SANTE				
	Section 44.0 – Santé – Travaux sanitaires et cliniques				
44.0.51.000	Subsides dans l'intérêt de la construction, de l'aménagement, de la modernisation et de l'équipement d'hôpitaux, d'hospices et de centres de gérontologie: subsides aux communes, aux établissements publics et d'utilité publique pour les investissements achevés au 31.7.1990 ou en cours de réalisation à cette date; subventions courantes à l'investissement du centre hospitalier de Luxembourg; subventions dans l'intérêt de la modernisation et de l'équipement des écoles paramédicales instituées au sein des établissements hospitaliers communaux ou d'utilité publique.	42.380.000	- 27.327.000	15.053.000	27.327.000
44.0.51.001	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990: aides dans l'intérêt des investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers du secteur public et de l'organisme regroupant les établissements hospitaliers visés à l'article 6 de la loi du 31.7.1990, avances accordées dans le même but et suivant les conditions et modalités prévues par ces lois.....				
44.0.51.002	Construction de maisons de soins	224.692.000	- 179.615.313	45.076.687	179.615.313
44.0.51.041	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et du 31.7.1990: aides dans l'intérêt des investissements mobiliers et immobiliers effectuées par les établissements hospitaliers privés, avances accordées dans le même but et suivant les conditions et modalités prévues par ces lois.....	191.532.000	- 16.110.358	175.421.642	16.110.358
		112.006.000	- 111.087.771	918.229	111.087.771

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Suresimation</i>
44.0.52.001	Application de la législation régissant l'aide à l'investissement dans l'intérêt de l'aménagement de foyers, ateliers et autres structures thérapeutiques de psychiatrie décentralisée: Participation aux frais d'investissement.....	75.000.000	- 9.100.000	64.800.000	10.200.000
44.0.72.000	Construction de nouvelles maisons de soins: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses.....	10.000.000	- 6.776.765	3.223.235	6.776.765
51 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME					
Section 51.1 – Tourisme					
51.1.51.041	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés	10.000.000	- 9.147.600	800.000	9.200.000
51.1.52.003	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt de la mise en place d'équipements informatiques et d'équipements audiovisuels.....	7.000.000	- 2.743.000	4.256.666	2.743.334
51.1.53.040	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme à réaliser par des particuliers	7.000.000	- 4.504.000	2.024.000	4.976.000
51.1.53.041	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers	1.000.000	- 1.000.000	0	1.000.000
51.1.63.001	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagements, d'extension et d'aménagement de gîtes ruraux à réaliser par des communes et syndicats de communes	15.000.000	- 7.484.000	7.515.474	7.484.526

Tableau 4: Les crédits sous-estimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
00.3.31.051	00 – MINISTERE D'ETAT Section 00.3 – Gouvernement Participation de l'Etat dans le financement du programme de télévision essentiellement en langue luxembourgeoise (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	3.100.000	1.994.640	5.093.830	1.993.830
01.3.33.011	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION Section 01.3 – Relations internationales – Coopération au développement et autres actions Subsidés à des organisations non gouvernementales pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise aux problèmes des pays en voie de développement.....	14.000.000	5.969.056	19.221.551	5.221.551
02.0.12.012	02 – MINISTERE DE LA CULTURE Section 02.0 – Dépenses générales Frais de route et de séjour à l'étranger	2.900.000	2.269.208	5.085.649	2.185.649
02.0.12.303	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord culturel bilatéral conclu avec le Grand-Duché: frais divers.....	4.500.000	3.738.825	8.226.455	3.726.455
02.1.43.000	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides aux communes et aux syndicats de communes	23.000.000	3.347.400	26.339.402	3.339.402
03.3.12.001	03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 03.3 – Institut de formation administrative Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services de tiers.....	1.784.000	1.500.000	3.272.437	1.488.437

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Sous-estimation</i>
	08 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE				
	Section 08.1 – Armée				
08.1.11.141	Frais d'alimentation.....	31.000.000	1.910.000	32.852.434	1.852.434
08.1.12.190	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert).....	10.000.000	3.200.000	13.141.459	3.141.459
08.1.12.300	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice).....	35.000.000	1.265.000	36.264.639	1.264.639
	Section 08.3 – Police				
08.3.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.....	2.200.000	1.040.000	2.922.582	722.582
08.3.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux.....	1.500.000	1.080.000	2.578.820	1.078.820
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 09.0 – Finances communales				
09.0.63.000	Subsidés en capital aux communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base dans le cadre d'un programme quinquennal d'investissement communal.....	150.000.000	3.500.000	153.500.000	3.500.000
	11/12 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
	Section 11.0 – Dépenses générales				
11.0.74.040	Remplacement d'équipements spéciaux des établissements d'enseignement post-primaire (Sans distinction d'exercice).....	40.000.000	1.100.000	41.092.603	1.092.603
11.0.74.041	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de programmes pédagogiques	90.000.000	4.900.000	94.874.149	4.874.149
11.6.33.011	Section 11.6 – Recherche scientifique et recherche appliquée Contributions financières dans l'intérêt des centres de recherche publics.....	80.000.000	18.500.000	98.500.000	18.500.000
	13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE				
	Section 13.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes				
13.1.33.009	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies conventionnées	7.200.000	1.400.000	8.597.363	1.397.363
13.1.33.014	Subsidés de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies non conventionnées et de services non conventionnés prenant en charge les élèves en dehors des heures de classes.....	2.700.000	1.020.000	3.660.000	960.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Sous-estimation</i>
	14 – MINISTERE DE LA SANTE				
	Section 14.3 – Service d'action médicosociothérapeutique				
14.3.33.015	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement de services stationnaires et ambulatoires de rééducation et de soins	9.745.000	8.390.000	18.135.000	8.390.000
	Section 14.4 – Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat				
14.4.12.160	Frais de médicaments, d'outillage médical et clinique; frais dentaires et frais de clinique; frais de traitements spéciaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	38.880.000	1.151.512	39.980.321	1.100.321
14.4.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	2.080.000	1.060.868	3.138.932	1.058.932
	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 15.0 – Dépenses générales				
15.0.35.060	Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	6.945.000	1.112.000	8.056.854	1.111.854
	Section 15.1 – Administration de l'environnement				
15.1.53.010	Subsides à des particuliers dans le but d'une utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation	2.700.000	1.412.000	4.111.828	1.411.828
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture				
19.2.43.001	Voie rurale communale: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement goudronnage d'entretien, assainissement, réfection de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice).....	22.000.000	5.000.000	26.996.555	4.996.555
	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 20.0 – Economie				
20.0.33.010	Participation de l'Etat à raison de maximum 50% dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales cofinancées par le FEDER dans le cadre des programmes communautaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.700.000	2.603.011	1.603.011

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidité	Sous-estimation
	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME				
	Section 21.1 – Tourisme				
21.1.33.012	Subsides en faveur des syndicats d'initiative, d'autres associations sans but lucratif et en général des différents organismes luxembourgeois exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national.....	15.500.000	2.207.494	17.259.851	1.759.851
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS				
	Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg				
23.6.14.030	Entretien des pistes, des voies de circulation et du domaine de l'aéroport	8.700.000	1.903.328	10.603.328	1.903.328
	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 25.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales				
25.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice)	89.000.000	6.025.000	92.985.951	3.985.951
	Section 25.4 – Bâtiments publics – Compétences propres				
25.4.12.085	Installations thermiques: entretien et contrôle (Sans distinction d'exercice)	46.375.000	1.500.000	47.873.739	1.498.739
25.4.12.086	Installations électriques: entretien et contrôle (Sans distinction d'exercice)	35.210.000	2.800.000	37.878.966	2.668.966
	Section 25.5 – Bâtiments publics – Compétences communes				
25.5.72.029	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des travaux publics (Sans distinction d'exercice).....	25.500.000	1.000.000	26.475.443	975.443
25.5.74.082	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la culture (Sans distinction d'exercice)	9.600.000	1.350.000	10.936.568	1.336.568
	26 – MINISTERE DU LOGEMENT				
	Section 26.0 – Logement				
26.0.12.120	Frais d'experts et d'études (Sans distinction d'exercice)	8.000.000	2.477.883	10.477.883	2.477.883
	27 – MINISTERE DE LA JEUNESSE				
	Section 27.1 – Service national de la jeunesse				
27.1.12.000	Indemnités pour services de tiers	2.811.000	2.168.000	4.978.190	2.167.190

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Sous-estimation</i>
	39 – MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR				
	Section 39.0 – Finances communales				
39.0.63.000	Subsides pour la construction d'écoles régionales groupant les classes complémentaires ou des classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune	200.000.000	6.080.000	206.080.000	6.080.000
	51 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME				
	Section 51.1 – Tourisme				
51.1.52.000	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative et les ententes de syndicats d'initiative	7.000.000	9.506.000	16.505.143	9.505.143
51.1.53.042	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants	5.000.000	1.222.000	6.221.791	1.221.791
51.1.63.000	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes et syndicats de communes	92.970.000	13.945.600	106.877.880	13.907.880

Tableau 5: *Tableau des crédits transférés intégralement ou pour une valeur dépassant 90% du crédit voté*

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
	00 – MINISTÈRE D'ÉTAT			
	Section 00.3 – Gouvernement			
00.3.31.052	Participation luxembourgeoise au programme MEDIA II.....	10.000.000	- 9.999.640	0
	02 – MINISTÈRE DE LA CULTURE			
	Section 02.0 – Dépenses générales			
02.0.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	10.000	- 10.000	0
02.0.12.304	Participation du Gouvernement aux frais résultant du séjour de l'European Union Youth Orchestra au Luxembourg.....	3.000.000	- 3.000.000	0
02.0.33.003	Animation culturelle de la Maison du Grand-Duché à Bruxelles: subsides.....	500.000	- 500.000	0
	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux			
02.1.33.010	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif	3.630.000	- 3.347.400	282.600
	Section 02.4 – Archives nationales			
02.4.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation.....	150.000	- 150.000	0
	Section 02.7 – Centre national de littérature			
02.7.12.070	Location et entretien des équipements informatiques	10.000	- 10.000	0
	04 – MINISTÈRE DES FINANCES			
	Section 04.4 – Commissariat aux bourses			
04.4.12.190	Frais de perfectionnement du personnel	100.000	- 100.000	0
04.4.12.191	Frais d'organisation de la réunion du groupe de contact informel des commissions de valeurs de l'union européenne	200.000	- 200.000	0
	09 – MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR			
	Section 09.0 – Finances communales			
09.0.63.020	Subsides aux syndicats intercommunaux.....	3.500.000	- 3.500.000	0

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
10.2.74.010	10 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS Section 10.2 – Centre sportif national de natation Acquisition de machines de bureau.....	55.000	- 55.000	0
11.1.11.130	11/12 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE Section 11.1 – Centre de technologie de l'éducation Sélection, évaluation, adaptation et élaboration de médias d'enseignement; indemnités pour services extraordinaires.....	200.000	- 200.000	0
11.5.34.060	Section 11.5 – Institut d'études éducatives et sociales Participation aux frais de stage d'étudiants de l'institut d'études éducatives et sociales à l'étranger: subsides.....	80.000	- 80.000	0
13.7.11.130	13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ Section 13.7 – Service d'action sociofamiliale – Personnes âgées Indemnités des aumôniers et vicaires.....	36.000	- 36.000	0
14.1.12.041	14 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ Section 14.1 – Direction de la santé Division de la Radioprotection: impression de carnets radiologiques.....	400.000	- 400.000	0
14.1.12.042	Carnet de santé et de maternité: frais d'impression.....	550.000	- 519.000	30.349
14.1.12.127	Frais d'experts et d'études en relation avec l'hygiène alimentaire.....	225.000	- 217.000	0
15.2.11.070	15 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT Section 15.2 – Administration des eaux et forêts Subventions de préstage.....	180.000	- 180.000	0
16.0.12.121	16 – MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI Section 16.0 – Travail – Dépenses générales Office national de conciliation: honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports.....	10.000	- 10.000	0
16.0.34.090	Subsides aux apprentis et ouvriers méritants.....	50.000	- 50.000	0

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
16.1.74.010	Section 16.1 – Administration de l'emploi Acquisition de machines de bureau.....	20.000	- 20.000	0
16.2.12.120	Section 16.2 – Inspection du travail et des mines Etudes et travaux d'analyses spéciales.....	400.000	- 400.000	0
17.6.12.110	17/18 – MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE Section 17.6 – Service national d'action sociale Frais de contentieux.....	5.000	- 5.000	0
18.5.12.060	Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications.....	118.000	- 117.108	892
19.4.12.330	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL Section 19.4 – Service d'économie rurale Frais d'abonnement à des banques de données internationales.....	40.000	- 40.000	0
20.1.12.310	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE Section 20.1 – Service central de la statistique et des études économiques (STATEC) Recensement général de la population: travaux préparatoires et autres dépenses.....	100.000	- 100.000	0
21.0.31.040	21. – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME Section 21.0 – Classes moyennes Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides pour assistance et expertise techniques (article 7 de la loi du 29.7.1968).....	100.000	- 100.000	0
39.0.63.020	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR Section 39.0 – Finances communales Subside extraordinaire au syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.).....	3.000.000	- 3.000.000	0
39.0.63.023	Subside extraordinaire au Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES).....	2.000.000	- 2.000.000	0

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
	44 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ			
	Section 44.0 – Santé – Travaux sanitaires et cliniques			
44.0.51.041	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et du 31.7.1990: aides dans l'intérêt des investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers privées, avances accordées dans le même but et suivant les conditions et modalités prévues par ces lois.....	112.006.000	- 111.087.771	918.229
	51 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME			
	Section 51.1 – Tourisme			
51.1.51.041	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés	10.000.000	- 9.147.600	800.000
51.1.53.041	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers	1.000.000	- 1.000.000	0

Crédits sous-estimés ou surestimés de façon permanente

Une analyse des crédits sous-estimés et des crédits surestimés sur une période de cinq exercices (1994-1998) révèle que dans la grande majorité des cas, une prévision plus correcte des crédits en question a été opérée lors de la confection du budget de l'exercice suivant.

Il n'en reste pas moins que certains crédits ont été sous-estimés ou surestimés de façon permanente.

La Cour des comptes présente ci-après certains exemples significatifs:

1. L'article 11.6.33.011 libellé *Contributions financières dans l'intérêt des centres de recherche publics* accusait une insuffisance de crédit pour les exercices 1994, 1995, 1997 et 1998 au motif que „les dépenses relatives au fonctionnement des CRP ont été plus élevées que prévu“. Dès lors, ces crédits ont été majorés par voie de transfert d'un montant total de 80 millions LUF. 61 millions LUF ont été transférés de l'article 11.6.33.000 libellé *Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention* qui accusait un excédent de crédit de 68 millions LUF au total pour les exercices 1994, 1995, 1997 et 1998 au motif que „les contributions financières de l'Etat aux CRP dans l'intérêt de l'exécution des missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention ont été moins élevées que prévu“.
2. L'article 15.1.53.010 libellé *Subsides à des particuliers dans le but d'une utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation* accusait une insuffisance de crédit pour les exercices 1995, 1996, 1997 et 1998 principalement au motif „de pouvoir liquider les nombreuses demandes de subsides pour la mise en place d'installations de collecte des eaux de pluie dans des maisons“. Dès lors, ces crédits ont été majorés par voie de transfert d'un montant total de 9 millions LUF. 6,8 millions LUF ont été transférés de l'article 15.1.51.041 libellé *Subsides dans l'intérêt de la promotion d'une meilleure protection de l'environnement* qui accusait un excédent de crédit de 22,7 millions LUF au total pour les exercices 1995, 1996, 1997 et 1998 au motif que seulement quelques demandes de subsides ont été introduites pendant cette période.
3. L'article 19.2.43.001 libellé *Voirie rurale communale: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement, réparation de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus (participation de l'Etat au coût des travaux)* accusait une insuffisance de crédit pour les exercices 1995, 1996, 1997 et 1998 au motif que „les programmes annuels communaux d'entretien deviennent plus volumineux et sont exécutés plus rapidement. Depuis 1993, il s'est produit une cumulation progressive des subsides dépassant les crédits votés“. Dès lors, ces crédits ont été majorés par voie de transfert d'un montant total de 28 millions LUF. La quasi-totalité de ce montant a été transférée de l'article 19.2.63.000 libellé *Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes (participation de l'Etat)* qui accusait un excédent de crédit de 26,6 millions LUF au total pour les exercices 1994, 1995, 1996, 1997 et 1998 principalement au motif que certains projets n'ont pas pu, pour des raisons diverses, être exécutés dans les délais prévus et ont donc été reportés.
4. Pour les exercices 1995, 1996, 1997 et 1998, des crédits d'un montant total de 48 millions LUF étaient inscrits à l'article 39.0.63.020 libellé *Subside extraordinaire au syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)*. Selon le ministre de l'Intérieur, ces crédits ont été transférés, „Suite à la réalisation freinée du programme d'investissement de la D.E.A.“, intégralement à l'article 39.0.63.000 libellé *Subsides pour la construction d'écoles régionales groupant les classes complémentaires ou des classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune* au motif que ces crédits étaient insuffisants et devaient être majorés pour éviter d'accumuler les retards dans la liquidation.
5. Pour les exercices 1996, 1997 et 1998, des crédits d'un montant total de 19,9 millions LUF étaient inscrits à l'article 03.3.11.130 libellé *Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires*. Pendant cette période, 6,9 millions LUF ont été transférés à d'autres articles, l'article en question accusant chaque exercice un excédent „dû au fait qu'en raison d'un nombre restreint de vacances de postes tant au niveau du rédacteur qu'au niveau de l'expéditionnaire, l'institut a assuré une formation générale pour seulement quatre classes au lieu de six classes initialement prévues“.
6. Pour les exercices 1996, 1997 et 1998, des crédits d'un montant total de 8,8 millions LUF étaient inscrits à l'article 26.0.12.140 libellé *Participation à des expositions; organisation de concours et de*

conférences; confection de plans et de maquettes; actions de propagande; frais d'impression de cartes; dépenses diverses (ministère du Logement et de l'Urbanisme). Pendant cette période, 4,9 millions LUF ont été transférés à d'autres articles, l'article en question accusant chaque exercice des excédents de crédit grâce à „l'économie réalisée du fait que les dépenses ont pu être maintenues à un niveau inférieur à celui qui était prévu“.

*

II. LES CREDITS NON LIMITATIFS

Les crédits non limitatifs sont des crédits se rapportant à des dépenses dont l'existence est certaine, mais dont le montant global échappe à l'évaluation lors des estimations budgétaires. En raison de la règle de l'unité budgétaire qui ne permet pas le vote d'un budget complémentaire, les crédits non limitatifs sont nécessaires à l'égard de dépenses impérieuses, mais dont le plafond n'était pas prévisible lors de l'établissement du budget.

En 1998, il n'existait pas de réglementation légale générale des crédits non limitatifs. Toutefois, la loi budgétaire a soumis les dépassements de crédit, qui doivent être motivés, à l'autorisation préalable du ministre du Budget. Une copie des décisions d'autorisation est adressée à la Chambre des députés aux fins d'information.

Force est de constater qu'à l'instar des années précédentes, bon nombre d'autorisations de crédit n'étaient motivées que de manière sommaire.

Le montant total des autorisations de dépassement des crédits non limitatifs de l'exercice 1998 s'élève à 23.914.722.696 LUF dont 8.206.755.138 LUF pour le budget ordinaire et 15.707.967.558 LUF pour le budget extraordinaire.

Le montant total des liquidations effectuées sur la base de ces autorisations de dépassement des crédits non limitatifs s'élève à 7.809.959.731 LUF pour le budget ordinaire et à 15.695.669.347 LUF pour le budget extraordinaire.

Le montant des liquidations effectuées à charge du budget ordinaire et regroupées dans la classification économique sous le code économique 11 „salaires et charges sociales“, s'élève à 1.768.619.389 LUF. Pour l'ensemble des autres opérations du budget ordinaire le montant des liquidations s'élève à 6.041.340.342 LUF.

Ci-après sont signalés un certain nombre de dépassements qui résultent d'une sous-estimation permanente (**Tableau 6**) ainsi que les dépassements de plus de 50% du crédit voté (**Tableau 7**). Finalement, la Cour des comptes indique les dépassements dus à l'alimentation de fonds spéciaux dont une des causes réside dans l'affectation des plus-values de recettes de l'exercice 1998 (**Tableau 8**).

Tableau 6: *Choix de crédits sous-estimés de façon permanente*

Libellé	Exercice	Article	Crédit voté	Dépenses effectives
00 - MINISTERE D'ETAT Section 00.3 – Gouvernement Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	00.3.11.130	5.735.000	8.254.069
	1995	00.3.11.130	6.536.000	7.417.307
	1996	00.3.11.130	6.011.000	6.519.409
	1997	00.3.11.130	6.150.000	7.058.991
	1998	00.3.11.130	6.797.000	7.298.900
	1994	00.3.12.120	11.000.000	17.249.955
	1995	00.3.12.120	3.820.000	17.608.723
	1996	00.3.12.120	5.000.000	30.748.392
	1997	00.3.12.120	15.000.000	44.012.710
	1998	00.3.12.120	15.000.000	64.965.699
Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	00.3.12.350	50.000	1.374.839
	1995	00.3.12.350	50.000	4.539.057
	1996	00.3.12.350	350.000	1.028.940
	1997	00.3.12.350	350.000	9.061.282
	1998	00.3.12.350	350.000	6.321.948
01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION Section 01.2 – Relations internationales – Contributions à des organismes internationaux Contributions obligatoires aux divers budgets et autres dépenses communes des institutions internationales autres que l'Union européenne et frais s'y rattachant (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	01.2.35.030	64.981.000	86.209.999
	1995	01.2.35.030	73.072.000	89.175.043
	1996	01.2.35.030	84.181.000	97.179.445
	1997	01.2.35.030	83.676.000	104.908.878
	1998	01.2.35.030	86.612.000	129.525.174

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 03.0 – Fonction publique et Réforme administrative – Dépenses diverses Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	03.0.11.150	10.000	1.322.146
	1995	03.0.11.150	10.000	1.475.662
	1996	03.0.11.150	10.000	1.377.893
	1997	03.0.11.150	10.000	585.396
	1998	03.0.11.150	10.000	1.011.120
04 – MINISTERE DES FINANCES Section 04.1 – Contributions directes et métrologie Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	04.2.12.110	100.000	719.997
	1995	04.2.12.110	100.000	893.428
	1996	04.2.12.110	150.000	1.590.177
	1997	04.2.12.110	250.000	2.166.962
	1998	04.2.12.110	500.000	4.004.315
Section 04.2 – Enregistrement et domaines Intérêts des consignations et dépôts. (Crédit non limitatif)	1994	04.3.23.000	1.000.000	2.739.497
	1995	04.3.23.000	2.000.000	2.343.398
	1996	04.3.23.000	2.000.000	2.517.991
	1997	04.3.23.000	2.300.000	4.751.811
	1998	04.3.23.000	2.500.000	3.024.156
Section 04.3 – Douanes et accises Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	04.4.12.100	19.023.000	20.797.578
	1995	04.4.12.100	24.605.000	26.060.599
	1996	04.4.12.100	27.941.000	27.941.298
	1997	04.3.12.100	29.647.000	32.013.778
	1998	04.3.12.100	29.678.000	30.791.356

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
07 – MINISTÈRE DE LA JUSTICE Section 07.0 – Justice Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	1994	07.0.35.060	2.297.000	2.428.359
	1995	07.0.35.060	2.380.000	2.400.140
	1996	07.0.35.060	2.748.000	3.074.887
	1997	07.0.35.060	3.093.000	3.255.227
	1998	07.0.35.060	3.218.000	3.370.988
Section 07.2 – Etablissements pénitentiaires Frais d'hospitalisation et de clinique des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des détenus (Crédit non limitatif)	1994	07.2.12.150	16.000.000	20.365.161
	1995	07.2.12.150	20.000.000	25.974.737
	1996	07.2.12.150	20.000.000	26.979.196
	1997	07.2.12.150	24.000.000	33.665.570
	1998	07.2.12.150	26.000.000	34.566.581
Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et de matières premières (Crédit non limitatif)	1994	07.2.12.320	9.100.000	9.544.136
	1995	07.2.12.320	9.200.000	10.144.306
	1996	07.2.12.320	9.388.000	11.063.889
	1997	07.2.12.320	9.900.000	12.883.709
Salaires des détenus (Crédit non limitatif)	1994	07.2.34.090	11.100.000	14.089.709
	1995	07.2.34.090	18.500.000	19.805.000
	1996	07.2.34.090	19.700.000	21.661.252
	1997	07.2.34.090	20.700.000	20.981.881
08 – MINISTÈRE DE LA FORCE PUBLIQUE Section 08.0 – Force publique – Dépenses générales Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954; dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance; honoraires des avocats (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	08.0.34.040	300.000	968.367
	1995	08.0.34.040	500.000	596.729
	1996	08.0.34.040	500.000	1.170.272
	1997	08.0.34.040	500.000	662.909
1998	08.0.34.040	500.000	1.231.679	

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
Remboursement de l'ajustement fiscal dû aux termes de l'article 42 de la réglementation du régime des pensions des organisations coordonnées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	08.0.37.010	3.260.000	7.985.076
	1995	08.0.37.010	3.260.000	9.989.203
	1996	08.0.37.010	8.000.000	11.344.183
	1997	08.0.37.010	8.000.000	11.682.709
	1998	08.0.37.010	12.000.000	13.113.491
Section 08.3 – Police Participation de l'Etat dans les rémunérations d'une partie du personnel administratif et auxiliaire des commissariats de police (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	08.3.11.060	6.731.000	26.118.049
	1995	08.3.11.060	6.905.000	33.342.534
	1996	08.3.11.060	17.235.000	28.275.823
	1997	08.3.11.060	17.073.000	25.888.820
	1998	08.3.11.060	19.717.000	27.998.432
09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR Section 09.0 – Finances communales Part de l'Etat dans les majorations biennales des fonctionnaires, des secrétariats et recettes communales (article 4-2* du règlement grand-ducal du 4.4.1964) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	09.0.11.060	189.000.000	194.845.367
	1995	09.0.11.060	194.400.000	208.929.559
	1996	09.0.11.060	205.500.000	224.759.825
	1997	09.0.11.060	224.000.000	242.683.666
	1998	09.0.11.060	242.650.000	252.122.981
Section 09.5 – Protection civile Frais de route et de séjour (Crédit non limitatif)	1994	09.5.12.010	2.100.000	2.412.019
	1995	09.5.12.010	2.250.000	2.503.192
	1996	09.5.12.010	2.450.000	2.538.210
	1997	09.5.12.010	2.500.000	2.978.805
	1998	09.5.12.010	2.600.000	2.909.625
Acquisition et entretien du matériel d'intervention; autres frais d'intervention (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	09.5.12.320	12.183.000	15.180.114
	1995	09.5.12.320	8.555.000	11.445.139
	1996	09.5.12.320	9.000.000	9.979.057
	1997	09.5.12.320	9.800.000	10.742.739
	1998	09.5.12.320	9.800.000	11.849.922

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE Section 13.2 – Solidarité Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigents indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	13.2.43.000	90.000.000	89.973.817
	1995	13.2.43.000	92.000.000	123.516.431
	1996	13.2.43.000	100.000.000	134.646.007
	1997	13.2.43.000	110.000.000	156.181.345
	1998	13.2.43.000	120.000.000	173.836.316
Section 13.4 – Fonds national de solidarité Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 16.4.1979 allocation spéciale pour personnes gravement handicapées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	13.4.34.012	390.000.000	394.441.615
	1995	13.4.34.012	412.000.000	417.000.000
	1996	13.4.34.012	423.000.000	428.786.890
	1997	13.4.34.012	455.000.000	457.525.897
	1998	13.4.34.012	468.000.000	474.816.460
Section 13.5 – Caisse nationale des prestations familiales Prise en charge par l'Etat des allocations de naissance: allocations prénatales; allocations de naissance proprement dites et allocations postnatales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	13.5.42.001	265.000.000	294.122.848
	1995	13.5.42.001	294.000.000	294.016.692
	1996	13.5.42.001	304.500.000	315.739.361
	1997	13.5.42.001	305.000.000	313.953.182
	1998	13.5.42.001	310.000.000	316.889.303
14 – MINISTERE DE LA SANTE Section 14.3 – Service d'action médocosiothérapeutique Allocation de soins pour personnes âgées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	14.3.34.010	290.000.000	301.328.648
	1995	14.3.34.010	320.000.000	346.257.533
	1996	14.3.34.010	360.000.000	364.315.763
	1997	14.3.34.010	385.000.000	393.798.422
	1998	14.3.34.010	405.000.000	417.294.953
17/18 – MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale Mise à jour de la législation nationale et internationale sur la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	17.1.12.131	5.000	681.995
	1995	17.1.12.131	5.000	206.893
	1996	17.1.12.131	5.000	590.602
	1997	17.1.12.131	5.000	196.869
	1998	17.1.12.131	500.000	1.146.182

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME Section 21.0 – Classes moyennes Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: subventions en capital (article 3 de la loi du 29.7.1968) (Crédit non limitatif)	1994	21.0.53.040	110.000.000	159.995.500
	1995	21.0.53.040	110.000.000	159.999.632
	1996	21.0.53.040	110.000.000	194.997.850
	1997	21.0.53.040	110.000.000	170.000.000
	1998	21.0.53.040	156.000.000	225.988.972
25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS Section 25.0 – Travaux publics – Dépenses générales Dommages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	25.0.34.040	3.000.000	27.270.743
	1995	25.0.34.040	3.000.000	4.979.092
	1996	25.0.34.040	3.000.000	5.871.932
	1997	25.0.34.040	3.000.000	3.999.780
	1998	25.0.34.040	3.000.000	4.436.207
Section 25.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales Service d'hiver et accidents de la circulation: indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	25.1.11.150	7.500.000	8.889.865
	1995	25.1.11.150	7.500.000	12.195.404
	1996	25.1.11.150	8.000.000	14.440.910
	1997	25.1.11.150	9.000.000	11.960.305
	1998	25.1.11.150	11.000.000	12.067.584
Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	25.1.12.100	9.268.000	9.267.600
	1995	25.1.12.100	7.798.000	8.677.380
	1996	25.1.12.100	1.990.000	4.053.895
	1997	25.1.12.100	2.040.000	2.267.794
	1998	25.1.12.100	2.125.000	2.276.480
Section 25.4 – Bâtiments publics – Compétences propres Frais de déménagement des services publics (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	25.4.12.300	3.000.000	6.000.000
	1995	25.4.12.300	3.000.000	5.094.619
	1996	25.4.12.300	4.000.000	13.717.073
	1997	25.4.12.300	4.000.000	8.500.630
	1998	25.4.12.300	6.000.000	12.799.927

Tableau 7: *Choix de crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%*

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
	00 – MINISTERE D'ETAT			
	Section 00.3 – Gouvernement			
00.3.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	64.965.699	49.965.699
00.3.12.310	Indemnisation des dégâts matériels causés à des voitures privées utilisées pour des voyages de service (gouvernement et autres administrations) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	1.001.798	501.798
00.3.12.350	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000	6.321.948	5.971.948
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION			
	Section 01.0 – Dépenses générales			
01.0.11.320	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne – Frais de personnel: rémunération du personnel supplémentaire; indemnités pour services extraordinaires; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	14.000.000	27.999.946	13.999.946
01.0.12.300	Fabrication de passeports et de visas sous forme d'autocollants (Crédit non limitatif)	2.000.000	11.004.297	9.004.297
01.0.12.391	Frais d'organisation de la réunion ministérielle de l'OTAN au printemps de 1998 (Crédit non limitatif)	20.000.000	86.220.141	66.220.141
	Section 01.3 – Relations internationales – Coopération au développement et autres actions			
01.3.93.000	Alimentation du fonds de la coopération au développement (Crédit non limitatif)	1.710.000.000	2.710.000.000	1.000.000.000
	02 – MINISTERE DE LA CULTURE			
	Section 02.2 – Musée national d'histoire et d'art			
02.2.12.220	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence): dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	13.998.236	8.998.236

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
02.5.33.000	Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel Exposition photographique „The Family of Man“ à Clervaux: participation de l'Etat aux frais de gestion et d'animation de l'exposition (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	1.342.000	1.337.000
03.0.11.150	03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 03.0 – Fonction publique et Réforme administrative – Dépenses diverses Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	1.011.120	1.001.120
03.0.11.170	Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000	1.136.265	1.056.265
03.0.12.110	Honoraires d'avocats pour les actions judiciaires ordonnées par l'administration (Crédit non limitatif)	300.000	1.212.342	912.342
03.0.62.010	Transfert de cotisations à la caisse de pension des employés privés en exécution du chapitre II de la législation ayant pour objet la coordination des régimes de pension: assurance rétroactive et transfert de cotisations aux institutions internationales. Rachat, conformément au chapitre VII de la loi précitée, des pensions échues au 31.12.1987 en application de l'ancien article 16 de la loi du 16.12.1963 par le versement d'une valeur en capital (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	45.000.000	122.925.627	77.925.627
04.0.12.140	04 – MINISTERE DES FINANCES Section 04.0 – Dépenses générales Promotion de la place financière: frais de publicité et de commercialisation à l'étranger de la place financière du Luxembourg (brochures, études, participation à et organisation de manifestations dans l'intérêt du développement de la place financière) (Crédit non limitatif)	250.000	831.081	581.081
04.0.12.300	Institutions financières internationales: dépenses diverses en relation avec les parts contributives du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources ou avec la tenue des assemblées annuelles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400.000	820.000	420.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	Section 04.1 – Contributions directes et métrologie			
04.1.12.110	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	4.004.315	3.504.315
04.1.12.310	Frais de poursuite et d'instance pour le recouvrement des contributions; frais hypothécaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	405.871	355.871
	Section 04.2 – Enregistrement et domaines			
04.2.11.131	Indemnités des préposés des caisses de consignations (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000	158.278	78.278
04.2.12.310	Frais de poursuite et d'instance; frais hypothécaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	6.312.324	2.281.324
04.2.12.360	Carnet d'avertissements taxés et carnets de convocation (Crédit non limitatif)	850.000	1.686.764	836.764
04.2.36.050	Restitutions de droits d'enregistrement (article 17 de la loi du 17.8.1935) et autres; remboursement aux tiers intéressés des dommages-intérêts et droits fraudés recouvrés sur les condamnés (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000.000	152.018.925	52.018.925
	05 – MINISTERE DES FINANCES: BUDGET			
	Section 05.0 – Dépenses générales			
05.0.12.120	Domaines de l'Etat: Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	250.000	381.603	131.603
05.0.12.310	Crédit commun: dépenses sur exercices clos (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	961.795	906.995
	Section 05.1 – Chambre des comptes			
05.1.11.131	Jetons de présence des conseillers suppléants (Crédit non limitatif)	100.000	218.782	118.782
05.1.12.110	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	77.280	67.280

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	06 – MINISTÈRE DES FINANCES: DETTE PUBLIQUE			
	Section 06.0 – Dette publique			
06.0.91.005	Alimentation du fonds spécial pour le service de la dette publique: amortissements (Crédit non limitatif)	115.058.000	2.159.191.318	2.044.133.318
06.0.93.000	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg: intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	11.023.748	9.023.748
06.0.93.001	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds de rénovation de la vieille ville: intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	5.283.598	3.283.598
	08 – MINISTÈRE DE LA FORCE PUBLIQUE			
	Section 08.0 – Force publique – Dépenses générales			
08.0.11.300	Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000	4.717.978	2.217.978
08.0.34.040	Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954; dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance; honoraires des avocats; dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	1.231.679	731.679
	Section 08.1 – Armée			
08.1.11.071	Dépenses résultant de l'affiliation des volontaires à la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000.000	118.420.387	68.420.387
08.1.11.080	Frais médicaux et funéraires divers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	2.952.566	1.952.566
08.1.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	100.000	1.464.972	1.364.972
	Section 08.2 – Gendarmerie			
08.2.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	1.500.000	8.218.910	6.718.910

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	Section 08.3 – Police			
08.3.11.090	Indemnité de poste et de logement du personnel à l'étranger (Crédit non limitatif)	1.472.000	2.703.761	1.231.761
08.3.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	1.000.000	6.751.640	5.610.640
08.3.12.360	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes (Crédit non limitatif)	200.000	330.828	118.828
	10 – MINISTERE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS			
	Section 10.2 – Centre sportif national de natation			
10.2.11.130	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	60.000	210.000	150.000
	11/12 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
	Section 11.6 – Recherche scientifique et recherche appliquée			
11.6.33.001	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des activités communautaires ayant trait aux fonds structurels (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	17.158.000	12.158.000
	Section 12.0 – Education différenciée			
12.0.33.000	Participation de l'Etat aux frais de personnel suppléant engagé dans les instituts gérés par des associations privées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	279.959	229.959
	Section 12.5 – Enseignement secondaire technique			
12.5.12.301	Jurys d'examen et commissions d'études: fournitures diverses (Crédit non limitatif)	20.000	328.888	308.888
	13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE			
	Section 13.2 – Solidarité			
13.2.34.012	Secours du chef de pertes et dégâts essayés à la suite de catastrophes naturelles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000	346.900	246.900

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
13.3.12.100	Section 13.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers Foyers d'accueil: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	1.766.000	3.906.125	2.140.125
13.3.33.012	Accueil de réfugiés: fonctionnement des foyers d'accueil; entretien des réfugiés et des demandeurs d'asile (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000.000	164.991.705	84.991.705
14.2.12.303	14 – MINISTERE DE LA SANTE Section 14.2 – Laboratoire national de santé Frais d'analyses à l'étranger (Crédit non limitatif)	400.000	1.963.551	1.563.551
16.2.12.303	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI Section 16.2 – Inspection du travail et des mines Frais pour la réalisation de projets cofinancés par la Commission Européenne et relatifs au domaine de la santé et de la sécurité au travail (Crédit non limitatif)	5.000	2.854.997	2.849.997
17.1.12.131	17/18 – MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale Mise à jour de la législation nationale et internationale sur la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	1.146.182	646.182
17.4.12.150	Section 17.4 – Conseil supérieur des assurances sociales Frais d'expertises médicales et frais de déplacement y relatifs (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	210.000	343.555	133.555
17.8.12.120	Section 17.8 – Assurance dépendance Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	100.000	8.958.700	8.858.700

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL			
	Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales			
19.1.12.300	Frais de stockage public et autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention pour le compte des communautés européennes	5.000	14.582.397	14.577.397
19.1.12.330	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	Contribution de l'Etat aux frais de mise en place du système informatique d'étiquetage de la viande bovine dans les abattoirs (règlement (U.E.) No 820/97 du Conseil)	600.000	1.439.453	839.453
	(Crédit non limitatif)			
	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture			
19.2.14.012	Travaux extraordinaires de nettoyage et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux embouchures des cours d'eau non navigables ni flottables aux abords de la Moselle canalisée	100.000	1.762.591	1.662.591
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	Section 19.5 – Administration des services vétérinaires			
19.5.53.031	Subsides pour pertes de bétail essayées à la suite de maladies infectieuses	150.000	262.060	112.060
	(Crédit non limitatif)			
	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE			
	Section 20.0 – Economie			
20.0.31.050	Mesures et interventions en vue de maintenir et de stimuler l'activité industrielle, de sauvegarder l'emploi, de favoriser l'adaptation et le développement d'entreprises de production de biens et de services, de faciliter leur établissement ou leur extension: subventions, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses	6.500.000	27.976.076	21.476.076
	(Crédit non limitatif)			
	22 – MINISTERE DES COMMUNICATIONS			
	Section 22.0 – Communications – Dépenses générales			
22.0.12.120	Frais d'experts et d'études	500.000	25.236.909	24.736.909
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS			
	Section 23.2 – Transports routiers			
23.2.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	2.000.000	12.414.707	10.414.707
	Section 23.7 – Garage du gouvernement			
23.7.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs (Crédit non limitatif)	4.400.000	9.780.288	5.380.288
	24 – MINISTERE DE L'ENERGIE			
	Section 24.0 – Energie – Dépenses générales			
24.0.53.000	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie. – Mise en valeur d'énergies alternatives et technologies nouvelles; subventions en capital (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	14.991.908	11.991.908
	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS			
	Section 25.4 – Bâtiments publics – Compétences propres			
25.4.12.089	Travaux d'adaptation dans les immeubles loués par l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	39.988.527	29.988.527
25.4.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	8.223.587	4.223.587
25.4.12.300	Frais de déménagement des services publics (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.000.000	12.799.927	6.799.927
	29 – MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE			
	Section 29.0 – Promotion féminine			
29.0.12.301	Projets européens dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.200.000	3.676.095	1.368.095

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
	32 – MINISTERE DE LA CULTURE			
	Section 32.0 – Affaires culturelles			
32.0.74.070	Acquisition d'objets historiques et archéologiques (Crédit non limitatif)	1.000.000	18.866.558	17.866.558
	34 – MINISTERE DES FINANCES			
	Section 34.0 – Relations financières internationales			
34.0.84.096	Fonds monétaire international: Participation du Grand-Duché à la facilité d'ajustement structurel (ESAF) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.000.000	70.893.800	34.893.800
	35 – MINISTERE DES FINANCES: BUDGET			
	Section 35.0 – Domaine de l'Etat			
35.0.71.040	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000.000	81.490.191	61.490.191
35.0.71.050	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000.000	334.240.544	184.240.544
	38 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE			
	Section 38.0 – Force publique			
38.0.54.060	Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'O.T.A.N. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	2.072.099	1.572.099
	44 – MINISTERE DE LA SANTE			
	Section 44.0 – Santé – Travaux sanitaires et cliniques			
44.0.93.000	Alimentation du fonds des investissements sanitaires et hospitaliers (Crédit non limitatif)	800.000.000	2.650.000.000	1.499.982.793
	45 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT			
	Section 45.0 – Protection de l'environnement			
45.0.93.000	Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement (Crédit non limitatif)	1.350.000.000	2.850.000.000	1.500.000.000

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
	53 – MINISTÈRE DES TRANSPORTS			
	Section 53.0 – Chemins de fer			
53.0.93.000	Alimentation du fonds du rail (Crédit non limitatif)	300.000.000	1.800.000.000	1.500.000.000
53.0.93.001	Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux (Crédit non limitatif)	25.000.000	1.025.000.000	1.000.000.000
	55 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS			
	Section 55.0 – Ponts et chaussées			
55.0.71.000	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.696.378	696.378
	Section 55.1 – Fonds des routes			
55.1.93.000	Alimentation du fonds des routes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000.000	3.000.000.000	2.500.000.000
	Section 55.2 – Bâtimens publics			
55.2.72.013	Bâtimens loués aux institutions internationales: travaux de construction, de transformation et de remise en état (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000.000	163.891.788	63.891.788
	Section 55.3 – Fonds d'investissements publics			
55.3.93.000	Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000.000	3.300.000.000	2.500.000.000
55.3.93.001	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	725.000.000	4.725.000.000	4.000.000.000
55.3.93.003	Alimentation du fonds pour la loi de garantie (Crédit non limitatif)	5.000.000	805.000.000	800.000.000

Tableau 8: Dépassements dus à l'alimentation de fonds spéciaux dont une des causes réside dans l'affectation des plus-values de recettes de l'exercice 1998

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION			
	Section 01.3 – Relations internationales – Coopération au développement et autres actions			
01.3.93.000	Alimentation du fonds de la coopération au développement (Crédit non limitatif)	1.710.000.000	2.710.000.000	1.000.000.000
	06 – MINISTERE DES FINANCES			
	Section 06.0 – Dette publique			
06.0.93.000	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg; intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	11.023.748	9.023.748
06.0.93.001	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat; par le fonds de rénovation de la vieille ville; intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	5.283.598	3.283.598
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR			
	Section 09.0 – Finances communales			
09.0.93.000	Alimentation du fonds communal de dotation financière (article 38 de la loi modifiée du 22.12.1987) (Crédit non limitatif)	8.831.400.000	8.954.098.999	122.698.999
	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI			
	Section 16.4 – Fonds pour l'emploi			
16.4.93.000	Versement au fonds pour l'emploi du produit des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le revenu des collectivités (Crédit non limitatif)	2.575.000.000	2.765.461.465	190.461.465

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
44.0.93.000	44 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ Section 44.0 – Santé – Travaux sanitaires et cliniques Alimentation du fonds des investissements sanitaires et hospitaliers (Crédit non limitatif)	800.000.000	2.650.000.000	1.499.982.793
45.0.93.000	45 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT Section 45.0 – Protection de l'environnement Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement (Crédit non limitatif)	1.350.000.000	2.850.000.000	1.500.000.000
53.0.93.000	53 – MINISTÈRE DES TRANSPORTS Section 53.0 – Chemins de fer Alimentation du fonds du rail (Crédit non limitatif)	300.000.000	1.800.000.000	1.500.000.000
53.0.93.001	Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux (Crédit non limitatif)	25.000.000	1.025.000.000	1.000.000.000
55.1.93.000	55 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS Section 55.1 – Fonds des routes Alimentation du fonds des routes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000.000	3.000.000.000	2.500.000.000
55.3.93.000	Section 55.3 – Fonds d'investissements publics Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000.000	3.300.000.000	2.500.000.000
55.3.93.001	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	725.000.000	4.725.000.000	4.000.000.000
55.3.93.003	Alimentation du fonds pour la loi de garantie (Crédit non limitatif)	5.000.000	805.000.000	800.000.000

III. LES RESTANTS D'EXERCICES ANTERIEURS

Les crédits pour restants d'exercices antérieurs sont destinés à la régularisation et au paiement de dépenses engagées au cours d'un exercice antérieur, pour lesquelles le budget de l'exercice en question ne prévoyait pas de crédits ou de crédits suffisants.

Ces crédits servent, d'une part, à la régularisation des ordonnances de paiement provisoires émises en application de l'article 29 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat qui dispose que lorsque l'urgence d'un paiement est extrême et telle que tout retard pourrait compromettre le service de l'Etat et porter atteinte à l'ordre public, l'ordonnance de paiement peut être émise provisoirement ensuite d'un avis motivé du Conseil de Gouvernement, la Chambre des comptes entendue en son avis.

Les crédits pour restants d'exercices antérieurs permettent, d'autre part, de payer des dépenses qui appartiennent à des exercices précédents. D'un côté, certains paiements ont pu, pour des raisons diverses, sortir du cadre annuel auquel ils appartenaient de par leur engagement. D'un autre côté, le Gouvernement a pu être obligé d'effectuer des dépenses alors que des crédits n'étaient pas prévus, que les crédits prévus étaient épuisés ou que des transferts étaient impossibles. Si ces paiements n'étaient pas urgents et ne rentraient donc pas dans le schéma fixé à l'article 29 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat, ils sont effectués dans un budget subséquent à charge de crédits votés spécialement à cet effet.

Du fait que le montant total des restants d'exercices est généralement connu au moment de l'élaboration du projet de budget, les sommes liquidées devraient correspondre, en principe, aux crédits votés.

Les opérations effectuées en 1998 à charge des articles budgétaires libellés „Restants d'exercices antérieurs“ se présentent de la façon suivante:

Tableau 9: *Gestion des restants d'exercices antérieurs*

<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Modifications</i>	<i>Liquidations</i>
00 – Ministère d'Etat	102.000	0	101.792
01 – Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur	2.548.000	4.900	2.552.149
02 – Ministère de la Culture	7.703.000	0	6.641.717
04 – Ministère des Finances	2.022.000	0	2.021.145
05 – Ministère des Finances: Budget	44.302.000	0	44.112.578
07 – Ministère de la Justice	11.216.000	0	10.483.172
08 – Ministère de la Force publique	14.774.000	959.000	13.980.373
09 – Ministère de l'Intérieur	3.624.000	0	3.622.477
11/12 – Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle	156.123.000	0	156.119.736
13 – Ministère de la Famille et de la Solidarité	4.225.000	0	2.733.372
14 – Ministère de la Santé	9.981.000	0	9.952.838
15 – Ministère de l'Environnement	14.000	0	13.357
16 – Ministère du Travail et de l'Emploi	1.968.000	0	1.906.174
17/18 – Ministère de la Sécurité sociale	385.000	0	378.006
19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	5.876.000	0	5.756.975
20 – Ministère de l'Economie	430.000	23.000	452.206
21 – Ministère des Classes moyennes et du Tourisme	4.231.000	0	3.220.997
23 – Ministère des Transports	38.551.000	0	38.172.032
24 – Ministère de l'Energie	28.000	0	27.060
25 – Ministère des Travaux publics	16.430.000	0	16.395.260
26 – Ministère du Logement	136.000	0	115.098
53 – Ministère des Transport	40.000	0	0
Totaux:	324.709.000	986.900	318.758.514

*

IV. LES ORDONNANCES PROVISOIRES

L'article 104, alinéa 2, de la Constitution ainsi que l'alinéa 1er de l'article 1er de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat énoncent le principe de l'universalité budgétaire. La portée en est que le budget et les comptes généraux de l'Etat doivent comprendre toutes les recettes et dépenses à effectuer, voire effectuées, par le Trésor pendant l'exercice correspondant.

Une dérogation légale au principe de l'universalité du budget consiste dans l'émission d'ordonnances provisoires. Ainsi, l'article 29 de la loi précitée prévoit que „lorsque l'urgence d'un paiement est extrême et telle que tout retard pourrait compromettre le service de l'Etat et porter atteinte à l'ordre public, l'ordonnance de paiement peut être émise provisoirement ensuite d'un avis motivé du Conseil de Gouvernement, la Chambre des comptes entendue en son avis, qui sera donné sans retard. (...) L'ordonnance provisoire sera soumise au visa du ministre des Finances si elle n'émane pas de lui. La Chambre des comptes en reçoit immédiatement connaissance et enregistre la dépense sous réserve de justification ultérieure.“

L'article 29 prévoit en outre qu'„à la fin de l'exercice, le Gouvernement soumettra à la Chambre des députés un relevé des ordonnances provisoires qui auraient été émises contrairement à l'avis de la Chambre des comptes, en indiquant la raison justificative de chaque ordonnance“.

Quant à la régularisation des ordonnances provisoires, l'article 29 dispose que „les ordonnances provisoires sont à régulariser au plus tard avant l'expiration de l'exercice budgétaire qui suit l'époque de leur émission. Le Gouvernement communiquera à la Chambre des députés un relevé de toutes les ordonnances dont la régularisation serait restée en souffrance, en justifiant des retards.“

En exécution de cette disposition, l'avis de la Chambre des comptes avait été sollicité sur l'émission de 6 ordonnances de paiement provisoires portant sur un montant total de 24.654.075 LUF.

A cinq reprises, la Chambre des comptes avait donné un avis favorable. Dans trois cas la vérification matérielle des pièces communiquées avait donné lieu à des observations ayant trait à l'absence de l'autorisation du ministre des Finances prévue à l'article 29 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat ainsi qu'à la production de pièces (factures, déclarations) originales.

La régularisation de ces ordonnances par le biais de restants d'exercices antérieurs inscrits au budget de l'Etat pour l'exercice 1999 n'avait pas donné lieu à observation.

Tableau 10: Ordonnances de paiement provisoires

<i>Exercice</i>	<i>Ordonnances avisées favorablement</i>		<i>Ordonnances avisées défavorablement</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant total</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant total</i>
1989	172	63.743.145	44	13.525.236
1990	424	130.649.136	7	884.631
1991	119	10.722.725	28	528.508
1992	24	30.848.590	3	5.847.747
1993	28	4.923.576	3	632.469
1994	11	24.404.284	1	1.008.000
1995	108	20.123.860	0	0
1996	7	6.051.921	0	0
1997	13	80.301.532	1	3.500.000
1998	5	21.415.886	1	3.238.189

En 1998, une ordonnance provisoire avait été avisée défavorablement par la Chambre des comptes:

Le Gouvernement en conseil avait autorisé en sa séance du 31 juillet 1998 par voie de marché de gré à gré l'élaboration d'une campagne d'information et de sensibilisation dans le cadre de l'introduction de l'assurance dépendance dont le montant ne pouvait pas dépasser 9.000.000 LUF. Une première facture

au montant de 2.497.600 LUF avait été liquidée au profit d'une agence de publicité à charge de l'article 17.8.12.130 libellé *Frais de publication*, doté de 3 millions LUF.

Le 3 décembre 1998, l'avis de la Chambre des comptes avait été demandé conformément à l'article 29 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat au sujet d'une ordonnance provisoire au montant de 3.238.189 LUF émise dans le cadre de cette campagne. L'autorisation était motivée par le fait que le budget des dépenses de l'exercice 1998 n'aurait pas prévu un crédit spécifique pour la réalisation de la campagne et que le solde au montant de 502.400 LUF de l'article budgétaire 17.8.12.130 serait réservé aux frais d'impression d'une brochure.

Une note du 2 décembre 1998 du ministère de la Sécurité sociale annexée en tant que pièce à l'appui de l'ordonnance provisoire faisait état d'une facture se chiffrant à 2.783.200 LUF, laquelle avait été contestée par la chargée de direction de la Cellule d'évaluation et d'orientation vu que les travaux se rapportant au „tool de présentation multimédia“ n'avaient pas encore été entièrement terminés. C'était pourquoi les responsables du ministère de la Sécurité sociale avaient pris la décision de fractionner le montant facturé de 2.783.200 LUF et de le liquider en deux fois au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Dans son avis du 4 décembre 1998, la Chambre des comptes avait relevé une discordance entre le montant figurant, d'une part, sur le projet d'arrêté non daté du Gouvernement en conseil ainsi que sur l'autorisation du 11 novembre 1998 du ministre du Budget, en l'occurrence 6.021.389 LUF, et, d'autre part, le montant total des trois factures présentées comme pièces à l'appui, à savoir 3.238.189 LUF.

Comme la facture au montant de 2.783.200 LUF précitée faisait défaut au moment de la présentation de l'ordonnance provisoire, la Chambre des comptes avait émis un avis négatif.

Dans sa séance du 9 décembre 1998, le Gouvernement en conseil avait redressé le montant figurant sur le projet d'arrêté et avait autorisé l'émission d'une ordonnance de paiement provisoire de 3.238.189 LUF correspondant au total des trois factures communiquées à la Chambre des comptes.

Or, le budget de l'Etat pour l'exercice 1999 avait prévu un crédit pour restants d'exercices antérieurs (17.8.12.640) au montant de 6.021.000 LUF destiné à régulariser l'ordonnance provisoire au montant de 3.238.189 LUF.

En examinant les liquidations à charge de cet article budgétaire, la Cour des comptes constate que 3.238.189 LUF correspondant au montant de l'ordonnance provisoire y avaient été imputés. Cependant, il y a lieu de noter qu'un montant de 1.391.600 LUF (50% de 2.783.200 LUF) relatif à des travaux réalisés dans le cadre du marché de gré à gré précité avait également été imputé à charge de cet article budgétaire sans que la Chambre des comptes n'eût été saisie d'une nouvelle ordonnance provisoire.

*

V. LES COMPTABLES EXTRAORDINAIRES

Avant le 1er janvier 2000, la réglementation concernant les comptables extraordinaires était régie par la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat.

L'article 30 de cette loi permet la mise à disposition de fonds à un fonctionnaire de l'Etat ou à une personne de confiance pour un service public à exécuter en régie, de même que pour les dépenses urgentes du service militaire, ou d'autres dépenses analogues. L'article précité dispose que le paiement par des comptables extraordinaires n'est autorisé que pour des dépenses qui, par leur nature, leur exigüité, leur urgence ou en raison du grand nombre de parties prenantes, justifient un procédé plus simple et plus rapide que le mode de la liquidation directe.

La loi règle également les conditions et les délais de reddition des comptes, les sanctions à prendre à l'égard des retardataires ainsi que la procédure de contrôle. Selon l'article 30 prémentionné, la Chambre des comptes est appelée à statuer sur les comptes des comptables extraordinaires dans le délai de deux mois à dater de la production des pièces et elle joint à son rapport annuel un rapport circonstancié sur la situation des comptes.

Ce système particulier de surveillance et de contrôle des comptables extraordinaires est nécessaire puisque la procédure du paiement par ces derniers constitue une exception au principe de base régissant l'exécution du budget des dépenses qui est celui de la distinction entre l'ordonnateur, le contrôleur et le comptable. Normalement, l'engagement et l'ordonnancement appartiennent au membre du Gouvernement ou de son délégué, la liquidation à la Cour des comptes et le paiement au comptable, c.-à-d. à la Trésorerie de l'Etat. Exceptionnellement, l'ensemble de ces actes, en principe clairement délimités, sont attribués à et exercés par une seule personne, à savoir le comptable extraordinaire. Les contrôles s'exécutent dans ce cas de figure a posteriori.

Au cours de l'exercice budgétaire 1998, des fonds d'un montant total de 6.054.430.879 LUF ont été mis à la disposition de 134 comptables extraordinaires.

Tableau 11: Totaux des fonds mis à la disposition des comptables extraordinaires

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Montant total en francs</i>
1989	89	3.117.753.270
1990	97	3.639.217.915
1991	106	4.044.784.916
1992	103	4.047.691.302
1993	100	4.600.585.795
1994	116	5.837.800.143
1995	117	4.376.702.571
1996	118	6.732.269.787
1997	119	7.004.664.268
1998	134	6.054.430.879

D'après l'article 30 de la loi précitée, les comptables extraordinaires sont tenus de rendre compte de l'emploi des fonds qui ont été mis à leur disposition dans un délai à indiquer sur l'ordonnance de paiement et qui ne peut pas dépasser la durée de l'exercice.

Cependant, à la clôture de l'exercice 1998, fixée au 30 avril 1999, 47 comptables extraordinaires n'avaient pas encore présenté leurs comptes à la Chambre des comptes, qui n'a partant pas pu statuer dans les délais légaux sur 472 comptes pour un montant total de 489.467.113 LUF, soit 8,1% du total des fonds alloués aux comptables extraordinaires en 1998.

*Tableau 12: Les comptes non présentés à la Chambre des comptes
endéans les délais légaux*

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de comptes</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en LUF</i>
1989	33	118	315	165.511.935
1990	41	128	364	202.312.737
1991	48	389	1.079	470.802.928
1992	43	297	848	396.517.180
1993	30	241	719	402.837.739
1994	31	316	1.055	1.836.342.066
1995	39	243	735	347.761.152
1996	41	289	901	465.824.736
1997	41	276	982	563.370.752
1998	47	472	1.238	489.467.113

Les comptes non présentés à la clôture de l'exercice 1998 se répartissent entre les ministères concernés de la façon suivante:

*Tableau 13: Ventilation des comptes relatifs à l'exercice 1998
non encore présentés le 30 avril 1999*

<i>Ministère</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en LUF</i>
Affaires étrangères	32	1.203	426.422.619
Culture	1	1	624.654
Economie et Classes moyennes	2	8	13.302.610
Etat	2	2	35.000
Finances	3	3	6.275.000
Force publique	1	2	5.337.270
Famille	1	1	9.000.000
Justice	2	3	19.500.000
Tourisme	1	2	800.000
Travaux publics	2	3	8.169.960
Total	47	1.238	489.467.113

A la fin du mois d'octobre 2000, 25 comptables extraordinaires n'ont toujours pas rendu compte de 136 crédits pour un montant de 93.412.187 LUF qui leur avaient été alloués en 1998.

Tableau 14: Comptes non présentés au 31 octobre 2000

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de comptes</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en LUF</i>
1989	0	0	0	0
1990	2	2	2	92.258
1991	6	9	17	5.305.546
1992	4	6	10	1.939.700
1993	8	15	39	12.123.893
1994	5	5	9	5.363.789
1995	7	9	34	20.488.466
1996	7	12	33	9.812.083
1997	20	32	122	85.857.815
1998	25	52	136	93.412.187

Pour la période allant de 1989 à 1998, le nombre total de crédits pour lesquels il n'a pas encore été rendu compte s'élève à 402 pour un montant de 234.395.737 LUF. Il importe de relever que bon nombre de comptables extraordinaires, ayant rendu compte, n'ont pas encore reçu décharge alors qu'aucune suite n'a été donnée aux observations formulées par la Chambre des comptes, voire la Cour des comptes.

*

VI. LES MARCHES PUBLICS

La Cour des comptes rappelle qu'en date du 25 octobre 2000, elle a émis sur demande de la Chambre des députés un avis sur le projet de réforme de la législation en matière de marchés publics.

Dans cet avis, la Cour des comptes a énoncé, entre autres, une série de principes fondamentaux qui doivent trouver application en la matière.

La législation actuelle sur les marchés publics

Le cadre légal sur les marchés publics est déterminé par les dispositions des articles 36 à 38 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat ainsi que par celles de la loi modifiée du 4 avril 1974 concernant le régime des marchés publics de travaux et de fournitures.

Quant au cadre réglementaire, il y a lieu de citer les règlements grand-ducaux modifiés respectivement du 2 janvier 1989 et du 10 janvier 1989 concernant, entre autres, l'introduction d'un cahier général des charges pour l'Etat et pour les communes ainsi que les règlements grand-ducaux modifiés respectivement du 16 août 1974 et du 30 septembre 1993 portant exécution des articles 38 sous b) et 36 sous 2° a) de la loi du 27 juillet 1936 précitée. En ce qui concerne ces derniers règlements, le premier fixe le montant total estimé du marché à partir duquel le paiement d'avances, à titre de provision, est possible, alors que le deuxième prévoit les seuils maxima au-dessous desquels les marchés publics peuvent être passés respectivement par adjudication restreinte et marché de gré à gré.

Le dispositif réglementaire ci-dessus est en outre complété par les règlements grand-ducaux respectivement du 27 janvier 1994 et du 2 janvier 1996 portant application en droit national des directives communautaires en matière de marchés publics. Dans ce contexte, la Cour des comptes renvoie au rapport de la Chambre des comptes sur les comptes généraux de l'exercice 1995 qui a présenté les points saillants des directives ainsi intégrées.

La passation des marchés publics

La passation des marchés publics pour compte de l'Etat est régie par l'article 36 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat et repose essentiellement sur les principes d'accessibilité, de concurrence et d'égalité de traitement des adjudicataires ainsi que sur l'obligation de respecter les intérêts du Trésor par la mise en oeuvre d'une bonne gestion budgétaire.

La mise en application de ces principes a conduit le législateur de retenir l'adjudication publique comme règle générale pour la passation de tous les marchés de travaux, de fournitures et de services pour compte de l'Etat. En régime de concurrence, chaque entreprise intéressée peut soumettre une offre suite à la publication d'un avis d'adjudication.

Cependant, la règle de la soumission publique souffre d'une panoplie de possibilités de dérogation. L'article 36 sous 2° énumère en effet tous les cas de figure où il peut être procédé soit par adjudication restreinte, soit par marché de gré à gré.

Sur base des dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics, la Cour des comptes présente au tableau ci-après l'évolution du nombre total des marchés publics passés par l'Etat ainsi que la ventilation de ce nombre suivant les trois types de procédures prévues par la législation au cours de la période allant de 1990 à 1998.

Tableau 15: *Marchés conclus par l'Etat de 1990 à 1998*

Exercice	Soumissions publiques		Soumissions restreintes		Marchés de gré à gré		Total des marchés
1990	537	(33,04%)	76	(4,68%)	1.012	(62,28%)	1.625
1991	600	(33,28%)	35	(1,94%)	1.168	(64,78%)	1.803
1992	599	(34,19%)	54	(3,08%)	1.099	(62,73%)	1.752
1993	504	(38,68%)	20	(1,53%)	779	(59,79%)	1.303
1994	427	(36,56%)	33	(2,82%)	708	(60,62%)	1.168
1995	456	(38,10%)	34	(2,84%)	707	(59,06%)	1.197
1996	465	(40,90%)	34	(2,99%)	638	(56,11%)	1.137
1997	389	(33,91%)	30	(2,62%)	728	(63,47%)	1.147
1998	527	(41,63%)	26	(2,05%)	713	(56,32%)	1.266

L'Etat a passé en 1998 un total de 1.266 marchés, soit une augmentation de 10,4% par rapport à 1997. Dans 527 cas, soit 41,63%, les marchés ont été passés suite à une mise en concurrence. Le recours à la procédure de la soumission restreinte a été constaté dans 26 cas, soit 2,05%.

Le nombre des marchés de gré à gré se chiffre à 713 unités, soit 56,32% de tous les marchés conclus.

En comparant le nombre des soumissions publiques de 1998 à celui de 1997, on constate une nette augmentation, à savoir 138 unités (+ 46,9%). Cette progression s'explique en grande partie par la mise en oeuvre de la politique gouvernementale de poursuivre le développement et la modernisation des infrastructures publiques, surtout scolaires et autoroutières. En effet, ces types de travaux sont adjugés après soumission publique.

Le tableau 16 montre l'évolution des différents types de marchés conclus par le Ministère des Travaux publics – Administrations des Ponts et Chaussées et Bâtiments publics – de 1997 à 1998 et l'importance relative de ce même département ministériel dans le total des marchés conclus par l'Etat.

Tableau 16: *Importance relative du Ministère des Travaux publics*

	1997	1998	Variation en % 1997/1998	Marché de l'Etat en 1998	Part des T. P. en 1998
Soumissions publiques	254	373	+ 46,9%	527	70,8%
Soumissions restreintes	7	10	+ 42,9%	26	38,5%
Marchés de gré à gré	313	280	- 10,5%	713	39,3%
Totaux:	574	663	+ 15,5%	1.266	52,4%

Il ressort du tableau ci-dessus que les administrations des Ponts et Chaussées et des Bâtiments publics, à elles seules, ont passé 52,4% (663 unités) des marchés relaiés par l'Etat en 1998. Pour ce qui est respectivement des soumissions publiques et des marchés de gré à gré, la part relative attribuable aux administrations précitées se chiffre à 70,8% (373 unités) et 39,3% (280 unités) pour cette même année.

Tableau 17: *Evolution des marchés de gré à gré de 1997 à 1998*

	Total des marchés de gré à gré	Département des Travaux publics	Autres départements ministériels
1997	728	313	415
1998	713	280	433
Variation en %	- 2,1%	- 10,5%	4,3%

De façon générale, la Cour des comptes constate que le nombre des marchés de gré à gré est en diminution de 2,1% (15 unités) de 1997 à 1998. Toutefois, si on fait abstraction du fait de la régression de

10,5% pour le Ministère des Travaux publics, il y a lieu de noter pour les autres départements ministériels une progression de 4,3%.

La Chambre des comptes a critiqué durant des années que le recours à la procédure d'exception était excessivement élevé pour conclure que le recours aux marchés de gré à gré est devenu la règle.

La Cour des comptes ne peut que réitérer cette critique. Si dans certains cas la conclusion d'un marché de gré à gré s'est justifiée au regard des exceptions prévues à l'article 36 sous 2°, tel n'a pas été le cas pour bon nombre d'autres. En effet, un examen systématique des motifs invoqués pour l'application de la procédure d'exception fait ressortir que ces motifs manquent de précision et sont le plus souvent peu convaincants. Dès lors, plusieurs des marchés auraient dû être attribués suite à une mise en concurrence préalable.

Le tableau ci-dessous répartit le nombre total des marchés conclus en 1998 suivant les départements ministériels dont ils sont issus.

Tableau 18: Marchés conclus par ministère en 1998

<i>Ministère</i>	<i>Soumissions publiques</i>	<i>Soumissions restreintes</i>	<i>Marchés de gré à gré</i>	<i>Total</i>
Etat	1	3	52	56
Affaires étrangères	0	5	0	5
Culture	25	1	63	89
Fonction publique et Réforme administrative	0	0	0	0
Finances <i>dont Budget</i>	5 0	0 0	3 1	8 1
Justice	5	0	0	5
Force publique	22	1	55	78
Intérieur	5	1	10	16
Education physique et des Sports	0	0	0	0
Education nationale	11	0	24	35
Famille et Solidarité	11	1	4	16
Santé	5	0	23	28
Aménagement du territoire	0	0	3	3
Environnement	3	1	15	19
Travail et Emploi	3	0	12	15
Sécurité sociale	1	0	5	6
Agriculture, Viticulture et Développement rural	28	0	19	47
Economie	0	1	33	34
Classes moyennes et Tourisme	0	0	7	7
Communications	20	1	58	79
Transports	8	1	37	46
Energie	0	0	2	2
Travaux publics	373	10	280	663
Pons et Chaussées	172	3	79	254
Bâtiments publics	201	7	201	409
Logement	0	0	3	3
Jeunesse	1	0	0	1
Promotion féminine	0	0	6	6
Total	527 (41,63%)	26 (2,05%)	713 (56,32%)	1.266 (100%)

La Cour des comptes présente au tableau ci-après suivant la ventilation des 713 marchés de gré à gré conclus par les pouvoirs adjudicateurs en 1998 par rapport aux motifs d'exception prévus à l'article 36 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat.

Tableau 19: Ventilation des marchés de gré à gré suivant les motifs d'exception

Prestations scientifiques ou artistiques (art. 36, 2°b)	67
Spécialité (art. 36, 2°c)	215
Prestations supplémentaires (art. 36, 2°e) 1)	77
Nécessités techniques (art. 36, 2°e) 3)	132
Prix soustraits au jeu normal de la concurrence (art. 36, 2° e) 5)	121
Urgence (art. 36, 2°e) 7)	63
Armée (art. 36, 2°e) 8)	38
Total	713

La Chambre des comptes a relevé dans ses rapports antérieurs la pratique répréhensible de la régularisation „ex post“ de certains marchés de gré à gré. La Cour des comptes a constaté, lors de ses vérifications portant sur les marchés de gré à gré relatifs à l'exercice 1998, des cas où les prestations ont été entamées ou terminées, voire facturées sans respecter les préalables requis de l'article 36 sous 2°e). Une délibération motivée du Conseil de Gouvernement devant constater l'impossibilité de recourir à une adjudication publique a fait défaut. Une régularisation „ex post“ n'est intervenue dans ces cas que pour la forme.

La Cour des comptes donne à considérer que, d'une part, la circulaire du 18 décembre 1978 du ministre des Finances précisant que les autorisations d'adjuger les marchés autres que ceux qui sont passés par adjudication publique sont à demander au Gouvernement préalablement à leur conclusion, ainsi que, d'autre part, la circulaire du 21 décembre 1989 du Ministre des Travaux publics soulignant que la détermination du mode de passation doit précéder la conclusion du contrat et partant l'engagement de la dépense, n'ont pas été observées avec la rigueur nécessaire. Aussi la Cour des comptes est-elle d'avis qu'il importe de les rappeler périodiquement aux différents départements ministériels ainsi qu'aux administrations et services de l'Etat.

En effet, la pratique de l'approbation „ex post“ de marchés de gré à gré ne s'est pas améliorée en 1998. Si en 1997 la Chambre des comptes n'a été saisie que de 40 arrêtés du Conseil de Gouvernement, le nombre d'arrêtés „ex post“ se chiffre pour l'exercice 1998 à 59, soit 12,5% des marchés de gré à gré passés par les ministères repris au tableau 20.

Tableau 20: Marchés de gré à gré conclus ex post

<i>Ministère</i>	<i>Total des marchés</i>	<i>Approbation ex post</i>	<i>Montant</i>
Travail et Emploi	12	2	11.580.800
Travaux publics dont	280	22	109.745.837
<i>Ponts et Chaussées</i>	79	7	26.927.720
<i>Bâtiments publics</i>	201	15	82.818.117
Etat	52	13	11.081.102
Agriculture, Viticulture et Développement rural	19	4	8.995.772
Education nationale et Formation professionnelle	24	3	21.327.643
Culture	63	7	36.796.386
Classes moyennes et Tourisme	7	3	6.395.019
Santé	23	5	8.938.551
Total	480 (100%)	59 (12,29%)	214.861.110

La Cour des comptes présente un certain nombre d'exemples significatifs qui ont fait l'objet d'une procédure d'approbation „ex post“.

1. Depuis quelques années, l'Etat recourt à une société en vue de disposer de techniciens et d'un ingénieur technicien pour la planification, la surveillance et la réception des travaux relatifs aux grands projets d'investissement. Un premier marché de gré à gré a été conclu en avril 1997. Pour justifier le recours à la procédure du marché de gré à gré, la disposition prévue à l'article 36 sous 2^e) 5) a été invoquée, s'agissant de l'avis de l'ordonnateur de prestations de services dont les prix sont en fait soustraits au jeu normal de la concurrence.

Par arrêtés No 96.1261 respectivement du 8 mai 1998 du Conseil de Gouvernement et du 26 mai 1998 du ministre des Travaux publics, cette même société a été chargée, par contrat de gré à gré portant sur un montant annuel de 5.699.400 LUF (12% TVA comprise), de mettre à la disposition de la division des travaux neufs de l'administration des Bâtiments publics deux ingénieurs-techniciens supplémentaires pour élaborer et mettre en oeuvre des projets de construction comme l'extension de la Chambre des députés, du Centre Culturel et de Rencontre au Grund, du CIEPA à Esch-sur-Alzette et des lycées techniques de Diekirch et de Mersch. Pour passer ce deuxième marché, la disposition de l'article 36 sous 2^e) 5) a de nouveau été invoquée. Au cours du mois de juin 1998, la Chambre des comptes était saisie de 6 ordonnances de paiement au titre de rémunérations d'un montant total de 1.655.885 LUF. D'après les pièces justificatives y relatives il ressortait qu'un des deux ingénieurs techniciens avait déjà été engagé en octobre 1997 pour réaliser les travaux dont question ci-dessus et non au cours du mois de mai 1998 comme le laissaient apparaître les arrêtés à la base de ce deuxième marché.

De pareils marchés de gré à gré appellent de la part de la Cour des comptes les observations d'ordre général suivantes:

D'abord, il y a lieu de relever que certains contrats conclus entre l'Etat et des bureaux d'études prévoient une durée supérieure à quatre ans, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 37 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat qui prévoient que les membres du Gouvernement ne peuvent contracter pour un terme dépassant trois exercices, y non compris celui au cours duquel les contrats sont passés. Cette nécessité doit être constatée par une délibération motivée du Conseil de Gouvernement, le ministre des Finances entendu en son avis. Or, de telles décisions ne figurent parfois pas aux dossiers respectifs.,

Ensuite, la Cour des comptes insiste à ce que le recours à des prestations de service – notamment dans le cadre de contrats d'assistance technique voire scientifique – soit limité dans le temps et à des objets précis afin d'éviter que la mise à disposition par des bureaux d'études de personnel au profit de l'Administration centrale n'acquière un caractère permanent, auquel cas il serait notamment porté atteinte aux dispositions légales dites *numerus clausus* qui règlent les conditions de recrutement de personnel de l'Etat.

2. Par arrêté ministériel No 95.0960 du 23 octobre 1995, des travaux d'assainissement de la structure „façades-fenêtres“ à exécuter dans l'intérêt de l'Institut national des Sports à Luxembourg-Fetschenhof avaient été adjugés à une firme spécialisée en la matière.

En cours de route, il s'était avéré que des travaux d'assainissement supplémentaires au montant de 2.152.523 LUF (TVA comprise) devaient être réalisés. Les commandes afférentes avaient été effectuées „en majeure partie par les architectes mandatés sans toujours se rendre compte de l'envergure des montants engagés, omettant par là même d'entamer la procédure de leur approbation en temps utile“ tel qu'il ressort de l'arrêté du ministre des Travaux publics du 3 novembre 1998.

Si ces travaux supplémentaires sont susceptibles d'être réalisés par voie de marché de gré à gré sur base de l'article 36 sous 2^e) 1), la Cour des comptes relève toutefois que ces travaux auraient dû être commandés par le ministre ordonnateur et non pas par les architectes qui n'ont bien évidemment aucune compétence légale d'engager l'Etat.

3. Par arrêté du 19 décembre 1997, le Conseil de Gouvernement avait autorisé „ex post“ le Ministère des Travaux publics à conclure par voie de marché de gré à gré un 4^e avenant avec un bureau d'ingénieurs relatif à l'étude du tronçon Dudelange-Esch/Foetz de la Collectrice du Sud dont le coût se chiffrait à 14.217.592 LUF (TVA comprise).

La Cour des comptes constate qu'une étude d'une telle envergure a été réalisée sans que les dispositions légales en matière de marchés publics n'aient été observées en temps utile.

Pour ce qui est notamment des grands travaux d'infrastructures autoroutières, la Cour des comptes entend faire la remarque d'ordre générale suivante: En cours de réalisation, différents projets sont parfois soumis à des modifications considérables dues à des circonstances imprévues ou imprévisibles. Des études et travaux supplémentaires deviennent ainsi nécessaires. Or, il se trouve souvent que l'engagement des dépenses relatives à des prestations supplémentaires a été effectué sans autorisation préalable du pouvoir ordonnateur. Les arrêtés d'autorisation n'interviennent alors après coup que pour la forme.

4. Le 15 avril 1996, le ministère de la Culture a signé un contrat d'expertise et de coordination avec un consultant étranger chargé de réaliser une expertise sur le réaménagement de l'abbaye de Neumünster en Centre culturel de Rencontre. La mission comportait 12 opérations différentes. Leur mise en oeuvre devait faire l'objet d'un ou de plusieurs avenants, excepté la première opération, à savoir „élaborer des propositions définitives de programmation“ pour laquelle 15 journées entières avaient été prévues au contrat précité (date de réalisation: 30 juin 1996 au plus tard).

La rémunération correspondante était composée d'un forfait journalier de 35.000 LUF ainsi que d'un remboursement des frais de déplacement et de séjour sur base de pièces justificatives.

Le 12 septembre 1996, un premier avenant fut signé entre le ministère de la Culture et le consultant ayant pour objet de réaliser avant la fin de l'année 1996 deux autres opérations. Le temps de réalisation retenu était de 35 jours de travail pour chacune des deux opérations.

Suite à l'observation No 221/26 du 29 janvier 1997 de la Chambre des comptes, il s'est avéré qu'aucune autorisation de conclure un marché au sens de l'article 36 de la loi modifiée sur la comptabilité de l'Etat n'a été donnée préalablement ni à la signature du contrat de base ni à celle du premier avenant.

En effet, les arrêtés d'autorisation respectivement du Conseil de Gouvernement et du Premier Ministre, Ministre d'Etat portent les dates du 6 décembre 1996, voire du 16 janvier 1997.

A noter que pour 1996, le coût des prestations découlant du contrat se chiffrait à 2.720.000 LUF à charge d'un crédit budgétaire du ministère d'Etat étant donné que le budget des dépenses du ministère de la Culture ne disposait pas des fonds nécessaires pour supporter les frais en relation avec les travaux susmentionnés.

Dans sa séance du 20 décembre 1996, le Conseil de Gouvernement autorisait le ministère de la Culture à conclure un marché de gré à gré au montant de 5.136.000 LUF avec le même consultant afin que celui-ci pût poursuivre en 1997 les travaux de réaménagement et de mise en valeur de l'ancienne Abbaye de Neumünster en Centre Culturel de Rencontre. L'arrêté du Premier Ministre, Ministre d'Etat était daté au 14 janvier 1997.

A la base de ce second marché se trouvait un deuxième avenant signé entre parties le 17 décembre 1996 qui précisait que le consultant devait travailler 10 jours par mois à Luxembourg, soit 120 jours pour l'année 1997. Il était également prévu de rembourser le loyer et les charges d'un appartement pris en location dans la limite de 40.000 LUF par mois en lieu et place des frais d'hôtel et de restaurant.

Le 10 décembre 1997, la Chambre des comptes avait émis l'observation que par la liquidation d'une ordonnance de paiement au montant de 245.000 LUF les 120 jours de travail pour l'année 1997 et le montant de 5.136.00 LUF fixés à l'avenant précité se trouvaient dépassés. En effet, les montants liquidés se chiffraient à 5.047.942 LUF à la fin du mois d'octobre 1997.

Il est à relever que jusqu'à ce jour, aucune réponse n'a été donnée à cette observation. L'ordonnance a toutefois été annulée au cours de l'année 1998.

Pour l'exercice 1998, la Chambre des comptes a de nouveau été saisie, comme en 1996, d'un arrêté du Conseil de Gouvernement du 19 juin 1998 accordant „ex post“ une autorisation de procéder à la conclusion d'un marché de gré à gré au montant de 3.424.000 LUF avec le même consultant.

Ce troisième marché portait sur le troisième avenant au contrat initial, signé le 29 juin 1998, fixant, sous les mêmes conditions financières, un total de 80 jours de travail pour l'année 1998. A noter que la Chambre des comptes avait liquidé à charge du budget des dépenses du ministère de la Culture un montant total de 3.416.464 LUF au profit du consultant.

La Cour des comptes est d'avis qu'un suivi régulier ou continu de l'exécution de ce contrat d'expertise et de coordination au sein du ministère de la Culture aurait permis d'éviter les autorisations „ex post“ du Conseil de Gouvernement.

L'exécution des marchés publics

En ce qui concerne l'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, le contrôle s'effectue sur base des dispositions légales et réglementaires relatives à la comptabilité de l'Etat et sur base des clauses contractuelles découlant des cahiers des charges.

Il s'agit d'un contrôle portant sur la légalité et la régularité des dépenses résultant des obligations contractuelles ainsi que sur la vérification matérielle des pièces justificatives présentées.

Au cours de l'exercice 1998, la Chambre des comptes a formulé des observations ayant trait notamment

- à des dépassements de plus de 25% des quantités prévues,
- à l'inobservation des dispositions réglementaires en cas de paiement d'acomptes,
- au non-respect des délais d'exécution,
- à des erreurs matérielles et de calcul lors de la présentation de décomptes de réceptions provisoires et définitives relatives à des travaux publics d'une certaine envergure,
- à la conclusion de marchés de gré à gré supplémentaires approuvés ex post,
- à des pièces justificatives insuffisantes ou erronées,
- au double ordonnancement de factures déjà liquidées.

Atteinte définitive à la loi

Le 21 octobre 1997, le ministère des Travaux publics avait pris la décision de recourir aux services d'une agence de publicité. Selon l'arrangement conclu, cette dernière devait s'occuper de la publication des avis d'adjudication dans la presse indigène.

Dans sa séance du 6 mai 1998, la Chambre des comptes avait visé trois ordonnances de paiement au profit de l'agence de publicité avec l'observation que les prescriptions de l'article 36 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat étaient à documenter. Le montant total engagé à ce stade s'élevait à 464.272 LUF (hors TVA).

Dans sa réponse du 25 mai 1998, le ministère des Travaux publics était d'avis que les dispositions de l'article 36 de la loi précitée ne seraient pas applicables étant donné que l'agence de publicité n'obtenait de l'Etat aucune rémunération pour les services prestés. Les dispositions de l'article 36 n'entreraient en ligne de compte que si la rémunération pour les services dépassait le seuil de 400.000 LUF fixé par le règlement grand-ducal du 30 septembre 1993 portant exécution de l'article 36 sous 2 a) de la loi du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat.

Le 10 juin 1998, la Chambre des comptes insistait sur le fait que pour l'application des dispositions de l'article 36, le montant total du marché à conclure serait à prendre en considération.

Par lettre du 30 juillet 1998, le ministère des Travaux publics maintenait la prise de position de son ministère. Il relevait en plus qu'il s'agissait en l'occurrence d'une initiative de l'agence de publicité ayant offert ses services au ministère. Selon l'ordonnateur, il en résultait que l'agence de publicité serait titulaire en quelque sorte d'un droit d'auteur de façon à ce que les prestations fournies par l'agence ne devaient point faire l'objet d'une mise en adjudication publique.

Dans sa séance du 6 août 1998, la Chambre des comptes rejetait cette thèse et soulignait que conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi précitée et dans le respect de la libre concurrence sur le marché, chacune des firmes intéressées devrait avoir la possibilité de présenter l'offre qu'elle juge adéquate en vue de réaliser ces prestations de service.

Dans sa réponse du 19 août 1998, le ministère des Travaux publics a proposé de considérer l'affaire comme une atteinte définitive à la loi et de résilier l'arrangement conclu avec l'agence de publicité avec effet immédiat. La Chambre des comptes a liquidé des ordonnances de paiement pour un montant total de 3.076.547 LUF.

Le dossier a ensuite été transmis le 30 septembre 1998 à la Chambre des députés conformément à l'article 18 de la loi du 22 décembre 1997 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1998.

Les décomptes finaux à présenter à la Chambre des députés

Par les dispositions de l'article 26 de la loi budgétaire du 20 décembre 1982 la Chambre des comptes fut pour la première fois chargée du contrôle des décomptes finaux des marchés publics d'une certaine envergure.

Pour l'exercice 1998, l'article 24 de la loi budgétaire du 22 décembre 1997 dispose que pour tous les marchés publics de travaux et de fournitures relatifs à un bâtiment, à une route ou à un pont d'un coût dépassant 124.000.000 LUF, un décompte final est à présenter à la Chambre des députés. Ce décompte doit comporter la comparaison, par corps de métiers, du devis, du prix convenu et du coût final. En cas de dépassement du devis et du prix convenu, les hausses légales sont à indiquer séparément. Une justification est à fournir pour tous les dépassements excédant les hausses légales. Ce décompte est contrôlé par la Chambre des comptes et soumis avec ses observations éventuelles à la Chambre des députés.

1. Administration des Ponts et Chaussées

Le tableau ci-après donne un aperçu global de la situation des décomptes finaux, regroupés suivant un objet déterminé, mais non encore présentés.

Tableau 21: Décomptes non encore présentés à la Cour des comptes en date du 20 octobre 2000

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Date de la réclamation du décompte</i>
Collectrice du Sud	1967*	
• O.A. 43 du tronçon Dudelange-Foetz	1967*	12.10.1994
• remplacement du passage inférieur de l'autoroute Luxembourg-Esch-sur-Alzette sur le C.R. 164 (O.A. 35) à Foetz	1967*	
Contournement de Pétange	1967*	
• aménagements routiers du rond-point „Biff“ et redressement de la route N31	1967*	27.02.1996
• réalisation de la section courante entre le p.k. 2,7 et 3,7	1967*	26.06.1997
• réalisation d'un rond-point avec passage inférieur de la rue de l'Eglise	1967*	27.06.1996
• liaison route d'Athus – Porte de Lamadeleine	1967*	27.02.1996
Route du Nord	1967*	
• Contournement de Schieren lot II	1967*	25.10.1995
• Viaduc de Schieren	1967*	
• Contournement d'Ettelbruck (lot I) Schieren-Goldknapp	1967*	
• Contournement d'Ettelbruck (lot II)	1967*	
• Contournement d'Ettelbruck en direction de Bastogne	1967*	20.10.1995
Contournement de Mersch	1967*	
• O.A. No 01 sur le lot I	1967*	15.01.1997

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Date de la réclamation du décompte</i>
Contournement Sud-Est de la Ville de Luxembourg	1967*	
• réalisation de la plate-forme du centre douanier sur l'échangeur de Gasperich (lot A)	1967*	30.10.1990
• construction de bretelles de raccordement du CR 231 à l'échangeur de Gasperich et au centre douanier	1967*	16.11.1994
• aménagement de l'échangeur Kirchberg	1967*	
• Tunnel Cents (O.A. 14.01); (lot IV)	1967*	05.08.1998
• Viaducs de Neudorf, N1 et N1c	1967*	06.03.1997
Pénétrante Sud de la Ville de Luxembourg	1967*	
• tronçon 1	1967*	11.09.1996
• tronçon 3A	1967*	11.08.1995
• tranchée couverte sous les voies CFL	1967*	12.07.1995
• viaduc sur les voies CFL	1967*	
Rond-point Jean-Paul II, voie express	1967*	06.03.1995
Autoroute Luxembourg-Thionville, tapis drainant	1991**	26.01.1994
Autoroute d'Arlon, tapis drainant	1991**	03.01.1991
Croix de Gasperich (échangeur)	1967*	04.11.1994
Echangeur de Cessange	1967*	13.09.1989
„Schlassbréck“ à Luxembourg	1992***	27.04.1994
Passage supérieur en gare de Clervaux	1967*	26.10.1994
Rond-point Schuman	1967*	25.04.1990
Tunnel du St-Esprit	1967*	07.06.1989

* Loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

** Loi du 30 mai 1991 autorisant le Gouvernement à procéder à la remise en état de certains tronçons de la voirie créée par la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

*** Loi du 27 juillet 1992 autorisant les travaux de réhabilitation du pont „Schlassbréck“ à Luxembourg.

Pour ce qui est des décomptes contrôlés, la Chambre des comptes a transmis aux dates indiquées ci-dessous quatre décomptes finaux accompagnés de ses observations à la Chambre des députés conformément à l'article 24 de la loi budgétaire du 22 décembre 1997:

- le 24 novembre 1999, le décompte relatif à la construction de la collectrice du sud entre Biff et Lankelz,
- le 8 décembre 1999, deux décomptes relatifs à la réhabilitation du pont „Schlassbreck“ à Luxembourg et à la réalisation d'une voie de contournement à Differdange,
- le 19 janvier 2000, le décompte relatif à la construction d'un passage supérieur en gare de Clervaux.

2. Administration des Bâtiments publics

Entre 1983 et 2000 respectivement la Chambre des comptes et la Cour des comptes ont réclamé les décomptes définitifs se rapportant aux réalisations suivantes:

Tableau 22: Décomptes réclamés de 1983 à 2000 et non encore présentés à la Cour des comptes

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Coût estimé en millions de francs</i>
Palais de Justice des C.E. à Luxembourg-Kirchberg 2e et 3e extensions	1989	1.750
	1990	870
Centre national de littérature: Maison Servais à Mersch	1991	183
Sanatorium à Vianden	1977	92
Bâtiment administratif à Ettelbruck	1977	128
Centre sportif scolaire à Limpertsberg	1977	150
Nouveau pavillon de l'HNP à Ettelbruck	1977	215
Centre pénitentiaire à Schrassig	1977	490
	1979	74
	1980	170
LTC, agrandissement	1979	425
	1988	65
Plateau du St-Esprit	1980	1.450
IST, équipement de laboratoire	1982	66
Foyer pour personnes handicapées à Lullange	1983	50
Cour de Justice des CE, extension B	1985	1.320
Centre douanier à Gasperich	1987	150
Pavillon „expo 92“ à Séville	1990	330

En plus des décomptes énumérés ci-dessus, la Cour des comptes sera amenée à réclamer les décomptes finaux se rapportant à des ouvrages dont la construction est achevée.

Tableau 23: Décomptes à présenter (Décomptes d'architecte non encore présentés)

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Coût estimé en millions de francs</i>
Maison de retraite à Echternach	1950*	
Centre informatique de l'Etat	1983	480
3e Bâtiment administratif pour le Parlement Européen à Kirchberg	1983	2.290
	1987	850
Institut national des sports à Fetschenhof	1984	146
Poste douanier sur l'autoroute Luxembourg-Trèves à Wasserbillig	1986	110

* Loi du 18 février 1950, autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction de maisons de retraite.

Il reste à noter qu'à l'heure actuelle, quinze décomptes finaux présentés entre 1997 et 1999 à la Chambre des comptes se trouvent pour contrôle à la Cour des comptes.

La Cour des comptes a transmis à la Chambre des députés en date du 9 février 2000 le décompte final se rapportant au HMC à Warken.

VII. L'ORDONNANCEMENT

Pendant l'exercice 1998, la Chambre des comptes a procédé à la liquidation de 194.978 ordonnances. Comme les années précédentes, elle a relevé des défauts techniques et des erreurs matérielles d'ordonnement.

Les défaillances principales constatées au moment du contrôle des actes d'ordonnement étaient – par ordre décroissant – les suivantes:

- pièces justificatives inexistantes, insuffisantes ou erronées,
- erreurs de calcul et erreurs matérielles d'ordonnement,
- erreurs d'imputation budgétaire,
- ordonnances renvoyées pour défaut de crédit,
- factures présentées en copie,
- déclarations et créances mal certifiées et arrêtées,
- ordonnancement de dépenses engagées irrégulièrement,
- ordonnances non signées,
- certificats et arrêtés de créance non signés.

La clôture de l'exercice 1998

Le budget des recettes et des dépenses de l'Etat est voté chaque année par la Chambre des députés. Chaque année la Chambre arrête la loi portant règlement des comptes généraux de l'Etat.

L'article 99 de la Constitution soumet le régime budgétaire au principe de l'annualité. Le Gouvernement exécute du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile les recettes et les dépenses autorisées par le Parlement. Un cadre strict est fixé par les lois, les règlements et les circulaires à la distinction d'exercice, aux durées effective et complémentaire et à l'observation du délai de clôture de l'exercice.

Avant le 1er janvier 2000, cette réglementation prévoyait qu'à partir du 30 avril de l'année qui suit celle qui a donné sa dénomination à l'exercice, la Chambre des comptes ne vise plus les ordonnances de paiement sur le budget de l'exercice clos. Le 1er novembre qui suit la clôture de l'exercice, le ministre des Finances présente les comptes généraux des recettes et des dépenses de cet exercice ensemble avec les comptes des receveurs.

Pour les actes d'ordonnement des dépenses, la clôture d'exercice est effective dès le 20 avril, date à laquelle les départements ministériels cessent de soumettre au visa de la Chambre des comptes des ordonnances imputables sur le budget de l'année précédente.

Cependant, depuis des années, la Chambre des comptes a relevé que le nombre de cas de non-observation du délai de clôture d'exercice a pris des proportions exceptionnelles.

Le **tableau 24** suivant renseigne sur le nombre et sur le montant des ordonnances liquidées en dehors de la durée légale de l'exercice.

Tableau 24: *Tableau récapitulatif des ordonnances liquidées en dehors de l'exercice*

Exercice	Budget ordinaire et extraordinaire		Budget pour ordre		Fonds spéciaux		Total	
	Nombre d'ordonnances	Montant	Nombre d'ordonnances	Montant	Nombre d'ordonnances	Montant	Nombre d'ordonnances	Montant
1987	596	5.363.433.942	29	33.552.392.419	5	286.734.080.858	630	325.649.907.219
1988	746	10.628.672.807	18	22.014.168.062	33	2.464.444	797	32.645.305.313
1989	421	7.534.548.449	9	14.353.228.931			430	21.887.777.380
1990	1.020	16.812.088.473	8	26.176.217.185	3	276.062.142.514	1.031	319.050.448.172
1991	1.439	21.028.962.949	14	19.165.707.434	10	118.054.689	1.463	40.312.725.072
1992	1.362	19.524.536.200	14	22.055.768.148	3	68.161.936	1.379	41.648.466.284
1993	1.104	21.255.263.971	12	28.817.723.958	7	2.898.073	1.123	50.075.886.002
1994	1.098	16.565.052.594	14	31.682.988.944	1	65.250	1.113	48.248.106.788
1995	687	18.549.345.793	15	31.323.932.333	1	1.786.525	703	49.875.064.651
1996	823	25.460.392.667	12	62.978.205.120	5	17.262.904	840	88.455.860.691
1997	1.401	39.877.060.713	13	63.809.589.872	2	1.954.305.317	1.416	105.640.955.902
1998	991	44.032.855.059	11	38.303.619.338	16	2.588.300.903	1.018	84.924.775.300

Exercice 1998

Malgré des interventions répétées du Conseil de Gouvernement et des organes de contrôle et d'inspection des opérations budgétaires, les carences importantes constatées pour les clôtures des exercices 1987 à 1997 ont continué de dérégler la gestion budgétaire 1998.

Comme les années précédentes, la Chambre des comptes a été saisie pour l'exercice 1998 d'un grand nombre d'ordonnances non présentées endéans le délai légal de clôture d'exercice fixé au 30 avril de l'année qui suit cet exercice. Il s'agit principalement d'ordonnances d'imputation destinées à la régularisation des traitements des agents de l'Etat (24,5 milliards LUF), d'ordonnances relatives à l'affectation des plus-values de recettes sur des articles budgétaires destinés à l'alimentation des fonds spéciaux (16,5 milliards LUF) et d'ordonnances relatives au budget pour ordre (38,3 milliards LUF).

Afin de faire respecter au mieux la véridicité des comptes, la Chambre des comptes a accepté de procéder jusqu'au 31 décembre 1999 à la liquidation des ordonnances relatives à l'exercice 1998.

En effet, après la clôture définitive de **l'exercice budgétaire 1998**, la Chambre des comptes a été saisie d'un total de 1.018 ordonnances représentant un montant à imputer de 84.924.775.300 LUF. Ces ordonnances de paiement et d'imputation ont été liquidées à charge des budgets ordinaire et extraordinaire (991 ordonnances, 44.032.855.059 LUF), du budget des recettes et des dépenses pour ordre (11 ordonnances, 38.303.619.338 LUF) et des fonds spéciaux (16 ordonnances, 2.588.300.903 LUF).

Le **tableau 25** suivant renseigne par département ministériel sur le nombre et sur le montant de ces ordonnances liquidées.

Tableau 25: Tableau récapitulatif des ordonnances liquidées après le 15 mai 1999

<i>Ministère</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre paiements</i>	<i>Nombre imputations</i>	<i>Nombre ordonnances</i>
d'Etat	956.281.997	24	17	41
des Affaires étrangères et du Commerce extérieur	1.181.928.386	21	31	52
de la Culture	204.674.871	26	29	55
de la Fonction publique et de la Réforme administrative	1.065.043.127	8	5	13
des Finances	2.300.417.210	9	6	15
des Finances: Budget	213.844.879	20	23	43
des Finances: Dette publique	2.000.000.000	2	0	2
de la Justice	1.392.048.325	82	25	107
de la Force publique	2.458.329.599	99	41	140
de l'Intérieur	49.676.715	3	6	9
de l'Education physique et des Sports	20.176.071	3	6	9
de l'Education nationale et de la Formation professionnelle	12.906.061.874	53	120	173
de la Famille et de la Solidarité	384.608.711	48	10	58
de la Santé	2.727.212.079	91	19	110
de l'Environnement	1.737.079.153	5	4	9
du Travail et de l'Emploi	96.012.431	19	3	22
de la Sécurité sociale	91.007.852	3	8	11
de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	352.870.441	5	11	16
de l'Economie	61.122.444	2	2	4
des Classes moyennes et du Tourisme	567.564	2	0	2
des Communications	177.550.925	3	3	6
des Transports	2.752.731.774	11	6	17
de l'Energie	6.793.050	0	6	6
des Travaux publics	10.879.416.776	25	24	49
du Logement	3.898.995	2	0	2
de la Jeunesse	12.530.854	10	5	15
de l'Aménagement du territoire	593.416	0	4	4
de la Promotion féminine	321.540	1	0	1
Fonds spéciaux	2.588.300.903	4	12	16
Pour ordre	38.303.619.338	11	0	11
Totaux	84.924.775.300	592	426	1.018

Exercice 1999

Pour l'exercice budgétaire 1999, la Cour des comptes a mis un frein à cette pratique en refusant la liquidation de bon nombre d'ordonnances présentées en dehors du délai légal au motif que l'exercice 1999 était clos.

Concernant les ordonnances d'imputation destinées à la régularisation des traitements des agents de l'Etat, la Cour des comptes accepte toutefois de liquider ces ordonnances au-delà du délai légal (30 avril

2000), alors qu'une application stricte de la loi aurait pour effet de mettre en question la véracité des comptes généraux de l'Etat pour l'exercice 1999.

En matière d'affectation de l'excédent des recettes, la Cour de comptes note que, contrairement aux années précédentes, le gouvernement a soumis à la Chambre des députés un projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 1999.

Il appert que ledit projet ne prévoit pas de dérogation expresse à l'article 7 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat en vertu duquel l'exercice est définitivement clos après le 30 avril de l'année suivante.

Par ailleurs, la Cour des comptes constate que d'après le texte du projet de loi, l'excédent des recettes serait imputé sur des articles budgétaires de deux exercices différents, en l'occurrence les exercices 1999 et 2000.

Exercice 2000

Avec la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, de nouveaux délais ont été introduits en la matière. Les auteurs du projet de loi afférent notent à ce propos dans le commentaire des articles:

„Pour qu'une dépense déterminée puisse être rattachée à un exercice donné, il faut et il suffit que trois conditions soient remplies simultanément:

1. La dépense doit être engagée entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année en question. (...)
2. Elle doit être liquidée et ordonnancée par l'ordonnateur au plus tard le dernier jour du mois de février de l'année suivante. (...)
3. Elle doit être payée au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Le non-respect d'un délai quelconque parmi les trois précités n'entraîne pas seulement des effets comptables, mais empêche l'exécution de la dépense à charge de l'exercice donné.“

La nouvelle loi et partant les nouveaux délais étant seulement entrés en vigueur le 1er janvier 2000, la Cour des comptes applique pour l'exercice 1999 les délais prévus par l'ancienne législation. Elle est cependant d'avis que pour l'exercice 2000, et à défaut d'une dérogation légale expresse, ces nouveaux délais doivent s'appliquer et ceci indépendamment du fait que le contrôle a priori est encore exercé par la Cour des comptes pendant cet exercice.

Il en résulte qu'avec la mise en place du nouveau système de contrôle interne prévu pour l'exercice 2001, la Cour des comptes pourra, à partir de mars 2001, se consacrer entièrement à ses nouvelles tâches telles que prévues par la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes.

Non-respect de l'article 99 de la Constitution

Le 13 novembre 1998 le ministère des Travaux publics avait émis une ordonnance de paiement au montant de 60.000.000 LUF au profit de l'Administration communale de Walferdange représentant une première tranche de la participation de l'Etat aux travaux de construction d'un complexe sportif à Walferdange.

Une lettre du 5 juin 1997 du ministère des Travaux publics, annexée à l'ordonnance, faisait état d'une participation financière globale de l'Etat de 189.000.000 LUF dont

1) complexe sportif	124 millions LUF
2) terrain de football	30 millions LUF
3) équipements sportifs	22 millions LUF
4) frais d'études du projet initial	<u>13 millions LUF</u>
Total	189 millions LUF

L'engagement financier de l'Etat dépassant le seuil de 124 millions LUF prévu par la loi du 30 août 1989 portant exécution de l'article 99, troisième et quatrième phrases, de la Constitution, la Chambre des comptes avait formulé le 3 décembre 1998 l'observation qu'une loi spéciale faisait défaut.

Dans sa réponse du 26 janvier 1999, l'ordonnateur expliquait que les différents projets d'infrastructure sportive ne seraient pas à considérer comme un ensemble mais qu'il fallait distinguer trois projets différents, à savoir le complexe sportif à construire, le terrain de football et un avant-projet abandonné

pour un complexe sportif dont les modalités de financement et de participation de l'Etat suivraient une logique différente.

La Chambre des comptes, par son observation du 10 février 1999, maintenait son observation initiale et précisait que le complexe sportif à construire et les équipements sportifs constitueraient un ensemble fonctionnel c.-à-d. indivisible et indissociable, et que les frais d'études du projet initial abandonné seraient à considérer comme faisant partie intégrante du coût d'investissement de la construction du complexe sportif envisagé.

Le 23 février 1999, le ministère des Travaux publics reconnaissait le bien-fondé du point de vue défendu par la Chambre des comptes et informait cette dernière qu'il allait faire autoriser l'ensemble du projet par une loi spéciale.

Pour ne pas léser les intérêts de la commune de Walferdange qui avait préfinancé une partie importante du projet, la Chambre des comptes a procédé le 18 mars 1999 à la liquidation de l'ordonnance dont question.

Finalement, il est à noter que la loi du 21 janvier 2000 a régularisé la situation telle que décrite ci-dessus en autorisant l'Etat à participer jusqu'à concurrence de 160 millions LUF au financement d'un hall sportif à Walferdange pour les besoins de l'institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques.

*

VIII. LES FRAIS DE ROUTE ET DE SEJOUR

Le montant total des dépenses liquidées au cours de l'exercice 1998 à titre de frais de route et de séjour à l'étranger s'élève à 161.468.867 LUF, ce qui représente une diminution des dépenses de 41.639.930 LUF par rapport à l'exercice 1997 (Présidence de l'UE). Le crédit voté total de 157.633.000 LUF a été porté à 167.341.803 LUF par des modifications de crédit pour produire finalement un excédent de crédit de 5.872.936 LUF, soit 3,73% par rapport au crédit voté.

Pour donner un aperçu plus complet sur l'évolution des dépenses pour frais de route et de séjour à l'étranger, la Cour des comptes présente dans le **tableau 26** ci-après un relevé comparatif des crédits votés et des dépenses liquidées.

Tableau 26: Dépenses pour frais de route et de séjour à l'étranger

<i>Exercice</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Total des dépenses</i>
1989	61.000.000	89.028.875
1990	65.000.000	104.049.737
1991	85.000.000	143.637.091
1992	95.000.000	154.383.773
1993	100.000.000	153.621.548
1994	110.000.000	174.241.567
1995	110.000.000	131.348.468
1996	149.415.000	141.484.982
1997	179.263.000	203.108.797
1998	157.633.000	161.468.867

Pour répondre à un désir exprimé par la Chambre des députés, le tableau ci-après indique séparément les frais pour voyages à l'étranger des membres du Gouvernement et ceux des fonctionnaires et employés.

Tableau 27: Répartition par groupe de frais de voyage à l'étranger

<i>Exercice</i>	<i>Fonctionnaires catégorie A</i>	<i>Fonctionnaires catégories B et C, employés</i>	<i>Membres du Gouvernement</i>	<i>Total</i>
1989	41.976.195	41.535.409	5.517.271	89.028.875
1990	43.120.317	50.120.115	10.809.305	104.049.737
1991	59.697.545	75.921.824	8.017.722	143.637.091
1992	65.276.033	78.410.845	10.696.895	154.383.773
1993	62.783.864	82.970.917	7.866.767	153.621.548
<i>Exercice</i>	<i>Fonctionnaire et employés</i>		<i>Membres du Gouvernement</i>	<i>Total</i>
1994	165.218.514		9.023.053	174.241.567
1995	122.326.553		9.021.915	131.348.468
1996	128.901.062		12.583.920	141.484.982
1997	189.509.356		13.599.441	203.108.797
1998	151.087.491		10.381.376	161.468.867

La Chambre des comptes a adressé aux départements ordonnateurs 685 observations relatives aux paiements effectués au cours de l'exercice 1998 pour frais de route et de séjour. Le nombre des observations qui avaient trait à des déclarations relatives à des voyages de service à l'étranger s'est élevé à 513.

En exécution de l'article 32 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat, le ministre des Finances autorise des avances de fonds pour les frais de voyage à l'étranger. Les avances ainsi payées et se rapportant à un même exercice doivent être régularisées avant la clôture définitive de cet exercice.

Le **tableau 28** indique par exercice budgétaire les totaux des avances non régularisées.

Tableau 28: Avances non régularisées par exercice budgétaire

<i>Exercice</i>	<i>Date des constatations</i>	<i>Avances non régularisées</i>	<i>Montants non régularisés</i>
1989	15 décembre 1990	150	12.013.250
1990	15 décembre 1991	116	7.696.450
1991	15 décembre 1992	97	5.285.926
1992	15 décembre 1993	113	4.266.724
1993	15 décembre 1994	110	8.480.608
1994	15 décembre 1995	39	2.559.980
1995	15 décembre 1996	50*	4.101.124
		3**	64.000
1996	15 décembre 1997	26*	1.171.630
		2**	80.000
1997	15 décembre 1998	32*	1.383.867
		2**	13.000
1998	15 décembre 1999	54*	2.796.200
		2**	8.000

* fonctionnaires et employés

** membres du Gouvernement

Le **tableau 29** ci-dessous montre par exercice budgétaire et par ministère le grand total des avances pour frais de route et de séjour non encore régularisées. Le 15 décembre 1998 ce total s'élevait à 2.144.867 LUF, alors que le 15 décembre 1999 ce total s'élevait à 3.940.600 LUF. Par rapport à

l'exercice 1997 on constate en ce qui concerne les avances payées qui restent en souffrance une augmentation de 83,72%.

*Tableau 29: Total des avances pour frais de route et de séjour non régularisées
Situation au 15 décembre 1997*

<i>Exercice</i>	<i>Ministère</i>	<i>Montants non régularisés</i>	<i>Totaux</i>
1989	Force publique	40.000	55.000
	Transports	15.000	
1990	Transports	55.000	55.000
1991	Famille	13.000	78.000
	Santé	65.000	
1992	Santé	80.000	80.000
1994	Education nationale et Formation professionnelle	75.000	269.000
	Force publique	170.000	
	Santé	24.000	
1995	Etat	100.000	100.000
1997	Culture	67.000	499.400
	Education nationale et Formation professionnelle	60.000	
	Finances: Budget	135.000	
	Force publique	19.000	
	Jeunesse	39.000	
	Justice	25.400	
	Santé	116.000	
	Transports	25.000	
	Membres du Gouvernement	13.000	
1998	Affaires étrangères	110.000	2.804.200
	Agriculture	45.000	
	Culture	14.000	
	Education nationale et Formation professionnelle	92.800	
	Etat	50.000	
	Finances	345.570	
	Finances: Budget	183.000	
	Force publique	1.635.930	
	Justice	145.400	
	Santé	80.000	
	Travail et Emploi	65.000	
	Travaux publics	29.500	
	Membres du Gouvernement	8.000	
	Grand total exercices 1989-1998	3.919.600	
	Membres du Gouvernement exercices 1997-1998	21.000	
	Grand total:	3.940.600	3.940.600

*

IX. LES AGENTS DE L'ETAT

Le contrôle à effectuer par la Cour des comptes

La Cour des comptes contrôle l'ensemble des dépenses effectuées pour rémunérer le personnel de l'Etat. Ce contrôle comporte la vérification de la régularité des opérations d'engagement et de nomination du personnel ainsi que l'exactitude matérielle des rémunérations payées.

Ce contrôle se base notamment sur l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et sur la loi budgétaire qui énonce la procédure applicable aux engagements nouveaux de personnel au service de l'Etat et aux détachements de personnel d'un service à un autre.

Le contrôle s'exerce a priori dans l'hypothèse où des rémunérations accessoires et/ou des cumuls sont payés. Il s'exerce a posteriori pour le paiement des rémunérations proprement dites, celles-ci étant payables d'avance, mensuellement, à raison d'un douzième du traitement annuel.

Les traitements des fonctionnaires, les indemnités des employés et les salaires des ouvriers sont donc versés mensuellement au moyen d'avances de fonds accordées par la Trésorerie de l'Etat sous réserve d'une régularisation ultérieure des paiements effectués par le biais d'ordonnances d'imputation.

La Cour des comptes vise ces ordonnances et joint à son visa les observations qu'elle émet en relation avec les paiements avancés, sous le rapport tant de l'exactitude matérielle des pièces que de la légalité et de la validité des créances.

En matière de rémunérations, les observations que la Cour des comptes adresse aux ordonnateurs interviennent ainsi après l'accomplissement des opérations de paiement.

Si l'ordonnateur trouve les observations de la Cour des comptes mal fondées, il les défère au Conseil de Gouvernement.

Si la Cour des comptes persiste, contrairement à l'opinion du Conseil de Gouvernement, la question est déferée à la Cour administrative à la décision de laquelle l'ordonnateur et la Cour des comptes doivent se conformer.

Discordance entre fonds avancés et dépenses comptabilisées

La procédure décrite ci-dessus prévue par la législation sur la comptabilité de l'Etat n'a été observée dans le passé que de façon très exceptionnelle par l'ordonnateur. En cas de refus de liquidation par la Chambre des comptes, les ordonnances ayant pour objet de régulariser les avances payées n'ont plus été représentées à la liquidation.

Les observations respectivement de la Chambre des comptes et de la Cour des comptes restent ainsi souvent sans effet sur les paiements qui continuent d'être avancés conformément à l'autorisation générale du ministre des Finances.

C'est pourquoi des traitements et indemnités irréguliers ont été payés depuis l'exercice 1986 à charge du Trésor public sans cependant apparaître dans les comptes généraux de l'Etat.

En 1997 cependant, sur initiative du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le Gouvernement a enfin déferé à la Cour administrative 93 questions de principes regroupées en 13 dossiers distincts et portant sur des observations formulées par la Chambre des comptes au cours des exercices budgétaires antérieurs à 1996 relatives à des ordonnances d'imputation. Par décision du 5 juin 1997 (numéro du rôle 9786 C), la Cour administrative a statué sur le recours formé par le Gouvernement en conseil, ouvrant ainsi la voie à une ultime régularisation budgétaire des avances contestées. Cependant, à l'heure actuelle, soit 3 ans et demi après l'arrêt de la Cour administrative, aucun des cas tranchés par cette dernière n'a été présenté à la liquidation.

De ce fait et en raison d'un bon nombre de nouveaux litiges apparus au courant des exercices 1996, 1997 et 1998, la discordance entre les fonds avancés et les dépenses comptabilisées depuis l'exercice 1986 s'est accentuée davantage.

Le tableau suivant en démontre l'ampleur:

Tableau 30: *Les avances pour rémunérations non encore régularisées budgétairement*

<i>Exercice</i>	<i>Employés</i>	<i>Fonctionnaires n'appartenant pas à l'enseignement</i>	<i>Fonctionnaires de l'enseignement</i>	<i>Total par exercice</i>
avant 1988	26.943.032			26.943.032
1988	30.831.013	73.112.830	4.062.452	108.006.295
1989	4.538.057	33.020.916	2.656.685	40.215.658
1990	14.823.731	83.714.227	5.546.750	104.084.708
1991	34.622.714	106.803.543	13.045.009	154.471.266
1992	92.433.647	107.064.731	35.038.312	234.536.690
1993	49.667.189	153.135.997	44.628.566	247.431.752
1994	84.501.642	166.100.921	104.173.043	354.755.606
1995	105.430.348	191.761.185	227.678.076	524.869.609
1996	85.645.645	171.622.752	248.958.059	506.226.456
1997	32.426.056	103.902.595	177.184.058	313.512.709
1998	103.366.103	146.201.839	204.985.500	454.553.442
Totaux	665.229.177	1.336.441.536	1.067.956.510	3.069.627.223

En plus des déficiences évoquées ci-dessus, la Cour des comptes voudrait attirer l'attention sur quelques problèmes particuliers en matière de rémunération des agents de l'Etat.

Une régularisation tardive de certaines avances en matière de rémunérations

Par la loi du 8 janvier 1996 modifiant notamment la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, les traitements, indemnités et salaires des agents de l'Etat ont été augmentés avec effet au 1er janvier 1995.

Le supplément de rémunération dû à partir du 1er janvier 1995 a été versé aux agents de l'Etat, en février 1996 et figurait dès lors sur le relevé des traitements et indemnités du mois de mars 1996 et sur le relevé des salaires du mois de février 1996.

Les budgets de l'Etat concernant les exercices 1995 et 1996 prévoyaient un article spécial pour l'imputation de ces dépenses supplémentaires (article 03.0.11.310.). Aussi l'Administration du Personnel de l'Etat a-t-elle décidé, lors de la confection des ordonnances d'imputation du 1er semestre 1996, de regrouper ces dépenses et de les régulariser par le biais de l'article 03.0.11.310 des exercices 1995 et 1996.

Or, en date du 10 décembre 1997, seulement deux ordonnances d'imputation à charge de l'article 03.0.11.310 aux montants respectifs de 39.186.932 LUF (employés) et 21.996.582 LUF (ouvriers) ont été liquidées. La régularisation des montants en souffrance (fonctionnaires et employés de l'Etat) a été réclamée par la Chambre des comptes par le biais d'une observation en date du 10 décembre 1997. Ce n'est que six mois plus tard (12 juin 1998) que les montants réclamés ont été présentés pour être imputés à charge des crédits de l'article 03.0.11.310 de l'exercice 1997 qui était alors légalement clos. Enfin, le 28 septembre 1998, il a été procédé à la liquidation de 567.630.044 LUF à charge des crédits de l'exercice 1997.

Une application non conforme des dispositions légales régissant l'allocation de fin d'année

La loi du 12 décembre 1990 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat a introduit une disposition fixant les conditions d'après lesquelles les agents de l'Etat peuvent bénéficier d'une allocation de fin d'année.

Dans diverses observations ainsi que dans ses rapports sur les comptes généraux des exercices budgétaires 1992, 1993 et 1996, la Chambre des comptes a dû constater un certain nombre de problèmes en rapport avec la mise en pratique de la loi précitée.

Le contrôle de la Chambre des comptes a, dès le début, révélé entre autres des discordances entre le mode de calcul appliqué par l'Administration du Personnel de l'Etat pour la détermination de l'allocation de fin d'année et le mode de calcul imposé par la loi.

En effet, selon les dispositions légales régissant la matière, les fonctionnaires et employés en activité de service pendant toute l'année auraient dû bénéficier en 1998 d'une allocation de fin d'année de 90% du traitement de base dû pour le mois de décembre. Cela signifie que même si la tâche de ces agents se trouvait réduite en cours d'année (p. ex. congé sans traitement, congé pour travail à mi-temps, variations des tâches dans l'enseignement), le calcul de l'allocation de fin d'année aurait dû être effectué en tenant compte du traitement de base dû pour le mois de décembre.

Or, dans de telles situations de changement de tâches en cours d'année, l'Administration du Personnel de l'Etat n'a pas tenu compte du traitement de base dû pour le mois de décembre mais a déterminé le montant à allouer à titre d'allocation de fin d'année sur base de la moyenne des tâches payées au cours de l'année de référence.

Malgré les observations répétées de la Chambre des comptes, certaines allocations de fin d'année continuent à être calculées de façon non conforme aux textes légaux. Il s'ensuit que certains agents de l'Etat touchent des allocations de fin d'année dont le montant est inférieur à celui légalement dû.

*

X. LES SERVICES DE L'ETAT A GESTION SEPARÉE

Historique

En 1992, le gouvernement a lancé deux projets-pilote dans le cadre des „Services de l'Etat à gestion séparée“ autorisant le Lycée Hubert Clement à Esch-sur-Alzette et le Lycée technique du Centre de Luxembourg à mettre en place une gestion autonome des fonds destinés à couvrir les dépenses de fonctionnement et d'équipement sans pour autant bénéficier d'une autonomie administrative dans le cadre d'une personnalité juridique distincte de l'Etat.

A partir de 1997, les règles de gestion budgétaire et financière en vigueur pour ces deux établissements d'enseignement secondaire ont été étendues au Musée national d'histoire et d'art et au Musée national d'histoire naturelle.

La loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat crée le cadre légal nécessaire pour faire bénéficier certains services de l'Etat de ce statut particulier.

L'article 74 de cette loi dispose que:

„(1) La loi budgétaire peut constituer une administration, un établissement ou un service comme service de l'Etat à gestion séparée.

(2) Un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'Etat fixe, le cas échéant par dérogation aux principes de l'unité, de l'universalité et de l'annualité et aux règles de comptabilité tels que prévus par la présente loi, les règles de la gestion financière et comptable applicables au service à gestion séparée ainsi que les modalités du contrôle de cette gestion par le ministre ayant le service concerné dans ses attributions.“

Cette disposition est entrée en vigueur le 1er janvier 2000.

Défaut de base légale

Or, ni la loi budgétaire pour l'exercice 2000 ni le projet de budget pour 2001 ne prévoient de placer des administrations, établissements ou services sous le régime des services de l'Etat à gestion séparée. De plus, le règlement grand-ducal prévu au paragraphe 2 de l'article 74 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat n'a pas encore été pris.

Seules les dotations globales prévues pour les exercices 2000 et 2001 permettent de conclure que les projets-pilote dont question ci-dessus seront continués.

Il n'appartient pas à la Cour des comptes de prendre position quant au principe d'introduire de pareils services de l'Etat à gestion séparée. De fait, il s'agit d'une décision politique que la loi du 8 juin 1999

sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat a entérinée sous réserve des dispositions conditionnelles énoncées ci-dessus de l'article 74 de la précitée loi.

La Cour des comptes voudrait cependant relever qu'à défaut de donner une base légale aux services de l'Etat à gestion séparée existants par le biais de la loi budgétaire et en l'absence du règlement grand-ducal prévu au paragraphe 2 de l'article 74 de la loi précitée, ces services continuent à fonctionner – et ceci depuis 1992 – selon des modalités budgétaires et comptables contraires aux règles et principes de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat et, à partir du 1er janvier 2000, de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Depuis 1992, la Chambre des comptes a déjà à maintes reprises attiré l'attention sur l'irrégularité persistante de cet état des choses en ce qui concerne les services-pilotes. Aussi la Cour des comptes ne peut-elle que réitérer le bien-fondé des observations de la Chambre des comptes, et cela également eu égard à la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Cette manière de voir est partagée par le Conseil d'Etat qui, dans son avis du 24 juin 1997 relative à la loi du 8 juin 1999, a écrit à ce sujet: „Sur le plan administratif ces services (de l'Etat à gestion séparée) répondent aux règles d'une déconcentration; il serait partant erroné de parler en l'occurrence d'une décentralisation. Ceci est d'importance dans la mesure où, à défaut d'une disposition légale dérogatoire expresse, ces services répondent de plein droit aux règles générales prévues par la présente loi“. Partant, le Conseil d'Etat a proposé d'inscrire dans le corps même de la loi les principes budgétaires auxquels le règlement grand-ducal prévu au projet de loi pourrait déroger „afin d'éviter que pour des questions de légalité le régime de la gestion séparée soit exposé à une insécurité juridique peu propice à une gestion sereine de fonds publics“.

Cette proposition fut retenue par le législateur.

Difficultés de contrôle

Mise à part la question de la légalité du régime de gestion séparée, se pose celle de l'étendue et du contenu du contrôle des services fonctionnant sous ce régime dans la mesure où les règles à observer dans le cadre de leur gestion financière n'ont pas encore été établies.

En effet, si une organisation comptable conforme au système de comptabilité d'usage dans le secteur privé a bien été mise en place, des dérogations aux principes et règles de la comptabilité de l'Etat n'ont par contre jamais été clairement fixées. Ceci aurait été et serait dans l'intérêt même des services visés et permettrait d'en déterminer le cadre et la portée du contrôle.

Faute de réglementation appropriée, la Cour des comptes se verra confrontée, tout comme la Chambre des comptes, à de réelles difficultés lors de la mise en pratique de ses contrôles qui se basent justement sur la légalité et la régularité des opérations comptables.

Pour une réglementation dans les meilleurs délais

C'est pourquoi la Cour des comptes est d'avis que, pour les raisons invoquées ci-dessus, il est indispensable que les dispositions de l'article 74 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat trouvent application dans les meilleurs délais. Ceci d'autant plus que – eu égard à l'application depuis huit ans du système de la gestion séparée au sein des services-pilotes – l'expérience acquise devrait être suffisamment concluante pour fixer en définitive des règles appropriées de gestion financière et budgétaire en la matière.

Ainsi délibéré et arrêté par la Cour des comptes en sa séance du 20 novembre 2000.

Le Président de la Cour des comptes,
Norbert HILTGEN

Service Central des Imprimés de l'Etat

4733/01

N° 4733¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

* * *

**PRISES DE POSITION DES DEPARTEMENTS
MINISTERIELS AU SUJET DES OBSERVATIONS FORMULEES
PAR LA COUR DES COMPTES**

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Prise de position du Ministère d'Etat	3
– Dépêche du Ministre d'Etat au Ministre du Trésor et du Budget (27.12.2000)	3
2) Prise de position du Ministère des Affaires Etrangères	3
– Dépêche du Ministre des Affaires étrangères au Ministre du Trésor et du Budget (22.12.2000)	3
3) Prise de position du Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	4
– Dépêche du Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au Ministre du Trésor et du Budget (21.12.2000)	4
4) Prises de position des administrations et services du Ministère des Finances	5
a) Direction de l'Enregistrement et des Domaines	
– Dépêche du Directeur de l'Enregistrement et des Domaines au Ministre du Trésor et du Budget (14.12.2000).....	5
b) Direction des Contributions directes	
– Dépêche de la Direction des Contributions directes au Ministre des Finances(13.12.2000)	5
5) Prise de position du Ministère de la Justice	6
– Note du Ministère de la Justice au Ministre du Trésor et du Budget (20.3.2001)	6
6) Prise de position du Ministère de l'Intérieur	7
– Dépêche du Ministre de l'Intérieur au Ministre du Trésor et du Budget (9.1.2001)	7
7) Prise de position du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports	7
– Dépêche de la Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports au Ministre du Trésor et du Budget (4.1.2001)	7

– Dépêche de la Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports au Ministre du Trésor et du Budget (21.12.2000)	7
8) Prise de position du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.....	8
– Dépêche du Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse au Ministre du Trésor et du Budget (21.1.2000)	8
9) Prise de position du Ministère de la Santé	8
– Dépêche du Ministre de la Santé au Ministre du Trésor et du Budget (20.12.2000)	8
10) Prise de position du Ministère de l'Environnement	8
– Dépêche du Secrétaire d'Etat à l'Environnement au Ministre du Trésor et du Budget (7.3.2001)	8
11) Prise de position du Ministère du Travail et de l'Emploi	9
– Note du Ministère du Travail et de l'Emploi au Ministère du Trésor et du Budget (6.3.2001)	9
12) Prise de position du Ministère de la Sécurité sociale.....	9
– Dépêche du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale au Ministre du Trésor et du Budget (18.12.2000)	9
13) Prise de position du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	10
– Dépêche du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural au Ministre du Trésor et du Budget (20.12.2000)	10
14) Prise de position du Ministère de l'Economie.....	10
– Dépêche du Ministre de l'Economie au Ministre du Trésor et du Budget (11.1.2001)	10
15) Prises de position des départements du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	12
– Dépêche du Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement au Ministre du Trésor et du Budget (4.1.2001)	12
– Dépêche du Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement au Ministre du Trésor et du Budget (16.1.2001)	14
16) Prise de position du Ministère des Travaux publics.....	14
– Dépêche du Ministre des Travaux publics au Ministre du Trésor et du Budget (20.12.2000)	14
17) Prise de position du Ministère des Transports.....	15
– Dépêche du Ministre des Transports au Ministre du Trésor et du Budget (5.2.2001)	15
18) Prise de position du Ministère de la Promotion féminine.....	16
– Dépêche de la Ministre de la Promotion féminine au Ministre du Trésor et du Budget (20.12.2000)	16

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE D'ETAT

DEPECHE DU MINISTRE D'ETAT AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET

(27.12.2000)

Monsieur le Ministre,

Me référant à votre lettre-circulaire du 7 décembre 2000 relative à l'objet sous rubrique, j'aimerais vous informer que les observations de la Cour des Comptes n'appellent pas une prise de position particulière de la part du Ministère d'Etat.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération distinguée.

*Le Premier Ministre,
Ministre d'Etat,
(signature)*

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

DEPECHE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET

(22.12.2000)

Comme suite à votre lettre du 7 décembre 2000 relative au rapport de la Cour des Comptes sur les comptes généraux de 1998, je voudrais vous communiquer ci-après la prise de position de mon département relative à une observation faite par l'organe de contrôle.

La Cour des Comptes relève à juste titre et à l'instar des rapports sur les années précédentes, que le Ministère des Affaires Etrangères n'avait que partiellement présenté au 30 avril les comptes des comptables extraordinaires à l'étranger. Pour l'exercice 1998 ceci était le cas pour 32 comptables n'ayant pas rendu compte d'un montant de 426.422.619.- Luf au 30 avril 1999.

Veillez trouver ci-après les raisons de cette situation qui est devenue intenable au cours des dernières années?

1. Procédure

Selon la loi sur la comptabilité de l'Etat, tout comptable extraordinaire peut engager une dépense jusqu'au 31 décembre de l'année budgétaire. Ce délai vaut également pour les chefs de missions diplomatiques qui ont tous la qualité de comptable extraordinaire. Dans la pratique, beaucoup de factures relatives aux dernières dépenses engagées ne rentrent que longtemps après le 1er janvier de l'année budgétaire subséquente.

Le comptable extraordinaire doit rendre compte du crédit reçu (par article budgétaire) après le dernier paiement. Il est également tenu à remettre un compte en équilibre. D'où la pratique de demander à un certain moment un dernier crédit d'équilibrage. La loi sur la comptabilité de l'Etat fixe le 31 janvier comme date limite à laquelle les crédits d'équilibrage doivent être demandés.

Avant de pouvoir remettre un compte à la Cour des Comptes, le département est toutefois encore tenu de procéder à un précontrôle du compte, opération de durée variable en fonction du volume du compte. A l'issu de ce contrôle qui peut être assez complexe, le compte est ou bien remis à la Cour des Comptes pour apurement définitif, ou en cas de constatation d'erreur matérielle, renvoyé à la mission diplomatique concernée pour redressement. Dans cette dernière hypothèse s'ajoutent évidemment de nouveaux délais.

Il s'ensuit que le délai du 30 avril de l'année budgétaire subséquente ne pourrait à la limite être respecté, que si aucun retard administratif ne s'introduit dans cette procédure complexe. Jusqu'ici le Ministère des Affaires Etrangères s'est donc trouvé dans l'impossibilité matérielle de respecter les délais fixés par la loi.

2. Problème d'effectifs

S'il est vrai qu'une partie des retards est due à la complexité de la procédure, et à des difficultés de gestion financière rencontrés par nos comptables extraordinaires le véritable problème réside dans le fait que la Direction du Budget, des Finances et de l'Administration du Ministère des Affaires Etrangères n'était, pour des raisons de manque effectifs plus en mesure de gérer la reddition des comptes dans des délais acceptables. Ceci s'explique objectivement par le volume des opérations à contrôler et l'augmentation constante sur les années, de la charge de travail y afférente de plusieurs dizaines de milliers de pages à contrôler!

Alors que la situation était devenue dramatique, le Ministère des Affaires Etrangères a demandé en 1999 l'autorisation d'engager un agent supplémentaire, se consacrant exclusivement au contrôle des comptes. Si dans une première phase nous n'avons pu disposer que d'un agent à tâche partielle, je me suis investie personnellement à faire transformer le poste à tâche partielle en un poste à tâche complète ce qui a finalement été réalisé à partir du 1er juillet 2000.

La Direction des Finances dispose depuis lors d'un agent ayant bénéficié dans la suite d'une formation adaptée aux exigences de la nouvelle loi sur la comptabilité de l'Etat, y inclus le maniement du logiciel SAP et s'occupant exclusivement de la gestion des volumineux dossiers des comptes des missions diplomatiques.

J'espère dès lors qu'à l'avenir nous serons en mesure de réduire sensiblement le nombre des comptes non présentés dans les délais.

Lydie POLFER

*

PRISE DE POSITION DU MINISTRE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

DEPECHE DE LA MINISTRE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET

(21.12.2000)

Monsieur le Ministre,

Comme suite à votre lettre circulaire du 7 décembre 2000, j'ai l'honneur de vous informer que les observations de la Cour des Comptes ne donnent pas lieu à une prise de position du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

*Pour la Ministre de la Culture,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,*

Guy DOCKENDORF
Premier Conseiller de Gouvernement

*

**PRISES DE POSITION DES ADMINISTRATIONS ET SERVICES
DU MINISTERE DES FINANCES**

A) DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES

**DEPECHE DU DIRECTEUR DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES
AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET**

(14.12.2000)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire part des observations suivantes, relatives au rapport de la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'Etat de l'exercice budgétaire 1998 et se référant au choix des crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%, énumérés au tableau 7 du rapport en question.

Article 04.2.36.050: Restitution de droits d'enregistrement (article 17 de la loi du 17.8.1935).

Par amendement, l'article en question a été aboli. Les dépenses de l'espèce seront liquidées par déduction sur les recettes courantes à partir du 1er janvier 2001.

Article 04.2.12.360: Carnets d'avertissements taxés et carnets de convocation.

Mon administration n'est pas en mesure de prévoir le montant des dépenses de l'espèce. Elle ne remplit au niveau du présent crédit que la fonction d'agent payeur. Une évaluation réaliste des dépenses de l'article en question ne pourrait être faite que par la Police grand-ducale, qui dispose des informations nécessaires pouvant conduire à des changements importants.

*Le Directeur de l'Enregistrement
et des Domaines,
(signature)*

*

B) DIRECTION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES

**DEPECHE DE LA DIRECTION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES
AU MINISTRE DES FINANCES**

(13.12.2000)

Monsieur le Ministre,

Me référant à votre susdite note j'ai l'honneur de vous fournir par la présente les renseignements demandés.

1) **ad article 04.1.12.110:** Frais de contentieux

Crédit voté	500.000.-
Dépenses liquidées	4.004.315.-
Dépassement	3.504.315.-

Justification

Lors d'une notification d'un acte de poursuites par l'administration des contributions, les contribuables concernés peuvent faire opposition en justice. Dans ce cas l'administration des contributions doit charger un avocat de la défense de ses intérêts devant cette juridiction.

Il en est ainsi de toutes les affaires nécessitant l'intervention de la justice. A maintes reprises l'administration des contributions doit faire appel contre un jugement de première instance. Cette procédure nécessite de nouveau l'intervention d'un avocat.

En tenant compte de ce qui précède il est impossible de fournir un chiffre, même approximatif, des nombres d'affaires qui sont tributaires des contribuables.

De toute façon il est vrai que le nombre de contribuables qui se rebiffent contre les actes de poursuites augmente sans cesse.

2) **ad article 04.1.12.310:** Frais de poursuite et d'instance pour le recouvrement des contributions; frais hypothécaires

Crédit voté	50.000.–
Dépenses liquidées	405.871.–
Dépassement	355.871.–

Justification

Les frais des huissiers de justice, engagés par les sections des poursuites de l'administration des contributions sont imputés, depuis le mois de novembre 1998 audit article, ce qui n'était pas encore le cas lors de l'établissement des prévisions budgétaires.

Je tiens encore à préciser que les crédits pour les années 1999-2000 et 2001 ont été augmentés, à savoir:

	<i>04.1.12.110</i>	<i>04.1.12.310</i>
1999	2.000.000.– F	2.500.000.– F
2000	4.000.000.– F	2.000.000.– F
2001	154.000.– euros	50.000.– euros

Il n'est pas certain si ces crédits suffiront pour couvrir les frais respectifs.

*Le Directeur des Contributions,
p.d.*

Fernand CLEES
Inspecteur principal

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE LA JUSTICE

**NOTE DU MINISTERE DE LA JUSTICE AU MINISTRE
DU TRESOR ET DU BUDGET**

(20.3.2001)

Brm. Retransmis à Monsieur le Ministre du Budget avec l'information que le rapport de la Chambre des Comptes sur les comptes généraux de l'exercice 1998 ne suscite pas d'observation particulière de la part du Département de la Justice.

*Pour le Ministre de la Justice,
Bernard NIEDERWEIS
Inspecteur principal 1er en rang*

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

**DEPECHE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR AU MINISTRE
DU TRESOR ET DU BUDGET**

(9.1.2001)

Monsieur le Ministre,

Comme suite à votre circulaire du 7 décembre 2000 concernant les comptes généraux de l'exercice 1998, j'ai l'honneur de vous informer que je n'ai pas d'observation à formuler au sujet du rapport de la Cour des Comptes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Ministre de l'Intérieur,
(signature)

*

**PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS**

**DEPECHE DE LA MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS AU MINISTRE
DU TRESOR ET DU BUDGET**

(4.1.2001)

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre lettre-circulaire du 7 décembre 2000, j'ai l'honneur de vous informer que les observations formulées par la Cour des Comptes n'appellent pas de prises de position particulières de la part du département „*Education nationale et Formation Professionnelle*“ de mon ministère.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

*La Ministre de l'Education Nationale, de la
Formation Professionnelle et des Sports,*
Anne BRASSEUR

*

**DEPECHE DE LA MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS AU MINISTRE
DU TRESOR ET DU BUDGET**

(21.12.2000)

Monsieur le Ministre,

Comme suite à votre lettre circulaire du 7 décembre 2000, j'ai l'honneur de vous informer que les observations de la Cour des Comptes ne donnent pas lieu à une prise de position du département „*Sports*“.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

*La Ministre de l'Education Nationale, de la
Formation Professionnelle et des Sports,*
Anne BRASSEUR

*

**PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA
SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE**

**DEPECHE DU MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE SOCIALE
ET DE LA JEUNESSE AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET**

(21.1.2000)

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre lettre du 7 décembre 2000, concernant le rapport de la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'exercice 1998, j'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse, n'a pas de remarques à formuler.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

*La Ministre de la Famille,
de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse,*
Marie-Josée JACOBS

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE LA SANTE

**DEPECHE DU MINISTRE DE LA SANTE AU MINISTRE
DU TRESOR ET DU BUDGET**

(20.12.2000)

Monsieur le Ministre,

Me référant à votre circulaire du 7 décembre 2000 concernant l'objet sous rubrique, j'ai l'honneur de vous informer que le rapport précité ne nécessite pas de prise de position de la part de mon département.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Le Ministre de la Santé,
Carlo WAGNER

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

**DEPECHE DU SECRETAIRE D'ETAT A L'ENVIRONNEMENT
AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET**

(7.3.2001)

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre lettre-circulaire du 7 décembre 2000, je vous prie de trouver ci-après mes remarques relatives aux observations formulées par la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'exercice 1998.

1. *Crédits surestimés*

- Les dépenses de l'article 15.1.12.120 relatif aux frais d'études ont été moins élevées en raison du retard qu'ont pris plusieurs projets routiers et qu'en conséquence les frais pour le suivi des mesures compensatoires n'ont pas été liquidés.
- Les crédits de l'article 15.1.51.041 sont destinés à l'allocation de subsides. Il a été surestimé parce qu'il est toujours difficile de prévoir à l'avance le nombre de demandes présentées par les entreprises.

2. *Crédits sous-estimés*

- Les crédits de l'article 15.0.35.060 relatif à la liquidation des cotisations internationales ont été sous-estimés parce que la valeur du dollar a fortement augmenté par rapport aux estimations budgétaires et qu'un certain nombre de cotisations ont été augmentées.
- Les crédits de l'article 15.1.53.010 relatif à la liquidation des subsides accordés pour l'installation d'une infrastructure de collecte des eaux de pluie ont été sous-estimés parce que le nombre de demandeurs d'un tel subside est difficilement estimable lors de l'élaboration du budget.

3. *Crédits transférés intégralement pour une valeur du crédit voté*

- En ce qui concerne l'article 15.2.11.070, il s'agit d'indemnité de préstage pour les futurs candidats à la fonction de préposé forestier. Etant donné qu'il a été décidé de réformer la formation des élèves forestiers, le préstage n'a plus lieu et les crédits ne sont plus utilisés.

*Pour le Ministre de l'Environnement,
Le Secrétaire d'Etat,
Eugène BERGER*

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

**NOTE DU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI
AU MINISTERE DU TRESOR ET DU BUDGET**

(6.3.2001)

Brm. Retourné au Ministère du Trésor et du Budget, avec l'observation que le Ministère du Travail et de l'Emploi n'a pas d'observations à faire au sujet du rapport de la Cour des comptes relatif aux comptes généraux 1998.

Luxembourg, le 6 mars 2001.

*Pour le Ministre du Travail et de l'Emploi,
Erny DORNSEIFFER
Inspecteur principal 1er en rang*

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE

**DEPECHE DU MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA SECURITE SOCIALE
AU MINISTERE DU TRESOR ET DU BUDGET**

(18.12.2000)

Monsieur le Ministre,

Suite à votre circulaire du 7 décembre 2000 j'ai l'honneur de vous faire savoir que le rapport de la Cour des comptes sur les comptes généraux de l'exercice 1998 n'appelle pas de commentaires particuliers de la part du département de la sécurité sociale.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,
Carlo WAGNER*

*

**PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA
VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**DEPECHE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL AU MINISTRE
DU TRESOR ET DU BUDGET**

(20.12.2000)

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à votre lettre circulaire ayant trait à l'objet cité sous rubrique, je m'empresse de vous informer que je n'ai pas d'observations à faire en ce qui concerne mon département de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

*Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,*
Fernand BODEN

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE

**DEPECHE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE AU MINISTRE
DU TRESOR ET DU BUDGET**

(11.1.2001)

Faisant suite à votre circulaire du 7 décembre 2000 concernant le sujet sous rubrique, j'ai le plaisir de vous informer que le rapport de la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'exercice 1998 ne donne pas lieu à des observations particulières de ma part.

Je vous communique cependant un relevé des marchés de gré à gré conclus par les différentes directions du ministère.

<i>Nature du marché de gré à gré</i>	<i>Argumentation</i>
<i>Direction de l'Industrie et de la Technologie</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • Rocade de Differdange, coordination en matière de sécurité du chantier • z.i. Contern, installation provisoire de pompage • z.i. Differdange, déplacement de la ligne HT 150 kV • z.i. Wolser, Riedgen, analyse technique de phénomène de gonflement du sol • z.i. Betzdorf, travaux supplémentaires – réseau d'éclairage public • z.i. Differdange/Sanem, approvisionnement en énergie électrique des chambres à vannes SES • z.i. Wiltz, mise en souterrain ligne MT 20 kV „Wolwelage-Wiltz“ • z.i. Wolser, aménagement rond-point • z.i. Wiltz, mise en souterrain ligne MT 20 kV (en partie) • z.i. Betzdorf, raccordement du site SES aux réseaux publics d'évacuation des eaux usées et des eaux de pluie • zone nationale Bommelscheuer, dossier commodo-incommodo 	<ul style="list-style-type: none"> prestations à caractère spécial prestations à caractère spécial prestations à caractère spécial prestations techniques prestations à caractère spécial seul prestataire prestations à caractère spécial prestations à caractère spécial prestations à caractère spécial prestations techniques à caractère spécial prestations techniques à caractère spécial
<i>Direction de la Promotion Commerciale</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • Conclusion d'un contrat de location pour plusieurs emplacements à l'occasion de la participation luxembourgeoise à HORECA EXPO à Gand • Conclusion d'un contrat de location pour plusieurs emplacements à l'occasion de la participation luxembourgeoise à la SAARMESSE à Sarrebruck • Conclusion d'un contrat de location pour plusieurs emplacements à l'occasion de la participation luxembourgeoise au Salon CEBIT à Hanovre • Conclusion d'un contrat de location pour plusieurs emplacements à la HANNOVER MESSE • Conclusion d'un contrat de location pour plusieurs emplacements au Salon EXPONET/INTERNET à Vienne • Conclusion d'un contrat de location pour plusieurs emplacements à l'occasion de la participation luxembourgeoise au Salon PLMA's WORLD OF PRIVATE LABEL à Amsterdam • Réalisation de deux stands clé sur porte à la HANNOVER MESSE • Réalisation de deux stands clé sur porte au Salon HORECA EXPO à Gand 	<ul style="list-style-type: none"> un seul organisateur, tarif de location fixé d'office fournitures et prestations à caractère spécial fournitures et prestations à caractère spécial

<i>Nature du marché de gré à gré</i>	<i>Argumentation</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'une réception à l'occasion de la journée luxembourgeoise à la HANNOVER MESSE, organisation de réceptions pour les délégations étrangères sur les stands luxembourgeois à la CEBIT qu'à la HANNOVER MESSE 	un seul concessionnaire autorisé à fournir l'équipement et les prestations nécessaires
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'un stand clé sur porte au Salon AUTOMECHANIKA à Francfort 	fournitures et prestations à caractère spécial
<ul style="list-style-type: none"> • Conclusion d'un contrat de location pour plusieurs emplacements à l'occasion du Salon AUTOMECHANIKA à Francfort 	un seul organisateur, tarif de location fixé d'office
<ul style="list-style-type: none"> • Conclusion d'un contrat de location pour plusieurs emplacements au SIAL à Paris 	un seul organisateur, tarif de location fixé d'office
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'un stand clé sur porte au salon SIAL à Paris 	fournitures et prestations à caractère spécial

Il ressort ainsi du relevé en question que la plupart des marchés de gré à gré ont été conclus par la Direction de l'Industrie et de la Technologie à l'occasion de travaux à caractère spécial effectués dans les zones industrielles ainsi que par la Direction de la Promotion Commerciale à l'occasion de stands de représentation du Grand-Duché de Luxembourg lors des foires et salons à l'étranger.

Henri GRETHEN

*

PRISES DE POSITION DES DEPARTEMENTS DU MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT

DEPECHE DU MINISTRE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET

(4.1.2001)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir la prise de position des sections Classes Moyennes et Tourisme du Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement face aux remarques formulées par la Cour des Comptes relatives à l'objet sous rubrique:

Tourisme

En ce qui concerne les Restants d'exercices antérieurs:

Art. 21.1.11.800	
Administration des Contributions: Redressements 1996/1997	322.400.-
Art. 21.1.11.802	
Hubert Wurth, La Haye: Excédent dépenses 1996	72.248.-
Art. 21.1.11.803	
Luxair / Copenhague 1991	59.885.-
Copenhague 1991	86.941.-
Copenhague 1991	286.754.-
Copenhague 1992	26.342.-
Copenhague 1992	4.201.-
Bruxelles 1994	51.028.-
Bruxelles 1995	1.830.-
Copenhague 1995	134.266.-
Cassettes 1996	132.900.-

Explications factures LUXAIR: présentation des factures après clôture des exercices (crédits budgétaires limitatifs) „sans distinction d'exercice“ dans le budget de 1998.

Serge Moes, agence de Londres: Excédent dépenses	1994	42.725.–
	1996	69.958.–
Gert Kartheuser, agence de Mönchengladbach: Excédent dépenses	1995	14.172.–
Georges Theis, agence de Bruxelles: Excédent dépenses	1995	83.539.–

En ce qui concerne les marchés de gré à gré conclus ex post:

- *Guide Gallimard*: Une convention entre les „Editions Gallimard“ et le Ministère du Tourisme a été conclue le 16 septembre 1997. Cette convention était à considérer comme une déclaration d'intention. Le projet devait être soumis à l'approbation du Ministère du Tourisme. Or, le délai de présentation du projet a été dépassé par les „Editions Gallimard“.

Le budget de l'exercice 1998 avait retenu la dépense avec un montant de 2.635.000.– Luf (Art. 21.1.33.024)

C'est seulement après vérification du projet que le Ministère du Tourisme a saisi le Conseil de Gouvernement.

L'approbation du Conseil de Gouvernement a été enregistré le 20 mars 1998.

- *ITB (Foire touristique)*: Le programme des foires de l'année 1998 a été approuvé par un arrêté du Conseil de Gouvernement en date du 19.12.1997. En ce qui concerne „l'Internationale Tourismus-börse Berlin“, l'engagement a dû être pris en septembre 1997 afin d'éviter que les emplacements convoités ne soient plus disponibles. L'engagement de dépenses a donc dû être pris sur un exercice dont le budget n'avait pas encore été voté.
- *Etude ETI – „Reiseverhalten der Luxemburger Bevölkerung“*: Cette étude est la transposition d'une directive européenne qui se fait sur une base annuelle, et dont la réalisation ne peut être confiée qu'à un institut disposant des moyens techniques et scientifiques adéquats. Partant, la réalisation de l'étude en question a été confiée à l'ETI à partir de l'an 1996.

Classes Moyennes

Tableau 6 „Choix de crédits sous-estimés de façon permanente“

Les dépassements des crédits de l'article 21.0.53.040 (subvention en capital) du budget des dépenses du Département des Classes Moyennes s'expliquent du fait qu'il s'avère impossible de prévoir exactement le nombre et l'envergure des dossiers présentés au titre de l'article 3 de la loi-cadre des classes moyennes du 29 juillet 1968 au moment de l'élaboration des propositions budgétaires.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

*Le Ministre des Classes Moyennes,
du Tourisme et du Logement,
Fernand BODEN*

*

**DEPECHE DU MINISTRE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME
ET DU LOGEMENT AU MINISTRE DU TRESOR**

(16.1.2001)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir par la présente, la prise de position du département du logement relative à l'affaire émarginée.

1. En ce qui concerne le crédit inscrit sous l'article 26.0.12.140 figurant au tableau 3 dénommé „les crédits surestimés“ du prédit rapport de la Cour des comptes, il y a lieu de relever que le département du logement était contraint d'opérer des économies substantielles en vue de pourvoir au transfert d'un montant de 1.100.000.- sur l'article 26.0.12.120 (figurant dans le tableau 4 du rapport de la Cour des comptes et renseignant les crédits sous-estimés). Le transfert a dû être opéré afin de pouvoir faire appel à des hommes de l'art dont le coût s'est avéré plus élevé qu'initialement estimé.
 2. Quant à l'énumération du département du logement dans le relevé du tableau 9 à la page 48 intitulé „Les restants d'exercices antérieurs“, il y a lieu de préciser qu'une facture du 15 mai 1997 de la coopérative Peter Pan, en liquidation, ayant trait à la fourniture de journaux pour l'année 1996 et portant sur un montant de 115.098.- n'a pu être imputée sur l'exercice 1996.
La liquidation n'a pu être opérée qu'en 1998 par le biais d'un restant d'exercices antérieurs.
 3. En ce qui concerne les deux marchés de gré à gré énumérés au tableau 18 dénommé „Marchés conclus par ministère en 1998“ à la page 60 du rapport, il y a lieu de noter qu'il s'agissait, tout comme pendant les exercices antérieurs, de prestations de services d'ordre scientifique et artistique confiées à des hommes de l'art, auxquels cas il peut être dérogé à la procédure ordinaire de l'adjudication publique, conformément à l'article 36.2 b) de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat.
 4. Quant aux ordonnances liquidées après le 15 mai 1999, portant sur 3.898.995.- francs, il y a lieu de noter que:
 - l'ordonnance portant sur un montant de 11.000.- (indemnité d'habillement pour 1998) a été opérée le 3 mai 1999 par l'Administration du Personnel de l'Etat.
 - l'ordonnance portant sur un montant de 3.887.995.- (construction d'ensembles vente, aides aux communes) a été opérée le 16 avril 1999 et a fait l'objet d'une rectification le 11 mai 1999.
- Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

*Le Ministre des Classes Moyennes,
du Tourisme et du Logement,*
Fernand BODEN

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

**DEPECHE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET**

(20.12.2000)

Monsieur le Ministre,

Par la présente, je me permets de vous informer que ne n'ai pas d'observations à émettre au sujet du rapport de la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'exercice 1998.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le Ministre des Travaux Publics,
Erna HENNICOT-SCHOEPGES

*

PRISE DE POSITION DU MINISTRE DES TRANSPORTS

DEPECHE DU MINISTRE DES TRANSPORTS AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET

(5.2.2001)

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre lettre du 7 décembre 2000 concernant l'objet sous rubrique, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les explications suivantes au sujet de quelques remarques formulées par la Cour des Comptes au sujet du Ministère des Transports:

a) *Les crédits surestimés (tableau 3 du rapport)*

- 23.6.14.050: Participation de l'Etat aux frais de gestion et d'entretien des stations d'épuration du S.I.A.S.

La surestimation de l'ordre de 1.942.736.- LUF était due au fait que les frais occasionnés au courant de l'année 1998 n'avaient pas atteint les estimations escomptées, en raison notamment des conditions météorologiques.

b) *Les crédits sous-estimés (tableau 4)*

- 23.6.14.030: Entretien des pistes, des voies de circulation et du domaine de l'aéroport.

La sous-estimation de l'ordre de 1.903.328.- LUF est due au fait qu'il fallait procéder à des travaux de réfection imprévus et à caractère d'urgence sur l'aire de mouvement de l'aéroport.

c) *Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50% (tableau 7)*

- 23.2.12.120: Frais d'experts et d'études.

L'insuffisance de crédit de 10.414.707.- LUF pour la mission d'audit du schéma de rémunération des prestations RGTR provient, d'un côté, des sous-estimations de la quantité des charges de travail dues aux inconnues relatives à l'organisation interne des entreprises de l'échantillon et à la disponibilité des informations financières et analytiques. De l'autre côté, des travaux supplémentaires se sont avérés utiles au niveau de l'audit financier et des recommandations.

Comme l'audit du schéma de rémunération avait été fait sur un échantillon de 6 entreprises et les parties concernées avaient demandé l'impact de la nouvelle rémunération sur l'ensemble des 23 entreprises circulant dans le RGTR, une simulation a dû être faite pour l'ensemble des entreprises.

- 23.7.74.000: Acquisition de véhicules automoteurs.

Le dépassement de 5.380.288.- LUF s'explique notamment par le fait qu'à part les deux voitures ministérielles inscrites au budget 1998, il a dû être procédé à l'acquisition de quatre voitures supplémentaires pour remplacer des voitures dont une avait été volée et trois étaient jugées trop coûteuses pour être réparées.

d) *Dépassements dus à l'alimentation de fonds spéciaux dont une des causes réside dans l'affectation des plus-values de recettes de l'exercice 1998*

- 53.0.93.000: Alimentation du Fonds du Rail.

Lors de la répartition des plus-values de l'exercice 1998 le Ministre du Budget a autorisé par courrier du 20 mai 1999 le Ministre des Transports à dépasser d'un montant de 1.500.000.000.- LUF le crédit non limitatif de 300.000.000.- LUF inscrit à l'article 53.0.93.000 „Alimentation du Fonds du Rail“ du budget des dépenses de 1998 conformément à l'article 19 de la loi budgétaire du 22 décembre 1997.

De cette façon le crédit initial inscrit à l'article en question a été porté à (300.000.000 + 1.500.000.000 =) 1.800.000.000.- LUF .

- 53.0.93.001: Alimentation du Fonds des raccordements ferroviaires internationaux.

Lors de la répartition des plus-values de l'exercice 1998 le Ministre du Budget a autorisé par courrier du 20 mai 1999 le Ministre des Transports à dépasser d'un montant de 1.000.000.000.- LUF le crédit non limitatif de 25.000.000.- LUF inscrit à l'article 53.0.93.001 „Alimentation du Fonds des raccordements ferroviaires internationaux“ du budget des dépenses de 1998 conformément à l'article 19 de la loi budgétaire du 22 décembre 1997.

De cette façon le crédit initial inscrit à l'article en question a été porté à (25.000.000 + 1.000.000.000 =) 1.025.000.000.- LUF.

En ce qui concerne les avances pour frais de route et de séjour non régularisées (tableau 29), je ferai établir un rôle de restitution au montant de 15.000 + 55.000 = 70.000.- LUF.

Les autres rubriques du rapport de la Cour des Comptes ne requièrent pas d'observations particulières de ma part.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma parfaite considération.

Luxembourg, le 5 février 2001

Le Ministre des Transports,
Henri GRETHEN

*

PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE

DEPECHE DE LA MINISTRE DE LA PROMOTION FEMININE AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET

(20.12.2000)

Monsieur le Ministre,

En réponse à la circulaire du 7 décembre 2000 concernant le rapport de la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'exercice 1998, j'ai l'honneur de vous informer que les observations de la Cour des Comptes, ne nécessitent pas de prise de position de la part du Ministère de la Promotion Féminine.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

La Ministre de la Promotion Féminine,
Marie-Josée JACOBS

4733/02

N° 4733²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

*

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(9.10.2001)

Par dépêche du 13 décembre 2000, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a saisi le Conseil d'Etat à la demande du ministre du Trésor et du Budget du projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998. Le texte du projet était accompagné du rapport de la Cour des comptes sur les comptes généraux de l'Etat de l'exercice budgétaire 1998.

Par dépêche du 10 septembre 2001, les prises de position des départements ministériels sur les observations formulées par la Cour des comptes ont été communiquées au Conseil d'Etat.

La balance des comptes généraux de l'exercice 1998 s'établit comme suit:

A – Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires	
Recettes effectives	190.643.126.550 F
Dépenses effectives	<u>188.613.119.564 F</u>
Excédent de recettes	2.030.003.986 F
Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1997	13.328.284.543 F
Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1998	15.358.291.529 F
B – Recettes et dépenses pour ordre	
Recettes pour ordre	85.638.202.331 F
Dépenses pour ordre	85.536.311.687 F
C – Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux et fonds déposés	
Recettes (y compris une somme de 60.498.713.723 F restée disponible à la clôture de l'exercice 1997)	113.447.647.971 F
Dépenses	40.522.848.654 F
Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1998	72.924.799.317 F

A l'examen des annexes au projet de loi, on constate que par rapport au budget définitif, c'est-à-dire au budget voté pour l'exercice 1998 tel que modifié par les lois subséquentes, le total des recettes et dépenses définitives du compte général présente une différence de respectivement 11,9% et 10,7% par rapport au budget définitif. Les comptes généraux renseignent notamment des plus-values de 17,5 milliards de francs (différence de 10,4%) en ce qui concerne les recettes ordinaires et de 14,4 milliards de francs (différence de 93,3%) en ce qui concerne les dépenses extraordinaires. Cette constatation corrobore la critique adressée par le Conseil d'Etat au projet de budget de l'exercice budgétaire sous revue dans son avis du 4 novembre 1997 qui disait:

„Les plus-values des recettes sont devenues une composante fixe de la politique budgétaire. Des dotations budgétaires, manifestement sous-évaluées dans le cadre de la loi budgétaire, afin de respecter la norme budgétaire, reçoivent par après des dotations supplémentaires moyennant les

plus-values des recettes au moment où sont connus les résultats du compte provisoire. La sous-évaluation systématique des recettes, les plus-values des recettes qu'elle comporte et leur affectation ont pour conséquence que la norme budgétaire n'a plus de signification à partir du moment où elle a servi à justifier la politique budgétaire."

D'après le commentaire, les plus-values „enregistrées pendant l'exercice 1998 proviennent pour l'essentiel de l'impôt sur le revenu des collectivités (+3,9 milliards), de la taxe d'abonnement sur les titres de société (+2,8 milliards), de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (+11,4 milliards)". S'y ajoutent les recettes exceptionnelles provenant de la participation du Luxembourg aux opérations de vente d'or de la Banque nationale de Belgique et des recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires.

La plus-value des dépenses de 18,9 milliards de francs provient à raison de 18,3 milliards des dotations effectuées *ex post* des principaux fonds spéciaux. Même si le Gouvernement soumet entre-temps l'affectation des plus-values budgétaires à la procédure législative et respecte dès lors quant à la forme le contrôle parlementaire sur la politique budgétaire, on ne peut pas constater quant au fond des changements significatifs dans l'approche.

Au vu des différences fondamentales constatées entre le budget définitif et les comptes généraux, les observations de la Cour des comptes sont certes pertinentes du point de vue du respect des principes budgétaires; toutefois, les montants faisant l'objet de critiques ont une importance relative par rapport aux données globales.

En ce qui concerne les *transferts* d'excédents de crédit d'un article budgétaire à un autre, le montant des sommes effectivement liquidées à la suite des opérations de transferts s'élève à 544 millions. A la suite d'une analyse de ces opérations de transfert, la Cour des comptes relève une demi-douzaine de crédits qui, au cours de la période quinquennale 1994 à 1998, ont fait l'objet d'une sous-estimation ou d'une surestimation systématique. Le Conseil d'Etat est d'avis que les crédits devraient faire l'objet d'une appréciation plus correcte au moment de l'établissement du budget.

En ce qui concerne les *crédits non limitatifs*, la Cour des comptes constate que le montant total des liquidations effectuées sur la base d'autorisations de dépassement s'élève à 7,8 milliards pour le budget ordinaire et à 15,6 milliards pour le budget extraordinaire, la cause essentielle pour cette dernière catégorie de dépenses résidant principalement dans l'affectation des plus-values des recettes de l'exercice 1998. La Cour des comptes signale une vingtaine de crédits qui au cours de la période d'observation quinquennale ont fait l'objet d'une sous-estimation. Le Conseil d'Etat constate que dans la majeure partie des cas il s'agit en l'occurrence de crédits portant sur des situations qui échappent à l'emprise des pouvoirs publics. Toujours est-il qu'après une certaine période d'observation, les montants à inscrire devraient faire l'objet d'une nouvelle appréciation. Le Conseil d'Etat ignore toutefois pourquoi une dépense non obligatoire, telle la publication d'un recueil de législation, fasse l'objet de l'inscription systématique d'un crédit non limitatif manifestement sans aucun rapport avec les prix d'impression ayant cours.

Les *restants d'exercices antérieurs*, destinés à la régularisation et au paiement de dépenses engagées au cours d'un exercice antérieur, portent sur 320 millions et ne donnent pas lieu à observation de la part de la Cour des comptes.

La Cour des comptes relève qu'au cours de l'exercice 1998 elle a été saisie de 6 *ordonnances provisoires* portant sur un montant total de quelque 25 millions dont 5 ont été avisées favorablement et une défavorablement.

Sous la rubrique des *comptables extraordinaires*, la Cour des comptes relève qu'au cours de l'exercice quelque 6 milliards ont été mis à la disposition des comptables extraordinaires pour l'exercice 1998. A la clôture de l'exercice au 30 avril 1999, 47 comptables extraordinaires n'avaient pas encore présenté leur compte, de sorte que la Chambre des comptes n'avait pas pu statuer dans les délais légaux sur 472 comptes pour un montant de 489,5 millions. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'une plus grande discipline devrait être exigée à cet égard, notamment de la part des représentations diplomatiques à l'étranger.

En 1998, 1266 *marchés publics* ont été passés, soit une augmentation de 10,4% par rapport à l'exercice antérieur. 41% des marchés ont été passés suivant la procédure de la soumission publique, 2,05 % suivant la procédure de la soumission restreinte et 56,32% suivant la procédure des marchés de gré à gré. Par rapport aux exercices antérieurs, on peut constater un recours plus fréquent à la procédure normale de la soumission publique et une diminution des procédures d'exception. Le Conseil d'Etat est

d'avis que l'appréciation ne peut se faire uniquement au regard du nombre des marchés, mais doit être complétée par une analyse sur l'importance des marchés. Dans son avis, la Cour des comptes analyse les motifs justifiant le recours à la procédure d'exception, critique – à juste titre – les justifications *ex post* de marchés de gré à gré, examine en détail différents marchés, fait rapport de son contrôle sur l'exécution des marchés publics et l'état des décomptes finaux sur les travaux. Le Conseil d'Etat peut se rallier aux conclusions dégagées par la Cour des comptes, même s'il éprouve quelques difficultés à suivre la notion d'atteinte „définitive“ à la loi employée à propos d'une affaire.

Au chapitre traitant de l'*ordonnancement*, la Cour des comptes critique les défauts techniques et les erreurs matérielles. Le Conseil d'Etat est d'avis que l'appréciation de la Cour des comptes gagnerait en poids si le nombre des ordonnances incorrectes par rapport au nombre total des ordonnances émises était indiqué. En ce qui concerne la présentation des ordonnances en dehors des délais légaux, le Conseil d'Etat se rallie aux critiques de la Cour des comptes, d'autant plus que les délais plus courts prévus d'après les nouvelles dispositions législatives risquent d'amplifier le phénomène.

Les *frais de route* vont de pair avec l'activité internationale du Luxembourg. Si l'on accepte que la présence sur le plan international est surtout pour un petit pays une nécessité, le Conseil d'Etat s'interroge pourquoi l'on met en évidence ces frais, en fournissant à ce propos des détails qui ont pour seule finalité de satisfaire à une certaine curiosité. Des règles strictes encadrent ces dépenses; les organes de contrôle surveillent leur emploi. Il échappe au Conseil d'Etat pourquoi la régularisation des avances n'est pas poursuivie avec la rigueur généralement de mise en la matière.

La Cour des comptes consacre un chapitre spécifique aux *agents de l'Etat*. La première remarque concerne la discordance entre fonds avancés et dépenses comptabilisées. Ces discordances sont le résultat de divergences d'interprétations législatives entre la Chambre des comptes et l'Administration du personnel de l'Etat datant de 1986. Ces divergences ont d'ailleurs donné lieu à un contentieux volumineux devant les juridictions administratives. Il est certes important d'opérer une comptabilisation correcte des montants en cause. Toutefois, d'après le Conseil d'Etat, ces considérations comptables ne doivent pas cacher le fait que les agents concernés ont été maintenus pendant plus de dix ans dans l'incertitude en ce qui concerne leur rémunération. Dès lors, le Conseil d'Etat invite la Cour des comptes, la Direction du contrôle financier et l'Administration du personnel de l'Etat à accélérer le règlement de leurs litiges, comme celui signalé sur la détermination de l'allocation de fin d'année en cas de changement de situation au cours de l'année.

Le Conseil d'Etat peut se rallier aux observations de la Cour des comptes en ce qui concerne les *Services de l'Etat à gestion séparée*. Les considérations de la Cour s'appuient en large partie sur les arguments développés antérieurement par le Conseil d'Etat.

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose l'adoption du projet de loi sous revue.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 9 octobre 2001.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

Service Central des Imprimés de l'Etat

4733/01A

N° 4733^{1A}

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

* * *

**PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE****DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(11.10.2001)

Monsieur le Président,

Comme suite à mes lettres du 12 décembre 2000 et du 10 septembre 2001, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la *prise de position* du Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative sur les observations formulées par la Cour des Comptes sur le projet de loi sous rubrique dans son rapport du 20 novembre 2000 (annexe No 6 du projet de loi).

Le Ministre tient à s'excuser du retard qu'a pris l'élaboration de sa prise de position et suggère que celle-ci fasse l'objet d'une publication supplémentaire en tant que document parlementaire.

Je me permets de vous rappeler que les précisions de la part des départements ministériels sont destinées à faciliter l'examen du projet au cours de la procédure législative et que Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget se tient à votre entière disposition pour des éclaircissements supplémentaires.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*

Daniel ANDRICH

Conseiller de Gouvernement Ire classe

*

**PRISE DE POSITION DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE**

1) Comme déjà au cours des années précédentes, la Cour des Comptes fait observer également dans son rapport pour l'année 1998 qu'un grand nombre d'ordonnances de paiement et d'imputation n'ont pas été présentées dans le délai légal fixé au 30 avril de l'année qui suit l'exercice sous revue. Concernant plus particulièrement le budget ordinaire et extraordinaire, la Cour des Comptes note que les ordonnances d'imputation concernant la régularisation des traitements des agents de l'Etat présentent à elles seules un montant de 24,5 milliards de francs pour un montant total de 44 milliards de francs d'ordonnances non présentées dans le délai légal.

Dans ce contexte, je me permets de rappeler les explications fournies par le Directeur de l'Administration du Personnel de l'Etat pour le rapport de l'année 1996 et qui restent toujours d'actualité: „Si les interventions du Gouvernement en Conseil, des différents services de contrôle des opérations budgétaires et aussi de mes services ont parfois permis de débloquer des montants plutôt considérables, force est de constater que tel n'est pas toujours le cas avant la clôture légale. En effet, comme je l'ai rappelé à

diverses reprises, le strict respect des délais impartis présuppose le plein concours de l'ensemble des différentes instances intervenant dans la procédure d'ordonnancement et de régularisation des opérations de comptabilité donc aussi des rémunérations des agents de l'Etat."

2) Dans le chapitre de son rapport sur les agents de l'Etat, la Cour des Comptes note que la discordance entre les fonds avancés et les dépenses comptabilisées s'est accentuée davantage depuis l'exercice 1986. A juste titre, la Cour des Comptes fait observer qu'en 1997, sur initiative du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, le Gouvernement avait déféré à la Cour administrative 93 questions de principe au sujet de rémunérations d'agents de l'Etat.

Comme indiqué dans les observations de l'Administration du Personnel de l'Etat pour le rapport de 1996, il y a lieu de rappeler que la Cour administrative, dans son arrêt du 5 juin 1997, ne s'est prononcée que sur une partie des litiges qui lui avaient été soumis.

Les litiges pour lesquels la Cour administrative a confirmé la position du Gouvernement n'ont pas eu d'effet autre que de confirmer le montant des rémunérations allouées aux agents visés. Leurs rémunérations servies après l'arrêt de la Cour administrative ainsi que leurs rémunérations subséquentes ont bien fait l'objet d'un ordonnancement présenté à la Cour des Comptes et ont été entre-temps liquidées.

Pour ce qui est des litiges tranchés en défaveur des intéressés, l'Administration du Personnel de l'Etat a redressé sans délai leurs rémunérations. Il est rappelé à ce sujet qu'une renonciation à la récupération des rémunérations peut toujours être envisagée sur base de la loi du 28 juillet 2000 modifiant l'article 29quater de la loi modifiée du 22 juin 1963, à condition que les modalités d'exécution en aient été fixées par un règlement grand-ducal dont l'avant-projet vient d'être soumis au Gouvernement en Conseil.

3) Pour ce qui est des observations de la Cour des Comptes relatives à l'allocation de fin d'année, il est vrai que l'Administration du Personnel de l'Etat a adopté pour les agents ayant subi une variation de tâche en cours d'année le même mode de calcul que pour le traitement – ce dernier étant toujours proratisé par rapport à la tâche. Un texte de loi modifiant en ce sens l'article 29ter de la loi modifiée du 22 juin 1963 vient également d'être soumis au Gouvernement en Conseil dans le cadre de la présentation de l'avant-projet de loi portant réforme de la loi fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

*Pour le Ministre de la Fonction Publique et
de la Réforme Administrative,*

Joseph SCHAACK

Secrétaire d'Etat

4607/02, 4733/03

N^{OS} 4607²
4733³

CHAMBRE DES DEPUTES
Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1997

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DU CONTROLE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

(4.3.2002)

La Commission se compose de: M. Jeannot KRECKE, Président; MM. Lucien CLEMENT et Alexandre KRIEPS, Rapporteurs; MM. François BAUSCH, Ben FAYOT, Norbert HAUPERT, Robert MEHLEN, Jean-Paul RIPPINGER, John SCHUMMER, Lucien WEILER et Claude WISELER, Membres.

*

I. INTRODUCTION ET TRAVAUX DE LA COMMISSION

Le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1997 a été déposé à la Chambre des Députés le 13 décembre 1999. Au texte du projet de loi ainsi qu'aux annexes était joint le rapport de la Chambre des Comptes daté du 17 novembre 1999. Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 7 novembre 2000. Il faut noter que les prises de position des départements ministériels n'ont pas été transmises au Conseil d'Etat, ni à la Chambre des Députés, contrairement aux exercices antérieurs et à l'exercice 1998.

Le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998 a été déposé à la Chambre des Députés le 6 décembre 2000. Au texte du projet de loi ainsi qu'aux annexes était joint le rapport de la Cour des Comptes daté du 20 novembre 2000. Suite à ce rapport, les départements ministériels ont pris position et le Conseil d'Etat a rendu son avis le 9 octobre 2001.

Lors de sa réunion du 21 février 2000, la commission du contrôle de l'exécution budgétaire a désigné M. Alexandre Krieps comme rapporteur du projet de loi 4607. La commission a examiné le projet de loi au cours de ses réunions des 8 mai et 24 novembre 2000.

Le projet de 4733 a été examiné une première fois par la commission au cours de sa réunion du 12 décembre 2000. La charge de rapporteur a d'abord été confiée à M. Norbert Hauptert et ensuite à M. Lucien Clement (réunion du 22 janvier 2001). La Cour des Comptes a présenté son rapport sur les comptes généraux de l'exercice 1998 au cours de la réunion du 12 décembre 2000. L'examen du projet a eu lieu le 15 octobre 2001.

Au cours de sa réunion du 5 novembre 2001, la commission a procédé à des échanges de vues avec M. le Directeur du Budget, des Finances, de l'Administration et du Contrôle financier des missions diplomatiques au sujet des comptes extraordinaires dépendant du ministère des Affaires étrangères et

avec M. le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative au sujet du calcul de l'allocation de fin d'année.

Une entrevue avec M. le Directeur de l'Inspection générale des Finances au sujet des services de l'Etat à gestion séparée a eu lieu le 4 février 2002.

Le présent rapport, regroupant les projets de loi 4607 et 4733, a été examiné et adopté par la commission du contrôle de l'exécution budgétaire lors de sa réunion du 4 mars 2002.

*

II. CONSIDERATIONS GENERALES

En ce qui concerne les comptes généraux de l'exercice **1997**, on peut retenir que les recettes ordinaires et extraordinaires effectives s'élèvent à 182,13 milliards de francs, alors que le budget définitif ne prévoyait que 163,9 milliards. La sous-estimation des recettes totales a ainsi été de 18,23 milliards (11%).

Les dépenses totales (ordinaires et extraordinaires) de l'exercice 1997 sont en augmentation par rapport aux montants retenus au titre du budget définitif. Si les montants votés à ce titre se chiffraient à 164,33 milliards, force est de constater que les dépenses réellement effectuées se chiffrent à 176,85 milliards, soit une augmentation de 12,51 milliards (7,6%).

D'après les explications fournies à l'annexe 2 du projet de loi, les plus-values de *recettes* enregistrées pendant l'exercice 1997 sont d'abord dues à une croissance économique de 4,6%, au lieu des 2,9% prévues, et proviennent pour l'essentiel de l'impôt sur le revenu des collectivités (+ 4,1 milliards), de la part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'UEBL en matière de droit d'accises (+ 4,1 milliards), de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (+ 1,8 milliard), de la taxe d'abonnement sur les sociétés (+ 1,5 milliard) et de la taxe sur la valeur ajoutée (+ 1,3 milliard). En revanche, il y a lieu de noter une moins-value de 1,7 milliard concernant l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette.

En ce qui concerne les *dépenses* de l'exercice 1997, la plus-value globale est de 12,5 milliards, si l'on tient compte des dotations supplémentaires au profit des principaux fonds spéciaux de l'Etat.

Les alimentations supplémentaires suivantes ont été effectuées au profit de ces fonds spéciaux au titre de l'exercice écoulé:

Fonds pour la coopération au développement	+ 500,0 millions
Fonds pour l'emploi	+ 3.000,0 millions
Fonds d'investissements publics administratifs	+ 1.500,0 millions
Fonds d'investissements publics scolaires	+ 2.000,0 millions
Fonds pour la protection de l'environnement	+ 500,0 millions
Fonds des routes	+ 500,0 millions
Fonds pour la loi de garantie	+ 1.000,0 millions
Fonds pour les monuments historiques	+ 100,0 millions
Fonds du rail	+ 1.850,0 millions
Fonds de la dette publique	+ 2.520,2 millions
Total	+ 13.470,2 millions

Le gouvernement note que, „dans l'interprétation des résultats de l'exercice 1997, il importe par ailleurs d'attirer l'attention sur le fait que pour un montant total de quelque 1,1 milliard, des ordonnances d'imputation relatives à des crédits pour traitements et salaires ont dû être imputées à l'exercice 1997 alors qu'elles appartiennent en fait à l'exercice 1996. Si l'on fait abstraction de ces reports d'imputation, ainsi que des dotations additionnelles opérées au profit des fonds spéciaux de l'Etat, les dépassements nets des crédits budgétaires de l'exercice 1997 ne s'élèvent qu'à quelque 0,3%“.

En ce qui concerne les comptes généraux de l'exercice **1998**, on peut retenir que les recettes ordinaires et extraordinaires s'élèvent à 190,64 milliards de francs, alors que le budget définitif ne prévoyait que 170,31 milliards. La sous-estimation importante des recettes totales a ainsi été de 20,33 milliards (11,9%)!

Les dépenses totales (ordinaires et extraordinaires) de l'exercice 1998 sont en augmentation par rapport aux montants retenus au titre du budget définitif. Si les montants votés à ce titre se chiffraient à 170,41 milliards, force est de constater que les dépenses réellement effectuées se chiffrent à 188,61 milliards, soit une augmentation de 18,19 milliards.

Selon l'annexe 2 du projet de loi, les plus-values de recettes enregistrées pendant l'exercice 1998 proviennent pour l'essentiel de l'impôt sur le revenu des collectivités (+ 3,9 milliards), de la taxe d'abonnement sur les titres de société (+ 2,8 milliards), de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (+ 1,4 milliard), de la part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'U.E.B.L. en matière de droits de douane et d'accise (+ 1,3 milliard), des droits d'enregistrement (+ 1,2 milliard). A cela s'ajoutent les recettes exceptionnelles provenant de la participation du Grand-Duché aux opérations de vente d'or de la Banque Nationale de Belgique (+ 3,2 milliards) et des recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires (+ 3,9 milliards).

Le gouvernement signale que les prévisions pour le budget de 1998 tablaient sur une croissance du PIB (version SEC) de 6,1%, alors que cette croissance devrait atteindre, voire dépasser 7,5%.

Il y a lieu de noter une légère moins-value de 0,4 milliard en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette. De même une moins-value de 1 milliard est imputable au fait que, compte tenu notamment de la bonne situation financière de nos finances publiques, l'emprunt de 1 milliard inscrit au budget voté de 1998 n'a pas été émis.

Pour ce qui est des *dépenses*, les dépenses supplémentaires de l'exercice 1998 sont pour l'essentiel attribuables aux alimentations additionnelles des fonds de l'Etat.

Fonds d'investissements publics administratifs	+ 2.500,0 millions
Fonds d'investissements publics scolaires	+ 4.000,0 millions
Fonds des routes	+ 2.500,0 millions
Fonds pour la protection de l'environnement	+ 1.500,0 millions
Fonds du rail	+ 1.500,0 millions
Fonds de la coopération au développement	+ 1.000,0 millions
Fonds de la dette publique	+ 2.000,0 millions
Fonds pour la loi de garantie	+ 800,0 millions
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	+ 1.000,0 millions
Fonds des investissements hospitaliers	+ 1.500,0 millions
Total	+ 18.300,0 millions

*

III. CONSIDERATIONS PARTICULIERES

La commission entend examiner plus spécialement les points suivants et renvoie pour le surplus aux remarques pertinentes figurant dans les rapports de la Chambre ou de la Cour des Comptes:

1. Les comptables extraordinaires

Dans son rapport sur les comptes 1995 et 1996, la commission „note que deux circulaires ministérielles reproduites en annexe du présent rapport ont pour but de mettre en conformité la situation des comptables publics en général et celle des comptables extraordinaires en particulier avec la nouvelle loi sur la comptabilité de l'Etat.

Toujours est-il que des problèmes subsistent en ce qui concerne la reddition des comptes de certains comptables extraordinaires. La commission du contrôle de l'exécution budgétaire entend prochainement consacrer des réunions à l'examen de cette problématique avec les ministres concernés et la Cour des Comptes“.

Dans son rapport sur les comptes de l'exercice 1998, la Cour des Comptes relève qu'„à la clôture de l'exercice 1998, fixée au 30 avril 1999, 47 comptables extraordinaires n'avaient pas encore présenté leurs comptes à la Chambre des comptes, qui n'a partant pas pu statuer dans les délais légaux sur 472 comptes pour un montant total de 489.467.113 LUF, soit 8,1% du total des fonds alloués aux

comptables extraordinaires en 1998. A la fin du mois d'octobre 2000, 25 comptables extraordinaires n'ont toujours pas rendu compte de 136 crédits pour un montant de 93.412.187 LUF qui leur avaient été alloués en 1998“.

La Cour ajoute que „pour la période allant de 1989 à 1998, le nombre total de crédits pour lesquels il n'a pas encore été rendu compte s'élève à 402 pour un montant de 234.395.737 LUF. Il importe de relever que bon nombre de comptables extraordinaires, ayant rendu compte, n'ont pas encore reçu décharge alors qu'aucune suite n'a été donnée aux observations formulées par la Chambre des comptes, voire la Cour des comptes“.

Au cours de sa réunion du 5 novembre 2001, la commission a évoqué la présente problématique avec le directeur du Budget, des Finances, de l'Administration et du Contrôle financier des missions diplomatiques.

Le directeur a été d'accord avec la constatation concernant les délais excessifs, mais a expliqué que la comptabilité des ambassades représente 56.000 pages par année. Chaque pièce doit être contrôlée individuellement, dès lors que les délais prévus par la loi sur la comptabilité de l'Etat sont impossibles à respecter.

Le ministère des Affaires étrangères connaît 28 comptables extraordinaires, chacun administrant 17 comptes. Le comptable, c'est-à-dire l'ambassadeur, doit lui-même signer tous les documents, ces derniers devant ensuite être transmis en original au contrôle financier, cette transmission se faisant par courrier diplomatique. Le précontrôle est assuré par le ministère, certaines erreurs y étant constatées et nécessitant le retour de certains documents aux ambassades. Le directeur a rappelé ses demandes itératives avant l'adoption de la nouvelle loi sur la comptabilité de l'Etat, afin d'aménager les délais pour les comptables extraordinaires du ministère des Affaires étrangères.

La commission salue les efforts déjà accomplis par le ministère en matière de raccourcissement des délais, mais insiste sur la présentation rapide des comptes non encore soumis à la Cour des Comptes.

La commission demande finalement au gouvernement de trouver une solution afin que la présentation des comptes des comptables extraordinaires des Affaires étrangères puisse se faire conformément à la loi, soit en apportant des modifications matérielles (introduction du courrier ou de la signature électroniques par exemple), soit en modifiant les délais légaux.

2. L'allocation de fin d'année

Dans son rapport sur les comptes 1998, la Cour des Comptes constate que „la loi du 12 décembre 1990 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat a introduit une disposition fixant les conditions d'après lesquelles les agents de l'Etat peuvent bénéficier d'une allocation de fin d'année. Dans diverses observations ainsi que dans ses rapports sur les comptes généraux des exercices budgétaires 1992, 1993 et 1996, la Chambre des comptes a dû constater un certain nombre de problèmes en rapport avec la mise en pratique de la loi précitée.

Le contrôle de la Chambre des comptes a, dès le début, révélé entre autres des discordances entre le mode de calcul appliqué par l'Administration du Personnel de l'Etat pour la détermination de l'allocation de fin d'année et le mode de calcul imposé par la loi. En effet, selon les dispositions légales régissant la matière, les fonctionnaires et employés en activité de service pendant toute l'année auraient dû bénéficier en 1998 d'une allocation de fin d'année de 90% du traitement de base dû pour le mois de décembre. Cela signifie que même si la tâche de ces agents se trouvait réduite en cours d'année (p. ex. congé sans traitement, congé pour travail à mi-temps, variations des tâches dans l'enseignement), le calcul de l'allocation de fin d'année aurait dû être effectué en tenant compte du traitement de base dû pour le mois de décembre.

Or, dans de telles situations de changement de tâches en cours d'année, l'Administration du Personnel de l'Etat n'a pas tenu compte du traitement de base dû pour le mois de décembre mais a déterminé le montant à allouer à titre d'allocation de fin d'année sur base de la moyenne des tâches payées au cours de l'année de référence. Malgré les observations répétées de la Chambre des comptes, certaines allocations de fin d'année continuent à être calculées de façon non conforme aux textes légaux. Il s'ensuit que certains agents de l'Etat touchent des allocations de fin d'année dont le montant est inférieur à celui légalement dû“.

Au cours de sa réunion du 5 novembre 2001, la commission a évoqué la problématique avec M. le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique. Le secrétaire d'Etat a estimé qu'il est vrai que le texte de loi n'est pas correctement appliqué par l'administration du personnel de l'Etat, puisque cette dernière essaie d'appliquer dans tous les cas de figure le même raisonnement lors du paiement de l'allocation de fin d'année, c'est-à-dire, qu'elle estime devoir payer cette allocation en fonction des mois de travail effectifs des fonctionnaires concernés, et non en fonction du traitement du mois de décembre. Le secrétaire d'Etat a annoncé au cours de cette réunion que la loi serait prochainement adaptée à la pratique administrative qui vise à éviter des situations inéquitables.

La commission demande dès lors au gouvernement de procéder à une modification rapide de cette situation non conforme à la loi.

3. Les services de l'Etat à gestion séparée

La Cour des Comptes, dans son rapport sur les comptes 1998, rappelle l'évolution des services à gestion séparée depuis 1992 et cite l'article 74 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat créant le cadre légal pour les services à gestion séparée:

„(1) La loi budgétaire peut constituer une administration, un établissement ou un service comme service de l'Etat à gestion séparée.

(2) Un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'Etat fixe, le cas échéant par dérogation aux principes de l'unité, de l'universalité et de l'annualité et aux règles de comptabilité tels que prévus par la présente loi, les règles de la gestion financière et comptable applicables au service à gestion séparée ainsi que les modalités du contrôle de cette gestion par le ministre ayant le service concerné dans ses attributions.“

La Cour rappelle que la loi sur la comptabilité de l'Etat est en vigueur depuis le 1er janvier 2000 et constate que „ni la loi budgétaire pour l'exercice 2000 ni le projet de budget pour 2001 ne prévoient de placer des administrations, établissements ou services sous le régime des services de l'Etat à gestion séparée. De plus, le règlement grand-ducal prévu au paragraphe 2 de l'article 74 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat n'a pas encore été pris“.

Le rapport continue en estimant que „faute de réglementation appropriée, la Cour des comptes se verra confrontée, tout comme la Chambre des comptes, à de réelles difficultés lors de la mise en pratique de ses contrôles qui se basent justement sur la légalité et la régularité des opérations comptables“.

Au cours de sa réunion du 4 février 2002, la commission a reçu le directeur de l'Inspection générale des Finances afin d'examiner la problématique. Le directeur a informé la commission que le gouvernement venait d'adopter le projet de règlement grand-ducal prévu par l'article 74 susmentionné. La commission a entre-temps reçu copie de ce projet. Suite à l'avis du Conseil d'Etat et à l'adoption du règlement, le gouvernement entend encore se conformer aux dispositions de l'alinéa 1er de l'article 74, et ce dans le cadre de la loi budgétaire pour 2003.

La commission demande que le règlement entre en vigueur le plus rapidement possible, afin d'assurer enfin aux services à gestion séparée un cadre légal de fonctionnement et de contrôle.

4. Les transferts

Au cours de l'exercice budgétaire 1998, 764 transferts ont été effectués pour un total de 565.022.665 LUF. Le nombre de transferts était de 786 en 1997, pour une somme globale de 217.185.692 LUF.

La commission ne peut que se rallier à la constatation itérative de la Chambre et de la Cour des Comptes que de nombreuses justifications de décisions de transfert manquent de clarté. Comme dans son rapport sur les comptes 1995 et 1996, la commission demande au gouvernement de veiller à préciser les justifications des transferts.

La commission recommande encore au gouvernement d'analyser les tableaux établis par la Cour des Comptes au sujet des crédits sur- ou sous-estimés, afin de réaliser des prévisions plus correctes dans le cadre du prochain projet de budget.

5. Les marchés publics

Dans son rapport sur les comptes 1995 et 1996, la commission a estimé qu'elle „n'entend pas faire sienne une approche simpliste qui condamne d'office le recours à des procédures autres que la soumission publique. La commission estime cependant que le gouvernement doit respecter la législation en vigueur sur les marchés publics et garantir la transparence des procédures d'adjudication. La pratique des marchés de gré à gré ex post est par contre non justifiable et la commission appelle les ministres et fonctionnaires concernés à une plus grande discipline“.

Dans son avis sur les comptes 1998, la Cour des Comptes rappelle que „la Chambre des comptes a critiqué durant des années que le recours à la procédure d'exception était excessivement élevé pour conclure que le recours aux marchés de gré à gré est devenu la règle. La Cour des comptes ne peut que réitérer cette critique. Si dans certains cas la conclusion d'un marché de gré à gré s'est justifiée au regard des exceptions prévues à l'article 36 sous 2°, tel n'a pas été le cas pour bon nombre d'autres. En effet, un examen systématique des motifs invoqués pour l'application de la procédure d'exception fait ressortir que ces motifs manquent de précision et sont le plus souvent peu convaincants. Dès lors, plusieurs des marchés auraient dû être attribués suite à une mise en concurrence préalable“.

La Cour critique particulièrement la „pratique répréhensible“ de la régularisation ex post de certains marchés de gré à gré. La Cour constate que „la pratique de l'approbation „ex post“ de marchés de gré à gré ne s'est pas améliorée en 1998. Si en 1997 la Chambre des comptes n'a été saisie que de 40 arrêtés du Conseil de Gouvernement, le nombre d'arrêtés „ex post“ se chiffre pour l'exercice 1998 à 59, soit 12,5% des marchés de gré à gré passés par les ministères repris au tableau 20“. La Cour cite ensuite quelques exemples significatifs.

La commission se rallie aux critiques de la Cour et demande au gouvernement d'éviter cette procédure.

Dans ce contexte, la commission rappelle les travaux de la Cour et les siens propres dans le cadre de la nouvelle législation sur les marchés publics. La commission entend prochainement examiner si le projet de loi 4635 tel qu'actuellement en discussion tient compte des recommandations de la Cour et de la commission.

*

IV. SUIVI DU RAPPORT SUR LES COMPTES GENERAUX 1995 ET 1996

Dans son rapport sur les comptes généraux des exercices 1995 et 1996 (projets de loi 4386 et 4500), la commission avait entre autres soulevé deux considérations, dont le suivi n'a pas encore été assuré de manière satisfaisante par le gouvernement.

1. Le rapport de la commission avait évoqué le respect des délais légaux dans ces termes: „La commission regrette que le gouvernement ne soit pas encore à même de respecter les délais prescrits par la loi (en matière de clôture de l'exercice et de dépôt du projet de loi portant règlement des comptes généraux) et encourage vivement le gouvernement à mettre en oeuvre tous les moyens techniques et administratifs afin que la loi sur la comptabilité puisse être appliquée dans son intégralité.“

Force est de constater que la commission a envoyé au ministre du Trésor et du Budget une lettre en date du 12 octobre 2001. Elle constate que „selon les termes de l'article 57, XIV et XV de la loi du 22 décembre 2000 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2001, modifiant certains articles de la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000 aurait dû être déposé à la Chambre des Députés au plus tard le 31 juillet 2001“.

La commission avait à l'époque pris des explications du ministre, mais lui avait demandé de veiller „à ce que les comptes généraux de l'exercice 2000 soient disponibles au plus vite, en tout cas avant l'adoption du rapport de la Commission des Finances et du Budget, afin de faciliter les travaux de cette commission et de son rapporteur“.

La commission a envoyé un deuxième courrier au ministre en date du 31 janvier 2002. La commission constate que sa „demande n'a pas été suivie d'effet“ et prie le ministre „instamment de déposer le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000 au plus vite“.

Au cours de sa réunion du 28 janvier 2002, consacrée aux comptes généraux de l'exercice 1999, la commission a évoqué le sujet et constaté que la procédure d'affectation des plus-values de recettes, telle que fonctionnant actuellement ne donne pas satisfaction, puisqu'elle ne permet pas de respecter les délais de clôture de l'exercice tels que prévus par la loi sur la comptabilité de l'Etat.

La commission entend prochainement organiser un échange de vues avec M. le Ministre du Trésor et du Budget à ce sujet.

2. Dans son rapport, la commission avait encore marqué son „accord avec le Conseil d'Etat, qui, dans son avis sur les comptes de l'exercice 1996, regrette que „le règlement des comptes généraux reste muet sur le contexte économique dans lequel s'est déroulée l'exécution du budget“. La commission note par exemple que les plus- ou moins-values budgétaires de recettes et dépenses sont énumérées par le gouvernement, mais qu'aucune analyse économique concernant les raisons de ces variations souvent importantes n'est fournie.

Dans le cadre d'une revalorisation politique du règlement des comptes généraux et afin de faire en sorte que l'accélération de la procédure ne se transforme pas en coup d'épée dans l'eau, il est indispensable qu'à l'avenir le gouvernement procède à ce genre d'analyse économique et en fournisse les résultats à la Chambre. Ce n'est qu'à cette condition que les comptes généraux d'un exercice peuvent utilement servir dans le cadre de l'élaboration du budget de l'exercice suivant“.

La commission se doit de constater que sa demande n'a pas été suivie d'effet, ni en ce qui concerne les comptes 1997 et 1998, ni en ce qui concerne les comptes 1999, actuellement en cours d'examen par la commission.

La commission réitère dès lors sa demande au gouvernement de procéder à une analyse économique des comptes généraux.

*

Sous le bénéfice des remarques formulées ci-dessus, la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire recommande à la Chambre des Députés de voter les projets de loi sous rubrique dans la version proposée par le gouvernement.

Luxembourg, le 4 mars 2002.

Les Rapporteurs,

Lucien CLEMENT

Alexandre KRIEPS

Le Président,

Jeannot KRECKE

Service Central des Imprimés de l'Etat

4733/04

N° 4733⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(16.4.2002)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 18 mars 2002 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 14 mars 2002 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 9 octobre 2001;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 16 avril 2002.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

Service Central des Imprimés de l'Etat

4733

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION**A — N° 57****10 juin 2002****Sommaire**

Loi du 29 avril 2002 portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998 page 1241

Loi du 29 avril 2002 portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;
Notre Conseil d'Etat entendu;
De l'assentiment de la Chambre des Députés;
Vu la décision de la Chambre des Députés du 14 mars 2002 et celle du Conseil d'Etat du 16 avril 2002 qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}.- Le compte général des recettes et des dépenses effectuées sur les fonds ordinaires et extraordinaires de l'Etat ainsi que sur les fonds pour ordre pendant l'exercice 1998 annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

A - Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I - Recettes effectives	190 643 126 550 F
II - Dépenses effectives	188 613 119 564 F
III - Excédent de recettes	2 030 006 986 F

B - Recettes et dépenses pour ordre

I - Recettes pour ordre	85 638 202 331 F
II - Dépenses pour ordre	85 536 311 687 F

Art. 2.- L'excédent de recettes, à la fin de l'exercice 1998, des fonds spéciaux et fonds déposés, suivant le compte annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

I. - Fonds de tiers

Successions en déhérence non encore acquises à l'Etat	123 922 F
Consignations faites par des étrangers	17 527 044 F
Consignations judiciaires	813 988 202 F
Postes - fonds pour mandats	17 500 198 407 F
Totaux I	18 331 837 575 F

II. - Fonds des communes

Fonds de dépenses communales	- 200 437 294 F
Fonds communal de péréquation conjoncturale	1 452 156 906 F
Fonds spécial pour la construction d'une conduite d'eau intercommunale dans les Ardennes	0 F
Totaux II	1 251 719 612 F

III. – Fonds de l'Etat

Fonds spécial pour le service de la dette publique	13 148 600 707 F
Fonds spécial de la chasse	2 729 682 F
Fonds spécial de la pêche	12 922 160 F
Fonds de crise	876 000 000 F
Fonds pour la protection de l'environnement	4 283 859 292 F
Fonds spécial de repeuplement des chasses	14 555 433 F
Fonds d'investissements publics administratifs	4 388 504 064 F
Fonds d'investissements publics scolaires	7 259 604 077 F
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	3 435 357 160 F
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	560 459 149 F
Fonds d'équipement sportif national	112 585 000 F
Fonds des routes	4 339 670 808 F
Fonds du rail	3 566 987 010 F
Fonds pour les monuments historiques	350 925 077 F
Fonds pour la réforme communale	2 500 000 F
Fonds pour l'emploi	4 809 423 740 F
Fonds de la coopération au développement	1 218 831 690 F
Fonds spécial des eaux frontalières	47 823 557 F
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	1 448 520 000 F
Fonds pour la loi de garantie	3 310 000 000 F
Totaux III	53 341 242 130 F
soit un excédent de recettes de	72 924 799 317 F

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre du Trésor et du Budget,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 29 avril 2002
Henri

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
BUDGET DES RECETTES					
Chapitre Ier. – RECETTES ORDINAIRES					
ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES					
Section 64.0 - Impôts directs					
37.000	37.10	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des collectivités	33.000.000.000	36.993.192.589
37.001	37.10	Divers codes	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des collectivités	1.375.000.000	1.541.383.025
37.010	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette	11.200.000.000	10.752.701.428
37.011	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les traitements et salaires	35.600.000.000	36.986.357.729
37.012	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur certains revenus échus à des contribuables non résidents	30.000.000	71.954.321
37.013	37.20	Divers codes	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	1.200.000.000	1.224.078.440
37.020	37.00	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur les revenus de capitaux	2.325.000.000	2.481.332.585
37.021	37.00	13.60	Impôt sur la fortune	4.700.000.000	5.164.624.349
37.022	37.00	13.60	Impôt sur les tantièmes	250.000.000	360.945.436
37.023	37.00	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: frais, suppléments et intérêts de retard	235.000.000	251.388.827
37.024	37.00	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: produit d'amendes, d'astreintes et recettes analogues	25.000.000	16.695.711
<i>Total de la Section 64.0</i>				89.940.000.000	95.844.654.440
Section 64.1 - Impôts indirects					
36.090	36.09	13.60	Taxe et prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives: prélèvement sur les sommes brutes engagées	16.800.000	8.787.093
36.091	36.09	13.60	Taxe sur le loto	130.000.000	138.513.783
36.092	36.09	13.60	Prélèvement sur le produit des jeux de casino	110.000.000	216.671.915
<i>Total de la Section 64.1</i>				256.800.000	363.972.791
Section 64.2 - Recettes d'exploitation, taxes et redevances					
10.010	10.00	13.90	Recettes diverses non ventilées	120.000.000	677.184.975
10.011	10.00	13.00	Excédent de recettes de comptes extraordinaires	15.000.000	125.242.442

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
16.010	16.11	09.20	Recettes provenant de l'exploitation des centrales hydro-électriques. - Recettes provenant de la vente de courant des centrales hydro-électriques	140.000.000	125.918.008
16.050	16.12	04.12	Ventes de biens non durables et de services en relation avec le département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle	46.652.000	53.167.998
16.070	16.00	01.22	Produit de la vente de formules de déclarations fiscales, de circulaires administratives et d'objets divers	700.000	625.262
16.071	16.00	01.22	Recettes de l'administration du cadastre et de la topographie	35.000.000	34.019.258
36.100	36.09	01.22	Recettes du service de métrologie	400.000	778.265
38.040	38.50	04.50	Autres recettes en relation avec le département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle	4.700.000	0
38.041	38.50	06.32	Recettes en relation avec le département de la jeunesse	425.000	196.911
38.050	38.00	13.90	Autres transferts de revenus non ventilés entre secteurs	5.000	7.200
39.000	39.10	01.32	Recettes en relation avec le département de l'économie	5.000.000	4.293.905
<i>Total de la Section 64.2</i>				367.882.000	1.021.434.224
Section 64.3 - Recettes de participations ou d'avances de l'Etat					
26.010	26.10	13.10	Intérêts de fonds en dépôt	2.400.000.000	3.193.510.874
27.000	26.10	07.10	Participation de l'Etat aux dividendes de la société nationale des habitations à bon marché	5.000	0
28.000	28.00	09.20	Ristourne sur courant	140.000.000	317.670.812
28.001	28.10	09.20	Ristournes concédées par la société électrique de l'Our en vertu du paragraphe 5 du contrat de fourniture d'énergie électrique signé le 30.4.1963 entre l'Etat et la S.E.O.	70.000.000	65.000.004
28.002	28.10	08.40	Redevances à payer par la CLT-UFA	100.000	0
28.003	28.10	05.30	Redevances dues par les concessionnaires de pharmacies	30.000.000	52.923.271
28.004	28.10	12.14	Société nationale de contrôle technique: recettes d'exploitation (part de l'Etat)	188.000	187.500
28.005	28.10	08.40	Redevances à payer par la société européenne des satellites	1.600.000.000	2.108.981.700
28.011	28.20	09.20	Versements de la société Cegedel	91.000.000	109.458.735
28.012	28.20	09.20	Participation de l'Etat aux dividendes de la société électrique de l'Our	20.800.000	65.535.500
28.013	28.20	09.10	Participation de l'Etat aux dividendes de la société de transport de gaz (SOTEG S.A.)	265.000	0
28.014	28.20	11.30	Participation de l'Etat aux dividendes de la société ARBED	5.000	0
28.015	28.20	12.60	Redevances à payer par l'entreprise des postes et télécommunications	1.600.000.000	1.756.608.641
28.016	28.20	13.90	Participation de l'Etat aux dividendes de la société de distribution de gaz (LUXGAZ S.A.)	210.000	472.500
38.000	38.10	11.70	Participation de l'Etat au bénéfice de l'institut monétaire luxembourgeois (article 35 de la loi du 20.5.1983)	5.000	35.889.080
39.000	39.20	11.70	Participation du Grand-Duché aux bénéfices de la Banque Nationale de Belgique	200.000.000	3.426.509.012
<i>Total de la Section 64.3</i>				6.152.578.000	11.132.747.629

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
			Section 64.4 - Remboursements de dépenses		
11.010	11.00	06.14	Remboursements à charge du fonds pour l'emploi relatifs à l'occupation de jeunes au service de l'Etat dans le cadre de contrats de mise au travail temporaire	5.000	0
11.301	48.22	10.30	Communes et établissements publics: salaires d'ouvriers forestiers et autres frais de débardage	500.000	0
11.310	11.11	06.15	Remboursement par l'association d'assurance contre les accidents (section industrielle) des secours pécuniaires avancés par l'Etat aux ouvriers de l'Etat en cas d'accident	1.500.000	1.591.351
11.311	67.00	06.12	Transfert par les caisses de pension des cotisations pour des périodes d'affiliation prises en considération par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat (article 7 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension)	120.000.000	197.717.871
11.312	48.22	05.20	Remboursement par la caisse nationale d'assurance-maladie des ouvriers de l'indemnité pécuniaire de maladie avancée par l'Etat aux ouvriers forestiers occupés dans les domaines et pépinières domaniales et en zone verte	4.000.000	3.521.535
11.320	38.10	13.90	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des sociétés et quasi-sociétés non-financières	49.278.000	14.995.319
11.321	38.10	11.30	Versements par les sociétés anonymes des indemnités revenant à des administrateurs de l'Etat	5.000.000	0
11.330	38.20	11.70	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des institutions de crédit	101.425.000	112.065.623
11.340	38.30	11.70	Remboursement de 50% des traitements et indemnités avancés par l'Etat dans l'intérêt de l'administration et de la gestion de la caisse d'assurance des animaux de boucherie	860.000	914.988
11.350	38.50	01.22	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des ménages	4.000.000	32.524.895
11.351	11.33	13.90	Retenue pour pensions: personnel de l'Etat	1.663.232.000	1.562.682.510
11.352	42.00	05.20	Retenue pour pensions: personnel des institutions de sécurité sociale	28.000.000	21.339.923
11.353	11.00	05.20	Remboursement par des organismes de la sécurité sociale de dépenses de personnel	25.200.000	30.622.172
11.360	39.40	02.10	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pension par des institutions internationales autres que l'U.E.	25.300.000	38.976.639
12.020	12.14	06.40	Remboursements par les entreprises des frais avancés par l'Etat pour le recrutement et l'accueil de la main-d'oeuvre étrangère	5.000	0
12.300	48.22	12.12	Parts contributives des communes aux dépenses de fonctionnement des installations d'éclairage routier de la voirie de l'Etat	2.000.000	882.437
12.341	38.10	11.70	Commissariat aux bourses: remboursement des frais de fonctionnement courants	6.000.000	0
12.360	39.10	10.10	Remboursement par les communautés européennes et par d'autres organismes des frais de stockage public et d'autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention	5.000	1.840.502
12.361	39.10	10.10	Participation du fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F.E.O.G.A.) aux dépenses résultant de mesures spéciales des Etats membres des communautés européennes	2.287.000	1.013.870
14.010	39.40	12.34	Remboursement forfaitaire des frais d'entretien du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée	27.700.000	21.186.184

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
14.380	39.40	12.34	Installations d'éclairage routier. - Remplacement des installations d'éclairage routier endommagées par suite d'accidents de la circulation routière ou par suite de travaux effectués par des tiers: remboursements	10.000.000	8.021.783
16.000	16.20	09.20	Péages perçus sur le transit d'énergie électrique empruntant les installations 220 kV appartenant à l'Etat	5.000	0
34.020	34.35	10.30	Remboursement des salaires de compensation versés aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû à des intempéries hivernales	100.000	0
34.310	34.30	06.12	Remboursement par les caisses de pension des pensions partielles avancées par l'Etat aux bénéficiaires d'une pension de l'Etat (article 15 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension)	86.794.000	87.398.704
39.000	39.10	10.10	Remboursement par les communautés européennes des frais de financement relatifs au stockage public de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention	5.000	447.961
39.001	39.10	11.20	Aides au titre du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier	5.000	0
39.002	39.10	06.00	Concours financiers du fonds social européen	6.000.000	0
39.003	39.10	06.00	Concours financiers du fonds européen de développement régional ..	50.000.000	49.176.843
39.004	39.10	10.00	Remboursement par les communautés européennes des frais de perception des prélèvements agricoles et d'autres recettes constituant des ressources propres à ces communautés	5.000	0
42.000	42.00	06.12	Restitutions sur cotisations d'assurance pension perçues par le C.A.S.S.: remboursement de la contribution versée par l'Etat	15.000.000	1.381.561
53.000	39.10	10.10	Participation du fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F.E.O.G.A.), section «orientation», aux dépenses résultant de l'application des actions communes instituées par le conseil des communautés européennes dans le cadre de la politique agricole commune	250.000.000	234.104.583
58.010	58.12	07.10	Remboursement des participations aux frais de construction d'ensembles destinés à la vente ou à la location	10.000	0
59.000	59.11	11.00	Participation du fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) aux dépenses résultant de l'aménagement de zones industrielles et de l'exécution de projets analogues	15.000.000	43.158.608
74.050	58.22	12.12	Installations d'éclairage public: acquisition d'équipements, travaux de déplacement et frais de raccordement à rembourser par les demandeurs	1.000.000	824.163
74.340	57.10	11.70	Commissariat aux bourses: remboursement des frais d'investissement	3.000.000	0
<i>Total de la Section 64.4</i>				2.503.221.000	2.466.390.025
Administration des douanes et accises					
Section 64.5 - Douanes et accises					
16.070	16.00	01.22	Recettes d'exploitation (vente d'imprimés et divers)	1.000.000	1.973.139
36.010	36.02	13.60	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise	19.750.000.000	21.025.015.643
36.011	36.02	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur certaines huiles minérales	3.200.000.000	3.393.492.242

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
36.012	36.02	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur les cigarettes	750.000.000	906.656.655
36.013	36.02	13.60	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits d'accise sur l'alcool indigène	7.000.000	6.363.469
36.014	36.02	13.60	Redevance de contrôle sur le fuel domestique	80.000.000	83.643.205
36.020	36.03	12.10	Taxe sur les véhicules automoteurs	820.000.000	953.906.367
36.021	36.03	12.10	Droit d'usage de certaines infrastructures routières par des véhicules utilitaires lourds	120.000.000	125.759.808
36.022	36.03	12.10	Taxe sur les bateaux ou navires de plaisance	1.000.000	4.289.855
36.060	36.07	13.60	Taxe sur les cabarets	20.000.000	19.972.870
36.071	36.08	13.60	Intérêts de retard en matière de droits de douane et de taxes y assimilées à l'exclusion des droits d'accise communs	1.000.000	5.602.663
38.000	38.00	13.60	Taxe de contrôle vétérinaire à l'importation	1.000.000	2.546.761
38.050	38.00	13.60	Produit d'amendes, de confiscations et recettes similaires	1.000.000	966.251
39.001	39.10	01.22	Remboursement par les communautés européennes des frais de perception des droits de douane constituant des ressources propres à ces communautés	81.000.000	97.334.426
<i>Total de la Section 64.5</i>				24.833.000.000	26.627.523.354
Administration de l'enregistrement et des domaines					
Section 64.6 - Impôts, droits et taxes					
16.010	16.11	12.40	Taxes d'atterrissage et de stationnement à l'aéroport de Luxembourg	320.000.000	432.246.625
16.060	16.13	12.40	Redevances de route perçues pour le compte du Grand-Duché par l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL)	45.000.000	45.846.455
36.000	36.01	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	26.640.000.000	26.467.624.445
36.001	36.01	13.60	Impôt sur le chiffre d'affaires	5.000	0
36.030	36.04	13.60	Droits d'hypothèques	290.000.000	328.797.639
36.031	36.04	13.60	Hypothèques: salaires	25.000.000	27.127.160
36.032	36.04	13.60	Taxe d'abonnement sur les titres de société	8.200.000.000	11.025.606.609
36.050	36.06	13.60	Droits d'enregistrement	3.700.000.000	4.863.259.899
36.080	36.09	13.60	Impôts sur les billets de banque	5.000	0
36.100	36.09	11.70	Taxe sur les assurances	800.000.000	874.451.854
36.101	36.09	12.34	Commissariat aux affaires maritimes: taxes d'immatriculation	15.000.000	18.685.003
38.000	38.10	13.60	Registre aux firmes: taxes	27.000.000	37.547.050
38.040	38.50	10.40	Part de l'État dans le droit d'adjudication des pêches (article 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	1.000.000	1.027.383
38.041	38.50	10.40	Examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de chasse: taxe	320.000	284.000
38.050	38.00	13.60	Droits de timbre	210.000.000	261.587.979

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
38.051	38.00	07.30	Taxes grevant les autorisations d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes	2.500.000	0
39.010	39.20	11.10	Taxes et annuités des brevets d'invention et participation aux recettes du bureau BENELUX des marques et des dessins ou modèles	50.000.000	39.632.526
56.040	56.50	13.60	Droits de succession	700.000.000	651.611.957
<i>Total de la Section 64.6</i>				41.026.830.000	45.075.336.584
Section 64.7 - Recettes domaniales					
16.000	16.20	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations publiques	5.000.000	15.543.270
16.010	16.11	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des entreprises	360.000.000	449.812.990
16.020	16.12	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations privées	1.000.000	4.888.074
16.050	16.12	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produit de ventes de bois	60.000.000	47.240.082
16.051	16.12	10.10	Recettes provenant de l'institut viti-vinicole	280.000	334.465
16.052	16.12	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des ménages	80.000.000	83.369.892
16.060	16.13	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des communautés européennes	174.000.000	163.553.476
16.061	16.13	01.25	Recettes d'exploitation du bâtiment administratif I (bâtiment-tour) et de ses annexes au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	140.000.000	112.459.819
16.062	16.13	01.25	Loyer du bâtiment administratif II (Robert Schuman) au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	138.000.000	137.501.748
16.063	16.13	01.25	Loyer du bâtiment de la cour de justice des communautés européennes	83.000.000	83.440.053
16.070	16.00	10.40	Etablissement piscicole de Lintgen: vente d'alevins et de truitelles; frais de repeuplement	3.000.000	4.496.814
16.071	16.00	10.30	Produit des pépinières de l'Etat	1.300.000	1.146.719
16.072	16.00	01.20	Ventes mobilières	150.000	155.053
17.000	36.09	02.10	Vente de biens militaires durables	5.000	0
28.000	28.10	01.25	Parking du St Esprit: redevance d'exploitation	17.000.000	14.714.943
28.020	28.30	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produits du droit de chasse et du droit de pêche	6.680.000	9.007.249
58.030	58.22	01.20	Ventes mobilières: produit des ventes d'objets saisis et confisqués	5.000.000	4.656.235
77.030	77.00	01.20	Ventes de biens meubles durables	6.000.000	4.560.597
<i>Total de la Section 64.7</i>				1.080.415.000	1.136.881.479
Section 64.8 - Recettes d'exploitation et autres					
10.010	10.00	13.90	Recettes diverses non ventilées	10.000.000	17.608.332
12.320	38.10	06.42	Remboursements de frais relatifs à la surveillance des personnes exposées professionnellement aux radiations ionisantes	850.000	755.400

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
12.360	38.50	10.40	Recouvrement des frais de repeuplement occasionnés par l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie	250.000	159.220
12.361	16.12	10.10	Taxes de contrôle des semences	970.000	1.218.003
12.380	12.16	03.10	Recouvrement des frais de justice et remboursement des frais d'exécution de commissions rogatoires transmises à l'étranger	7.000.000	7.232.088
14.380	14.10	07.33	Récupération à charge des intéressés des frais avancés par l'Etat pour intervention en cas de prévention de pollutions accidentelles des eaux	5.000	0
16.010	16.11	12.34	Ventes de biens non durables et de services au secteur des sociétés et quasi-sociétés non financières, au secteur des institutions de crédit et au secteur des sociétés d'assurances.	2.000.000	0
16.030	16.12	05.22	Hôpital neuro-psychiatrique de l'Etat: recettes d'exploitation	418.000.000	490.510.319
16.031	16.12	05.22	Produit des légations et dons faits au profit de l'hôpital neuro-psychiatrique de l'Etat	500.000	641.764
16.032	16.12	05.22	Maisons de soins de l'Etat: recouvrement des frais d'entretien des pensionnaires	146.000.000	145.036.562
16.033	16.12	05.22	Maisons de soins de l'Etat: recettes diverses	1.000.000	317.450
16.034	16.12	05.20	Recettes du laboratoire national de santé	175.000.000	149.779.266
16.040	16.12	06.32	Centre du Rham: recouvrement des frais d'entretien des pensionnaires	83.300.000	79.015.769
16.041	16.12	06.32	Etablissements divers d'assistance de l'Etat: remboursements	10.000.000	33.780.596
16.042	16.12	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: recouvrement des frais d'entretien des pensionnaires	350.000.000	337.371.815
16.043	16.12	06.33	Centre pour personnes âgées de l'Etat: recettes diverses	25.000.000	20.286.155
16.044	16.12	06.36	Commissariat du Gouvernement aux étrangers: recettes des centres de logement et des foyers d'accueil pour travailleurs migrants et pour réfugiés; recettes diverses	10.000.000	9.959.916
16.050	16.12	13.90	Vente d'ouvrages publiés par le Gouvernement	67.000.000	79.836.518
16.051	16.12	10.10	Recettes provenant de la vente de biens et de services par le département de l'agriculture	3.850.000	2.872.073
16.052	16.12	08.30	Recettes d'exploitation du centre sportif national de natation à Luxembourg-Kirchberg	50.000.000	58.900.000
16.053	16.12	08.30	Recettes d'exploitation de l'institut national des sports à Luxembourg-Fetschenhof	3.675.000	3.453.851
16.054	16.12	08.10	Recettes des musées de l'Etat, des archives de l'Etat, de la bibliothèque nationale et du centre national de l'audio-visuel	5.000	886.265
16.055	16.12	08.10	Recettes des châteaux et d'autres monuments historiques gérés sous le contrôle de l'Etat; participation aux recettes provenant des droits d'entrée à la crypte archéologique du Bock et de l'itinéraire culturel «Wenzel»	500.000	0
16.056	16.12	06.42	Recettes et avances perçues pour la mise à la disposition de normes européennes ainsi que pour la vente du code de la sécurité au travail	970.000	452.852
16.057	16.12	06.42	Subsides de la part de la Commission Européenne dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé au travail (programme 1994-2000)	8.500.000	2.850.000
16.059	16.12	06.42	Recette provenant des participations aux frais des cours et programmes de formation en matière de sécurité et de santé des travailleurs	1.500.000	0
16.060	16.13	12.40	Remboursement par l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL) des frais d'exploitation d'installations de navigation radio-électriques établies sur le territoire du Grand-Duché	5.000	0

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
16.061	16.12	06.36	Subsides de la part de la Commission européenne dans le cadre du 4 ^e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre hommes et femmes	5.000	0
16.070	16.00	01.10	Recettes en relation avec la publication au mémorial	120.000.000	167.596.811
16.071	16.00	02.10	Recettes provenant de la vente de biens et de services par le département de la force publique	8.000.000	21.841.007
16.072	16.00	03.30	Etablissements pénitentiaires: produit du travail des détenus et recettes diverses provenant de la vente des produits	25.050.000	33.528.591
16.074	16.00	13.90	Ventes de biens non durables et de services (non ventilé entre secteurs)	15.000.000	22.380.277
34.360	34.30	05.22	Recouvrement des frais d'entretien des personnes placées dans des établissements de cure	1.000.000	994.860
36.100	36.09	13.60	Droits en sus et amendes	230.000.000	169.040.750
38.000	38.10	05.30	Contrôle des spécialités pharmaceutiques: taxes d'immatriculation	7.000.000	6.595.168
38.001	38.10	07.33	Autres transferts de revenus des entreprises	13.000.000	66.738.275
38.002	38.10	05.22	Recettes d'expertises relatives aux programmes d'essais cliniques des médicaments	100.000	0
38.003	38.10	10.10	Taxes de contrôle des viandes	10.000.000	38.575.878
38.004	38.10	10.10	Taxes d'expertises relatives aux organismes génétiquement modifiés	10.000	0
38.005	38.10	07.34	Recettes destinées à couvrir les frais d'évacuation de déchets	5.000	0
38.040	38.50	10.10	Taxes diverses concernant le département de l'agriculture	300.000	0
38.041	38.50	01.40	Recettes concernant le département des affaires étrangères	1.000.000	1.928.319
38.050	38.00	01.34	Frais d'adjudications publiques pour compte de l'Etat	1.500.000	3.382.087
38.051	38.00	03.00	Amendes de condamnations diverses, dommages-intérêts, restitution de droits fraudés, confiscations en numéraire, peines disciplinaires et diverses amendes d'ordre	424.000.000	365.289.076
38.052	38.00	08.10	Dons en faveur du fonds pour les monuments historiques	5.000	0
38.053	38.00	12.60	Produit net des suppléments perçus sur les émissions de timbres à surtaxe ainsi que sur les télégrammes postaux en faveur d'oeuvres, de groupements et de collectivités poursuivant des buts sociaux, culturels ou d'intérêt national	2.800.000	2.135.485
38.054	38.00	13.90	Autres transferts de revenus (non ventilés entre secteurs)	5.000.000	8.073.955
38.055	38.00	12.10	Recettes d'analyses et d'essais	5.000	83.300
39.000	39.10	05.20	Subsides de la part de la Commission Européenne dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé au travail	4.200.000	0
57.010	57.20	06.35	Consignations à porter définitivement en recette au profit du Trésor (arrêté grand-ducal de 9.7.1945)	2.120.000	3.845.388
<i>Total de la Section 64.8</i>				2.245.980.000	2.354.953.441
Section 64.9 - Remboursements					
11.300	48.22	07.50	Frais d'administration des bois: remboursement des dépenses de personnel par les communes	66.750.000	61.296.130
11.320	38.10	05.22	Centre hospitalier de Luxembourg: remboursement des traitements et indemnités avancés par l'Etat concernant certaines catégories de personnel de la maternité Grande-Duchesse Charlotte et de la clinique pour enfants	22.274.000	0

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
11.321	38.10	05.22	Centre thermal et de santé de Mondorf: remboursement des traitements et indemnités de certaines catégories de personnel	71.786.000	61.761.123
11.350	48.22	07.50	Frais d'administration des bois: remboursement des dépenses de personnel par les établissements publics	3.125.000	5.369.086
12.360	38.50	10.40	Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour l'aménagement et l'entretien d'installations et de dispositifs permettant le libre passage du poisson, de grils empêchant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 17, 23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	5.000	0
12.361	38.50	07.50	Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour le reboisement de terrains en exécution de la loi sur la protection des bois et pour la lutte contre les organismes nuisibles	5.000	0
12.380	38.00	03.10	Recouvrement des frais de poursuite et d'instance	1.500.000	492.151
12.381	38.00	03.10	Assistance judiciaire et procédure en débet: recouvrements	100.000	2.407.979
12.382	10.00	07.34	Remboursement des frais avancés en relation avec la gestion des déchets	200.000	0
14.380	14.10	12.12	Remboursement des frais avancés dans l'intérêt de la réparation des dégâts causés par les usagers de la route à la voirie de l'Etat et à ses dépendances	50.000.000	36.476.469
38.000	38.10	04.42	Remboursement d'aides financières de l'Etat pour études supérieures (article 10 de la loi du 8.12.1977); remboursements d'aides de l'Etat pour autres études	5.000	0
42.310	47.00	06.20	Versement par le fonds national de la solidarité des frais de recouvrement des pensions alimentaires effectivement récupérées sur les débiteurs ainsi que des revenus provenant du placement de tout ou partie du fonds de roulement du fonds	50.000	0
53.360	58.22	07.10	Remboursement de primes ou de subventions accordées dans l'intérêt de l'accession à la propriété immobilière	210.000.000	188.063.507
56.000	56.10	06.35	Recouvrements à faire sur la base de la législation sur les dommages de guerre	5.000	0
87.000	87.10	04.42	Remboursements de subsides remboursables pour études universitaires (ancien régime)	5.000	0
<i>Total de la Section 64.9</i>				425.810.000	355.866.445
Total Chapitre Ier				168.832.516.000	186.379.760.412
Chapitre II. – RECETTES EXTRAORDINAIRES					
94 – MINISTERE DES FINANCES					
Section 94.0 - Emprunts, bons du trésor, certificats					
84.090	84.23	01.43	Fonds monétaire international: augmentation de la quote-part du Grand-Duché	10.000	0
84.093	84.23	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché versée en francs luxembourgeois à l'évolution de la valeur des droits de tirage spéciaux (D.T.S.)	5.000	0
84.120	84.23	01.53	Banque européenne de reconstruction et de développement: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché à l'évolution de la valeur de l'écu	5.000	0

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Prévisions	Recettes
96.000	96.11	14.10	Produits d'emprunts nouveaux	1.000.000.000	0
96.001	96.11	01.23	Emission de bons du trésor	5.000	0
<i>Total de la Section 94.0</i>				1.000.025.000	0
Section 94.1 - Autres recettes extraordinaires					
17.000	96.12	02.00	Remboursements des pays membres de l'O.T.A.N. relatifs à des travaux internationaux à intérêt commun exécutés par le Grand-Duché	5.000	0
58.030	58.22	01.24	Recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires	5.000	3.963.584.857
76.040	76.31	01.25	Vente de bâtiments à l'intérieur du secteur des administrations publiques	200.000.000	3.254.941
76.050	76.32	01.25	Vente de bâtiments à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	50.000.000	68.526.340
86.030	86.40	01.25	Recettes provenant de la liquidation de participations dans des entreprises	228.000.000	228.000.000
89.000	89.15	06.14	Remboursements d'avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi	5.000	0
<i>Total de la Section 94.1</i>				478.015.000	4.263.366.138
Total Chapitre II				1.478.040.000	4.263.366.138

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
BUDGET DES DEPENSES							
Chapitre Ier. – DEPENSES ORDINAIRES							
00 - MINISTERE D'ETAT							
Section 00.0 - Maison du Grand-Duc							
10.000	10.00	01.10	Maison grand-ducale: liste civile (Crédit non limitatif)	33.126.000	33.126.000	33.126.000	
10.001	10.00	01.10	Maison grand-ducale: contribution supplémentaire aux frais de personnel (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	154.330.000	154.330.000	154.330.000	
10.002	10.00	01.10	Maison grand-ducale: frais de représentation	14.878.000	14.878.000	14.878.000	
10.003	10.00	01.10	Maison grand-ducale: indemnités pour frais de représentation de S.A.R. le Grand-Duc héritier	3.729.000	3.729.000	3.729.000	
10.004	12.11	01.10	Maison grand-ducale: bâtiments: exploitation et entretien	6.540.000	6.540.000	6.540.000	
11.000	11.00	01.10	Traitements des fonctionnaires	3.681.000	D 4.244.000	4.243.496	
<i>Total de la Section 00.0</i>				216.284.000	216.847.000	216.846.496	
Section 00.1 - Chambre des députés							
10.000	10.00	01.10	Chambre des Députés	719.346.000	719.346.000	719.346.000	
<i>Total de la Section 00.1</i>				719.346.000	719.346.000	719.346.000	
Section 00.2 - Conseil d'Etat							
11.000	11.00	01.10	Traitements des fonctionnaires	9.053.000	D 10.476.000	10.475.930	

T = Crédits après transferts

D = Crédits après autorisation de dépassement

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.010	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	6.606.000	D 7.696.00	7.695.921	
11.030	11.00	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.469.000	T 1.469.304	1.469.304	
11.100	11.40	01.10	Indemnités d'habillement	17.000	17.000	16.625	
11.130	11.12	01.10	Indemnités des membres et du personnel du conseil d'Etat (Crédit non limitatif) ..	40.945.000	40.945.000	38.740.920	
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	50.000	T 49.696	48.993	
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	1.280.000	T 1.301.000	1.300.948	
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	448.000	448.000	447.375	
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	750.000	T 729.000	711.398	
12.300	12.13	01.10	Frais de représentation (Sans distinction d'exercice)	50.000	50.000	37.685	
24.010	24.10	01.10	Documentation juridique - connexion à des bases de données étrangères (Crédit non limitatif)	130.000	130.000	38.029	
74.010	74.22	01.10	Acquisition de machines de bureau	450.000	450.000	415.495	
			<i>Total de la Section 00.2</i>	61.248.000	63.761.000	61.398.623	
			Section 00.3 - Gouvernement				
11.000	11.00	Divers codes	Traitements des fonctionnaires	233.307.000	233.307.000	230.382.238	
11.130	11.12	Divers codes	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.797.000	D 7.299.000	7.298.900	
11.132	11.12	08.40	Médias audiovisuels: indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.370.000	2.370.000	2.369.828	
11.133	11.12	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services extraordinaires	36.000	36.000	11.000	
12.000	12.15	01.10	Indemnités pour services de tiers (Sans distinction d'exercice)	57.000	57.000	56.927	
12.001	12.15	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services de tiers	42.000	42.000	10.000	
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement (Sans distinction d'exercice) ..	2.000.000	2.000.000	1.534.825	
12.011	12.13	13.90	Frais de route et de séjour à l'étranger (gouvernement et autres administrations) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000.000	D 25.000.000	24.631.475	
12.012	12.13	01.10	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	9.150.000	9.150.000	9.064.122	
12.020	12.14	01.10	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	389.000	T 409.000	408.474	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	485.000	485.000	335.794	
12.041	12.12	01.10	Service central de législation: frais de bureau	135.000	135.000	132.249	
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif)	80.000.000	D 82.300.000	82.187.720	
12.070	12.12	01.10	Frais d'entretien d'un équipement audiovisuel (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	50.000	0	
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	1.482.000	T 1.466.000	1.299.568	
12.120	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	15.000.000	D 64.974.000	64.965.699	
12.130	12.16	01.10	Frais de publication de communiqués officiels (Crédit non limitatif)	25.500.000	D 37.420.000	37.395.974	
12.131	12.16	01.10	Frais de publication du Mémorial (Crédit non limitatif)	90.000.000	D 124.960.000	124.959.571	
12.132	12.16	01.10	Frais de publication de la pasinomie (Crédit non limitatif)	900.000	900.000	0	
12.133	12.16	01.10	Frais de publication du code administratif, de recueils de législation, d'études juridiques et de projets de loi (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	3.000.000	D 5.000.000	2.639.533	
12.134	12.16	01.10	Frais de publication de l'annuaire officiel d'administration et de législation (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	750.000	750.000	479.465	
12.170	12.30	01.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur; dépenses diverses	50.000	T 66.000	64.149	
12.190	12.30	01.10	Formation du personnel	250.000	T 228.000	134.103	
12.300	12.13	01.10	Indemnités de représentation des membres du gouvernement (Crédit non limitatif)	11.960.000	T 11.982.000	11.981.956	
12.310	12.30	01.10	Indemnisation des dégâts matériels causés à des voitures privées utilisées pour des voyages de service (gouvernement et autres administrations) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	D 1.002.000	1.001.798	
12.320	12.30	01.10	Réceptions officielles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000.000	D 26.500.000	26.482.391	
12.321	12.30	01.10	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	15.000.000	14.959.244	
12.330	12.30	01.10	Dépenses pour distinctions honorifiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000.000	D 9.235.000	9.234.546	
12.340	12.30	01.10	Service information et presse: journaux et périodiques, frais d'impression et de publication, documentation; promotion de l'image de marque du Grand-Duché de Luxembourg; frais d'études et dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000.000	T 25.110.000	25.017.178	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.341	12.30	01.30	Frais d'abonnement à des agences de diffusion d'informations	900.000	900.000	768.987	
12.342	12.30	01.42	Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens: frais de fonctionnement; honoraires d'avocats et d'interprètes; frais d'experts; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	2.000.000	2.000.000	1.142.999	
12.343	12.30	03.60	Service de renseignements: frais de fonctionnement; frais d'installation et autres	6.625.000	6.625.000	6.625.000	
12.344	12.30	01.10	Centre national de documentation et de recherche sur la résistance: indemnités pour services de tiers; frais de bureau et autres frais de fonctionnement; frais de route et de séjour	500.000	500.000	357.982	
12.345	12.30	08.40	Médias audiovisuels: indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de promotion, frais de documentation, acquisition de machines de bureau et d'équipements spéciaux, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000.000 D	12.570.000	8.983.120	
12.346	12.30	12.60	Dépenses dans l'intérêt d'une offre d'informations par vidéotex des services publics pour les citoyens et les entreprises (programme "Video-State"): indemnités pour services de tiers; frais de bureau et autres frais de fonctionnement; dépenses diverses	2.000.000 T	1.250.000	1.248.965	
12.348	33.00	01.41	Centre de recherches et d'études européennes Robert Schuman: dépenses diverses	2.765.000	2.765.000	2.753.315	
12.350	12.30	01.10	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000 D	6.350.000	6.321.948	
12.370	12.30	08.40	Prise en charge par l'Etat des frais relatifs à l'établissement d'une pige publicitaire luxembourgeoise	4.059.000	4.059.000	4.031.864	
12.380	12.12	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: installation et location de lignes téléphoniques; redevances; entretien et réparation des équipements radio-électriques; consommation (Sans distinction d'exercice)	6.500.000	6.500.000	6.185.771	
31.050	31.32	08.40	Aide directe de l'Etat à la presse écrite (Crédit non limitatif)	99.670.000 D T	119.926.000	119.925.317	
31.051	31.32	08.40	Participation de l'Etat dans le financement du programme de télévision essentiellement en langue luxembourgeoise (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.100.000 T	5.094.640	5.093.830	
31.052	31.32	08.40	Participation luxembourgeoise au programme MEDIA II	10.000.000 T	360	0	
33.000	33.00	04.60	Participation de l'Etat au programme de recherche et de développement entrepris par le centre d'études de populations, de pauvreté et de politique socio-économique (Crédit non limitatif)	71.500.000	71.500.000	71.500.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.010	33.00	08.40	Subsides aux organisations professionnelles de la presse	270.000	270.000	270.000	
33.011	33.00	04.40	Participation aux frais occasionnés par les activités de l'association Luxembourg-Harvard dans le cadre des relations entre le Luxembourg et l'université de Harvard	3.200.000	3.200.000	3.200.000	
33.012	33.00	08.40	Médias audiovisuels: subsides à des associations privées	550.000	550.000	90.000	
33.013	33.00	01.10	Subventions dans l'intérêt de la réalisation d'études et de recherches dans le domaine de la coopération européenne et internationale	14.700.000	14.700.000	14.700.000	
33.014	33.00	08.40	Participation du Gouvernement au programme STRATEGICS	5.000.000	5.000.000	5.000.000	
33.015	33.00	08.40	Subside de fonctionnement au conseil de presse	1.500.000	1.500.000	1.500.000	
33.017	33.00	01.10	Subventions au profit d'institutions et de fondations internationales	11.013.000	11.013.000	11.011.700	
34.040	34.40	01.10	Dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	D 2.576.000	2.576.000	
34.090	34.40	01.10	Subsides jugés opportuns par le gouvernement	450.000	450.000	443.018	
34.091	34.49	01.10	Subventions dans l'intérêt du financement d'un monument à la mémoire de Jean l'Aveugle	3.000.000	3.000.000	0	
34.092	34.49	01.10	Subventions dans l'intérêt de la création du Centre culturel portugais	2.500.000	2.500.000	1.600.000	
35.030	35.40	01.43	Participation luxembourgeoise à Eureka audiovisuel (Crédit non limitatif)	74.000	74.000	62.311	
74.000	74.10	01.10	Acquisition de véhicules automoteurs ...	1.900.000	T 1.919.000	1.918.589	
74.020	74.22	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: acquisition et installation d'équipements; frais accessoires (Sans distinction d'exercice) .	500.000	500.000	330.884	
74.040	74.22	08.40	Médias audiovisuels: acquisition d'équipements spéciaux	100.000	100.000	52.470	
74.041	74.22	01.10	Acquisition d'équipements spéciaux	200.000	T 950.000	918.701	
<i>Total de la Section 00.3</i>				844.136.000	975.575.000	957.651.498	
Section 00.4 - Conseil économique et social							
11.010	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	11.073.000	D 11.090.000	11.089.003	
11.020	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	71.000	D 647.000	646.520	
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	135.000	135.000	133.811	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits		Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	700.000	T	720.000	715.728	
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	620.000	T	600.000	515.356	
12.100	12.11	01.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	4.647.000		4.647.000	4.620.437	
12.120	12.30	01.10	Indemnités des membres et des experts consultés par le conseil économique et social (Crédit non limitatif)	5.200.000	D	5.853.000	5.852.827	
12.300	12.30	01.10	Part dans les frais d'un service commun de courrier, de surveillance et de nettoyage	720.000	T	748.045	748.045	
12.310	12.30	01.43	Conseil consultatif économique et social BENELUX: jetons de présence; frais de réunion; frais de secrétariat	130.000	T	101.955	76.183	
<i>Total de la Section 00.4</i>				23.296.000		24.542.000	24.397.910	
Section 00.5 - Centre de communications du Gouvernement								
11.010	11.00	02.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	39.035.000		39.035.000	37.404.965	
11.020	11.00	02.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D	3.346.000	3.345.425	
11.030	11.00	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	17.476.000	D	18.362.000	18.361.324	
11.040	11.00	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000		10.000	0	
11.100	11.40	02.00	Indemnités d'habillement	102.000		102.000	101.250	
11.130	11.12	02.00	Indemnités pour services extraordinaires ..	170.000		170.000	159.600	
12.010	12.13	02.00	Frais de route et de séjour, frais de démé- nagement	22.000		22.000	0	
12.020	12.14	02.00	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs	761.000		761.000	739.004	
12.040	12.12	02.00	Frais de bureau	1.000.000		1.000.000	973.565	
12.050	12.12	02.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	736.000		736.000	727.730	
12.051	12.12	02.00	Achat de biens et services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations pour les autres administrations ..	2.945.000		2.945.000	2.943.471	
12.060	12.12	02.00	Location et entretien des installations de télécommunications	1.196.000		1.196.000	830.871	
12.061	12.12	02.00	Location et entretien des installations de télécommunications pour les autres administrations	3.871.000		3.871.000	3.837.190	
12.070	12.12	02.00	Location et entretien des équipements informatiques	1.285.000		1.285.000	1.277.969	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.071	12.12	02.00	Location et entretien des équipements informatiques pour les autres administrations	1.175.000	1.175.000	1.174.405	
12.080	12.11	02.00	Bâtiments: exploitation et entretien	3.100.000	T 3.300.000	3.296.551	
12.180	12.30	02.00	Acquisition de matériel didactique	12.000	12.000	11.485	
12.190	12.30	02.00	Frais de formation du personnel	30.000	30.000	0	
12.300	12.30	02.00	Achat de denrées alimentaires pour la cantine du centre des télécommunications et d'alerte de Senningen	418.000	T 218.000	138.041	
74.000	74.10	02.00	Acquisition de véhicules automoteurs ...	1.450.000	1.450.000	1.450.000	
74.020	74.22	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications	1.050.000	1.050.000	1.012.345	
74.021	74.22	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications pour les autres administrations	24.648.000	24.648.000	23.751.636	
74.050	74.22	02.00	Acquisition d'équipements informatiques .	1.050.000	1.050.000	1.034.506	
74.051	74.22	02.00	Acquisition d'équipements informatiques pour les autres administrations	2.600.000	2.600.000	2.599.772	
74.060	74.40	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	1.000.000	1.000.000	999.950	
74.061	74.40	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les autres administrations	2.190.000	2.190.000	2.142.775	
<i>Total de la Section 00.5</i>				107.342.000	111.564.000	108.313.830	
Section 00.6 - Cultes							
11.000	11.00	08.50	Traitements des fonctionnaires	508.435.000	D 516.026.000	494.962.347	
11.010	11.00	08.50	Indemnités des employés occupés à titre permanent	66.717.000	66.717.000	47.413.553	
11.131	11.12	08.50	Enseignement religieux à l'école primaire: indemnités pour leçons de remplacement et pour leçons supplémentaires (Crédit non limitatif)	10.000	10.000	0	
11.132	11.12	08.50	Culte catholique: indemnités pour services extraordinaires	240.000	240.000	240.000	
12.000	12.15	08.50	Culte catholique: indemnités des prêtres s'occupant de l'administration spirituelle de localités limitrophes luxembourgeoises ou des étrangers de différentes nationalités résidant au pays	170.000	170.000	170.000	
12.001	12.15	08.50	Enseignement religieux à l'école primaire: indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	311.633.000	D 313.441.000	313.435.741	
12.010	12.13	08.50	Culte catholique: frais de déménagement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400.000	400.000	400.000	
12.040	12.12	08.50	Culte catholique: frais de bureau et de représentation de l'archevêque	50.000	50.000	50.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.080	12.11	08.50	Séminaire de Luxembourg: bâtiments: exploitation et entretien	547.000	547.000	547.000	
12.300	12.30	08.50	Culte catholique: frais de conservation et de restauration des archives diocésaines; dépenses diverses	400.000	400.000	400.000	
12.301	12.30	08.50	Eglise protestante de Luxembourg: frais de route et de séjour et indemnités pour le remplacement du pasteur	66.000	T 75.713	75.713	
12.302	12.30	08.50	Culte israélite: frais de route et de séjour et indemnités pour le remplacement du rabbin	66.000	T 56.287	56.238	
12.303	12.30	08.50	Eglise protestante réformée du Luxembourg: frais de route et de remplacement du pasteur	66.000	66.000	66.000	
33.010	33.00	08.50	Culte catholique: remboursement de frais d'alimentation et de reliure de la bibliothèque du séminaire	150.000	150.000	150.000	
33.011	33.00	08.50	Subsides aux cultes protestants	1.205.000	1.205.000	1.205.000	
33.012	33.00	08.50	Subsides au culte israélite	900.000	900.000	900.000	
33.013	33.00	08.50	Subsides pour activités interconfessionnelles	50.000	50.000	50.000	
34.060	34.40	04.42	Culte catholique: bourses d'études aux élèves du séminaire	100.000	100.000	100.000	
52.000	52.10	08.50	Subside extraordinaire au culte protestant réformé pour la mise en état de l'église paroissiale à Esch-sur-Alzette	100.000	100.000	100.000	
12.500	12.15	08.50	Culte catholique: indemnités des prêtres s'occupant de l'administration spirituelle de localités limitrophes luxembourgeoises	12.000	12.000	11.792	
12.801	12.30	08.50	Cultes protestants: frais de route et de remplacement des pasteurs protestants	90.000	90.000	90.000	
			<i>Total de la Section 00.6</i>	891.407.000	900.806.000	860.423.384	
			<i>Total du Département 00</i>	2.863.059.000	3.012.441.000	2.948.377.741	
			01 - MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION				
			Section 01.0 - Dépenses générales				
11.130	11.12	01.42	Indemnités pour services extraordinaires	25.000	25.000	25.000	
11.131	11.12	01.43	Conférences et réunions internationales: indemnités des délégués luxembourgeois (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	500.000	481.300	
11.320	11.00	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.- Frais de personnel: rémunération du personnel supplémentaire; indemnités pour services extraordinaires; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	14.000.000	D 28.018.804	27.999.946	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.012	12.13	01.43	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	32.000.000	32.000.000	31.466.644	
12.013	12.13	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne: frais de route et de séjour à l'étranger (Ministère des Affaires étrangères et autres administrations) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	3.000.000	1.340.109	
12.020	12.14	01.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	160.000 T	92.500	88.552	
12.040	12.12	01.42	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	1.475.000 T	1.531.000	1.530.243	
12.080	12.11	01.42	Bâtiments: exploitation et entretien	673.000 T	693.000	692.443	
12.300	12.30	01.42	Fabrication de passeports et de visas sous forme d'autocollants (Crédit non limitatif)	2.000.000 D	11.500.000	11.004.297	
12.310	12.30	01.42	Achat de timbres de chancellerie (Crédit non limitatif)	300.000 D	400.000	400.000	
12.320	12.30	01.42	Frais d'abonnement à des agences d'information et à des bases de données	675.000 T	661.600	599.726	
12.330	12.30	01.43	Frais de banque	40.000	40.000	9.200	
12.340	12.30	01.42	Frais de maintenance et de réparation du réseau CORTESY (Non susceptible de transfert)	1.050.000	1.050.000	0	
12.350	12.30	01.43	50e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme	600.000	600.000	104.635	
12.370	12.30	01.43	Stand luxembourgeois à l'Exposition mondiale à Lisbonne en 1998 (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	44.879.000 D	69.879.000	64.413.420	
12.380	12.30	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne. - Dépenses de matériel; frais de réunion; réceptions officielles; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000	2.500.000	2.038.594	
12.391	11.00	02.00	Frais d'organisation de la réunion ministérielle de l'OTAN au printemps de 1998 (Crédit non limitatif)	20.000.000 D	95.000.000	86.220.141	
33.010	33.00	01.42	Subsides à des sociétés de bienfaisance ou d'aide sociale luxembourgeoises ou à d'autres associations luxembourgeoises poursuivant des buts internationaux ou ayant pour objet de sauvegarder les intérêts nationaux à l'étranger	900.000	900.000	899.650	
35.060	35.00	01.43	Conférences et réunions internationales: participation aux frais communs; dépenses diverses des délégations luxembourgeoises; frais généraux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500.000 D	4.710.064	4.710.064	
74.310	74.22	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.- Acquisition de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
12.512	12.13	01.43	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	251.000 T	255.900	255.887	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
35.561	35.00	01.43	Contribution à la Fondation "Centre George Marshall" en vue de la commémoration du 50ième anniversaire du plan Marshall	1.745.000	1.745.000	1.744.337	
			<i>Total de la Section 01.0</i>	130.278.000	255.106.868	236.024.188	
			Section 01.1 - Relations internationales.- Missions diplomatiques				
11.000	11.00	01.42	Traitements des fonctionnaires	204.132.000	204.132.000	203.580.793	
11.020	11.00	01.42	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.090	11.12	01.42	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	85.547.000 D	96.797.000	94.474.333	
11.140	11.40	01.42	Remboursement des frais exceptionnels de scolarité des agents en fonction à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.600.000 D	4.900.000	4.855.275	
11.141	11.40	01.42	Remboursement partiel des frais médicaux des agents en fonction à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.800.000	2.800.000	1.382.273	
11.300	11.00	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: indemnités, salaires et charges sociales des employés de bureau et du personnel ouvrier recrutés sur place; dépenses diverses de personnel (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	191.173.000	191.173.000	188.902.983	
12.010	12.13	01.42	Frais de route et de séjour	7.674.000 T	6.234.000	5.949.927	
12.011	12.13	01.42	Frais de déménagement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	14.000.000	14.000.000	13.804.374	
12.020	12.14	01.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	6.648.000	6.648.000	6.543.099	
12.080	12.11	01.42	Bâtiments: frais de nettoyage	3.540.000 T	3.580.000	3.558.186	
12.081	12.11	01.42	Bâtiments: chauffage, eau, gaz, électricité (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000 D	15.660.000	15.208.695	
12.082	12.11	01.42	Bâtiments: réparations et entretien (Sans distinction d'exercice)	6.420.000	6.420.000	6.227.378	
12.083	12.11	01.42	Bâtiments: diverses dépenses	8.104.000 T	8.389.000	8.262.188	
12.084	12.11	01.42	Immeuble administratif à Bruxelles: frais de fonctionnement et d'entretien; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.847.000	8.847.000	5.917.034	
12.100	12.11	01.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	43.000.000 D	46.000.000	42.387.138	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.110	12.30	01.42	Honoraires d'avocats et frais d'experts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	T 1.050.000	1.021.805	
12.190	12.30	01.42	Formation et stages	898.000	T 293.000	263.442	
12.200	12.30	01.42	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles	950.000	T 920.000	727.829	
12.250	12.00	01.42	Frais de bureau, frais de télécommunications, frais informatiques et frais de banque (Sans distinction d'exercice)	36.700.000	T 37.390.000	37.297.982	
12.300	12.30	01.42	Frais de représentation	14.300.000	T 14.315.000	14.097.014	
12.310	12.30	01.42	Taxes et impôts (Crédit non limitatif) ...	950.000	950.000	716.606	
12.320	12.30	01.42	Frais de prospection en rapport avec l'implantation de nouvelles missions diplomatiques et consulaires (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert)	500.000	500.000	0	
12.330	12.30	01.42	Maison du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles: mesures et interventions générales ou particulières, directes ou indirectes dans l'intérêt de la promotion de l'image du Luxembourg (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	5.000.000	5.000.000	4.634.527	
72.010	72.10	01.42	Ambassades, représentations permanentes et autres missions: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des immeubles (Sans distinction d'exercice) .	5.952.000	T 6.447.000	6.380.268	
74.070	74.22	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: acquisition d'oeuvres d'art	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
74.250	74.00	01.42	Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements (Sans distinction d'exercice)	11.900.000	T 12.400.000	12.062.367	
<i>Total de la Section 01.1</i>				679.645.000	695.855.000	679.255.516	
Section 01.2 - Relations internationales.- Contributions à des organismes internationaux							
11.300	11.00	02.50	Opérations de maintien de la paix et missions d'observation et de soutien organisées par des organisations internationales: dépenses de personnel (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	500.000	500.000	461.292	
35.030	35.40	Divers codes	Contributions obligatoires aux divers budgets et aux autres dépenses communes des institutions internationales autres que l'Union européenne et frais s'y rattachant (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	86.612.000	D 129.525.174	129.525.174	
35.031	35.40	01.43	Subventions à des institutions et organisations internationales autres que l'Union européenne; subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité	12.030.000	12.030.000	12.029.690	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
35.032	35.40	02.50	Contributions obligatoires à des opérations de maintien de la paix sous les égides d'organisations internationales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	26.310.000	26.310.000	19.282.852	
35.033	35.40	02.50	Contributions volontaires à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	1.800.000	1.800.000	0	
35.034	35.40	02.50	Opérations de maintien de la paix et missions d'observation et de soutien organisées par des organisations internationales: dépenses administratives et opérationnelles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000 D	1.050.000	67.257	
35.060	35.00	01.54	Contributions volontaires à des actions internationales à caractère politique ou économique (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.000.000	12.000.000	11.999.062	
35.531	35.40	01.43	Subventions à des institutions internationales et organisations internationales autres que l'Union Européenne; subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité	552.000	552.000	551.925	
<i>Total de la Section 01.2</i>				140.304.000	183.767.174	173.917.252	
Section 01.3 - Relations internationales.- Coopération au développement et autres actions							
12.140	12.16	01.53	Actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant les problèmes de la coopération au développement	2.500.000	2.500.000	2.497.580	
33.010	33.00	01.54	Subsides à des organisations non gouvernementales et autres mesures destinées à promouvoir la coopération au développement	10.000.000 T	4.030.944	4.030.944	
33.011	33.00	01.54	Subsides à des organisations non gouvernementales pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise aux problèmes des pays en voie de développement	14.000.000 T	19.969.056	19.221.551	
35.000	35.10	01.53	Coopération au développement: contributions à des programmes d'assistance économique et technique et aux actions humanitaires de l'Union Européenne; subventions et dépenses diverses dans le même but (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	311.000.000	311.000.000	228.459.687	
35.030	35.40	01.53	Coopération au développement: contribution à des programmes d'assistance économique et technique d'institutions internationales autres que l'Union Européenne; subventions et dépenses diverses dans le même but (Sans distinction d'exercice)	154.000.000	154.000.000	150.503.950	
35.031	35.40	01.53	Coopération au développement: contributions aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.510.000	20.510.000	19.744.932	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
35.060	35.00	01.52	Subsides au titre de prévention de conflits, d'aide d'urgence et d'actions de réhabilitation, aides à des populations victimes de catastrophes de la nature (Crédit non limitatif)	350.000.000	350.000.000	350.000.000	
35.061	35.00	01.53	Aide alimentaire à des pays en voie de développement; subsides et dépenses diverses dans ce but (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	65.000.000	65.000.000	65.000.000	
35.090	35.40	01.53	Congé de la coopération au développement; indemnités compensatoires et indemnités forfaitaires (Crédit non limitatif)	4.000.000	4.000.000	114.178	
93.000	93.00	01.53	Alimentation du fonds de la coopération au développement (Crédit non limitatif) .	1.710.000.000	D 2.710.000.000	2.710.000.000	
			<i>Total de la Section 01.3</i>	2.641.010.000	3.641.010.000	3.549.572.822	
			Section 01.4 - Relations internationales.- Relations économiques internationales et autres actions				
35.040	35.50	01.52	Assistance économique et technique, actions humanitaires et actions de formation en faveur des pays de l'Europe centrale et orientale et des nouveaux Etats Indépendants de l'Ex-Union soviétique; subventions et dépenses diverses dans le même but (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	120.000.000	120.000.000	119.920.832	
35.041	35.50	01.54	Aide à la réalisation d'un sas de protection à Tchernobyl (Crédit non limitatif)	7.800.000	D 10.094.975	10.094.975	
			<i>Total de la Section 01.4</i>	127.800.000	130.094.975	130.015.807	
			Section 01.5 - Relations extérieures.- Promotion du commerce extérieur				
11.130	11.12	11.10	Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises; indemnités pour services extraordinaires	79.000	T 82.248	82.248	
11.131	11.12	11.10	Comité pour l'octroi de crédits d'Etat à Etat; indemnités pour services extraordinaires	60.000	60.000	60.000	
12.140	12.16	11.10	Promotion du commerce extérieur; frais de publicité, d'exposition et de commercialisation dans l'intérêt des exportations luxembourgeoises; activités des missions diplomatiques et consulaires dans le même but; élaboration de matériel promotionnel sous forme de brochures, films, bandes vidéo, etc.	16.400.000	T 16.396.752	14.792.428	
12.300	12.16	11.00	Promotion du commerce extérieur.- Bureaux de représentation à l'étranger ...	3.600.000	3.600.000	3.527.682	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
31.030	31.12	11.10	Aides financières aux entreprises privées exportatrices, destinées à faciliter l'exportation de biens et de services d'origine luxembourgeoise: bonifications d'intérêt sur des crédits à l'exportation à moyen et à long terme; autres subventions dans le même but (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	0	
31.050	31.32	11.10	Mesures et interventions destinées à faciliter l'expansion commerciale à l'étranger: subsides pour la promotion des exportations d'entreprises privées ..	6.000.000	T 5.995.978	5.990.000	
33.001	12.30	11.10	Mesures et interventions destinées à faciliter l'expansion commerciale à l'étranger: subsides à des organismes luxembourgeois et étrangers	4.000.000	T 4.004.022	4.004.022	
<i>Total de la Section 01.5</i>				40.139.000	40.139.000	28.456.380	
Section 01.6 - Commission et office des licences							
11.010	11.00	11.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.465.000	1.465.000	1.396.690	
12.040	12.12	11.10	Frais de bureau	260.000	260.000	231.431	
<i>Total de la Section 01.6</i>				1.725.000	1.725.000	1.628.121	
<i>Total du Département 01</i>				3.760.901.000	4.947.698.017	4.798.870.086	
02 - MINISTERE DE LA CULTURE							
Section 02.0 - Dépenses générales							
11.020	11.00	08.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	113.000	D 229.882	229.882	
11.090	11.12	01.42	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	671.000	671.000	624.654	
11.130	11.12	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: indemnités pour services extraordinaires	130.000	130.000	100.440	
11.131	11.12	08.50	Commission de surveillance des bâtiments religieux: indemnités pour services extraordinaires	90.000	90.000	83.000	
11.132	11.12	08.00	Indemnités pour services extraordinaires ..	389.000	389.000	0	
12.000	12.15	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: indemnités pour services de tiers	30.000	T 18.994	4.500	
12.010	12.13	08.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	500.000	T 458.500	445.637	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.011	12.13	08.50	Commission de surveillance des bâtiments religieux: frais de route et de séjour, frais de déménagement	80.000	T 35.500	35.424	
12.012	12.13	08.00	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	2.900.000	T 5.169.208	5.085.649	
12.020	12.14	08.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	550.000	T 1.168.000	1.167.646	
12.040	12.12	08.00	Frais de bureau	170.000	T 373.000	370.613	
12.041	12.12	08.20	Bibliobus: alimentation, reliures et frais divers	3.500.000	T 2.881.000	2.880.922	
12.042	12.12	01.40	Echanges transfrontaliers avec les régions de Sarre, Lorraine, Rhénanie-Palatinat, Ostbelgien, Province de Luxembourg ...	1.100.000	T 1.111.006	1.111.006	
12.043	12.12	08.20	Centre de documentation, de recherches et d'études: alimentation, reliures et frais divers	95.000	T 22.370	21.607	
12.050	12.12	08.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	10.000	T 0	0	
12.070	12.12	08.00	Location et entretien des équipements informatiques	350.000	T 664.900	664.888	
12.080	12.11	08.00	Bâtiments: exploitation et entretien	600.000	T 816.630	812.645	
12.100	12.11	08.00	Location de logements pour des étudiants et chercheurs dans le cadre des accords bilatéraux	3.550.000	T 4.059.400	4.059.152	
12.101	12.11	08.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	1.944.000	1.944.000	1.518.000	
12.120	12.30	08.00	Frais d'experts et d'études	7.700.000	T 7.730.000	7.573.731	
12.130	12.16	08.00	Frais de publication	5.000.000	T 2.285.146	1.898.061	
12.140	12.16	08.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	1.000.000	T 1.467.000	1.466.234	
12.141	12.16	08.20	Centres d'exposition et d'animation: dépenses diverses	880.000	T 933.197	933.197	
12.190	12.30	08.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	100.000	T 320.000	320.000	
12.200	12.30	08.20	Contribution à l'assurance-accidents et à l'assurance responsabilité civile collective des acteurs culturels ainsi qu'aux caisses de secours mutuels des associations culturelles nationales	2.230.000	T 2.451.722	2.451.722	
12.300	12.30	08.20	Animation socio-culturelle: dépenses diverses	4.200.000	T 3.558.278	3.435.133	
12.301	12.30	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: dépenses de fonctionnement ..	300.000	T 91.000	86.742	
12.302	12.30	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: dépenses de fonctionnement	200.000	T 165.000	159.497	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.303	12.30	01.40	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord culturel bilatéral conclu avec le Grand-Duché: frais divers	4.500.000	T 8.238.825	8.226.455	
12.304	12.30	08.20	Participation du Gouvernement aux frais résultant du séjour de l'European Union Youth Orchestra au Luxembourg	3.000.000	T 0	0	
12.305	12.30	08.00	Harmonisation des statistiques culturelles dans les pays	500.000	T 689.000	688.909	
12.306	12.30	08.20	Exposition itinérante: les équipements culturels du Luxembourg: dépenses diverses	1.000.000	T 808.560	784.853	
12.307	12.30	08.00	Frais de fonctionnement de l'Institut européen des itinéraires culturels (Conseil de l'Europe) et du Centre culturel de Rencontre, Neumünster	2.000.000	T 1.717.000	1.708.358	
33.000	33.00	08.20	Animation socio-culturelle: conventions avec des associations	38.450.000	T 41.950.000	38.215.000	
33.001	33.00	04.00	Sections luxembourgeoises des associations internationales dépendant de l'U.N.E.S.C.O.: subsides	35.000	35.000	20.000	
33.002	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'orchestre philharmonique du Luxembourg (Crédit non limitatif)	260.000.000	260.000.000	260.000.000	
33.003	33.00	08.20	Animation culturelle de la Maison du Grand-Duché à Bruxelles: subsides	500.000	T 0	0	
33.004	33.00	08.40	Dotations dans l'intérêt de l'établissement public chargé de diffuser des programmes de radio socioculturels (Crédit non limitatif)	87.500.000	D 90.111.000	90.111.000	
33.005	33.00	08.20	1300e anniversaire de la fondation de l'abbaye d'Echternach: subsides	2.000.000	2.000.000	2.000.000	
33.010	33.00	08.10	Subsides pour activités culturelles (littéraires, artistiques, scientifiques, musicales et autres)	29.900.000	T 26.968.352	26.968.352	
33.011	33.00	01.40	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché: bourses d'études, subsides (Crédit non limitatif)	15.000.000	15.000.000	14.724.790	
33.012	33.00	06.34	Action en faveur de l'intégration culturelle des personnes handicapées: subsides	3.700.000	3.700.000	3.700.000	
33.013	33.00	08.20	Développement culturel du bassin-minier: subsides à la fondation "Bassin-Minier"	2.000.000	2.000.000	2.000.000	
33.014	33.00	08.40	Aide à la presse culturelle: subsides aux éditeurs	3.250.000	T 3.650.000	3.650.000	
33.015	33.00	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: congrès, colloques, semaines d'études, voyages d'études, conférences scientifiques, culturelles, pédagogiques et artistiques et autres manifestations: participation aux frais d'organisation: subsides	130.000	130.000	79.350	
33.016	33.00	08.10	Soutien à la production littéraire: subsides	8.500.000	T 8.243.145	8.209.895	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.017	33.00	08.00	Participation au financement des activités de l'agence luxembourgeoise d'action culturelle: subsides	3.000.000	3.000.000	3.000.000	
34.060	34.40	08.10	Aide à la création artistique: bourses d'études	4.000.000	T 4.630.000	4.620.000	
34.070	34.50	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: subsides aux artistes	600.000	T 512.792	333.190	
35.030	35.40	04.00	Contributions et cotisations à l'U.N.E.S.C.O. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000.000	9.000.000	8.486.783	
35.060	35.00	08.00	Cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000	800.000	707.306	
43.000	43.22	08.20	Animation socio-culturelle: conventions avec des communes	13.000.000	T 11.775.500	11.418.724	
43.001	43.22	08.10	Participation de l'Etat aux frais de production et de co-production des théâtres municipaux de la ville de Luxembourg ...	11.000.000	11.000.000	11.000.000	
43.002	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville de Luxembourg	5.000.000	5.000.000	5.000.000	
43.003	43.22	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion du théâtre de la ville d'Esch-sur-Alzette .	11.000.000	11.000.000	11.000.000	
43.004	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville d'Esch-sur-Alzette	4.000.000	4.000.000	4.000.000	
43.005	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais des cours de musique spéciaux et de perfectionnement organisés par les communes	1.200.000	1.200.000	1.002.600	
43.006	43.22	08.00	Participation de l'Etat aux indemnités prévues dans la loi sur le congé culturel (Crédit non limitatif)	500.000	500.000	108.987	
43.008	43.22	08.00	Participation dans le financement de l'enseignement musical	50.000.000	50.000.000	50.000.000	
63.040	63.51	08.10	Musées régionaux: subsides	2.000.000	T 1.408.503	1.408.000	
63.041	63.51	08.10	Aide aux salles de cinéma de province ...	4.000.000	T 3.658.972	360.237	
74.040	74.22	08.10	Organisation d'expositions par les différents services du département: acquisition d'équipements spéciaux	500.000	T 714.500	693.723	
74.070	74.22	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art	1.000.000	1.000.000	843.000	
74.300	74.22	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: acquisition de matériel didactique et d'équipement pour les ateliers d'enfants	350.000	350.000	323.298	
11.631	11.12	08.50	Commission de surveillance des bâtiments religieux: indemnités pour services extraordinaires	72.000	72.000	72.000	
12.811	12.30	08.00	Participation à un stage de formation	24.000	24.000	23.403	
12.812	12.30	08.00	Biennale de Venise: frais de location	3.025.000	3.025.000	2.918.424	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.816	12.30	08.00	Frais d'expert survenus dans le cadre d'une mission effectuée en 1995 en vue de la mise en place du nouveau musée d'art moderne	954.000	954.000	0	
<i>Total de la Section 02.0</i>				625.372.000	628.099.882	615.946.619	
Section 02.1 - Service des sites et monuments nationaux							
11.000	11.00	08.10	Traitements des fonctionnaires	18.293.000	18.293.000	18.248.950	
11.010	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	5.738.000 D	7.688.907	7.688.907	
11.020	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	188.000	188.000	184.195	
11.030	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	201.000 D	1.241.941	1.241.941	
11.040	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	08.10	Indemnités d'habillement	15.000	15.000	15.000	
12.010	12.13	08.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	525.000 T	542.000	541.155	
12.020	12.14	08.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	200.000 T	195.000	191.338	
12.040	12.12	08.10	Frais de bureau	410.000 T	567.000	566.355	
12.050	12.12	08.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	140.000 T	256.000	255.244	
12.070	12.12	08.10	Location et entretien des équipements informatiques	220.000 T	245.000	244.981	
12.080	12.11	08.10	Bâtiments: exploitation et entretien (Sans distinction d'exercice)	4.360.000	4.360.000	4.358.096	
12.081	12.11	08.10	Frais d'entretien de la crypte archéologique du Bock et de l'itinéraire culturel "Wenzel"	800.000 T	784.000	783.059	
12.130	12.16	08.10	Frais de publication	1.500.000 T	1.316.000	1.315.048	
12.140	12.16	08.10	Patrimoine architectural rural et industriel: réalisation de dépliants et de brochures: dépenses diverses	500.000 T	605.000	604.522	
12.141	12.16	08.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	500.000 T	547.000	546.057	
12.170	12.30	08.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	60.000 T	28.000	23.554	
12.300	12.30	08.10	Frais de fonctionnement des ateliers de restauration	200.000 T	171.000	168.746	
12.310	12.30	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: dépenses diverses	1.850.000 T	1.744.000	1.740.526	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits		Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.320	12.30	08.10	Entretien des sites et monuments nationaux classés appartenant à l'Etat ...	700.000	T	605.000	601.181	
33.010	33.00	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif	3.630.000	T	282.600	282.600	
34.070	34.50	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des particuliers	37.000.000		37.000.000	36.955.000	
43.000	43.22	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides aux communes et aux syndicats de communes.....	23.000.000	T	26.347.400	26.339.402	
52.000	52.10	08.10	Subsides dans l'intérêt de l'aménagement artistique des églises	14.500.000		14.500.000	14.500.000	
74.000	74.10	08.10	Acquisition de véhicules automoteurs ...	480.000	T	680.000	675.625	
74.040	74.22	08.10	Acquisition d'équipements spéciaux	200.000	T	336.000	335.772	
74.050	74.22	08.10	Acquisition d'équipements informatiques ..	478.000	T	441.000	438.552	
74.300	74.22	08.10	Acquisition de mobilier et de documents historiques	550.000	T	251.000	251.000	
12.580	12.11	08.10	Bâtiments: exploitation et entretien	83.000		83.000	82.890	
			<i>Total de la Section 02.1</i>	116.331.000		119.322.848	119.179.696	
			Section 02.2 - Musée national d'histoire et d'art					
11.000	11.00	08.10	Traitements des fonctionnaires	86.185.000		86.185.000	81.780.034	
11.010	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	9.980.000		9.980.000	8.376.596	
11.020	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	3.792.000	D	10.005.852	10.005.852	
11.030	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	8.426.000	D	8.588.102	8.588.102	
11.040	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D	702.454	702.454	
12.220	12.30	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence): dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	5.000.000	D	14.000.000	13.998.236	
12.221	12.30	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique: dépenses diverses	15.000.000		15.000.000	14.998.275	
12.250	12.00	08.10	Dotations dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire et d'art (Crédit non limitatif)	36.030.000		36.030.000	36.030.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.000	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion de l'espace d'exposition "Casino de Luxembourg"	33.000.000	33.000.000	29.700.000	
			<i>Total de la Section 02.2</i>	197.423.000	213.491.408	204.179.549	
			Section 02.3 - Bibliothèque nationale				
11.000	11.00	08.20	Traitements des fonctionnaires	54.178.000	54.178.000	51.004.680	
11.010	11.00	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	18.920.000	18.920.000	18.309.681	
11.020	11.00	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	226.000	1.389.937	1.389.937	
11.030	11.00	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	5.404.000	5.404.000	5.287.364	
11.040	11.00	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	08.20	Indemnités d'habillement	44.000	44.000	43.125	
12.000	12.15	08.20	Indemnités pour services de tiers	95.000	140.000	139.750	
12.010	12.13	08.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	9.000	9.000	8.988	
12.020	12.14	08.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	70.000	70.000	63.006	
12.040	12.12	08.20	Frais de bureau	1.200.000	1.200.000	1.172.426	
12.041	12.12	08.20	Bibliothèque nationale: frais d'alimentation et frais connexes (Sans distinction d'exercice)	30.000.000	29.845.000	28.897.322	
12.042	12.12	08.20	Bibliothèque du gouvernement: frais d'alimentation et frais connexes	100.000	100.000	62.627	
12.043	12.12	08.20	Centre d'études et de documentation musicales: frais d'alimentation et frais connexes	500.000	500.000	479.202	
12.050	12.12	08.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	1.150.000	1.272.000	1.271.005	
12.070	12.12	08.20	Location et entretien des équipements informatiques	300.000	300.000	95.346	
12.080	12.11	08.20	Bâtiments: exploitation et entretien	2.500.000	2.629.000	2.531.896	
12.100	12.11	08.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	9.500.000	9.500.000	9.346.430	
12.130	12.16	08.20	Frais de publication	2.200.000	2.200.000	665.038	
12.140	12.16	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	600.000	755.000	754.005	
12.170	12.30	08.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	300.000	300.000	189.192	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.190	12.30	08.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	350.000	350.000	281.456	
12.300	12.30	08.20	Exploitation d'ateliers de restauration, de conservation et de réparation; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice) ...	950.000	950.000	926.924	
12.301	12.30	08.20	Recatalogage du fonds général	3.500.000	T 3.039.000	2.711.100	
35.060	35.00	08.20	Cotisations à des organismes internationaux (Sans distinction d'exercice)	100.000	100.000	99.099	
74.020	74.22	08.20	Acquisition d'installations de télécommunications	50.000	50.000	0	
74.040	74.22	08.20	Acquisition d'équipements spéciaux	450.000	450.000	445.897	
74.070	74.22	08.20	Alimentation de la réserve précieuse (Sans distinction d'exercice)	2.800.000	T 2.965.000	2.964.564	
			<i>Total de la Section 02.3</i>	135.506.000	136.669.937	129.140.060	
			Section 02.4 - Archives nationales				
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	28.125.000	D 30.541.610	30.541.610	
11.010	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	13.609.000	13.609.000	12.363.657	
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	38.000	D 1.368.589	1.368.589	
11.030	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.912.000	D 3.799.831	3.799.831	
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	38.000	38.000	26.250	
12.000	12.15	01.34	Indemnités pour services de tiers	35.000	35.000	22.500	
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	35.000	T 24.800	20.339	
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	40.000	T 40.200	40.117	
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	650.000	T 570.000	358.934	
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	175.000	175.000	137.301	
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	2.540.000	T 2.620.000	2.616.505	
12.130	12.16	01.34	Frais de publication (Sans distinction d'exercice)	650.000	T 100.000	0	
12.140	12.16	01.34	Organisation d'expositions; frais divers ...	100.000	100.000	14.446	
12.190	12.30	01.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	150.000	T 0	0	
12.300	12.30	01.34	Matériel; outillage; frais de transport, d'aménagement et d'entretien, de conservation et de restauration; frais de fonctionnement des services techniques et du service éducatif; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice)	1.150.000	1.150.000	764.722	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.301	12.30	01.34	Frais d'alimentation des bibliothèques	950.000	T 1.660.000	1.652.410	
35.060	35.00	01.34	Cotisations à des organismes interna- tionaux (Sans distinction d'exercice)	35.000	35.000	31.072	
74.000	74.10	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs	670.000	670.000	670.000	
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	450.000	450.000	419.590	
74.070	74.22	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques	300.000	300.000	245.090	
<i>Total de la Section 02.4</i>				51.652.000	57.287.030	55.092.963	
Section 02.5 - Centre national de l'audiovisuel							
11.000	11.00	08.20	Traitements des fonctionnaires	1.964.000	1.964.000	1.934.011	
11.010	11.00	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	7.703.000	D 7.766.284	7.766.284	
11.020	11.00	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	188.000	D 538.733	538.733	
11.030	11.00	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	893.000	893.000	144.908	
11.130	11.12	08.20	Indemnités pour services extraordinaires	247.000	247.000	234.490	
12.000	12.15	08.20	Stages de formation et d'animation: indemnités pour services de tiers, dépenses diverses	600.000	T 574.000	557.061	
12.010	12.13	08.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	170.000	170.000	169.752	
12.011	12.13	08.20	Frais de déplacement et d'hébergement des maîtres de stage	140.000	T 71.999	64.496	
12.020	12.14	08.20	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs	94.000	T 148.000	147.683	
12.030	12.16	08.20	Fourniture de vêtements de travail et de protection	25.000	25.000	21.899	
12.040	12.12	08.20	Frais de bureau	170.000	T 196.000	195.621	
12.050	12.12	08.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	350.000	T 409.000	408.009	
12.060	12.12	08.20	Location et entretien des installations de télécommunications	10.000	10.000	8.815	
12.080	12.11	08.20	Bâtiments: exploitation et entretien	900.000	T 914.000	913.851	
12.100	12.11	08.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoire payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	400.000	400.000	315.000	
12.130	12.16	08.20	Frais de publication, dépenses diverses	790.000	790.000	781.872	
12.140	12.16	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	620.000	620.000	619.974	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.141	12.16	08.20	Organisation d'expositions photo- graphiques	1.585.000	T 1.709.000	1.697.770	
12.142	12.16	08.20	Frais d'édition de vidéocassettes, dépenses diverses	300.000	300.000	294.996	
12.143	12.16	08.20	Frais de participation à des festivals de film à l'étranger, dépenses diverses	100.000	T 41.000	36.977	
12.170	12.30	08.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	130.000	T 130.001	130.001	
12.190	12.30	08.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de parti- cipation	100.000	100.000	99.670	
12.300	12.30	08.20	Matériel audiovisuel: frais d'acquisition, de restauration et dépenses connexes	1.600.000	T 1.374.000	1.373.080	
12.310	12.30	08.20	Frais d'alimentation et d'exploitation de la bibliothèque, de la vidéothèque et de la phonothèque, dépenses diverses	600.000	600.000	568.773	
12.320	12.30	08.20	Archivage du patrimoine audiovisuel: frais de copiage et de restauration, dépenses diverses	3.415.000	T 3.546.000	3.540.848	
12.321	12.30	08.20	Archivage du patrimoine de la CLT	4.500.000	T 4.222.000	4.214.544	
12.330	12.30	08.20	Frais de productions audiovisuelles; indemnités aux collaborateurs; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice) ...	4.050.000	T 3.634.000	3.369.116	
12.340	12.30	08.20	Acquisition de droits d'auteur; dépenses diverses	100.000	100.000	58.399	
12.350	12.30	08.20	Entretien des équipements spéciaux, dépenses diverses	350.000	350.000	347.603	
12.351	12.30	08.21	Aide à la recherche et à la création photo- graphique; frais de fonctionnement de la commission internationale d'attribution des bourses, organisation d'expositions, dépenses diverses	360.000	360.000	359.991	
12.352	12.30	08.20	Recherche documentaire et historique en matière de photographie, dépenses diverses	240.000	T 300.000	300.000	
33.000	33.00	08.10	Exposition photographique "The Family of Man" à Clervaux: participation de l'État aux frais de gestion et d'animation de l'exposition (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	D 1.347.000	1.342.000	
34.070	34.50	08.10	Aide à la recherche et à la création photo- graphique; subsides aux artistes	1.500.000	1.500.000	1.500.000	
35.060	35.00	08.20	Cotisations à des organismes interna- tionaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	125.000	125.000	65.700	
74.040	74.22	08.20	Acquisition d'équipements spéciaux (Sans distinction d'exercice)	2.528.000	T 3.133.000	3.132.325	
74.070	74.22	08.20	Acquisition de collections et de documents photographiques; acquisition de documents cinématographiques (Sans distinction d'exercice)	750.000	750.000	749.775	

Article	Code écon.	Code foncc.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.831	12.30	08.20	Projection du film "Vu Feier an Eisen" à Dudelange: frais d'organisation, dépenses diverses	3.500.000	3.500.000	3.500.000	
<i>Total de la Section 02.5</i>				41.102.000	42.858.017	41.504.027	
Section 02.6 - Musée national d'histoire naturelle							
11.000	11.00	08.10	Traitements des fonctionnaires	49.151.000	49.151.000	42.128.376	
11.010	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.087.000	3.087.000	2.265.033	
11.020	11.00	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	938.000 D	3.659.171	3.659.171	
11.030	11.00	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	2.322.000 D	6.466.199	6.466.199	
12.252	12.00	08.10	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire naturelle (Crédit non limitatif)	56.487.000	56.487.000	56.487.000	
33.000	33.00	07.30	Participation de l'Etat au financement d'activités destinées à sensibiliser les jeunes au patrimoine naturel: convention avec l'association "Panda Club"	10.480.000	10.480.000	9.432.000	
33.001	33.00	07.30	MUSEE-BUS 2000: Fir d'Leit an d'Natur: convention avec l'asbl "Amis du Musée d'histoire naturelle"	5.930.000	5.930.000	5.337.000	
33.002	33.00	08.10	Convention avec la fondation "Centre Européen de Géodynamique et de Séismologie"	5.000.000	5.000.000	4.500.000	
12.803	12.30	08.11	Travaux à caractère scientifique (réglement grand-ducal du 10 novembre 1982)	45.000	45.000	45.000	
<i>Total de la Section 02.6</i>				133.440.000	140.305.370	130.319.779	
Section 02.7 - Centre national de littérature							
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	3.144.000	3.144.000	0	
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	76.000	76.000	0	
11.030	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.765.000	1.765.000	69.407	
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	16.000	16.000	11.250	
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	72.000	72.000	44.320	
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	170.000 T	180.000	179.585	
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	130.000 T	185.000	182.986	
12.070	12.12	01.34	Location et entretien des équipements informatiques	10.000 T	0	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	970.000	T 915.000	692.790	
12.130	12.16	01.34	Frais de publication	500.000	T 435.000	415.389	
12.140	12.16	01.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	670.000	670.000	620.972	
12.190	12.30	01.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	300.000	300.000	293.702	
12.300	12.30	01.34	Frais de fonctionnement des services techniques et du service éducatif, dépenses diverses	120.000	120.000	108.037	
12.310	12.30	01.34	Frais d'alimentation de la bibliothèque . . .	1.000.000	T 1.055.000	1.020.316	
35.060	35.00	01.34	Cotisations à des organismes internationaux (Sans distinction d'exercice)	15.000	T 25.000	20.626	
74.070	74.22	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques	200.000	200.000	199.303	
			<i>Total de la Section 02.7</i>	9.158.000	9.158.000	3.858.683	
			<i>Total du Département 02</i>	1.309.984.000	1.347.192.492	1.299.221.376	
03 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE							
Section 03.0 - Fonction Publique et Réforme administrative. Dépenses diverses							
11.000	11.00	Divers codes	Traitements des fonctionnaires	1.091.234.000	1.091.234.000	1.049.294.554	
11.010	11.00	13.90	Indemnités des employés occupés à titre permanent	544.704.000	544.704.000	535.357.659	
11.020	11.00	13.90	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	1.010.000	D 43.113.000	20.466.930	
11.030	11.00	13.90	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	90.768.000	90.768.000	90.605.113	
11.040	11.00	13.90	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 1.056.000	1.055.214	
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement (Crédit non limitatif)	1.037.000	1.037.000	1.018.817	
11.130	11.12	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	16.000.000	D 19.000.000	18.978.402	
11.131	11.12	01.33	Réforme administrative: indemnités pour services extraordinaires	15.000	15.000	0	
11.132	11.12	01.33	Conseil de discipline des fonctionnaires et employés de l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	400.000	T 574.000	573.125	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.150	11.12	01.33	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	D 1.012.117	1.011.120	
11.170	11.31	01.10	Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000	D 1.138.003	1.136.265	
11.300	11.20	01.33	Remboursement à l'association d'assurance contre les accidents des dépenses occasionnées par l'assurance obligatoire contre les accidents des fonctionnaires et employés de l'Etat jouissant d'un régime spécial de pension de retraite (arrêté grand-ducal modifié du 8.3.1961). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	85.300.000	D 103.200.000	102.237.006	
11.310	11.00	01.33	Traitements et pensions des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers de l'Etat ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat; dépenses supplémentaires résultant ou pouvant résulter de nouvelles mesures légales, réglementaires et contractuelles, de l'évolution de l'échelle mobile des salaires ainsi que du recrutement de personnel; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	-98.682.000	D 248.648.000	248.647.774	
12.000	12.15	01.33	Honoraires médicaux pour visites ordonnées par l'administration (Crédit non limitatif)	85.000	85.000	67.145	
12.010	12.13	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: frais de route et de séjour (Crédit non limitatif)	10.000	10.000	0	
12.012	12.13	01.33	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	1.050.000	1.050.000	922.020	
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	100.000	100.000	79.751	
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	55.000	55.000	54.902	
12.100	12.11	01.33	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	2.846.000	2.846.000	2.845.272	
12.110	12.30	01.33	Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration (Crédit non limitatif)	300.000	D 1.213.000	1.212.342	
12.120	12.30	01.33	Réforme administrative - Frais d'experts et d'études	10.000.000	T 9.826.000	7.280.899	
12.140	12.16	01.33	Réforme administrative - Frais de publicité, de sensibilisation, d'information et frais divers dans l'intérêt du recrutement du personnel de l'Etat	1.000.000	1.000.000	939.642	
12.141	12.16	01.33	Réforme administrative - Frais de publicité, de sensibilisation et d'information dans l'intérêt d'une amélioration de l'image de marque de la fonction publique	20.000.000	20.000.000	1.867.781	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
33.000	33.00	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: frais de fonctionnement d'organismes créés dans l'intérêt des agents de la fonction publique	25.048.000	25.048.000	21.815.698	
34.010	34.30	01.33	Indemnités des agents de l'Etat bénéficiant du régime de la préretraite (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	42.608.000	42.608.000	37.484.387	
34.080	34.50	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: bonifications d'intérêt aux agents publics (Crédit non limitatif)	66.000.000 D	71.000.000	70.481.091	
35.030	35.40	01.40	Participation de l'Etat dans le financement du fonctionnement d'une antenne de l'institut européen d'administration publique à Luxembourg	3.500.000	3.500.000	3.500.000	
35.060	35.00	01.33	Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.412.000 D	3.662.738	3.661.863	
41.000	41.50	01.33	Subside à la chambre des fonctionnaires et employés publics pour l'indemnisation des observateurs aux examens administratifs	800.000	800.000	800.000	
62.010	62.20	01.33	Transfert de cotisations à la caisse de pension des employés privés en exécution du chapitre II de la législation ayant pour objet la coordination des régimes de pension: assurance rétroactive et transfert de cotisations aux institutions internationales. Rachat, conformément au chapitre VII de la loi précitée, des pensions échues au 31.12.1987 en application de l'ancien article 16 de la loi du 16.12.1963 par le versement d'une valeur en capital (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	45.000.000 D	122.927.000	122.925.627	
<i>Total de la Section 03.0</i>				1.953.700.000	2.451.229.858	2.346.320.399	
Section 03.1 - Pensions							
11.050	11.00	Divers codes	Pensions et traitements d'attente; secours et trimestres de faveur; suppléments de pension en exécution de la loi du 26.03.1974 (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.160.769.000	8.160.769.000	7.996.284.566	
11.051	11.00	01.33	Suppléments de pension bénévoles à des fonctionnaires de l'Etat ou à leurs survivants; rentes permanentes bénévoles à des employés de l'Etat n'ayant pas droit à une pension ou à leurs survivants (Crédit non limitatif)	1.100.000	1.100.000	213.048	
11.130	11.12	01.33	Commission des pensions: jetons de présence des membres de la commission; indemnité du délégué du gouvernement; indemnités du secrétaire et du personnel auxiliaire (Sans distinction d'exercice) . . .	530.000 T	406.908	406.678	
12.150	12.30	01.33	Commission des pensions: honoraires et frais de déplacement des médecins, frais de clinique et de laboratoire (Sans distinction d'exercice)	770.000 T	893.092	893.076	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
31.020	31.22	12.60	Participation de l'Etat au financement des pensions versées aux agents de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	678.447.000	D 689.741.505	689.741.505	
34.010	34.30	06.12	Pensions partielles des régimes contributifs à payer aux bénéficiaires d'une pension de l'Etat conformément à l'article 15 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension (Crédit non limitatif)	86.794.000	D 87.398.704	87.398.704	
34.011	34.30	06.12	Remboursement à divers régimes de pension contributifs des sommes payées à titre d'avance aux employés et ouvriers de l'Etat en retraite ou à leurs survivants jouissant d'un supplément de pension à charge de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	67.484.000	67.484.000	60.817.959	
<i>Total de la Section 03.1</i>				8.995.894.000	9.007.793.209	8.835.755.536	
Section 03.2 - Administration du personnel de l'Etat							
11.000	11.00	01.33	Traitements des fonctionnaires	4.146.000	4.146.000	4.115.150	
11.010	11.00	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	6.506.000	6.506.000	6.088.977	
11.020	11.00	01.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 70.000	69.160	
11.030	11.00	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.143.000	D 1.160.000	1.159.496	
11.040	11.00	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 132.000	131.729	
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement	9.000	9.000	7.500	
12.010	12.13	01.33	Frais de route et de séjour	12.000	T 5.200	5.174	
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau	503.000	T 509.800	509.102	
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	341.000	341.000	328.817	
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	25.000	25.000	24.003	
12.250	12.00	01.33	Formules destinées au paiement des émoluments: frais de confection et frais d'envoi (Non susceptible de transfert) ..	4.200.000	4.200.000	4.035.168	
<i>Total de la Section 03.2</i>				16.905.000	17.104.000	16.474.276	
Section 03.3 - Institut de formation administrative							
11.010	11.00	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.218.000	D 2.241.000	2.240.692	
11.030	11.00	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.070.000	D 1.174.000	1.173.716	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement	15.000	15.000	11.250	
11.130	11.12	01.33	Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires	6.630.000	T 3.880.000	3.693.505	
11.131	11.12	01.33	Formation continue et cours de perfec- tionnement: indemnités pour services extraordinaires	2.716.000	T 2.966.000	2.755.500	
12.000	12.15	01.33	Formation générale des stagiaires: indem- nités pour services de tiers	799.000	T 429.000	325.850	
12.001	12.15	01.33	Formation continue et cours de perfec- tionnement: indemnités pour services de tiers	1.784.000	T 3.284.000	3.272.437	
12.002	12.15	01.33	Programme de préparation et de formation pour concours communautaire	150.000	150.000	67.695	
12.010	12.13	01.33	Frais de route et de séjour (Crédit non limitatif)	500.000	T 840.000	793.480	
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau	279.000	T 939.000	912.630	
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des des postes et télécommu- nications	99.000	T 299.000	267.286	
12.080	12-11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	30.000	T 200.000	183.029	
12.190	12.30	01.33	Frais de perfectionnement et de stage à l'étranger	100.000	100.000	31.299	
74.010	74.22	01.33	Acquisition de machines de bureau	450.000	450.000	443.330	
<i>Total de la Section 03.3</i>				15.840.000	16.967.000	16.171.699	
Section 03.4 - Sécurité dans la fonction publique							
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	7.908.000	7.908.000	7.171.005	
11.010	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.374.000	3.374.000	2.711.965	
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 586.620	586.620	
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires ..	320.000	320.000	117.416	
12.000	12.15	01.34	Indemnités pour services de tiers	380.000	380.000	314.784	
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	180.000	180.000	106.554	
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	900.000	T 876.000	583.701	
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	200.000	T 224.000	223.234	
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	50.000	50.000	46.863	
12.120	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études	2.150.000	2.150.000	1.760.322	
12.200	12.30	04.10	Dépenses relatives aux assurances-respon- sabilité civile contractées dans l'intérêt des écoles placées sous l'autorité directe du ministre de l'éducation nationale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.650.000	1.650.000	1.607.624	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.300	12.30	01.34	Achats de biens et de services spécifiques	25.000	25.000	20.789	
12.400	12.30	01.34	Frais de fonctionnement du service médical; dépenses diverses	200.000	200.000	0	
			<i>Total de la Section 03.4</i>	17.347.000	17.923.620	15.250.877	
			<i>Total du Département 03</i>	10.999.686.000	11.511.017.687	11.229.972.787	
04 - MINISTERE DES FINANCES							
Section 04.0 - Dépenses générales							
11.090	11.12	01.23	Indemnités de logement des agents à l'étranger (Crédit non limitatif)	1.050.000 D	1.181.000	1.180.458	
11.091	11.12	11.70	Indemnités de poste et de logement des agents détachés à la Représentation Permanente auprès de l'Union Européenne (Crédit non limitatif)	1.170.000	1.170.000	350.650	
11.130	11.12	11.70	Comités pour le développement de la place financière: indemnités pour services extra- ordinaires	25.000	25.000	24.500	
11.300	11.12	03.20	Attribution aux fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	22.500.000	22.500.000	20.442.062	
12.000	12.15	11.70	Comités pour le développement de la place financière: indemnités pour services de tiers	90.000	90.000	37.800	
12.012	12.13	01.20	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	11.500.000	11.500.000	11.499.648	
12.140	12.16	11.70	Promotion de la place financière: frais de publicité et de commercialisation à l'étranger de la place financière du Luxembourg (brochures, études, partici- pation à et organisation de manifestations dans l'intérêt du développement de la place financière) (Crédit non limitatif) ...	250.000 D	900.000	831.081	
12.141	12.16	01.24	Mesures et interventions destinées à favoriser l'introduction de l'euro: frais de publicité, de sensibilisation et d'informa- tion du public: brochures, campagnes publicitaires, frais divers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	10.000.000	10.000.000	8.542.188	
12.190	12.30	13.90	Frais de formation du personnel	75.000	75.000	28.783	
12.300	12.30	01.43	Institutions financières internationales: dépenses diverses en relation avec les parts contributives du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources ou avec la tenue des assemblées annuelles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400.000 D	820.000	820.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.310	12.30	01.20	Frais d'abonnement à un service de données financières internationales	580.000	580.000	530.643	
31.050	31.32	11.70	Mesures et interventions destinées à faciliter la promotion de la place financière: subsides à l'organisation de manifestations, à des études de marché ou à d'autres initiatives au Luxembourg dans le même but (Crédit non limitatif)	250.000	250.000	0	
32.000	32.00	11.70	Participation de l'Etat aux frais de pension des agents de l'institut monétaire luxembourgeois (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.280.000	7.280.000	7.096.323	
32.020	32.00	01.24	Mesures et interventions destinées à favoriser l'introduction de l'euro: subventions et participations à des dépenses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	4.070.000	
33.010	33.00	06.30	Répartition du produit net des suppléments perçus sur les émissions de timbres à surtaxe (Crédit non limitatif)	2.250.000	2.250.000	1.972.255	
33.011	33.00	06.30	Répartition du produit net des suppléments perçus sur les télégrammes postaux (Crédit non limitatif)	500.000	500.000	163.230	
33.012	33.00	08.30	Subsides pour les activités sociales et culturelles des associations de fonctionnaires	1.700.000	1.700.000	1.700.000	
33.013	33.00	01.22	Subside à allouer au Musée des Douanes et Accises	100.000	100.000	100.000	
43.010	43.21	13.20	Attribution aux communes d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	22.500.000	22.500.000	18.266.329	
12.512	12.13	01.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	1.690.000	1.690.000	1.689.345	
			<i>Total de la Section 04.0</i>	93.910.000	95.111.000	79.345.295	
			Section 04.1 - Contributions directes et métrologie				
11.000	11.00	01.22	Traitements des fonctionnaires	953.421.000	953.421.000	912.050.093	
11.010	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	80.939.000	80.939.000	76.740.483	
11.020	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 6.395.000	6.394.822	
11.030	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	25.641.000	D 25.780.000	25.779.073	
11.040	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 780.000	779.218	
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	217.000	T 220.000	219.564	
11.110	11.12	01.22	Indemnités pour pertes de caisse	56.000	56.000	54.861	
11.130	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires	1.570.000	T 1.629.000	1.620.835	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.001	12.25	01.22	Part de l'Etat dans l'indemnité revenant aux personnes participant au recensement annuel dans l'intérêt de l'assiette des impôts directs	3.130.000	3.130.000	3.118.803	
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour	3.400.000	3.400.000	2.482.630	
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	595.000	595.000	588.001	
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection pour les agents du service de métrologie	16.000	16.000	15.753	
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	9.200.000	9.200.000	9.098.500	
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	42.071.000 T	42.068.000	40.942.446	
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	1.700.000 T	1.622.000	1.528.352	
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques	200.000	200.000	170.476	
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	9.241.000 T	9.005.000	7.883.041	
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	95.775.000 D	98.180.000	98.179.409	
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	30.864.000 T	31.033.000	31.032.610	
12.110	12.30	01.22	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000 D	4.005.000	4.004.315	
12.120	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	100.000	100.000	0	
12.190	12.30	01.22	Cours de formation pour les agents des contributions	800.000	800.000	472.549	
12.300	12.30	01.22	Fiches; imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux; comptes et pièces comptables; préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur; enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables (Crédit non limitatif)	10.000.000	10.000.000	9.761.877	
12.310	12.30	01.22	Frais de poursuite et d'instance pour le recouvrement des contributions; frais hypothécaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000 D	500.000	405.871	
12.320	12.30	01.22	Service de métrologie; acquisition et entretien d'instruments de contrôle; dépenses diverses	200.000	200.000	198.233	
12.330	12.30	01.22	Entretien d'une installation de microfilmage; acquisition de matériel accessoire et de matériel consommable	75.000 T	81.000	80.396	
35.030	35.40	01.22	Cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	49.000	49.000	39.265	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs ...	1.000.000	1.000.000	801.435	
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	240.000	T 303.000	302.163	
74.020	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	500.000	T 513.000	512.127	
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	3.000.000	3.000.000	2.862.380	
74.080	74.22	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	900.000	T 904.000	903.844	
<i>Total de la Section 04.1</i>				1.275.470.000	1.289.124.000	1.239.023.425	
Section 04.2 - Enregistrement et domaines							
11.000	11.00	01.22	Traitements des fonctionnaires	506.158.000	506.158.000	467.712.978	
11.010	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	37.663.000	37.663.000	35.382.279	
11.020	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	337.000	D 7.205.000	7.204.219	
11.030	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	17.543.000	17.543.000	16.738.260	
11.040	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 595.000	594.840	
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	109.000	109.000	108.250	
11.110	11.12	01.22	Indemnités pour pertes de caisse	100.000	T 112.000	111.300	
11.130	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires ..	1.062.000	T 849.000	845.364	
11.131	11.12	01.22	Indemnités des préposés des caisses des consignations (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000	D 159.000	158.278	
11.132	11.12	01.22	Indemnités de responsabilité des conservateurs des hypothèques (Crédit non limitatif)	5.300.000	D 5.444.000	5.443.114	
11.300	11.20	01.25	Cotisations dues à l'établissement d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.800.000	3.800.000	0	
12.000	12.15	01.22	Indemnités pour services de tiers	380.000	T 444.000	443.200	
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	790.000	T 885.000	884.872	
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	140.000	T 128.000	125.530	
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	3.755.000	T 3.784.000	3.776.420	
12.041	12.12	01.22	Frais de bureau (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	650.000	650.000	0	
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	11.370.000	T 11.627.000	11.626.539	
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	615.000	T 358.000	222.268	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	4.465.000	4.465.000	4.439.294	
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	9.477.000	D 10.318.000	10.317.064	
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	2.783.000	2.783.000	2.766.000	
12.190	12.30	01.22	Formation du personnel	200.000	T 78.000	12.500	
12.300	12.30	01.22	Fiches; imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux; comptes et pièces comptables; préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur; enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables; codes et études fiscaux (Crédit non limitatif)	4.000.000	4.000.000	3.816.902	
12.310	12.30	01.22	Frais de poursuite et d'instance: frais hypothécaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	D T 6.313.000	6.312.324	
12.320	12.30	01.22	Dépenses à faire par les comptables de l'administration: - en relation avec la loi du 18 août 1995 concernant l'assistance judiciaire; - en vertu de la loi du 15.3.1892 sur la procédure en débet en matière de faillite ainsi que de la loi du 27.2.1979 portant règlement des honoraires des curateurs aux faillites clôturées pour insuffisance d'actif et des curateurs à successions vacantes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	22.000.000	D 31.453.000	31.288.221	
12.330	12.30	01.25	Frais d'adjudication exposés par l'administration des domaines dans l'intérêt de la vente des biens et produits domaniaux (Crédit non limitatif)	600.000	T 661.000	660.730	
12.340	12.30	01.25	Travaux d'entretien, de plantation et de boisement sur les terrains des forts Thungen et Olisy; réparations urgentes exécutées par l'administration des domaines; masse d'habillement du garde des domaines et des ouvriers des domaines	720.000	720.000	719.389	
12.350	12.30	01.22	Fabrication de papier-timbre et de timbres mobiles; dépenses de l'atelier (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.830.000	T 1.869.000	1.868.123	
12.360	12.30	01.22	Carnets d'avertissements taxés et carnets de convocation (Crédit non limitatif)	850.000	D 1.687.000	1.686.764	
12.370	12.50	01.25	Impôt foncier dû par le domaine de l'Etat; taxes annuelles de cabaretage; participation aux travaux connexes due par le domaine de l'Etat dans le cadre de projets de remembrement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000.000	D 9.261.000	9.260.288	
23.000	23.00	13.10	Intérêts des consignations et dépôts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000	D 3.025.000	3.024.156	
24.010	24.10	01.22	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	100.000	100.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
36.050	36.06	13.60	Restitutions de droits d'enregistrement (article 17 de la loi du 17.8.1935) et autres; remboursement aux tiers intéressés des dommages-intérêts et droits fraudés recouvrés sur les condamnés (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000.000	D 152.019.000	152.018.925	
43.010	43.21	01.22	Participation des communes au produit du timbre de la carte d'identité pour étrangers (Crédit non limitatif)	220.000	T 236.000	235.760	
51.050	51.20	01.22	Dépenses en rapport avec la liquidation de l'office des séquestres (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	106	
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs ...	800.000	T 783.000	685.249	
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	470.000	T 487.000	486.220	
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	1.915.000	1.915.000	193.775	
74.080	74.22	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	450.000	450.000	449.992	
			<i>Total de la Section 04.2</i>	756.247.000	830.141.000	781.619.493	
			Section 04.3 - Douanes et accises				
11.000	11.00	01.22	Traitements des fonctionnaires	940.019.000	940.019.000	897.574.167	
11.010	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.362.000	4.362.000	3.943.786	
11.020	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	200.000	D 495.000	494.331	
11.030	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	15.041.000	15.041.000	14.600.522	
11.040	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 317.000	316.064	
11.080	11.31	01.22	Frais médicaux (Crédit non limitatif)	250.000	250.000	187.188	
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement (Crédit non limitatif)	9.283.000	9.283.000	8.794.545	
11.110	11.12	01.22	Indemnités pour pertes de caisse (Crédit non limitatif)	1.200.000	D 1.368.000	1.367.800	
11.120	11.12	01.22	Gratifications pour croix de service (Crédit non limitatif)	1.027.000	1.027.000	976.641	
11.130	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	4.064.000	4.064.000	3.912.454	
11.131	11.12	01.22	Indemnités de permanence à domicile (Crédit non limitatif)	320.000	320.000	302.605	
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.900.000	T 1.575.000	1.556.697	
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	6.000.000	6.000.000	5.969.170	
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection	400.000	400.000	396.841	
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	3.500.000	3.500.000	3.469.219	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.041	12.12	01.22	Frais de bureau (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	210.000	210.000	180.848	
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif)	11.000.000	D T 11.521.000	11.520.833	
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	2.000.000	2.000.000	1.988.041	
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques	4.349.000	4.349.000	4.346.168	
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien (Sans distinction d'exercice)	10.400.000	10.400.000	10.379.835	
12.081	12.11	01.22	Entretien des logements de service (Sans distinction d'exercice)	6.200.000	6.200.000	6.179.468	
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	942.000	942.000	934.800	
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	29.678.000	D 30.792.000	30.791.356	
12.170	12.30	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	850.000	850.000	849.269	
12.190	12.30	01.22	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	800.000	T 609.000	608.021	
12.300	12.30	01.22	Armement et équipement du personnel; exercices de tir	1.100.000	1.100.000	1.098.540	
12.310	12.30	03.20	Frais d'entretien et d'assurance des chiens anti-drogue et dépenses dans le cadre de la lutte anti-drogue	800.000	800.000	780.602	
12.320	12.30	01.22	Documentation administrative; imprimés destinés à la revente ainsi que frais de confection de bandelettes fiscales (fournitures faites par l'administration belge des douanes et accises) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	D 19.086.000	19.084.839	
12.321	12.30	01.22	Fiches; imprimés et documents administratifs; comptes et pièces comptables; préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur; enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.700.000	2.700.000	2.076.808	
12.330	12.30	01.22	Honoraires et frais d'experts; frais d'interprètes et frais de traduction; frais judiciaires; dommages-intérêts; restitution d'intérêts de retard; indemnités pour visiteuses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	T 11.000	10.364	
12.340	12.30	03.20	Frais d'entretien et de maintenance de matériel de détection et de contrôle	210.000	T 91.000	90.223	
12.350	12.30	01.22	Frais de manutention (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
12.370	12.50	01.22	Impôt foncier et taxes communales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.660.000	1.660.000	986.727	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.380	12.30	01.22	Gratuité de l'abonnement téléphonique du personnel	39.000	T 61.000	60.792	
12.390	12.30	01.22	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement et de vêtements de travail	3.000.000	3.000.000	2.987.008	
24.010	24.10	01.22	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	2.677.000	D 2.987.000	2.986.698	
36.010	36.02	13.60	Restitution du droit d'accise autonome sur certaines huiles minérales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	5.000	5.000	0	
36.011	36.02	13.60	Restitution du droit d'accise autonome sur les cigarettes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
36.012	36.02	13.60	Restitution de la redevance de contrôle sur le fuel domestique (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
72.010	72.10	01.22	Constructions; frais de transformation et d'aménagement d'immeubles et parties d'immeubles affectés au service de l'administration (Sans distinction d'exercice)	2.000.000	2.000.000	1.997.780	
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs ...	5.000.000	T 5.238.000	5.237.165	
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	1.000.000	1.000.000	985.407	
74.020	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	3.435.000	3.435.000	3.298.079	
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	1.700.000	1.700.000	1.699.915	
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques .	9.000.000	9.000.000	8.995.890	
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels (Sans distinction d'exercice)	5.200.000	5.200.000	5.200.000	
74.080	74.22	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	2.500.000	2.500.000	2.499.717	
12.550	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	332.000	332.000	331.800	
<i>Total de la Section 04.3</i>				1.111.383.000	1.117.815.000	1.072.049.023	
Section 04.4 - Commissariat aux bourses							
11.000	11.00	11.70	Traitements des fonctionnaires	12.124.000	D 12.218.749	12.218.749	
11.010	11.00	11.70	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.016.000	D 2.033.173	2.033.173	
11.020	11.00	11.70	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	11.70	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	10.000	10.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.130	11.12	11.70	Comité des marchés de valeurs mobilières: indemnités pour services extraordinaires	10.000	10.000	6.000	
12.000	12.15	11.70	Comité des marchés de valeurs mobilières: indemnités pour services de tiers	45.000	45.000	12.000	
12.010	12.13	11.70	Frais de route et de séjour	500.000	T 700.000	697.927	
12.040	12.12	11.70	Frais de bureau	400.000	T 550.000	541.130	
12.050	12.12	11.70	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	325.000	T 275.000	176.400	
12.080	12.11	11.70	Bâtiments: exploitation et entretien	630.000	630.000	479.757	
12.100	12.11	11.70	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.400.000	3.400.000	3.396.000	
12.190	12.30	11.70	Frais de perfectionnement du personnel	100.000	T 0	0	
12.191	12.30	11.70	Frais d'organisation de la réunion du groupe de contact informel des commissions de valeurs de l'union européenne	200.000	T 0	0	
35.060	35.00	11.70	Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	270.000	270.000	247.350	
74.050	74.22	11.70	Acquisition d'équipements informatiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.250.000	1.250.000	1.225.234	
74.080	74.22	11.70	Acquisition de mobilier de bureau	1.000.000	1.000.000	864.202	
			<i>Total de la Section 04.4</i>	22.290.000	22.401.922	21.897.922	
			Section 04.5 - Commissariat du Gouvernement près la banque internationale à Luxembourg				
11.000	11.00	11.70	Traitements des fonctionnaires	3.225.000	D 3.597.354	3.597.354	
			<i>Total de la Section 04.5</i>	3.225.000	3.597.354	3.597.354	
			<i>Total du Département 04</i>	3.262.525.000	3.358.190.276	3.197.532.512	
			05 - MINISTRE DES FINANCES: BUDGET				
			Section 05.0 - Dépenses générales				
11.130	11.12	11.70	Casino de jeux du Luxembourg à Mondorf-les-Bains: indemnité du commissaire du gouvernement et indemnités de surveillance (Sans distinction d'exercice)	1.500.000	T 1.420.000	1.416.000	
12.020	12.14	11.70	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	210.000	T 140.000	123.665	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.040	12.12	01.20	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	820.000	D T 982.000	981.717	
12.080	12.11	01.20	Bâtiments: exploitation et entretien	385.000	T 386.200	386.116	
12.090	12.21	Divers codes	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	271.789.000	271.789.000	235.514.939	
12.100	12.11	Divers codes	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	228.108.000	D 278.108.000	274.716.536	
12.110	12.30	06.35	Domages de guerre immobiliers, mobiliers et politiques: frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
12.120	12.30	01.25	Domaines de l'Etat: Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	250.000	D 382.000	381.603	
12.121	12.30	01.24	Frais en relation avec l'introduction de l'EURO: frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	75.000.000	75.000.000	68.338.872	
12.300	12.30	13.90	Crédit commun: dépenses imprévues (Sans distinction d'exercice)	50.000	50.000	0	
12.310	12.30	13.90	Crédit commun: dépenses sur exercices clos (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	D T 961.800	961.795	
12.320	12.30	01.20	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	50.000	T 32.000	8.839	
23.010	23.00	13.90	Pertes de change en relation avec des paiements de factures en devises (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
29.010	29.00	13.90	Gains de change en relation avec des paiements de factures en devises (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
34.040	34.40	06.35	Subventions pour cause de dommages matériels subis par suite de guerres, d'événements politiques et de calamités naturelles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
93.000	93.00	13.90	Alimentation du fonds de crise institué par la loi du 27.7.1938 (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
<i>Total de la Section 05.0</i>				578.237.000	629.276.000	582.830.082	
Section 05.1 - Chambre des comptes							
11.000	11.00	01.10	Traitements des fonctionnaires	49.563.000	49.563.000	47.781.100	
11.010	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	10.510.000	10.510.000	10.111.388	
11.020	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	94.000	D 1.184.000	1.183.103	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits		Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.030	11.00	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.864.000	D	1.929.000	1.928.647	
11.040	11.00	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000		10.000	0	
11.100	11.40	01.10	Indemnités d'habillement	23.000		23.000	22.250	
11.130	11.12	01.10	Indemnités pour services extraordinaires ..	23.000	T	18.900	12.000	
11.131	11.12	01.10	Jetons de présence des conseillers suppléants (Crédit non limitatif)	100.000	D	219.000	218.782	
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour	10.000		10.000	0	
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	1.265.000	T	1.046.000	1.045.430	
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	952.000		952.000	746.339	
12.060	12.12	01.10	Location et entretien des installations de télécommunications	132.000		132.000	99.160	
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	662.000	T	588.000	587.690	
12.110	12.30	01.10	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	D	78.000	77.280	
35.060	35.00	01.10	Cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	28.000	T	32.100	32.017	
74.010	74.22	01.10	Acquisition de machines de bureau	450.000	T	743.000	738.650	
			<i>Total de la Section 05.1</i>	65.696.000		67.038.000	64.583.836	
			Section 05.2 - Inspection générale des finances					
11.000	11.00	01.23	Traitements des fonctionnaires	29.849.000	D	30.071.598	30.071.598	
11.010	11.00	01.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	6.936.000	D	7.043.464	7.043.464	
11.020	11.00	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.914.000		5.914.000	1.846.339	
11.030	11.00	01.23	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.344.000		1.344.000	1.267.601	
11.040	11.00	01.23	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000		10.000	0	
11.100	11.40	01.23	Indemnités d'habillement	8.000		8.000	7.500	
12.000	12.15	01.23	Indemnités pour services de tiers	3.182.000		3.182.000	0	
12.010	12.13	01.23	Frais de route et de séjour	10.000		10.000	0	
12.020	12.14	01.23	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	65.000	T	67.510	67.510	
12.040	12.12	01.23	Frais de bureau	1.065.000	T	1.062.490	897.819	
12.050	12.12	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	555.000		555.000	230.498	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.060	12.12	01.23	Location et entretien des installations de télécommunications	45.000	45.000	1.649	
12.070	12.12	01.23	Location et entretien des équipements informatiques	30.000	30.000	10.091	
12.080	12.11	01.23	Bâtiments: exploitation et entretien	740.000	740.000	445.017	
12.120	12.30	01.23	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	35.000.000	35.000.000	32.626.800	
12.190	12.30	01.23	Stages et séminaires de formation et de perfectionnement	10.000	10.000	0	
74.050	74.22	01.23	Acquisition d'équipements informatiques ..	250.000	250.000	207.530	
74.060	74.40	01.23	Acquisition de logiciels informatiques	100.000	100.000	59.564	
<i>Total de la Section 05.2</i>				85.113.000	85.443.062	74.782.980	
Section 05.3 - Service de la trésorerie de l'Etat							
11.000	11.00	01.23	Traitements des fonctionnaires	27.120.000	27.120.000	25.178.539	
11.010	11.00	01.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.522.000	1.522.000	1.470.739	
11.020	11.00	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.015.000 D	5.093.060	5.093.060	
12.010	12.13	01.23	Frais de route et de séjour	10.000	10.000	0	
12.040	12.12	01.23	Frais de bureau	275.000 T	285.500	285.129	
12.050	12.12	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	150.000	150.000	149.762	
12.051	12.12	01.23	Taxes réglementaires perçues par le bureau des chèques postaux sur les assignations postales (Crédit non limitatif) ..	250.000	250.000	74.600	
12.190	12.30	01.23	Frais de perfectionnement du personnel ..	25.000 T	14.500	0	
<i>Total de la Section 05.3</i>				34.367.000	34.445.060	32.251.829	
Section 05.4 - Caisse générale de l'Etat							
11.000	11.00	01.23	Traitements des fonctionnaires	15.152.000	15.152.000	11.251.643	
11.020	11.00	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	113.000	113.000	68.523	
11.110	11.12	01.23	Indemnités pour pertes de caisse	118.000	118.000	118.000	
11.130	11.12	01.23	Indemnités pour services extraordinaires ..	50.000	50.000	49.319	
12.010	12.13	01.23	Frais de route et de séjour	5.000	5.000	0	
12.040	12.12	01.23	Frais de bureau	316.000	316.000	238.160	
12.050	12.12	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	17.000	17.000	16.770	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.100	12.11	01.23	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	2.640.000	D 3.028.000	3.027.636	
12.300	12.30	01.23	Dépenses diverses, y compris les frais de manipulation occasionnés par l'entrée et la sortie de signes monétaires	50.000	50.000	0	
<i>Total de la Section 05.4</i>				18.461.000	18.849.000	14.770.051	
Section 05.5 - Cadastre et topographie							
11.000	11.00	01.22	Traitements des fonctionnaires	248.899.000	248.899.000	231.782.619	
11.010	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.376.000	3.376.000	1.718.745	
11.020	11.00	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 1.702.372	1.702.372	
11.030	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	6.594.000	D 6.733.498	6.733.498	
11.040	11.00	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 145.377	145.377	
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	317.000	T 318.000	318.000	
11.130	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires	87.000	87.000	0	
12.000	12.15	01.22	Indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	200.000	200.000	116.416	
12.001	12.15	01.22	Travaux de mesurage et travaux connexes à exécuter par le secteur privé: honoraires et autres prestations (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	D 5.728.000	5.727.400	
12.003	12.15	01.22	Création d'une base de données topo/cartographique: indemnités pour services de tiers (Sans distinction d'exercice)	100.000	100.000	0	
12.004	12.15	01.22	Création d'un plan cadastral informatisé: indemnités pour services de tiers (Sans distinction d'exercice)	20.000.000	T 20.146.000	20.145.662	
12.005	12.15	01.22	Etablissement du réseau gravimétrique à but géodésique et calcul du géoïde local: indemnités pour services de tiers (Sans distinction d'exercice)	100.000	100.000	0	
12.006	12.15	01.22	Création de la banque de données nationale - Système d'information du territoire (BDN-SIT): indemnités pour services de tiers (Sans distinction d'exercice)	18.000.000	18.000.000	10.341.122	
12.007	12.15	01.22	Production d'une nouvelle carte digitale 1:20.000, générée à partir de la base de données topo/carto: indemnités pour services de tiers (Sans distinction d'exercice)	15.000.000	15.000.000	14.646.109	
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour	925.000	925.000	771.966	
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	1.700.000	1.700.000	1.467.279	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection	60.000	T 59.000	17.989	
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	2.650.000	T 2.616.400	2.577.764	
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	2.900.000	T 3.185.000	3.179.456	
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	500.000	T 405.000	402.988	
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques (Crédit non limitatif)	8.770.000	8.770.000	8.729.012	
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	2.750.000	T 2.588.000	1.284.354	
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	3.300.000	3.300.000	2.824.225	
12.170	12.30	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	250.000	250.000	249.487	
12.190	12.30	01.22	Cours de formation et de recyclage du personnel	750.000	T 560.000	337.095	
12.300	12.30	01.22	Frais d'entretien et de renouvellement du matériel d'atelier et d'arpentage; fourniture et pose de bornes et rivets; construction et réparation de signaux de triangulation; dépenses diverses	500.000	T 527.000	526.240	
12.310	12.30	01.22	Frais de conservation, de mise à jour et de reproduction des documents cadastraux et de la carte topographique; dépenses relatives au laboratoire photographique	650.000	T 504.000	500.784	
12.320	12.30	01.22	Travaux d'abornement des frontières (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000	100.000	11.497	
12.330	12.30	01.22	Renouvellement du stock et actualisation de la carte topographique, de cartes dérivées et des photos aériennes du Grand-Duché de Luxembourg (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.800.000	D 1.982.000	1.185.735	
12.340	12.30	01.22	Réparation des instruments géodésiques de levé et de report ainsi que des différents copieurs	700.000	T 862.000	861.253	
12.350	12.30	01.22	Entretien de l'installation de microfilmage; acquisition de matériel accessoire et de matériel consommable (Crédit non limitatif)	850.000	850.000	346.998	
12.370	12.30	01.22	Exploitation de la base d'étalonnage et de calibrage pour télémètres électro-optiques (Crédit non limitatif)	10.000	10.000	0	
12.380	12.30	01.22	Reliure de la documentation cadastrale littérale ancienne	3.000.000	3.000.000	2.390.683	
35.060	35.00	01.22	Cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	410.000	T 416.600	416.600	
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs ...	890.000	890.000	874.630	
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	1.950.000	1.950.000	1.906.815	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux (Sans distinction d'exercice)	1.470.000	1.470.000	1.463.352	
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques (Sans distinction d'exercice)	7.000.000	7.000.000	6.997.471	
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels (Sans distinction d'exercice)	3.000.000	3.000.000	2.907.224	
			<i>Total de la Section 05.5</i>	364.578.000	367.455.247	335.608.217	
			Section 05.6 - Service central des imprimés				
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	31.215.000	31.215.000	29.566.296	
11.010	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	13.047.000	13.047.000	12.752.071	
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	190.897	190.897	
11.030	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	3.099.000	3.099.000	1.666.393	
11.040	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.060	11.10	01.34	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage	760.000	738.000	737.562	
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	113.000	113.000	112.500	
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires ..	395.000	265.000	260.756	
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	25.000	25.000	24.077	
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	177.000	137.000	136.156	
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	32.000	32.000	29.631	
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	825.000	825.000	824.148	
12.041	12.12	Divers codes	Crédit commun: matériel de bureau (Sans distinction d'exercice)	14.500.000	14.500.000	14.493.849	
12.042	12.12	Divers codes	Crédit commun: frais d'impression	11.000.000	11.040.000	11.031.255	
12.043	12.12	Divers codes	Crédit commun: frais de reliure et de façonnage	2.150.000	2.110.000	1.963.934	
12.044	12.12	Divers codes	Crédit commun: frais de location et d'exploitation des machines de bureau et d'équipements spéciaux	12.200.000	12.200.000	11.541.354	
12.045	12.12	Divers codes	Crédit commun: frais d'entretien des machines de bureau et d'équipements spéciaux (Crédit non limitatif)	4.250.000	5.378.000	5.207.031	
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	7.055.000	6.976.000	6.975.480	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.060	12.12	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	115.000	T 111.000	110.172	
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	1.765.000	T 1.540.000	1.529.363	
12.100	12.11	01.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	10.513.000	D 10.950.000	10.949.028	
12.130	12.16	01.34	Frais de confection de documents parlementaires (Crédit non limitatif)	6.250.000	6.250.000	6.244.238	
12.140	12.16	01.34	Frais de publicité pour les ouvrages édités par l'Etat	260.000	260.000	259.969	
12.170	12.30	01.34	Entretien des équipements spéciaux	4.500.000	T 4.776.000	4.702.523	
12.190	12.30	01.34	Formation du personnel	30.000	30.000	29.000	
12.300	12.30	07.34	Enlèvement de déchets provenant de l'imprimerie	360.000	T 275.000	217.236	
12.310	12.30	01.34	Frais de diffusion des ouvrages édités par l'Etat (Crédit non limitatif)	500.000	D 600.000	568.759	
35.060	35.00	01.34	Cotisations à des organismes internationaux	5.000	5.000	4.565	
74.011	74.22	Divers codes	Crédit commun: acquisition de machines de bureau	3.264.000	T 3.323.000	3.322.024	
74.041	74.22	Divers codes	Crédit commun: acquisition d'équipements spéciaux	450.000	450.000	431.990	
74.060	74.40	01.34	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	240.000	T 490.000	489.285	
74.540	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	44.302.000	44.302.000	44.112.578	
			<i>Total de la Section 05.6</i>	173.417.000	175.262.897	170.484.120	
			<i>Total du Département 05</i>	1.319.869.000	1.377.769.266	1.275.311.115	
06 - MINISTERE DES FINANCES: DETTE PUBLIQUE							
Section 06.0 - Dette publique							
12.300	12.30	01.23	Dette publique: indemnités, imprimés, commissions, frais d'achat de papier filigrané, frais de confection de titres et autres frais accessoires (Crédit non limitatif)	300.000	D 329.000	328.763	
12.301	12.30	01.23	Dépenses en relation avec la mise en circulation et le retrait de signes monétaires émis par le Trésor (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	5.000	5.000	0	
21.000	21.11	13.10	Dette publique intérieure en monnaie nationale: intérêts sur le compte-avances auprès de la banque et caisse d'épargne de l'Etat (convention du 21.5.1960 et arrêté grand-ducal d'approbation du 25.5.1960) (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
21.001	21.11	13.10	Bons du trésor intérieurs: intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.130.000	1.130.000	625.000	
21.005	21.10	13.10	Alimentation du fonds spécial pour le service de la dette publique: intérêts (Crédit non limitatif)	1.490.814.000	D 1.971.148.000	1.971.147.260	
91.000	91.11	14.50	Bons du trésor intérieurs: remboursements (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
91.005	91.10	14.10	Alimentation du fonds spécial pour le service de la dette publique: amortissements (Crédit non limitatif)	115.058.000	D 2.159.192.000	2.159.191.318	
93.000	93.00	07.20	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg: intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	D 11.024.000	11.023.748	
93.001	93.00	07.20	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds de rénovation de la vieille ville: intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	D 5.284.000	5.283.598	
<i>Total de la Section 06.0</i>				1.611.317.000	4.148.122.000	4.147.599.687	
<i>Total du Département 06</i>				1.611.317.000	4.148.122.000	4.147.599.687	
07 - MINISTERE DE LA JUSTICE							
Section 07.0 - Justice							
11.130	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	2.055.000	2.055.000	1.580.320	
12.000	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	587.000	587.000	321.892	
12.012	12.13	03.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	7.500.000	T 7.712.468	7.654.684	16.236
12.020	12.14	03.10	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	61.000	61.000	34.315	
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	685.000	685.000	665.114	
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	130.000	130.000	127.088	
12.130	12.16	03.10	Publication et mise à jour des codes luxembourgeois et des répertoires de jurisprudence (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000	2.500.000	1.619.414	
12.391	12.30	01.43	Organisation de colloques internationaux, frais de réunions, réceptions officielles: dépenses diverses	1.000.000	T 787.532	548.950	
32.000	32.00	03.11	Contributions financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt d'une refonte de la législation	4.000.000	4.000.000	2.050.000	
33.010	33.00	03.10	Subsides aux barreaux	410.000	410.000	310.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
33.011	33.00	03.30	Subsides à des organismes s'occupant du reclassement des anciens détenus	75.000	75.000	75.000	
33.012	33.00	03.30	Subsides à des organismes favorisant la réintégration sociale des détenus	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
34.010	34.30	03.10	Subventions aux huissiers de justice ou à leurs veuves (Crédit non limitatif)	663.000	663.000	658.404	
34.070	34.50	03.10	Subsides dans l'intérêt de la publication de la pasicrisie, de chroniques et d'ouvrages de droit	120.000	120.000	120.000	
34.090	34.40	03.10	Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles; indemnisation en cas de détention préventive inopérante; indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500.000	3.500.000	3.488.124	
34.091	34.40	03.10	Subsides divers	200.000	200.000	20.000	
35.060	35.00	03.10	Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	3.218.000 D	3.370.988	3.370.988	
54.320	35.40	03.10	Contribution du Grand-Duché de Luxembourg à la constitution du capital de l'Académie européenne de droit de Trèves (Crédit non limitatif)	4.160.000	4.160.000	4.136.793	
12.500	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	14.000	14.000	0	
12.512	12.13	03.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	123.000	123.000	122.768	
<i>Total de la Section 07.0</i>				32.001.000	32.153.988	27.903.854	16.236
Section 07.1 - Services judiciaires							
11.000	11.00	03.10	Traitements des fonctionnaires	897.230.000	897.230.000	862.863.321	
11.010	11.00	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	54.599.000 D	58.488.720	58.488.720	
11.020	11.00	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	28.382.947	18.953.234	
11.030	11.00	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	20.699.000 D	21.025.692	21.025.692	
11.040	11.00	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	298.037	180.559	
11.100	11.40	03.10	Indemnités d'habillement	155.000	155.000	143.750	
11.130	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	1.623.000 T	1.736.125	1.527.906	
11.131	11.12	03.10	Juges et juges de paix suppléants: indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000	800.000	792.160	
11.132	11.12	03.10	Frais de justice; exécution des commissions rogatoires; expertises et missions spéciales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.400.000 D	7.430.000	6.852.355	
12.000	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	450.000	450.000	431.998	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.010	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.250.000	1.250.000	1.246.913	
12.030	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	300.000	300.000	297.111	
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau; dépenses diverses	7.753.000 T	8.613.868	8.609.779	
12.041	12.12	03.10	Bibliothèque centrale de la magistrature ..	3.100.000	3.100.000	3.099.694	
12.050	12.12	03.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	26.108.000 T	24.544.152	24.428.676	
12.060	12.12	03.10	Location et entretien des installations de télécommunications	900.000	900.000	739.502	
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien; dépenses diverses (Crédit non limitatif) .	8.700.000 T	9.266.492	9.266.492	
12.081	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien; nettoyage; dépenses diverses	750.000 T	773.363	773.363	
12.090	12.21	03.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à l'intérieur du secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	4.400.000	4.400.000	4.246.603	
12.190	12.30	03.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	300.000	300.000	285.500	
12.300	12.30	03.10	Frais de justice; exécution de commissions rogatoires; expertises et missions spéciales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	40.000.000	40.000.000	38.065.095	
12.301	12.30	03.10	Encadrement et assistance des victimes d'infractions	3.000.000	3.000.000	3.000.000	
12.310	12.30	03.10	Assistance judiciaire (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000	2.500.000	0	
12.321	12.30	03.10	Gestion de la fourrière judiciaire nationale	8.861.000	8.861.000	8.609.027	
24.010	24.10	03.10	Documentation juridique automatisée; redevance pour la gestion d'un programme informatique d'enregistrement et de traitement de décisions judiciaires pour compte des autorités judiciaires luxembourgeoises (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000 D	2.326.077	2.326.077	
34.050	34.30	03.10	Indemnités des stagiaires accomplissant le stage judiciaire (Crédit non limitatif)	40.746.000	40.746.000	40.661.698	
34.090	34.40	03.10	Patronage des condamnés libérés et des enfants moralement abandonnés; aide aux condamnés sous le régime de la mise à l'épreuve	3.000.000	3.000.000	3.000.000	
74.010	74.22	03.10	Acquisition de machines de bureau	950.000	950.000	846.745	
74.020	74.22	03.10	Acquisition d'installations de télécommunications	140.000	140.000	128.340	
11.630	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires .	46.000	46.000	0	
12.500	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	62.000	62.000	39.000	
12.510	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	4.000	4.000	3.440	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.530	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	149.000	149.000	141.305	
12.550	12.12	03.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	2.300.000	2.300.000	2.299.593	
			<i>Total de la Section 07.1</i>	1.139.295.000	1.173.528.473	1.123.373.648	
			Section 07.2 - Etablissements pénitentiaires				
11.000	11.00	03.30	Traitements des fonctionnaires	433.715.000	433.715.000	391.613.886	
11.010	11.00	03.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.717.000	4.717.000	3.434.729	
11.020	11.00	03.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	12.732.170	8.695.161	
11.030	11.00	03.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	5.912.000 D	7.230.740	7.230.740	
11.100	11.40	03.30	Indemnités d'habillement (Crédit non limitatif)	3.095.000	3.095.000	2.568.941	
11.120	11.12	03.30	Gratifications pour croix de service	365.000	365.000	362.123	
11.130	11.12	03.30	Indemnités pour services extraordinaires	395.000	395.000	385.543	
12.000	12.15	03.30	Indemnités pour services de tiers	380.000	380.000	268.800	
12.010	12.13	03.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	620.000	620.000	466.865	
12.040	12.12	03.30	Direction générale des établissements pénitentiaires: frais de bureau	34.000	34.000	29.586	
12.041	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: frais de bureau	221.000	221.000	189.928	
12.042	12.12	03.30	Centre pénitentiaire agricole de Givenich: frais de bureau	100.000 T	123.632	123.632	
12.050	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	1.327.000 T	1.513.317	1.513.317	
12.051	12.12	03.30	Centre pénitentiaire agricole de Givenich: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	333.000	333.000	316.947	
12.060	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: location et entretien des installations de télécommunications	45.000	45.000	25.300	
12.061	12.12	03.30	Centre pénitentiaire agricole de Givenich: location et entretien des installations de télécommunications	36.000	36.000	12.573	
12.070	12.12	03.30	Location et entretien des équipements informatiques	6.450.000 T	4.509.033	2.145.800	
12.080	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	5.000.000 T	5.604.384	5.550.695	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.081	12.11	03.30	Centre pénitentiaire agricole de Givenich: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	900.000	900.000	880.570	
12.082	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: exploitation et entretien; dépenses diverses (Non susceptible de transfert) ..	22.000.000 T	22.737.882	22.558.286	
12.083	12.11	03.30	Centre pénitentiaire agricole de Givenich: exploitation et entretien; dépenses diverses (Non susceptible de transfert) ..	6.234.000	6.234.000	5.455.265	
12.150	12.30	03.30	Frais d'hospitalisation et de clinique des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des détenus (Crédit non limitatif)	26.000.000 D	36.603.000	34.566.581	
12.190	12.30	03.30	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses	200.000	200.000	70.375	
12.210	12.30	03.30	Nourriture des détenus (Crédit non limitatif)	24.312.000 D	26.810.000	26.809.008	
12.300	12.30	03.30	Gratuité de l'abonnement téléphonique du personnel	350.000 T	738.752	738.752	
12.310	12.30	03.30	Entretien des détenus: habillement, chaussures, couchage (Crédit non limitatif)	2.400.000 D	2.695.000	2.694.167	
12.311	12.30	03.30	Entretien des détenus: menues dépenses de ménage; enseignement et réadaptation sociale; dépenses diverses	5.876.000	5.876.000	5.689.556	
12.320	12.30	03.30	Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et de matières premières (Crédit non limitatif)	11.100.000 D	14.099.000	14.089.709	
12.330	12.30	03.30	Frais de location de chambres-cellules pour détenus au centre hospitalier de Luxembourg	750.000	750.000	750.000	
12.340	12.50	03.30	Droit d'accise et taxe de consommation dus par le centre pénitentiaire agricole de Givenich; taxe sur la valeur ajoutée due sur les produits achetés par les établissements pénitentiaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	475.000 D	584.000	583.898	
12.350	12.30	03.30	Frais d'acquisition et d'entretien de l'armement et de matériel de protection individuelle; acquisition de munitions ...	100.000	100.000	98.366	
12.360	12.30	03.30	Acquisition de croix de service	785.000	785.000	784.990	
34.090	34.40	03.30	Salaires des détenus (Crédit non limitatif)	20.000.000 D	21.970.063	21.970.063	
74.000	74.10	03.30	Acquisition de véhicules automoteurs ...	2.500.000	2.500.000	2.449.000	
74.010	74.22	03.30	Acquisition de machines de bureau	260.000	260.000	247.940	
74.040	74.22	03.30	Acquisition d'équipements spéciaux	3.100.000	3.100.000	2.951.384	
11.600	11.40	03.30	Indemnités d'habillement	184.000	184.000	183.753	
11.630	11.12	03.30	Indemnités pour services extraordinaires ..	361.000	361.000	288.770	
12.500	12.15	03.30	Indemnités pour services de tiers	98.000	98.000	97.152	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.580	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	1.000.000	1.000.000	877.809	
12.582	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: exploitation et entretien; dépenses diverses	6.820.000	6.820.000	6.429.582	
12.820	12.30	03.30	Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et de matières premières	55.000	55.000	0	54.865
			<i>Total de la Section 07.2</i>	598.615.000	631.129.973	576.199.542	54.865
			Section 07.3 - Juridictions administratives				
11.000	11.10	03.10	Traitements des fonctionnaires	54.798.000 D	55.416.096	55.416.096	
11.010	11.10	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.392.000	4.392.000	0	
11.020	11.10	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	03.10	Indemnités d'habillement	11.000	11.000	0	
11.130	11.12	03.10	Juges suppléants: indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	50.000	32.900	
11.131	11.12	03.10	Frais de justice; expertises et missions spéciales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	10.000	0	
11.132	11.12	13.90	Indemnités pour services extraordinaires ..	2.482.000	2.482.000	2.344.815	
12.010	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	25.000	25.000	0	
12.030	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	10.000	10.000	0	
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau	2.510.000	2.510.000	1.892.638	
12.050	12.12	03.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	610.000	610.000	456.383	
12.060	12.12	03.10	Location et entretien des installations de télécommunications (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	70.000 D	76.217	76.217	
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien; dépenses diverses	2.642.000	2.642.000	2.616.592	
12.300	12.30	03.10	Frais de justice; expertises et missions spéciales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	65.000	65.000	4.913	
74.040	74.22	03.10	Acquisition d'équipements spéciaux	720.000	720.000	502.434	
			<i>Total de la Section 07.3</i>	68.405.000	69.029.313	63.342.988	
			<i>Total du Département 07</i>	1.838.316.000	1.905.841.747	1.790.820.032	71.101

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits		Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			08 - MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE					
			Section 08.0 - Force publique - Dépenses générales					
11.130	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires .	175.000	T	194.000	193.200	
11.300	11.00	02.00	Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000	D	5.238.000	4.717.978	
12.000	12.15	02.00	Indemnités pour services de tiers	700.000	T	433.000	426.494	
12.012	12.13	02.00	Frais de route et de séjour à l'étranger . . .	13.600.000	T	14.280.000	14.244.537	
12.020	12.14	02.00	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs	170.000	T	272.000	271.986	
12.040	12.12	02.00	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	190.000	T	170.000	169.764	
12.080	12.11	02.00	Bâtiments: exploitation et entretien	75.000		75.000	75.000	
12.140	12.16	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information; dépenses diverses	4.000.000	T	3.399.000	3.398.648	
12.300	12.30	02.00	Frais en relation avec la mise en oeuvre d'accords sur la maîtrise d'armement en Europe; frais en relation avec le traité "OPEN SKIES"; dépenses diverses (Crédit non limitatif)	500.000	T	585.000	584.584	
12.301	12.30	02.00	Frais en relation avec le "Partenariat pour la Paix"; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	1.000.000		1.000.000	509.153	
12.302	12.30	02.10	Prestations spéciales à fournir par l'armée pour compte de tiers	1.000.000		1.000.000	878.697	
12.303	12.30	02.10	Participation du Luxembourg aux opérations de maintien de la paix (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000.000		20.000.000	15.269.736	
12.304	12.30	02.00	Prestations dans l'intérêt de l'entreposage et de la maintenance de matériel (Crédit non limitatif)	23.529.000	D	25.169.000	25.168.738	
12.305	12.30	02.00	Frais en relation avec l'organisation d'un congrès et d'une compétition sportive de l'Union Sportive des Polices Européennes	2.000.000	T	2.001.000	2.000.436	
33.010	33.00	02.00	Subsides aux organisations d'anciens combattants et assimilés, de mutilés de guerre et d'anciens officiers et sous-offi- ciers de réserve ainsi qu'aux organisations civiles propageant les idées de l'alliance atlantique ou promouvant la sécurité intérieure	450.000		450.000	443.148	
33.011	33.00	02.00	Subside à allouer au Musée de l'Armée . .	100.000		100.000	100.000	
34.040	34.40	02.00	Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats par- ties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954; dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par					

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			l'assurance; honoraires des avocats; dom- mages - intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	D 1.232.000	1.231.679	
35.030	35.40	02.00	Contributions à des institutions internatio- nales (Crédit non limitatif et sans distinc- tion d'exercice)	275.000	T 276.000	275.890	
35.031	35.40	02.00	Part contributive aux frais des quartiers généraux de l'O.T.A.N. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	20.000.000	20.000.000	17.940.911	
35.032	35.40	02.00	Participation aux dépenses administratives résultant de l'exécution de l'accord d'aide pour la défense mutuelle (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	25.000	25.000	0	
35.033	35.40	02.00	Part contributive aux frais des quartiers généraux de l'Eurocorps (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	4.000.000	4.000.000	3.819.129	
37.010	37.20	02.00	Remboursement de l'ajustement fiscal dû aux termes de l'article 42 de la réglemen- tation du régime des pensions des organi- sations coordonnées (Crédit non limitatif et sans distinction	12.000.000	D 13.114.000	13.113.491	
12.512	12.13	02.00	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	625.000	625.000	621.610	
			<i>Total de la Section 08.0</i>	107.414.000	113.638.000	105.454.809	
			Section 08.1 - Armée				
11.000	11.00	02.10	Traitements des fonctionnaires	635.490.000	635.490.000	585.997.744	
11.010	11.00	02.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	26.716.000	26.716.000	26.454.138	
11.030	11.00	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	29.807.000	D 30.940.000	30.939.410	
11.070	11.00	02.10	Rémunérations des volontaires (Crédit non limitatif)	320.431.000	D T 338.686.000	337.955.592	
11.071	11.10	02.10	Dépenses résultant de l'affiliation des volontaires à la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000.000	D 122.000.000	118.420.387	
11.080	11.31	02.10	Frais médicaux et funéraires divers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	D 3.000.000	2.952.566	
11.081	11.20	02.10	Accidents de service de toute nature; dommages-intérêts; remboursement à l'office des assurances sociales des frais avancés pour la réparation des accidents de service ou de maladies provoquées par le service militaire (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	5.000.000	0	
11.090	11.12	02.10	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.216.000	10.216.000	10.157.391	
11.100	11.40	02.10	Indemnités d'habillement (Crédit non limitatif)	4.850.000	4.850.000	4.726.079	
11.110	11.12	02.10	Indemnités pour pertes de caisse	3.000	3.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.120	11.12	02.10	Gratifications pour croix de service et chevrons (Crédit non limitatif)	1.176.000	1.176.000	1.126.153	
11.130	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	635.000	635.000	560.410	
11.131	11.12	02.10	Indemnités de permanence à domicile (Crédit non limitatif)	400.000	400.000	362.248	
11.140	11.40	02.10	Location de logements de service; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.719.000	1.719.000	1.718.466	
11.141	11.40	02.10	Frais d'alimentation	31.000.000	T 32.910.000	32.852.434	
11.150	11.10	02.10	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	100.000	D 1.485.000	1.464.972	
12.000	12.15	02.10	Indemnités pour services de tiers	1.701.000	T 1.860.000	1.859.600	
12.010	12.13	02.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	6.819.000	T 6.235.000	6.066.919	
12.020	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances (Crédit non limitatif)	5.831.000	5.831.000	5.640.033	
12.021	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles (Sans distinction d'exercice)	8.400.000	8.400.000	7.934.104	
12.022	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers (Sans distinction d'exercice)	36.991.000	36.991.000	29.713.032	
12.040	12.12	02.10	Frais de bureau	2.710.000	T 3.210.000	3.189.349	
12.050	12.12	02.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	3.450.000	T 3.635.000	3.568.890	
12.080	12.11	02.10	Bâtiments: exploitation et entretien	22.114.000	T 19.104.000	18.933.655	
12.090	12.21	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.501.000	D 3.562.000	3.561.984	
12.100	12.11	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	19.121.000	19.121.000	19.120.572	
12.140	12.16	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	100.000	100.000	99.507	
12.160	12.30	02.10	Acquisition de matériel médical et pharmaceutique (Sans distinction d'exercice)	4.725.000	4.725.000	4.210.946	
12.180	12.30	02.10	Acquisition de matériel didactique (Sans distinction d'exercice)	300.000	300.000	298.992	
12.190	12.30	02.10	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert)	10.000.000	T 13.200.000	13.141.459	
12.191	12.30	02.10	Frais occasionnés par la formation pratique complémentaire à l'instruction préparatoire au permis de conduire militaire	720.000	T 420.000	414.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.200	12.30	02.10	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles (Crédit non limitatif)	414.000	414.000	389.432	
12.300	12.30	02.10	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice)	35.000.000	T 36.265.000	36.264.639	
12.310	12.30	02.10	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport; frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions; allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	1.400.000	1.400.000	1.378.388	
12.320	12.30	02.10	Frais de représentation; cérémonies; réceptions officielles; couronnes et dépôts de fleurs; frais de culte; dépenses diverses	2.334.000	2.334.000	2.332.707	
12.330	12.30	02.10	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	200.000	200.000	81.910	
12.340	12.30	02.10	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement d'un réseau de transmission de données informatiques (Sans distinction d'exercice)	5.400.000	T 6.100.000	5.557.551	
12.350	12.30	02.10	Acquisition de munitions (Sans distinction d'exercice)	24.190.000	24.190.000	10.674.143	
12.351	12.30	02.10	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers (Sans distinction d'exercice)	10.000.000	T 7.700.000	7.628.857	
12.352	12.30	02.10	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger (Sans distinction d'exercice) ..	8.350.000	T 6.650.000	6.535.913	
12.353	12.30	02.10	Frais en relation avec l'utilisation de terrains d'exercice à l'étranger	2.150.000	T 1.885.000	1.884.154	
12.360	12.30	02.10	Matériel et fournitures de casernement, entretien et réparation	11.000.000	11.000.000	10.935.075	
12.370	12.30	02.10	Musique militaire: acquisition d'accessoires de musique; réparation d'instruments et d'accessoires de musique; acquisition de matériel et de papier de musique	640.000	640.000	639.829	
12.380	12.30	02.10	Education et loisirs	700.000	700.000	696.324	
24.000	24.10	02.10	Location de lots de chasse et de terrains (Sans distinction d'exercice)	648.000	648.000	647.942	
74.000	13.00	02.10	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice)	5.530.000	5.530.000	4.694.300	
74.010	13.00	02.10	Acquisition de machines de bureau	450.000	450.000	439.123	
74.020	74.22	02.10	Acquisition d'installations de télécommunications	80.000	T 86.000	85.963	
74.030	13.00	02.10	Acquisition d'appareils médicaux (Sans distinction d'exercice)	1.250.000	1.250.000	1.188.461	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
74.040	13.00	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux	6.250.000	6.250.000	6.249.854	
74.080	13.00	02.10	Acquisition de mobilier de bureau	100.000	100.000	99.998	
74.300	13.00	02.10	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel (Sans distinction d'exercice)	9.930.000 T	9.924.000	4.421.621	
74.310	13.00	02.10	Acquisition d'armement et d'équipements connexes (Sans distinction d'exercice)	3.210.000	3.210.000	1.401.489	
74.320	13.00	02.10	Equipement de casernement et équipement divers	7.000.000	7.000.000	1.872.331	
74.330	13.00	02.10	Matériel de protection n.b.c.	1.000.000	1.000.000	977.987	
74.340	13.00	02.10	Acquisition d'instruments de musique	962.000	962.000	961.600	
12.850	74.22	02.10	Acquisition de munitions	4.900.000	4.900.000	4.900.000	
74.500	13.00	02.10	Acquisition de véhicules automoteurs	5.255.000	5.255.000	5.255.000	
74.540	74.22	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux	343.000	343.000	0	
74.820	13.00	02.10	Equipement de casernement et équipement divers	980.000	980.000	980.000	
74.830	11.10	02.10	Matériel de protection NBC	732.000	732.000	0	
<i>Total de la Section 08.1</i>				1.395.424.000	1.490.018.000	1.392.615.623	
Section 08.2 - Gendarmerie							
11.000	11.00	02.10	Traitements des fonctionnaires	1.412.319.000	1.412.319.000	1.372.264.336	
11.010	11.00	02.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	23.252.000 D	27.301.000	27.300.815	
11.020	11.00	02.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	77.000	76.348	
11.030	11.00	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	15.154.000	15.154.000	14.671.482	
11.040	11.00	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	884.000	883.922	
11.080	11.31	02.10	Frais médicaux et funéraires divers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000	1.500.000	142.093	
11.090	11.12	02.10	Indemnités de poste à l'étranger (Crédit non limitatif)	1.058.000	1.058.000	1.057.661	
11.100	11.40	02.10	Indemnités d'habillement (Crédit non limitatif)	11.465.000	11.465.000	11.393.647	
11.120	11.12	02.10	Gratifications pour croix de service (Crédit non limitatif)	2.198.000	2.198.000	2.183.673	
11.130	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	9.308.000	9.308.000	8.879.036	
11.131	11.12	02.10	Indemnités de permanence à domicile (Crédit non limitatif)	5.222.000 D	5.262.000	5.254.163	
11.140	11.40	02.10	Location de logements de service; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.500.000	13.500.000	13.498.067	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits		Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.150	11.12	02.10	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	1.500.000	D	8.225.000	8.218.910	
12.000	12.15	02.10	Indemnités pour services de tiers	366.000		366.000	338.000	
12.010	12.13	02.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	2.700.000	T	3.248.000	3.246.691	
12.020	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs: frais d'assurances (Crédit non limitatif)	4.200.000		4.200.000	3.772.228	
12.021	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs: carburants et combustibles . . .	11.800.000	T	11.350.000	10.890.614	
12.022	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs: divers	8.700.000	T	9.150.000	9.117.081	
12.040	12.12	02.10	Frais de bureau	11.060.000	T	11.380.000	11.358.363	
12.050	12.12	02.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	22.833.000	T	21.672.000	18.243.060	
12.051	12.12	02.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations: luxpac (Crédit non limitatif) . . .	8.995.000	T	9.236.000	9.235.179	
12.060	12.12	02.10	Location et entretien des installations de télécommunications	4.833.000		4.833.000	4.821.588	
12.080	12.11	02.10	Bâtiments: exploitation et entretien	23.500.000		23.500.000	23.009.576	
12.090	12.21	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des adminis- trations publiques (Crédit non limitatif) .	5.032.000		5.032.000	5.012.000	
12.100	12.11	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	1.197.000		1.197.000	1.045.000	
12.140	12.16	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	100.000		100.000	97.989	
12.190	12.30	02.10	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses (Non susceptible de transfert)	6.500.000	T	6.562.000	6.559.913	
12.200	12.30	02.10	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles (Crédit non limitatif)	609.000		609.000	608.262	
12.300	12.30	02.10	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses	7.067.000		7.067.000	6.843.950	
12.310	12.30	02.10	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport; frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions; allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	1.200.000		1.200.000	1.191.285	
12.320	12.30	02.10	Frais de représentation; cérémonies; réceptions officielles; couronnes et dépôts de fleurs; frais de culte; dépenses diverses	840.000		840.000	832.826	
12.330	12.30	02.10	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	400.000		400.000	324.450	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.340	12.30	02.10	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé	43.731.000	43.731.000	34.496.873	
12.350	12.30	02.10	Acquisition de munitions	3.500.000	3.500.000	3.476.984	
12.351	12.30	02.10	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	8.200.000	T 7.231.000	7.123.489	
12.360	12.30	02.10	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes (Crédit non limitatif)	135.000	135.000	121.059	
74.000	13.00	02.10	Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique	27.970.000	27.970.000	27.810.361	
74.010	13.00	02.10	Acquisition de machines de bureau	2.200.000	2.200.000	2.199.481	
74.040	13.00	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux	12.733.000	12.733.000	12.634.470	
74.080	13.00	02.10	Acquisition de mobilier de bureau	100.000	100.000	100.000	
74.300	13.00	02.10	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	43.479.000	D 46.070.000	44.756.015	
74.310	13.00	02.10	Acquisition d'armement et d'équipements connexes	310.000	310.000	252.328	
74.540	74.22	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux	672.000	T 1.631.000	1.630.957	
<i>Total de la Section 08.2</i>				1.761.458.000	1.775.804.000	1.716.974.225	
Section 08.3 - Police							
11.000	11.00	03.20	Traitements des fonctionnaires	775.897.000	775.897.000	748.354.993	
11.010	11.00	03.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	16.005.000	D 16.090.000	16.089.794	
11.020	11.00	03.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	4.167.000	D 4.202.000	4.201.966	
11.040	11.00	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.060	43.22	03.20	Participation de l'Etat dans les rémunérations d'une partie du personnel administratif et auxiliaire des commissariats de police (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	19.717.000	D 27.999.000	27.998.432	
11.080	11.31	03.20	Frais médicaux et funéraires divers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	60.000	60.000	9.000	
11.090	11.12	03.20	Indemnité de poste et de logement du personnel à l'étranger (Crédit non limitatif)	1.472.000	D 2.705.000	2.703.761	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.100	11.40	03.20	Indemnités d'habillement (Crédit non limitatif)	8.600.000	D T 8.639.000	8.638.957	
11.120	11.12	03.20	Gratifications pour croix de service (Crédit non limitatif)	1.680.000	1.680.000	1.624.071	
11.130	11.12	03.20	Indemnités pour services extraordinaires	2.172.000	2.172.000	2.010.724	
11.131	11.12	03.20	Indemnités de permanence à domicile (Crédit non limitatif)	4.657.000	4.657.000	4.380.063	
11.140	11.40	03.20	Location de logements de service; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	D 15.866.000	15.865.450	
11.150	11.12	03.20	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	1.000.000	D T 6.754.000	6.751.640	
12.000	12.15	03.20	Indemnités pour services de tiers	100.000	100.000	31.612	
12.010	12.13	03.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	2.200.000	T 3.240.000	2.922.582	
12.020	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances (Crédit non limitatif)	3.792.000	3.792.000	3.708.735	
12.021	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	6.530.000	6.530.000	6.519.165	
12.022	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers	8.000.000	T 8.420.000	8.199.530	
12.040	12.12	03.20	Frais de bureau	7.450.000	T 8.020.000	7.888.218	
12.050	12.12	03.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	18.319.000	T 17.156.000	17.118.435	
12.051	12.12	03.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications: luxpac (Crédit non limitatif)	7.505.000	7.505.000	6.057.602	
12.060	12.12	03.20	Location et entretien des installations de télécommunications	4.808.000	4.808.000	4.682.987	
12.080	12.11	03.20	Bâtiments: exploitation et entretien	2.106.000	T 2.196.000	2.172.518	
12.090	12.21	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	10.968.000	10.968.000	10.942.202	
12.100	12.11	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	5.431.000	D 5.575.000	5.574.840	
12.140	12.16	03.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	760.000	760.000	459.734	
12.190	12.30	03.20	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses (Non susceptible de transfert)	5.500.000	5.500.000	4.144.988	
12.200	12.30	03.20	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles (Crédit non limitatif)	591.000	591.000	529.294	
12.300	12.30	03.20	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses	7.000.000	7.000.000	6.471.245	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.310	12.30	03.20	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport; frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions; allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	800.000	800.000	675.878	
12.320	12.30	03.20	Frais de représentation; cérémonies; réceptions officielles; couronnes et dépôts de fleurs; frais de culte; dépenses diverses	585.000	585.000	481.591	
12.330	12.30	03.20	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	400.000	400.000	364.010	
12.340	12.30	03.20	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé	40.841.000	40.841.000	27.832.317	
12.350	12.30	03.20	Acquisition de munitions	3.500.000 T	2.087.000	1.903.095	
12.351	12.30	03.20	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers ..	8.200.000 T	7.420.000	7.125.668	
12.360	12.30	03.20	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes (Crédit non limitatif)	200.000 D T	337.000	330.828	
74.000	74.10	03.20	Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique	17.500.000	17.500.000	17.293.913	
74.010	74.22	03.20	Acquisition de machines de bureau	2.000.000	2.000.000	1.769.036	
74.040	74.22	03.20	Acquisition d'équipements spéciaux	1.500.000 T	2.580.000	2.578.820	
74.080	74.22	03.20	Acquisition de mobilier de bureau	100.000	100.000	98.679	
74.300	74.22	03.20	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	41.582.000 D	44.173.000	42.460.903	
74.310	74.22	03.20	Acquisition d'armement et d'équipements connexes	2.400.000	2.400.000	2.212.303	
11.631	11.12	03.20	Indemnités de permanences à domicile ..	119.000	119.000	118.175	
12.580	12.11	03.20	Bâtiments: exploitation et entretien	70.000	70.000	69.721	
12.690	12.30	03.20	Frais de stage à l'étranger: frais de cours; dépenses diverses	9.000	9.000	8.160	
74.500	74.10	03.20	Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique	397.000	397.000	396.750	
74.540	74.22	03.20	Acquisition d'équipements spéciaux	672.000	672.000	0	
<i>Total de la Section 08.3</i>				1.062.382.000	1.081.392.000	1.031.772.385	
<i>Total du Département 08</i>				4.326.678.000	4.460.852.000	4.246.817.042	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR							
Section 09.0 - Finances communales							
11.060	43.22	01.10	Part de l'Etat dans les majorations biennales des fonctionnaires des secrétariats et recettes communales (article 4-2* du règlement grand-ducal du 4.4.1964) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	242.650.000	D 252.122.981	252.122.981	
11.130	11.12	01.10	Indemnités pour services extraordinaires ..	132.000	132.000	132.000	
43.000	43.22	13.20	Subvention à la ville de Luxembourg en tant que capitale du pays et siège d'institutions européennes	40.000.000	40.000.000	40.000.000	
43.002	43.22	01.10	Subventions au secteur communal pour stimuler le développement de ses relations avec les organisations communales des autres pays (jumelages)	950.000	950.000	950.000	
43.003	43.22	08.10	Subsides aux communes et aux syndicats de communes dans l'intérêt de l'enseignement musical	115.000.000	115.000.000	115.000.000	
43.004	43.22	11.60	Subsides aux communes riveraines du Lac de la Haute-Sûre pour travaux d'entretien et de nettoyage des berges du lac	8.000.000	8.000.000	8.000.000	
43.010	93.00	01.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds communal de péréquation conjoncturale (loi modifiée du 11.12.1967) (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
43.011	43.21	13.20	Subventions d'équilibre et de compensation aux communes (Crédit non limitatif)	20.000.000	20.000.000	3.587.869	
63.000	63.21	13.20	Subsides en capital aux communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base dans le cadre d'un programme quinquennal d'investissement communal ..	150.000.000	T 153.500.000	153.500.000	
63.020	63.51	13.20	Subsides aux syndicats intercommunaux ..	3.500.000	T 0	0	
93.000	93.00	13.20	Alimentation du fonds communal de dotation financière (article 38 de la loi modifiée du 22.12.1987) (Crédit non limitatif)	8.831.400.000	D 8.954.098.999	8.954.098.999	
43.501	43.22	07.40	Subsides dans l'intérêt de l'harmonisation du prix de l'eau	3.614.000	3.614.000	3.613.000	
<i>Total de la Section 09.0</i>				9.415.251.000	9.547.422.980	9.531.004.849	
Section 09.1 - Commissariats de district							
11.000	11.00	01.10	Traitements des fonctionnaires	38.178.000	38.178.000	33.122.405	
11.010	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	7.994.000	D 8.094.132	8.094.132	
11.030	11.00	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.341.000	D 1.488.967	1.488.967	
11.040	11.00	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.100	11.40	01.10	Commissariat du district de Luxembourg: indemnités d'habillement	14.000	14.000	11.000	
11.102	11.40	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: indemnités d'habillement	4.000	4.000	3.750	
12.010	12.13	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: frais de route et de séjour	110.000	110.000	104.178	
12.011	12.13	01.10	Commissariat de district de Diekirch: frais de route et de séjour	75.000	75.000	65.651	
12.012	12.13	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: frais de route et de séjour	105.000 T	119.992	119.992	
12.040	12.12	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: frais de bureau	320.000 T	354.200	354.026	
12.041	12.12	01.10	Commissariat de district de Diekirch: frais de bureau	285.000 T	234.473	186.510	
12.042	12.12	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: frais de bureau	270.000 T	237.730	225.077	
12.050	12.12	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	425.000 T	441.327	441.327	
12.051	12.12	01.10	Commissariat de district de Diekirch: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications ..	336.000	336.000	325.311	
12.052	12.12	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	257.000 T	265.977	265.977	
12.080	12.11	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: bâtiments: exploitation et entretien	93.000	93.000	80.156	
12.081	12.11	01.10	Commissariat de district de Diekirch: bâtiments: exploitation et entretien	10.000	10.000	9.635	
12.082	12.11	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: bâtiments: exploitation et entretien	40.000	40.000	34.390	
12.100	12.11	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	3.240.000	3.240.000	2.240.337	
12.102	12.11	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	1.135.000 T	1.143.301	1.143.301	
74.012	74.22	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: acquisition de machines de bureau	280.000	280.000	0	
<i>Total de la Section 09.1</i>				54.522.000	54.770.099	48.316.122	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			Section 09.2 - Service de contrôle de la comptabilité des communes				
11.000	11.00	01.10	Traitements des fonctionnaires	21.264.000	21.264.000	18.209.510	
11.010	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.815.000	1.815.000	1.726.247	
11.020	11.00	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour	225.000 T	234.326	234.326	
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	90.000 T	80.674	71.065	
12.510	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	10.000	10.000	9.477	
			<i>Total de la Section 09.2</i>	23.414.000	23.414.000	20.250.625	
			Section 09.3 - Caisse de prévoyance				
42.000	42.00	06.12	Part contributive de l'Etat dans les cotisations d'assurance-pension et d'assurance-maladie dues à la caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	930.000.000	930.000.000	883.097.926	
42.001	34.20	06.35	Suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26. 3. 1974) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	39.000.000	39.000.000	36.015.163	
			<i>Total de la Section 09.3</i>	969.000.000	969.000.000	919.113.089	
			Section 09.4 - Service d'incendie				
33.010	33.00	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	420.000	420.000	420.000	
33.011	33.00	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers dans l'intérêt de la maison du sapeur-pompier à Niederfeulen, de l'organisation de cours d'instruction pour sapeurs-pompiers et du remboursement des pertes de salaires et des frais de déplacement aux élèves des cours d'incendie	2.240.000	2.240.000	2.240.000	
33.012	33.00	03.40	Subside à la caisse de décès des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	250.000	250.000	250.000	
43.000	43.22	03.40	Emploi du produit de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie (Crédit non limitatif)	115.000.000 D	127.003.000	127.003.000	
			<i>Total de la Section 09.4</i>	117.910.000	129.913.000	129.913.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			Section 09.5 - Protection civile				
11.000	11.00	03.50	Traitements des fonctionnaires	52.292.000	52.292.000	50.485.475	
11.010	11.00	03.50	Indemnités des employés occupés à titre permanent	8.193.000 D	8.524.630	8.524.630	
11.020	11.00	03.50	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	731.255	731.255	
11.030	11.00	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	16.369.000	16.369.000	15.473.513	
11.040	11.00	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	158.952	158.952	
11.100	11.40	03.50	Indemnités d'habillement	79.000	79.000	63.750	
11.130	11.12	03.50	Indemnités pour services extraordinaires	2.282.000	2.282.000	1.937.093	
11.150	11.12	03.50	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	100.000	100.000	0	
12.000	12.15	03.50	Indemnités pour services de tiers	4.956.000	4.956.000	4.300.606	
12.010	12.13	03.50	Frais de route et de séjour (Crédit non limitatif)	2.600.000 D	3.000.000	2.909.625	
12.020	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances (Crédit non limitatif)	1.338.000	1.338.000	1.209.957	
12.021	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	1.900.000	1.900.000	1.576.377	
12.022	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.650.000 D	5.600.000	5.592.569	
12.030	12.16	03.50	Fourniture de vêtements de travail et de protection	4.182.000	4.182.000	4.085.527	
12.040	12.12	03.50	Frais de bureau	555.000 T	570.884	570.884	
12.050	12.12	03.50	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif)	9.400.000	9.400.000	8.339.551	
12.060	12.12	03.50	Location et entretien des installations de télécommunications (Crédit non limitatif)	9.550.000	9.550.000	8.182.456	
12.070	12.12	03.50	Location et entretien des équipements informatiques (Crédit non limitatif)	2.500.000	2.500.000	1.992.985	
12.080	12.11	03.50	Bâtiments: exploitation et entretien	4.600.000 T	4.584.116	4.014.868	
12.100	12.11	03.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	14.178.000	14.178.000	13.630.548	
12.130	12.16	03.50	Frais de publication	1.545.000	1.545.000	1.393.233	
12.140	12.16	03.50	Frais découlant des mesures à prendre dans l'intérêt de la propagation du secourisme parmi la population	678.000 T	620.679	586.183	
12.150	12.30	03.50	Prise en charge des honoraires restés en souffrance dans le cadre du S.A.M.U.	75.000	75.000	34.398	
12.170	12.16	03.50	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	1.558.000	1.558.000	1.551.813	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.180	12.30	03.50	Acquisition de matériel didactique	565.000	565.000	557.272	
12.190	12.30	03.50	Formation du personnel	370.000	370.000	266.831	
12.200	12.30	03.50	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles (Crédit non limitatif)	1.093.000	1.093.000	1.092.052	
12.300	12.30	03.50	Distinctions honorifiques pour les volontaires de la protection civile parti- culièrement méritants	25.000	25.000	24.438	
12.310	12.30	03.50	Frais d'instruction et d'entraînement des volontaires de la protection civile	3.550.000	T 3.607.321	3.607.321	
12.320	12.30	03.50	Acquisition et entretien du matériel d'intervention; autres frais d'intervention (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.800.000	D 11.850.000	11.849.922	
12.330	12.30	03.50	Indemnités pour frais de représentation . .	27.000	27.000	27.000	
31.050	31.32	03.50	Subside à l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue	9.000.000	9.000.000	9.000.000	
32.020	32.00	03.50	Congé spécial des volontaires de la protection civile: indemnités compen- satoires (Crédit non limitatif)	1.000.000	1.000.000	767.083	
63.000	63.21	03.50	Subsides aux communes pour des constructions dans l'intérêt de la protection civile	17.500.000	17.500.000	15.500.000	
74.000	74.10	03.50	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice)	61.885.000	61.885.000	61.670.456	
74.020	74.22	03.50	Acquisition d'installations de télécommu- nications (Sans distinction d'exercice) . . .	11.304.000	11.304.000	11.283.275	
74.040	74.22	03.50	Acquisition d'équipements spéciaux	517.000	517.000	511.855	
<i>Total de la Section 09.5</i>				260.236.000	264.837.837	253.503.753	
Section 09.6 - Service d'aménage- ment communal. Urbanisme							
11.010	11.00	07.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	7.025.000	7.025.000	6.994.996	
11.130	11.12	07.20	Indemnités pour services extraordinaires .	250.000	250.000	238.200	
12.000	12.15	07.20	Indemnités pour services de tiers	50.000	50.000	44.400	
12.010	12.13	07.20	Frais de route et de séjour	65.000	T 88.586	65.389	
12.040	12.12	07.20	Frais de bureau	170.000	T 146.414	129.751	
12.140	12.16	07.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	500.000	500.000	500.000	
43.000	43.22	07.20	Subsides aux communes pour l'élaboration de plans d'aménagement	7.250.000	7.250.000	6.975.000	
74.040	74.22	07.20	Acquisition d'équipements spéciaux	300.000	T 338.636	338.636	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.050	74.22	07.20	Acquisition d'équipements informatiques .	1.500.000	1.500.000	1.343.362	
74.060	74.40	07.20	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	1.200.000	T 1.161.364	434.270	
			<i>Total de la Section 09.6</i>	18.310.000	18.310.000	17.064.004	
			Section 09.7 - Dépenses diverses				
12.012	12.13	01.10	Frais de route et de séjour à l'étranger . .	1.250.000	1.250.000	621.972	
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	220.000	220.000	219.058	
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	60.000	60.000	59.188	
12.140	12.16	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information (Sans distinction d'exercice)	500.000	500.000	465.773	
			<i>Total de la Section 09.7</i>	2.030.000	2.030.000	1.365.991	
			<i>Total du Département 09</i>	10.860.673.000	11.009.697.916	10.920.531.433	
			10 - MINISTERE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS				
			Section 10.0 - Dépenses générales				
11.000	11.00	08.30	Traitements des fonctionnaires	10.254.000	D 10.466.000	10.465.830	
11.130	11.12	08.30	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	255.000	T 240.000	240.000	
11.131	11.12	05.30	Service médico-sportif: indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	900.000	D 1.070.000	1.069.935	
12.000	12.15	08.30	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	60.000	T 49.500	49.500	
12.001	12.15	05.30	Service médico-sportif: indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif) . .	10.400.000	D 10.960.000	10.957.133	
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour	280.000	T 339.000	338.519	
12.012	12.13	08.30	Frais de route et de séjour à l'étranger . .	950.000	T 926.000	925.941	
12.020	12.14	08.30	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs	97.000	97.000	96.985	
12.080	12.11	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien	650.000	T 497.000	496.648	
12.100	12.11	08.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	14.855.000	D 15.505.000	15.467.253	
12.120	12.30	08.30	Frais d'experts et d'études	1.440.000	1.440.000	1.440.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.140	12.16	08.30	Acquisition et publication de matériel de documentation et d'information	135.000	135.000	134.828	
12.160	12.30	05.30	Service médico-sportif: analyses et matériel médical (Crédit non limitatif)	1.700.000	1.700.000	1.693.176	
12.190	12.30	08.30	Relations et réunions internationales; frais d'organisation et dépenses diverses	200.000	200.000	197.069	
12.200	12.30	08.30	Contribution à l'assurance-accidents et à l'assurance-responsabilité civile collectives des sportifs ainsi qu'à la caisse de secours mutuel des sportifs	4.050.000	4.050.000	4.050.000	
12.300	12.30	08.30	Trophée national et autres distinctions ..	650.000	T 638.000	636.882	
12.310	12.30	08.30	Animation et appui du sport-loisirs: dépenses diverses	2.000.000	2.000.000	1.999.162	
12.320	12.30	08.30	Relations sportives avec des pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg: frais divers	670.000	670.000	669.321	
12.330	12.30	08.30	Bases nautiques et installations sanitaires au Lac de la Haute-Sûre: frais de fonctionnement (Sans distinction d'exercice)	5.300.000	T 5.451.500	5.451.214	
12.340	12.30	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: conservation des collections et du matériel de sport; organisation d'expositions; dépenses diverses	350.000	350.000	349.254	
12.350	12.30	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives (Sans distinction d'exercice)	5.500.000	5.500.000	5.500.000	
12.360	12.30	08.30	Organisation d'une promotion sportive d'été: dépenses diverses	1.400.000	T 1.401.000	1.400.013	
12.380	12.30	08.30	Mesures spéciales et promotionnelles liées à la pratique sportive de haut niveau: dépenses diverses	5.800.000	5.800.000	5.800.000	
32.020	32.00	08.30	Congé sportif: indemnités compensatoires (Crédit non limitatif)	8.600.000	8.600.000	8.596.764	
33.000	33.00	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des fédérations sportives agréées	16.500.000	16.500.000	16.500.000	
33.001	33.00	08.30	Participation dans les indemnités d'entraîneurs fédéraux engagés avec l'agrément et sous le contrôle de l'Etat; participation aux frais de programmes spéciaux et de stages pour cadres	21.600.000	21.600.000	21.600.000	
33.002	33.00	05.30	Comité national de lutte contre le dopage: participation aux frais de fonctionnement	150.000	150.000	150.000	
33.010	33.00	08.30	Subsides aux fédérations sportives agréées et aux sociétés affiliées	16.200.000	16.200.000	16.200.000	
33.011	33.00	08.30	Animation et appui du sport-loisirs: subsides	950.000	950.000	950.000	
33.012	33.00	08.30	Contributions dans l'intérêt de l'organisation ou de la participation à des championnats à l'échelon mondial et européen	3.000.000	3.000.000	3.000.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.013	33.00	08.30	Participation dans les indemnités des cadres administratifs des fédérations sportives agréées	4.125.000	4.125.000	4.125.000	
35.060	35.00	08.30	Cotisations et subsides à des organisations et institutions internationales (Crédit non limitatif)	174.000 D	259.000	253.773	
52.000	52.10	08.30	Subsides aux fédérations et sociétés sportives dans l'intérêt de la réalisation, de l'aménagement et de l'amélioration d'installations sportives	3.000.000	3.000.000	3.000.000	
63.000	63.21	08.30	Subsides aux communes pour les travaux de réaménagement et d'amélioration des installations sportives existantes	3.700.000	3.700.000	3.700.000	
74.040	74.22	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux	350.000	350.000	348.650	
74.041	74.22	08.30	Bases nautiques au Lac de la Haute-Sûre: acquisition de matériel pour les activités sportives	550.000 T	553.000	552.434	
74.070	74.22	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: acquisition de collections sur le sport et de matériel	300.000	300.000	299.687	
<i>Total de la Section 10.0</i>				147.095.000	148.772.000	148.704.971	
Section 10.1 - Institut national des sports							
11.000	11.00	08.30	Traitements des fonctionnaires	8.750.000	8.750.000	8.576.839	
11.010	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.510.000	3.510.000	2.616.099	
11.020	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	160.000	160.000	129.604	
11.030	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	12.435.000	12.435.000	11.489.152	
11.040	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	08.30	Indemnités d'habillement	88.000	88.000	84.125	
11.130	11.12	08.30	Indemnités pour services extraordinaires	146.000	146.000	120.000	
12.000	12.15	08.30	Indemnités pour services de tiers	40.000 T	9.000	6.000	
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour	5.000	5.000	4.872	
12.020	12.14	08.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	170.000	170.000	167.680	
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	40.000	40.000	39.661	
12.050	12.12	08.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	210.000	210.000	181.326	
12.080	12.11	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien (Crédit non limitatif)	7.600.000 T	7.631.000	7.630.558	
12.210	12.30	08.30	Dépenses d'alimentation	3.040.000	3.040.000	3.037.970	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.300	12.30	08.30	Frais d'exploitation et d'entretien des installations de l'I.N.S. à Luxembourg-Fetschenhof et à Pulvermühl (annexe); dépenses diverses	1.050.000	1.050.000	1.038.647	
74.040	74.22	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux (Sans distinction d'exercice)	400.000	400.000	399.088	
			<i>Total de la Section 10.1</i>	37.654.000	37.654.000	35.521.621	
			Section 10.2 - Centre sportif national de natation				
11.000	11.00	08.30	Traitements des fonctionnaires	23.778.000	23.778.000	22.781.017	
11.010	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	7.664.000	7.664.000	6.722.590	
11.020	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	94.000 D	1.106.000	1.105.526	
11.030	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	2.671.000 D	2.738.000	2.737.463	
11.040	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	1.576.000	1.575.108	
11.100	11.40	08.30	Indemnités d'habillement	152.000	152.000	146.524	
11.110	11.12	08.30	Indemnités pour pertes de caisse	23.000	23.000	23.000	
11.130	11.12	08.30	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	60.000 D	210.000	210.000	
12.000	12.15	08.30	Indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	250.000 D	317.000	316.200	
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour	56.000	56.000	52.466	
12.030	12.16	08.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection	52.000	52.000	50.453	
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	110.000	110.000	109.992	
12.050	12.12	08.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	233.000 T	284.000	283.677	
12.080	12.11	08.30	Frais de gestion des installations techniques, d'entretien et de nettoyage (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	43.000.000 D	46.100.000	45.687.594	
12.140	12.16	08.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	600.000 T	549.000	546.463	
12.300	12.30	08.30	Acquisition de matériel destiné à la revente et à la location (Crédit non limitatif)	900.000	900.000	696.814	
12.310	12.30	08.30	Frais d'entretien et d'exploitation: dépenses diverses (Sans distinction d'exercice)	2.860.000	2.860.000	2.857.667	
74.010	74.22	08.30	Acquisition de machines de bureau	55.000 T			
74.040	74.22	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux	400.000 T	455.000	436.263	
			<i>Total de la Section 10.2</i>	82.968.000	88.930.000	86.338.817	

Article	Code econ.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			Section 10.3 - Ecole nationale de l'éducation physique et des sports				
11.000	11.00	08.30	Traitements des fonctionnaires	7.872.000	D 7.889.300	7.889.300	
11.010	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	10.000	10.000	0	
11.020	11.00	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	135.000	135.000	0	
11.030	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	10.000	10.000	0	
11.040	11.00	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.130	11.12	08.30	Indemnités pour services extraordinaires ..	4.000.000	T 3.237.000	3.178.901	
12.000	12.15	08.30	Indemnités pour services de tiers	1.800.000	T 2.240.000	2.232.388	
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour	375.000	375.000	341.225	
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	400.000	T 412.000	408.181	
12.180	12.30	08.30	Acquisition et publication de matériel didactique et audiovisuel; dépenses diverses dans l'intérêt d'études et de recherches sur les problèmes de l'éduca- tion physique et du sport	385.000	T 193.000	184.734	
12.190	12.30	08.30	Organisation de colloques et de confé- rences nationaux et internationaux sur les problèmes de l'éducation physique et du sport; participation de chargés de cours étrangers aux formations à l'école natio- nale de l'éducation physique et des sports; frais de déplacement et de séjour	350.000	T 630.000	569.135	
12.191	12.30	08.30	Organisation de stages et d'entraînements dans le cadre des centres de formation; frais de transport et de séjour	1.200.000	T 1.243.000	1.242.863	
12.192	12.30	08.30	Développement et entretien des contacts et échanges avec des institutions similaires à l'étranger; cotisations, frais adminis- tratifs, dépenses diverses	200.000	200.000	170.503	
12.300	12.30	08.30	Location d'installations et de matériel; achat de matériel et d'équipement de sport dans l'intérêt des centres de formation; dépenses diverses	100.000	100.000	71.961	
34.060	34.40	08.30	Participation de chargés de cours et de stagiaires de l'école nationale de l'éducation physique et des sports à des formations, des perfectionnements et des recyclages à l'étranger; frais de déplacement et de séjour	325.000	T 505.000	495.258	
			<i>Total de la Section 10.3</i>	17.172.000	17.189.300	16.784.449	
			<i>Total du Département 10</i>	284.889.000	292.545.300	287.349.858	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			11/12 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
			Section 11.0 - Dépenses générales				
11.020	11.00	04.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	133.937.000	D 727.900.000	726.664.123	
11.130	11.12	Divers codes	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	1.300.000	T 1.992.000	1.889.720	
11.131	11.12	04.00	Elaboration, rédaction, présentation et diffusion du courrier de l'éducation nationale ainsi que de cours, de documents et d'autres ouvrages à publier par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	1.500.000	T 250.000	146.520	
11.132	11.12	Divers codes	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	426.000.000	426.000.000	422.923.871	
11.133	11.12	04.00	Contrôle des établissements d'enseignement subsidiés par l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	120.000	120.000	120.000	
11.134	11.12	04.33	Cours de rattrapage: indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	3.200.000	3.200.000	2.289.762	
11.135	11.12	04.00	Commissaires de gouvernement auprès des établissements publics relevant du département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	20.000	20.000	20.000	
11.136	11.12	04.00	Commission consultative nationale d'éthique: indemnités pour services extraordinaires (Sans distinction d'exercice) ..	110.000	110.000	83.000	
11.137	11.12	04.00	Indemnités pour services extraordinaires dans le cadre du passage primaire - post primaire (Crédit non limitatif)	18.267.000	D T 18.654.000	18.620.077	
11.138	11.12	04.00	Création d'un réseau de correspondant(e)s à l'égalité des chances entre femmes et hommes dans l'enseignement post-primaire: indemnités pour services extraordinaires	195.000	195.000	0	
11.142	11.12	04.44	Cours complémentaires pour l'accès à certaines professions: indemnités pour services extraordinaires (Sans distinction d'exercice)	5.734.000	5.734.000	5.731.172	
12.000	12.15	04.00	Publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages: indemnités pour services de tiers	150.000	T 355.000	354.432	
12.001	12.15	04.33	Commissions d'études: indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif) ...	1.030.000	T 1.080.000	1.079.096	
12.002	12.15	04.00	Indemnités pour services de tiers dans le cadre du passage primaire - postprimaire (Crédit non limitatif)	2.264.000	D 2.418.044	2.415.044	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.003	12.15	04.00	Réseau téléinformatique de l'éducation nationale.- Dotation au bénéfice du C.R.P. Henri Tudor pour la gestion du réseau: indemnités pour services de tiers	5.424.000	5.424.000	5.424.000	
12.004	12.15	04.44	Cours complémentaires pour l'accès à certaines professions: indemnités pour services de tiers (Sans distinction d'exercice)	1.036.000	1.036.000	575.605	
12.010	12.13	04.33	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	672.000	672.000	565.147	
12.012	12.13	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	11.423.000	11.423.000	10.488.803	
12.020	12.14	04.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	95.000 T	116.000	115.533	
12.040	12.12	04.33	Frais de documentation des technologies de l'information et de la communication et achat de consommables bureautiques pour les besoins des programmes pédagogiques	550.000	550.000	549.805	
12.041	12.12	04.00	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	375.000 T	363.000	362.979	
12.050	12.12	04.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications dans le cadre du passage primaire-postprimaire	180.000 T	108.000	91.838	
12.070	12.12	04.33	Location et entretien d'équipements des technologies de l'information et de la communication (Crédit non limitatif) ...	4.410.000 T	4.845.000	4.841.148	
12.080	12.11	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	4.650.000	4.650.000	4.152.022	
12.100	12.11	04.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	3.209.000 T	3.215.000	3.214.686	
12.120	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études informatiques ..	10.720.000 T	5.820.000	3.988.320	
12.121	12.30	04.00	Projet MEN 2000: réorganisation administrative du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000.000	9.000.000	8.597.307	
12.130	12.16	04.00	Frais de publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages édités par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: frais d'impression; frais pour droits d'auteur; acquisition de manuels scolaires et de matériel didactique; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	30.150.000	30.150.000	30.148.179	
12.220	12.30	04.60	Crédits pour activités de recherche et de développement technologique pour les établissements d'enseignement supérieur ou universitaire autorisés à entreprendre des activités de recherche et de développement technologique relevant du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Sans distinction d'exercice)	4.100.000	4.100.000	3.708.959	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.300	12.30	04.33	Frais de transport pour la participation des élèves des enseignements secondaire et secondaire technique à des activités culturelles	250.000	250.000	163.584	
12.301	12.30	04.00	Bibliothèques des élèves des différents établissements d'enseignement postprimaire: frais d'alimentation et frais connexes	7.000.000	T 7.270.000	7.216.343	
12.302	12.30	04.00	Conseil supérieur de l'éducation nationale: dépenses de fonctionnement	65.000	T 45.000	44.361	
12.303	12.30	04.33	Projets d'établissement des enseignements secondaire et secondaire technique: dotation au centre de coordination (Crédit non limitatif)	15.000.000	15.000.000	15.000.000	
12.304	12.30	04.00	Projet "Orientatioun fir Kanner": frais d'information et de documentation, frais divers	150.000	150.000	0	
12.305	12.30	06.36	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du centre de prévention des toxicomanies	14.000.000	14.000.000	14.000.000	
12.306	12.30	04.00	Commission consultative nationale d'éthique: indemnités pour services de tiers; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	200.000	200.000	188.930	
12.307	12.30	04.33	Frais de participation aux échanges franco-allemands	1.500.000	T 1.339.000	1.338.331	
12.308	12.30	04.00	Service informatique: dépenses de fonctionnement et frais divers	125.000	T 130.000	129.036	
12.309	12.30	08.50	Centre de documentation pour la formation morale et sociale: acquisition de matériel didactique; alimentation de la bibliothèque; dépenses diverses	100.000	100.000	87.595	
12.310	12.30	04.00	Organisation des journées nationales d'éthique: dépenses diverses	100.000	100.000	99.269	
12.311	12.30	08.40	Elaboration d'émissions pédagogiques dans l'intérêt de la radio socio-culturelle: indemnités pour services de tiers, frais de production et dépenses diverses	1.150.000	T 952.000	952.000	
32.010	32.00	04.50	Participation financière de l'Etat à la formation de pilotes professionnels	2.980.000	T 2.876.000	0	
33.000	33.00	04.34	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fondation Lycée technique privé Emile Metz (Crédit non limitatif)	58.000.000	58.000.000	47.347.545	
33.001	33.00	04.34	Formation aux multimédia et réalisation de productions audiovisuelles: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement ...	10.560.000	10.560.000	10.560.000	
33.002	33.00	04.00	Subsides au gestionnaire du réseau téléinformatique de l'éducation nationale	51.200.000	51.200.000	51.200.000	
33.010	33.00	04.00	Cours, stages, recherches, études et activités ou manifestations à caractère pédagogique: subsides	1.120.000	1.120.000	1.120.000	
33.011	33.00	04.00	Animation culturelle dans les écoles et par les écoles: subsides	1.500.000	1.500.000	1.500.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.012	33.00	04.00	Organisation par les établissements d'enseignement d'activités, de stages et de voyages en vue de favoriser les échanges scolaires	1.500.000	1.500.000	1.500.000	
33.013	33.00	04.00	Presse à l'école: Actions de sensibilisation des élèves	150.000	150.000	61.500	
33.014	33.00	04.00	Organisation par les établissements d'enseignement de partenariats éducatifs européens: contrepartie nationale	700.000	700.000	685.275	
33.015	33.00	04.40	Subside à l'association luxembourgeoise des enseignants de géographie dans l'intérêt de l'organisation de la conférence "Eurogeo 1998" à Luxembourg	500.000	500.000	500.000	
34.060	34.40	04.33	Bourses d'études et de voyage pour des activités à caractère pédagogique	2.340.000	2.340.000	2.340.000	
34.061	34.40	04.42	Bourses pour études à l'institut universitaire européen de Florence et aux Collèges d'Europe de Bruges et de Natolin	1.180.000	1.180.000	1.179.176	
34.062	34.40	04.42	Bourses pour études postuniversitaires ..	13.750.000	13.750.000	13.730.650	
34.063	34.40	04.01	Bourses d'études et de voyages dans l'intérêt des programmes de coopération européenne	1.070.000	1.070.000	0	
35.010	35.20	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.662.000	1.662.000	1.360.728	
35.040	35.50	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.035.000	8.035.000	8.025.630	
41.000	41.50	04.50	Subsides aux chambres professionnelles pour l'organisation de cours et séminaires dans l'intérêt de la formation professionnelle continue	1.640.000	1.640.000	1.640.000	
41.001	41.50	04.34	Subside à la chambre des métiers en faveur de l'organisation de cours de théorie générale et professionnelle préparatoires aux examens de maîtrise ainsi que de cours de perfectionnement professionnel (Non susceptible de transfert)	26.300.000	26.300.000	26.300.000	
41.002	41.50	04.50	Remboursement aux chambres professionnelles des rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises	14.074.000	T 12.132.000	12.131.781	
41.003	41.50	04.34	Subside destiné à la chambre des métiers pour couvrir partiellement les frais résultant de l'organisation de la formation professionnelle	3.000.000	3.000.000	3.000.000	
41.004	41.50	04.34	Subside à la chambre de commerce en faveur de l'organisation de la formation professionnelle pour mécaniciens d'avions	1.764.000	1.764.000	1.764.000	
41.005	41.50	04.34	Subside à la chambre des métiers pour la mise en route de la réforme du brevet de maîtrise	2.000.000	2.000.000	0	
43.000	43.22	04.00	Remboursement aux communes des frais d'orientation dans le cadre du passage primaire - postprimaire	5.000	5.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
74.000	74.10	04.30	Acquisition de véhicules automoteurs . . .	630.000	630.000	628.750	
74.040	74.22	04.30	Remplacement d'équipements spéciaux des établissements d'enseignement post-primaire (Sans distinction d'exercice) . . .	40.000.000 T	41.100.000	41.092.603	
74.041	74.22	04.30	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de programmes pédagogiques . .	90.000.000 T	94.900.000	94.874.149	
74.060	74.40	04.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins des établissements d'enseignement post-primaire	11.340.000 T	12.215.000	12.208.718	
<i>Total de la Section 11.0</i>				1.066.461.000	1.660.865.044	1.633.131.102	
Section 11.1 - Centre de technologie de l'éducation							
11.000	11.00	04.10	Traitements des fonctionnaires	8.903.000 D	11.046.000	9.562.978	
11.010	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.366.000	2.366.000	2.316.017	
11.030	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.887.000 D	1.913.000	1.912.513	
11.100	11.40	04.10	Indemnités d'habillement	19.000	19.000	18.750	
11.130	11.12	04.10	Sélection, évaluation, adaptation et élaboration de médias d'enseignement: indemnités pour services extraordinaires	200.000 T	0	0	
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	225.000	225.000	215.300	
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	80.000	80.000	61.132	
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	110.000 T	112.000	111.137	
12.041	12.12	04.10	Service de photocopie couleur: entretien et fournitures (Crédit non limitatif)	500.000	500.000	495.377	
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	675.000	675.000	670.638	
12.130	12.16	04.10	Frais de publication de catalogues et d'autres ouvrages édités par le CTE: frais d'impression, frais pour droits d'auteur, frais de mise en page, dépenses diverses	250.000 T	62.000	61.977	
12.140	12.16	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	200.000	200.000	191.542	
12.300	12.30	04.10	Frais de fonctionnement, dépenses diverses	3.675.000 T	3.638.000	3.637.440	
35.060	35.00	04.10	Cotisations à des organismes internationaux	35.000 T	37.000	36.502	
74.040	74.22	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux	1.140.000 T	1.561.000	1.560.612	
74.060	74.40	04.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	300.000	300.000	297.302	
<i>Total de la Section 11.1</i>				20.565.000	22.734.000	21.149.217	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits		Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			Section 11.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques					
11.000	11.00	04.01	Traitements des fonctionnaires	7.564.000	D	7.679.000	7.678.318	
11.010	11.00	04.01	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.159.000	D	2.536.000	2.535.811	
11.020	11.00	04.01	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000		10.000	0	
11.130	11.12	04.01	Indemnités pour services extraordinaires ..	4.352.000	T	4.592.000	4.577.486	
12.000	12.15	04.01	Indemnités pour services de tiers	180.000	T	89.000	86.800	
12.010	12.13	04.01	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	255.000	T	75.000	72.246	
12.040	12.12	04.01	Frais de bureau	400.000	T	350.000	349.753	
12.041	12.12	04.01	Formation continue des enseignants: fournitures diverses	100.000	T	40.000	39.194	
12.190	12.30	04.01	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de parti- cipation	3.196.000		3.196.000	3.067.987	
12.220	12.30	04.01	Projets de recherche réalisés dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987	21.000.000	T	20.900.000	20.810.190	
12.221	12.30	04.01	Projets d'élaboration et de recherche pédagogiques (Sans distinction d'exercice)	52.640.000	T	53.044.000	52.259.631	
12.222	12.30	04.01	Elaboration d'indicateurs statistiques sur le système éducatif luxembourgeois (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.800.000		5.800.000	5.711.755	
12.300	12.30	04.01	Centre de documentation: frais d'alimen- tation et frais connexes	700.000		700.000	672.287	
35.010	35.20	04.01	Cotisations et contributions à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne	400.000	T	237.000	225.291	
			<i>Total de la Section 11.2</i>	97.756.000		99.248.000	98.086.749	
			Section 11.3 - Centre de psychologie et d'orientation scolaire					
11.000	11.00	04.10	Traitements des fonctionnaires	64.413.000		64.413.000	59.832.202	
11.010	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	14.181.000	D	16.025.000	16.024.552	
11.020	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	282.000	D	7.491.000	7.490.898	
11.030	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	10.000	D	758.000	757.958	
11.040	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000		10.000	0	
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires ..	390.000	T	605.000	601.800	
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	800.000	T	620.000	611.400	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.001	12.15	04.60	Projet de recherche et de développement "S.I.R.I.U.S" (système informatique des ressources d'information universitaires et scolaires): indemnités pour services de tiers	380.000	T 345.000	342.000	
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	220.000	220.000	201.002	
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	1.662.000	T 1.843.000	1.840.767	
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	900.000	T 908.000	907.418	
12.080	12.11	04.10	Bâtiments: exploitation et entretien	500.000	T 319.000	156.860	
12.140	12.16	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information (Non susceptible de transfert)	4.860.000	4.860.000	4.775.988	
12.141	12.16	04.10	Frais de transport des élèves aux séances d'information scolaire	220.000	T 227.000	223.161	
12.190	12.30	04.10	Organisation de colloques sur les problèmes ayant trait à l'orientation, la psychologie et l'éducation; frais de location et d'hébergement des participants ..	140.000	140.000	139.640	
12.300	12.30	04.60	Unité nationale d'Eurydice: frais de fonctionnement	220.000	T 205.000	204.306	
33.000	33.00	04.10	Location de chambres pour étudiants: convention avec l'a.s.b.l. "Wunraum fir Studenten"	3.120.000	3.120.000	3.120.000	
33.010	33.00	04.10	Subsides aux associations estudiantines et aux associations de parents d'élèves ..	2.000.000	2.000.000	1.999.648	
34.010	34.30	04.42	Bourses pour études supérieures en faveur d'étudiants nécessiteux ne remplissant pas les conditions d'études prévues à l'article 2 de la loi du 8.12.1977 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures et de cas sociaux	8.750.000	8.750.000	8.750.000	
34.060	34.40	04.20	Subsides extraordinaires à des élèves de familles nécessiteuses fréquentant les enseignements primaire et postprimaire à l'étranger	4.500.000	4.500.000	4.460.150	
34.061	34.40	04.32	Subsides en faveur des élèves suivant l'enseignement postprimaire au Grand-Duché de Luxembourg	18.250.000	18.250.000	18.188.301	
34.062	34.40	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: subventions d'intérêt (loi du 8.12.1977) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000.000	100.000.000	88.677.268	
34.063	34.40	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: bourses d'études (loi du 8.12.1977) (Crédit non limitatif)	187.800.000	187.800.000	173.357.000	
34.064	34.40	04.32	Bourses pour études spéciales ne relevant pas de l'enseignement supérieur (Non susceptible de transfert)	3.400.000	3.400.000	3.241.000	
34.065	34.40	04.20	Bourses en faveur d'élèves et d'étudiants poursuivant des études spéciales dans le domaine culturel	1.500.000	1.500.000	1.042.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
35.060	35.00	04.10	Frais de location de chambres d'étudiants universitaires et frais accessoires	2.200.000	2.200.000	1.920.178	
53.010	53.20	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: garantie de l'Etat (loi du 8.12.1977) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
54.010	54.21	04.10	Participation extraordinaire à des travaux de remise en état à réaliser aux bâtiments de la fondation Biermans-Lapôtre à Paris (Crédit non limitatif)	10.000	10.000	0	
54.011	54.21	04.10	Participation à la construction de pavillons et de chambres d'étudiants; acquisition de concessions et de droits de réservation de chambres pour étudiants luxembourgeois (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
74.010	74.22	04.10	Acquisition de machines de bureau	480.000	480.000	470.995	
<i>Total de la Section 11.3</i>				421.208.000	431.009.000	399.336.492	
Section 11.4 - Sports scolaires et périscolaires							
12.080	12.11	04.13	Crédit commun pour la prise en charge des frais d'entretien des installations sportives mises à disposition des fédérations en dehors des heures de classe	200.000	200.000	199.501	
12.090	12.21	04.10	Frais de location d'installations d'éducation physique par les établissements scolaires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	31.850.000 D	37.328.000	37.327.627	
12.300	12.30	04.10	Frais de transport des élèves aux installations d'éducation physique	5.000.000	5.000.000	4.546.853	
33.010	33.00	04.13	Subsides au comité central de la L.A.S.E.L.	2.725.000	2.725.000	2.725.000	
33.011	33.00	04.12	Subsides au comité central de la L.A.S.E.P.	2.400.000	2.400.000	2.400.000	
33.012	33.00	04.13	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.L.	1.050.000	1.050.000	1.050.000	
33.013	33.00	04.20	Contribution de l'Etat à l'assurance responsabilité civile des sportifs de la L.A.S.E.L. et de la L.A.S.E.P.	85.000	85.000	82.794	
33.014	33.00	04.12	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.P.	2.610.000	2.610.000	2.610.000	
33.015	33.00	06.34	Subside à l'association luxembourgeoise pour la pratique des activités physiques et sportives des personnes inadaptées et handicapées mentales (A.L.P.A.P.S.) pour l'organisation des activités sportives nationales et régionales	190.000	190.000	190.000	
<i>Total de la Section 11.4</i>				46.110.000	51.588.000	51.131.775	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
Section 11.5 - Institut d'études éducatives et sociales							
11.000	11.10	04.44	Traitements des fonctionnaires	29.282.000	D 29.814.000	29.813.700	
11.010	11.10	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.139.000	2.139.000	1.503.034	
11.020	11.10	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 608.000	607.841	
11.030	11.00	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.280.000	1.280.000	1.096.036	
11.100	11.40	04.44	Indemnités d'habillement	8.000	8.000	7.500	
11.130	11.12	04.44	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	15.055.000	15.055.000	10.745.927	
12.000	12.15	04.44	Indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	31.605.000	31.605.000	26.444.943	
12.010	12.13	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.320.000	T 1.400.000	1.399.403	
12.080	12.11	04.44	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	2.895.000	2.895.000	2.891.980	
12.090	12.21	04.44	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des adminis- trations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.200.000	7.200.000	7.200.000	
12.100	12.11	04.44	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.947.000	15.947.000	15.178.968	
12.250	12.00	04.44	Frais d'exploitation courants	5.400.000	5.400.000	5.397.362	
34.060	34.40	04.44	Participation aux frais de stage d'étudiants de l'institut d'études éducatives et sociales à l'étranger: subsides	80.000	T 0	0	
43.000	43.22	04.44	Subside à la commune de Hesperange pour sa participation aux frais de fonction- nement de l'institut d'études éducatives et sociales	2.057.000	2.057.000	1.988.364	
74.040	74.22	04.44	Acquisition d'équipements spéciaux	1.020.000	1.020.000	1.012.741	
11.600	11.40	04.44	Indemnités d'habillement	9.000	9.000	8.750	
<i>Total de la Section 11.5</i>				115.307.000	116.437.000	105.296.549	
Section 11.6 - Recherche scientifique et recherche appliquée							
11.010	11.00	04.60	Indemnités des employés occupés à titre permanent	5.584.000	D 5.999.000	5.998.829	
11.020	11.00	04.60	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 2.045.000	2.044.141	
11.130	11.12	04.60	Indemnités pour services extraordinaires ..	350.000	350.000	326.500	
12.010	12.13	04.60	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	10.000	10.000	9.062	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.040	12.12	04.60	Frais de bureau	315.000	T 241.000	240.236	
12.120	12.30	04.60	Frais d'experts et d'études (Sans distinction d'exercice)	300.000	T 580.000	580.000	
12.130	12.16	04.60	Frais de publication (Non susceptible de transfert)	275.000	275.000	275.000	
12.190	12.30	04.60	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de parti- cipation	200.000	T 260.000	248.469	
12.191	12.30	04.60	Participation aux frais d'organisation de conférences scientifiques internationales ..	350.000	T 330.000	330.000	
12.300	12.30	04.60	Frais de gestion dans l'intérêt de la participation nationale à des programmes communautaires	110.000	110.000	110.000	
33.000	33.00	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention (Sans distinction d'exercice)	140.000.000	T 121.100.000	121.070.000	
33.001	33.00	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des activités communautaires ayant trait aux fonds structurels (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	D 17.158.000	17.158.000	
33.010	33.00	04.60	Subsides à divers instituts, centres et associations pour activités dans l'intérêt de la recherche et du développement technologique	330.000	T 300.000	300.000	
33.011	33.00	04.60	Contributions financières dans l'intérêt des centres de recherche publics	80.000.000	T 98.500.000	98.500.000	
34.060	34.40	04.60	Bourses de formation-recherche (Sans distinction d'exercice)	58.000.000	58.000.000	57.995.928	
34.070	34.50	04.60	Subsides à des particuliers pour activités dans l'intérêt de la recherche et du développement technologique	50.000	T 80.000	80.000	
35.020	35.30	04.60	Contributions à des projets et programmes de recherche internationaux et cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	155.000	T 275.000	274.347	
74.300	74.22	04.60	Acquisition d'équipements et de logiciels informatiques dans l'intérêt de projets de recherche	300.000	T 334.000	331.694	
<i>Total de la Section 11.6</i>				291.339.000	305.947.000	305.872.206	
Section 11.7 - Etablissements privés d'enseignement							
44.000	44.00	04.12	Subsides à des associations privées pour la prise en charge des élèves en dehors de l'horaire normal et pour l'organisation d'un enseignement et de loisirs surveillés au profit des élèves de l'éducation pré- scolaire et de l'enseignement primaire ..	15.200.000	15.200.000	15.200.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
44.001	44.00	04.50	Aides aux établissements privés d'enseignement postprimaire pour subvenir partiellement à leurs dépenses de fonctionnement (Crédit non limitatif)	765.000.000	D 814.693.000	814.692.153	
44.002	44.00	04.50	Subvention au "Veräin fir Waldorf-pädagogik, a.s.b.l." dans l'intérêt du fonctionnement de son enseignement secondaire	2.200.000	2.200.000	2.200.000	
44.003	44.00	04.50	Miami University, - John E. Dolibois European Center: subsides	7.133.000	7.133.000	7.133.000	
44.004	44.00	04.43	Institut universitaire international de Luxembourg: subsides et dépenses diverses	5.000.000	5.000.000	5.000.000	
<i>Total de la Section 11.7</i>				794.533.000	844.226.000	844.225.153	
Section 11.8 - Cantines scolaires							
11.000	11.00	04.10	Traitements des fonctionnaires	10.000	10.000	0	
11.010	11.00	13.90	Indemnités des employés occupés à titre permanent	10.000	10.000	0	
11.020	11.00	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	51.000.000	D 56.060.000	56.059.708	
11.040	11.00	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 1.946.000	1.945.741	
11.100	11.40	04.10	Indemnités d'habillement	237.000	237.000	218.751	
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires au profit des cantines scolaires	200.000	200.000	186.364	
12.020	12.14	04.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	210.000	T 255.000	254.525	
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	65.000	65.000	63.340	
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	122.000	122.000	105.828	
12.190	12.30	04.10	Frais de perfectionnement du personnel ..	30.000	30.000	14.000	
12.210	12.30	04.10	Exploitation des cantines scolaires sous régie directe: frais des repas et frais connexes (Crédit non limitatif)	35.000.000	35.000.000	31.088.593	
12.211	12.30	04.10	Exploitation des cantines scolaires: frais de fonctionnement des restaurants et cuisines sous régie privée (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	16.500.000	16.500.000	16.499.819	
12.300	12.30	04.10	Remplacement de matériel dans l'intérêt des cantines scolaires	1.100.000	T 1.055.000	1.018.326	
12.301	12.30	04.10	Dépenses de fonctionnement des cantines scolaires sous régie directe	1.320.000	1.320.000	1.273.059	
12.302	12.30	04.10	Réparation et entretien des équipements spéciaux des cantines scolaires (Crédit non limitatif)	500.000	500.000	498.710	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.303	12.30	04.14	Centre I.S.E.R.P.: dépenses de fonctionnement des chambres d'hôtes	300.000	300.000	167.090	
12.304	12.30	04.10	Exploitation des restaurants scolaires sous régie privée: location de matériel de cuisine (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	500.000	278.152	
74.300	74.22	04.10	Equipement des cantines scolaires; frais connexes (Sans distinction d'exercice) ..	28.200.000	28.200.000	28.173.520	
<i>Total de la Section 11.8</i>				135.324.000	142.320.000	137.845.526	
Section 12.0 - Education différenciée							
11.000	11.00	04.52	Traitements des fonctionnaires	528.516.000	528.516.000	467.178.189	
11.010	11.00	04.52	Indemnités des employés occupés à titre permanent	66.214.000	66.214.000	58.044.577	
11.020	11.00	04.52	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	80.230.000	80.229.634	
11.021	11.00	06.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire dans le cadre de mesures d'intégration scolaire en faveur d'enfants à besoins éducatifs spéciaux	37.215.000 D	43.275.000	18.885.462	
11.030	11.00	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	45.067.000	45.067.000	42.334.083	
11.040	11.00	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	1.908.000	1.907.541	
11.100	11.40	04.52	Indemnités d'habillement	500.000	500.000	465.501	
11.130	11.12	04.52	Indemnités pour services extraordinaires ..	2.400.000	2.400.000	1.832.014	
11.150	11.12	04.52	Indemnités pour leçons supplémentaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.890.000	7.890.000	7.448.163	
12.000	12.15	04.52	Indemnités pour services de tiers	500.000	500.000	126.325	
12.010	12.13	04.52	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	250.000	250.000	202.575	
12.012	12.13	04.52	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	500.000	500.000	491.807	
12.080	12.11	04.52	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	16.000.000	16.000.000	13.148.284	
12.090	12.21	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.147.000	8.147.000	7.410.272	
12.100	12.11	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.711.000	15.711.000	15.237.726	
12.120	12.30	04.52	Analyse et évaluation des mesures d'intégration scolaire	1.408.000	1.408.000	784.495	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.160	12.30	04.52	Acquisition et entretien de matériel médical et pharmaceutique	60.000	60.000	59.177	
12.250	12.00	04.52	Centre de logopédie: frais d'exploitation courants	2.730.000	2.730.000	2.284.272	
12.251	12.00	04.52	Centre de logopédie: frais d'exploitation courants de l'internat	6.456.000	6.456.000	6.096.840	
12.252	12.00	04.52	Institut pour déficients visuels: frais d'exploitation courants	1.350.000	1.350.000	1.325.079	
12.253	12.00	04.52	Institut pour infirmes moteurs cérébraux: frais d'exploitation courants	2.000.000	2.000.000	1.603.950	
12.254	12.00	04.52	Service de guidance de l'enfance: frais d'exploitation courants	1.652.000	1.652.000	1.164.350	
12.255	12.00	04.52	Centre d'observation: frais d'exploitation courants	660.000	T 678.000	677.797	
12.256	12.00	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Warken: frais d'exploitation courants ...	2.580.000	T 2.641.000	2.640.850	
12.257	12.00	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Walferdange: frais d'exploitation courants	1.040.000	1.040.000	1.036.826	
12.258	12.00	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Clervaux: frais d'exploitation courants ..	1.510.000	1.510.000	1.489.664	
12.259	12.00	04.52	Centre médico-pédagogique à Mondorf: frais d'exploitation courants	1.405.000	1.405.000	1.153.343	
12.260	12.00	04.52	Centre médico-pédagogique à Mondorf: frais d'exploitation courants de l'internat	760.000	760.000	588.359	
12.261	12.00	04.52	Centre d'intégration scolaire: frais d'exploitation courants	550.000	T 631.000	630.989	
12.262	12.00	04.52	Centre régional de Clervaux: frais d'exploitation courants	800.000	800.000	797.067	
12.263	12.00	04.52	Centre régional de Differdange: frais d'exploitation courants	433.000	433.000	431.800	
12.264	12.00	04.52	Centre régional d'Echternach: frais d'exploitation courants	750.000	T 753.000	752.033	
12.265	12.00	04.52	Centre régional d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	2.050.000	T 1.841.000	1.762.897	
12.266	12.00	04.52	Centre régional d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants	1.245.000	1.245.000	1.243.079	
12.267	12.00	04.52	Centre régional de Luxembourg: frais d'exploitation courants	1.900.000	T 2.600.000	2.589.266	
12.268	12.00	04.52	Centre régional de Redange: frais d'exploitation courants	555.000	555.000	554.448	
12.269	12.00	04.52	Centre régional de Roeser: frais d'exploitation courants	908.000	908.000	906.971	
12.270	12.00	04.52	Centre régional de Rumelange: frais d'exploitation courants	535.000	T 536.000	535.137	
12.271	12.00	04.52	Centre régional de Walferdange: frais d'exploitation courants	1.250.000	1.250.000	1.226.242	
12.272	12.00	04.52	Institut pour enfants autistiques et psychotiques: frais d'exploitation courants	2.585.000	2.585.000	2.080.760	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.280	12.00	04.52	Direction de l'Education différenciée: dépenses de fonctionnement courant . . .	1.000.000	1.000.000	925.804	
12.281	12.00	04.52	Service rééducatif ambulatoire: dépenses de fonctionnement	1.550.000	1.550.000	1.503.323	
32.010	32.00	04.52	Surveillance du transport scolaire	1.413.000	T 1.493.000	1.491.540	
33.000	33.00	04.52	Participation de l'Etat aux frais de personnel suppléant engagé dans les instituts gérés par des associations privées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	D 341.000	279.959	
33.010	33.00	06.34	Subsides aux associations s'occupant d'enfants inadaptés et handicapés	60.000		60.000	
34.010	34.30	06.34	Contribution à des parents ayant à charge des enfants inadaptés et à des personnes assurant un transport non rémunéré d'enfants inadaptés	1.700.000	T 1.745.000	1.736.880	
34.011	34.30	06.34	Contribution au placement d'enfants à des instituts étrangers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	55.735.000	55.735.000	52.825.454	
43.001	43.22	04.52	Services de guidance régionaux de l'enfance et commissions médico-psycho-pédagogiques communales: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	15.000.000	15.000.000	15.000.000	
43.002	43.22	04.52	Centre d'observation dans la région de Pétange: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	3.546.000	3.546.000	3.546.000	
43.003	43.22	04.52	Remboursement à la commune de Luxembourg du salaire du concierge du centre d'éducation différenciée de Luxembourg	1.430.000	T 650.000	450.970	
44.000	44.00	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Cap géré sous la surveillance de l'Etat par la ligue luxembourgeoise pour le secours aux enfants, aux adolescents et aux adultes mentalement handicapés: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	3.059.000	3.059.000	3.059.000	
44.001	44.00	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Bettange-Mess géré sous la surveillance de l'Etat par la fondation "association des parents d'enfants mentalement handicapés": participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	2.498.000	2.498.000	2.498.000	
44.002	44.00	04.52	Centre de réadaptation professionnelle pour handicapés physiques Emile Mayrisch à Dudelange géré sous la surveillance de l'Etat par la fondation "infirmes moteurs cérébraux": participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	4.277.000	4.277.000	4.277.000	
44.003	44.00	04.52	Subsides à des instituts ou associations dispensant ou promouvant l'éducation aux handicapés	800.000	800.000	800.000	
44.004	44.00	04.52	Subside à la société "thérapie équestre" pour séances d'hippothérapie dans l'intérêt de l'éducation différenciée	1.025.000	1.025.000	1.025.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
44.005	44.00	04.52	Participation aux frais de fonctionnement du centre de projets "Gruberbiere" géré par l'association pour la promotion de projets créatifs intégrés	1.830.000	1.830.000	1.830.000	
44.006	44.00	04.52	Groupe d'étude et d'aide au développement de l'enfant: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	10.022.000	10.022.000	10.022.000	
44.007	44.00	04.52	Projet "Liewenshaff" initié par l'a.s.b.l. "Paerdsatelier" à Heiderscheid: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	7.343.000	7.343.000	7.341.872	
44.008	44.00	04.52	Letzebuurger Aktionskrees Psychomotorik a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	2.400.000	2.400.000	2.400.000	
44.009	44.00	04.52	Schrëtt fir Schrëtt a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	1.354.000	1.354.000	1.354.000	
64.000	64.10	04.52	Ecoles, instituts et foyers d'éducation différenciée gérés par des associations: participation de l'Etat aux frais d'aménagement et d'équipement	1.200.000	1.200.000	1.200.000	
74.000	74.10	04.52	Acquisition de véhicules automoteurs	2.750.000	2.750.000	2.467.994	
74.010	74.22	04.52	Acquisition de machines de bureau	650.000	650.000	485.182	
74.020	74.22	04.52	Acquisition d'installations de télécommunications	200.000	200.000	154.473	
74.040	74.22	04.52	Acquisition d'équipements spéciaux	2.000.000	2.000.000	1.976.153	
74.050	74.22	04.52	Acquisition d'équipements informatiques	650.000	650.000	631.995	
74.060	74.40	04.52	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	500.000	500.000	385.879	
44.505	44.00	04.52	Participation aux frais de fonctionnement du centre de projets "Gruberbiere" géré par l'association pour la promotion de projets créatifs intégrés	379.000	379.000	379.000	
<i>Total de la Section 12.0</i>				890.523.000	978.992.000	869.465.322	
Section 12.1 - Service de la formation des adultes							
11.000	11.00	04.30	Traitements des fonctionnaires	57.256.000	57.256.000	56.128.142	
11.010	11.00	04.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.395.000	D 2.294.000	2.293.366	
11.020	11.00	04.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 56.760.000	56.759.582	
11.030	11.00	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	2.819.000	D 3.831.000	3.830.671	
11.040	11.00	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	Divers codes	Indemnités d'habillement	17.000	17.000	16.875	
11.130	11.12	04.33	Etudes secondaires dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités (Crédit non limitatif)	1.613.000	1.613.000	1.481.757	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.131	11.12	04.34	Etudes secondaires techniques dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités (Crédit non limitatif)	9.000.000	9.000.000	8.680.440	
11.132	11.12	04.44	Etudes supérieures dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités (Crédit non limitatif)	2.700.000	2.700.000	2.623.632	
11.133	11.12	04.53	Cours du soir spéciaux, y compris cours de langues et de perfectionnement organisés en faveur des travailleurs étrangers: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000.000 T	9.500.000	9.035.554	
11.134	11.12	04.53	Indemnités de surveillance pour l'organisation de cours spéciaux et d'autres manifestations	1.440.000	1.440.000	1.439.091	
11.135	11.12	04.53	Cours du soir de luxembourgeois organisés dans le cadre de la coopération transfrontalière de l'accord de Karlsruhe (Sans distinction d'exercice)	767.000	767.000	721.695	
12.000	12.15	04.53	Cours du soir spéciaux, y compris cours de langues et de perfectionnement organisés en faveur des travailleurs étrangers: indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)	22.870.000 T	22.370.000	19.916.560	
12.001	12.15	04.44	Etudes supérieures dirigées du soir: indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	300.000	300.000	293.043	
12.010	12.13	04.53	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	120.000	120.000	71.226	
12.080	12.11	04.53	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	1.020.000	1.020.000	1.014.603	
12.250	12.00	04.53	Centre de langues Luxembourg: frais d'exploitation courants	1.650.000	1.650.000	1.648.884	
12.300	12.30	04.53	Dépenses de fonctionnement des cours du soir: frais dans l'intérêt des divers cours et ateliers: entretien; matériel de nettoyage, réparations courantes et dépenses diverses	1.300.000	1.300.000	1.181.181	
74.300	74.22	04.53	Acquisition de machines de bureau, d'équipements didactiques et d'équipements divers pour les cours spéciaux	100.000	100.000	95.790	
<i>Total de la Section 12.1</i>				113.387.000	172.048.000	167.232.092	
Section 12.2 - Inspectorat							
11.000	11.00	04.20	Traitements des fonctionnaires	64.127.000	64.127.000	0	
11.010	11.00	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	656.000 D	711.000	710.277	
11.130	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires	937.000 T	968.000	966.194	
12.010	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.125.000	1.125.000	1.121.052	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.040	12.12	04.20	Sommes fixes pour frais de bureau allouées aux inspecteurs de l'enseignement primaire	680.000	680.000	680.000	
12.041	12.12	04.20	Frais de bureau	290.000	290.000	287.022	
12.050	12.12	04.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	390.000	T 359.000	358.511	
12.170	12.30	04.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	70.000	70.000	67.514	
11.630	11.12	04.33	Indemnités pour services extraordinaires ..	508.000	508.000	507.208	
			<i>Total de la Section 12.2</i>	68.783.000	68.838.000	4.697.778	
			Section 12.3 - Education préscolaire et enseignement primaire				
11.000	11.00	04.20	Traitements des fonctionnaires	4.345.307.000	D 4.516.057.000	4.505.598.122	
11.010	11.10	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	84.482.000	84.482.000	79.728.170	
11.020	11.00	04.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	202.254.000	D 341.340.000	169.927.209	
11.130	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires ..	3.240.000	3.240.000	3.233.328	
12.000	12.15	04.20	Indemnités pour services de tiers	1.300.000	1.300.000	1.290.151	
12.010	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	180.000	180.000	179.117	
12.190	12.30	04.20	Participation de l'Etat aux frais résultant de la mise en contact des instituteurs avec des systèmes scolaires étrangers	50.000	50.000	50.000	
12.300	12.30	04.20	Commission d'instruction: dépenses de fonctionnement; frais de documentation concernant l'enseignement primaire	45.000	45.000	16.754	
12.301	12.30	04.12	Elaboration, impression et édition, acquisition de manuels scolaires et de matériel didactique; frais pour droits d'auteur (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	86.000.000	86.000.000	85.794.616	
12.302	12.30	04.20	Classes à régime linguistique spécial: frais divers	130.000	130.000	39.374	
12.303	12.30	04.20	Promotion de la lecture: frais divers	150.000	150.000	149.394	
33.000	33.00	04.12	Manifestations de la jeunesse; rencontres internationales et échanges scolaires: participation de l'Etat	160.000	160.000	160.000	
33.001	33.00	04.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du centre de documentation et d'animation interculturelles (C.D.A.I.C.)	315.000	315.000	315.000	
33.002	33.00	04.20	Association pour la promotion de l'éveil aux sciences: subsides	110.000	110.000	110.000	
34.060	34.40	04.20	Education musicale: subsides	240.000	240.000	240.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
34.061	34.40	04.20	Education artistique: subsides	125.000	125.000	125.000	
43.000	43.22	04.20	Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	260.000.000	260.000.000	260.000.000	
43.001	43.22	04.20	Contribution aux frais des cours d'ouvrages manuels et d'enseignement ménager dans les classes primaires (Crédit non limitatif)	1.450.000	1.450.000	1.419.017	
43.002	43.22	04.20	Organisation de journées d'initiation artistique: participation de l'Etat	40.000	40.000	40.000	
43.003	43.22	04.20	Subsides aux communes, sièges de classes d'accueil pour élèves de nationalité étrangère et participation aux frais de cours spéciaux destinés à ces élèves	1.100.000	1.100.000	1.100.000	
43.004	43.22	04.12	Subsides aux communes pour la prise en charge des élèves en dehors de l'horaire normal et pour l'organisation d'un enseignement et de loisirs surveillés au profit des élèves de l'éducation présco- laire et de l'enseignement primaire (Crédit non limitatif)	52.500.000	52.500.000	52.084.397	
43.005	43.22	04.20	Participation aux frais résultant d'initiatives pédagogiques sur le plan communal	300.000	300.000	300.000	
44.000	44.00	04.20	Contribution aux frais d'enseignement des instituts, écoles et associations philan- thropiques	180.000	180.000	180.000	
43.500	43.22	04.20	Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat	140.000.000	140.000.000	140.000.000	
43.504	43.22	04.12	Subsides aux communes pour la prise en charge des élèves en dehors de l'horaire normal et pour l'organisation d'un ensei- gnement et de loisirs surveillés au profit des élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire	14.501.000	14.501.000	14.500.518	
<i>Total de la Section 12.3</i>				5.194.159.000	5.503.995.000	5.316.580.167	
Section 12.4 - Enseignement secondaire							
11.000	11.00	04.33	Traitements des fonctionnaires	3.122.749.000	3.122.749.000	2.963.263.952	
11.010	11.00	04.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	87.394.000	87.394.000	34.540.296	
11.020	11.00	04.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 3.139.000	3.138.297	
11.030	11.00	04.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	117.131.000	117.131.000	114.035.004	
11.040	11.00	04.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 1.834.000	1.833.115	
11.100	11.40	04.33	Indemnités d'habillement	1.000.000	1.000.000	984.438	
11.130	11.12	04.33	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	64.438.000	64.438.000	40.068.368	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
11.131	11.12	04.33	Indemnités des commissions nationales de programmes dans le cadre du projet Pericles (Crédit non limitatif)	1.500.000	1.500.000	745.200	
12.000	12.15	04.33	Indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	1.063.000	1.063.000	932.934	
12.010	12.13	04.33	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	2.600.000	2.600.000	2.599.706	
12.080	12.11	04.33	Bâtiments: entretien de différents immeubles (Non susceptible de transfert)	4.344.000	4.344.000	4.330.398	
12.081	12.11	04.33	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	44.785.000	44.785.000	44.755.677	
12.250	12.00	04.33	Athénée de Luxembourg: frais d'exploitation courants	4.290.000	4.290.000	4.254.822	
12.251	12.00	04.33	Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch: frais d'exploitation courants	6.750.000	T 6.725.000	6.718.045	
12.252	12.00	04.33	Lycée classique d'Echternach: frais d'exploitation courants	4.260.000	T 4.285.000	4.252.662	
12.253	12.00	04.33	Lycée de garçons de Luxembourg: frais d'exploitation courants	3.413.000	3.413.000	3.409.222	
12.254	12.00	04.33	Lycée de garçons d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	3.200.000	T 3.223.000	3.215.406	798
12.255	12.00	04.33	Lycée Robert Schuman à Luxembourg: frais d'exploitation courants	3.318.000	3.318.000	3.304.034	
12.256	12.00	04.33	Lycée Michel Rodange à Luxembourg: frais d'exploitation courants	4.795.000	4.795.000	4.788.130	
12.257	12.00	04.33	Dotations dans l'intérêt du fonctionnement du lycée Hubert Clement à Esch-sur-Alzette (Crédit non limitatif)	20.100.000	20.100.000	20.100.000	
12.300	12.30	04.33	Etablissements d'enseignement secondaire, jurys d'examen, commissions d'études: fournitures diverses	275.000	T 252.000	242.213	
12.301	12.30	04.13	Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch: annexes de Mersch: dépenses de fonctionnement de l'internat	6.200.000	6.200.000	6.139.149	
			<i>Total de la Section 12.4</i>	3.503.625.000	3.508.578.000	3.267.651.068	798
			Section 12.5 - Enseignement secondaire technique				
11.000	11.00	04.34	Traitements des fonctionnaires	4.642.288.000	4.642.288.000	4.388.545.095	
11.010	11.00	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	445.412.000	445.412.000	299.581.210	
11.020	11.00	04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 16.500.000	16.499.714	
11.030	11.00	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	209.320.000	209.320.000	199.603.072	
11.040	11.00	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 5.834.000	5.833.109	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
11.100	11.40	04.34	Indemnités d'habillement	1.583.000	1.583.000	1.555.826	
11.130	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	46.117.000	46.117.000	38.189.891	
12.000	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	12.656.000	12.656.000	12.651.849	
12.010	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	6.100.000	6.100.000	6.038.460	
12.080	12.11	04.33	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	78.500.000	78.500.000	77.151.980	
12.081	12.11	04.33	Bâtiments: entretien de différents immeubles (Non susceptible de transfert)	4.816.000	4.816.000	2.021.040	
12.090	12.21	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	55.322.000	55.322.000	54.019.363	
12.100	12.11	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	31.467.000	31.467.000	30.350.802	
12.120	12.30	04.34	Frais d'études sur les problèmes des formations des professions de santé et des professions sociales (Crédit non limitatif)	1.000.000	1.000.000	0	
12.140	12.16	04.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information dans l'intérêt de l'enseignement secondaire technique	5.000.000	5.000.000	4.966.235	
12.250	12.00	04.34	Lycée technique agricole d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants	10.674.000 T	10.704.000	10.699.101	3.708
12.251	12.00	04.34	Lycée technique des arts et métiers Luxembourg: frais d'exploitation courants	11.000.000	11.000.000	10.996.765	
12.252	12.00	04.34	Lycée technique d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	14.150.000	14.150.000	14.148.229	
12.253	12.00	04.34	Lycée technique d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants	8.840.000 T	8.895.000	8.881.401	
12.254	12.00	04.33	Lycée du nord: frais d'exploitation courants	6.350.000 T	6.740.000	6.648.303	
12.255	12.00	04.34	Lycée technique Joseph Bech de Grevenmacher: frais d'exploitation courants	4.532.000 T	4.552.000	4.469.469	
12.256	12.00	04.34	Lycée technique de Bonnevoie: frais d'exploitation courants	9.995.000 T	10.095.000	10.067.278	
12.257	12.00	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: frais d'exploitation courants	3.105.000 T	3.394.000	3.393.588	
12.258	12.00	04.34	Lycée technique Michel Lucius de Luxembourg: frais d'exploitation courants	4.566.000	4.566.000	4.556.955	
12.259	12.00	04.34	Lycée technique Mathias Adam de Pétange: frais d'exploitation courants	6.508.000 T	6.606.000	6.605.501	
12.260	12.00	04.34	Lycée technique Nic. Biever de Dudelange: frais d'exploitation courants	7.442.000 T	7.366.000	7.242.604	
12.261	12.00	04.34	Lycée technique "école de commerce et de gestion": frais d'exploitation courants	3.864.000 T	3.894.000	3.870.415	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.262	12.00	04.34	Lycée technique pour professions de santé: frais d'exploitation courants	4.850.000	T 4.865.000	4.825.415	
12.264	12.00	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique du centre de Luxembourg (Crédit non limitatif)	34.500.000	34.500.000	34.500.000	
12.300	12.30	04.13	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: dépenses d'exploitation de la cuisine et du restaurant (achat de matières alimentaires servant à la confection des menus) (Crédit non limitatif)	10.650.000	10.650.000	10.648.529	
12.301	12.30	04.34	Jurys d'examen et commissions d'études: fournitures diverses (Crédit non limitatif)	20.000	D 350.000	328.888	
12.302	12.30	04.13	Lycée du nord.- Dépenses de fonction- nement de l'internat	580.000	T 577.000	567.487	
12.303	12.30	04.13	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: frais d'exploitation de l'internat: dépenses diverses	75.000	T 78.000	61.538	
12.304	12.30	04.13	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: participation aux frais de logement des élèves de l'internat	300.000	300.000	299.140	
12.305	12.30	04.13	Lycée technique pour professions de santé.- Dépenses de fonctionnement des internats	100.000	100.000	51.499	
32.010	32.00	04.34	Aide particulière aux entreprises pour l'accueil d'élèves de l'enseignement secon- daire technique en stage de formation (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	9.884.005	
32.020	32.00	04.34	Remboursement des rémunérations des infirmiers de référence mis à la disposition du Lycée technique pour professions de santé par diverses institutions hospita- lières et de soins (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	32.000.000	32.000.000	23.265.401	
34.100	34.50	04.34	Subsides pour la mise à disposition d'infrastructures de travaux pratiques . . .	300.000	300.000	300.000	
43.000	43.22	04.34	Remboursement des frais du personnel technique du régime préparatoire et des formations pour professions de santé . . .	34.296.000	T 33.345.000	29.239.756	
74.000	74.10	04.34	Acquisition de véhicules automoteurs . . .	2.800.000	2.800.000	2.754.000	
11.630	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires .	231.000	231.000	230.542	
12.510	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	24.000	24.000	23.278	
12.580	12.11	04.33	Bâtiments: exploitation et entretien	471.000	471.000	470.440	
			<i>Total de la Section 12.5</i>	5.761.824.000	5.784.468.000	5.346.037.173	3.708
			Section 12.6 - Service de la formation professionnelle				
11.000	11.00	04.34	Traitements des fonctionnaires	65.563.000	65.563.000	60.989.821	
11.010	11.00	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	65.245.000	65.245.000	59.650.562	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.020	11.00	04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	26.058.000	D 28.211.000	28.210.799	
11.030	11.00	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	11.275.000	11.275.000	9.488.027	
11.040	11.00	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 502.000	501.525	
11.100	11.40	04.34	Indemnités d'habillement	62.000	62.000	46.250	
11.130	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	14.000.000	14.000.000	10.457.024	
12.000	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	37.000.000	37.000.000	33.081.806	
12.010	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	2.400.000	2.400.000	2.256.269	
12.020	12.14	04.13	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	190.000	190.000	177.907	
12.080	12.11	04.34	Bâtiments: exploitation et entretien (Crédit non limitatif)	10.000.000	10.000.000	5.318.877	
12.140	12.16	04.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information: frais divers	3.700.000	3.700.000	2.007.692	
12.141	12.16	04.34	Participation du Luxembourg au concours international de formation professionnelle pour jeunes	1.500.000	T 1.226.000	464.682	
12.190	12.30	04.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	200.000	T 221.000	220.651	
12.210	12.30	04.10	Exploitation des cantines des centres de formation professionnelle continue: frais des repas (Crédit non limitatif)	3.300.000	3.300.000	3.291.325	
12.250	12.00	04.34	Frais d'exploitation courants	6.692.000	T 6.945.000	6.944.457	
12.300	12.30	04.34	Jurys d'examen: fournitures diverses	3.180.000	3.180.000	3.160.074	
34.050	34.30	04.32	Subventions aux apprentis fréquentant des cours de formation professionnelle théorique à l'étranger à défaut d'un enseignement national dans la spécialité	100.000	100.000	14.944	
41.010	41.40	04.34	Dotation au bénéfice de l'institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (Crédit non limitatif)	10.000.000	10.000.000	10.000.000	
74.250	74.00	04.34	Installations et équipements des ateliers: acquisition de machines de bureau, d'équipements didactiques et d'équipements divers	5.300.000	5.300.000	4.021.197	
<i>Total de la Section 12.6</i>				265.775.000	268.420.000	240.303.889	
Section 12.7 - Enseignement universitaire							
11.000	11.00	04.43	Traitements des fonctionnaires	56.164.000	56.164.000	9.810.821	
11.001	11.00	04.43	Traitements des fonctionnaires affectés à tâche partielle (article 17 de la loi du 16.9.1996)	10.000	10.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.010	11.00	04.43	Indemnités des employés occupés à titre permanent	10.504.000	10.504.000	10.047.031	
11.020	11.00	04.43	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	112.000	112.000	77.041	
11.030	11.00	04.43	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	7.734.000	7.734.000	7.685.335	
11.040	11.00	04.43	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.130	11.12	04.14	Conseil national de l'enseignement supérieur: indemnités pour services extraordinaires	162.000	162.000	0	
11.135	11.12	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000.000	9.000.000	5.864.959	
33.010	33.00	04.14	Contribution financière dans l'intérêt de l'établissement public "Centre universitaire" (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	111.608.000	111.608.000	111.608.000	
			<i>Total de la Section 12.7</i>	195.304.000	195.304.000	145.093.187	
			Section 12.8 - Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques				
11.000	11.00	04.44	Traitements des fonctionnaires	1.936.000 D	2.002.000	2.001.144	
11.010	11.00	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	8.441.000	8.441.000	8.011.189	
11.020	11.00	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	9.488.000	9.488.000	8.261.038	
11.040	11.00	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	750.000	749.154	
11.100	11.40	04.44	Indemnités d'habillement	94.000	94.000	89.374	
11.130	11.12	04.44	Section de psychologie et de recherches psycho-pédagogiques et centre de documentation pédagogique: indemnités pour services extraordinaires	90.000	90.000	89.927	
11.131	11.12	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services extraordinaires (loi du 6.9.1983) (Crédit non limitatif)	1.300.000	1.300.000	1.292.434	
11.132	11.12	04.44	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage (Crédit non limitatif)	6.500.000	6.500.000	6.498.855	
11.133	11.12	04.44	Admission des candidats à l'I.S.E.R.P.: indemnités des membres des jurys d'examen (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	450.000	450.000	448.252	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.000	12.15	04.44	Section de psychologie et de recherches psycho-pédagogiques et centre de documentation pédagogique: indemnités pour services de tiers	50.000	50.000	48.912	
12.001	12.15	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	1.600.000	1.600.000	1.598.184	
12.002	12.15	04.44	Formation de base: indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif) ...	2.210.000	2.210.000	2.209.644	
12.010	12.13	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.725.000	1.725.000	1.659.889	
12.080	12.11	04.44	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	8.350.000	8.350.000	7.503.616	184.663
12.250	12.00	04.44	Frais d'exploitation courants	3.424.000	3.424.000	3.409.292	
12.251	12.00	04.44	Centres de documentation: frais d'exploitation courants	1.350.000	1.350.000	1.346.010	
34.060	34.40	04.14	Participation aux frais de stage d'étudiants de l'I.S.E.R.P. à l'étranger: subsides	560.000	560.000	560.000	
34.061	34.40	04.14	Participation aux frais de séjour d'étudiants étrangers à l'I.S.E.R.P.: subsides	100.000	100.000	100.000	
35.040	35.50	04.44	Cotisations à des réseaux de recherche internationaux	60.000	60.000	58.890	
74.010	74.22	04.44	Acquisition de machines de bureau	244.000	244.000	214.360	
74.040	74.22	04.44	Acquisition d'équipements spéciaux	740.000	740.000	708.834	
74.050	74.22	04.44	Acquisition d'équipements informatiques ..	1.290.000	1.290.000	1.286.480	
74.060	74.40	04.44	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	400.000	400.000	397.110	
74.300	74.22	04.44	Acquisition de matériel didactique dans l'intérêt du service de prêt pour la formation "éveil aux sciences"	600.000	600.000	595.920	
<i>Total de la Section 12.8</i>				51.022.000	51.828.000	49.138.508	184.663
Section 12.9 - Institut supérieur de technologie							
11.000	11.00	04.44	Traitements des fonctionnaires	146.102.000	146.102.000	120.230.655	
11.010	11.00	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.354.000	4.354.000	1.623.673	
11.020	11.00	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	24.000	23.053	
11.030	11.00	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	15.273.000	15.273.000	11.003.857	
11.040	11.00	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	1.008.000	1.007.126	
11.130	11.12	04.44	Indemnités pour services extraordinaires ..	70.000	70.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.133	11.12	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement; indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	15.000.000	14.854.410	
33.010	33.00	04.44	Contribution financière dans l'intérêt de l'établissement public "Institut supérieur de technologie" (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	44.105.000	44.105.000	44.105.000	
			<i>Total de la Section 12.9</i>	224.924.000	225.936.000	192.847.774	
			<i>Total du Département 11/12</i>	19.257.929.000	20.432.781.044	19.195.121.727	189.169
13 - MINISTERE DE LA FAMILLE							
Section 13.0 - Famille							
11.130	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires du Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance	30.000 T	32.500	32.500	
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers du Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance	28.000 T	45.500	45.500	
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour	120.000 T	143.000	142.883	
12.012	12.13	06.32	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	2.350.000 T	2.306.000	2.176.704	
12.020	12.14	06.36	Frais d'exploitation des véhicules auto-moteurs	472.000 T	314.500	269.112	
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau; dépenses diverses	321.000	321.000	304.247	
12.060	12.12	06.36	Location et entretien des installations de télécommunications	117.000 T	118.000	117.590	
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	2.256.000	2.256.000	1.574.435	
12.121	12.30	06.36	Frais d'experts et d'études relatifs au système des transferts sociaux	1.800.000	1.800.000	1.487.618	
12.300	12.30	06.36	Centre de formation socio-familiale: frais de fonctionnement; indemnités des conférenciers; acquisition d'équipements et de matériel didactique; frais de publication; dépenses diverses	1.500.000	1.500.000	1.101.618	
33.002	33.00	11.40	Subsides pour promouvoir les études et les recherches sur les problèmes de la distribution et pour faciliter l'information et l'orientation du consommateur	29.947.000	29.947.000	28.824.282	
33.003	33.00	11.40	Participation à EURO-Guichet-consommateur	3.065.000	3.065.000	3.065.000	
33.011	33.00	06.36	Subsides à des associations familiales	3.100.000	3.100.000	2.016.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.012	33.00	06.33	Subsides à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité ainsi qu'à des associations pour personnes âgées; subsides dans l'intérêt de la bienfaisance publique	2.300.000	2.300.000	2.290.000	
33.013	33.00	11.40	Organisation de journées du consommateur	1.523.000	1.523.000	1.507.536	
33.015	33.00	11.70	Subside dans l'intérêt de la défense de la petite épargne	500.000	500.000	500.000	
35.031	35.40	13.90	Participation à des études, séminaires et conférences pour promouvoir une meilleure conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle	150.000	150.000	0	
35.060	35.00	06.36	Contributions à des organismes internationaux	335.000	335.000	335.000	
74.000	74.10	06.36	Acquisition de véhicules automoteurs	800.000 T	910.000	909.627	
74.010	74.22	13.90	Acquisition de machines de bureau	300.000 T	170.000	169.510	
74.040	74.22	06.36	Centre de formation socio-familiale: acquisitions pour les besoins de la bibliothèque et du centre de documentation	40.000 T	217.500	217.288	
<i>Total de la Section 13.0</i>				51.054.000	51.054.000	47.086.450	
Section 13.1 - Service d'action socio-familiale. Enfants et adultes							
11.010	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	6.763.000	6.763.000	6.364.606	
11.020	11.10	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	100.000	100.000	32.500	
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	150.000	150.000	36.502	
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour	430.000	430.000	352.466	
12.040	12.12	06.32	Frais de bureau	50.000	50.000	48.909	
12.100	12.11	06.32	Foyers d'enfants: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	10.759.000	10.759.000	10.510.331	
12.120	12.30	06.32	Evaluation et programmation des structures d'accueil et d'assistance pour mineurs et jeunes adultes: frais d'experts et d'études	3.000.000	3.000.000	0	
12.140	12.16	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	800.000	800.000	521.864	
12.300	12.30	06.32	Mise en oeuvre des programmes d'action en faveur de la promotion des droits de l'enfant	600.000	600.000	467.204	
12.310	33.00	06.32	Programme d'action contre l'exploitation sexuelle d'enfants: dépenses diverses	3.000.000	3.000.000	1.785.092	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.000	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres de consultation et d'information familiales prévus par la loi du 15.11.1978, ainsi que d'autres services pour enfants et familles	181.540.000	181.540.000	181.529.363	
33.001	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services d'aide et d'assistance socio-familiale conventionnés	105.530.000	105.530.000	90.687.442	
33.002	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés pour jeunes	627.450.000	627.450.000	607.041.015	
33.003	33.00	04.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des internats socio-familiaux conventionnés	119.580.000	119.580.000	109.069.765	
33.004	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour conventionnés pour enfants et adolescents	477.621.000	T 476.221.000	456.908.436	
33.005	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais des services de placement familial conventionnés	170.557.000	170.557.000	140.496.729	
33.006	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour adultes .	149.605.000	149.605.000	145.955.734	
33.007	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour personnes handicapées	693.612.000	693.612.000	647.390.687	
33.008	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés créés dans le cadre de la décentralisation de l'HNPE	19.743.000	19.743.000	15.355.505	
33.009	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies conventionnées	7.200.000	T 8.600.000	8.597.363	
33.010	33.00	06.32	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement d'institutions et d'organisations socio-familiales non-conventionnés	5.045.000	5.045.000	5.045.000	
33.011	33.00	04.12	Participation aux frais d'exploitation d'internats socio-familiaux non conventionnés	3.500.000	3.500.000	3.500.000	
33.012	33.00	06.32	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour non-conventionnés	2.500.000	T 1.480.000	1.295.000	
33.013	33.00	06.32	Subsides de l'Etat aux frais d'infrastructure de foyers de jour non-conventionnés	1.000.000	1.000.000	270.000	
33.014	33.00	04.12	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies non-conventionnées et de services non-conventionnés prenant en charge les élèves en dehors des heures de classes	2.700.000	T 3.720.000	3.660.000	
33.015	33.00	06.34	Subsides à des associations oeuvrant en faveur des personnes handicapées et des accidentés de la vie	300.000	300.000	300.000	
33.016	33.00	06.32	Frais liés à la location de chaises par l'Etat dans des foyers de jour non-conventionnés pour enfants	3.700.000	3.700.000	262.305	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
34.010	34.30	06.32	Placement familial: secours aux familles d'accueil et à des associations sans but lucratif oeuvrant dans ce domaine	700.000	700.000	133.000	
52.000	52.10	04.12	Contribution aux frais de construction et d'équipement d'internats socio-familiaux	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
74.040	74.22	06.32	Internats et foyers de jour: frais d'équipement	100.000	100.000	0	
<i>Total de la Section 13.1</i>				2.598.645.000	2.598.645.000	2.438.616.818	
Section 13.2 - Solidarité							
11.130	11.12	06.20	Indemnités pour services extraordinaires	10.000	10.000	10.000	
34.010	34.30	06.20	Secours du chef de pertes essayées par suite d'accidents ou d'événements imprévus: secours particuliers; secours urgents et secours de route; subventions diverses; secours extraordinaires et suppléments de rente aux crédientiers des assurances sociales (Sans distinction d'exercice)	10.300.000	10.300.000	9.897.981	
34.011	34.30	06.20	Prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance maladie-maternité des personnes indigentes résidant au Luxembourg temporairement non bénéficiaires d'un régime de la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	500.000	377.617	
34.012	34.30	06.20	Secours du chef de pertes et dégâts essayés à la suite de catastrophes naturelles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000	D 347.000	346.900	
35.060	35.00	06.20	Remboursement de secours avancés à des Luxembourgeois en pays étrangers; subsides à des sociétés de bienfaisance à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	50.000	0	
43.000	43.22	06.20	Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigents indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	120.000.000	D 173.938.000	173.836.316	
43.001	43.22	06.20	Remboursement aux communes des frais incombant à l'Etat du chef de l'entretien d'indigents étrangers et indigènes dont le domicile de secours n'a pu être déterminé (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000.000	100.000.000	99.986.503	
<i>Total de la Section 13.2</i>				230.960.000	285.145.000	284.455.317	
Section 13.3 - Commissariat du Gouvernement aux étrangers							
11.000	11.00	06.36	Traitements des fonctionnaires	17.404.000	17.404.000	16.913.010	
11.010	11.00	06.36	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.928.000	2.928.000	2.648.824	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.020	11.00	06.36	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 526.000	525.676	
11.030	11.00	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	8.439.000	8.439.000	8.161.487	
11.040	11.00	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 671.000	670.586	
11.100	11.40	06.36	Indemnités d'habillement	30.000	T 38.000	37.501	
11.130	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	151.000	T 143.000	75.500	
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	253.000	253.000	147.000	
12.001	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers: indemnités pour perte de salaire des membres non fonctionnaires du Conseil National pour étrangers	50.000	50.000	0	
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour	100.000	100.000	71.413	
12.020	12.14	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	90.000	90.000	85.079	
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau	120.000	120.000	119.960	
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	12.820.000	12.820.000	12.758.245	
12.090	12.21	06.36	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif) ..	2.382.000	2.382.000	2.382.000	
12.100	12.11	06.36	Foyers d'accueil: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	1.766.000	D 4.098.000	3.906.125	
12.120	12.30	06.36	Frais de conception et de publication d'une étude sur l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
12.140	12.16	06.36	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	3.620.000	3.620.000	2.003.471	
12.190	12.30	06.36	Organisation d'une conférence nationale des étrangers et d'une conférence nationale des commissions consultatives communales pour étrangers	300.000	300.000	201.564	
12.250	12.00	06.36	Centres d'accueil et foyers créés en vue de l'hébergement de travailleurs migrants: frais d'exploitation; dépenses diverses ...	1.250.000	1.250.000	1.009.232	
12.300	12.30	06.36	Frais de formation	100.000	100.000	6.800	
33.010	33.00	06.36	Subsides à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité sociale en faveur des étrangers; subsides à des associations socio-culturelles favorisant l'intégration des étrangers	1.600.000	1.600.000	1.385.000	
33.011	33.00	06.36	Subsides aux frais de fonctionnement et d'exploitation de foyers d'hébergement pour travailleurs gérés par des organisations privées	1.600.000	1.600.000	1.050.000	
33.012	33.00	06.36	Accueil de réfugiés: fonctionnement des foyers d'accueil; entretien des réfugiés et des demandeurs d'asile (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	80.000.000	D 165.000.000	164.991.705	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.013	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet de promouvoir, au moyen de l'action et de la recherche, le dialogue, la rencontre et l'échange entre étrangers et Luxembourgeois	11.441.000	11.441.000	11.441.000	
33.014	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services ayant pour objet de promouvoir les mesures d'action sociales et d'intégration des étrangers	2.772.000	2.772.000	2.771.712	
33.015	33.00	06.36	Subsides à l'association chargée de l'organisation de l'Année européenne de lutte contre le racisme	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
34.010	34.30	06.36	Secours à des travailleurs migrants; entretien des demandeurs d'asile	270.000	270.000	209.284	
<i>Total de la Section 13.3</i>				151.506.000	240.015.000	235.572.174	
Section 13.4 - Fonds national de solidarité							
11.000	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics ...	40.990.000	40.990.000	38.997.574	
11.010	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	4.864.000	4.864.000	3.782.075	
11.020	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	70.000 D	1.780.000	1.777.268	
11.050	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: pensions et traitements d'attente; secours et trimestres de faveur; suppléments de pension	10.884.000	10.884.000	10.831.560	
11.100	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement	8.000	8.000	7.500	
11.130	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	669.000	669.000	655.170	
12.000	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	11.000 T	12.000	12.000	
12.010	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	130.000 T	88.485	88.485	
12.020	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	61.000 T	48.103	48.103	
12.040	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	300.000 T	339.514	339.514	
12.050	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	1.570.000 T	1.590.541	1.590.541	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.060	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	69.000	T 76.384	76.384	
12.080	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	1.400.000	1.400.000	1.399.571	
12.100	12.11	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	43.000	43.000	42.900	
12.110	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux (Crédit non limitatif)	860.000	860.000	201.640	
12.300	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle	97.000	T 82.973	82.973	
12.310	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	D 6.089.016	6.089.016	
34.010	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 26.7.1986 portant introduction d'un revenu minimum garanti, compte tenu des recettes du fonds (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.985.000.000	D 2.028.000.000	2.022.568.968	
34.011	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 13.6.1975 : allocation compensatoire en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes et de pensions (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	82.000.000	82.000.000	81.298.758	
34.012	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi modifiée du 16.4.1979: allocation spéciale pour personnes gravement handicapées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	468.000.000	D 474.816.460	474.816.460	
34.013	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les avances de pensions alimentaires définitivement irrécouvrables (article 14 de la loi du 26.7.1980) (Crédit non limitatif)	34.900.000	D 35.054.910	35.054.910	
34.014	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité dans l'intérêt du versement de l'allocation pour frais de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	300.000	300.000	151.815	
74.080	62.10	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	272.000	272.000	272.000	
74.300	62.10	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels spécifiques	2.850.000	2.850.000	2.850.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.630	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	4.000	4.000	3.283	
12.550	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	384.000	384.000	375.434	
12.580	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	50.000	50.000	49.930	
12.800	12.30	13.90	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle	6.000	6.000	6.000	
74.580	62.10	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	470.000	470.000	469.693	
<i>Total de la Section 13.4</i>				2.641.262.000	2.694.032.386	2.683.939.525	
Section 13.5 - Caisse nationale des prestations familiales							
11.000	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	92.692.000	92.692.000	81.678.750	
11.010	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	18.620.000	18.620.000	17.288.489	
11.020	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	9.071.000	9.070.511	
11.050	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: pensions et traitements d'attente; secours et trimestres de faveur; suppléments de pension	28.779.000 D	31.452.000	31.451.101	
11.130	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	173.000 T	64.890	23.228	
12.000	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	1.065.000	1.065.000	984.554	
12.010	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	5.000	5.000	2.708	
12.040	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	1.753.000 T	1.846.286	1.846.286	
12.050	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	13.323.000	13.323.000	12.736.019	
12.060	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	208.000	208.000	168.601	
12.080	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	5.444.000	5.444.000	5.236.945	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.090	42.00	06.13	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif) .	16.205.000	D 16.684.000	16.683.922	
12.110	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux (Crédit non limitatif)	40.000	40.000	10.000	
12.130	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports (Crédit non limitatif)	125.000	125.000	59.841	
12.140	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	47.000	T 61.824	61.824	
12.300	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle	66.000	66.000	58.860	
12.310	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	22.897.000	D 23.307.000	23.306.230	
42.000	42.00	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales: contribution de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.530.000.000	D 4.660.238.000	4.660.237.183	
42.001	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des allocations de naissance: allocations prénatales; allocations de naissance proprement dites et allocations postnatales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	310.000.000	D 316.890.000	316.889.303	
42.002	42.00	06.15	Prise en charge par l'Etat des allocations de maternité (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	249.000.000	249.000.000	215.075.269	
42.003	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat du remboursement de prêts aux jeunes époux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.000.000	25.000	
42.004	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation de rentrée scolaire (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	845.500.000	D 858.304.000	858.303.235	
42.005	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation d'éducation (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.988.000.000	D 2.006.057.000	2.006.056.587	
42.006	42.00	06.13	Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre de l'article 12 de la loi du 17.6.1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.348.000.000	D 3.440.154.000	3.440.153.693	
42.007	42.00	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales au titre de l'article 22 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.650.000.000	D 2.650.163.000	2.650.162.436	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
74.040	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	150.000	150.000	138.115	
74.080	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	340.000	340.000	339.918	
12.550	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	177.000	177.000	176.134	
12.580	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	305.000	305.000	304.091	
			<i>Total de la Section 13.5</i>	14.123.924.000	14.396.853.000	14.348.528.833	
			Section 13.6 - Centre du Rham				
11.000	11.00	06.32	Traitements des fonctionnaires	186.697.000	186.697.000	156.677.068	
11.010	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	39.070.000	39.070.000	36.324.085	
11.020	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	300.000 D	9.071.000	9.070.574	
11.030	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	106.068.000	106.068.000	100.822.586	
11.040	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	1.011.000	1.010.069	
11.100	11.40	06.33	Etablissement pour adultes: indemnités d'habillement	774.000	774.000	720.157	
11.101	11.40	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités d'habillement	56.000	56.000	45.000	
11.130	11.12	06.33	Etablissement pour adultes: indemnités pour services extraordinaires	92.000	92.000	72.000	
11.131	11.12	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	1.954.000 T	2.039.000	2.038.887	
12.000	12.15	06.33	Etablissement pour adultes: indemnités pour services de tiers	614.000 T	524.000	454.046	
12.001	12.15	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités pour services de tiers	715.000	715.000	714.407	
12.010	12.13	06.33	Etablissement pour adultes: frais de route et de séjour	130.000	130.000	128.086	
12.011	12.13	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: frais de route et de séjour	630.000 T	672.000	671.972	
12.030	12.16	06.33	Etablissement pour adultes: fourniture de vêtements de travail et de protection ...	10.000	10.000	9.908	
12.031	12.16	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: fourniture de vêtements de travail et de protection ...	10.000	10.000	9.952	
12.080	12.11	06.33	Etablissement pour adultes; bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	10.608.000	10.608.000	10.309.323	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.081	12.11	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat; bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	2.100.000	2.100.000	2.096.956	
12.090	12.21	06.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	280.000	280.000	280.000	
12.250	12.00	06.33	Etablissement pour adultes: frais d'exploitation; dépenses diverses	16.970.000	16.970.000	16.939.523	
12.251	12.00	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: frais d'exploitation; dépenses diverses	14.341.000	T 14.154.000	14.153.937	
34.010	34.30	06.32	Secours urgents, subventions diverses, secours extraordinaires à des jeunes suivis par le service social des maisons d'enfants de l'Etat	310.000	310.000	310.000	
74.040	74.22	06.33	Etablissement pour adultes: acquisition d'équipements spéciaux	350.000	T 440.000	429.354	
74.041	74.22	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition d'équipements spéciaux	47.000	T 170.000	169.481	
74.080	74.22	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition de mobilier	150.000	T 87.000	86.250	
			<i>Total de la Section 13.6</i>	382.286.000	392.058.000	353.543.621	
			Section 13.7 - Service d'action socio-familiale. Personnes âgées				
11.010	11.00	06.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	261.162.000	261.162.000	247.004.105	
11.020	11.00	06.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 18.249.262	0	
11.030	11.00	06.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	236.698.000	236.698.000	232.775.855	
11.040	11.00	06.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 9.447.670	0	
11.100	11.40	06.33	Indemnités d'habillement	2.090.000	2.090.000	1.861.422	
11.130	11.12	06.33	Indemnités des aumôniers et vicaires	36.000	T 0	0	
11.131	11.12	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: indemnités pour services extraordinaires	2.124.000	T 2.047.000	2.008.776	
11.132	11.12	06.33	Organismes consultatifs: indemnités pour services extraordinaires	52.000	T 12.000	12.000	
12.000	12.15	06.33	Organismes consultatifs: indemnités pour services de tiers	55.000	T 36.000	31.000	
12.001	12.15	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: indemnités pour services de tiers	7.800.000	T 7.650.000	7.635.044	
12.010	12.13	06.33	Service des personnes âgées et centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: frais de route et de séjour	1.600.000	T 1.888.000	1.877.071	
12.030	12.16	06.33	Fourniture de vêtements de travail et de protection	1.000.000	T 1.931.000	1.930.722	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Credits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.080	12.11	06.33	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	24.565.000	24.565.000	21.783.297	
12.140	12.16	06.33	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	500.000	500.000	482.146	
12.250	12.00	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: frais d'exploitation; dépenses diverses	124.340.000 T	123.971.000	123.345.589	
12.300	12.30	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: frais de formation	150.000 T	143.000	142.305	
12.310	12.30	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: acquisition de mobilier de faible valeur	3.045.000	3.045.000	2.710.975	
12.320	74.40	06.33	Programme national pour personnes âgées - gestion informatique: frais d'experts et d'études, dépenses diverses	1.500.000	1.500.000	1.297.850	
33.010	33.00	06.33	Subsides à des associations privées pour promouvoir la création et le fonctionnement de maisons de retraite, de foyers de jour, de foyers de nuit et de services d'aide à domicile pour personnes âgées ..	245.536.000 T	244.974.000	241.319.980	
33.011	33.00	06.33	Maison de retraite d'Useldange: participation de l'Etat	500.000	500.000	169.330	
33.012	33.00	06.33	Subsides à des associations et oeuvres pour personnes âgées	3.900.000	3.900.000	3.900.000	
33.014	33.00	06.33	Subsides à des organismes privés exploitant des maisons de retraite ainsi que des centres intégrés pour personnes âgées ..	80.000.000	80.000.000	80.000.000	
33.016	33.00	06.33	Maison de retraite de Grevenmacher: Participation de l'Etat au déficit éventuel d'exploitation résultant de la réduction momentanée de la capacité d'accueil en raison de travaux de transformations ...	5.000.000	5.000.000	5.000.000	
33.018	33.00	06.33	Subsides au foyer de jour "En Haerz fir eis Kanner" (Crédit non limitatif)	140.000	140.000	0	
33.020	33.00	06.33	Subsides à des associations pour l'organisation de l'année internationale des personnes âgées en 1999	2.500.000	2.500.000	2.500.000	
35.030	35.40	06.33	Contribution au fonds des Nations Unies pour l'année internationale des personnes âgées	150.000	150.000	150.000	
43.001	43.22	06.33	Maison de retraite de la commune de Sanem: prise en charge par l'Etat du déficit éventuel d'exploitation (Crédit non limitatif)	851.000 D	878.800	878.782	
43.020	43.52	06.33	Maison de retraite intercommunale de Clervaux: prise en charge par l'Etat du déficit éventuel d'exploitation (Crédit non limitatif)	2.500.000 D	2.688.500	2.688.498	
43.040	43.52	06.33	Subsides à des établissements publics gérés par des communes pour promouvoir la création et le fonctionnement de maisons de retraite, de foyers de jour, de foyers de nuit et de services d'aide à domicile pour personnes âgées	3.324.000	3.324.000	3.008.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
43.041	43.52	06.33	Maison de retraite de l'hospice civil de Remich; prise en charge par l'Etat du déficit éventuel d'exploitation	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
43.042	43.52	06.33	Maison de retraite de l'hospice civil d'Echternach; prise en charge par l'Etat du déficit éventuel d'exploitation (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	5.000.000	5.000.000	5.000.000	
52.000	52.10	06.33	Subsides à des associations privées pour promouvoir la création et le fonctionnement de maisons de retraite, de foyers de jour, de foyers de nuit et de services d'aide à domicile pour personnes âgées: acquisition de véhicules	8.500.000	8.500.000	5.929.530	
54.020	10.00	06.33	Participation financière de l'Etat dans la construction d'un foyer pour personnes âgées à Fiolhoso (Portugal) (Sans distinction d'exercice)	9.000.000	9.000.000	9.000.000	
74.000	74.10	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: acquisition de véhicules	3.340.000	3.340.000	3.227.380	
74.010	74.22	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: acquisition de machines de bureau	400.000	T 462.000	461.071	
74.040	74.22	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: acquisition d'équipements spéciaux	22.500.000	T 22.438.000	22.103.681	
74.060	74.40	13.90	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	500.000	500.000	481.275	
74.080	74.22	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: acquisition de mobilier	2.323.000	T 2.364.000	2.363.095	
11.600	11.40	06.33	Indemnités d'habillement	30.000	30.000	30.000	
12.750	12.00	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: frais d'exploitation; dépenses diverses	2.660.000	2.660.000	1.180.607	
<i>Total de la Section 13.7</i>				1.066.391.000	1.094.284.232	1.035.289.386	
Section 13.8 - Centres socio-éducatifs de l'Etat							
11.000	11.00	06.32	Traitements des fonctionnaires	77.062.000	77.062.000	73.603.150	
11.010	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	15.719.000	D 16.396.483	7.761.647	
11.020	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 5.784.906	0	
11.030	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	16.272.000	D 17.291.576	8.123.173	
11.040	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 553.648	0	
11.080	11.31	06.32	Frais de gratuité médicale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement	120.000	120.000	92.250	
11.120	11.12	06.32	Gratifications pour croix de service	5.000	5.000	0	
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires .	855.000	855.000	583.200	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.131	11.12	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services extraordinaires	200.000	T 96.000	37.500	
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	200.000	200.000	22.100	
12.001	12.15	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: primes d'apprentissage	1.560.000	T 1.664.000	1.662.600	
12.002	12.15	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services de tiers	630.000	630.000	503.075	
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	350.000	350.000	189.168	
12.011	12.13	06.32	Participation à l'encadrement de mineurs placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg; frais de route	73.000	73.000	0	
12.040	12.12	06.32	Institut d'Enseignement socio-éducatif: centre de documentation	213.000	213.000	206.087	
12.080	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	4.300.000	4.300.000	3.653.817	
12.100	12.11	06.32	Centres socio-éducatifs de l'Etat: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	674.000	674.000	673.400	
12.150	12.30	06.32	Frais d'hospitalisation et de clinique des pensionnaires qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des pensionnaires (Crédit non limitatif)	2.500.000	D 2.644.000	2.643.339	
12.210	12.30	06.32	Frais d'alimentation (Crédit non limitatif)	3.421.000	3.421.000	3.178.815	
12.250	12.00	06.32	Centre socio-éducatif de Dreiborn: frais d'exploitation et frais divers	2.922.000	T 2.982.000	2.975.701	
12.251	12.00	06.32	Centre socio-éducatif de Schrassig: frais d'exploitation et frais divers	2.486.000	T 2.426.000	2.274.173	
12.252	12.00	06.32	Groupe de vie pour jeunes drogués: frais d'exploitation et frais divers	491.000	491.000	490.935	
12.300	12.30	06.32	Dépenses relatives au travail des pensionnaires; acquisition d'outillage et de matières premières (Crédit non limitatif)	1.883.000	1.883.000	1.656.280	
12.310	12.50	06.32	Droit d'accise et taxe de consommation dus par les centres socio-éducatifs; taxe sur la valeur ajoutée due sur les produits achetés (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000	15.000	0	
12.650	12.30	06.32	Frais d'hospitalisation et de clinique des pupilles qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des pupilles	139.000	139.000	138.200	
<i>Total de la Section 13.8</i>				132.120.000	140.279.613	110.468.610	
<i>Total du Département 13</i>				21.378.148.000	21.892.366.231	21.537.500.734	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
14 - MINISTERE DE LA SANTE							
Section 14.0 - Ministère de la santé							
11.000	11.00	05.22	Clinique pédiatrique: traitements des fonctionnaires	6.853.000	6.853.000	6.196.908	
11.010	11.00	05.22	Maternité: indemnités des employés occupés à titre permanent	6.322.000	6.322.000	5.650.811	
11.011	11.00	05.22	Clinique pédiatrique: indemnités des employés occupés à titre permanent ...	9.099.000	9.099.000	6.791.351	
11.060	33.00	05.10	Prophylaxie des maladies sociales et autres affections, protection maternelle et infantile: participation aux frais de personnel de la ligue de prévention et d'action médico-sociales et de la Croix-Rouge luxembourgeoise, avances dans le même but (Crédit non limitatif)	237.900.000	237.900.000	237.900.000	
11.130	11.12	05.00	Indemnités pour services extraordinaires ..	798.000	798.000	781.530	
11.131	11.12	04.50	Réinsertion et formation continue pour professions de santé: indemnités des chargés de cours et de surveillance de stages	20.000	20.000	0	
12.000	12.15	05.00	Indemnités pour services de tiers	319.000	T 411.000	410.900	
12.001	12.15	05.00	Collège médical: indemnités pour services de tiers	1.000.000	1.000.000	974.802	
12.002	12.15	04.50	Réinsertion et formation continue pour professions de santé: indemnités des chargés de cours	200.000	200.000	0	
12.010	12.13	05.00	Frais de route et de séjour	450.000	450.000	300.376	
12.012	12.13	05.00	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	5.000.000	5.000.000	4.239.933	
12.020	12.14	05.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	150.000	150.000	116.436	
12.040	12.12	05.00	Ministère de la santé: frais de documentation	295.000	T 296.000	295.555	
12.041	12.12	05.00	Collège vétérinaire: frais de bureau	50.000	50.000	0	
12.080	12.11	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien	240.000	240.000	194.640	
12.121	12.30	05.00	Frais d'étude: fin de vie en dignité	1.500.000	T 1.753.000	1.752.800	
12.151	12.30	05.10	Frais médicaux en relation avec l'enseignement différencié et les ateliers protégés: honoraires et indemnités; dépenses diverses	800.000	800.000	781.663	
12.190	12.30	05.00	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel des administrations et services relevant du ministère de la santé	200.000	200.000	124.716	
12.320	12.30	05.00	Distinction honorifique pour les donneurs de sang bénévoles: dépenses diverses ...	600.000	T 1.293.000	1.285.488	
12.330	12.30	04.50	Frais d'impression des cartes professionnelles et autres mesures d'exécution de la loi du 26.03.92	100.000	100.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.340	12.30	05.20	Service médical d'urgence: frais de fonctionnement	2.300.000	T 2.004.000	1.573.383	
12.344	11.00	05.00	Participation financière à l'organisation et à la tenue de cours et de séminaires dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale dispensée au Luxembourg	500.000	500.000	451.699	
31.010	31.21	05.23	Remboursement au centre hospitalier de Luxembourg des frais découlant de l'organisation d'un service de narcodontologie en vue du traitement odonto-stomatologique conservateur des personnes mentalement handicapées	50.000	50.000	50.000	
31.020	31.22	05.21	Travaux de recherche effectués par le centre hospitalier de Luxembourg: participation aux frais	4.500.000	4.500.000	4.421.982	
31.030	31.12	05.30	Remboursement partiel aux Centres hospitaliers des frais occasionnés par des stages effectués par des médecins dans le cadre de la coopération internationale ou d'accords culturels: subsides	1.000.000	1.000.000	0	
31.050	31.32	05.20	Service médical d'urgence et de garde: service de permanence et de garde des hôpitaux: subsides à l'association des médecins et médecins-dentistes	19.324.000	19.324.000	19.324.000	
31.051	31.32	04.50	Cours pour personnel paramédical: remboursement aux patrons de stage de la part de l'Etat dans les indemnités des élèves paramédicaux (secteurs autres que les hôpitaux de moyen et court séjour) et de stagiaires en réintégration/intégration (Crédit non limitatif)	7.200.000	D T 8.496.000	8.405.252	3.795
31.053	31.32	05.20	Participation de l'Etat sur la base de modalités définies par règlement du Gouvernement en conseil aux frais d'hospitalisation des personnes non protégées par un régime d'assurance maladie et admises dans les hôpitaux dans le cadre du service d'aide médicale urgente (Crédit non limitatif)	1.300.000	1.300.000	0	
33.010	33.00	05.00	Collège médical: subsides pour frais de bureau et frais d'élections	470.000	470.000	194.756	
33.011	33.00	05.00	Subsides à la société des sciences médicales	220.000	220.000	220.000	
33.012	33.00	05.00	Subsides pour frais d'organisation et de participation à des congrès sanitaires, réunions scientifiques, expositions et publications scientifiques	600.000	600.000	580.000	
33.013	33.00	05.00	Conseil supérieur et conseil de discipline pour les professions de santé: subsides pour frais de bureau et autres	3.450.000	3.450.000	3.450.000	
33.014	33.00	05.00	Subventions à des organismes nationaux pour la participation à des institutions internationales	400.000	400.000	0	
33.015	33.00	05.22	Contribution aux frais de coordination de la formation continue du personnel de certaines professions de santé	3.070.000	T 1.525.000	400.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
33.016	33.00	05.10	Prophylaxie des maladies sociales et d'autres affections: participation aux frais de la ligue de prévention et d'action médico-sociales	2.543.000	2.543.000	2.543.000	
33.017	33.00	05.10	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement des dispensaires et centres médico-sociaux	6.100.000	6.100.000	6.100.000	
33.018	33.00	05.10	Protection maternelle et infantile: subsides destinés à couvrir diverses dépenses de la Croix-Rouge luxembourgeoise	1.800.000	1.800.000	1.800.000	
33.019	33.00	05.10	Subsides dans l'intérêt de l'éducation pour la santé et dans l'intérêt sanitaire	700.000	700.000	700.000	
33.020	33.00	05.10	Dépenses et subsides dans l'intérêt de cures et du placement d'enfants chétifs au bord de la mer, dans des sanatoriums d'altitude ou ailleurs	3.800.000	3.800.000	2.919.603	
33.021	33.00	05.10	Protection maternelle et infantile - subsides dans l'intérêt de l'organisation de cours pré- et postnataux et d'allaitement: initiation, formation, éducation et sensibilisation	1.700.000	1.700.000	1.700.000	
33.022	33.00	05.10	Subsides dans l'intérêt des associations oeuvrant dans le domaine de la santé de l'environnement	2.000.000	2.000.000	2.000.000	
33.023	33.00	05.00	Subsides dans l'intérêt de l'organisation d'une campagne en faveur du don du sang	2.000.000	2.000.000	2.000.000	
34.010	34.30	05.20	Suppléments de pension à des sages-femmes et autres pensionnés n'ayant pas le caractère de fonctionnaires, relevant ou ayant relevé des services du ministère de la santé	1.016.000	1.016.000	730.456	
34.011	34.30	05.10	Traitement des maladies sociales et d'autres affections: service de l'éducation pour la santé: subsides à des particuliers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.000.000	13.000.000	12.999.817	
34.050	34.30	04.50	Subsides dans l'intérêt de la formation du personnel des professions de santé	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
34.051	34.30	04.50	Subsides dans l'intérêt de la formation continue du personnel paramédical cadre	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
34.060	34.40	04.42	Formation, stages postuniversitaires et formation continue pour les médecins, médecins-dentistes et pharmaciens: subsides	6.000.000	T 5.350.000	4.734.743	
34.061	34.40	04.42	Médecins luxembourgeois en voie de formation à l'étranger: bourses (Crédit non limitatif)	9.200.000	9.200.000	9.185.000	
34.062	31.32	05.20	Indemnités allouées aux médecins effectuant un stage dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale (Crédit non limitatif)	7.000.000	7.000.000	3.841.323	
35.060	35.00	05.00	Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	10.255.000	T 11.163.000	11.162.588	
74.010	74.22	05.00	Acquisition de machines de bureau	100.000	T 22.000	0	
74.050	74.22	05.00	Acquisition d'équipements informatiques	45.000	T 461.000	460.582	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.080	74.22	05.00	Acquisition de mobilier de bureau	100.000	100.000	70.489	
11.560	11.10	05.10	Prophylaxie des maladies sociales et autres affections, protection maternelle et infantile: participation aux frais de personnel de la ligue de prévention et d'action médico-sociales et de la Croix-Rouge luxembourgeoise, avances dans le même but	2.570.000	2.570.000	2.570.000	
12.512	12.13	05.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	175.000	175.000	160.310	
<i>Total de la Section 14.0</i>				388.384.000	389.474.000	374.546.892	3.795
Section 14.1 - Direction de la santé							
11.000	11.00	05.00	Traitements des fonctionnaires	161.266.000	161.266.000	151.761.039	
11.010	11.00	05.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	60.288.000 D	60.810.000	60.809.850	
11.020	11.00	05.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	150.000 D	5.656.000	5.655.242	
11.030	11.00	05.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	5.387.000	5.387.000	5.306.448	
11.100	11.40	05.00	Indemnités d'habillement	40.000	40.000	35.375	
11.130	11.12	05.01	Autopsies faites dans un intérêt scientifique: indemnités	100.000 T	128.000	128.000	
11.131	11.12	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services extraordinaires	328.000	328.000	269.875	
11.132	11.12	05.00	Services de pléoptie et d'orthoptie: indemnités pour services extraordinaires	36.000	36.000	36.000	
11.133	11.12	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections - service de l'éducation pour la santé: indemnités pour services extraordinaires (Sans distinction d'exercice)	30.000	30.000	0	
12.000	12.15	05.00	Services de pléoptie et d'orthoptie: indemnités pour services de tiers	192.000 T	207.000	207.000	
12.001	12.15	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services de tiers	100.000 T	101.000	100.648	
12.002	12.15	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections: indemnités pour services de tiers	180.000 T	137.000	11.200	
12.003	12.15	05.10	Contrôle sanitaire des viandes et de l'hygiène des locaux dans les établissements agréés sur la base de la réglementation communautaire (Crédit non limitatif)	11.110.000 T	11.194.000	11.193.092	
12.010	12.13	05.00	Frais de route et de séjour	350.000	350.000	246.150	
12.011	12.13	05.00	Services audiophonologiques: frais de route et de séjour	450.000 T	531.000	530.288	
12.012	12.13	05.00	Services de pléoptie et d'orthoptie: frais de route et de séjour	400.000	400.000	383.284	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.013	12.13	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections (service de l'éducation pour la santé): frais de route et de séjour	20.000	20.000	11.792	
12.014	12.13	05.10	Service de médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: frais de route et de séjour	300.000	T 391.000	390.356	
12.015	12.13	05.10	Service de médecine dentaire scolaire: frais de route et de séjour	90.000	90.000	28.875	
12.040	12.12	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais de bureau et dépenses diverses	60.000	T 78.000	76.745	
12.041	12.12	05.00	Division de la radioprotection: impression de carnets radiologiques	400.000	T 0	0	
12.042	12.12	05.10	Carnet de santé et de maternité: frais d'impression	550.000	T 31.000	30.349	
12.080	12.11	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien	610.000	610.000	602.115	
12.090	12.21	05.00	Service du directeur de la santé: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	24.000.000	24.000.000	11.356.039	
12.100	12.11	05.00	Service du directeur de la santé: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	2.867.000	T 3.158.000	3.157.688	
12.101	12.11	05.00	Services audiophonologiques: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	2.500.000	2.500.000	2.500.000	
12.102	12.11	05.00	Division de la radioprotection: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	720.000	720.000	720.000	
12.120	12.30	05.00	Contrôle des médicaments: frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	260.000	T 327.000	326.324	
12.121	12.30	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais d'experts et d'études	200.000	200.000	184.986	
12.122	12.30	05.00	Division de la médecine curative: frais d'experts et d'études relatifs à la planification et au contrôle du secteur hospitalier (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.000.000	13.000.000	1.925.689	
12.123	12.30	05.00	Frais d'experts, d'études relatifs aux organismes génétiquement modifiés (Crédit non limitatif)	200.000	200.000	18.000	
12.124	12.30	05.00	Division de la Pharmacie et des Médicaments-création d'une agence nationale du médicament, création d'un centre neutre d'information du médicament: élaboration d'un concept	500.000	500.000	0	
12.125	12.30	05.00	Frais d'experts et d'études relatifs à la santé au travail	300.000	T 310.000	309.828	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.126	12.30	05.10	Frais d'experts et d'études dans l'intérêt de l'établissement d'un système d'information en matière de santé dans le cadre de la nouvelle stratégie de la Santé pour Tous	1.600.000	1.600.000	953.587	
12.127	12.30	05.10	Frais d'experts et d'études en relation avec l'hygiène alimentaire	225.000	T 8.000	0	
12.140	12.30	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections (service de l'éducation pour la santé); frais de sensibilisation et d'information (Non susceptible de transfert)	14.400.000	14.400.000	12.224.560	
12.141	12.16	05.10	Information dans le domaine de l'hygiène	2.250.000	T 1.816.000	1.729.805	
12.150	12.30	05.10	Contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge: honoraires médicaux, indemnités et dépenses diverses	35.000	35.000	0	
12.151	12.30	05.10	Frais médicaux en relation avec les prélèvements vaginaux-cervicaux-endo-cervicaux dans l'intérêt de la prophylaxie du cancer	2.700.000	T 2.704.000	2.703.760	
12.170	12.30	05.00	Division de la radioprotection: frais d'entretien des appareils (Crédit non limitatif)	500.000	T 664.000	663.562	
12.250	12.00	05.00	Service du directeur de la santé: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	3.330.000	3.330.000	3.216.785	
12.251	12.00	05.10	Division de l'inspection sanitaire: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	1.350.000	T 1.367.000	1.366.484	
12.252	12.00	05.20	Division de la médecine curative: frais de bureau et dépenses diverses	640.000	640.000	581.045	
12.253	12.00	05.00	Division de la pharmacie et des médicaments: frais de bureau et dépenses diverses	690.000	T 824.000	819.642	
12.254	12.00	05.00	Services audiophonologiques: frais d'exploitation; dépenses diverses	760.000	T 799.000	798.210	
12.255	12.00	05.00	Services d'orthoptie et de pléoptie: frais d'exploitation; dépenses diverses	410.000	410.000	400.597	
12.256	12.00	05.00	Division de la radioprotection: frais de surveillance de la radio-activité; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice)	2.374.000	T 2.621.000	2.620.803	
12.257	12.00	05.10	Service de la médecine de l'environnement: frais de fonctionnement	370.000	370.000	362.575	
12.258	12.00	05.00	Service des statistiques sanitaires: dépenses diverses	400.000	400.000	391.664	
12.259	12.00	05.10	Division de la médecine préventive et sociale (service de l'éducation pour la santé): frais de fonctionnement	950.000	950.000	873.088	
12.260	12.00	05.10	Service de médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: frais de fonctionnement	720.000	T 574.000	475.007	
12.261	12.00	05.10	Division de la médecine du travail: frais de fonctionnement	1.151.000	1.151.000	1.112.440	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.300	12.30	05.00	Frais d'établissement d'une liste de transparence des médicaments: dépenses diverses (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert)	50.000	50.000	0	
12.301	12.30	05.20	Frais d'analyses dans le cadre de la médecine de l'environnement	130.000	130.000	33.625	
12.302	12.30	05.10	Service de médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: honoraires médicaux et matériel médical	6.630.000	T 7.201.000	7.096.296	
12.303	12.30	05.10	Prophylaxie des maladies contagieuses: indemnités pour déclarations de maladies contagieuses, indemnités des hommes de l'art chargés de missions en cas d'épidémies, participation à la lutte contre la rage, dépenses dans l'intérêt de la lutte contre les épidémies (Crédit non limitatif)	5.050.000	5.050.000	2.664.597	
12.304	12.30	05.10	Vaccinations publiques non obligatoires: acquisition de vaccins, honoraires médicaux, frais d'organisation (Crédit non limitatif)	29.900.000	T 29.930.000	29.929.679	
12.305	12.30	05.10	Examen médical avant mariage: dépenses diverses	20.000	20.000	0	
12.306	12.30	05.10	Programmes de dépistage du cancer: frais d'organisation et d'évaluation d'un programme de dépistage du cancer du sein par mammographie (Sans distinction d'exercice)	5.600.000	T 5.194.000	5.193.178	
12.307	12.30	05.00	Frais d'experts et d'études pour la mise en oeuvre de l'action "Santé pour Tous"; prise en charge de dépenses effectuées dans le même but par des services, associations et organismes oeuvrant dans l'intérêt de la promotion de la Santé pour Tous	1.000.000	1.000.000	0	
12.308	12.30	05.10	Frais d'un programme à réaliser en vue d'améliorer la prise en charge de la santé maternelle et infantile	800.000	800.000	571.434	
12.309	12.30	05.10	Prise en charge de dépenses effectuées dans l'intérêt de l'éducation pour la santé dans le cadre de manifestations relevant du domaine de la santé	600.000	600.000	62.848	
12.310	12.30	05.00	Inspection des pesticides et des produits phytopharmaceutiques: frais de surveillance des pesticides et des vendeurs agréés; dépenses diverses	50.000	50.000	49.163	
12.311	12.30	05.10	Direction de la santé: programme de lutte contre les drogues et le S.I.D.A.: acquisition, stockage et destruction de seringues et autres dépenses	13.000.000	T 11.870.000	8.662.682	
12.312	12.30	07.32	Destruction de produits dangereux	10.000	10.000	288	
12.313	12.30	07.32	Evacuation de déchets radioactifs (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
12.314	11.00	05.00	Division de la radioprotection: acquisition, stockage et distribution d'iode stable . . .	3.130.000	T 2.830.000	2.609.534	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.340	12.30	05.00	Frais de maintenance d'un centre de pharmacovigilance	1.100.000	1.100.000	909.401	
12.341	12.30	05.22	Frais d'installation d'un réseau d'échange de données internationales en matière de médicaments	10.000	10.000	0	
12.342	12.30	05.00	Frais en relation avec les organismes génétiquement modifiés	100.000	100.000	51.160	
31.010	31.21	05.30	Remboursement au centre hospitalier de Luxembourg de frais découlant du fonctionnement d'un service de recensement des pollens et des spores fongiques au Luxembourg (Sans distinction d'exercice)	3.300.000	3.300.000	3.225.814	
31.011	31.21	05.23	Remboursement au centre hospitalier de Luxembourg des frais découlant de l'organisation d'un service national de médecine dentaire d'urgence pendant les fins de semaine	1.000.000	1.000.000	0	
31.050	31.32	05.00	Participation de l'Etat dans le cadre du démarrage des services de médecine du travail aux frais d'organisation d'une formation postuniversitaire de médecin du travail (Sans distinction d'exercice) ..	200.000	200.000	180.193	
33.000	33.00	05.01	Contributions financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt de la réalisation de projets conventionnés au titre II de la loi du 9 mars 1987 en vue de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	2.500.000	2.500.000	2.500.000	
33.001	33.00	05.11	Participation transitoire aux frais de fonctionnement et de prise en charge effectués par le laboratoire de recherche sur le SIDA	14.732.000	14.732.000	14.732.000	
33.002	33.00	05.00	Participation aux frais d'un Centre de ressources pour la santé à créer auprès du Centre de recherche public de santé ..	5.285.000	5.285.000	566.121	
33.010	33.00	05.00	Subside dans l'intérêt du fonctionnement d'un centre de ressource technologique pour personnes malentendantes	10.327.000	10.327.000	10.327.000	
33.011	33.00	05.10	Examens pré-nuptiaux: remboursement à la Croix-Rouge des frais d'analyse sanguine (Crédit non limitatif)	1.500.000	1.500.000	1.464.730	
33.012	33.00	05.22	Participation aux frais d'organisation d'un service de coordination et de promotion des dons d'organes	1.250.000	1.250.000	1.058.721	
33.013	33.00	05.10	Fonctionnement d'un service de moyens accessoires: subsides	13.720.000	13.720.000	13.720.000	
34.010	34.30	05.10	Examen médical avant mariage: remboursement des honoraires médicaux à des particuliers (loi du 19.12.1972) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.500.000	7.793.000	7.792.787	
74.000	74.10	05.10	Acquisition de véhicules automoteurs ...	1.090.000	1.090.000	1.089.625	
74.012	74.22	05.10	Division de l'inspection sanitaire: acquisition de machines de bureau	60.000	60.000	26.450	
74.013	74.22	05.10	Services audiophonologiques: acquisition de machines de bureau	150.000	150.000	138.115	

Article	Code écon.	Code fontc.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.020	74.22	05.00	Division de la pharmacie: acquisition d'installations de télécommunications ...	50.000	T 20.000	0	
74.030	74.22	05.00	Division de la radioprotection: acquisition d'appareils (Sans distinction d'exercice) ..	6.670.000	T 7.306.000	7.305.923	
74.032	74.22	05.00	Services de pléoptie et d'orthoptie: acquisition d'appareils	460.000	460.000	437.178	
74.033	74.22	05.00	Services audiophonologiques: acquisition d'appareils	200.000	T 219.000	218.678	
74.034	74.22	05.10	Service de médecine dentaire scolaire: acquisition d'appareils et d'instruments médicaux	100.000	100.000	92.702	
74.035	74.22	05.23	Echange partiel de l'installation dentaire du service médico-dentaire d'urgence au centre hospitalier de Luxembourg: acquisition d'appareils médicaux	100.000	100.000	83.044	
74.039	74.22	13.90	Services des statistiques sanitaires: acquisition d'équipements spéciaux	280.000	280.000	277.861	
74.040	74.22	05.00	Services audiophonologiques: acquisition d'équipements spéciaux	150.000	150.000	149.500	
74.041	74.22	05.00	Division de la pharmacie et des médicaments: acquisition d'équipements spéciaux	50.000	50.000	42.397	
74.043	74.22	05.10	Division de l'inspection sanitaire: acquisition d'équipements spéciaux	60.000	60.000	54.295	
74.044	74.22	05.10	Service de la médecine de l'environnement: acquisition d'équipements spéciaux	550.000	550.000	456.309	
74.045	74.22	05.10	Division de la médecine du travail: acquisition d'équipements spéciaux	350.000	T 379.000	378.147	
74.046	74.22	05.22	Service du contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: acquisition d'équipements spéciaux	40.000	40.000	37.549	
74.047	74.22	05.10	Division de la médecine préventive et sociale: acquisition d'équipements spéciaux	50.000	50.000	0	
74.048	74.22	05.10	Division de la médecine scolaire: acquisition d'équipements spéciaux	45.000	45.000	40.924	
74.049	74.22	05.00	Service du directeur de la santé: acquisition d'équipements spéciaux	100.000	T 111.000	110.677	
74.050	74.22	04.50	Division de la médecine curative: acquisition d'équipements informatiques	200.000	200.000	192.136	
74.052	74.22	05.00	Service des statistiques sanitaires: acquisition d'équipements informatiques	240.000	240.000	239.148	
74.053	74.22	05.00	Division de la pharmacie et des médicaments: acquisition d'équipements informatiques	150.000	150.000	148.601	
74.060	74.22	05.00	Division de la radioprotection: acquisition, modification et mise à jour de logiciels ..	80.000	T 825.000	823.889	
74.080	74.22	05.10	Division de l'inspection sanitaire: acquisition de mobilier	50.000	50.000	35.809	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.081	74.22	05.00	Division de la pharmacie et des médicaments: acquisition de mobilier	100.000	100.000	81.860	
74.082	74.22	05.00	Service du directeur de la santé: acquisition de mobilier	60.000	60.000	19.406	
74.083	74.22	05.00	Services audiophonologiques: acquisition de mobilier	100.000	100.000	85.140	
<i>Total de la Section 14.1</i>				461.873.000	467.901.000	415.572.505	
Section 14.2 - Laboratoire national de santé							
11.000	11.00	05.20	Traitements des fonctionnaires	165.695.000	165.695.000	148.199.913	
11.010	11.00	05.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	91.884.000	91.884.000	88.834.843	
11.020	11.00	05.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	24.420.000	24.419.531	
11.030	11.00	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	19.091.000	19.091.000	16.650.603	
11.040	11.00	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	1.567.000	1.566.772	
11.100	11.40	05.20	Indemnités d'habillement	950.000 T	1.018.000	1.017.564	
11.130	11.12	05.20	Indemnités pour services extraordinaires	624.000 T	273.000	84.000	
12.000	12.15	05.20	Indemnités pour services de tiers	180.000	180.000	165.000	
12.010	12.13	05.20	Frais de route et de séjour	40.000	40.000	22.372	
12.020	12.14	05.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	512.000 T	500.000	454.737	
12.040	12.12	05.20	Frais de bureau	4.680.000 T	4.692.000	4.691.124	
12.050	12.12	05.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	3.766.000	3.766.000	3.729.636	
12.060	12.12	05.20	Location et entretien des installations de télécommunications	180.000	180.000	179.052	
12.070	12.12	05.20	Location et entretien des équipements informatiques	880.000	880.000	857.853	
12.080	12.11	05.20	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	4.718.000	4.718.000	4.391.666	
12.090	12.21	05.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	156.000	156.000	0	
12.100	12.11	05.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	500.000 T	771.000	770.250	
12.120	12.30	05.20	Frais d'assistance technique en matière informatique (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert)	500.000	500.000	494.500	
12.121	12.30	05.20	Frais d'accréditation de laboratoire (Non susceptible de transfert)	300.000	300.000	262.449	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.160	12.30	05.20	Acquisition de réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums .	70.000.000	T 70.012.000	70.008.456	
12.161	12.30	05.20	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, animalerie et linge; matériel divers de laboratoire	8.670.000	8.670.000	8.654.618	
12.190	12.30	05.20	Frais d'inscription à des stages de formation continue, à des séminaires et à des congrès	500.000	500.000	366.029	
12.220	12.30	05.21	Programme de recherche effectué dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche-développement dans le secteur public: frais de fonctionnement	950.000	950.000	948.899	
12.300	12.30	05.20	Service de cytologie: frais d'exploitation propre	2.000.000	2.000.000	1.819.006	
12.301	12.30	05.20	Division de la chimie toxicologique et pharmaceutique: surveillance des drogués; acquisition de réactifs	5.500.000	5.500.000	5.022.239	
12.302	12.30	05.10	Division du contrôle alimentaire: contrôle des denrées et boissons alimentaires, résidus de pesticides, produits cosmétiques et objets usuels et médicaments; frais d'études et dépenses diverses	1.300.000	1.300.000	1.256.419	
12.303	12.30	05.20	Frais d'analyses à l'étranger (Crédit non limitatif)	400.000	D 2.725.000	1.963.551	
12.304	12.50	05.20	Matériel de laboratoire: taxes (Crédit non limitatif)	11.000.000	D 11.656.000	11.655.672	
34.050	34.30	05.20	Indemnités des stagiaires	150.000	150.000	141.800	
74.000	74.10	05.20	Acquisition de véhicules automoteurs . . .	720.000	720.000	447.564	
74.010	74.22	05.20	Acquisition de machines de bureau	180.000	180.000	178.565	
74.020	74.22	05.20	Acquisition d'installations de télécommunications	50.000	50.000	49.996	
74.030	74.22	05.20	Acquisition d'appareils de laboratoire . . .	20.000.000	20.000.000	19.782.446	
74.080	74.22	05.20	Acquisition de mobilier	100.000	100.000	97.360	
74.300	74.22	05.21	Programme de recherche effectué dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche-développement dans le secteur public: dépenses d'équipement	500.000	500.000	467.377	
11.600	11.40	05.20	Indemnités d'habillement	65.000	65.000	64.998	
12.660	12.30	05.20	Acquisition de réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums	4.000.000	4.000.000	3.988.396	
12.661	12.30	05.20	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, animalerie et linge; matériel divers de laboratoire	650.000	650.000	648.375	
<i>Total de la Section 14.2</i>				421.411.000	450.359.000	424.353.631	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			Section 14.3 - Service d'action médico-socio-thérapeutique				
12.010	12.13	05.00	Frais de route et de séjour	180.000	180.000	145.378	
12.040	12.12	05.00	Frais de bureau	170.000	T 195.000	193.856	
12.050	12.12	05.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	125.000	T 250.000	248.552	
12.080	12.11	05.00	Bâtiments: exploitation et entretien	540.000	T 576.000	575.649	
12.100	12.11	05.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.414.000	T 4.423.000	4.422.212	
12.160	12.30	05.00	Acquisition de matériel médical	20.000	20.000	0	
12.300	12.30	05.10	Indemnités et frais de route dans l'intérêt de la prise en charge des problèmes de santé dans le cadre du Centre péniten- tiaire	3.500.000	T 3.305.000	1.511.303	
33.011	33.00	05.23	Santé mentale: subsides dans l'intérêt du fonctionnement des services extra- hospitaliers de santé mentale	157.854.000	157.854.000	157.853.500	
33.012	33.00	06.34	Protection des personnes handicapées: subsides à des associations	2.096.000	2.096.000	2.096.000	
33.013	33.00	05.23	Fonctionnement de services de soins à domicile: subsides	35.492.000	35.492.000	35.492.000	
33.014	33.00	05.10	Fonctionnement des services d'interven- tion précoce: subsides	65.225.000	T 56.835.000	56.835.000	
33.015	33.00	05.23	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement de services stationnaires et ambulatoires de rééducation et de soins	9.745.000	T 18.135.000	18.135.000	
33.016	33.00	06.34	Subsides dans l'intérêt du développement et de la propagation d'aides médico-tech- niques, du registre morphologique des tumeurs et du suivi de personnes atteintes de maladies génétiques	24.080.000	24.080.000	24.080.000	
33.017	33.00	06.33	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement de foyers gériatriques de jour	26.923.000	26.923.000	26.923.000	
33.018	33.00	06.32	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement de services d'accompagnement psycho- logique et d'encadrement social	58.415.000	58.415.000	58.415.000	
33.019	33.00	06.36	Subsides dans l'intérêt de l'observatoire européen des drogues et des toxicoma- nies: antenne luxembourgeoise, ainsi que dans l'intérêt de l'a.s.b.l. "Prévention, Recherches, Etudes, Evaluations Européennes dans le domaine de la santé"	7.999.000	7.999.000	7.999.000	
34.010	34.30	06.33	Allocation de soins pour personnes âgées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	405.000.000	D 417.450.000	417.294.953	
34.011	34.30	06.22	Participation aux frais d'hospitalisation de patients déclarés par le contrôle médical de la sécurité sociale cas de simple héber- gement au sens de l'article 9 du C.A.S.:				

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			remboursements à des particuliers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	115.000.000	D 156.000.000	156.000.000	
74.010	74.22	05.22	Acquisition de machines de bureau	65.000	65.000	51.390	
			<i>Total de la Section 14.3</i>	916.843.000	970.293.000	968.271.793	
			Section 14.4 - Hôpital neuro- psychiatrique de l'Etat				
11.000	11.00	05.22	Traitements des fonctionnaires	519.066.000	519.066.000	475.917.038	
11.010	11.00	05.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	172.336.000	D 185.735.000	185.734.965	
11.020	11.00	05.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 22.043.000	22.042.402	
11.030	11.00	05.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	62.439.000	62.439.000	60.572.503	
11.040	11.00	05.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 2.962.000	2.961.970	
11.100	11.40	05.22	Indemnités d'habillement	2.472.000	2.472.000	2.365.871	
11.130	11.12	05.22	Indemnités pour services extraordinaires ..	220.000	220.000	129.600	
11.150	11.12	05.22	Indemnités pour heures supplémentaires des médecins-psychiatres (Crédit non limitatif)	14.135.000	14.135.000	13.321.821	
12.000	12.15	05.22	Indemnités pour services de tiers	228.000	228.000	19.000	
12.010	12.13	05.22	Frais de route et de séjour	1.046.000	1.046.000	1.026.971	
12.020	12.14	05.22	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs	665.000	T 692.053	692.053	
12.040	12.12	05.22	Frais de bureau	1.000.000	T 1.046.663	1.009.938	36.725
12.050	12.12	05.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	2.156.000	T 2.713.303	2.713.303	
12.060	12.12	05.22	Location et entretien des installations de télécommunications	552.000	T 577.005	577.005	
12.070	12.12	05.22	Contrat d'entretien du réseau informatique	165.000	165.000	156.204	
12.080	12.11	05.22	Bâtiments: exploitation et entretien	37.459.000	T 37.052.411	37.052.334	
12.160	12.30	05.22	Frais de médicaments, d'outillage médical et clinique; frais dentaires et frais de cli- nique; frais de traitements spéciaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	38.880.000	T 40.031.512	39.980.321	
12.190	12.30	05.22	Frais d'organisation de cours de formation continue pour le personnel des profes- sions de santé de l'hôpital neuropsychia- trique, cotisations à des organismes de professionnels de santé	350.000	T 915.967	915.967	
12.210	12.30	05.22	Frais d'alimentation	40.000.000	T 38.234.079	38.146.699	
12.250	12.00	05.22	Travail thérapeutique des malades; labora- toire; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice)	6.270.000	T 4.886.775	4.886.421	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.251	12.00	05.22	Centre thérapeutique à Useldange: frais d'exploitation; dépenses diverses	5.250.000	T 5.271.975	5.253.075	
12.252	12.00	05.22	Centre thérapeutique "Syrdallschlass": frais d'exploitation; dépenses diverses	4.336.000	4.336.000	4.335.777	
12.301	12.30	05.22	Crèche commune du personnel des hôpitaux du Nord: participation aux frais de fonctionnement (Non susceptible de transfert)	10.000.000	10.000.000	4.873.303	
74.000	74.10	05.22	Acquisition de véhicules automoteurs ...	410.000	410.000	390.000	
74.010	74.22	05.22	Acquisition de machines de bureau	70.000	70.000	63.193	
74.030	74.22	05.22	Acquisition d'appareils médicaux, pharmaceutiques et de laboratoire (Sans distinction d'exercice)	600.000	T 617.505	617.505	
74.040	74.22	05.22	Acquisition d'équipements spéciaux	2.080.000	T 3.140.868	3.138.932	
74.050	74.22	05.22	Acquisition d'équipements informatiques ..	300.000	T 381.884	381.884	
74.250	74.22	05.22	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels à ventiler	100.000	100.000	100.000	
Total de la Section 14.4				922.605.000	960.989.000	909.376.055	36.725
Section 14.5 - Maisons de soins de l'Etat							
11.000	11.00	05.22	Traitements des fonctionnaires	54.843.000	54.843.000	43.643.951	
11.010	11.00	05.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	179.549.000	179.549.000	168.626.684	
11.020	11.00	05.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	140.000	D 30.615.000	30.614.951	
11.030	11.00	05.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	100.607.000	D 100.980.000	100.979.320	
11.040	11.00	05.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 5.069.000	5.068.486	
12.250	12.00	05.22	Maison de soins de l'Etat à Vianden: frais d'exploitation; dépenses diverses	21.437.000	T 20.965.000	20.964.309	
12.251	12.00	05.22	Maison de soins de l'Etat à Differdange: frais d'exploitation; dépenses diverses ...	15.983.000	T 16.268.000	16.216.675	
12.252	12.00	05.22	Maison de soins de l'Etat à Echternach: frais d'exploitation; dépenses diverses	11.743.000	T 12.232.000	12.231.391	
33.000	12.00	05.22	Maison de soins conventionnée de l'Etat à Wiltz: loyers et charges locatives accessoires, frais de fonctionnement, dépenses diverses (Crédit non limitatif)	45.088.000	45.088.000	45.088.000	
33.001	12.00	05.22	Maison de soins conventionnée de l'Etat à Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation, dépenses diverses (Crédit non limitatif) ..	28.362.000	28.362.000	28.362.000	
33.002	12.00	05.22	Maison de soins conventionnée de l'Etat à Pétange: frais d'exploitation, dépenses diverses (Crédit non limitatif)	60.559.000	60.559.000	60.559.000	
33.003	33.00	05.22	Maison de soins à Bertrange: participation de l'Etat aux frais d'exploitation (Crédit non limitatif)	95.668.000	95.668.000	95.668.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.004	33.00	05.22	Maison de soins conventionnée St Joseph à Luxembourg: participation de l'Etat aux frais d'exploitation (Crédit non limitatif) .	62.320.000	62.320.000	62.320.000	
33.005	33.00	05.22	Maison de soins conventionnée à Bettembourg: participation de l'Etat aux frais d'exploitation (Crédit non limitatif) .	118.263.000	D 121.718.000	121.718.000	
33.006	33.00	05.22	Maison de soins conventionnée à Steinfort: participation de l'Etat aux frais d'exploitation (Crédit non limitatif)	54.162.000	54.162.000	54.161.000	
33.007	33.00	05.22	Domiciles protégés: participation à la couverture d'un excédent éventuel de dépenses	500.000	T 198.000	0	
33.010	33.00	05.23	Subsides à des associations oeuvrant dans l'intérêt des personnes nécessitant des soins gériatriques	260.000	260.000	259.992	
52.000	52.10	05.22	Participation aux frais d'acquisition d'équipement et de mobilier des maisons de soins	4.000.000	4.000.000	3.962.999	
74.000	74.10	05.22	Acquisition de véhicules automoteurs . . .	670.000	670.000	669.999	
74.250	74.00	05.22	Maisons de soins de l'Etat: acquisition de mobilier, d'appareils médicaux et d'équipements	4.130.000	4.130.000	3.979.917	
33.501	33.00	05.22	Maison de soins conventionnée de l'Etat à Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation, dépenses diverses	2.292.000	2.292.000	2.292.000	
			<i>Total de la Section 14.5</i>	860.586.000	899.948.000	877.386.674	
			Section 14.6 - Centre thermal et de santé de Mondorf				
11.010	11.00	05.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	38.570.000	38.570.000	35.562.177	
11.030	11.00	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	33.036.000	33.036.000	30.229.567	
11.031	11.00	05.20	Salaires pris en charge par l'Etat des ouvriers occupés à titre permanent à l'entretien des espaces extérieurs du centre thermal	27.720.000	27.720.000	27.391.535	
31.020	31.22	05.20	Remboursement au centre thermal et de santé de Mondorf du coût de l'entretien et de l'aménagement des espaces extérieurs	20.884.000	20.884.000	20.867.816	
31.520	31.22	05.20	Remboursement au centre thermal et de santé de Mondorf du coût de l'entretien et de l'aménagement des espaces extérieurs	229.000	229.000	228.759	
			<i>Total de la Section 14.6</i>	120.439.000	120.439.000	114.279.854	
			Section 14.7 - Dommages de guerre corporels				
11.010	11.00	06.35	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.150.000	4.150.000	2.813.677	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.020	11.00	06.35	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.130	11.12	06.35	Indemnités pour services extraordinaires ..	55.000	55.000	50.400	
12.010	12.13	06.35	Frais de route et de séjour	5.000	5.000	4.265	
12.040	12.12	06.35	Frais de bureau	55.000	55.000	44.404	
12.050	12.12	06.35	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif)	48.000	48.000	47.532	
12.070	12.12	06.35	Frais d'informatique: part dans les frais du centre de la sécurité sociale (Crédit non limitatif)	1.360.000	1.360.000	1.319.787	
12.080	12.11	06.35	Bâtiments: exploitation et entretien	380.000	380.000	358.889	
12.110	12.30	06.35	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	40.000	40.000	0	
34.000	34.20	06.35	Crédits mis à la disposition de l'office des dommages de guerre pour l'indemnisation des dommages de guerre corporels (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	310.000.000	310.000.000	310.000.000	
34.001	34.20	06.35	Aides aux mutilés civils de la guerre 1914-1918 (Crédit non limitatif)	431.000	431.000	427.788	
42.000	42.00	06.35	Remboursement de la part de l'office des assurances sociales dans la rémunération d'employés détachés à l'office des dommages de guerre corporels (Crédit non limitatif)	1.594.000	1.594.000	1.574.342	
74.080	74.22	06.35	Acquisition de mobilier de bureau	50.000	50.000	50.000	
			<i>Total de la Section 14.7</i>	318.178.000	318.178.000	316.691.084	
			<i>Total du Département 14</i>	4.410.319.000	4.577.581.000	4.400.478.488	40.520
 15 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT 							
Section 15.0 - Dépenses générales							
11.130	11.12	07.30	Indemnités pour services extraordinaires ..	25.000	25.000	0	
12.000	12.15	07.30	Indemnités pour services de tiers	10.000	10.000	0	
12.012	12.13	07.30	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	2.850.000	2.850.000	2.807.691	
12.020	12.14	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	65.000 T	67.000	66.204	
12.040	12.12	07.30	Frais de bureau	400.000	400.000	353.760	
12.070	12.12	07.30	Entretien du matériel informatique	4.355.000	4.355.000	4.022.871	
12.081	12.11	07.32	Bâtiments: exploitation et entretien	90.000 T	88.000	87.342	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.120	12.30	07.33	Frais d'études et d'experts en relation avec la gestion des déchets, l'épuration des eaux, la protection du sol et de l'atmosphère; études d'impact sur l'environnement; frais connexes (Sans distinction d'exercice)	12.500.000	T 11.196.000	6.041.695	
12.140	12.16	07.30	Acquisition et publication de matériel d'information, de matériel didactique et audiovisuel; organisation de colloques et de conférences sur des problèmes de l'environnement; participation à des foires; dépenses diverses	5.800.000	5.800.000	4.729.964	
12.190	12.30	07.30	Frais de formation du personnel	200.000	200.000	36.724	
12.301	12.30	07.50	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement naturel (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	2.000.000	2.000.000	168.605	
12.302	12.30	07.30	Mise en place d'un Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement . . .	6.000.000	6.000.000	6.000.000	
12.303	12.30	07.30	Ecoaudit: frais d'administration et de fonctionnement; dépenses diverses	2.000.000	2.000.000	1.049.600	
12.310	12.30	07.50	Frais d'exécution de la convention de Washington du 3.3.1973 portant sur le commerce de certaines espèces de la faune et de la flore sauvage, approuvée par la loi du 19.2.1975 (Crédit non limitatif) . . .	5.000	5.000	0	
12.311	12.30	07.30	Mesures et interventions destinées à permettre la mise en place d'un réseau national d'information en matière d'environnement: subvention et participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement et d'équipement; études, expertises, publications et dépenses directes dans le même but (Sans distinction d'exercice)	1.200.000	T 1.589.000	1.588.988	
12.314	12.30	07.50	Frais d'administration et de fonctionnement concernant l'attribution du label écologique dans le cadre de l'initiative communautaire	150.000	150.000	0	
12.315	12.30	07.30	Mise en place d'un système intégré de gestion de l'environnement	7.000.000	T 6.611.000	3.422.053	
33.000	33.00	07.30	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'environnement	6.000.000	6.000.000	6.000.000	
33.001	33.00	07.50	Subventions à des établissements d'utilité publique dans l'intérêt de la gestion des réserves naturelles	2.500.000	2.500.000	2.500.000	
33.002	33.00	07.50	Contribution aux frais de fonctionnement de l'établissement public "Parc Hosingen"	5.000	5.000	0	
33.012	33.00	07.30	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de projets conventionnés en matière de guidance écologique	12.880.000	12.880.000	12.880.000	
34.070	34.50	07.30	Activités informatives, éducatives, pédagogiques, culturelles et scientifiques dans l'intérêt de la protection de l'environnement: primes et récompenses	200.000	200.000	200.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
35.020	35.30	07.30	Coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain dans le cadre interrégional	2.300.000	2.300.000	2.110.412	
35.060	35.00	07.50	Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	6.945.000 T	8.057.000	8.056.854	
43.300	43.22	07.30	Subsides aux communes et syndicats intercommunaux dans l'intérêt de la création de services de conseil écologique ..	500.000	500.000	0	
52.000	52.10	07.50	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de terrains par les établissements d'utilité publique en vue de la constitution de réserves naturelles	3.500.000	3.500.000	3.500.000	
52.010	52.20	07.30	Mesures destinées à promouvoir l'utilisation de procédés et de technologies dans l'intérêt de la protection de l'environnement: participation de l'Etat à des projets ayant pour but de favoriser la protection de l'environnement	600.000	600.000	0	
63.000	63.21	07.33	Travaux et fournitures dans l'intérêt sanitaire et hygiénique: construction de canalisations, de collecteurs et de stations d'épuration; protection et restauration des cours d'eau; aménagement de décharges désaffectées; construction d'installations de dépollution dans le domaine de la pollution de l'air, de l'élimination des déchets et de la protection contre le bruit: subsides aux communes ..	10.000.000	10.000.000	10.000.000	
74.050	74.22	07.30	Acquisition d'équipements informatiques ..	1.000.000 T	1.397.000	1.396.291	
74.060	74.40	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	310.000 T	105.000	104.810	
<i>Total de la Section 15.0</i>				91.390.000	91.390.000	77.123.864	
Section 15.1 - Administration de l'environnement							
11.000	11.00	07.30	Traitements des fonctionnaires	91.280.000	91.280.000	89.285.012	
11.010	11.00	07.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.210.000 D	4.071.000	4.070.391	
11.020	11.00	07.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	94.000 D	2.092.000	2.091.557	
11.030	11.00	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	2.522.000 D	2.783.000	2.782.015	
11.040	11.00	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	07.30	Indemnités d'habillement	360.000	360.000	342.500	
12.010	12.13	07.30	Frais de route et de séjour	180.000	180.000	103.612	
12.020	12.14	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	1.070.000	1.070.000	1.062.825	
12.030	12.16	07.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection	110.000	110.000	42.603	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits		Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.040	12.12	07.30	Frais de bureau	1.600.000	T	1.850.000	1.842.056	
12.050	12.12	07.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations (Crédit non limitatif)	1.700.000	T	1.895.000	1.894.203	
12.060	12.12	07.30	Location et entretien des installations de télécommunications	50.000	T	110.000	109.797	
12.070	12.12	07.30	Location et entretien des équipements informatiques	2.000.000		2.000.000	146.096	
12.080	12.11	07.30	Bâtiments: exploitation et entretien	195.000	T	263.000	262.240	
12.100	12.11	07.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	6.750.000		6.750.000	6.617.902	
12.120	12.30	07.30	Etudes et évaluation de l'impact des activités industrielles, agricoles et urbaines sur la salubrité de l'environnement: frais d'études et d'analyses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.500.000	T	7.333.000	6.505.667	
12.122	12.30	07.30	Etudes et consultance en relation avec la gestion des déchets	15.700.000		15.700.000	13.072.630	
12.140	12.16	07.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	800.000		800.000	228.738	
12.141	12.16	07.34	Actions pédagogiques dans l'intérêt de la gestion des déchets	350.000		350.000	107.695	
12.160	12.30	07.30	Acquisition de matériel de laboratoire	8.750.000	T	8.237.000	8.147.442	
12.161	12.30	07.30	Frais de laboratoire dans l'intérêt de la réalisation d'analyses par des étudiants	100.000	T	40.000	0	
12.190	12.30	07.30	Cours de formation du personnel	270.000		270.000	165.679	
12.300	12.30	07.34	Frais d'études, d'experts et d'analyses spéciales; frais de gestion, d'exploitation et d'entretien de réseaux de surveillance; frais de traitement de données; dépenses diverses	15.900.000		15.900.000	14.163.154	
12.301	12.30	07.40	Frais d'études pour la désignation des zones de protection des sources et puits	5.000.000		5.000.000	0	
12.302	12.30	07.35	Etudes dans le domaine de la lutte contre la pollution atmosphérique, contre l'effet de serre et contre le bruit	10.000.000	T	9.167.000	7.630.117	
12.303	12.30	07.30	Frais de gestion et de contrôle des dossiers de demande d'autorisation (loi com- modo); élaboration de guides et formu- laire-types; dépenses diverses	10.000.000		10.000.000	2.881.715	
12.313	12.16	07.33	Assistances au fonctionnement, à l'entretien et au contrôle de stations d'épuration et à la gestion de l'eau	14.000.000		14.000.000	7.766.219	
12.314	12.16	07.34	Frais de fonctionnement de projets de gestion des déchets	27.100.000		27.100.000	25.673.433	
12.316	12.16	07.34	Elaboration d'un cadastre des anciennes décharges et des sites contaminés.	3.000.000		3.000.000	0	
51.041	51.10	07.30	Subsides dans l'intérêt de la promotion d'une meilleure protection de l'environ- nement	7.500.000	T	6.088.000	1.000.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
52.010	52.20	07.30	Subsides à des associations et à des particuliers pour la construction de fosses à lisier et à purin	500.000	500.000	272.188	
53.010	53.20	07.40	Subsides à des particuliers dans le but d'une utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation	2.700.000	T 4.112.000	4.111.828	
74.000	74.10	07.30	Acquisition de véhicules automoteurs ...	670.000	T 637.000	604.336	
74.010	74.22	07.30	Acquisition de machines de bureau	450.000	T 483.000	483.000	
74.020	74.22	07.30	Acquisition d'installations de télécommunications	130.000	130.000	128.812	
74.030	74.22	07.30	Acquisition d'appareils de laboratoire ...	8.800.000	T 9.178.000	9.177.628	
74.040	74.22	07.30	Acquisition d'équipements spéciaux	2.400.000	T 2.022.000	1.830.690	
74.050	74.22	07.30	Acquisition d'équipements informatiques ..	795.000	795.000	668.346	
74.060	74.40	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	5.000.000	5.000.000	2.571.888	
			<i>Total de la Section 15.1</i>	257.546.000	260.666.000	217.844.014	
			Section 15.2 - Administration des eaux et forêts				
11.000	11.00	07.50	Traitements des fonctionnaires	246.986.000	246.986.000	235.283.321	
11.010	11.00	07.50	Indemnités des employés occupés à titre permanent	11.344.000	11.344.000	9.562.293	
11.020	11.00	07.50	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 2.681.000	2.680.890	
11.030	11.00	07.50	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	12.557.000	12.557.000	11.623.349	
11.040	11.00	07.50	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 147.000	146.341	
11.060	11.10	07.50	Indemnités pécuniaires de maladie des ouvriers forestiers occupés en zone verte (Crédit non limitatif)	100.000	100.000	0	
11.070	11.00	07.50	Subventions de préstage	180.000	T 0	0	
11.100	11.40	07.50	Indemnités d'habillement	2.537.000	2.537.000	2.534.901	
11.120	11.12	07.50	Gratifications pour croix de service (Crédit non limitatif)	266.000	266.000	197.520	
11.130	11.12	07.50	Indemnités pour services extraordinaires ..	2.376.000	2.376.000	2.312.187	
12.000	12.15	07.50	Indemnités pour services de tiers	51.000	51.000	33.050	
12.010	12.13	07.50	Administration générale: frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.500.000	T 1.573.000	1.572.827	
12.011	12.13	07.50	Préposés forestiers: frais de route et de séjour, frais de déménagement	70.000	T 36.000	35.180	
12.020	12.14	07.50	Administration générale: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.150.000	T 3.000.000	2.966.960	
12.021	12.14	07.50	Préposés forestiers: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	4.786.000	T 5.348.000	5.343.878	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.040	12.12	07.50	Frais de bureau	2.500.000	T 2.420.000	2.349.028	
12.050	12.12	07.50	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	4.519.000	T 4.309.000	4.308.088	
12.060	12.12	07.50	Location et entretien des installations de télécommunications	120.000	T 155.000	149.350	
12.070	12.12	07.50	Location et entretien des équipements informatiques	1.310.000	T 1.324.000	1.322.612	
12.080	12.11	07.50	Bâtiments: exploitation et entretien	2.500.000	2.500.000	2.381.316	
12.100	12.11	07.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	16.660.000	16.660.000	8.762.621	
12.120	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études	2.700.000	2.700.000	2.700.000	
12.130	12.16	07.50	Frais de publication	1.000.000	T 931.000	876.514	
12.190	12.30	10.40	Ecole forestière, entraînement, cours préparatoires et examens pour l'obtention du permis de chasse (loi du 25.5.1972): achat de matériel d'instruction, d'armes et de munitions, frais d'assurance-respon- sabilité civile et dépenses diverses	390.000	390.000	373.807	
12.300	12.30	07.50	Préparation de nouveaux plans d'aména- gement, d'inventaire et d'études station- nelles dans les forêts soumises au régime forestier; acquisition et réparation de matériel géodésique, dendrométrique, photogrammétrique et cartographique; acquisition de bornes; délimitation de forêts et de parcelles dans les bois domaniaux	1.000.000	1.000.000	969.198	
12.301	12.30	08.30	Aménagements servant à la récréation, aux loisirs et à l'instruction des promeneurs dans les forêts soumises au régime forestier	1.150.000	1.150.000	1.047.523	
12.302	12.30	07.33	Protection et aménagement de l'environ- nement naturel	40.000.000	40.000.000	36.253.118	
12.310	12.30	07.50	Mesures à prendre pour la protection de la forêt contre les agents biotiques, le bos- tryche, les autres insectes et champignons nuisibles, et contre les agents abiotiques, notamment les pollutions (Crédit non limitatif)	13.000.000	13.000.000	13.000.000	
12.320	12.30	10.40	Pisciculture: exécution de la loi sur la pêche; frais d'entretien et de repeuple- ment	2.100.000	2.100.000	1.745.531	
12.330	12.30	10.40	Aménagement et entretien, aux frais des propriétaires riverains des cours d'eau, d'installations et de dispositifs permettant le libre passage du poisson, de grils empê- chant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 17, 23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures) (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.340	12.30	10.40	Dépenses résultant de l'exécution de la loi sur la chasse et de celle sur l'indemnisation des dégâts causés par le gibier; dépenses résultant de la destruction des animaux nuisibles; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000	800.000	457.453	
12.350	12.30	10.40	Acquisition de poissons en vue de l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie (Crédit non limitatif)	250.000	250.000	205.938	
12.380	12.30	07.50	Mise en place, entretien et frais de fonctionnement d'un réseau de suivi à long terme des écosystèmes forestiers: frais d'études et d'analyses; indemnités pour services de tiers; dépenses diverses	2.300.000	2.300.000	2.272.357	
24.000	24.10	10.40	Location de lots de pêche par l'Etat (article 21 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures) (Crédit non limitatif)	50.000	50.000	0	
24.001	24.10	07.50	Création de réserves cynégétiques: indemnisation des propriétaires particuliers	560.000	560.000	534.644	
51.040	51.10	07.50	Subsides pour l'amélioration de l'environnement naturel	17.000.000	17.000.000	16.997.765	
63.002	63.21	07.50	Participation de l'Etat à l'élaboration des plans verts et à l'exécution de plans verts par les communes	9.600.000	9.600.000	8.924.437	
74.000	74.10	07.50	Administration générale: acquisition de véhicules automoteurs	1.560.000	1.560.000	1.474.243	
74.001	74.10	07.50	Préposés forestiers: acquisition de véhicules automoteurs	7.260.000 T	7.274.000	7.273.750	
74.010	74.22	07.50	Acquisition de machines de bureau	50.000	50.000	29.670	
74.020	74.22	07.50	Acquisition d'installations de télécommunications	100.000	100.000	99.993	
74.040	74.22	07.50	Acquisition d'équipements spéciaux	770.000	770.000	738.846	
74.050	74.22	07.50	Acquisition d'équipements informatiques	600.000	600.000	599.411	
74.060	74.22	07.50	Acquisition de logiciels informatiques	930.000 T	955.000	954.512	
74.300	74.22	10.40	Acquisition de matériel piscicole	200.000	200.000	198.793	
93.000	93.00	10.40	Versement au fonds spécial de la pêche de la taxe piscicole et de la part de l'Etat dans le droit d'adjudication des pêches (articles 7 et 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.650.000	2.650.000	2.650.000	
93.001	93.00	10.40	Versement au fonds spécial des eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg et de la République Fédérale d'Allemagne du produit de la vente des permis de pêche (article 8 de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, approuvée par la loi du 21.11.1984) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.650.000	5.650.000	5.650.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
93.002	93.00	10.40	Versement au fonds spécial de la chasse du droit supplémentaire perçu sur les permis de chasse en vertu de l'article 13 de la loi modifiée du 20.7.1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	16.144.000	16.144.000	16.144.000	
93.003	93.00	10.40	Versement au fonds cynégétique des droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse en vertu de l'article 9 de la loi du 30.5.1984 modifiant et complétant la législation sur la chasse (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.480.000	1.480.000	1.480.000	
12.521	12.14	07.50	Préposés forestiers: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	14.000	14.000	13.357	
			<i>Total de la Section 15.2</i>	442.845.000	445.653.000	417.230.572	
			<i>Total du Département 15</i>	791.781.000	797.709.000	712.198.450	
16 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI							
Section 16.0 - Travail. - Dépenses générales							
11.090	11.12	06.40	Indemnités de poste et de logement des agents à l'étranger (Crédit non limitatif) .	1.249.000	1.249.000	1.249.000	
11.110	11.12	06.40	Indemnités pour pertes de caisse	2.000	2.000	0	
11.130	11.12	06.40	Indemnités pour services extraordinaires .	400.000	400.000	302.590	
11.131	11.12	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services extraordinaires	26.000	26.000	26.000	
12.000	12.15	06.40	Indemnités pour services de tiers	120.000	120.000	90.900	
12.001	12.15	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services de tiers	80.000	T 20.778	17.500	
12.012	12.13	06.40	Frais de route et de séjour à l'étranger . .	2.700.000	T 3.550.000	3.510.133	
12.020	12.14	06.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	75.000	75.000	74.470	
12.040	12.12	06.40	Office national de conciliation: frais de bureau	15.000	15.000	9.542	
12.041	12.12	06.40	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	425.000	T 544.222	544.222	
12.080	12.11	06.40	Bâtiments: exploitation et entretien	408.000	408.000	406.088	
12.120	12.30	06.42	Participation dans les frais d'études de questions sociales et d'enquêtes	95.000	T 330.000	330.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.121	12.30	06.40	Office national de conciliation: honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports	10.000 T	0	0	0
12.130	12.16	06.40	Participation aux frais de réalisation d'un code de travail	1.000.000 T	500.000	0	0
12.190	12.30	06.43	Participation dans les frais de conférences, de congrès et de cours à l'étranger	22.000	22.000	0	0
12.191	12.30	06.43	Participation dans les frais d'organisation et de participation à des colloques, séminaires, stages et journées d'études en matière de politique d'emploi	400.000 T	165.000	150.000	0
12.300	12.30	06.43	Expériences-pilotes de mise au travail des chômeurs: indemnités, frais de route et de séjour, frais de transport, d'assurance et de matériel, frais d'encadrement et de formation, contrats de fournitures de biens et de services	7.400.000 T	7.180.000	7.162.624	0
32.011	32.00	06.43	Prestations de réemploi: subsides en vue de la création de nouveaux emplois ou du maintien des anciens emplois; aides en faveur de mesures de formation, de réadaptation ou de rééducation professionnelles susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible (Crédit non limitatif)	100.000	100.000	0	0
32.012	32.00	06.43	Congé-formation: remboursement aux employeurs des rémunérations des délégués du personnel participant à des actions de formation (article 26 de la loi du 18.5.1979) (Crédit non limitatif)	900.000	900.000	436.369	0
33.000	33.00	06.43	Participation de l'Etat dans les frais de fonctionnement de services conventionnés ayant pour but une adaptation progressive au travail productif de personnes sans emploi	6.100.000	6.100.000	6.100.000	0
33.010	33.00	06.40	Frais et subsides relatifs à la promotion ouvrière et à des expositions nationales du travail	156.000 T	26.000	20.000	0
33.011	33.00	06.40	Subsides aux comités nationaux des organisations de jeunesse ouvrière luxembourgeoises	240.000	240.000	240.000	0
33.012	33.00	08.30	Participation de l'Etat dans l'organisation et le financement d'oeuvres sociales pour l'utilisation des loisirs; contribution de l'Etat au développement du tourisme social	50.000	50.000	50.000	0
34.090	34.40	06.40	Subsides aux apprentis et ouvriers méritants	50.000 T	0	0	0
35.030	35.40	06.40	Cotisations à des institutions internationales (Crédit non limitatif)	1.098.000	1.098.000	159.810	0
41.000	41.50	06.35	Remboursement à la chambre du travail du supplément de pension à allouer conformément à la loi du 26.3.1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	292.000	292.000	290.832	0

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
41.001	41.50	04.50	Subsides à la chambre du travail et à la chambre des employés privés dans l'intérêt de l'organisation de cours de formation professionnelle et ouvrière . . .	5.544.000	5.544.000	5.544.000	
			<i>Total de la Section 16.0</i>	28.957.000	28.957.000	26.714.080	
			Section 16.1 - Administration de l'emploi				
11.000	11.00	06.43	Traitements des fonctionnaires	119.623.000	D 122.055.583	122.055.583	
11.010	11.00	06.43	Indemnités des employés occupés à titre permanent	22.428.000		18.811.791	
11.020	11.00	06.43	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	76.000	D 6.968.556	6.968.556	
11.030	11.00	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	4.175.000	D 4.212.305	4.212.305	
11.040	11.00	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 90.336	90.336	
11.100	11.40	06.43	Indemnités d'habillement	59.000		58.850	
11.130	11.12	06.43	Indemnités pour services extraordinaires	172.000	T 162.500	162.500	
12.000	12.15	06.43	Indemnités pour services de tiers	26.000	T 28.300	28.300	
12.010	12.13	06.43	Frais de route et de séjour	650.000	T 700.756	700.756	
12.020	12.14	06.43	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	170.000	T 97.128	97.128	
12.040	12.12	06.43	Frais de bureau	2.990.000	T 3.806.133	3.806.133	
12.050	12.12	06.43	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	4.051.000	T 4.101.901	4.101.901	
12.060	12.12	06.43	Location et entretien des installations de télécommunications	50.000	T 110.485	110.485	
12.070	12.12	06.43	Location et entretien des équipements informatiques	20.000	T 6.900	6.900	
12.080	12.11	06.43	Bâtiments: exploitation et entretien	3.069.000	T 2.143.970	2.143.881	
12.100	12.11	06.43	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	44.721.000		44.639.011	
12.120	12.30	06.43	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	10.000.000		3.640.256	
12.150	12.30	06.43	Frais d'examens médicaux	10.000	T 2.367	0	
12.190	12.30	06.43	Frais d'inscription et de participation à des stages à l'étranger	100.000	T 92.060	81.315	
12.300	12.30	06.43	Frais d'exploitation du laboratoire psychotechnique; propagande pour l'orientation professionnelle	205.000		204.003	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.301	12.30	06.43	Frais résultant des missions dévolues à l'Administration de l'Emploi sur le plan national et international; frais résultant du fonctionnement du comité permanent de l'emploi et des actions de suivi des décisions prises par le comité de coordination tripartite en matière d'emploi (Crédit non limitatif)	6.500.000	6.500.000	4.289.829	
74.000	74.10	06.43	Acquisition de véhicules automoteurs	1.340.000	T 1.395.500	1.395.500	
74.010	74.22	06.43	Acquisition de machines de bureau	20.000	T 0	0	
74.020	74.22	06.43	Acquisition d'installations de télécommunications	115.000	T 94.080	94.080	
74.040	74.22	06.43	Acquisition d'équipements spéciaux	40.000	T 37.783	37.363	
74.050	74.22	06.43	Acquisition d'équipements informatiques	360.000	T 400.920	400.920	
74.060	74.40	06.43	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	105.000	T 107.217	107.217	
11.630	11.12	06.43	Indemnités pour services extraordinaires	221.000	221.000	216.004	
12.540	12.12	06.43	Frais de bureau	600.000	600.000	599.928	
12.550	12.12	06.43	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	870.000	870.000	813.274	
<i>Total de la Section 16.1</i>				222.776.000	232.218.780	219.874.105	
Section 16.2 - Inspection du travail et des mines							
11.000	11.00	06.42	Traitements des fonctionnaires	57.102.000	57.102.000	53.399.510	
11.010	11.00	06.42	Indemnités des employés occupés à titre permanent	35.410.000	35.410.000	33.037.804	
11.020	11.00	06.42	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 2.647.141	2.647.141	
11.030	11.00	06.42	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	3.473.000	D 3.716.744	3.716.744	
11.040	11.00	06.42	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	06.42	Indemnités d'habillement	260.000	260.000	249.150	
12.010	12.13	06.42	Frais de route et de séjour	250.000	250.000	225.843	
12.020	12.14	06.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	760.000	T 862.020	853.248	
12.040	12.12	06.42	Frais de bureau	1.550.000	T 1.785.240	1.778.855	
12.050	12.12	06.42	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	1.600.000	T 1.570.160	1.537.264	
12.080	12.11	06.42	Bâtiments: exploitation et entretien	165.000	165.000	156.903	
12.090	12.21	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	7.188.000	T 7.407.400	7.407.385	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.100	12.11	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	5.406.000	5.406.000	5.220.448	
12.120	12.30	06.42	Etudes et travaux d'analyses spéciales	400.000	T 0	0	
12.121	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études	300.000	T 652.600	652.500	
12.122	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études de programmation	2.600.000	T 2.623.000	2.622.910	
12.130	12.16	06.42	Frais de production, de gestion et de reproduction du code de la sécurité au travail ayant donné lieu à des avances ou à des commandes fermes correspondantes (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
12.170	12.30	06.42	Entretien des équipements spéciaux	200.000	T 183.400	182.961	
12.300	12.30	06.42	Evaluation des risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles: frais d'études, mise en place des plans d'alerte et de secours et des plans d'évacuation, frais d'équipements et d'entretien, frais de route et de séjour, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.000.000	996.000	
12.301	12.30	06.42	Prévention des accidents de travail et amélioration de la sécurité: frais d'éducation en matière de sécurité, formation interne des contrôleurs et du nouveau personnel, dépenses diverses	600.000	T 321.000	244.346	
12.302	12.30	06.42	Participation luxembourgeoise au programme pluriannuel SAFE, programme d'action communautaire en matière de sécurité et de santé au travail	1.800.000	T 1.597.000	1.595.433	
12.303	12.30	06.42	Frais pour la réalisation de projets cofinancés par la Commission Européenne et relatifs au domaine de la santé et de la sécurité au travail (Crédit non limitatif)	5.000	D 2.855.000	2.854.997	
12.304	12.30	06.42	Frais d'abonnement ou de consultation des bases de données en matière de santé et de sécurité au travail	100.000	T 96.180	75.305	
12.306	12.30	06.42	Frais pour cours et programmes de formation en matière de sécurité et de santé des travailleurs au travail (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
35.030	35.00	06.42	Contributions à des organismes internationaux	20.000	20.000	13.198	
74.000	74.10	06.42	Acquisition de véhicules automoteurs	410.000	410.000	409.990	
74.010	74.22	06.42	Acquisition de machines de bureau	750.000	750.000	730.681	
74.040	74.22	06.42	Acquisition d'équipements spéciaux	1.000.000	1.000.000	986.131	
<i>Total de la Section 16.2</i>				122.379.000	128.109.885	121.594.747	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
Section 16.3 - Ecole supérieure du travail							
11.130	11.12	04.50	Indemnités pour services extraordinaires .	1.314.000	T 1.092.000	309.180	
12.000	12.15	04.50	Indemnités pour services de tiers	136.000	T 358.000	356.520	
12.010	12.13	04.50	Frais de route et de séjour	145.000	145.000	79.604	
12.040	12.12	04.50	Frais de bureau	104.000	104.000	100.370	
12.050	12.12	04.50	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	108.000	T 122.000	121.718	
12.080	12.11	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien	6.000	6.000	5.873	
12.090	12.21	04.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif) .	1.209.000	1.209.000	1.208.700	
12.190	12.30	04.50	Cours de formation: frais de fonctionnement	8.725.000	T 8.711.000	3.717.194	
74.080	74.22	04.50	Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier	89.000	89.000	88.838	
12.690	12.30	04.50	Cours de formation: frais de fonctionnement	277.000	277.000	276.968	
Total de la Section 16.3				12.113.000	12.113.000	6.264.965	
Section 16.4 - Fonds pour l'emploi							
93.000	93.00	06.14	Versement au fonds pour l'emploi du produit des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le revenu des collectivités (Crédit non limitatif)	2.575.000.000	D 2.765.461.465	2.765.461.465	
93.001	93.00	06.14	Dotation extraordinaire du fonds pour l'emploi (Crédit non limitatif)	750.000.000	750.000.000	750.000.000	
Total de la Section 16.4				3.325.000.000	3.515.461.465	3.515.461.465	
Section 16.5 - Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes							
12.300	12.30	06.34	Mise en oeuvre d'actions en faveur de la (ré)intégration professionnelle des travailleurs handicapés sur le marché ordinaire du travail	100.000	100.000	99.341	
31.050	31.32	06.34	Participations au salaire des travailleurs handicapés allouées en application de l'article B.3. de la loi du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés ainsi que de l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 déterminant la forme et le contenu des mesures visées à l'article 3 de la loi précitée; enquêtes et expertises à effectuer en exécution des articles B. et C. de la même loi (Crédit non limitatif)	82.060.000	82.060.000	75.395.239	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
32.020	32.00	06.34	Prise en charge du congé supplémentaire de six jours ouvrables accordé aux travailleurs handicapés au titre de l'article 4 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel des salariés du secteur privé (Crédit non limitatif)	9.500.000	9.500.000	8.585.999	
33.000	33.00	06.44	Participation de l'Etat dans le financement du Foyer Eislécker Heem a.s.b.l.	1.468.000	1.468.000	1.408.000	
33.001	33.00	06.34	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement d'ateliers protégés (article D. de la loi du 12 novembre 1991)	112.500.000	112.500.000	112.500.000	
33.002	31.32	06.34	Aides en faveur de l'emploi des personnes reconnues comme handicapées et occupées dans des ateliers protégés de Bettange sur Mess, Capellen et Wiltz (articles B.3. et D. de la loi du 12 novembre 1991)	34.440.000	34.440.000	29.909.000	
34.090	34.40	06.34	Mesures de formation, de réadaptation et de rééducation professionnelles des travailleurs handicapés dans des institutions publiques ou privées, y compris les frais de transport; primes et indemnités d'encouragement et de rééducation (article B.3 de la loi du 12 novembre 1991) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	6.707.000	6.707.000	3.403.661	
51.040	51.10	06.34	Dépenses pour l'aménagement de postes de travail, acquisition d'équipement professionnel, de matériel didactique et d'autres	1.500.000	1.500.000	607.670	
52.000	52.10	06.34	Subsides dans l'intérêt de la création et de l'extension d'ateliers protégés (article D. de la loi du 12 novembre 1991)	12.800.000	12.800.000	12.800.000	
<i>Total de la Section 16.5</i>				261.075.000	261.075.000	244.708.910	
<i>Total du Département 16</i>				3.972.300.000	4.177.935.130	4.134.618.272	
17/18 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE							
Section 17.0 - Sécurité sociale. - Dépenses générales							
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires .	50.000 T	57.250	57.250	
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	98.000 T	85.873	44.500	
12.012	12.13	06.10	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	1.300.000 T	1.398.849	1.398.849	
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	295.000 T	201.028	200.388	
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	623.000	623.000	620.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.010	33.00	06.10	Subventions pour frais d'organisation et de participation à des conférences et congrès ainsi qu'à des publications en rapport avec la sécurité sociale	60.000	60.000	10.000	
<i>Total de la Section 17.0</i>				2.426.000	2.426.000	2.330.987	
Section 17.1 - Inspection générale de la sécurité sociale							
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	26.013.000	D 27.715.320	24.201.872	
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	11.356.000	D 22.627.047	22.627.047	
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 3.327.156	2.953.050	
11.030	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	3.450.000	3.450.000	3.127.125	
11.040	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	20.000	20.000	18.750	
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	515.000	T 349.000	269.325	
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	85.000	T 251.000	185.175	
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	25.000	T 27.600	24.812	
12.020	12.14	06.10	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	60.000	60.000	55.502	
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	1.300.000	T 1.297.400	1.297.193	
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	249.000	249.000	248.592	
12.070	12.12	06.10	Participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale, section informatique (Crédit non limitatif)	2.520.000	2.520.000	2.427.027	
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	165.000	165.000	160.545	
12.090	12.21	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	9.876.000	9.876.000	9.875.640	
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	500.000	D 661.000	631.708	
12.130	12.16	06.10	Frais de publication	1.050.000	T 1.013.600	1.013.234	
12.131	12.16	06.10	Mise à jour de la législation nationale et internationale sur la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	D 1.147.000	1.146.182	
12.190	12.30	06.10	Cours spéciaux de formation informatique et de recyclage (Sans distinction d'exercice)	300.000	T 336.400	336.398	
35.060	35.00	06.10	Cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	560.000	560.000	551.080	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.020	74.22	06.10	Acquisition d'installations de télécommu- nications	20.000	20.000	20.000	
			<i>Total de la Section 17.1</i>	58.584.000	75.682.523	71.170.257	
			Section 17.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale				
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	69.694.000	69.694.000	68.710.655	
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.561.000 D	6.697.065	6.697.065	
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	1.489.043	1.489.043	
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires ..	75.000 T	53.000	52.960	
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	58.000 T	14.378	7.500	
12.001	12.15	06.10	Indemnités du personnel engagé sur contrat à temps partiel	9.530.000	9.530.000	9.529.920	
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	650.000 T	551.467	545.843	
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	600.000 T	715.972	713.704	
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	219.000 T	223.561	223.561	
12.070	12.12	06.10	Participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale (Crédit non limitatif)	1.235.000	1.235.000	1.199.807	
12.080	12.11	06.10	Frais de petit entretien des locaux et du mobilier	15.000	15.000	11.654	
12.090	12.21	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des adminis- trations publiques (Crédit non limitatif) .	6.080.000	6.080.000	6.079.144	
12.150	12.30	06.10	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du contrôle médical de la sécu- rité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.700.000 D	2.801.121	2.801.121	
12.151	12.30	06.15	Frais de constitution des dossiers médicaux dans le cadre des demandes en obtention d'une pension d'invalidité (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	4.800.000	4.800.000	3.705.424	
12.152	12.30	06.10	Frais d'experts médicaux pour la commission de surveillance	30.000 T	9.999	0	
12.160	12.30	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical	80.000 T	123.622	123.622	
12.190	12.30	06.10	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du person- nel de l'Administration du contrôle médical	100.000 T	113.088	113.088	
12.250	12.00	06.10	Part dans les frais communs de l'office des assurances sociales (Crédit non limitatif)	1.347.000	1.347.000	1.305.409	
74.010	74.22	06.10	Acquisition de machines de bureau	130.000	130.000	120.520	
74.080	74.22	06.10	Acquisition de mobilier de bureau	173.000 T	179.913	179.913	
			<i>Total de la Section 17.2</i>	102.087.000	105.803.229	103.609.953	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			Section 17.3 - Conseil arbitral des assurances sociales				
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	14.602.000	14.602.000	9.181.832	
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.221.000	3.221.000	3.071.977	
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	520.000	520.000	515.858	
11.040	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	4.000	4.000	3.750	
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	680.000	D T 719.556	719.040	
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	35.000	T 43.280	43.280	
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	250.000	T 253.335	253.335	
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	777.000	T 825.180	825.178	
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	320.000	T 233.349	233.349	
12.100	12.11	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	660.000	660.000	660.000	
12.150	12.30	06.10	Rapports médicaux et frais d'expertises (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500.000	D 4.343.679	4.343.519	
74.010	74.22	06.10	Acquisition de machines de bureau	150.000	150.000	147.660	
			<i>Total de la Section 17.3</i>	24.739.000	25.595.379	19.998.778	
			Section 17.4 - Conseil supérieur des assurances sociales				
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	6.791.000	D 7.619.908	5.420.107	
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.873.000	1.873.000	1.855.475	
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	306.000	306.000	303.293	
11.040	11.00	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	2.000	2.000	1.875	
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	1.100.000	1.100.000	751.666	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	164.000	164.000	134.850	
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	11.000	11.000	5.920	
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	114.000	114.000	113.864	
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	168.000	168.000	165.120	
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	20.000	20.000	19.969	
12.150	12.30	06.10	Frais d'expertises médicales et frais de déplacement y relatifs (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	210.000	D 410.000	343.555	
			<i>Total de la Section 17.4</i>	10.779.000	11.807.908	9.115.694	
			Section 17.5 - Union des caisses de maladie. Participation de l'Etat aux frais de prestations des caisses de maladie				
11.000	42.00	05.20	Participation aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires	4.275.000	4.275.000	4.242.683	
11.050	42.00	05.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement; pensions et traitements d'attente; secours et trimestres de faveur; suppléments de pension	3.600.000	3.600.000	3.431.986	
34.010	42.00	06.30	Prise en charge par l'Etat des cotisations des assurés visés à l'article 1er, alinéas 13 et 15 du C.A.S., des élèves et étudiants âgés de moins de 30 ans (article 1er, alinéa 14 du C.A.S.) ou de certaines catégories d'assurés volontaires (C.A.S., article 32) (Crédit non limitatif)	8.208.000	8.208.000	6.494.127	
42.000	42.00	06.13	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en espèces (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000.000	1.500.000.000	1.392.011.835	
42.001	42.00	06.13	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en nature (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	596.000.000	D 617.360.230	617.360.230	
42.002	42.00	06.13	Participation aux frais de fonctionnement de l'assurance maladie-maternité au titre des prestations de maternité (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	74.000.000	74.000.000	74.000.000	
42.003	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: surprime pour prestations en nature - assurés actifs (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.486.100.000	D 1.510.508.595	1.510.508.595	
42.004	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: surprime pour prestations en nature - assurés pensionnés (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.439.000.000	9.439.000.000	9.299.024.723	
42.005	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: surprime pour prestations en espèces - C.A.S., article 29, alinéa 4b (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	382.000.000	D 399.323.447	399.323.447	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
42.006	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: surprime pour prestations en espèces - C.A.S. article 29, alinéa 4a (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	42.200.000	D 42.914.277	42.914.277	
42.007	42.00	05.20	Remboursement par l'Etat des prestations servies aux ressortissants luxembourgeois pour le compte de l'office belge de sécurité sociale d'outre-mer (article 7 de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique du 27.10.1971, approuvé par la loi du 19.6.1972) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000	1.500.000	998.719	
42.009	42.00	05.20	Participation forfaitaire dans l'intérêt de l'apurement des créances du secteur hospitalier au titre des exercices 1993 et 1994 (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
<i>Total de la Section 17.5</i>				13.536.888.000	13.600.694.549	13.350.310.622	
Section 17.6 - Service national d'action sociale							
11.000	11.00	06.20	Traitements des fonctionnaires	15.731.000	15.731.000	15.470.650	
11.010	11.00	06.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.852.000	1.852.000	1.769.250	
11.020	11.00	06.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	330.000	D 363.762	363.762	
11.040	11.00	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	06.20	Indemnités d'habillement	2.000	2.000	0	
12.000	12.15	06.20	Indemnités pour services de tiers	290.000	T 264.000	262.500	
12.010	12.13	06.20	Frais de route et de séjour	58.000	T 38.000	36.991	
12.040	12.12	06.20	Frais de bureau	243.000	T 269.000	268.205	
12.050	12.12	06.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	490.000	T 515.000	507.312	
12.080	12.11	06.20	Bâtiments: exploitation et entretien (Crédit non limitatif)	207.000	207.000	30.305	
12.100	12.11	06.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.968.000	D 4.073.000	4.072.639	
12.110	12.30	06.20	Frais de contentieux	5.000	T 0	0	
33.000	33.00	06.20	Participation aux frais de fonctionnement de services d'action sociale en exécution de l'article 13 de la loi modifiée du 26.7.1986 portant a) création du droit à un revenu minimum garanti; b) création d'un service national d'action sociale; c)				

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
34.010	34.30	06.20	modification de la loi du 30.7. 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité (Non susceptible de transfert)	58.737.000	58.737.000	56.639.626	
			Secours urgents à des personnes indigentes bénéficiaires potentiels du revenu minimum garanti	1.500.000	1.500.000	1.500.000	
34.050	34.30	06.20	Subventions pour formation professionnelle	40.000	40.000	39.100	
12.550	12.12	06.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	10.000	10.000	9.765	
<i>Total de la Section 17.6</i>				83.483.000	83.621.762	80.970.105	
Section 17.7 - Mutualités: conseil supérieur de la mutualité							
11.130	42.00	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	24.000	24.000	24.000	
12.010	42.00	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	1.000 T	7.600	4.287	
12.040	42.00	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: frais de bureau	10.000 T	3.400	2.190	
33.010	42.00	06.10	Subsides alloués au conseil supérieur de la mutualité chargé de la répartition des subventions aux sociétés de secours mutuels reconnues par l'Etat, à la caisse médico-chirurgicale mutualiste ainsi qu'à la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise	1.700.000	1.700.000	1.700.000	
33.011	42.00	06.10	Participation aux frais du service "Prestations complémentaires à la sécurité sociale" par la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise	500.000	500.000	500.000	
35.030	42.00	06.10	Cotisations à l'association internationale de la mutualité (Crédit non limitatif)	87.000	87.000	86.625	
<i>Total de la Section 17.7</i>				2.322.000	2.322.000	2.317.102	
Section 17.8 - Assurance dépendance							
11.000	11.00	06.10	Traitements des fonctionnaires	10.000	10.000	0	
11.010	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent.	10.000	10.000	0	
11.020	11.00	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.922.000	5.922.000	0	
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers (Crédit non limitatif)	5.000 T	36.000	0	
12.001	12.15	06.10	Indemnités du personnel engagé sur contrat à temps partiel (Crédit non limitatif)	12.550.000	12.550.000	0	
12.010	12.15	06.10	Frais de route et de séjour	167.000	167.000	111.789	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.020	12.15	06.10	Frais d'exploitation de véhicules auto- moteurs	170.000	170.000	68.781	
12.040	12.15	06.10	Frais de bureau	935.000	T 904.000	862.782	
12.050	12.15	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	300.000	300.000	82.152	
12.080	12.15	06.10	Frais de petit entretien des locaux et du mobilier	15.000	15.000	0	
12.090	12.15	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des adminis- trations publiques (Crédit non limitatif) .	2.180.000	2.180.000	1.027.194	
12.120	12.15	06.10	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	100.000	D 12.650.000	8.958.700	
12.130	12.15	06.10	Frais de publication (Non susceptible de transfert)	3.000.000	3.000.000	2.882.305	
12.150	12.15	06.15	Frais d'expertises médicales et de rapports médicaux effectués sur demande de la cellule d'évaluation et d'orientation (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	11.500.000	11.500.000	2.217.785	
12.160	12.15	06.10	Acquisition et entretien du matériel médical	10.000	10.000	5.120	
12.190	12.15	06.10	Frais d'inscription pour stages de formation et de spécialisation du personnel de la cellule d'évaluation et d'orientation	100.000	100.000	0	
12.250	12.15	06.10	Part dans les frais communs de l'office des assurances sociales (Crédit non limitatif)	620.000	620.000	0	
74.000	12.15	06.10	Acquisition de véhicules automoteurs ...	800.000	800.000	623.260	
74.010	12.15	06.10	Acquisition de machines de bureau	500.000	T 1.000.000	768.267	
74.020	12.15	06.10	Acquisition d'installations de télécommu- nications (Sans distinction d'exercice) ...	400.000	400.000	394.205	
74.080	12.15	06.10	Acquisition de mobilier de bureau	3.000.000	T 2.500.000	2.495.641	
			<i>Total de la Section 17.8</i>	42.294.000	54.844.000	20.497.981	
			Section 18.4 - Office des assurances sociales				
11.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: traitements des fonctionnaires et employés publics	129.701.000	129.701.000	109.227.923	
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités des employés occupés à titre permanent	29.032.000	29.032.000	26.447.744	
11.030	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	13.960.000	13.960.000	12.751.980	
11.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: pensions et traitements d'attente; secours et trimestres de faveur; suppléments de pension	115.502.000	115.502.000	113.320.957	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
11.100	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement	143.000	T 143.250	143.250	
11.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	83.000	T 83.222	83.222	
12.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	184.000	T 183.528	141.600	
12.001	42.00	06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contrôle et enquêtes d'accidents	9.000	9.000	4.493	
12.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour des membres des organes	55.000	55.000	48.322	
12.011	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour du personnel de l'O.A.S.	170.000	170.000	141.412	
12.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	188.000	188.000	168.679	
12.040	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	2.280.000	2.280.000	2.095.066	
12.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	3.552.000	3.552.000	3.311.837	
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	6.091.000	6.091.000	5.763.186	
12.090	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	21.728.000	21.728.000	21.727.308	
12.110	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux (Crédit non limitatif)	1.353.000	1.353.000	775.089	
12.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports	215.000	215.000	86.520	
12.150	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contrôle médical	650.000	650.000	343.019	
12.190	42.00	06.12	Stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	40.000	40.000	0	
12.250	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'OAS dans les frais de bureau et de téléphone communs	925.000	925.000	884.969	
12.300	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses	55.000	55.000	50.652	
12.301	42.00	06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'agence à rembourser (Crédit non limitatif)	13.000.000	13.000.000	12.399.483	
12.302	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la crèche pour le personnel des organismes de la sécurité sociale (Non susceptible de transfert)	2.000.000	2.000.000	618.543	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.310	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais effectifs des élections pour le renouvellement des organes (Non susceptible de transfert) ..	140.000	140.000	0	
42.000	42.00	06.35	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.- Participation aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	516.000.000	516.000.000	509.719.678	
42.001	42.00	06.35	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.- Participation aux frais de prestations: exécution des articles 14 à 20 de la loi du 25.2.1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant, modifiée par la loi du 23.12.1972 (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000	200.000	0	
42.002	42.00	06.12	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.- Participation aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation des périodes de service militaire obligatoire (loi du 30.5.1984) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.700.000	1.700.000	1.617.324	
42.003	42.00	04.10	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle.- Participation aux frais de prestations (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	113.400.000	113.400.000	107.706.314	
42.004	42.00	06.12	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle.- Participation aux frais de prestations: prise en charge d'un tiers des dépenses d'adaptation et d'ajustement des rentes (articles 98 et 100 du code des assurances sociales) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	369.100.000	370.491.961	370.489.032	
42.005	42.00	06.12	Association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière.- Participation aux frais de prestations (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	85.900.000	85.900.000	70.400.000	
74.000	62.10	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de véhicules automoteurs	400.000	400.000	400.000	
74.020	62.10	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	30.000	30.000	29.469	
74.040	62.10	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	70.000	70.000	67.875	
74.080	62.10	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	800.000	800.000	792.697	
<i>Total de la Section 18.4</i>				1.428.656.000	1.430.047.961	1.371.757.643	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			Section 18.5 - Caisse de pension des employés privés				
11.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: traitements des fonctionnaires et employés publics	45.839.000	45.839.000	41.635.634	
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités des employés occupés à titre permanent	21.852.000	T 21.975.680	21.975.680	
11.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	38.000	38.000	34.444	
11.030	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.465.000	1.465.000	704.460	
11.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: pensions et traitements d'attente; secours et trimestres de faveur; supplé- ments de pension	17.136.000	D T 19.898.957	19.898.957	
11.100	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités d'habillement	12.000	T 11.250	11.250	
11.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités pour services extra- ordinaires	36.000	T 42.735	42.735	
12.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités pour services de tiers	679.000	T 674.945	674.945	
12.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais de route et de séjour	40.000	T 42.545	42.545	
12.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	61.000	T 55.039	55.039	
12.040	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais de bureau	985.000	T 952.896	952.896	
12.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	920.000	T 956.234	956.234	
12.060	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: location et entretien des installa- tions de télécommunications	118.000	T 892	892	
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: bâtiments: exploitation et entretien	6.600.000	T 6.470.694	6.470.694	
12.090	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	26.000.000	26.000.000	24.675.998	
12.110	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais de contentieux (Crédit non limitatif)	650.000	650.000	241.041	
12.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais de publication et de diffusion des rapports	75.000	T 77.373	77.373	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.140	42.00	06.12	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	67.000	T 62.431	62.431	
12.190	42.00	06.12	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	32.000	T 13.300	13.300	
42.000	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	310.000.000	D 321.767.673	321.767.673	
74.080	62.10	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	200.000	T 200.190	200.190	
<i>Total de la Section 18.5</i>				432.805.000	447.194.834	440.494.411	
Section 18.6 - Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels							
11.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	16.335.000	T 16.652.274	16.652.274	
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	1.736.000	1.736.000	1.707.644	
11.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	3.000	3.000	0	
11.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: pensions et traitements d'attente: secours et trimestres de faveur; suppléments de pension	4.439.000	D 5.161.246	5.161.246	
11.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	91.000	T 90.544	49.037	
12.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	125.000	125.000	119.675	
12.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	31.000	31.000	24.969	
12.040	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	215.000	215.000	198.711	
12.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	975.000	T 657.726	524.342	
12.060	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	87.000	87.000	70.566	
12.070	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques	8.000	8.000	7.983	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: bâtiments: exploitation et entretien	1.168.000	1.168.000	1.159.335	
12.090	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	816.000	816.000	815.579	
12.110	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais de contentieux (Crédit non limitatif)	100.000	100.000	48.558	
12.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais de publication et de diffusion des rapports	20.000	20.000	19.608	
12.140	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais de publicité, de sensibilisa- tion et d'information	15.000 T	15.456	15.456	
12.190	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	10.000	10.000	7.725	
42.000	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illicites de l'occupant en cas d'in- validité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	112.000.000	112.000.000	110.519.219	
42.001	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation ou de la cou- verture rétroactive des périodes de guerre (application des lois du 25.2.1967 et du 28.7.1969) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
74.080	62.10	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: acquisition de mobilier de bureau	110.000	110.000	109.936	
<i>Total de la Section 18.6</i>				138.289.000	139.011.246	137.211.863	
Section 18.7 - Caisse de pension agri- cole							
11.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: traitements des fonctionnaires et employés publics	8.557.000	8.557.000	6.783.284	
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités des employés occupés à titre permanent	1.878.000	1.878.000	1.624.752	
11.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	5.000	5.000	0	
11.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: pensions et traitements d'attente; secours et trimestres de faveur; suppléments de pension	2.127.000 D	2.663.790	2.663.790	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	48.000 T	46.038	0	
12.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	90.000	90.000	79.190	
12.001	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers: indemnisation de prestations de services	20.000	20.000	11.107	
12.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	35.000	35.000	21.667	
12.040	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	239.000	239.000	206.345	
12.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	160.000	160.000	158.586	
12.060	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: locations	59.000	59.000	55.493	
12.070	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques	4.000	4.000	0	
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	531.000	531.000	460.872	
12.100	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	735.000	735.000	734.121	
12.110	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux (Crédit non limitatif)	10.000	10.000	0	
12.140	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	5.000	5.000	3.621	
12.190	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	5.000	5.000	0	
12.300	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses	3.000	3.000	129	
42.000	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.400.000 D	20.573.004	20.573.004	
42.001	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation ou de la couverture rétroactive des périodes de guerre (application des lois du 25.2.1967 et du 28.7.1969) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	50.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.080	62.10	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: acquisition de mobilier de bureau	35.000	T 36.962	36.962	
74.800	62.10	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels spécifiques	375.000	375.000	368.241	
			<i>Total de la Section 18.7</i>	35.371.000	36.080.794	33.781.164	
			Section 18.8 - Centre commun de la sécurité sociale				
11.000	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: traitements des fonctionnaires et employés publics	70.076.000	70.076.000	63.674.936	
11.010	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités des employés occupés à titre permanent	10.314.000	10.314.000	9.594.584	
11.020	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	2.000	T 66.381	66.381	
11.030	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	619.000	619.000	460.930	
11.050	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: pensions et traitements d'attente; secours et trimestres de faveur; suppléments de pension	14.076.000	T 14.107.690	14.107.690	
11.100	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités d'habillement	28.000	28.000	25.331	
11.130	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités pour services extra- ordinaires	58.000	58.000	52.767	
12.000	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: indemnités pour services de tiers	18.000	18.000	8.163	
12.010	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais de route et de séjour	139.000	T 49.324	49.324	
12.020	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	26.000	T 19.605	18.059	
12.030	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: fourniture de vêtements de travail et de protection	3.000	3.000	2.349	
12.040	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: frais de bureau	471.000	471.000	457.443	
12.050	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	12.323.000	12.323.000	11.967.597	
12.060	12.12	06.10	Location et entretien des installations de télécommunications	7.000	7.000	4.261	
12.080	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonction- nement: bâtiments: exploitation et entretien	4.309.000	4.309.000	3.595.296	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.090	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	13.580.000	13.580.000	13.580.000	
12.110	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux (Crédit non limitatif)	1.201.000	T 1.212.096	1.212.096	
12.120	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'experts et d'études	7.901.000	T 7.740.776	5.815.214	
12.140	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	14.000	T 15.722	15.722	
12.190	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de formation du personnel	734.000	734.000	678.080	
12.250	42.00	06.10	Section "informatique".- Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants (Non susceptible de transfert)	37.696.000	T 37.843.406	37.823.783	
12.251	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais de bureau et de téléphone communs de l'Office des assurances sociales	419.000	419.000	400.963	
42.000	42.00	06.12	Participation des pouvoirs publics dans le financement de l'assurance pension: cotisations (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	19.800.000.000	D 20.313.966.490	20.313.966.490	
42.001	42.00	06.12	Participation de l'Etat dans le financement de l'assurance pension: cotisations dues au titre du "baby-year" (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	360.000.000	360.000.000	329.787.040	
74.010	62.10	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	16.000	16.000	15.462	
74.040	62.10	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	120.000	120.000	114.577	
74.080	62.10	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	864.000	864.000	863.792	
			<i>Total de la Section 18.8</i>	20.335.014.000	20.848.980.490	20.808.358.330	
			<i>Total du Département 17</i>	36.233.737.000	36.864.112.675	36.451.924.890	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
			Section 19.0 - Agriculture. - Dépenses générales				
11.060	12.30	10.10	Fonds d'améliorations agricoles près la banque et caisse d'épargne de l'Etat.- Participation aux frais de fonctionnement: frais de personnel (Crédit non limitatif)	2.898.000	D 2.981.000	2.980.471	
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	223.000	223.000	163.000	
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	90.000	90.000	67.000	
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	15.000	15.000	12.521	
12.012	12.13	10.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	3.800.000	3.800.000	3.799.255	
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs	105.000	105.000	104.706	
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	1.800.000	T 1.540.492	1.157.275	
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	1.368.000	T 1.571.800	1.571.770	
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	124.000	T 142.600	142.589	
12.140	12.16	10.10	Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement du stand d'exposition pour la promotion des marques nationales pour produits agricoles et viticoles	1.200.000	1.200.000	985.531	
12.141	12.16	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de partici- pation de l'agriculture aux foires et expo- sitions agricoles organisées au Grand- Duché et dans les pays membres de l'Union Européenne	3.920.000	3.920.000	3.920.000	
12.300	12.30	10.10	Participation de l'Etat aux frais administra- tifs de la caisse d'assurance des animaux de boucherie (arrêté grand-ducal du 19.3.1945 portant création d'une assurance obligatoire des animaux de boucherie) (Crédit non limitatif)	425.000	425.000	389.982	
12.301	12.30	10.10	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	50.000	50.000	32.172	
24.010	24.10	10.10	Location de logiciels informatiques dans le cadre du système du contrôle intégré - volet gestion animale (Crédit non limitatif)	4.200.000	T 4.226.608	4.226.608	
31.050	31.32	10.10	Intervention de l'Etat en faveur des services d'échange de machines et d'entraide	830.000	830.000	830.000	
33.010	33.00	01.54	Subventions à des actions d'aides nationales aux pays en voie de développement entre- prises par des organisations à caractère agricole	565.000	565.000	565.000	
34.050	34.30	04.50	Subventions à titre individuel dans l'intérêt d'études, de stages et de voyages d'études ou d'actions en faveur de l'équipement technique, scientifique et économique de l'agriculture et de la viticulture	1.185.000	1.185.000	522.200	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
34.060	34.40	04.34	Subsides à des parents d'élèves du lycée technique agricole en pension à l'internat St-Joseph à Ettelbruck	4.275.000	4.275.000	4.263.820	
34.100	34.50	10.10	Subventions pour actions de publicité en faveur d'une meilleure consommation des produits agricoles, notamment dans le secteur des fruits, des pommes de terre et du miel	500.000	500.000	500.000	
34.101	34.50	10.10	Subventions à des entreprises agricoles, viticoles ou horticoles pour la mise en oeuvre de projets pilotes relatifs à des systèmes, méthodes et techniques de production en agriculture, viticulture ou horticulture	100.000	100.000	0	
35.060	35.00	10.10	Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	3.785.000 D T	4.005.500	4.005.493	
41.000	41.50	10.10	Elections pour la constitution de la Chambre d'Agriculture; dépenses à charge de l'Etat (art IV de la loi modifiée du 04 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.250.000	2.250.000	2.020.586	
53.030	53.10	10.10	Subsides pour pertes de bétail	40.000	40.000	0	
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs ...	800.000	800.000	646.300	
74.050	74.22	10.10	Acquisition d'équipements informatiques ..	200.000	200.000	199.985	
12.512	12.13	10.10	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	473.000	473.000	472.524	
<i>Total de la Section 19.0</i>				35.221.000	35.514.000	33.578.788	
Section 19.1 - Mesures économiques et sociales spéciales							
12.120	12.30	10.10	Frais d'études pour la création et l'implantation de zones horticoles (Sans distinction d'exercice)	5.000.000	5.000.000	0	
12.300	12.30	10.10	Frais de stockage public et autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention pour le compte des communautés européennes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000 D	15.083.000	14.582.397	
12.330	12.30	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de mise en place du système informatique d'étiquetage de la viande bovine dans les abattoirs (règlement (U.E.) n°820/97 du Conseil) (Crédit non limitatif)	600.000 D	2.000.000	1.439.453	
12.331	10.00	10.10	Contribution de l'Etat aux dépenses de l'organisme chargé de la distribution des étiquettes destinées à être apposées sur les quatre quartiers de la carcasse (Crédit non limitatif)	100.000	100.000	0	
31.051	31.32	10.10	Indemnité compensatoire annuelle aux exploitants agricoles en vertu de la directive 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	560.000.000	560.000.000	558.812.001	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
31.052	31.32	10.10	Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (Crédit non limitatif)	17.280.000	17.280.000	17.056.007	
31.053	31.32	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de services de comptabilité et de conseils de gestion agricoles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000.000	50.000.000	47.652.458	
31.054	31.32	10.10	Compensation de pertes de recettes des laiteries pouvant résulter de retards dans l'application des prix pour produits laitiers fixés par décisions du conseil de l'Union Européenne (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
31.055	31.32	10.10	Mesures spéciales prises en vertu de règlements du conseil de l'Union Européenne dans l'intérêt de nouvelles orientations des structures de production et de l'équilibre des marchés (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
31.056	31.32	10.10	Contributions à des actions de diminution du coût de certains moyens de production de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	74.500.000	74.500.000	74.500.000	
31.058	31.32	07.32	Prise en charge par l'Etat du déficit d'exploitation concernant le ramassage des cadavres d'animaux auprès des agriculteurs par la société d'exploitation du clos d'équarrissage du Schwanenthal (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.350.000	8.350.000	5.892.904	
31.059	31.32	07.50	Prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	225.000.000	225.000.000	187.655.752	
31.060	31.32	07.50	Aide de démarrage pour la mise en place d'un système de collecte de déchets problématiques auprès des exploitations agricoles, viticoles et horticoles	4.000.000	4.000.000	1.749.185	
33.010	33.00	07.50	Subventions en faveur d'organisations se consacrant à la protection de l'environnement et agréées par le ministère de l'agriculture pour des actions de vulgarisation en relation avec une agriculture respectant les impératifs de la protection de l'espace naturel	1.500.000	1.500.000	1.500.000	
34.100	34.40	10.10	Mesures de reconversion économique et sociale dans l'agriculture: indemnités (loi du 7.3.1985) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.400.000	2.400.000	1.632.822	
34.101	34.40	10.10	Indemnités aux producteurs s'engageant à abandonner définitivement la production laitière (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
34.102	34.40	10.10	Mesures spéciales prises en vertu du règlement du conseil de l'Union Européenne et concernant les retraits de terres arables ainsi que l'extensification et la reconversion de la production (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.778.000	7.778.000	4.004.801	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
34.103	34.50	10.10	Subventions en faveur de la recherche et de l'étude de méthodes de production, de transformation, de conditionnement et de commercialisation de produits agricoles et notamment de produits de qualité	2.000.000	T 1.097.000	270.000	
34.104	34.50	10.10	Subventions à des organisations professionnelles ou privées pour la réalisation d'actions de publicité et la participation à des foires et expositions	2.300.000	T 3.203.000	3.202.451	
34.106	34.50	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'établissement d'un programme sur les produits du terroir par la Chambre d'agriculture	3.000.000	3.000.000	3.000.000	
42.000	42.00	10.10	Majoration des rentes-accidents agricoles servies aux grands blessés et revalorisation des rentes-accidents agricoles (articles 13 et 14 de la loi du 23.4.1965) (Crédit non limitatif)	84.800.000	84.800.000	77.764.447	
42.001	42.00	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse de maladie agricole par les assurés obligatoires de cette caisse. (Article V de la loi du 27.07.1992 modifiant la loi modifiée du 18.12.1986) (Crédit non limitatif)	74.093.000	D 77.423.000	77.422.507	
42.002	42.00	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse de pension agricole par les assurés obligatoires de cette caisse (article VII de la loi du 29.3.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	154.000.000	154.000.000	144.052.205	
<i>Total de la Section 19.1</i>				1.276.721.000	1.296.529.000	1.222.189.390	
Section 19.2 - Administration des services techniques de l'agriculture							
11.000	11.00	10.10	Traitements des fonctionnaires	244.398.000	244.398.000	218.313.163	
11.010	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	30.163.000	30.163.000	29.641.359	
11.020	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	192.000	D 4.175.000	4.174.387	
11.030	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	18.434.000	18.434.000	17.123.636	
11.040	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	6.962.000	D 37.939.000	37.939.000	
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	902.000	902.000	866.792	
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	269.000	269.000	243.670	
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	1.638.000	1.638.000	1.523.866	
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	2.663.000	T 2.194.000	2.118.531	
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	6.280.000	T 6.189.000	6.174.337	
12.030	12.16	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	131.000	131.000	89.800	
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	2.550.000	T 3.044.000	3.043.876	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.041	12.12	10.10	Dépenses relatives à l'achat d'étiquettes et de plombs de contrôle dans le cadre de la certification officielle des semences et plants (Crédit non limitatif)	650.000	650.000	150.795	
12.042	12.12	10.10	Dépenses relatives à l'achat d'étiquettes de contrôle phytosanitaire (Crédit non limitatif)	750.000	750.000	345.378	
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	2.250.000	T 2.719.000	2.687.564	
12.060	12.12	10.10	Location et entretien des installations de télécommunications	266.000	266.000	255.939	
12.070	12.12	10.10	Location et entretien des équipements informatiques	1.400.000	1.400.000	1.245.903	
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	2.936.000	2.936.000	2.711.175	
12.100	12.11	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	3.672.000	T 3.678.000	3.677.840	
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études (Sans distinction d'exercice)	8.800.000	T 8.391.000	6.967.773	
12.121	12.30	07.35	Frais d'études pour l'évaluation des pesticides (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	500.000	0	
12.130	12.16	10.10	Frais de publication d'une carte pédologique	1.831.000	1.831.000	1.563.447	
12.140	12.16	10.10	Frais de publicité dans l'intérêt des produits laitiers, de la viande de porc, des salaisons fumées, de la viande de veau, de la viande bovine et participation à des expositions	550.000	550.000	368.687	
12.160	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	3.450.000	3.450.000	2.991.532	
12.161	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel du laboratoire du lait cru	2.250.000	2.250.000	2.201.957	
12.170	12.30	10.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	794.000	794.000	723.911	
12.190	12.30	10.10	Formation du personnel	50.000	50.000	4.971	
12.300	12.30	10.10	Aménagement et entretien des hangars, chantiers et places de dépôt en campagne; équipement et matériel de chantier	450.000	450.000	338.571	
12.301	12.30	10.10	Entretien des champs d'essais, achat de plantes mellifères, d'arbres et d'arbustes; dépenses diverses	1.171.000	1.171.000	1.164.796	
12.310	12.30	10.10	Frais d'organisation de contrôles, d'admissions, de concours, d'expertises et d'essais; frais de commercialisation; réunions du comité d'experts de l'Union Européenne	213.000	213.000	157.717	
12.320	12.30	10.10	Allocation de primes de concours, de conservation et de station; attribution de médailles et de récompenses dans l'intérêt de l'amélioration des espèces bovine, porcine et chevaline	940.000	940.000	940.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.330	12.30	10.10	Contribution de l'Etat aux dépenses de l'organisme chargé de l'exécution du contrôle technique des plants de pommes de terre ainsi que des semences de céréales et de plants fourragères de production luxembourgeoise (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	4.890.000	D 6.391.000	6.390.372	
14.010	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux cours d'eau ni navigables ni flottables; travaux de réfection des dégâts causés par les hautes eaux; frais de déglacage; travaux d'entretien et de curage des cours d'eau frontaliers	1.500.000	1.500.000	864.711	
14.011	14.10	10.10	Mesures techniques à prendre pour la conservation des cours d'eau et de la protection du sol en cas d'accident (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	925.000	D 1.275.000	1.269.283	
14.012	14.10	10.10	Travaux extraordinaires de nettoyage et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux embouchures des cours d'eau non navigables ni flottables aux abords de la Moselle canalisée (Crédit non limitatif) . .	100.000	D 2.760.000	1.762.591	
14.013	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux extraordinaires d'entretien et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux cours d'eau ni navigables ni flottables (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000.000	25.000.000	16.190.039	
14.014	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau non navigables ni flottables (Sans distinction d'exercice)	5.000.000	5.000.000	3.638.716	
31.050	31.32	10.10	Participation de l'Etat aux dépenses de la fédération des herdbooks dans l'intérêt des races bovine et porcine	28.425.000	28.425.000	28.425.000	
31.051	31.32	10.10	Travaux d'amélioration et d'aménagement à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par des associations syndicales ou des particuliers (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice)	2.000.000	2.000.000	1.922.428	
32.010	32.00	10.10	Participation de l'Etat à des programmes d'études de méthodes de production (Sans distinction d'exercice)	36.000.000	36.000.000	22.631.657	
33.010	33.00	10.10	Subventions à l'union des sociétés avicoles du Grand-Duché de Luxembourg, au flockbook du texel luxembourgeois, à l'association des éleveurs de chèvres et de moutons laitiers et à l'association des bergers	830.000	830.000	830.000	
33.011	33.00	10.10	Amélioration des races chevalines: subventions aux studbooks	750.000	750.000	750.000	
33.012	33.00	10.10	Apiculture: subventions dans l'intérêt de la vulgarisation et de l'information	500.000	500.000	500.000	
33.013	33.00	10.10	Horticulture: subventions dans l'intérêt de la vulgarisation et de l'information	750.000	750.000	750.000	
33.014	33.00	07.50	Subventions aux sociétés de protection des animaux et des oiseaux	520.000	520.000	520.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.015	33.00	10.10	Subventions à la fédération colombophile luxembourgeoise et aux associations cynologiques	200.000	200.000	200.000	
33.016	33.00	08.30	Subventions à la ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer; subvention à l'office international du coin de terre et des jardins ouvriers	900.000	900.000	900.000	
33.018	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale du miel	400.000	400.000	400.000	
33.019	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale des eaux-de-vie naturelles	320.000	320.000	320.000	
33.020	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale de la viande de porc	100.000	100.000	100.000	
33.021	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale des salaisons fumées	120.000	120.000	120.000	
33.023	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'association pour la promotion de la marque nationale de la viande de porc	840.000	T 842.000	841.988	
33.024	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement d'associations s'adonnant à l'agriculture biologique	300.000	300.000	300.000	
33.025	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais du système de contrôle du mode de production biologique de produits agricoles	550.000	T 605.800	605.721	
34.100	34.50	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de contrats conclus pour l'assurance-grêle (Crédit non limitatif) ...	1.225.000	D 1.442.000	1.441.692	
43.000	43.22	10.10	Travaux d'entretien, de curage et de conservation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert)	1.000.000	1.000.000	917.937	
43.001	43.22	10.10	Voirie rurale communale: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement, réfection de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice)	22.000.000	T 27.000.000	26.996.555	
52.000	52.10	10.50	Travaux d'assainissement, de drainage, de sous-solage et d'irrigation; installation de conduites d'eau et d'abreuvoirs dans les parcs à bétail; clôtures pour parcs à bétail (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice) ...	1.000.000	1.000.000	893.236	
53.020	53.10	10.10	Constructions rurales et équipements connexes: subventions	350.000	350.000	0	
53.021	53.10	07.50	Subventions pour l'acquisition de machines et de matériel agricoles ainsi que d'équipements pour la sauvegarde du milieu naturel	150.000	T 92.200	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
53.022	53.10	10.10	Subventions pour l'exécution de travaux d'infrastructure exécutés en rapport avec la transplantation de porcheries en dehors des agglomérations	3.500.000	3.500.000	455.846	
53.023	53.10	10.10	Mesures spéciales d'ordre technique: subventions pour la réalisation de mesures spéciales visant à la rationalisation d'exploitations agricoles; dépenses diverses	550.000	550.000	550.000	
63.000	63.21	07.50	Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes (participation de l'Etat) (Sans distinction d'exercice)	35.000.000	T 30.000.000	29.643.928	
63.001	63.21	10.10	Voirie rurale communale.- Travaux d'amélioration à exécuter par les communes à la voirie rurale: élargissement, prolongement, redressement, empiérement, premier goudronnage, construction de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus; frais de mutation et dépenses diverses (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice)	24.000.000	24.000.000	23.925.371	
63.002	63.21	10.10	Conduites d'eau communales: installation par les communes de conduites d'eau d'intérêt agricole (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice)	363.000	363.000	315.652	
63.003	63.21	10.10	Cours d'eau: travaux d'aménagement à réaliser par les communes aux cours d'eau ni navigables ni flottables en vue de réduire les effets des inondations: participation de l'Etat au coût des travaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000.000	50.000.000	47.075.158	
63.004	63.21	10.10	Cours d'eau: Etudes réalisées par les communes sur les cours d'eau non navigables ni flottables en vue de réduire les effets des inondations: participation de l'Etat au coût des études (Sans distinction d'exercice)	8.000.000	8.000.000	5.015.376	
73.030	73.21	07.50	Travaux extraordinaires d'amélioration, d'aménagement, et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables à charge de l'Etat (Sans distinction d'exercice)	7.500.000	7.500.000	7.116.293	
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs ...	2.670.000	2.670.000	2.666.640	
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	700.000	700.000	673.946	
74.030	74.22	10.10	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire	3.448.000	3.448.000	3.279.504	
74.040	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	1.900.000	1.900.000	1.203.816	
12.580	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	35.000	35.000	0	
<i>Total de la Section 19.2</i>				621.816.000	661.504.000	592.153.829	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			Section 19.3 - Remembrement des biens ruraux				
11.000	11.00	10.20	Traitements des fonctionnaires	3.764.000	3.764.000	3.735.927	
43.000	43.22	10.20	Travaux d'entretien et de réparation des chemins d'exploitation, voies d'eau et autres ouvrages d'art non privés, créés ou maintenus lors du remembrement ainsi que des éléments de verdure bordant les chemins à assurer par les communes, en exécution de l'article 43 de la loi modifiée du 25 mai 1964 et du règlement grand-ducal du 25 octobre 1996 (participation de l'Etat) (Crédit non limitatif)	12.400.000	12.400.000	8.378.982	
93.000	93.00	10.20	Alimentation ordinaire du fonds de remembrement des biens ruraux destinée à couvrir les frais de fonctionnement de l'office national de remembrement (article 41, alinéa 1er, de la loi modifiée du 25.5.1964) (Crédit non limitatif)	60.000.000	60.000.000	60.000.000	
			<i>Total de la Section 19.3</i>	76.164.000	76.164.000	72.114.909	
			Section 19.4 - Service d'économie rurale				
11.000	11.00	10.10	Traitements des fonctionnaires	80.652.000	80.652.000	75.915.353	
11.010	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.439.000	3.439.000	3.371.765	
11.020	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	123.000	D 3.594.000	3.593.795	
11.030	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	3.170.000	3.170.000	2.911.231	
11.040	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	26.000	26.000	26.000	
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	515.000	T 555.000	553.077	
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	1.077.000	T 1.072.000	889.334	
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	85.000	85.000	52.461	
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	1.181.000	1.181.000	980.772	
12.090	12.21	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	3.050.000	3.050.000	3.049.841	
12.300	12.30	10.10	Frais d'impression et d'envoi de formulaires de décisions et de documentation destinés aux agriculteurs (Crédit non limitatif) ...	2.150.000	2.150.000	1.894.325	
12.310	12.30	10.10	Réunions périodiques et voyages d'information pour le perfectionnement des chefs d'exploitation dont la comptabilité est tenue par le service d'économie rurale et pour la promotion de la coopération et de l'entraide entre agriculteurs: frais d'organisation; frais de documentation; dépenses diverses	75.000	75.000	75.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.320	12.30	10.10	Frais d'entretien, d'adaptation et d'expert en relation avec les programmes de comptabilité agricole	100.000	100.000	5.000	
12.330	12.30	10.10	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	40.000	T 0	0	
24.010	24.10	10.10	Location de logiciels informatiques (Crédit non limitatif)	1.075.000	1.075.000	963.094	
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	450.000	T 455.000	453.073	
12.580	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	130.000	130.000	126.801	
<i>Total de la Section 19.4</i>				97.348.000	100.819.000	94.860.922	
Section 19.5 - Administration des services vétérinaires							
11.000	11.00	10.10	Traitements des fonctionnaires	50.027.000	D 50.317.000	50.316.083	
11.010	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	7.299.000	7.299.000	7.148.082	
11.020	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	4.475.000	4.475.000	4.460.226	
11.040	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	27.000	27.000	26.250	
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	109.000	109.000	101.500	
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	10.000	10.000	5.000	
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	1.000.000	1.000.000	946.011	
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules auto-moteurs	55.000	T 61.000	60.592	
12.030	12.16	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: fourniture de vêtements de travail et de protection	90.000	90.000	55.338	
12.040	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: frais de bureau	245.000	245.000	216.813	
12.041	12.12	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: frais de bureau	142.000	142.000	132.076	
12.042	12.12	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: frais de bureau	13.000	13.000	0	
12.050	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	176.000	T 177.237	177.237	
12.051	12.12	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif)	447.000	447.000	419.928	
12.052	12.12	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	36.000	T 37.779	37.779	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.070	12.12	10.10	Location et entretien des équipements informatiques	5.000	5.000	0	
12.080	12.11	10.10	Inspection vétérinaire.- Bâtiments: exploitation et entretien	446.000	T 442.984	412.434	
12.081	12.11	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire.- Bâtiments: exploitation et entretien	165.000	165.000	157.537	
12.150	12.30	10.10	Honoraires et prestations des vétérinaires praticiens dans l'intérêt de la police sanitaire du bétail (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.120.000	3.120.000	3.119.695	
12.160	12.30	10.10	Achat de vaccins, de sérums, de désinfectants, de réactifs de laboratoire, de matériel d'identification des bovins et des porcins et de matériel de lutte contre les épizooties (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.337.000	20.337.000	18.873.162	
12.161	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	800.000	T 794.000	593.967	
12.190	12.30	10.10	Cours de formation continue, conférences	50.000	50.000	5.500	
12.300	12.30	10.10	Enlèvement de déchets toxiques de laboratoire	100.000	100.000	32.204	
33.010	33.00	10.10	Subvention à la fédération des unions d'apiculteurs dans l'intérêt de la lutte contre les maladies des abeilles	350.000	350.000	350.000	
53.030	53.20	10.10	Frais d'exécution de la loi modifiée du 29.7.1912 sur la police sanitaire du bétail: indemnisation pour bêtes abattues d'office; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	8.000.000	8.000.000	3.293.735	
53.031	53.20	10.10	Subsides pour pertes de bétail essuyées à la suite de maladies infectieuses (Crédit non limitatif)	150.000	D 280.000	262.060	
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs ...	670.000	670.000	534.847	
74.010	74.22	10.10	Inspection vétérinaire.- Acquisition de machines de bureau	180.000	180.000	169.165	
74.011	74.22	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire.- Acquisition de machines de bureau	150.000	150.000	126.500	
74.030	74.22	10.10	Acquisition d'appareils de laboratoire	1.093.000	1.093.000	950.000	
74.060	74.40	10.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	265.000	265.000	264.999	
<i>Total de la Section 19.5</i>				100.052.000	100.472.000	93.248.720	
Section 19.6 - Viticulture							
11.000	11.00	10.10	Traitements des fonctionnaires	20.634.000	20.634.000	20.334.022	
11.010	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	3.804.000	3.804.000	3.663.213	
11.020	11.00	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	149.000	149.000	138.781	

Article	Code écon.	Code font.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.030	11.00	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	15.442.000	15.442.000	15.147.675	
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	102.000	102.000	101.250	
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires ..	10.000	10.000	0	
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	125.000	125.000	120.000	
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	220.000 T	252.300	252.296	
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	380.000 T	404.000	403.335	
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	266.000 T	362.000	361.574	
12.060	12.12	10.10	Location et entretien des installations de télécommunications	84.000	84.000	76.901	
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	1.400.000 T	1.280.000	1.153.355	
12.160	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	1.000.000 T	1.023.600	1.023.596	
12.190	12.30	10.10	Cours d'enseignement viticole: indemnités; voyages d'études; vulgarisation de connaissances viti-vinicoles; dépenses diverses ..	100.000 T	76.400	51.892	
12.300	12.30	10.10	Exploitation de l'institut viti-vinicole	2.125.000 T	2.092.700	2.080.829	
12.301	12.30	10.10	Achat de porte-greffes et de greffons sélectionnés (Crédit non limitatif)	200.000	200.000	186.497	
33.010	33.00	10.10	Subventions à l'organisation professionnelle des vignerons indépendants	90.000	90.000	90.000	
33.011	33.00	10.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds de solidarité viticole (loi du 23.4.1965)	18.102.000	18.102.000	18.102.000	
33.012	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale du vin (Sans distinction d'exercice)	3.769.000	3.769.000	3.673.156	
33.013	33.00	10.10	Subvention en faveur de la propagande des vins et de la participation de la viticulture luxembourgeoise aux expositions et foires	2.700.000	2.700.000	2.660.000	
34.050	34.30	10.10	Subsides pour études viti-vinicoles et arboricoles ainsi que pour la fréquentation d'écoles spécialisées à l'étranger	35.000	35.000	10.000	
34.100	34.50	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de contrats conclus pour l'assurance-grêle et l'assurance-gel (Crédit non limitatif)	15.400.000	15.400.000	12.651.411	
34.101	34.50	10.20	Améliorations viticoles dans le cadre du remembrement viticole : subventions à titre de compensation partielle des pertes de revenu causées par la reconstitution des vignobles	2.940.000	2.940.000	2.720.648	
43.000	43.22	10.10	Chemins d'exploitation communaux et rigoles dans les vignes: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, godronnage d'entretien, assainissement par rigoles; réfection de ponceaux, dalots, buses, murs; revêtement et consolidation des talus (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice)	600.000	600.000	586.739	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
52.000	52.10	10.10	Voirie rurale syndicale dans les vignes: construction et mise en état des chemins d'exploitation et rigoles dans les vignes; entretien, rechargement, empierrement, goudronnage, assainissement, ponceaux, dalots, buses, murs, frais de mutation et dépenses diverses (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice)	93.000	93.000	92.680	
53.020	53.10	10.10	Améliorations viticoles: subventions pour la reconstitution des vignes, y compris la démolition et la construction de murs de soutènement des vignes en terrasses; subventions pour travaux de consolidation de coteaux en mouvement; subventions pour la sélection qualitative des cépages	3.000.000	3.000.000	2.999.000	
63.000	63.21	10.10	Travaux d'amélioration à exécuter par les communes à la voirie rurale dans les vignes: élargissement, prolongement, redressement, empierrement, premier goudronnage, construction de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus; frais de mutation et dépenses diverses (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice) ...	3.500.000	3.500.000	49.429	
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs ...	1.900.000	T 1.503.959	1.344.500	
74.040	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	62.000	T 458.041	457.789	
74.540	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	5.238.000	5.238.000	5.157.650	
<i>Total de la Section 19.6</i>				103.470.000	103.470.000	95.690.218	
Section 19.7 - Sylviculture							
11.060	11.00	10.30	Rémunération de la main-d'oeuvre occupée dans les forêts domaniales: coupes, entretien et pépinières (Crédit non limitatif)	140.700.000	140.700.000	140.700.000	
12.000	12.15	10.30	Indemnités pour services de tiers	840.000	T 795.000	795.000	
12.120	12.30	10.30	Etudes sur le milieu forestier: frais d'études et d'analyses; indemnités pour services de tiers; dépenses diverses	8.000.000	T 7.855.000	7.769.592	
12.200	12.30	10.30	Dépenses résultant de l'affiliation de l'Etat à l'association d'assurance mutuelle contre les risques d'incendie (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	
12.300	12.30	10.30	Frais d'exploitation des coupes, frais d'entretien et de culture, y compris l'entretien des chemins de vidange: débardage par des tiers; achat de plants forestiers; vêtements et équipements de travail; établissement et entretien des pépinières forestières; dépenses diverses	42.500.000	T 42.653.000	42.650.238	
12.301	12.30	07.30	Exécution de la loi sur la protection des bois et de la loi concernant la protection des végétaux et produits végétaux contre les organismes nuisibles: reboisement de terrains et exploitation de forêts appartenant à des propriétaires n'ayant pas satisfait aux conditions légales (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.010	33.00	10.30	Subventions au profit d'associations de sylviculteurs pour des actions en faveur de la conservation et de l'amélioration des forêts du pays	1.250.000	1.250.000	1.000.000	
33.011	33.00	07.30	Subvention pour le projet de recherche et de vulgarisation visant à développer la culture du peuplier au Grand-Duché de Luxembourg	500.000	500.000	496.696	
34.020	34.30	10.30	Octroi d'un salaire de compensation aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû aux intempéries hivernales (Crédit non limitatif)	100.000	T 137.000	136.780	
53.020	53.10	10.30	Subsides aux propriétaires et exploitants pour l'amélioration des structures forestières (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	82.500.000	82.500.000	82.493.476	
63.000	63.21	10.30	Subsides aux communes dans l'intérêt de la construction de chemins forestiers	15.000.000	15.000.000	15.000.000	
73.010	73.11	10.30	Aménagement d'un réseau routier dans le domaine forestier de l'Etat	14.000.000	14.000.000	13.745.029	
74.040	74.22	10.30	Acquisition d'équipements spéciaux	2.370.000	2.370.000	2.287.722	
<i>Total de la Section 19.7</i>				307.770.000	307.770.000	307.074.533	
Section 19.8 - Développement rural							
12.140	12.16	07.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	200.000	T 206.753	206.753	
12.180	12.30	07.20	Acquisition et entretien de matériel didactique	25.000	25.000	0	
12.190	12.30	07.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	200.000	T 193.247	180.525	
33.010	33.00	10.10	Subventions en faveur d'organisations agréées par le ministère de l'agriculture, pour des actions de vulgarisation en relation avec une diversification de la production agricole dans le cadre des plans de développement de zones rurales	2.235.000	2.235.000	1.578.964	
33.011	33.00	07.20	Subsides à des associations et des institutions oeuvrant dans le domaine du développement rural et du renouveau local	500.000	500.000	500.000	
33.012	33.00	10.00	Subventions en faveur des "Groupes LEADER - Grand-Duché de Luxembourg" pour les actions en rapport avec l'agriculture, la sylviculture et le fonctionnement du groupe, découlant de son programme de travail dans le cadre de l'initiative communautaire LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale)	6.200.000	6.200.000	6.200.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
33.013	33.00	10.00	Participation de l'Etat à raison de 50 % dans les actions de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes opérationnels dans le cadre de l'application des règlements (CEE) N° 2083/93/FEDER 2085/93 - FEOGA et 2084/93 - FSE du Conseil du 20 juillet 1993	1.000.000	T 1.578.000	1.568.709	
43.000	43.22	07.20	Subsides aux communes en milieu rural pour l'élaboration de plans de développement communaux et régionaux rural ou de renouveau local	15.000.000	15.000.000	10.362.535	
63.000	63.21	07.20	Subventions aux communes situées dans la zone éligible à l'objectif 5b - développement rural - d'après la réforme des fonds structurels communautaires pour des projets d'infrastructure en faveur de l'agriculture, de la sylviculture, du cadre de vie et de la vie économique des localités	10.000.000	T 9.422.000	8.112.710	
<i>Total de la Section 19.8</i>				35.360.000	35.360.000	28.710.196	
<i>Total du département 19</i>				2.653.922.000	2.717.602.000	2.539.621.505	
20 - MINISTERE DE L'ECONOMIE							
Section 20.0 - Economie							
11.000	11.00	11.10	Traitements des fonctionnaires	3.182.000	3.182.000	3.148.826	
11.100	11.40	11.10	Indemnités d'habillement	80.000	80.000	80.000	
11.130	11.12	11.10	Indemnités pour services extraordinaires	279.000	279.000	235.500	
12.000	12.15	11.10	Indemnités pour services de tiers	45.000	45.000	25.500	
12.010	12.13	11.10	Frais de route et de séjour	93.000	T 89.237	86.730	
12.011	12.13	11.10	Frais de route et de séjour à l'étranger dans le cadre de la participation du Luxembourg au Centre Européen de Ressources sur les Reversions et les Mutations	30.000	30.000	6.341	
12.012	12.13	11.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	7.500.000	7.500.000	7.306.167	
12.020	12.14	11.10	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	229.000	T 232.763	232.763	
12.040	12.12	11.10	Frais de bureau	380.000	T 385.024	385.024	
12.070	12.12	11.10	Entretien des équipements informatiques	150.000	150.000	60.385	
12.080	12.11	11.10	Bâtiments: exploitation et entretien	225.000	T 247.807	247.807	
12.120	12.30	11.10	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	5.000	D 405.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.140	12.16	11.10	Propagande en faveur de l'expansion économique et commerciale: participation à des foires et expositions et organisation de pareilles manifestations, acquisition et édition de matériel d'exposition, acquisition et édition de matériel de propagande, organisation de campagnes et d'actions de publicité, participation à des congrès (Sans distinction d'exercice)	22.073.000	22.073.000	22.072.833	
12.141	12.16	11.10	Organisation de journées du consommateur	1.525.000	1.525.000	1.493.161	
12.142	12.16	11.10	Participation du Grand-Duché de Luxembourg à l'Exposition Universelle EXPO 2000 à Hanovre: travaux de conception et de réalisation de l'exposition (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	5.000.000	4.978.483	
12.143	12.16	11.10	Célébration du 20ème anniversaire de l'Office Européen des Brevets: exposition itinérante	400.000	400.000	383.436	
12.190	12.30	11.10	Frais de formation informatique	150.000	T 122.169	66.200	
12.300	12.30	11.10	Service de la propriété intellectuelle: frais de diffusion de la documentation et frais de fonctionnement du service	570.000	570.000	512.697	
12.310	12.30	11.30	Mesures et interventions générales ou particulières, directes ou indirectes, dans l'intérêt de la promotion des investissements dans l'économie industrielle et de l'expansion de celle-ci: frais du comité de développement économique et d'autres organismes de prospection, expertises et études, autres dépenses directes, participation à des dépenses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	31.000.000	31.000.000	28.313.519	
12.320	12.30	09.10	Mesures éventuelles en vue d'assurer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers et en d'autres produits de première nécessité: indemnités pour services de tiers, frais de route et de séjour, dépenses diverses (Crédit non limitatif) .	5.000	5.000	0	
14.010	14.10	07.50	Entretien des aires de service, des zones de verdure, des bassins de retenue et des ouvrages hydrauliques annexes situés dans le périmètre des zones industrielles à caractère national	1.000.000	1.000.000	995.683	
31.030	31.12	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: bonifications d'intérêt, autres subventions ayant le même objet (Crédit non limitatif)	1.000.000	1.000.000	0	
31.040	31.31	11.40	Subventions pour des produits pouvant accuser des hausses de prix anormales et temporaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.180.000	3.180.000	2.102.401	
31.050	31.32	11.10	Mesures et interventions en vue de maintenir et de stimuler l'activité industrielle, de sauvegarder l'emploi, de favoriser l'adaptation et le développement d'entreprises de production de biens et de services, de faciliter leur établissement ou leur extension: subventions, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses (Crédit non limitatif)	6.500.000	D 27.976.076	27.976.076	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
31.051	31.32	11.10	Subsides destinés à favoriser la participation des entreprises luxembourgeoises aux foires et autres manifestations commerciales à l'étranger et à encourager les actions de publicité et les missions de promotion commerciale	12.000.000	12.000.000	12.000.000	
31.052	31.32	11.31	Mesures et interventions réalisées et cofinancées notamment dans le cadre des programmes et initiatives communautaires, et destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée, de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle de l'énergie, d'assurance-qualité et de certification, d'étalonnage des performances (benchmarking) notamment dans les PME: contribution à des mesures de sensibilisation, études, expertises, audits technologiques et écologiques, projets d'étalonnage	1.000.000	1.000.000		0
31.053	31.32	11.10	Interventions en faveur de restructurations profondes ou de reconversions d'entreprises industrielles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.000.000		0
31.054	31.32	11.10	Participation de l'Etat dans les actions de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes opérationnels dans le cadre de l'application du règlement (C.E.E.) N° 2083/93/-FEDER du Conseil du 20 juillet 1993	3.600.000	T 1.900.000	1.005.924	
31.055	31.32	11.10	Contribution au Centre Européen de Ressources sur les Reconversions et les Mutations (CERRM)	2.800.000	2.800.000	2.452.611	
31.056	31.32	11.10	Participation aux frais du Groupement d'intérêt économique pour l'étude et la reconversion des sites sidérurgiques au Luxembourg (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	5.204.526	
32.010	32.00	11.30	Contribution forfaitaire aux dépenses de fonctionnement de l'office luxembourgeois pour l'accroissement de la productivité; subsides et frais dans l'intérêt du relèvement de la productivité industrielle et de l'amélioration de l'équipement technique et commercial de la petite et moyenne industrie	9.700.000	9.700.000	9.700.000	
32.011	32.00	11.31	Mesures et interventions destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée: subventions et participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement d'organismes luxembourgeois et internationaux de recherche-développement et de transfert technologiques, études, expertises et dépenses directes dans le même but (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert)	3.685.000	3.685.000	3.525.398	
32.012	32.00	11.10	Contribution à l'enquête relative au système communautaire d'information sur les accidents dans lesquels sont impliqués des produits de consommation (Sans distinction d'exercice)	500.000	500.000		0

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
32.013	12.30	11.10	Mesures et interventions destinées à favoriser la diffusion de l'information technique contenue dans les bases de données brevets: participation aux frais de fonctionnement d'une cellule de veille technologique-brevets	1.600.000	1.600.000	1.600.000	
32.014	32.00	11.10	Contributions financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt de la réalisation de projets conventionnés au titre II de la loi du 9 mars 1987 en vue de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	3.500.000	3.500.000	3.500.000	
33.010	33.00	11.10	Participation de l'Etat à raison de maximum 50 % dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales cofinancées par le FEDER dans le cadre des programmes communautaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	T 2.700.000	2.603.011	
35.060	35.00	11.10	Cotisations et contributions à des organisations et institutions internationales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	8.000.000	8.000.000	6.202.948	
74.060	74.40	11.10	Acquisition de logiciels	50.000	50.000	8.173	
<i>Total de la Section 20.0</i>				143.036.000	164.912.076	148.512.123	
Section 20.1 - Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)							
11.000	11.00	01.32	Traitements des fonctionnaires	113.618.000	113.618.000	106.079.835	
11.010	11.00	01.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	60.998.000	60.998.000	59.381.700	
11.020	11.00	01.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 5.970.000	5.969.930	
11.030	11.00	01.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	10.000	10.000	0	
11.130	11.12	01.32	Indemnités pour services extraordinaires	47.000	47.000	33.000	
12.000	12.15	01.32	Indemnités pour services de tiers	45.000	45.000	40.500	
12.010	12.13	01.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	110.000	110.000	97.538	
12.020	12.14	01.32	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	70.000	T 47.000	40.641	
12.040	12.12	01.32	Frais de bureau	2.100.000	T 1.730.000	1.728.216	
12.050	12.12	01.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Non susceptible de transfert)	4.135.000	T 4.805.000	4.800.035	
12.070	12.12	01.32	Location et entretien des équipements informatiques	5.999.000	T 5.957.000	5.906.637	
12.080	12.11	01.32	Bâtimens: exploitation et entretien	4.651.000	T 4.687.000	4.686.356	
12.090	12.21	01.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.902.000	D 37.730.000	37.729.172	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.120	12.30	01.32	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	3.030.000	3.030.000	2.734.301	
12.130	12.16	01.32	Frais de publication (Crédit non limitatif) .	3.700.000	3.700.000	3.227.433	
12.190	12.30	01.32	Frais de formation	370.000	T 334.000	318.267	
12.220	12.30	01.32	Programme de recherche effectué en commun avec le centre de recherche public auprès du centre universitaire concernant le modèle économétrique luxembourgeois et l'établissement d'un tableau de bord de l'emploi	1.750.000	1.750.000	1.750.000	
12.300	12.30	01.32	Enquêtes pour le compte de l'office statistique des communautés européennes: imprimés, indemnités aux enquêteurs et dépenses diverses (Non susceptible de transfert)	2.702.000	2.702.000	2.689.061	
12.301	12.30	01.32	Travaux périodiques extraordinaires: indemnités pour services de tiers, frais d'impression	1.200.000	1.200.000	1.169.385	
12.302	12.30	01.32	Système INTRASTAT: frais d'impression de la documentation; maintenance des équipements	420.000	T 220.000	180.723	
12.310	12.30	01.32	Recensement général de la population: travaux préparatoires et autres dépenses	100.000	T 0	0	
12.320	12.30	01.32	Enquête sur les budgets familiaux: frais d'enquête, imprimés, divers (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert)	24.662.000	24.662.000	23.808.920	
35.060	35.00	01.32	Subventions et cotisations à des institutions internationales	50.000	50.000	29.200	
74.010	74.22	01.32	Acquisition de machines de bureau	900.000	900.000	782.600	
74.050	74.22	01.32	Acquisition d'équipements informatiques .	900.000	900.000	899.979	
74.060	74.40	01.32	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	600.000	T 642.000	641.508	
12.800	12.30	01.32	Enquêtes pour le compte de l'office statistique des communautés européennes: imprimés, indemnités aux enquêteurs et dépenses diverses	430.000	T 453.000	452.206	
			<i>Total de la Section 20.1</i>	269.509.000	276.297.000	265.177.143	
			<i>Total du département 20</i>	412.545.000	441.209.076	413.689.266	
21 - MINISTRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME							
<i>Section 21.0 - Classes moyennes</i>							
11.130	11.12	11.40	Indemnités pour services extraordinaires .	510.000	T 430.000	423.500	
12.000	12.15	11.40	Indemnités pour services de tiers	430.000	T 441.000	441.000	
12.010	12.13	11.40	Frais de route et de séjour	10.000	10.000	240	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.012	12.13	11.40	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	625.000	T 905.000	898.092	
12.040	12.12	11.40	Frais de bureau	100.000	100.000	99.911	
12.080	12.11	11.40	Bâtiments: exploitation et entretien	65.000	65.000	58.624	
12.120	12.30	11.40	Frais d'experts et d'études	6.500.000	6.500.000	6.500.000	
31.030	31.12	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: bonifications d'intérêt (article 4 de la loi du 29.7.1968) (Crédit non limitatif)	105.000.000	D 135.000.000	134.997.893	
31.040	31.31	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides pour assistance et expertise techniques (article 7 de la loi du 29.7.1968)	100.000	T 0	0	
31.050	31.32	11.40	Subsides destinés à favoriser a) la prospection des marchés et la vente des produits de l'artisanat luxembourgeois à l'intérieur du pays et dans les pays étrangers, b) l'organisation de congrès relevant des professions indépendantes sur le plan national et international, c) la participation à des réunions professionnelles à l'étranger, notamment dans le cadre des communautés européennes et d) la participation à des séminaires et cours de formation professionnelle à l'étranger	1.500.000	1.500.000	1.498.500	
31.051	31.32	11.40	Subsides destinés à favoriser la participation à des foires à l'étranger	3.000.000	T 2.889.000	2.885.000	
33.010	33.00	11.40	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement du comité national de recherches organisé dans le cadre de l'institut international des classes moyennes	170.000	170.000	170.000	
35.060	35.00	11.40	Contribution destinée à l'institut international des classes moyennes	35.000	35.000	35.000	
41.000	41.50	11.40	Promotion professionnelle des secteurs relevant du ministère des classes moyennes: subsides aux organismes professionnels	95.850.000	95.850.000	95.850.000	
41.001	41.50	04.50	Cours de formation professionnelle pour exploitants de débits de boissons alcooliques et non alcooliques, cours de formation accélérée pour commerçants, cours de formation pour l'accès à la profession de transporteur, cours de formation pour exploitants de terrains de camping: subsides destinés à couvrir les frais exposés par la chambre de commerce	3.250.000	3.250.000	3.250.000	
41.002	41.50	11.40	Actions en faveur de la revalorisation du travail manuel: subsides	3.700.000	3.700.000	3.700.000	
41.003	41.50	11.40	Subside pour le fonctionnement du "centre de qualification et de création d'entreprises de la chambre des métiers"	5.000.000	5.000.000	5.000.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
52.000	52.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides aux mutualités de cautionnement du commerce et de l'artisanat (article 6 de la loi du 29.7.1968)	3.000.000	3.000.000	3.000.000	
53.040	53.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: subventions en capital (article 3 de la loi du 29.7.1968) (Crédit non limitatif)	156.000.000	D 226.000.000	225.988.972	
53.041	53.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: primes d'épargne de premier établissement (article 9 de la loi du 29.7.1968) (Crédit non limitatif)	14.000.000	14.000.000	14.000.000	
<i>Total de la Section 21.0</i>				398.845.000	498.845.000	498.796.732	
Section 21.1 - Tourisme							
11.300	11.00	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion économique et touristique: indemnités des agents (Crédit non limitatif)	17.170.000	17.170.000	16.347.101	
12.010	12.13	11.60	Frais de route et de séjour	5.000	5.000	4.525	
12.012	12.13	11.60	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	520.000	T 823.000	822.401	
12.020	12.14	11.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	75.000	T 57.653	57.653	
12.040	12.12	11.60	Frais de bureau	25.000	T 31.000	30.811	
12.100	12.11	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion économique et touristique: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.000.000	6.000.000	5.938.646	
12.140	12.16	11.60	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	1.645.000	T 1.656.347	1.655.841	
12.141	12.16	11.60	Participation à des foires, salons, expositions et autres manifestations à caractère touristique (Sans distinction d'exercice)	6.250.000	T 6.296.000	6.295.659	
12.300	12.30	11.60	Sentiers touristiques: aménagement, signalisation, équipement et entretien ...	3.500.000	3.500.000	3.498.424	
12.301	12.30	11.60	Parc naturel germano-luxembourgeois: aménagements et frais de propagande ...	200.000	200.000	200.000	
12.302	12.30	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion économique et touristique: frais de port (Crédit non limitatif)	5.100.000	D 6.376.984	6.177.004	
12.303	12.30	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion économique et touristique: autres frais courants de fonctionnement	6.200.000	6.200.000	6.193.680	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
31.030	31.12	11.50	Amélioration de l'infrastructure touristique: subventions réduisant les intérêts relatifs aux prêts contractés, soit pour la construction, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'établissements d'hébergement et de restauration (réalisation des projets exceptionnels visés à l'article 2 du règlement grand-ducal du 14.6.1988 procédant de la loi du 20.4.1988 ayant pour objet d'autoriser le gouvernement à subventionner l'exécution d'un quatrième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique), soit pour l'amélioration de terrains de camping privés non subventionnés dans le cadre du quatrième programme quinquennal: subventions réduisant les intérêts relatifs aux prêts contractés par des particuliers	800.000 T	451.000	451.000	
33.010	33.00	11.60	Amélioration de l'infrastructure touristique: subventions réduisant les intérêts relatifs aux prêts contractés par les syndicats d'initiative, les associations sans but lucratif et les organismes luxembourgeois exerçant une activité notable au profit du tourisme national et qui ne sont pas subventionnés dans le cadre des quatrième et cinquième programmes quinquennaux ..	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
33.011	33.00	08.10	Subsides en faveur de l'association de gérance du musée du vin à Ehnen	2.300.000	2.300.000	2.300.000	
33.012	33.00	11.60	Subsides en faveur des syndicats d'initiative, d'autres associations sans but lucratif et en général des différents organismes luxembourgeois exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	15.500.000 T	17.707.494	17.259.851	
33.013	33.00	11.60	Participation aux frais de modernisation des auberges de jeunesse	550.000	550.000	550.000	
33.014	33.00	11.60	Organisation de concours: primes d'encouragement et de récompense	300.000	300.000	300.000	
33.015	33.00	11.60	Subside à l'office national du tourisme	54.500.000	54.500.000	54.500.000	
33.016	33.00	11.60	Coordinateurs de l'animation touristique régionale: participation aux frais de rémunération	6.380.000 T	5.852.506	5.852.506	
33.017	33.00	11.60	Participation de l'Etat dans le financement des manifestations touristiques et culturelles organisées par le musée "A Possen"	535.000	535.000	535.000	
33.018	33.00	11.60	Participation aux frais de fonctionnement de l'institut européen de tourisme à l'université de Trèves	1.248.000	1.248.000	1.235.936	
33.020	33.00	11.60	Bureau d'information touristique à Weiswampach: participation aux frais de rémunération	800.000	800.000	770.802	
33.022	33.00	11.60	Participation aux frais de fonctionnement de la société mixte dans l'intérêt du développement du tourisme de congrès ..	5.000.000	5.000.000	2.520.000	
33.023	33.00	11.60	Participation aux cours de formation touristique continue dans le cadre des fonds européens d'aide aux régions concernées par l'objectif 5b	400.000	400.000	400.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.024	33.00	11.60	Frais de participation à la réalisation d'un Guide Gallimard sur le Luxembourg	2.635.000	2.635.000	2.623.568	
33.025	33.00	11.60	Subsides à l'office national du tourisme pour la réalisation et l'édition de prospectus régionaux	4.000.000	T 2.320.000	2.235.616	
33.026	33.00	08.10	Participation aux frais de développement de l'écomusée à Munshausen	2.000.000	2.000.000	2.000.000	
33.028	33.00	11.50	Subside au VATEL-CLUB a.s.b.l. pour l'organisation de l'EXPOGAST '98-CULINARY WORLD CUP	500.000	500.000	500.000	
35.060	35.00	11.60	Contributions à des organismes internationaux	310.000	310.000	94.423	
43.000	43.22	11.60	Entretien, renouvellement et réparation de pistes cyclables: remboursement de dépenses effectuées par les communes . .	5.500.000	5.500.000	5.498.529	
43.001	43.22	11.60	Subsides en faveur des communes exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	1.000.000	1.000.000	992.450	
74.000	74.10	11.60	Acquisition de véhicules automoteurs . . .	800.000	T 688.800	685.400	
74.040	74.22	11.60	Acquisition d'équipements spéciaux pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques	1.500.000	1.500.000	1.498.400	
74.080	74.22	11.60	Acquisition de mobilier et d'équipements de bureaux pour les agences à l'étranger (Sans distinction d'exercice)	250.000	T 361.200	361.184	
11.800	11.00	11.60	Agences et agents à l'étranger: indemnités	1.060.000	1.060.000	99.338	
12.640	12.16	11.60	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	1.650.000	1.650.000	1.649.117	
12.800	12.30	11.60	Sentiers touristiques et frais accessoires . .	324.000	324.000	322.400	
12.802	12.30	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion économique et touristique: frais de port	136.000	136.000	89.658	
12.803	12.30	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion économique et touristique: autres frais courants de fonctionnement	1.061.000	1.061.000	1.060.484	
			<i>Total de la Section 21.1</i>	158.729.000	160.005.984	154.607.407	
			<i>Total du département 21</i>	557.574.000	658.850.984	653.404.139	
			22 - MINISTRE DES COMMUNICATIONS				
			Section 22.0 - Communications. - Dépenses générales				
12.012	12.13	12.60	Frais de route et de séjour à l'étranger . .	3.500.000	3.500.000	3.485.731	
12.020	12.14	12.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	53.000	53.000	42.294	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.040	12.12	12.60	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	130.000	130.000	105.376	
12.080	12.11	12.60	Bâtiments; exploitation et entretien	70.000	70.000	55.232	
12.120	12.30	12.60	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	500.000	D 25.236.909	25.236.909	
12.191	12.30	12.60	Frais de formation professionnelle	100.000	100.000	63.240	
33.010	33.00	12.60	Subsides à des associations	100.000	100.000	100.000	
35.030	35.40	12.60	Part du Grand-Duché dans les frais des bureaux internationaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	3.500.000	3.500.000	2.882.310	
<i>Total de la Section 22.0</i>				7.953.000	32.689.909	31.971.092	
Section 22.1 - Centre informatique de l'Etat							
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	177.855.000	177.855.000	170.080.746	
11.010	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	19.625.000	19.625.000	14.936.459	
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	7.345.000	7.345.000	4.771.047	
11.030	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	5.712.000	D 5.738.000	5.737.561	
11.040	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	38.000	38.000	37.500	
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires ..	10.000	10.000	7.200	
11.131	11.12	Divers codes	Primes d'informatique (centre informatique et autres administrations) (Crédit non limitatif)	18.600.000	18.600.000	17.672.352	
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	18.000	T 58.000	52.931	
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	130.000	T 235.000	228.184	
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	20.000	20.000	19.998	
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	830.000	T 765.000	681.909	
12.041	12.12	01.34	Achat de matériel consommable pour les besoins du traitement de l'information (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	4.000.000	3.945.859	
12.042	12.12	01.34	Frais de fonctionnement du répertoire des personnes physiques et morales	280.000	T 240.000	220.647	
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif)	28.205.000	28.205.000	24.716.585	
12.051	12.12	01.34	Achat de services de télécommunication autres que de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif) ..	2.348.000	T 2.475.000	2.474.100	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.060	12.12	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	410.000	410.000	333.866	
12.070	12.12	01.34	Location et entretien des équipements informatiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	112.639.000	112.639.000	110.214.653	
12.071	12.12	13.90	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: frais de location et d'entretien; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	13.500.000	D 13.700.000	13.572.270	
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	10.960.000	T 10.661.000	10.245.584	
12.100	12.11	01.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	1.026.000	1.026.000	1.026.000	
12.120	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	180.000.000	180.000.000	155.437.085	
12.190	12.30	01.34	Frais de formation du personnel (centre informatique et autres administrations) ..	7.750.000	T 7.710.000	7.284.316	
12.300	12.30	01.34	Participation aux frais d'un centre de secours informatique (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	
12.301	12.30	01.34	Frais de surveillance des immeubles (Crédit non limitatif)	6.787.000	T 6.959.000	6.958.752	
24.010	24.10	01.34	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	37.000.000	37.000.000	25.950.483	
74.050	74.22	13.90	Acquisition d'équipements informatiques (centre informatique et autres administrations) (Sans distinction d'exercice)	74.525.000	74.525.000	74.458.353	
74.051	74.22	Divers codes	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition d'équipements (Sans distinction d'exercice)	57.000.000	57.000.000	56.941.875	
74.060	74.40	13.90	Acquisition de logiciels (centre informatique et autres administrations) (Sans distinction d'exercice)	32.500.000	32.500.000	31.530.035	
74.061	74.40	Divers codes	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition de logiciels	19.750.000	19.750.000	19.577.098	
			<i>Total de la Section 22.1</i>	818.878.000	819.104.000	759.113.448	
			<i>Total du département 22</i>	826.831.000	851.793.909	791.084.540	
			23 - MINISTÈRE DES TRANSPORTS				
			<i>Section 23.0 - Transports. - Dépenses générales</i>				
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	6.860.000	6.860.000	6.731.689	
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	520.000	520.000	518.822	
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien	100.000	100.000	99.651	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.120	12.30	12.00	Réalisation du projet "BTB": frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.000.000	D 15.500.000	14.494.033	
12.121	12.30	12.00	Mise en place d'un modèle de gestion des transports routiers: frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	5.000.000	5.000.000	
12.140	12.16	12.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	4.000.000	4.000.000	3.995.300	
12.190	12.30	12.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation (conférence finale du projet QUATTRO)	1.200.000	1.200.000	1.107.023	
12.300	12.30	12.00	Bornes d'information et de vente de titres de transport: frais de location	1.500.000	1.500.000	1.459.925	
33.010	33.00	12.00	Subsides dans l'intérêt de la promotion des transports publics de personnes	70.000	70.000	70.000	
33.011	33.00	12.00	Subvention au groupement de planification du projet Bunn Tram Bus (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	2.150.000	2.150.000	0	
35.060	35.00	12.00	Cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000	250.000	196.305	
51.010	51.20	12.20	Acquisition d'oblitérateurs dans l'intérêt de la tarification appliquée sur les réseaux ferroviaire et routier des transports publics (Sans distinction d'exercice)	5.774.000	5.774.000	4.676.694	
12.512	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	140.000	140.000	140.000	
			<i>Total de la Section 23.0</i>	39.564.000	43.064.000	38.489.442	
			Section 23.1 - Circulation routière				
11.130	11.12	12.10	Indemnités pour services extraordinaires ..	550.000	T 581.500	581.500	
12.000	12.15	12.10	Indemnités pour services de tiers	1.149.000	T 1.089.292	921.200	
12.010	12.13	12.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	800.000	T 831.169	831.169	
12.060	12.12	12.10	Location et entretien des installations de télécommunications	10.000	10.000	0	
12.081	12.11	12.10	Service des permis de conduire: exploitation et entretien	345.000	T 402.010	402.010	
12.100	12.11	12.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	2.160.000	2.160.000	2.160.000	
12.130	12.16	12.10	Frais de publication	350.000	T 291.913	291.913	
12.140	12.16	12.10	Mesures préventives contre les accidents de la circulation: frais de publicité, de sensibilisation et d'information (Sans distinction d'exercice)	6.500.000	6.500.000	6.282.532	
12.160	12.30	12.10	Acquisition et entretien de matériel médical	5.000	T 3.116	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.300	12.30	12.10	Confection de plaques d'immatriculation .	71.000	71.000	70.610	
12.310	12.30	12.10	Remboursement à la société nationale de contrôle technique de frais relatifs à la gestion du fichier national des véhicules (Crédit non limitatif)	54.340.000	D 60.987.504	60.987.504	
33.010	33.00	12.10	Subsides à l'association nationale de prévention routière, à l'automobile club du Grand-Duché de Luxembourg et à la fédération des maîtres-instructeurs	2.500.000	2.500.000	2.500.000	
41.000	41.50	12.10	Cours de formation pour les chauffeurs professionnels effectuant des transports de matières dangereuses: remboursement des frais à la chambre de commerce	1.600.000	1.600.000	1.403.521	
41.001	41.50	12.00	Cours de formation pour les conseillers de sécurité pour les transports par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses: remboursement des frais d'examen à la chambre de Commerce	150.000	150.000	0	
74.050	74.22	12.10	Remboursement à la société nationale de contrôle technique des frais d'amortissement des équipements informatiques pour la gestion du fichier national des véhicules	10.964.000	10.964.000	10.466.770	
12.500	12.15	12.10	Indemnités pour services de tiers	855.000	855.000	659.200	
41.500	41.50	12.10	Cours de formation pour les chauffeurs professionnels effectuant des transports de matières dangereuses: remboursement des frais à la chambre de commerce	350.000	350.000	192.980	
<i>Total de la Section 23.1</i>				82.699.000	89.346.504	87.750.909	
Section 23.2 - Transports routiers							
12.010	12.13	12.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	250.000	T 195.000	182.954	
12.020	12.14	12.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs du service de contrôle routier	380.000	T 435.000	432.077	
12.060	12.12	12.10	Location et entretien des installations de télécommunications	65.000	65.000	51.429	
12.120	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	2.000.000	D 12.415.000	12.414.707	
12.140	12.16	12.10	Frais d'impression d'horaires d'autobus et des conditions tarifaires	4.000.000	4.000.000	1.935.043	
12.300	12.30	12.13	Remboursement à la S.N. des C.F.L. des frais de gestion du service public d'autobus autorisé par l'Etat (Crédit non limitatif)	30.000.000	D 31.847.000	31.846.854	
31.010	31.21	12.13	Quasi-gratuité du transport des jeunes: subventions à la S.N. des C.F.L. (Crédit non limitatif)	30.000.000	30.000.000	29.680.000	
31.040	31.31	12.13	Services publics d'autobus autorisés par l'Etat et quasi-gratuité du transport des jeunes: subventions aux entreprises privées (Crédit non limitatif)	1.410.000.000	D 1.478.290.000	1.471.416.852	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
34.090	34.40	04.13	Gratuité du transport des élèves de l'enseignement postprimaire (Crédit non limitatif)	94.000.000	D 96.206.000	96.205.503	
34.091	34.40	04.12	Gratuité du transport des élèves de l'éducation différenciée: subventions	237.000.000	237.000.000	236.988.459	
43.000	43.22	12.13	Services publics d'autobus autorisés par l'Etat, quasigratuité du transport des jeunes et gratuité du transport des élèves de l'enseignement postprimaire: subventions à la ville de Luxembourg (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	233.700.000	233.700.000	230.058.164	
43.020	43.52	12.13	Services publics d'autobus autorisés par l'Etat et quasi-gratuité du transport des jeunes: subventions au T.I.C.E. (Crédit non limitatif)	250.300.000	D 277.719.000	277.718.249	
74.000	74.10	12.10	Acquisition de véhicules automoteurs	1.470.000	1.470.000	1.381.119	
34.591	34.40	04.50	Gratuité du transport des élèves de l'éducation différenciée: subventions	37.000.000	37.000.000	36.975.016	
			<i>Total de la Section 23.2</i>	2.330.165.000	2.440.342.000	2.427.286.426	
			Section 23.3 - Chemins de fer				
11.000	11.00	12.20	Traitements des fonctionnaires	4.586.000	4.586.000	4.552.713	
12.080	12.11	12.20	Bâtiments: exploitation et entretien	90.000	90.000	49.923	
31.021	31.22	12.20	Services publics ferroviaires conventionnés: subventions à la S.N. des C.F.L. (Crédit non limitatif)	2.169.335.000	D 2.241.137.000	2.241.136.036	
31.022	31.22	12.13	Services publics routiers conventionnés: subventions à la S.N. des C.F.L. (Crédit non limitatif)	675.070.000	D 705.497.000	705.496.050	
31.023	31.22	12.20	Autres aides à la S.N. des C.F.L. conformément à la Directive 91/440 (Crédit non limitatif)	560.000.000	560.000.000	560.000.000	
32.001	42.00	12.20	Compensation des charges de la S.N. des C.F.L. résultant de la normalisation des comptes en ce qui concerne les pensions du personnel (Crédit non limitatif)	4.347.537.000	4.347.537.000	4.301.291.602	
93.000	93.00	12.20	Dotation au profit du fonds du rail dans l'intérêt de la prise en charge des frais de réparation et d'entretien de l'infrastructure ferroviaire conformément à la directive 91/440 CEE (Crédit non limitatif)	2.321.164.000	2.321.164.000	2.321.164.000	
			<i>Total de la Section 23.3</i>	10.077.782.000	10.180.011.000	10.133.690.324	
			Section 23.4 - Navigation et transports fluviaux				
11.000	11.00	12.34	Traitements des fonctionnaires	40.731.000	40.731.000	39.509.245	
11.010	11.00	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.643.000	1.643.000	1.462.868	
11.020	11.00	12.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	70.000	D 814.000	813.674	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.030	11.00	12.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	356.000	356.000	310.696	
11.100	11.40	12.34	Indemnités d'habillement	60.000	60.000	52.500	
11.130	11.12	12.34	Indemnités pour services extraordinaires	36.000	36.000	36.000	
11.150	11.12	12.34	Indemnités pour heures supplémentaires	250.000	250.000	236.496	
12.010	12.13	12.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	220.000	220.000	219.610	
12.020	12.14	12.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	185.000	185.000	184.934	
12.030	12.16	12.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	120.000	120.000	118.119	
12.040	12.12	12.34	Frais de bureau	385.000	385.000	383.448	
12.050	12.12	12.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif)	400.000 D	496.000	495.921	
12.060	12.12	12.34	Location et entretien des installations de télécommunications	135.000	135.000	128.543	
12.080	12.11	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien	625.000	625.000	624.327	
12.170	12.30	12.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	375.000	375.000	374.223	
12.190	12.30	12.34	Frais de formation du personnel	60.000	60.000	53.416	
12.200	12.30	12.34	Primes d'assurance-responsabilité civile (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	170.000	170.000	164.913	
12.300	12.30	12.34	Frais courants d'exploitation, de surveillance et d'inspection du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée	1.090.000	1.090.000	1.089.813	
14.010	14.10	12.32	Frais d'entretien et de réparation des écluses et barrages de la Moselle canalisée; frais se rapportant à la signalisation des ponts; matériel d'entretien (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.480.000 D	3.180.000	3.177.574	
35.030	35.40	12.34	Participation aux frais de fonctionnement de la commission internationale de la Moselle (Crédit non limitatif)	3.150.000 D	3.163.000	3.162.379	
74.020	74.22	12.34	Acquisition d'installations de télécommunications	400.000	400.000	399.595	
74.040	74.22	12.34	Acquisition d'équipements spéciaux	1.960.000	1.960.000	1.948.428	
12.690	12.30	12.34	Cours de formation et de perfectionnement	51.000	51.000	50.615	
74.520	74.22	12.34	Acquisition d'installations de télécommunications	155.000	155.000	154.221	
			<i>Total de la Section 23.4</i>	55.107.000	56.660.000	55.151.558	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
Section 23.5 - Navigation et transports aériens							
11.130	11.12	12.40	Indemnités pour services extraordinaires .	230.000 T	227.436	226.200	
12.000	12.15	12.40	Indemnités pour services de tiers	50.000	50.000	33.300	
12.040	12.12	12.40	Frais de bureau	100.000 T	102.564	101.280	
12.120	12.30	12.40	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	600.000	600.000	0	
12.121	12.30	12.40	Assistance dans le domaine de l'aviation civile par un organisme étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	24.300.000	24.300.000	16.677.242	
12.190	12.30	12.40	Cours de formation et de perfectionnement	100.000	100.000	0	
12.300	12.30	12.40	Aérogare: remboursement des frais d'exploitation à la société LUXAIR (Crédit non limitatif)	95.000.000	95.000.000	90.951.138	
33.010	33.00	08.30	Subsides à l'aviation sportive et prix accordés aux vainqueurs des championnats nationaux de l'aviation sportive	50.000	50.000	49.852	
35.030	35.40	12.40	Contribution au budget d'EURO-CONTROL (Crédit non limitatif)	32.500.000	32.500.000	29.358.961	
35.060	35.00	12.40	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.100.000 D	2.730.435	2.730.435	
74.040	74.22	12.40	Acquisition d'équipements spéciaux	1.750.000	1.750.000	686.704	
<i>Total de la Section 23.5</i>				156.780.000	157.410.435	140.815.112	
Section 23.6 - Aéroport de Luxembourg							
11.000	11.00	12.40	Traitements des fonctionnaires	277.289.000	277.289.000	277.242.314	
11.010	11.00	12.40	Indemnités des employés occupés à titre permanent	4.163.000 D	4.285.595	4.285.595	
11.020	11.00	12.40	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	12.40	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	23.406.000	23.406.000	22.592.765	
11.040	11.00	12.40	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000 D	453.855	453.855	
11.100	11.40	12.40	Indemnités d'habillement	405.000 T	397.000	379.375	
11.150	11.12	12.40	Indemnités pour heures supplémentaires .	500.000 T	1.148.657	992.108	
12.010	12.13	12.40	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	500.000	500.000	498.819	
12.011	12.13	12.40	Frais de route et de séjour à l'étranger . .	650.000 T	711.714	711.714	
12.020	12.14	12.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	4.500.000	4.500.000	4.481.255	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.030	12.16	12.40	Fourniture de vêtements de travail et de protection	48.000	T 56.000	56.000	
12.040	12.12	12.40	Frais de bureau	1.475.000	T 1.167.956	1.092.990	
12.050	12.12	12.40	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif)	7.250.000	D T 7.946.000	7.942.968	
12.070	12.12	12.40	Location et entretien des équipements informatiques	20.000	20.000	0	
12.080	12.11	12.40	Bâtiments: exploitation et entretien	4.400.000	T 4.273.250	3.713.229	
12.120	12.30	12.40	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	500.000	500.000	2.575	
12.150	12.30	05.30	Prestations médicales et paramédicales ..	50.000	50.000	48.260	
12.170	12.30	12.40	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux	1.000.000	1.000.000	996.604	
12.190	12.30	12.40	Cours de formation et de perfectionnement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.800.000	4.800.000	2.186.500	
12.200	12.30	12.40	Primes à payer pour assurances-responsabilité civile et accidents et franchises à payer suite à des accidents et faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.500.000	10.500.000	8.632.052	
12.300	12.30	12.40	Entretien des équipements électriques (Crédit non limitatif)	6.600.000	6.600.000	6.400.539	
12.310	12.30	12.40	Entretien des équipements électroniques (Crédit non limitatif)	20.000.000	T 20.123.090	20.123.090	
12.320	12.30	12.40	Contrôles en vol des installations radio-électriques (Crédit non limitatif) ..	1.200.000	1.200.000	1.094.440	
12.330	12.30	12.40	Acquisition de produits antineige et de produits antifeu (Crédit non limitatif) ...	6.200.000	D T 9.422.240	9.421.136	
12.340	12.36	12.40	Remboursement à un organisme étranger des frais encourus au titre des prestations fournies en matière de circulation aérienne (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	27.000.000	D 31.065.000	31.061.775	
12.350	12.36	12.40	Frais d'électricité: balisages lumineux, installations de radiocommunications et de radionavigation, dépenses d'énergie électrique diverses, consommation de carburant du groupe de secours (Crédit non limitatif)	6.850.000	T 6.960.750	6.953.238	
12.360	12.36	12.40	Frais d'abonnement pour le service météorologique et le service des opérations aéronautiques	920.000	T 271.343	217.487	
14.030	14.10	12.40	Entretien des pistes, des voies de circulation et du domaine de l'aéroport ..	8.700.000	T 10.603.328	10.603.328	
14.050	14.20	07.33	Participation de l'Etat aux frais de gestion et d'entretien des stations d'épuration du S.I.A.S.	2.500.000	T 596.672	557.264	
35.060	35.00	12.40	Achat de services auprès d'administrations et de services étrangers des télécommunications (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	135.000	135.000	123.033	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.000	74.10	12.40	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice)	28.000.000	28.000.000	28.000.000	
74.040	74.22	12.40	Acquisition d'équipements spéciaux	10.810.000	10.810.000	10.760.700	
			<i>Total de la Section 23.6</i>	460.391.000	68.802.450	461.625.008	
			Section 23.7 - Garage du gouvernement				
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	332.000	332.000	306.000	
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	85.000	85.000	49.245	
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs	3.600.000	3.600.000	3.394.499	
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	15.000	15.000	10.830	
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	950.000	950.000	808.746	
12.060	12.12	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	30.000	30.000	12.783	
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	870.000	870.000	777.218	
74.000	74.10	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs (Crédit non limitatif)	4.400.000	D 9.782.203	9.780.288	
			<i>Total de la Section 23.7</i>	10.282.000	15.664.203	15.139.609	
			Section 23.8 - Commissariat aux affaires maritimes				
11.000	11.00	12.34	Traitements des fonctionnaires	3.940.000	3.940.000	1.867.554	
11.010	11.00	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	8.676.000	8.676.000	3.989.684	
11.130	11.12	12.34	Indemnités pour services extraordinaires	90.000	T 93.000	92.860	
12.000	12.15	12.34	Indemnités pour services de tiers	5.000	5.000	0	
12.040	12.12	12.34	Frais de bureau	650.000	T 775.000	764.715	
12.050	12.12	12.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	60.000	T 85.000	80.353	
12.080	12.11	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien	10.000	10.000	9.197	
12.100	12.11	12.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	4.901.000	T 4.748.000	4.357.634	
12.110	12.30	12.34	Frais de contentieux (Crédit non limitatif)	10.000	10.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.120	12.30	12.34	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	10.000.000	10.000.000	8.295.170	
12.140	12.16	12.34	Frais de publication, de sensibilisation et d'information; dépenses diverses	1.000.000	1.000.000	995.500	
			<i>Total de la Section 23.8</i>	29.342.000	29.342.000	20.452.667	
			<i>Total du département 23</i>	13.242.112.000	13.480.642.592	13.380.401.055	
24 - MINISTERE DE L'ENERGIE							
Section 24.0 - Energie. - Dépenses générales							
11.000	11.00	09.00	Traitements des fonctionnaires	4.057.000	D 4.115.000	4.114.825	
11.020	11.00	09.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	40.000	40.000	0	
12.012	12.13	09.00	Frais de route et de séjour à l'étranger . .	1.000.000	T 1.066.417	1.063.493	
12.020	12.14	09.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	50.000	T 68.000	66.478	
12.040	12.12	09.00	Frais de bureau	85.000	85.000	54.067	
12.080	12.11	09.00	Bâtiments: exploitation et entretien	750.000	T 762.808	762.808	
12.120	12.30	09.00	Etudes de faisabilité et de rentabilité de mesures à prendre au niveau national et/ou régional pour la mise en oeuvre de la politique énergétique: frais d'experts, d'études et d'honoraires (Sans distinction d'exercice)	2.000.000	2.000.000	1.106.898	
12.130	12.16	09.00	Frais de publication	40.000	T 48.445	48.445	
12.140	12.16	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	950.000	T 844.330	500.791	
12.190	12.30	09.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	300.000	300.000	21.043	
32.010	32.00	09.00	Mesures destinées à promouvoir l'exécution d'audits énergétiques dans les entreprises et les bâtiments du secteur résidentiel et tertiaire; subventions en capital (Sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.000.000	537.600	
34.040	34.40	09.00	Domages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
35.030	35.40	09.00	Contribution à la Charte Européenne de l'Énergie et à d'autres organismes internationaux (Crédit non limitatif)	200.000	D 4.200.000	159.504	
51.040	51.10	09.00	Participation à des contrats de recherches couvrant des programmes de base et des domaines de la technologie avancée (Sans distinction d'exercice)	2.200.000	2.200.000	2.200.000	
52.000	52.10	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie. - Participation à des projets de démonstration et contrats de recherches (Sans distinction d'exercice)	4.000.000	4.000.000	4.000.000	
53.000	53.10	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie. - Mise en valeur d'énergies alternatives et technologies nouvelles: subventions en capital (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	D 15.000.000	14.991.908	
53.001	53.10	09.20	Projets de démonstration d'énergies alternatives: participation aux frais d'études et d'investissement (Sans distinction d'exercice)	2.800.000	2.800.000	2.800.000	
53.002	53.10	09.20	Parc énergétique/Démonstration de la production d'énergie électrique sur base d'énergies alternatives: participation aux frais d'investissement	5.000.000	5.000.000	5.000.000	
63.000	63.21	09.00	Subventions dans l'intérêt de la réalisation d'actions en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la mise en valeur des énergies nouvelles dans les communes (Programme P.E.E.C.). (Sans distinction d'exercice)	15.000.000	15.000.000	10.280.933	
<i>Total de la Section 24.0</i>				42.477.000	58.535.000	47.708.793	
Section 24.1 - Service de l'énergie de l'Etat							
11.000	11.00	12.12	Traitements des fonctionnaires	21.748.000	21.748.000	16.370.171	
11.010	11.00	12.12	Indemnités des employés occupés à titre permanent	1.407.000	1.407.000	1.392.979	
11.020	11.00	12.12	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	D 1.115.000	1.114.456	
12.010	12.13	12.12	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	10.000	10.000	4.466	
12.020	12.14	12.12	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	230.000	230.000	226.645	
12.040	12.12	12.12	Frais de bureau	400.000	400.000	395.259	
12.050	12.12	12.12	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	560.000	560.000	466.129	
12.080	12.11	12.12	Bâtiments: exploitation et entretien	630.000	630.000	609.516	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.130	12.16	12.12	Frais d'achat, de gestion, de reproduction et de publication de normes dans le domaine électrotechnique	150.000	150.000	59.081	
12.190	12.30	12.12	Conférences et cours de recyclage dans l'intérêt de la formation du personnel ...	35.000	35.000	33.768	
12.300	12.30	09.20	Lignes et postes 220 kV et 65 kV appartenant à l'Etat: frais d'exploitation et d'entretien (Sans distinction d'exercice) .	2.623.000	2.623.000	0	
12.301	12.30	12.12	Surveillance du marché des équipements électrotechniques et des télécommunications (Crédit non limitatif)	200.000	200.000	160.720	
35.060	35.00	12.12	Cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	5.330.000	5.485.000	5.459.646	
73.070	73.41	09.20	Lignes et postes 220 kV et 65 KV appartenant à l'Etat: frais de renouvellement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.346.000	1.346.000	0	
74.000	74.10	12.12	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice)	480.000	480.000	480.000	
74.010	74.22	12.12	Acquisition de machines de bureau	250.000	250.000	192.050	
74.042	74.22	12.12	Acquisition d'équipements spéciaux	141.000	141.000	141.000	
74.060	74.40	12.12	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	152.000	152.000	152.000	
<i>Total de la Section 24.1</i>				35.702.000	36.962.000	27.257.886	
Section 24.2 - Centrales hydro-électriques							
11.000	11.00	09.20	Traitements des fonctionnaires	36.438.000	36.438.000	35.693.322	
11.020	11.00	09.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.030	11.00	09.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	480.000	480.000	476.957	
11.100	11.40	09.20	Indemnités d'habillement	127.000	127.000	121.875	
12.010	12.13	09.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	100.000	100.000	79.726	
12.020	12.14	09.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	365.000	365.000	288.888	
12.300	12.30	09.20	Frais d'exploitation des centrales hydro-électriques (Sans distinction d'exercice)	4.300.000	4.300.000	4.296.592	
12.310	12.50	09.20	Impôts dus sur l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	3.630.000	3.630.000	3.600.000	
73.030	73.21	09.20	Renouvellement des installations des aménagements hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.850.000	1.850.000	1.843.113	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
73.031	73.21	09.20	Réparation et entretien des organes de fermeture (vannes-secteurs, vannes-wagon, batardeaux) des aménagements hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	1.500.000	1.500.000	1.045.457	
74.000	74.10	09.20	Acquisition de véhicules automoteurs ...	70.000	70.000	64.300	
74.040	74.22	09.20	Acquisition d'équipements spéciaux ...	290.000	290.000	258.060	
12.510	12.13	09.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement ...	28.000	28.000	27.060	
<i>Total de la Section 24.2</i>				49.188.000	49.188.000	47.795.350	
<i>Total du département 24</i>				127.367.000	144.685.000	122.762.029	
25 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS							
Section 25.0 - Travaux publics. - Dépenses générales							
11.130	11.12	12.00	Indemnités pour services extraordinaires ...	310.000	310.000	280.700	
12.000	12.15	12.00	Indemnités pour services de tiers ...	250.000	250.000	248.000	
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	2.445.000 T	1.990.644	1.989.799	
12.020	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs ...	50.000 T	53.500	52.990	
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau ...	225.000 T	244.500	238.410	
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien ...	60.000 T	66.500	66.274	
12.110	12.30	12.10	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	3.000.000 D	3.650.000	3.648.237	
12.120	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif) ...	1.000.000	1.000.000	986.871	
12.121	12.30	12.00	Suivi des projets d'investissements; frais d'experts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	6.000.000 D T	7.830.000	7.829.191	
12.140	12.16	12.00	Campagnes de sensibilisation et d'information; participation à des foires et à des expositions ...	1.000.000 T	990.000	965.319	
12.190	12.30	01.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études; frais d'organisation et de participation (Sans distinction d'exercice) ...	300.000	300.000	292.632	
12.300	12.30	12.10	Dépenses diverses (Sans distinction d'exercice) ...	150.000 T	120.500	113.684	
34.040	34.40	12.10	Domages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	3.000.000 D	4.500.000	4.436.207	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
34.090	34.40	01.10	Frais d'entretien des habitations de la couronne: subvention forfaitaire	500.000	500.000	500.000	
35.060	35.00	07.33	Cotisations à des organismes internationaux (Sans distinction d'exercice)	735.000	T 799.356	799.356	
41.000	41.50	01.34	Subside à la chambre des métiers pour favoriser les activités intéressant le département des travaux publics	1.500.000	1.500.000	1.500.000	
74.050	74.22	12.00	Acquisition d'équipements informatiques .	550.000	T 995.000	994.246	
74.060	74.40	12.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	600.000	T 155.000	53.442	
12.512	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger ..	55.000	55.000	54.304	
12.520	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	50.000	50.000	24.921	
<i>Total de la Section 25.0</i>				21.780.000	25.360.000	25.074.583	
Section 25.1 - Ponts et chaussées.- Dépenses générales							
11.000	11.00	Divers codes	Traitements des fonctionnaires	880.122.000	880.122.000	817.714.296	
11.010	11.00	Divers codes	Indemnités des employés occupés à titre permanent	33.710.000	33.710.000	33.668.684	
11.020	11.00	Divers codes	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	600.000	D 5.218.285	5.218.285	
11.030	11.00	Divers codes	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	905.777.000	905.777.000	873.398.263	
11.040	11.00	Divers codes	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 1.229.262	1.229.262	
11.100	11.40	Divers codes	Indemnités d'habillement (Sans distinction d'exercice)	7.965.000	7.965.000	7.957.166	
11.130	11.12	Divers codes	Indemnités pour services extraordinaires .	4.015.000	4.015.000	3.350.677	
11.150	11.12	07.33	Service d'hiver et accidents de la circulation: indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	11.000.000	D 12.068.000	12.067.584	
12.010	12.13	07.33	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	6.100.000	T 6.721.000	6.681.215	
12.020	12.14	07.33	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice) ...	55.100.000	55.100.000	55.099.981	
12.030	12.16	07.33	Fourniture de vêtements de travail et de protection	4.200.000	4.200.000	4.047.721	
12.040	12.12	07.33	Frais de bureau	13.900.000	T 13.279.000	13.222.788	1.135
12.050	12.12	07.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	12.600.000	12.600.000	12.598.971	
12.060	12.12	07.33	Entretien des installations de télécommunications	870.000	870.000	826.505	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.070	12.12	07.33	Location et entretien des équipements informatiques	4.000.000	4.000.000	2.745.205	
12.080	12.11	07.33	Bâtiments administratifs, hangars et dépôts: exploitation et entretien (Sans distinction d'exercice)	28.000.000	28.000.000	27.773.841	
12.100	12.11	12.12	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.125.000	D 2.282.000	2.276.480	
12.120	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études (Sans distinction d'exercice)	8.000.000	8.000.000	2.848.059	
12.170	12.30	12.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux	24.150.000	24.150.000	24.073.506	
12.300	12.30	12.10	Etablissement d'un inventaire de la voirie et recensement de la circulation: indemnités, honoraires et fournitures diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.500.000	7.500.000	1.987.558	
12.301	12.30	12.10	Services spéciaux: frais de fonctionnement (Sans distinction d'exercice)	7.500.000	7.500.000	6.277.951	
12.302	12.30	07.33	Stations d'épuration: frais d'exploitation ..	200.000	200.000	192.740	
12.303	12.30	12.10	Frais d'analyse et de sous-traitance d'essais, ayant donné lieu à des avances correspondantes (Crédit non limitatif)	100.000	100.000	99.203	
24.010	24.10	12.10	Location de logiciels informatiques	3.500.000	3.500.000	3.163.743	
74.000	74.10	12.10	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice)	89.000.000	T 95.025.000	92.985.951	
74.010	74.22	12.10	Acquisition de machines de bureau	2.300.000	2.300.000	2.276.107	
74.020	74.22	12.10	Acquisition d'installations de télécommunications (Sans distinction d'exercice) ...	2.500.000	2.500.000	2.457.528	
74.030	74.22	12.10	Acquisition d'appareils de laboratoire (Sans distinction d'exercice)	2.400.000	2.400.000	2.227.912	
74.040	74.22	12.10	Acquisition d'équipements spéciaux (Sans distinction d'exercice)	61.405.000	T 55.380.000	55.380.000	
74.050	74.22	12.10	Acquisition d'équipements informatiques .	11.000.000	11.000.000	9.975.980	
74.060	74.40	12.10	Acquisition de logiciels (Crédit non limitatif)	7.000.000	7.000.000	4.310.021	
74.080	74.22	12.10	Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de mobilier	1.200.000	1.200.000	802.247	
12.550	12.12	12.12	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	828.000	828.000	827.628	
<i>Total de la Section 25.1</i>				2.198.677.000	2.205.739.547	2.089.763.058	1.135
Section 25.2 - Ponts et chaussées. - Travaux propres							
12.300	12.30	12.12	Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	26.000.000	D 29.522.000	29.519.840	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
14.000	14.10	12.12	Voirie de l'Etat: travaux d'entretien et de réparation (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert)	217.000.000	217.000.000	216.939.824	
14.001	14.10	12.12	Autoroutes: travaux d'entretien et de réparation (Sans distinction d'exercice)	63.000.000	63.000.000	61.970.191	
14.002	14.10	12.12	Service d'hiver: déblaiement des neiges et saupoudrage; dépôts de matériel de saupoudrage le long de la voirie (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	75.000.000	75.000.000	74.972.001	
14.003	14.10	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux d'entretien et de réparation (Sans distinction d'exercice)	60.000.000	60.000.000	60.000.000	
14.004	14.10	12.12	Voirie de l'Etat: réparation de dégâts causés par les usagers de la route (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	75.000.000	75.000.000	74.992.381	
14.005	14.10	08.30	Pistes cyclables: travaux d'entretien et de réparation	3.500.000	3.500.000	2.948.544	
14.006	14.10	12.12	Assainissement et entretien d'arbres d'alignement et d'arbres remarquables le long de la voirie de l'Etat (Sans distinction d'exercice)	3.500.000	3.500.000	3.495.419	
14.007	12.30	12.12	Frais d'entretien des installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat (Sans distinction d'exercice)	22.000.000	22.000.000	21.993.011	
14.010	14.10	07.33	Stations d'épuration, canalisations et distributions d'eau: travaux d'entretien et de réparation (Sans distinction d'exercice)	950.000	950.000	949.928	
14.011	14.10	12.32	Cours d'eau navigables et flottables: travaux d'entretien et de réparation (Sans distinction d'exercice)	8.000.000	8.000.000	7.270.662	
14.012	14.10	12.32	Moselle canalisée et domaine du port de Merttert: entretien du chenal, des ouvrages d'art et des berges (Sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	9.203.129	
14.013	14.10	12.32	Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux exécutés dans la partie commune de la Moselle (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.550.000	4.550.000	4.524.749	
14.014	14.10	09.20	Aménagements hydro-électriques de la Sûre: travaux d'entretien et de réparation (Sans distinction d'exercice)	3.000.000	3.000.000	2.828.002	
14.030	14.10	08.10	Ouvrages d'art et alentours de la forteresse de Luxembourg: travaux d'entretien et de réparation	14.750.000	14.750.000	14.703.114	
43.000	43.22	12.12	Chemins vicinaux: goudronnage et remises en état à la suite de déviations imposées par les chantiers sur des routes de l'Etat; subsides aux communes (Sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	9.985.074	
43.001	43.22	12.12	Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat: remboursements aux communes (Sans distinction d'exercice)	35.000.000	35.000.000	34.740.538	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
72.010	72.10	12.12	Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation (Sans distinction d'exercice)	35.000.000	35.000.000	34.967.727	
73.010	73.11	12.14	Voirie de l'Etat: travaux d'aménagement visant à améliorer la sécurité routière (Sans distinction d'exercice)	60.000.000	60.000.000	59.998.868	
73.011	73.11	12.12	Voirie de l'Etat: construction de trottoirs (Sans distinction d'exercice)	8.500.000	8.500.000	8.498.768	
73.012	73.11	12.12	Glissements de terrains: réparation des dégâts causés à la voirie; consolidation des talus; installation de dispositifs de sécurité en vue de prévenir la chute de pierres (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	35.000.000	35.000.000	34.997.251	
73.013	73.11	08.30	Pistes cyclables et voies piétonnes: travaux de construction et de réfection (Sans distinction d'exercice)	20.000.000	20.000.000	20.000.000	
73.014	73.11	07.50	Plantations et aménagements paysagers (Sans distinction d'exercice)	5.000.000	5.000.000	4.998.765	
73.015	73.11	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public: travaux d'infrastructure et de génie civil (Sans distinction d'exercice)	17.000.000	17.000.000	16.997.309	
73.016	73.11	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: travaux d'installation (Sans distinction d'exercice)	32.000.000	32.000.000	31.898.265	
73.030	73.21	09.20	Aménagements hydro-électriques de la Sûre: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	30.000.000	30.000.000	13.597.916	
74.041	74.22	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: acquisitions d'équipements (Sans distinction d'exercice)	38.000.000	38.000.000	37.995.932	
74.042	74.22	12.12	Equipements d'éclairage public endommagés notamment à la suite d'accidents de la circulation routière: acquisition d'équipements (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	4.000.000	3.984.266	
<i>Total de la Section 25.2</i>				915.750.000	919.272.000	898.971.474	
Section 25.3 - Bâtiments publics. - Dépenses générales							
11.000	11.00	01.34	Traitements des fonctionnaires	228.843.000	228.843.000	217.240.796	
11.010	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	13.499.000	13.499.000	12.627.188	
11.020	11.00	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	151.000	5.082.726	5.082.726	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
11.030	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	33.721.000	33.721.000	31.543.643	
11.040	11.00	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	D 1.430.604	1.430.604	
11.070	11.00	01.34	Rémunération de personnel en formation auprès de l'État	334.000	T 356.000	355.929	
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	498.000	498.000	492.375	
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	30.000	30.000	18.000	
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	1.560.000	1.560.000	1.553.333	
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	1.800.000	1.800.000	1.793.420	
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	30.000	30.000	29.569	
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	1.700.000	T 1.825.000	1.823.105	
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	2.350.000	2.350.000	2.349.969	
12.070	12.12	01.34	Location et entretien des équipements informatiques	350.000	T 280.000	277.019	
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	4.400.000	4.400.000	4.398.735	
12.170	12.30	01.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	250.000	T 173.000	172.689	
74.000	74.10	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs	3.770.000	T 2.820.000	2.760.000	
74.010	74.22	01.34	Acquisition de machines de bureau	365.000	365.000	364.999	
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	800.000	T 1.750.000	1.736.065	
74.050	74.22	01.34	Acquisition d'équipements informatiques	250.000	250.000	245.800	
74.060	74.40	01.34	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	120.000	120.000	115.976	
12.510	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	42.000	42.000	37.006	
12.540	12.12	01.34	Matériel de bureau	84.000	84.000	83.254	
12.550	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	566.000	566.000	565.082	
			<i>Total de la Section 25.3</i>	295.523.000	301.875.330	287.097.282	
			Section 25.4 - Bâtiments publics. - Compétences propres				
12.080	12.11	01.34	Bâtiments affectés à des services publics: entretien et réparation (Sans distinction d'exercice)	210.000.000	210.000.000	209.718.213	
12.081	12.11	Divers codes	Bâtiments d'enseignement de l'Etat: entretien et réparation (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert)	120.000.000	120.000.000	119.944.094	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
12.082	12.11	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales: exploitation, entretien et réparation (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	163.900.000	D 168.607.000	167.784.589	
12.083	12.11	01.34	Bâtiments de l'Etat: eau, gaz, électricité; taxes et dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	52.500.000	52.500.000	46.009.489	
12.084	12.11	01.34	Bâtiments de l'Etat: frais de chauffage (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	22.500.000	D 29.300.000	29.273.322	
12.085	12.11	01.34	Installations thermiques: entretien et contrôle (Sans distinction d'exercice)	46.375.000	T 47.875.000	47.873.739	
12.086	12.11	01.34	Installations électriques: entretien et contrôle (Sans distinction d'exercice)	35.210.000	T 38.010.000	37.878.966	
12.087	12.11	01.34	Surfaces vertes autour des bâtiments de l'Etat: plantation et entretien (Sans distinction d'exercice)	7.000.000	7.000.000	6.938.748	
12.088	12.11	05.23	Domaine thermal de Mondorf: remboursement des frais d'entretien des installations techniques (convention du 07.03.1990) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.000.000	9.000.000	8.782.855	
12.089	12.11	01.34	Travaux d'adaptation dans des immeubles loués par l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	D 40.000.000	39.988.527	
12.120	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	D 8.225.000	8.223.587	
12.300	12.30	01.34	Frais de déménagement des services publics (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.000.000	D 12.800.000	12.799.927	
12.301	12.30	01.34	Fêtes publiques, religieuses et culturelles; cérémonies et réceptions officielles; conférences; illuminations (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000	D 3.184.652	3.182.449	
12.302	12.30	01.34	Installations techniques dangereuses et installations techniques de sécurité dans les bâtiments de l'Etat: réception et contrôle par des organismes agréés (Sans distinction d'exercice)	6.300.000	T 2.000.000	1.998.117	
12.303	12.30	01.34	Mobilier et équipement des administrations et services publics et des établissements d'enseignement de l'Etat: entretien et réparation	4.000.000	4.000.000	3.995.577	
72.010	72.10	01.34	Installations thermiques: aménagements, remplacements et modifications (Sans distinction d'exercice)	33.000.000	33.000.000	32.997.796	
72.011	72.10	01.34	Installations électriques: aménagements, remplacements et modifications (Sans distinction d'exercice)	45.000.000	45.000.000	44.986.021	
72.012	72.10	01.34	Installations de sécurité: aménagements, remplacements et modifications (Sans distinction d'exercice)	100.000.000	100.000.000	99.995.586	
72.013	72.10	01.34	Remplacement de transformateurs et de condensateurs au PCB (Sans distinction d'exercice)	2.000.000	2.000.000	1.999.987	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
72.014	72.10	01.34	Assainissement énergétique des bâtiments de l'Etat (Sans distinction d'exercice) . . .	14.000.000	14.000.000	13.828.261	
72.015	72.10	01.34	Elimination de revêtements en amiante et divers travaux de décontamination dans les bâtiments de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	9.984.548	
72.016	72.10	01.34	Travaux d'isolation thermique (Sans distinction d'exercice)	5.200.000	5.200.000	5.199.999	
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux pour fêtes publiques et autres manifestations (Sans distinction d'exercice)	330.000	330.000	298.328	
74.080	74.22	01.34	Acquisition de mobilier pour fêtes publiques et autres manifestations (Sans distinction d'exercice)	650.000	650.000	647.105	
<i>Total de la Section 25.4</i>				909.465.000	962.681.652	954.329.830	
Section 25.5 - Bâtiments publics - Compétences communes							
72.010	72.10	01.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère d'Etat (Sans distinction d'exercice)	74.000.000	74.000.000	73.972.150	
72.011	72.10	01.42	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des affaires étrangères (Sans distinction d'exercice)	18.100.000	18.100.000	17.889.780	
72.012	72.10	08.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la culture (Sans distinction d'exercice)	33.500.000	33.500.000	33.422.721	
72.013	72.10	01.33	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative (Sans distinction d'exercice)	1.200.000	1.200.000	1.180.793	
72.014	72.10	01.22	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des finances (Sans distinction d'exercice)	44.500.000	44.500.000	44.494.201	
72.015	72.10	01.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des finances (budget) (Sans distinction d'exercice)	7.200.000	7.200.000	7.190.620	
72.016	72.10	03.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la justice (Sans distinction d'exercice)	32.500.000	32.500.000	32.489.267	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
72.017	72.10	02.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la force publique (Sans distinction d'exercice)	60.000.000	60.000.000	59.997.036	
72.018	72.10	03.50	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'intérieur (Sans distinction d'exercice)	3.000.000	3.000.000	2.999.258	
72.019	72.10	08.30	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'éducation physique et des sports (Sans distinction d'exercice) ..	17.000.000	16.000.000	15.953.039	
72.020	72.10	Divers codes	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Sans distinction d'exercice)	94.000.000	94.000.000	93.906.364	
72.021	72.10	Divers codes	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la famille (Sans distinction d'exercice)	94.000.000	94.000.000	93.999.950	
72.022	72.10	05.20	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la santé (Sans distinction d'exercice)	44.000.000	44.000.000	43.942.626	
72.023	72.10	07.30	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'environnement (Sans distinction d'exercice)	27.500.000	27.500.000	27.499.964	
72.024	72.10	06.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la sécurité sociale (Sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.000.000	997.262	
72.025	72.10	07.32	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural (Sans distinction d'exercice)	19.600.000	19.600.000	19.582.447	
72.026	72.10	01.34	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des communications (Sans distinction d'exercice)	2.000.000	2.000.000	2.000.000	
72.027	72.10	Divers codes	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des transports (Sans distinction d'exercice)	43.000.000	43.000.000	42.977.447	
72.028	72.10	09.20	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'énergie (Sans distinction d'exercice)	3.000.000	3.000.000	2.899.998	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
72.029	72.10	01.34	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des travaux publics (Sans distinction d'exercice)	25.500.000	T 26.500.000	26.475.443	
72.030	72.10	06.32	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la jeunesse (Sans distinction d'exercice)	27.000.000	27.000.000	26.945.356	
72.031	72.10	Divers codes	Bâtiments et services publics: divers travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation (Sans distinction d'exercice)	60.400.000	60.400.000	60.366.947	
72.032	72.10	01.43	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation d'immeubles loués par l'Etat aux institutions internationales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	23.500.000	23.500.000	23.402.379	
72.033	72.10	06.34	Mise en état et modernisation de l'institut médico-professionnel de Kreuzberg à Dudelange (Sans distinction d'exercice) . .	9.900.000	9.900.000	9.899.250	
72.034	72.10	05.23	Centre thermal et de santé de Mondorf: travaux de construction, de transformation et de remise en état (Sans distinction d'exercice)	12.000.000	12.000.000	11.843.018	
74.080	74.22	01.10	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère d'Etat (Sans distinction d'exercice)	27.400.000	27.400.000	27.395.625	
74.081	74.22	01.34	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des affaires étrangères (Sans distinction d'exercice)	2.500.000	2.500.000	2.495.501	
74.082	74.22	01.34	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la culture (Sans distinction d'exercice) . .	9.600.000	T 10.950.000	10.936.568	
74.083	74.22	01.33	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative (Sans distinction d'exercice) . . .	900.000	900.000	896.989	
74.084	74.22	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des finances (Sans distinction d'exercice)	17.000.000	17.000.000	16.976.725	
74.085	74.22	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des finances (budget) (Sans distinction d'exercice)	3.600.000	3.600.000	3.536.677	
74.086	74.22	03.10	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la justice (Sans distinction d'exercice) . . .	9.100.000	9.100.000	9.093.493	
74.087	74.22	02.10	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la force publique (Sans distinction d'exercice)	16.500.000	16.500.000	16.499.854	
74.088	74.22	01.10	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'intérieur (Sans distinction d'exercice) . .	2.800.000	T 1.450.000	1.447.836	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.089	74.22	08.30	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'éducation physique et des sports (Sans distinction d'exercice)	3.000.000	3.000.000	2.935.514	
74.090	74.22	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Sans distinction d'exercice)	54.000.000	54.000.000	53.999.800	
74.091	74.22	06.32	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la famille (Sans distinction d'exercice) . . .	30.500.000	30.500.000	30.499.092	
74.092	74.22	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la santé (Sans distinction d'exercice)	23.900.000	23.900.000	23.855.109	
74.093	74.22	07.30	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'environnement (Sans distinction d'exercice)	5.800.000	5.800.000	5.776.871	
74.094	74.22	06.42	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère du travail et de l'emploi (Sans distinction d'exercice)	3.300.000	3.300.000	3.298.731	
74.095	74.22	05.00	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la sécurité sociale (Sans distinction d'exercice)	1.600.000	1.600.000	1.531.587	
74.096	74.22	10.10	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural (Sans distinction d'exercice)	7.200.000	7.200.000	7.200.000	
74.097	74.22	01.32	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'économie (Sans distinction d'exercice)	500.000	500.000	498.999	
74.098	74.22	01.34	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des communications (Sans distinction d'exercice)	400.000	400.000	400.000	
74.099	74.22	01.34	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des transports (Sans distinction d'exercice)	900.000	900.000	855.274	
74.100	74.22	12.44	Acquisition et remplacement de mobilier pour les entreprises relevant du ministère des transports (Sans distinction d'exercice)	4.600.000	4.600.000	4.546.019	
74.101	74.22	09.20	Acquisition et remplacement de mobilier pour les entreprises relevant du ministère de l'énergie (Sans distinction d'exercice)	600.000	600.000	405.858	
74.102	74.22	01.34	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des travaux publics (Sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	9.999.969	
74.103	74.22	07.10	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère du logement (Sans distinction d'exercice)	400.000	400.000	400.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
74.104	74.22	06.32	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la jeunesse (Sans distinction d'exercice) .	4.300.000	4.300.000	4.191.358	
74.105	74.22	07.20	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'aménagement du territoire (Sans distinction d'exercice)	200.000	200.000	199.985	
74.106	74.22	01.34	Acquisition de mobilier de bureau pour les administrations et services publics (Sans distinction d'exercice)	11.600.000	11.600.000	11.599.996	
74.107	74.22	01.43	Acquisition et remplacement de mobilier pour les immeubles loués ou à louer par l'Etat aux institutions internationales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.100.000	5.100.000	5.073.248	
74.108	74.22	08.10	Ameublement de la maison natale de Robert-Schuman à Luxembourg-Clausen (Sans distinction d'exercice)	200.000	200.000	199.954	
74.590	74.22	Divers codes	Acquisition d'équipements de cuisine pour les besoins des cantines scolaires	14.805.000	14.805.000	14.803.065	
			<i>Total de la Section 25.5</i>	1.049.705.000	1.049.705.000	1.047.877.013	
			<i>Total du département 25</i>	5.390.900.000	5.464.633.529	5.303.113.240	1.135
26 - MINISTERE DU LOGEMENT							
Section 26.0 - Logement							
11.010	11.00	07.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	16.407.000	16.407.000	15.943.254	
11.020	11.00	07.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	10.000 D	954.861	877.581	
11.060	12.15	07.10	Service des aides au logement auprès de la banque et caisse d'épargne de l'Etat.- Participation aux frais de fonctionnement: frais de personnel (Crédit non limitatif) .	22.650.000	22.650.000	22.474.584	
11.100	11.40	07.10	Indemnités d'habillement	11.000	11.000	11.000	
11.130	11.12	07.10	Indemnités pour services extraordinaires .	75.000 T	58.933	56.700	
12.000	12.15	07.10	Indemnités pour services de tiers	30.000 T	48.000	48.000	
12.010	12.13	07.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	100.000 T	82.000	52.878	
12.012	12.13	07.10	Frais de route et de séjour à l'étranger . .	150.000 T	191.503	191.503	
12.020	12.14	07.10	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	60.000 T	76.067	76.067	
12.040	12.12	07.10	Frais de bureau	2.260.000 T	1.913.963	1.913.963	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.050	12.12	07.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	2.485.000	T 2.190.580	2.190.580	
12.080	12.11	07.10	Bâtiments: exploitation et entretien (Sans distinction d'exercice)	3.180.000	T 3.092.638	3.092.638	
12.100	12.11	07.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	6.560.000	6.560.000	6.554.616	
12.120	12.30	07.10	Frais d'experts et d'études (Sans distinction d'exercice)	8.000.000	T 10.477.883	10.477.883	
12.140	12.16	07.10	Participation à des expositions; organisation de concours et de conférences; confection de plans et de maquettes; actions de propagande; frais d'impression de cartes; dépenses diverses	3.000.000	T 1.355.911	1.353.431	
12.300	12.30	07.10	Centre de consultation pour le logement individuel et familial; frais de fonctionnement; acquisition de matériel didactique; dépenses diverses	2.610.000	T 2.459.586	2.459.586	
31.000	31.11	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux entreprises publiques (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9.750.000	9.750.000	1.192.259	
31.030	31.12	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux entreprises non publiques (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	3.000.000	3.000.000	
33.010	33.00	07.10	Subsides à des associations et des institutions oeuvrant dans les domaines du logement	1.650.000	1.650.000	1.650.000	
34.080	34.50	07.10	Aide au logement: subventions d'intérêt (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	1.550.000.000	1.550.000.000	1.550.000.000	
34.081	34.50	07.10	Prêts à taux réduit en vue de la construction ou de l'acquisition d'habitations à bon marché: subventions d'intérêt (loi modifiée du 13.7.1949; règlement ministériel modifié du 11.9.1972) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	50.000	5.182	
34.082	34.50	07.10	Prêts à caractère social dans l'intérêt de la construction ou de l'acquisition de logements: subventions réduisant le taux d'intérêt (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	120.000	120.000	32.592	
34.083	34.50	07.10	Epargne-logement: subventions d'intérêt (loi du 27.7. 1971) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000	80.000	0	
35.060	35.00	07.10	Contribution à des organismes internationaux (Sans distinction d'exercice)	30.000	T 32.936	32.936	
43.000	43.22	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500.000	3.500.000	253.321	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
51.000	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide au Fonds pour le logement à coût modéré et au Fonds pour l'assainissement de la Cité Syrdall (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000.000	50.000.000	29.662.249	
51.001	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide au Fonds pour le logement à coût modéré (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	255.000.000	255.000.000	160.545.993	
51.002	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs par des établissements publics sous la surveillance des communes (Sans distinction d'exercice)	2.000.000	2.000.000	2.000.000	
51.040	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide à la Société nationale des habitations à bon marché (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	35.000.000	35.000.000	35.000.000	
51.041	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide à la Société nationale des habitations à bon marché (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.600.000	1.600.000	0	
53.000	53.10	07.10	Aide au logement: primes de construction et d'acquisition (règlement ministériel modifié du 25.5.1973; loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	600.000.000	600.000.000	414.106.527	
53.001	53.10	07.10	Epargne-logement et aide au logement: garantie de l'Etat (loi du 27.7.1971; loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	10.000	10.000	0	
53.002	53.10	07.10	Aide au logement: primes d'épargne (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	105.000.000	D 125.000.000	124.999.450	
53.003	53.10	07.10	Aide au logement: primes d'amélioration de logements anciens (règlement ministériel modifié du 25.5.1973; loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	60.000.000	60.000.000	38.893.500	
53.004	53.10	07.10	Aide au logement: participation aux frais d'aménagements spéciaux répondant aux besoins de personnes handicapées physiquement (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	D 3.200.000	3.194.400	
53.005	53.10	07.10	Participation au coût des travaux d'assainissement effectués par les propriétaires-occupants dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	10.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
63.000	63.21	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	30.000.000	30.000.000	19.802.766	
63.001	63.21	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	40.000.000	40.000.000	40.000.000	
74.000	74.10	07.10	Acquisition de véhicules automoteurs . . .	410.000	410.000	410.000	
74.010	74.22	07.10	Acquisition de machines de bureau	500.000	500.000	214.360	
83.000	83.00	07.10	Lutte contre les taudis: subsides remboursables	9.000.000	9.000.000	9.000.000	
12.540	12.12	07.10	Frais de bureau	116.000	116.000	115.098	
12.550	12.12	07.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	20.000	20.000	0	
			<i>Total de la Section 26.0</i>	2.827.434.000	2.848.578.861	2.501.884.897	
			<i>Total du département 26</i>	2.827.434.000	2.848.578.861	2.501.884.897	
27 - MINISTERE DE LA JEUNESSE							
Section 27.0 - Dépenses générales							
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	30.000	T 41.000	40.607	
12.012	12.13	06.32	Frais de route et de séjour à l'étranger . . .	650.000	650.000	648.727	
12.040	12.12	06.32	Frais de bureau	170.000	T 159.000	158.386	
12.050	12.12	06.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	130.000	T 106.000	105.145	
12.080	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien	20.000	T 12.000	11.377	
12.100	12.11	06.32	Centres d'information pour jeunes: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	654.000	654.000	638.937	
12.120	12.30	06.32	Frais d'experts et d'études	500.000	T 502.000	501.947	
12.140	12.16	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	250.000	T 292.000	291.601	
12.170	12.30	06.32	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	30.000	T 18.000	15.050	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.000	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'animation et de fonctionnement des centres de rencontre et des centres multi-services pour jeunes conventionnés	29.000.000	29.000.000	29.000.000	
33.010	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de secrétariat des associations de jeunesse et d'organismes s'occupant des loisirs des jeunes	3.350.000	3.350.000	3.350.000	
33.011	33.00	06.32	Subsides pour activités de mouvements de jeunes	6.300.000	6.300.000	6.299.660	
33.012	33.00	06.32	Contribution aux frais d'affiliation de mouvements de jeunesse à des organismes internationaux	275.000	275.000	275.000	
33.013	33.00	06.32	Centre d'information, d'accueil et d'échange de jeunes	13.083.000	13.083.000	13.083.000	
35.060	35.00	06.32	Cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000	200.000	200.000	
43.000	43.22	06.32	Subsides pour la mise en oeuvre du plan d'action "Participation"	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
52.000	52.10	06.32	Participation de l'Etat aux frais de construction et d'aménagement de centres résidentiels pour jeunes; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice) ...	9.000.000	9.000.000	9.000.000	
63.000	63.21	06.32	Participation de l'Etat aux frais de construction et d'aménagement de centres de rencontre et de centres multi-services pour jeunes par les communes (Sans distinction d'exercice)	7.000.000	7.000.000	7.000.000	
74.040	74.22	06.32	Acquisition d'équipements spéciaux	40.000	40.000	34.305	
			<i>Total de la Section 27.0</i>	71.682.000	71.682.000	71.653.742	
			Section 27.1 - Service national de la jeunesse				
11.000	11.00	06.32	Traitements des fonctionnaires	17.668.000	17.668.000	17.327.140	
11.010	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	12.251.000	12.251.000	9.136.531	
11.020	11.00	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	564.000	D 3.056.708	3.056.708	
11.030	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	8.189.000	D 8.799.617	8.799.617	
11.040	11.00	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	10.000	10.000	0	
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement	44.000	44.000	43.125	
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires ..	3.000.000	T 756.000	755.922	
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	2.811.000	T 4.979.000	4.978.190	
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	575.000	T 412.000	411.792	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.020	12.14	06.32	Frais d'exploitation des véhicules auto- moteurs	320.000	T 398.000	397.781	
12.040	12.12	06.32	Frais de bureau	675.000	T 866.000	861.082	
12.050	12.12	06.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommuni- cations	600.000	T 718.000	717.834	
12.080	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien (Non susceptible de transfert)	5.250.000	5.250.000	5.248.843	
12.140	12.16	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	684.000	T 576.000	575.076	
12.170	12.30	06.32	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	460.000	T 410.000	409.686	
12.190	12.30	06.32	Organisation de stages, de journées d'études et de camps; échange de jeunes; éducation des loisirs; dépenses diverses .	3.250.000	T 3.260.000	3.259.843	
12.250	12.00	07.30	Centre d'Erpeldange: frais d'exploitation courants	190.000	190.000	189.696	
12.300	12.30	06.32	Service de prêt du service national de la jeunesse: dépenses de fonctionnement .	190.000	190.000	189.858	
33.010	33.00	06.32	Fonctionnement de centres de rencontre, de foyers et de maisons de jeunes: subsidés	850.000	850.000	850.000	
33.011	33.00	06.32	Organisation de stages, de journées d'études et de camps; éducation des loisirs et éducation à l'environnement: subsidés	1.400.000	1.400.000	1.400.000	
33.012	33.00	06.32	Centres de jeunesse: participation aux frais de surveillance, d'exploitation et de fonctionnement	375.000	375.000	375.000	
33.013	33.00	06.32	Campagnes d'information et de sensibili- sation aux problèmes de la jeunesse	1.350.000	1.350.000	1.349.954	
33.014	33.00	06.32	Centre de Weicherdange: participation aux frais de surveillance, d'exploitation et de fonctionnement	300.000	300.000	300.000	
33.015	33.00	06.32	Centre de Munsbach: participation aux frais de fonctionnement	2.100.000	2.100.000	2.100.000	
33.016	33.00	06.32	Centrale des auberges de jeunesse luxembourgeoises: subsidés	7.300.000	7.300.000	7.300.000	
33.017	33.00	01.40	Accueil de jeunes dans le cadre de programmes d'échanges sur le plan international: subsidés	350.000	350.000	350.000	
33.018	33.00	06.32	Centre de Médiation: participation aux frais de fonctionnement	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
34.060	34.40	06.32	Programmes internationaux, voyages éducatifs, initiatives jeunes: subsidés	1.250.000	1.250.000	1.249.523	
34.061	34.40	06.32	Congé-éducation: indemnités compen- satoires; bourses culturelles (loi modifiée du 4.10.1973) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.000.000	D 13.230.000	13.229.693	
43.000	43.22	06.32	Participation aux frais de surveillance, d'exploitation et d'animation du Centre d'animation et de rencontre pour le Sport et la Jeunesse à Lultzhausen et du Centre de Lasauvage	700.000	700.000	700.000	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
52.000	52.10	06.32	Frais d'équipement de foyers et de maisons de jeunes: subsides	550.000	550.000	550.000	
74.000	74.10	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs ...	1.500.000	T 1.450.000	1.449.920	
74.010	74.22	06.32	Acquisition de machines de bureau	250.000	T 203.400	203.120	
74.040	74.22	06.32	Service national de la jeunesse et maisons de jeunes: acquisition d'équipements spéciaux	2.400.000	T 2.496.600	2.496.515	
			<i>Total de la Section 27.1</i>	90.406.000	94.739.325	91.262.449	
			<i>Total du département 27</i>	162.088.000	166.421.325	162.916.191	
28 - MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE							
Section 28.0 - Aménagement du territoire							
11.130	11.12	07.20	Conseil supérieur et comité interministériel de l'aménagement du territoire: indemnités pour services extraordinaires	75.000	75.000	55.000	
12.000	12.15	07.20	Conseil supérieur de l'aménagement du territoire: indemnités pour services de tiers	100.000	100.000	61.500	
12.010	12.13	07.20	Frais de route et de séjour	100.000	T 98.000	97.642	
12.012	12.13	07.20	Frais de route et de séjour à l'étranger ...	530.000	T 663.000	659.022	
12.020	12.14	07.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	80.000	T 82.000	81.715	
12.040	12.12	07.20	Frais de bureau	580.000	T 612.000	611.313	
12.070	12.12	07.20	Location et entretien des équipements informatiques	550.000	T 370.000	304.134	
12.080	12.11	07.20	Bâtiments: exploitation et entretien	60.000	T 63.000	62.688	
12.120	12.30	07.20	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	16.000.000	16.000.000	15.707.169	
12.130	12.16	07.20	Frais de confection et de publication d'études, d'études d'impact, de plans, de cartes et de rapports (Crédit non limitatif)	2.000.000	2.000.000	1.187.383	
12.190	12.30	07.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation (Crédit non limitatif)	500.000	500.000	304.827	
12.191	12.30	07.20	Formation de personnel informatique ...	100.000	T 97.000	84.000	
33.010	33.00	07.20	Participation de l'Etat à raison de 50% dans les actions et projets du programme INTERREG II. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.000.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
33.020	33.00	07.20	Subsides à des associations ou institutions oeuvrant pour la réalisation de projets de développement dans le cadre de l'exécution des plans d'aménagement de territoire	2.100.000	2.100.000	2.072.250	
35.010	35.20	07.20	Contribution à l'institut régional intra-communautaire (IRI)	2.690.000	2.690.000	2.690.000	
35.060	35.00	07.20	Participation à des études effectuées dans le cadre d'organismes internationaux; contributions à des organismes internationaux	100.000	T 115.000	114.305	
35.065	35.00	07.20	Participation à des actions menées dans le cadre de la coopération transfrontalière de proximité	1.000.000	1.000.000	911.014	
43.300	43.52	07.20	Subsides aux communes, syndicats de communes et autres organismes pour la réalisation de projets de développement dans le cadre de l'exécution des plans d'aménagement du territoire	2.500.000	2.500.000	2.500.000	
74.050	74.22	07.20	Acquisition d'équipements informatiques	1.000.000	1.000.000	901.515	
74.060	74.40	07.20	Acquisition de logiciels	500.000	500.000	349.135	
			<i>Total de la Section 28.0</i>	31.565.000	31.565.000	28.754.612	
			Section 28.1 - Parcs naturels				
12.120	12.30	07.50	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	4.000.000	446.901	
43.300	43.52	07.50	Parcs naturels: participation de l'Etat	11.500.000	11.500.000	10.650.348	
72.000	72.30	07.50	Travaux de redressement et de réaffectation à réaliser dans l'intérêt de bâtiments et d'infrastructures dans le cadre de l'exécution des plans d'aménagement du territoire (Sans distinction d'exercice)	6.000.000	6.000.000	5.145.009	
			<i>Total de la Section 28.1</i>	21.500.000	21.500.000	16.242.258	
			<i>Total du département 28</i>	53.065.000	53.065.000	44.996.870	
			29 - MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE				
			Section 29.0 - Promotion féminine				
11.130	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	120.000	T 131.000	131.000	
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	100.000	100.000	76.000	
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	70.000	70.000	50.889	
12.012	12.13	06.36	Frais de route et de séjour à l'étranger	350.000	T 585.000	567.976	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits		Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau; dépenses diverses	340.000	T	365.000	364.742	
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	312.000	T	333.000	305.633	
12.100	12.11	06.36	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.784.000	T	1.877.000	1.876.783	
12.120	12.30	06.36	Frais d'experts et d'études: étude sur la situation des femmes au Grand-Duché de Luxembourg	7.000.000		7.000.000	6.554.839	
12.130	12.16	06.36	Frais de publication	3.000.000		3.000.000	2.064.096	
12.131	12.16	06.36	Frais de publication: confection du calendrier ULC	1.700.000		1.700.000	1.407.197	
12.300	12.30	06.36	Participation à des actions en faveur de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes	3.300.000		3.300.000	2.719.289	
12.301	12.30	06.36	Projets européens dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.200.000	D T	3.677.081	3.676.095	
12.302	12.30	06.36	Campagne médiatique promouvant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes	3.000.000		3.000.000	2.812.276	
33.000	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés pour femmes	109.967.000	T	109.072.000	105.507.409	
33.001	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement des services conven- tionnés pour femmes	30.103.000	T	30.998.000	30.997.498	
33.010	33.00	06.36	Subsides à des associations oeuvrant en faveur de la promotion de la condition féminine	170.000		170.000	170.000	
33.011	33.00	06.36	Participation de l'Etat dans l'intérêt du financement de mesures en faveur de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes "Emploi et valorisation des ressources humaines"	8.000.000	T	7.507.000	883.356	
33.012	33.00	06.36	Subsides en faveur d'entreprises ayant pris des mesures novatrices dans l'intérêt de l'emploi des femmes	500.000		500.000	500.000	
			<i>Total de la Section 29.0</i>	172.016.000		173.385.081	160.665.078	
			<i>Total du département 29</i>	172.016.000		173.385.081	160.665.078	
			<i>Total Chapitre III</i>	154.907.965.000		163.114.720.138	158.648.785.040	301.925

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
CHAPITRE IV. - DEPENSES EXTRAORDINAIRES							
30 - MINISTERE D'ETAT							
Section 30.0 - Ministère d'Etat							
74.020	74.22	01.10	Acquisition d'installations de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	2.905.332	-
<i>Total de la Section 30.0</i>				10.000.000	10.000.000	2.905.332	-
<i>Total du Département 30</i>				10.000.000	10.000.000	2.905.332	-
32 - MINISTERE DE LA CULTURE							
Section 32.0 - Affaires culturelles							
63.000	63.21	08.20	Participation de l'Etat au financement de la construction et du réaménagement par les communes de centres culturels régionaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000.000	150.000.000	100.017.238	-
74.070	74.22	08.10	Acquisition d'objets historiques et archéologiques. (Crédit non limitatif)	1.000.000 D	18.866.558	18.866.558	-
93.000	93.00	08.10	Alimentation du fonds pour les monuments historiques. (Crédit non limitatif)	200.000.000	200.000.000	200.000.000	-
93.001	93.00	08.10	Dotation du fonds national de soutien à la production audiovisuelle. (Crédit non limitatif)	70.000.000	70.000.000	70.000.000	-
93.002	93.00	08.10	Dotation du fonds culturel national en vue de la constitution d'une collection d'oeuvres d'art contemporain. (Crédit non limitatif)	25.000.000	25.000.000	25.000.000	-
<i>Total de la Section 32.0</i>				446.000.000	463.866.558	413.883.796	-
<i>Total du Département 32</i>				446.000.000	463.866.558	413.883.796	-
34 - MINISTERE DES FINANCES							
Section 34.0 - Relations financières internationales							
84.070	84.21	01.43	Banque européenne d'investissement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en écus. (Crédit non limitatif)	5.370.000	5.370.000	0	-
84.071	84.21	01.43	Banque européenne d'investissement: versements en application du cautionnement des ressources propres engagées par la banque dans le cadre des conventions financières avec des pays non communautaires. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
84.090	84.23	01.43	Fonds monétaire international: augmentation de la quote-part du Grand-Duché. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
84.091	84.23	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en dollars. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
84.092	84.23	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en francs luxembourgeois. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
84.093	84.23	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché versée en francs luxembourgeois à l'évolution de la valeur des droits de tirage spéciaux (D.T.S.). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	-
84.094	84.23	01.33	Fonds de l'environnement mondial: souscription du Grand Duché. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
84.095	84.23	01.53	Société financière internationale: augmentation de la souscription du Grand-Duché. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
84.096	84.23	01.43	Fonds monétaire international: Participation du Grand-Duché à la facilité d'ajustement structurel (ESAF). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.000.000	D 70.894.000	70.893.800	-
84.098	84.23	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: souscription du Grand-Duché moyennant versement en écus. (Crédit non limitatif)	9.000.000	D 9.223.000	9.222.018	-
84.120	84.23	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché à l'évolution de la valeur de l'écu. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
84.121	84.23	01.53	Agence multilatérale de garantie des investissements: souscription du Grand-Duché moyennant versement en dollars. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	-
84.123	84.23	01.53	Fonds de développement social: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en écus. (Crédit non limitatif)	10.020.000	D 10.171.000	10.170.450	-
91.010	91.12	01.53	Association internationale de développement: amortissement de bons du trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif)	151.380.000	151.380.000	149.351.000	-
91.011	91.12	01.53	Fonds international de développement agricole: amortissement de bons du trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources. (Crédit non limitatif)	2.000.000	2.000.000	1.638.636	-
91.012	91.12	01.53	Fonds commun pour les produits de base (C.N.U.C.E.D.): amortissement de bons du trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
91.013	91.12	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: amortissement de bons du Trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.700.000 D	2.754.000	2.753.409	-
91.014	91.12	01.53	Agence multilatérale de garantie des investissements: amortissement de bons du Trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	-
91.015	91.12	01.53	Fonds monétaire international: amortissement de bons du trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	-
91.016	91.12	01.53	Fonds de l'environnement mondial: amortissement de bons du trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions de ressources (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	47.213.000 D	47.823.000	47.822.319	-
<i>Total de la Section 34.0</i>				263.743.000	299.675.000	291.851.632	-
Section 34.1 - Coopération au développement							
54.100	54.42	01.53	Interventions financières en faveur de pays en voie de développement: participation à des organismes de développement économique et technique sous forme de participations, de prêts et de subventions sur le plan bilatéral et multilatéral. (Crédit non limitatif)	31.000.000	31.000.000	30.857.066	-
54.110	54.52	01.52	Interventions financières en faveur des pays de l'Europe de l'Est: participation à des actions de développement économique et technique: concours économique et technique sous forme de participations, de prêts, de subventions ou de cautionnement sur le plan bilatéral et multilatéral. (Crédit non limitatif)	28.000.000	28.000.000	13.001.888	-
81.040	81.50	01.52	Société nationale de crédits et d'investissements: dotation spéciale pour l'octroi de prêts d'Etat à Etat. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
<i>Total de la Section 34.1</i>				59.005.000	59.005.000	43.858.954	-
Section 34.2 - Office du ducroire							
81.050	81.60	11.70	Office du ducroire: majoration de la dotation. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
81.051	81.60	11.70	Office du ducroire: alimentation du fonds spécial d'assurance ducroire pour le compte de l'Etat. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
<i>Total de la Section 34.2</i>				10.000	10.000	0	-

Article	Code écon.	Code fonct.	L I B E L L E	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			Section 34.3 - Participations de l'Etat				
81.030	81.50	07.10	Société nationale des habitations à bon marché: augmentation de capital social. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
81.040	81.50	11.70	Société nationale de crédit et d'investissements: majoration de la dotation. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
			<i>Total de la Section 34.3</i>	10.000	10.000	0	-
			<i>Total du Département 34</i>	322.768.000	358.700.000	335.710.586	-
			35 – MINISTERE DES FINANCES: BUDGET				
			Section 35.0 - Domaine de l'Etat				
71.040	71.31	01.25	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	20.000.000 D	83.000.000	81.490.191	-
71.050	71.32	01.25	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000.000 D	343.500.000	334.240.544	-
			<i>Total de la Section 35.0</i>	170.000.000	426.500.000	415.730.735	-
			Section 35.1 - Office des dommages de guerre				
53.010	53.20	06.35	Indemnisation des dommages de guerre mobiliers et immobiliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	-
			<i>Total de la Section 35.1</i>	5.000	5.000	0	-
			<i>Total du Département 35</i>	170.005.000	426.505.000	415.730.735	-
			38 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE				
			Section 38.0 - Force publique				
35.060	35.00	02.00	Participation au financement de travaux internationaux à intérêt commun exécutés par les pays membres de l'O.T.A.N.; contribution au programme N.S.M.A.T.C.C.; contribution au programme A.W.A.C.S. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	60.000.000	60.000.000	33.923.550	-
54.060	54.41	02.00	Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'O.T.A.N. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000 D	2.073.000	2.072.099	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
93.000	93.00	02.00	Alimentation du fonds d'équipement militaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	159.750.000	159.750.000	159.750.000	-
			<i>Total de la Section 38.0</i>	220.250.000	221.823.000	195.745.649	-
			<i>Total du Département 38</i>	220.250.000	221.823.000	195.745.649	-
39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR							
Section 39.0 - Finances communales							
63.000	63.21	04.20	Subsides pour la construction d'écoles régionales groupant les classes complémentaires ou des classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune	200.000.000	T 206.080.000	206.080.000	-
63.001	63.21	13.20	Participation de l'Etat, sous forme de subsides en capital ou en annuités, aux dépenses relatives aux travaux d'urbanisation et d'équipement de la ville de Luxembourg et de la ville d'Esch-sur-Alzette	36.000.000	36.000.000	36.000.000	-
63.002	63.21	13.20	Participation de l'Etat aux frais de construction d'un immeuble administratif pour le syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI)	10.000.000	10.000.000	10.000.000	-
63.020	63.51	07.40	Subside extraordinaire au syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	3.000.000	T 0	0	-
63.021	63.51	07.32	Participation de l'Etat aux frais de construction d'un crématoire	10.000.000	10.000.000	10.000.000	-
63.022	63.51	07.40	Subside extraordinaire au syndicat intercommunal pour la distribution d'eau la région de l'Est (SIDERE)	12.300.000	T 11.220.000	11.220.000	-
63.023	63.51	07.40	Subside extraordinaire au Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)	2.000.000	T 0	0	-
93.000	93.00	13.20	Alimentation du fonds pour la réforme communale. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
			<i>Total de la Section 39.0</i>	273.305.000	273.305.000	273.300.000	-
			<i>Total du Département 39</i>	273.305.000	273.305.000	273.300.000	-
40 - MINISTERE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS							
Section 40.0 - Education physique et sports							
74.040	74.22	08.30	Acquisition et aménagement d'équipements et d'ameublements spéciaux dans l'intérêt du centre sportif national de natation à Luxembourg-Kirchberg. (Sans distinction d'exercice)	2.250.000	2.250.000	2.213.051	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
93.000	93.00	08.30	Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour le financement d'un septième programme quinquennal d'équipement sportif à réaliser pendant la période du 1.1.1998 au 31.12.2002. (Crédit non limitatif)	300.000.000	300.000.000	300.000.000	-
			<i>Total de la Section 40.0</i>	302.250.000	302.250.000	302.213.051	-
			<i>Total du Département 40</i>	302.250.000	302.250.000	302.213.051	-
43 - MINISTERE DE LA FAMILLE							
Section 43.0 - Internats. - Foyers de jour							
52.000	52.10	06.32	Construction, modernisation et équipement de centres d'accueil, de foyers de jour, de services de placement familial, d'assistance, de consultation et de formation; subsides à des associations et à des particuliers	375.350.000	375.350.000	66.085.887	-
72.010	72.10	06.32	Construction et modernisation de centres d'accueil, de foyers de jour, de services de placement familial, d'assistance, de consultation et de formation	2.500.000	2.500.000	2.115.057	-
74.040	74.22	06.32	Equipement de centres d'accueil, de foyers de jour, de services de placement familial, d'assistance, de formation et de consultation	2.500.000	2.500.000	2.392.752	-
			<i>Total de la Section 43.0</i>	380.350.000	380.350.000	70.593.696	-
Section 43.1 - Service des personnes âgées							
52.000	52.10	06.33	Subsides à des associations privées dans l'intérêt de la construction, de la modernisation et de l'équipement de maisons de retraite, de foyers de jour et de foyers de nuit et de services d'aide à domicile pour personnes âgées	475.526.000	475.526.000	450.196.000	-
63.000	63.21	06.33	Subsides aux communes dans l'intérêt de la construction, de la modernisation et de l'équipement de maisons de retraite, de foyers de jour, de foyers de nuit et de services d'aide à domicile pour personnes âgées	195.023.000	195.023.000	151.704.000	-
63.020	63.51	06.33	Subsides aux syndicats de communes dans l'intérêt de la construction, de la modernisation et de l'équipement de maisons de retraite, de foyers de jour et de foyers de nuit et de services d'aide à domicile pour personnes âgées	1.458.000	1.458.000	0	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
63.040	63.51	06.33	Subsides aux établissements publics gérés par des communes dans l'intérêt de la construction, de la modernisation et de l'équipement de maisons de retraite, de foyers de jour, de foyers de nuit et de services d'aide à domicile pour personnes âgées	142.000.000	142.000.000	81.000.000	-
			<i>Total de la Section 43.1</i>	814.007.000	814.007.000	682.900.000	-
			Section 43.3 - Commissariat du Gouvernement aux étrangers				
52.000	52.10	06.36	Construction, modernisation et équipement de foyers d'accueil et de centres d'accueil pour immigrés et pour réfugiés; subsides à des associations et à des particuliers	500.000	500.000	430.000	-
72.010	72.10	06.36	Construction, modernisation et équipement de foyers d'accueil et de centres d'accueil pour travailleurs immigrés et pour réfugiés	31.000.000	31.000.000	22.229.228	-
72.011	72.10	06.36	Travaux d'entretien courant des foyers d'accueil et des centres d'accueil pour travailleurs immigrés et pour réfugiés	17.875.000	17.875.000	9.965.328	-
			<i>Total de la Section 43.3</i>	49.375.000	49.375.000	32.624.556	-
			<i>Total du Département 43</i>	1.243.732.000	1.243.732.000	786.118.252	-
			44 - MINISTERE DE LA SANTE				
			Section 44.0 - Santé. - Travaux sanitaires et cliniques				
51.000	51.10	05.22	Subsides dans l'intérêt de la construction, de l'aménagement, de la modernisation et de l'équipement d'hôpitaux, d'hospices et de centres de gériatrie; subsides aux communes, aux établissements publics et d'utilité publique pour les investissements achevés au 31.7.1990 ou en cours de réalisation à cette date; subventions courantes à l'investissement du centre hospitalier de Luxembourg; subventions dans l'intérêt de la modernisation et de l'équipement des écoles paramédicales instituées au sein des établissements hospitaliers communaux ou d'utilité publique	42.380.000 T	15.053.000	15.053.000	-
51.001	51.10	05.22	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990; aides dans l'intérêt des investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers du secteur public et de l'organisme regroupant les établissements hospitaliers visé à l'article 6 de la loi du 31.7.1990, avances accordées dans le même but et suivant les conditions et modalités prévues par ces lois	224.692.000 T	45.076.687	45.076.687	-
51.002	51.10	05.22	Construction de maisons de soins	191.532.000 T	175.421.642	175.421.642	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
51.041	51.10	05.22	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et du 31.7.1990: aides dans l'intérêt des investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers privés, avances accordées dans le même but et suivant les conditions et modalités prévues par ces lois	112.006.000	T 918.229	918.229	-
52.000	52.10	05.22	Subsides dans l'intérêt de la construction, de l'aménagement, de la modernisation et de l'équipement de centres de diagnostic et de traitement	51.800.000	51.800.000	51.799.694	-
52.001	52.10	05.22	Application de la législation régissant l'aide à l'investissement dans l'intérêt de l'aménagement de foyers, ateliers et autres structures thérapeutique de psychiatrie décentralisée: Participation aux frais d'investissement	75.000.000	T 65.900.000	64.800.000	-
72.000	72.30	05.30	Construction de nouvelles maisons de soins: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses	10.000.000	T 3.223.235	3.223.235	-
74.060	74.40	05.30	Rachat de concessions réelles de pharmacie. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
93.000	93.00	05.00	Alimentation du fonds des investissements sanitaires et hospitaliers. (Crédit non limitatif)	800.000.000	DT2.650.017.207	2.650.000.000	-
			<i>Total de la Section 44.0</i>	1.507.415.000	3.007.415.000	3.006.292.487	-
			<i>Total du Département 44</i>	1.507.415.000	3.007.415.000	3.006.292.487	-
45 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT							
Section 45.0 - Protection de l'environnement							
93.000	93.00	07.30	Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement. (Crédit non limitatif)	1.350.000.000	D 2.850.000.000	2.850.000.000	-
			<i>Total de la Section 45.0</i>	1.350.000.000	2.850.000.000	2.850.000.000	-
			<i>Total du Département 45</i>	1.350.000.000	2.850.000.000	2.850.000.000	-
46 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI							
Section 46.0 - Fonds pour l'emploi							
93.000	93.00	06.14	Avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
			<i>Total de la Section 46.0</i>	5.000	5.000	0	-
			<i>Total du Département 46</i>	5.000	5.000	0	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
			49 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
			Section 49.0 - Mesures économiques spéciales dans l'intérêt de l'agriculture				
73.000	73.13	10.10	Travaux d'infrastructure à réaliser pour l'instauration de zones horticoles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000.000	20.000.000	0	-
93.000	93.00	10.10	Alimentation du fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	700.000.000	700.000.000	700.000.000	-
			<i>Total de la Section 49.0</i>	720.000.000	720.000.000	700.000.000	-
			Section 49.1 - Remembrement des biens ruraux				
93.000	93.00	10.20	Alimentation extraordinaire du fonds de remembrement des biens ruraux destinée à couvrir l'intervention de l'Etat dans les dépenses correspondant aux travaux de premier établissement pour le remembrement des biens ruraux (article 41, alinéa 3, de la loi modifiée du 25.5.1964). (Crédit non limitatif)	50.000.000	50.000.000	50.000.000	-
			<i>Total de la Section 49.1</i>	50.000.000	50.000.000	50.000.000	-
			<i>Total du Département 49</i>	770.000.000	770.000.000	750.000.000	-
			50 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
			Section 50.0 - Economie				
51.040	51.10	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital à l'investissement, aides à la promotion, garantie de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.350.000.000	1.350.000.000	1.280.868.629	-
51.041	51.10	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: création et aménagement d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses et subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	65.000.000	65.000.000	32.350.408	-
51.042	51.10	09.00	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital en faveur de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle de l'énergie. (Crédit non limitatif et sans distinction				

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			d'exercice)	100.000.000	100.000.000	72.661.480	-
51.050	51.10	11.31	Application de la loi-cadre ayant pour but le développement et la diversification économique: subventions à la recherche-développement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000.000	250.000.000	169.783.183	-
63.000	63.21	11.30	Mesures et interventions visant la création ou l'amélioration d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, en vue de promouvoir et de faciliter l'établissement, le développement et l'extension d'entreprises de production de biens et de services, dépenses et frais connexes; participation au coût de certains travaux communaux ou intercommunaux et subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	15.000.000	2.914.542	-
71.000	71.11	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: achats de terrains à l'intérieur du secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	5.000.000	5.000.000	1.791.780	-
71.010	71.12	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: achats de terrains à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	100.000.000	100.000.000	1.019.269	-
72.010	72.10	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: aménagement de bâtiments et d'équipements, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.000.000	478.292	-
73.070	73.41	09.10	Renforcement des capacités de stockage en produits pétroliers par la réalisation de réserves stratégiques: honoraires et frais d'études; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	5.000	5.000	0	-
73.071	73.41	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: aménagement de terrains et création d'ouvrages de génie civil, dépenses et frais connexes, participation à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	370.000.000	370.000.000	159.452.755	-
			<i>Total de la Section 50.0</i>	2.256.005.000	2.256.005.000	1.721.320.338	-
			<i>Total du Département 50</i>	2.256.005.000	2.256.005.000	1.721.320.338	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
			51 - MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME				
			Section 51.0 - Classes moyennes				
31.030	31.12	11.50	Bonification d'intérêts à allouer en faveur de projets hôteliers exceptionnels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	21.000.000	21.000.000	21.000.000	-
			Total de la Section 51.0	21.000.000	21.000.000	21.000.000	-
			Section 51.1 - Tourisme				
31.030	31.12	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
31.031	31.12	11.50	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en intérêts, à la construction, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'établissements hôteliers ainsi qu'à la création, l'extension et l'amélioration des infrastructures spécifiques prévues à l'article 3 du règlement grand-ducal y relatif. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
31.032	31.12	06.32	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative et les ententes de syndicats d'initiative, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif, ainsi qu'aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt des équipements informatiques et des équipements audiovisuels, ou à l'exécution de projets de construction, d'extension et de modernisation d'auberges de jeunesse à réaliser par la Centrale des Auberges de Jeunesse et d'autres associations sans but lucratif. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
31.033	31.12	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en intérêts, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme et de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
31.034	31.12	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en intérêts, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
32.000	32.00	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique. (Crédit non limitatif)	2.000.000	T 2.205.000	2.189.092	-
43.000	43.22	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale et de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des communes et des syndicats de communes. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
51.040	51.10	11.50	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la construction, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'établissements hôteliers ainsi qu'à la création, l'extension et l'amélioration des infrastructures spécifiques prévues à l'article 3 du règlement grand-ducal y relatif	75.000.000	75.000.000	74.999.958	-
51.041	51.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés	10.000.000	T 852.400	800.000	-
52.000	52.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative et les ententes de syndicats d'initiative.	7.000.000	T 16.506.000	16.505.143	-
52.001	52.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux, à réaliser par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif	1.500.000	T 640.000	639.134	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
52.002	52.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de construction, d'extension et de modernisation d'auberges de jeunesse à réaliser par la Centrale des Auberges de jeunesse et d'autres associations sans but lucratif	1.500.000	T 2.360.000	2.360.000	-
52.003	52.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt de la mise en place d'équipements informatiques et d'équipements audiovisuels	7.000.000	T 4.257.000	4.256.666	-
53.040	53.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme à réaliser par des particuliers .	7.000.000	T 2.496.000	2.024.000	-
53.041	53.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers	1.000.000	T 0	0	-
53.042	53.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants	5.000.000	T 6.222.000	6.221.791	-
63.000	63.21	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes et syndicats de communes ..	92.970.000	T 106.915.600	106.877.880	-
63.001	63.21	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagements, d'extension et d'aménagement de gîtes ruraux à réaliser par des communes et syndicats de communes	15.000.000	T 7.516.000	7.515.474	-
<i>Total de la Section 51.f</i>				225.000.000	225.000.000	224.389.138	-
<i>Total du Département 51</i>				246.000.000	246.000.000	245.389.138	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
			53 – MINISTERE DES TRANSPORTS				
			Section 53.0 - Transport ferroviaire				
81.030	81.40	12.20	Participation dans l'augmentation du capital de la S.N. des C.F.L. (Crédit non limitatif)	200.000.000	200.000.000	200.000.000	-
93.000	93.00	12.20	Alimentation du fonds du rail. (Crédit non limitatif)	300.000.000	D 1.800.000.000	1.800.000.000	-
93.001	93.00	12.20	Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux. (Crédit non limitatif)	25.000.000	D 1.025.000.000	1.025.000.000	-
			<i>Total de la Section 53.0</i>	525.100.000	3.025.000.000	3.025.000.000	-
			Section 53.1 - Navigation et transports aériens				
81.030	81.40	12.40	Participation dans le capital social de Luxair et de Cargolux. (Crédit non limitatif) ...	5.000	5.000	0	-
81.531	81.40	12.40	Participation dans le capital social de la Société de promotion et de développement de l'aéroport de Luxembourg S.à.r.l.	40.000	40.000	0	-
			<i>Total de la Section 53.1</i>	45.000	45.000	0	-
			Section 53.2 - Aéroport de Luxembourg				
73.010	73.11	12.40	Travaux d'aménagement routiers et autres. (Sans distinction d'exercice)	43.000.000	43.000.000	42.999.549	-
74.040	74.22	12.40	Installations de sécurité et de contrôle; équipement; matériel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	70.000.000	70.000.000	70.000.000	-
			<i>Total de la Section 53.2</i>	113.000.000	113.000.000	112.999.549	-
			Section 53.4 - Navigation et transports fluviaux				
74.040	74.22	12.34	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	14.000.000	14.000.000	14.000.000	-
			<i>Total de la Section 53.4</i>	14.000.000	14.000.000	14.000.000	-
			<i>Total du Département 53</i>	652.045.000	3.152.045.000	3.151.999.549	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
54 - MINISTERE DE L'ENERGIE							
Section 54.0 - Energie							
73.030	73.21	09.20	Installations hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport: travaux de renouvellement et de modernisation; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	16.500.000	16.500.000	11.851.749	-
73.050	73.31	12.50	Renforcement de l'infrastructure de transport de gaz naturel: honoraires et frais d'études; participation à l'infrastructure; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000.000 D	130.000.000	130.000.000	-
73.051	73.31	09.20	Installations de cogénération force-chaleur: honoraires et frais d'études; participations à l'infrastructure; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	-
73.052	73.31	12.50	Reprise du tronçon de pipeline Moutfort-Frisange. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	-
73.053	73.31	09.10	Reprise d'une capacité de stockage de kérosène (frais d'exploitation, de gardiennage, de transport, d'achat de produit pétrolier). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	5.000	0	-
73.054	73.13	12.20	Mise en place d'un réseau de chaleur urbain à Esch-Alzette; honoraires et frais d'études; participation à l'infrastructure; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	500.000	0	-
81.030	81.40	09.20	Participation dans le capital social de sociétés du secteur de l'énergie. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-
<i>Total de la Section 54.0</i>				117.020.000	147.020.000	141.851.749	-
<i>Total du Département 54</i>				117.020.000	147.020.000	141.851.749	-
55 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS							
Section 55.0 - Ponts et chaussées							
63.000	63.21	12.12	Emprises; acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables; remboursement aux communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	3.000.000	180.434	-
71.000	71.11	12.12	Emprises; acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000 D	2.596.000	1.696.378	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
71.010	71.12	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	16.000.000	16.000.000	11.393.647	-
71.030	71.22	12.12	Annuités et charges résultant du contrat de location-vente concernant la voie de contournement de Differdange. (Crédit non limitatif)	48.000.000	48.000.000	45.148.663	-
73.010	73.11	12.12	Routes nationales: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements. (Sans distinction d'exercice)	720.000.000	720.000.000	719.341.817	-
73.011	73.11	12.12	Chemins repris: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements. (Sans distinction d'exercice)	880.000.000	880.000.000	880.000.000	-
73.013	73.11	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux de construction et de réfection. (Sans distinction d'exercice)	180.000.000	180.000.000	180.000.000	-
73.018	73.21	12.32	Viabilisation du plan d'aménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg. -Dépenses à charge de l'Etat. (Crédit non limitatif) ..	10.000.000	10.000.000	0	-
73.030	73.21	12.32	Approfondissement du chenal navigable de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	49.000.000	49.000.000	26.576.749	-
73.040	73.11	12.12	Mesures de protection contre les crues de la Sûre. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	30.000.000	30.000.000	29.864.923	-
			<i>Total de la Section 55.0</i>	1.937.000.000	1.935.596.000	1.894.202.611	-
			Section 55.1 - Fonds des routes				
93.000	93.00	12.12	Alimentation du fonds des routes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000.000	D 3.000.000.000	3.000.000.000	-
			<i>Total de la Section 55.1</i>	500.000.000	3.000.000.000	3.000.000.000	-
			Section 55.2 - Bâtiments publics				
71.040	71.31	01.34	Annuités résultant du contrat de la location-vente concernant l'immeuble du centre informatique de l'Etat à Luxembourg-Gare. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.100.000	50.100.000	50.099.300	-
71.041	71.31	02.10	Annuités et charges résultant du contrat de location-vente concernant l'immeuble de la Gendarmerie à Esch-sur-Alzette. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.000.000	13.000.000	12.723.412	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
71.042	71.31	01.42	Annuités et charges résultant du contrat de location-vente concernant le bâtiment administratif pour les besoins des missions diplomatiques du Luxembourg à Bruxelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	81.000.000	81.000.000	73.167.075	-
72.010	72.10	01.25	Bâtiments à usage administratif, sanitaire et social: travaux de remise en état. (Sans distinction d'exercice)	100.000.000	100.000.000	99.977.241	-
72.011	72.10	04.00	Bâtiments d'enseignement de l'Etat: travaux de remise en état. (Sans distinction d'exercice)	125.000.000	125.000.000	124.998.479	-
72.012	72.10	01.25	Divers bâtiments de l'Etat: travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000.000	350.000.000	347.277.239	-
72.013	72.10	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales: travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000.000	D 164.500.000	163.891.788	-
73.010	73.11	05.23	Travaux de réfection des chemins du parc du centre thermal et de santé à Mondorf-les-Bains. (Sans distinction d'exercice) . . .	20.000.000	20.000.000	19.859.221	-
<i>Total de la Section 55.2</i>				839.100.000	903.600.000	891.993.755	-
Section 55.3 - Fonds d'investissements publics							
72.010	72.10	01.25	Fonds d'investissements publics: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	30.000.000	30.000.000	4.789.186	-
93.000	93.00	01.25	Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000.000	D 3.300.000.000	3.300.000.000	-
93.001	93.00	04.00	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	725.000.000	D 4.725.000.000	4.725.000.000	-
93.002	93.00	01.25	Alimentation du fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . . .	325.000.000	325.000.000	325.000.000	-
93.003	93.00	01.25	Alimentation du fonds pour la loi de garantie (Crédit non limitatif)	5.000.000	D 805.000.000	805.000.000	-
<i>Total de la Section 55.3</i>				1.885.000.000	9.185.000.000	9.159.789.186	-
Section 55.4 - Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg							
93.000	93.00	07.20	Alimentation du fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg. (Crédit non limitatif)	5.000	5.000	0	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
93.001	93.00	07.20	Dotation au profit du fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg en vue de garantir le rendement locatif des immeubles réalisés sur la base d'un contrat de location-vente (loi du 13 avril 1970). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	130.000.000	130.000.000	130.000.000	-
			<i>Total de la Section 55.4</i>	130.005.000	130.005.000	130.000.000	-
			<i>Total du Département 55</i>	5.291.105.000	15.157.201.000	15.075.985.552	-
			56 – MINISTERE DU LOGEMENT				
			Section 56.0 - Logement				
51.040	51.10	06.36	Participation de l'Etat, sous forme de subsides, aux frais d'aménagement et de construction de logements collectifs pour travailleurs étrangers seuls par des entreprises privées. (Sans distinction d'exercice) .	2.500.000	2.500.000	0	-
52.000	52.10	07.10	Participation de l'Etat, sous forme de subsides, aux frais d'aménagement et de construction de logements par des associations privées sans but lucratif. (Sans distinction d'exercice)	20.000.000	20.000.000	33.379	-
52.001	52.10	06.33	Participation de l'Etat, sous forme de subsides, aux frais de construction et de l'aménagement de logements locatifs pour personnes âgées par la Fondation Pescatore. (Sans distinction d'exercice) . .	5.000.000	5.000.000	1.974.251	-
63.000	63.21	06.30	Participation de l'Etat de 50% aux communes de Differdange et de Dudelange dans l'acquisition et l'amélioration d'une maison à quartier à destination sociale dans le cadre de l'assainissement par zone. (Sans distinction d'exercice)	10.000.000	10.000.000	3.882.942	-
63.001	63.21	06.33	Subsides aux communes dans l'intérêt de la construction et de la modernisation d'ensembles de logement pour personnes âgées	50.000.000	50.000.000	49.997.738	-
81.030	81.40	07.10	Fonds pour le logement à coût modéré: majoration de la dotation. (Crédit non limitatif)	240.000.000	240.000.000	240.000.000	-
			<i>Total de la Section 56.0</i>	327.500.000	327.500.000	295.888.310	-
			<i>Total du Département 56</i>	327.500.000	327.500.000	295.888.310	-
			Total Chapitre IV.	15.505.405.000	31.213.372.558	29.964.334.524	-

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR ORDRE							
Chapitre V. – RECETTES POUR ORDRE							
1.	00.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de douane et d'accise	21.844.000.000		25.447.391.509	*
2.	00.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière d'accise sur les alcools indigènes	7.000.000		6.564.561	*
3.	00.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles institués dans le cadre de la politique agricole commune - Excédent de dépenses à reporter à l'exercice 1999	810.000.000		973.344.269	
5.	00.00	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: recettes brutes (y compris les recettes pour le compte de l'union européenne à titre de ressources propres à cette union)	35.500.000.000		37.517.706.989	
6.	00.00	13.90	Rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées: avances aux autorités militaires alliées pour le financement de cette rémunération	21.400.000		39.062.204	
7.	00.00	13.90	Interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers: avances de l'union européenne pour le financement de ces opérations	898.000.000		1.164.607.172	
8.	00.00	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: recettes provenant de l'écoulement de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention et recettes connexes; versements de l'union européenne pour la couverture des pertes résultant éventuellement de l'écoulement des mêmes produits; excédent de dépenses à reporter à l'exercice 1998	5.000		27.406.043	
10.	00.00	13.90	Produit de l'impôt commercial communal	13.800.000.000		15.762.019.392	
11.	00.00	13.90	Produit de la taxe de consommation sur l'alcool	700.000.000		767.840.229	
12.	00.00	13.90	Propriété intellectuelle: recettes pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	105.000.000		127.450.000	
13.	00.00	13.90	Commissariat du gouvernement auprès des sociétés sidérurgiques: remboursement des indemnités du commissaire et des experts	5.000		0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépassement	Paiements effectifs	Montants non payés
14.	00.00	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: recettes brutes	130.000.000		270.839.894	
15.	00.00	13.90	Versements dans l'intérêt du paiement des pensions du personnel de l'entreprise publique des postes et télécommunications	1.146.977.000		1.142.143.736	
16.	00.00	13.90	Actions dans le domaine de la santé: recettes perçues de la part de différentes institutions pour le compte d'organismes et d'experts oeuvrant dans le domaine de la santé	100.000		0	
18.	00.00	13.90	Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	120.000.000		66.381.486	
19.	00.00	13.90	Fonds social européen (F.S.E.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	69.100.000		171.190.477	
20.	00.00	13.90	Fonds européen d'intervention et de garantie agricole (F.E.O.G.A.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	293.650.000		252.174.334	
21.	84.23	01.53	Association internationale de développement: part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor .	133.000.000		133.120.000	
22.	84.23	01.53	Fonds international de développement agricole: part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor	4.500.000		4.232.840	
23.	84.23	01.53	Fonds commun pour les produits de base (C.N.U.C.E.D.): part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor	5.000		0	
24.	84.23	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	5.000		13.837.500	
25.	84.23	01.53	Agence multilatérale de garantie des investissements: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	5.000		0	
26.	84.23	13.90	Produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	1.439.000.000		1.491.118.360	
28.	84.23	01.53	Fonds de l'environnement mondial: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	45.000.000		0	
29.	84.23	01.53	Fonds monétaire international: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	31.000.000		0	
30.	84.23	13.90	Contributions financières des partenaires privés participant à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale	1.300.000		9.177.170	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
31.	12.16	11.10	Produit des avertissements taxés et du dédommagement civil communal dus dans le cadre d'infractions contre la réglementation sur le stationnement payant: recettes brutes	150.000.000		110.554.641	
32.	12.16	13.90	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne: frais administratifs engendrés par la Mission de Surveillance de l'Union Européenne installée en ex-Yougoslavie .	100.000.000		140.039.525	
Total recettes pour ordre				77.349.052.000		85.638.202.331	
Chapitre VI. - DEPENSES POUR ORDRE (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)							
1.	12.16	13.90	Dépenses pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de douane et d'accise	21.844.000.000	D 25.447.391.509	25.447.391.509	
2.	12.16	13.90	Dépenses pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière d'accise sur les alcools indigènes	7.000.000	7.000.000	6.564.561	
3.	12.16	13.90	Dépenses pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles institués dans le cadre de la politique agricole commune - Excédent de dépenses à reporter à l'exercice 1999	810.000.000	D 973.344.269	973.344.269	
5.	00.00	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: dépenses brutes (y compris le versement à l'union européenne de la quote-part des recettes brutes leur revenant à titre de ressources propres)	35.500.000.000	D 37.517.706.989	37.517.706.989	
6.	00.00	13.90	Remunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées; dépenses résultant de cette rémunération; remboursement d'avances aux autorités militaires alliées; excédent de recettes à reporter à l'exercice 1999	21.400.000	D 39.062.204	39.062.204	
7.	00.00	13.90	Interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers: dépenses résultant de ces opérations; remboursement d'avances à l'union européenne ...	898.000.000	D 1.164.608.000	1.164.607.172	
8.	00.00	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: dépenses résultant de l'achat et de la vente de produits agricoles par les organismes d'intervention; versement à l'union européenne des excédents de recettes réalisés éventuellement sur l'écoulement des mêmes produits; excédent de dépenses à reporter de l'exercice 1998	5.000	D 27.407.000	27.406.043	
10.	00.00	13.90	Impôt commercial communal: versement aux communes du produit de l'impôt ...	13.800.000.000	D 15.762.019.392	15.762.019.392	
11.	00.00	13.90	Taxe de consommation sur l'alcool: dépenses brutes	700.000.000	D 767.840.229	767.840.229	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
12.	00.00	13.90	Propriété intellectuelle: dépenses pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	105.000.000	D 127.450.000	127.450.000	
13.	00.00	13.90	Commissariat du gouvernement auprès des sociétés sidérurgiques: indemnités du commissaire et des experts	5.000	5.000	0	
14.	00.00	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: dépenses brutes	130.000.000	D 270.839.894	270.839.894	
15.	00.00	13.90	Pensions du personnel de l'entreprise publique des postes et télécommunications	1.146.977.000	1.146.977.000	1.142.143.736	
16.	00.00	13.90	Actions dans le domaine de la santé: dépenses remboursées pour le compte d'institutions à des organismes et des experts oeuvrant dans le domaine de la santé: avances dans le même but	100.000	100.000	0	
18.	00.00	13.90	Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	120.000.000	120.000.000	66.381.486	
19.	00.00	13.90	Fonds social européen (F.S.E.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	69.100.000	D 174.574.761	171.190.477	
20.	00.00	13.90	Fonds européen d'intervention et de garantie agricole (F.E.O.G.A.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	293.650.000	293.650.000	290.323.215	
21.	84.23	01.53	Association internationale de développement: part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor .	133.000.000	D 133.120.000	133.120.000	
22.	84.23	01.53	Fonds international de développement agricole: part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor	4.500.000	4.500.000	4.232.840	
23.	84.23	01.53	Fonds commun pour les produits de base (C.N.U.C.E.D): part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor	5.000	5.000	0	
24.	84.23	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	5.000	D 13.838.000	13.837.500	
25.	84.23	01.53	Agence multilatérale de garantie des investissements: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	5.000	5.000	0	
26.	00.00	13.90	Versement au fonds pour l'emploi du produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	1.439.000.000	D 1.491.118.360	1.491.118.360	
28.	84.23	01.53	Fonds de l'environnement mondial: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	45.000.000	45.000.000	0	

Article	Code écon.	Code fonct.	LIBELLE	1998 Crédits	Crédits après transferts ou autorisations de dépasse- ment	Paiements effectifs	Montants non payés
29.	84.23	01.53	Fonds monétaire international: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	31.000.000	31.000.000	0	
30.	12.16	11.10	Participation de partenaires privés à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale	1.300.000 D	9.177.170	9.177.170	
31.	12.16	11.10	Produit des avertissements taxés et du dédommagement civil communal dus dans le cadre d'infractions contre la réglementation sur le stationnement payant: dépenses brutes	150.000.000	150.000.000	110.554.641	
32.	12.16	01.40	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne: frais administratifs engendrés par la Mission de Surveillance de l'Union Européenne installée en ex-Yougoslavie .	100.000.000	100.000.000	0	
			Total dépenses pour ordre	77.349.052.000	85.817.739.777	85.536.311.687	
			Excédent de Recettes			101.890.644	

7483

COMTE GENERAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES EFFECTUÉES SUR

DESIGNATION DES FONDS

Fonds de tiers:

Consignations judiciaires

Consignations faites par des étrangers.....

Postes - Fonds pour mandats

Successions en déshérence non encore acquises à l' Etat

Total Fonds de tiers

Fonds des communes:

Fonds communal de péréquation conjoncturale

Fonds de dépenses communales

Total Fonds des communes

Fonds de l'Etat

Fonds d'investissements publics administratifs

Fonds pour la coopération au développement.....

Fonds communal de dotation financière

Fonds spécial de la chasse

Fonds de crise.....

Fonds spécial de repeuplement des chasses

Fonds spécial pour le service de la dette publique

Fonds spécial des eaux frontalières

Fonds pour l'emploi

Fonds pour la loi de garantie

Fonds pour les monuments historiques

Fonds d'équipement militaire

Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture

Fonds national de soutien à la production audiovisuelle

Fonds spécial de la pêche.....

Fonds pour la protection de l'environnement

Fonds du rail

Fonds pour la réforme communale

Fonds des raccordements ferroviaires internationaux

Fonds des routes

Fonds pour le remembrement des biens ruraux

Fonds d'investissements publics scolaires

Fonds d'investissements publics sanitaires et hospitaliers

Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

Fonds d'équipement sportif national.....

Total Fonds de l'Etat.....

Total général

LES FONDS SPÉCIAUX ET FONDS DEPOSÉS PENDANT L'EXERCICE 1998

Excédent à la fin de l'exercice précédent	Opérations faites pendant l'exercice 1998		Excédent à la fin de l'exercice	Montant non payés
	Recettes	Dépenses		
595.218.824	289.555.498	-70.786.120	813.988.202	0
11.777.098	9.436.254	-3.686.308	17.527.044	0
17.500.198.407	0	0	17.500.198.407	0
123.922	0	0	123.922	0
18.107.318.251	298.991.752	-74.472.428	18.331.837.575	0
1.400.935.054	51.221.852	0	1.452.156.906	0
-55.830.619	2.643.712.518	-2.788.319.193	-200.437.294	0
1.345.104.435	2.694.934.370	-2.788.319.193	1.251.719.612	0
2.305.638.118	3.300.000.000	-1.217.134.054	4.388.504.064	0
816.975.039	2.743.094.102	-2.341.237.451	1.218.831.690	0
0	12.662.786.389	-12.662.786.389	0	0
243	16.144.000	-13.414.561	2.729.682	0
876.000.000	0	0	876.000.000	0
13.395.433	1.480.000	-320.000	14.555.433	0
11.120.035.031	4.130.338.578	-2.101.772.902	13.148.600.707	0
42.327.737	5.650.000	-154.180	47.823.557	0
5.745.126.765	5.645.658.839	-6.581.361.864	4.809.423.740	0
2.505.000.000	805.000.000	0	3.310.000.000	0
402.431.045	200.000.000	-251.505.968	350.925.077	0
0	159.750.000	-8.366.476	151.383.524	0
461.506.926	700.000.000	-601.047.777	560.459.149	0
0	0	0	0	0
11.178.809	2.650.000	-906.649	12.922.160	0
2.679.157.736	2.850.000.000	-1.245.298.444	4.283.859.292	0
2.895.779.072	4.698.924.468	-4.027.716.530	3.566.987.010	0
2.500.000	0	0	2.500.000	0
473.520.000	1.025.000.000	-50.000.000	1.448.520.000	0
3.870.441.583	3.008.531.750	-2.539.302.525	4.339.670.808	0
0	0	0	0	0
5.824.201.112	4.725.000.000	-3.289.597.035	7.259.604.077	0
0	0	0	0	0
900.901.388	2.975.000.000	-440.544.228	3.435.357.160	0
100.175.000	300.000.000	-287.590.000	112.585.000	0
41.046.291.037	49.955.008.126	-37.660.057.033	53.341.242.130	0
60.498.713.723	52.948.934.248	-40.522.848.654	72.924.799.317	0

BALANCE
A. Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

1) Recettes effectives du budget de l'exercice 1998	frs	190.643.126.550
2) Dépenses effectives du budget de l'exercice 1998	frs	<u>188.613.119.564</u>
3) Excédent de recettes du budget de l'exercice 1998	frs	2.030.006.986
4) Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1997	frs	<u>13.328.284.543</u>
5) Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1998	frs	15.358.291.529

B. Recettes et dépenses pour ordre

1) Recettes pour ordre	frs	85.638.202.331
2) Dépenses pour ordre	frs	<u>85.536.311.687</u>
	frs	101.890.644

C. Recettes et dépenses sur fonds spéciaux

1) Recettes des fonds pendant l'exercice 1998	frs	52.948.934.248
2) Dépenses des fonds pendant l'exercice 1998	frs	<u>40.522.848.654</u>
3) Excédent de recettes de l'exercice 1998	frs	12.426.085.594
4) Excédent de recettes de l'exercice 1997	frs	<u>60.498.713.723</u>
5) Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1998	frs	72.924.799.317

Luxembourg, le 25 mai 2000

Le Ministre du Trésor et du Budget
Luc Frieden